ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

(I à Z)

établie par le Service des Archives de l'Assemblée nationale

Du 1er janvier au 31 décembre 1989

9e législature

Seconde session ordinaire de 1988-1989.....	Du 3 avril au 1er juillet 1989
Deuxième session extraordinaire de 1988-1989.....	Du 2 au 4 juillet 1989
Première session ordinaire de 1989-1990.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1989
Session extraordinaire de 1989-1990.....	21 et 22 décembre 1989

I

INCHAUSPE (Michel)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Equipement et transports : aviation civile et météorologie - budget annexe de la navigation aérienne) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 15 : **équipement et transports : aviation civile et météorologique - budget annexe de la navigation aérienne (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Construction aéronautique et sous-traitance : implantation d'ateliers hors du territoire national ; coût de production [17 mai 1989] (p. 921, 922).

à un ministre :

- Politique économique et sociale [22 juin 1989] :

Banques et établissements financiers : Crédit agricole : suppression du monopole des prêts bonifiés aux agriculteurs (p. 2376).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Remplacé par M. Bernard Schreiner (Bas-Rhin) : sécheresse (Pyrénées-Atlantiques) (p. 4217).

Industrie et aménagement du territoire : tourisme. - *Questions* [27 octobre 1989] :

Remplacé par M. Jean-Claude Mignon : tourisme rural (gîtes ruraux) (p. 4284).

Equipement, logement, transports et mer : Aviation civile et météorologie ; Budget annexe de la navigation aérienne. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [31 octobre 1989] :

Aviation civile :

- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4386) ;
- industrie aéronautique (Airbus) (p. 4386, 4387).

Navigation aérienne :

- compagnies aériennes (redéfinition du paysage aéronautique français) (p. 4387) ;
- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4387) ;
- effectifs (p. 4387) ;
- modernisation (p. 4387) ;
- pilotes (formation) (p. 4387) ;
- taxe d'équipement (création) (p. 4387, 4388) ;
- taxe de sûreté (recouvrement) (p. 4387) ;
- trafic aérien (augmentation) (p. 4387).

Météorologie nationale :

- conflits sociaux (p. 4386) ;
- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4386).

Vote des crédits :

Après l'article 87 :

- *son* amendement n° 39 (présentation annuelle au Parlement d'un rapport, annexé au projet de loi de finances, sur l'utilisation et le recouvrement de la taxe de sécurité) : retiré (p. 4405).

ISAAC-SIBILLE (Bernadette)

Député du Rhône

(1re circonscription)

U.D.C.

S'inscrit au groupe de l'Union du centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à décentraliser les décisions en matière d'urbanisme commercial (n° 189) [1er juin 1989] (p. 1529).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement de la danse (n° 564) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

DEPOTS

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 85-1405 du 30 décembre 1985 tendant **à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 1086)** [12 décembre 1989].

Proposition de loi modifiant la loi n° 85-1406 du 30 décembre 1985 tendant à **limiter le cumul des mandats électoraux** et des fonctions électives **(n° 1150)** [20 décembre 1989].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions afin d' **augmenter le nombre de vice-présidents des Conseils généraux (n° 1151)** [20 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Enfants des couples mixtes franco-algériens : convention franco-algérienne ; enlèvements d'enfants ; dossiers traités ; statistiques ; commission ; mandat ; durée ; harmonisation européenne [21 juin 1989] (p. 2321, 2322).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1989] :

Comparution personnelle devant la chambre d'accusation (p. 613).

Durée de la détention provisoire (limitation) (p. 613).

Mineurs de moins de 16 ans (mise en détention) (p. 613).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'enseignement de la danse (n° 564).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1989] :

Danse et chorégraphie :

- collectivités locales (rôle) (p. 658) ;
- enfants (santé) (p. 658).

Professeurs de danse : diplôme d'Etat (p. 658).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

C. - *Mesures diverses.*

Article 28 *(modalités de reprise du fonds de revalorisation des rentes) :*

- *soutient* l'amendement n° 105 de M. Edmond Alphandéry (supprime la reprise par l'Etat) : rejeté (p. 3908).

II. - Ressources affectées.

Article 29 *(dispositions relatives aux affectations) :*

- *soutient* l'amendement n° 108 rectifié de M. Edmond Alphandéry (limite à 1 p. 100 la croissance des cotisations cadastrales prévues aux articles 1123-1-b et 1003-8 du code rural et affectées au B.A.P.S.A.) (p. 3909) ; rejeté (p. 3910).

Deuxième partie :

Industrie et aménagement du territoire : tourisme. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1989] :

Crédits (p. 4278).

Formation professionnelle (p. 4279).

Promotion touristique et Maison de la France (p. 4278, 4279).

Tourisme rural (p. 4279).

Intention de vote contre du groupe U.D.C. (p. 4279).

Questions :

Remplaçant M. Edouard Landrain : marché touristique français (p. 4285, 4286).

Organisation nationale du tourisme (p. 4286).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Remplacée par M. Jean-Pierre Foucher : Elèves : rythmes scolaires (p. 4532).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Contrats de travail : artistes et organisateurs de spectacles (nature du rapport contractuel) (p. 6279).

Durée du temps de travail :

- heures supplémentaires (repos compensateur) :

- régime (p. 6279) ;

- temps de travail :

- aménagement du temps de travail et utilisation des équipements (p. 6279).

Discussion des articles [11 décembre 1989] :

Article 1er *(doublement du repos compensateur de 50 p. 100 dans les entreprises de plus de dix salariés) :*

- *son* amendement n° 9 (ouvre la possibilité d'appliquer un repos compensateur de 100 p. 100 aux seules heures supplémentaires effectuées au delà du seuil fixé par voie conventionnelle, quand celui-ci est supérieur au contingent réglementaire) (p. 6285) : adopté après modifications (p. 6986).

Article 2 *(doublement du repos compensateur de 50 p. 100 dans les établissements de plus de dix salariés relevant de l'article 1144-7° du code rural mais n'exerçant pas une activité de production agricole) :*

- *son* amendement n° 14 soutenu par M. Jean-Marie Daillet (ouvre la possibilité d'appliquer un repos compensateur de 100 p. 100 aux seules heures supplémentaires effectuées au delà du seuil fixé par voie conventionnelle, quand celui-ci est supérieur au contingent réglementaire) : adopté après modifications (p. 6287).

ISTACE (Gérard)

Député des Ardennes

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

J

JACQ (Marie)

Député du Finistère

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n ° 646) [*J.O.* du 1er décembre 1989] (p. 14895).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et aménagement du territoire : Industrie. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Energie : Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) (p. 4847).

Commerce et artisanat. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Artisanat : prêts bonifiés (p. 4892).

JACQUAINT (Muguette)

Député de la Seine-Saint-Denis

(3e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire

chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648) [*J.O.* du 16 juin 1989] (p. 7522).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers (n° 687) [*J.O.* du 2 juillet 1989] (p. 8243).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [21 novembre 1989] (p. 5470).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [*J.O.* du 22 novembre 1989] (p. 14539).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 646) [*J.O.* du 1er décembre 1989] (p. 14895).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023) [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15812).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à garantir le **relogement des salariés** contraints de quitter l'**emploi** au titre duquel ils bénéficiaient d'un **logement fourni par l'employeur (n° 607)** [18 avril 1989].

Proposition de loi relative aux **droits de l'enfant** et aux devoirs de la société à son égard **(n° 1147)** [20 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Libertés syndicales en France : licenciement de militants et délégués syndicaux ; refus de réintégration des dix délégués licenciés par Renault ; loi d'amnistie [10 mai 1989] (p. 721).

- Politique de la France en matière de désarmement et de paix : situation internationale ; attitude de la France ; projet d'actualisation de la loi de programmation militaire ; situation internationale de la France ; manifestations à Paris ; appel des Cent ; doctrine de la France en matière de défense [21 juin 1989] (p. 2320, 2321).

- Rencontre de Malte, désarmement : négociations Etats-Unis-U.R.S.S. ; intangibilité des frontières existant en Europe [6 décembre 1989] (p. 6032, 6033).

à un ministre :

- Sécurité sociale [25 mai 1989] :

Politique économique et sociale : R.M.I., allocations familiales et retraites (p. 1222).

orales sans débat :

- n° 59 posée le 4 avril 1989 : **pauvreté (R.M.I.)** (p. 34). Appelée le 7 avril 1989 : conditions d'attribution (p. 91, 92, 93).

- n° 76 posée le 18 avril 1989 : **ministères et secrétariat d'Etat (travail, emploi et formation professionnelle : services extérieurs)** (p. 278). Appelée le 21 avril 1989 : Seine-Saint-Denis ; inspection du travail ; effectifs (p. 377, 378).

- n° 96 posée le 16 mai 1989 : **formation professionnelle (A.F.P.A.)** (p. 912). Appelée le 19 mai 1989 : fonctionnement (p. 1011, 1012).

- n° 161 posée le 10 octobre 1989 : **matériels électriques et électroniques (entreprises : Rhône)** (p. 3368). Appelée le 13 octobre 1989 : Lyon ; Entreprise Vidéocolor ; emploi et activité ; Groupe Thomson (p. 3544, 3545).

- n° 204 posée le 12 décembre 1989 : **enfants (politique de l'enfance)** (p. 6421). Appelée le 15 décembre 1989 : perspectives ; convention de l'O.N.U. ; ratification (p. 6644, 6645).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Discussion des articles [26 avril 1989] :

Article unique *(portant approbation du Xe plan) :*

- *ses observations* (p. 469) ;

Enseignement (éducation et formation) (p. 469) ;

- *soutient* l'amendement n° 32 de M. Georges Hage (prévoit une revalorisation salariale et le S.M.I.C. à 6 000 F) : vote réservé (p. 481) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581) ;

- *soutient* l'amendement n° 33 de M. Georges Hage (suppression des exonérations de cotisations sociales dues par les employeurs et prises en charge par l'Etat) : vote réservé (p. 485) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581) ;

- *soutient* l'amendement n° 34 de M. Georges Hage (supprime la référence aux mesures d'accompagnement prises par l'Etat pour inciter à la réduction du temps de travail ; amélioration des conditions de travail) (p. 485) : vote réservé (p. 486) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581) ;

- *soutient* l'amendement n° 35 de M. Georges Hage (suppression de la référence au financement des dépenses de solidarité par un prélèvement assisù £sur tous les revenus) : vote réservé (p. 496) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581) ;

- *soutient* l'amendement n° 70 de M. Georges Hage (suppression du chapitre 4-1 « Education et formation » non conforme au projet de loi d'orientation sur l'éducation) : vote réservé (p. 502) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581) ;

- *son* amendement n° 59 soutenu par M. Roger Gouhier (création par les entreprises des conditions permettant aux salariés de consacrer 10 p. 100 de leur temps à cette activité) (p. 502, 503) ; vote réservé (p. 503) ; non soumis au vote ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581) ;

- *soutient* l'amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Brard (effort en faveur des industries agroalimentaires) : vote réservé (p. 504) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581) ;

- *soutient* l'amendement n° 62 de M. Fabien Thiémé (maintien et amélioration de l'implantation des services publics en milieu rural) : vote réservé (p. 504) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581) ;

- *soutient* l'amendement n° 37 de M. André Duroméa (mise en place d'un plan de développement de la filière maritime et de la flotte de commerce) (p. 504) : vote réservé (p. 505) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581) ;

- *soutient* l'amendement n° 36 de M. Georges Hage (suppression de la référence à un recul de l'âge de la retraite) : vote réservé (p. 505) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581) ;

- *soutient* l'amendement n° 64 de M. Georges Hage (suppression de la référence à la maîtrise des dépenses de santé) (p. 505) : vote réservé (p. 506) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581).

Médecine (maintien du secteur 2) (p. 505).

Lecture définitive :

Explications de vote [1er juillet 1989] :

Fiscalité (p. 2835).

Sécurité sociale (p. 2835).

Vote contre du groupe communiste (p. 2835).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. François Léotard tendant à la création d'une commission d'enquête sur les faits auxquels ont donné lieu les opérations financières lors de l'offre publique d'achat par Pechiney sur une filiale d'American Can (n° 533), sur la proposition de résolution de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rachat d'American Can per Pechiney, les opérations boursières sur le capital de la Société générale et les conditions dans lesquelles ont eu lieu les dénationalisations depuis le 6 août 1986 (n° 534) et sur la proposition de résolution de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles se sont effectuées les opérations de privatisation d'entreprises ou de banques appartenant au secteur public et le devenir des sociétés privatisées depuis le 6 août 1986 (n° 537).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 avril 1989] :

« Affaires » boursières :

- Pechiney (rachat d'American Can) (p. 569).

- Société générale (affaire) (p. 569).

Privatisations :

- évaluation des entreprises privatisées (p. 569) ;

- noyaux durs (constitution et évolution des -) (p. 569) ;

- opacité du processus de - (p. 569, 570).

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 mai 1989] :

Soutient la motion de renvoi en commission de : *Gouhier (Roger)* (p. 757) : rejetée (p. 758).

Principaux thèmes développés :

Amendes :

- forfaitaires (p. 758) ;

- payées immédiatement (p. 758).

Automobile (place dans la société contemporaine et liberté d'aller et venir) (p. 758).

Automobilistes : éducation et formation (p. 758).

Commission « Giraudet » relative à la sécurité routière (propositions) (p. 757, 758).

Délits routiers (renforcement de la répression) (p. 757).

Permis de conduire à points (p. 758).

Poids lourds et véhicules de transports en commun (réglementation) (p. 758).

Réseau routier et autoroutier (amélioration et résorption des points noirs) (p. 758).

Sécurité routière (politique générale) (p. 758).

Discussion des articles [11 mai 1989] :

Avant l'article 10 :

- *soutient* l'amendement n° 42 de M. Jacques Brunhes (enseignement obligatoire du code de la route et de la conduite dans les établissements du second dégré) (p. 778) : rejeté (p. 779).

Article 10 *(institution et mécanisme du permis à points) :*

Article L. 11-5 du code de la route.

- *soutient* l'amendement n° 44 de M. Gilbert Millet (remplace la suppression par la suspension pendant un an du permis de conduire) (p. 787) : rejeté (p. 788).

Article 14 *(dépistage préventif de l'imprégnation alcoolique en cas d'absence de casque, de la ceinture de sécurité ou d'excès de vitesse) :*

- *soutient* l'amendement n° 46 de M. Jacques Brunhes (de suppression) : rejeté (p. 804).

Lecture définitive :

Explications de vote [1er juillet 1989] :

Abstention du groupe communiste (p. 2841).

- Projet de loi relatif à l'accueil des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 620).

Première lecture :

Discussion des articles [12 mai 1989] :

Article 1er *(procédure d'agrément des familles d'accueil) :*

- *son* amendement n° 75 (de précision) : devenu sans objet (p. 857) ;

- *son* amendement n° 76 soutenu par M. Gilbert Millet (introduit en formation la personne d'accueil dans les conditions d'agrément) (p. 858) : rejeté (p. 859) ;

- *soutient* l'amendement n° 77 de M. Gilbert Millet (prévoit l'intervention d'une commission départementale composée de personnalités compétentes pour l'action sanitaire et sociale, avant l'octroi de l'agrément par le conseil général) (p. 859) : rejeté (p. 860) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 78 de M. Gilbert Millet (précise que les associations qui seront chargées du suivi des familles agréées seront obligatoirement régies par la loi de 1901) (p. 860) : adopté (p. 861).

Après l'article 13 :

- *soutient* l'amendement n° 85 de M. Gilbert Millet (prévoit qu'un rapport annuel sera présenté au Parlement sur l'accueil à domicile de personnes âgées ou handicapées adultes) (p. 875) : adopté après rectification (p. 876).

Explications de vote :

Vote contre du groupe communiste (p. 876).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, tendant à assoupir les sanctions prévues par l'article L. 55 de la loi du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des diffficultés des entreprises, applicables aux cas où une société à responsabilité limitée n'a pas porté son capital à 50 000 francs le 1er mars 1989 (n° 611).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 mai 1989] :

Banques (p. 1015).

Entreprises (création) (p. 1015).

Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.)

- capital social (augmentation) (p. 1015)

- redressement judiciaire (p. 1015) ;

- sanctions en cas d'insuffisance du capital social (p. 1015).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* amendement n° 4 soutenu par M. Gilbert Millet (abrogation de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) (p. 1078) : rejeté (p. 1079).

Article 7 *(obligations du locataire) :*

- *son* amendement n° 53 soutenu par M. Gilbert Millet (permet au locataire de suspendre le paiement du loyer et des charges récupérables lorsque le bailleur ne remplit pas ses obligations contractuelles) (p. 1098) : rejeté (p. 1099).

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Emploi (généralités) :

- chômage (et chômage de longue durée) (p. 1192) ;

- emploi précaire (contrats à durée déterminée ; intérim ; S.I.V.P) (p. 1191) ;

- entreprises (p. 1191) ;

- formation professionnelle (p. 1192).

Licenciement : généralités : droit (p. 1191, 1192).

Discussion des articles [25 mai 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* amendement n° 37 (prévoit un accroissement du rôle des institutions représentatives du personnel dans le régime des licenciements économiques individuels et collectifs et rétablit l'autorisation administrative préalable pour certaines hypothèses) (p. 1226) : rejeté (p. 1227) ;

- *son* amendement n° 35 rectifié (rétablit l'autorisation administrative préalable au licenciement économique) : rejeté (p. 1227).

Article 2 *(extension des aides du fonds national de l'emploi) :*

- *son* amendement n° 38 soutenu par M. Louis Pierna (prévoit le reversement des aides du fonds national de l'emploi pour les entreprises qui procèdent à des licenciements économiques dans les trois ans qui suivent leur octroi) (p. 1232) : rejeté (p. 1233).

Article 3 *(incitations financières aux actions de formation permettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi) :*

- *son* amendement n° 39 (de suppression) : rejeté (p. 1234).

Article 4 *(généralisation de la contribution exceptionnelle versée lors d'un licenciement de salariés âgés ; « cotisation Delalande ») :*

- *son* amendement n° 40 soutenu par M. Louis Pierna (généralise la « cotisation Delalande » à tous les licenciements quels que soient l'âge du salarié et - son ancienneté) : rejeté (p. 1237) ;

- *son* amendement n° 41 soutenu par M. Louis Pierna (supprime l'exonération de versement prévue pour les salariés ayant moins de deux ans d'ancienneté ou licenciés en fin de chantier) : rejeté (p. 1238).

Article 5 *(incitations financières aux actions de formation permettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi) :*

- *son* amendement n° 42 soutenu par M. Louis Pierna (de suppression) : rejeté (p. 1243).

Article 7 *(rôle de l'administration) :*

- *son* amendement n° 43 (ouvre la possibilité pour l'autorité administrative de compléter ou modifier le plan social) (p. 1253) : rejeté (p. 1254) ;

- *son* amendement n° 44 (donne la possibilité à l'A.N.P.E. et aux services extérieurs du travail de formuler des propositions pour éviter les licenciements et sauvegarder l'emploi) : rejeté (p. 1254).

Article 8 *(obligation de l'employeur de proposer une convention de conversion) :*

- *son* amendement n° 45 corrigé (oblige l'employeur à dégager les moyens permettant le reclassement préalable des salariés dans une situation au moins équivalente) : rejeté (p. 1255).

Article 9 *(sanction de l'obligation de proposer le bénéfice d'une convention de conversion) :*

- *son* amendement n° 46 (de suppression) : rejeté (p. 1256).

Article 10 *(financement des conventions de conversion) :*

- *son* amendement n° 47 (de suppression) : rejeté (p. 1257).

Article 11 *(allongement de certains délais dans la procédure applicable aux grands licenciements) :*

- *son* amendement n° 48 (prévoit que les représentants du personnel seront consultés sur tous les licenciements économiques) : rejeté (p. 1257) ;

- *son* amendement n° 49 (allonge les délais de consultation des représentants du personnel) (p. 1257) : rejeté (p. 1258).

Article 14 *(coordination des délais en cas de recours à un expert-comptable) :*

- *son* sous-amendement n° 108 (supprime la désignation d'un expert-comptable par le comité central d'entreprise) à l'amendement n° 17 de la commission (améliore l'articulation des réunions entre le comité central d'entreprise et les comités d'établissement correspondants) (p. 1260) : rejeté (p. 1261) ;

- *son* amendement n° 50 : devenu sans objet (p. 1262).

Article 15 *(limitation des licenciements à caractère répétitif) :*

- *son* amendement n° 51 (allonge la période de surveillance) : rejeté (p. 1262).

Article 16 *(mesures rectificatives) :*

- *son* amendement n° 52 (délais applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire) (p. 1262) : adopté (p. 1263).

Article 17 *(définition du licenciement économique) :*

- *son* amendement n° 53 (notion de licenciement économique ; problème des mutations technologiques) (p. 1265) : rejeté (p. 1267).

Article 19 *(extension de l'obligation d'entretien préalable) :*

- *son* amendement n° 36 soutenu par M. Louis Pierna (renforce les droits individuels des salariés dans la procédure de licenciement ; réintégration du salarié en cas de nullité du licenciement) : rejeté (p. 1279).

Article 20 *(priorité de réembauchage) :*

- *son* amendement n° 54 (supprime toute condition de délai pour bénéficier de la priorité de réembauchage) : rejeté (p. 1281) ;

- *soutient* l'amendement n° 55 de M. Louis Pierna (tend à rendre permanente pendant un an la priorité de réembauchage) : rejeté (p. 1282) ;

- *son* amendement n° 56 (tend à fixer à six mois de salaire l'indemnité minimale perçue par le salarié en cas de non respect de la priorité de réembauchage) : rejeté (p. 1283).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 juin 1989] :

Conversion des salariés : droit à la conversion (p. 2482).

Emploi (généralités) : emploi précaire (contrats à durée déterminée ; intérim ; S.I.V.P.) (p. 2482).

Femmes (égalité professionnelle des hommes et des femmes : aides aux études engagées par les entreprises) (p. 2482).

Licenciement :

- généralités :

- autorisation administrative (non rétablissement) (p. 2482).

S.M.I.C. (p. 2482).

Discussion des articles [26 juin 1989] :

Article 14 *(coordination des délais en cas de recours à un expert-comptable) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 38 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2493)

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Article 4 *(bénéficiaires de plein droit de la carte de résident) :*

- *soutient* l'amendement n° 19 corrigé de M. Gilbert Millet (délivrance de plein droit de la carte de résident pour l'étranger qui est père ou mère d'un enfant français résidant en France, à la condition qu'il exerce l'autorité parentale et qu'il subvienne à ses besoins) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1520) ;

- *soutient* l'amendement n° 20 de M. Gilbert Millet (ouvre le droit à une carte de résident aux étrangers qui ont séjourné en France plus de dix ans) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1523) ;

- *soutient* l'amendement n° 21 corrigé de M. François Asensi (ouvre droit à une carte de résident pour les étrangers ayant obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire) (p. 1524) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1525) ;

- *soutient* l'amendement n° 22 de M. François Asensi (ouvre le droit à une carte de résident pour l'étranger dont le père ou la mère est titulaire d'une carte de résident et perçoit en France une pension de retraite) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1526).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 juillet 1989] :

Après l'article 17 :

- *soutient* l'amendement n° 81 rectifié de M. François Asensi (amnistie les délits commis à l'occasion d'une procédure d'expulsion) : rejeté (p. 2870).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste (p. 2872).

Droits de l'homme (p. 2872).

Immigrés :

- conditions de vie et de travail (p. 2872).

- droits (respect) (p. 2872).

Projet de loi (dispositions) :

- expulsion (p. 2872).

- juge judiciaire (contrôle) (p. 2872).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 5 *(le conseil national des programmes) :*

- *son* amendement n° 62 soutenu par M. Marcelin Berthelot (rétablit les commissions disciplinaires) : rejeté (p. 1984).

Article 17 *(projet d'établissement et coopération entre les établissements d'enseignement) :*

- *son* amendement n° 77 soutenu par M. Georges Hage (respect des programmes et des principes d'organisation des établissements) : rejeté (p. 2025).

Article 18 *(groupements d'établissements et groupements d'intérêt public) :*

- *son* amendement n° 83 soutenu par M. Jacques Brunhes (prévoit que la convention constitutive du groupement d'intérêt public (G.I.P.) est soumise à l'approbation du ministre de l'éducation nationale) (p. 2031) : rejeté (p. 2032).

- *son* amendement n° 84 (précise le statut des personnels exerçant leur activité au sein des groupements d'intérêt public) : rejeté (p. 2032).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [3 juillet 1989] :

Article 1er *(missions de l'éducation nationale) :*

- *ses observations* (p. 2905).

Enseignement supérieur (rentrée universitaire) (p. 2905).

Article 4 *(organisation de la scolarité en cycles) :*

- *soutient* l'amendement n° 4 rectifié de M. Jacques Brunhes (retient le texte proposé par le Ministre de l'éducation nationale lors du débat au Sénat) : adopté (p. 2907).

Article 4 *bis* (supprimé par le Sénat) *(programmes scolaires) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 rectifié de M. Jacques Brunhes (propose une rédaction acceptée par le Ministre de l'éducation nationale au Sénat) : adopté (p. 2909).

Article 8 *(périodes de scolarité effectuées dans les entreprises et les administrations) :*

- *son* amendement n° 17 (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2910) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de M. Jacques Brunhes (baccalauréat des sections artistiques) (p. 2910) : rejeté (p. 2911).

Article 9 *(droits et obligations des élèves) :*

- *soutient* l'amendement n° 9 de M. Guy Hermier (tend à revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2911) : adopté (p. 2912).

Article 13 *(rôle des enseignants) :*

- *soutient* l'amendement n° 13 de M. Jacques Brunhes (supprime la référence au suivi du travail personnel des élèves) : rejeté (p. 2914).

Article 16 *(création des instituts universitaires de formation des maîtres) :*

- *soutient* le sous-amendement n° 63 de M. Marcelin Berthelot (transferts d'emplois) à l'amendement n° 44 de la commission (p. 2917) : rejeté (p. 2918) ;

- *soutient* l'amendement n° 15 de M. Jacques Brunhes (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2917) : devenu sans objet (p. 2918) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 56 de M. Marcelin Berthelot (transferts d'emplois) à l'amendement n° 15 de M. Jacques Brunhes (p. 2917) : devenu sans objet (p. 2918).

Article 17 *(projet d'établissement et coopération entre les établissements d'enseignement) :*

- *soutient* l'amendement n° 18 de M. Georges Hage (modifie la rédaction de cet article ; notion de principes nationaux d'organisation) (p. 2918) : rejeté (p. 2919) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 61 de M. Marcelin Berthelot (notion de principes nationaux d'organisation) à l'amendement n° 45 de la commission (p. 2918) : rejeté après rectification (p. 2919) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 62 de M. Marcelin Berthelot (notion de besoin de formation) à l'amendement n° 45 de la commission (p. 2918) : rejeté (p. 2919).

Article 19 *(maîtrise d'ouvrage public des constructions universitaires) :*

- *son* amendement n° 19 (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2919) : adopté (p. 2920) ;

- *soutient* l'amendement n° 24 de M. Georges Hage (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2920) ;

- *soutient* l'amendement n° 25 de M. Georges Hage (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2920).

Article 21 *(conseil supérieur de l'éducation) :*

- *soutient* l'amendement n° 23 de M. Georges Hage (modalités de désignation des représentants dans les conseils académiques) (p. 2920) : rejeté (p. 2921).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste (p. 2923).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [4 juillet 1989] :

Enseignants :

- formation (instituts universitaires de formation des maîtres)

(p. 2959) ;

- revalorisation (p. 2958, 2959).

- Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1988 (n° 149) et projet de loi portant règlement définitif du budget de 1987 (n° 508).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : discussion commune [16 juin 1989] :

Commerce extérieur (généralités) (p. 2261).

Emploi (p. 2261).

Entreprises (investissements) (p. 2261).

Finances publiques : dépenses publiques (décélération) (p. 2261).

Parti communiste (propositions) (p. 2261).

Politique économique (pouvoir d'achat) (p. 2261).

Secteur public (emploi) (p. 2261).

Vote contre du groupe communiste (p. 2261).

- Projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurances des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin (n° 688).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1989] :

Chômage : indemnisation (accords collectifs) (p. 2339, 2340).

Contrôleurs du travail (p. 2340, 2341).

Femmes :

- égalité professionnelle des hommes et des femmes (harmonisation européenne) (p. 2340) ;

- travail de nuit (p. 2340).

Immigration clandestine : travail clandestin (p. 2340, 2341).

Discussion des articles [21 juin 1989] :

Article 1er *(négociation des accords relatifs aux allocations d'assurance versées aux travailleurs privés d'emploi) :*

- *son* amendement n° 14 (de suppression) : rejeté (p. 2351).

Article 2 *(agrément des accords relatifs aux allocations d'assurance versées aux travailleurs privés d'emploi) :*

- *son* amendement n° 15 (de suppression) (p. 2351) : rejeté (p. 2352).

Article 3 *(harmonisation) :*

- *son* amendement n° 16 (de suppression) : rejeté (p. 2352).

Article 4 *(trésorerie des institutions gestionnaires de l'assurance chômage) :*

- *son* amendement n° 17 (de suppression) : rejeté (p. 2353).

Article 5 *(réexamen des clauses des conventions collectives conformément au principe européen de « l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes ») :*

- *son* amendement n° 18 (garantit les droits acquis par les femmes) (p. 2356) : devenu sans objet (p. 2359).

Article 7 *(constatation des infractions par les contrôleurs du travail) :*

- *son* amendement n° 19 (réserve aux seuls inspecteurs et contrôleurs du travail la constatation des infractions par procès-verbal) : rejeté (p. 2359).

Seine-Saint-Denis (postes d'inspecteurs et de contrôleurs du travail) (p. 2359)

Article 11 *(renforcement de la lutte contre le travail clandestin) :*

- *son* amendement n° 20 : devenu sans objet (p. 2361).

Article 12 *(aggravation des peines en cas d'emploi irrégulier d'un étranger) :*

- *son* amendement n° 21 (renforce les peines applicables par rapport au texte initial) : rejeté (p. 2361).

Article 13 *(aggravation des peines applicables en cas de violation des dispositions de l'article L. 341-7-1 du code du travail) :*

- *son* amendement n° 22 (aggrave les peines par rapport au texte initial) : rejeté (p. 2362) ;

- *son* amendement n° 23 (augmente le montant des amendes par rapport au texte initial) : rejeté (p. 2362).

Article 14 *(aggravation des peines applicables aux personnes ayant contrevenu aux dispositions du nouvel article L. 341-7-2 du code du travail) :*

- *son* amendement n° 24 (renforce les peines applicables aux « passeurs ») : rejeté (p. 2362) ;

- *son* amendement n° 25 (renforce les peines applicables aux « passeurs » en cas de récidive) (p. 2362) : rejeté (p. 2363).

Explications de vote :

Vote contre du groupe communiste (p. 2364, 2365).

Chômage : indemnisation (accords collectifs) (p. 2365).

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 juin 1989] :

Article 5 *(séquestre et consignation judiciaires ; sanctions pécuniaires de la Commission des opérations de bourse) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale quant au pouvoir de sanction pécuniaire conféré à la C.O.B.) (p. 2389).

Article 11 *quinquies* nouveau *(offre publique d'achat ou d'échange et rachat d'une entreprise par ses salariés) :*

- *soutient* l'amendement n° 59 de M. Jean Tardito (de suppression) : adopté (p. 2395).

Article 13 *(modalités de franchissement des seuils et transmission des pactes d'actionnaires) :*

- *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (simplifie les seuils légaux par le calcul des seuils en droits de vote lorsque le nombre ou la répartition des droits de vote ne correspond pas au nombre ou à la répartition des actions) (p. 2396) : adopté (p. 2397).

Article 15 *bis* nouveau *(autocontrôle) :*

- *soutient* l'amendement n° 61 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 2398) : rejeté (p. 2399).

O.P.A. (p. 2398).

Article 25 *bis* *(limitation de l'obligation de distribution des résultats des O.P.C.V.M.) :*

- *soutient* l'amendement n° 64 de M. Fabien Thiémé (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2407).

Lecture définitive [1er juillet 1989] :

- Rappel au règlement : demande d'explication de vote formulée avant le début du scrutin (p. 2839).

- Projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers (n° 687).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1989] :

Sécurité sociale :

- administrateurs des caisses (prorogation du mandat) (p. 2425, 2426) ;

- cotisations (délai de régularisation des impayés) (p. 2425) ;

- financement et prélèvement sur tous les revenus (p. 2426)

- retraites complémentaires (égalité professionnelle des hommes et des femmes) (p. 2426).

Professions médicales et paramédicales : médecins (conventionnement, amendement du Gouvernement) (p. 2425).

Discussion des articles [22 juin 1989] :

Article 1er *(proroge le mandat des membres des conseils d'administration des caisses du régime général) :*

- *soutient* l'amendement n° 12 de M. Georges Hage (de suppression) : rejeté (p. 2431).

Article 2 *(allongement du délai de régularisation des impayés) :*

- *soutient* l'amendement n° 13 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 2431) : rejeté (p. 2432).

Article 5 *(mise en conformité de la législation française avec la directive communautaire sur l'égalité de traitement entre les sexes dans les régimes complémentaires) :*

- *soutient* l'amendement n° 3 de M. Georges Hage (de suppression) : rejeté (p. 2434).

Après l'article 9 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (étend le congé individuel de formation aux personnels hospitaliers) : adopté (p. 2437).

Fonds de mutualisation des cotisations (p. 2437).

Explications de vote :

Médecins (conventionnement) (p. 2438).

Vote contre du groupe communiste (p. 2438).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [3 juillet 1989] :

Après l'article 10 :

- *son* amendement n° 9 (valide les certificats d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement social délivrés en application de l'arrêté du 28 février 1985 du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale ; crée un certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement social) : adopté après modifications (p. 2884).

Explications de vote :

Professions médicales et paramédicales : médecins (conventionnement ; amendement du Gouvernement) (p. 2886).

Retraites (p. 2886).

Sécurité sociale : administrateurs des caisses (prorogation du mandat) (p. 2886).

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (S.M.I.C.) (p. 2886).

Vote pour du groupe communiste (p. 2886).

- Projet de loi relatif à l'enseignement de la danse (n° 564).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 juin 1989] :

Décrets d'application de la loi (p. 2470).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788).

Première lecture :

Discussion des articles [26 juin 1989] :

Article 2 *(sanctions pénales applicables en cas de mise en service ou de conduite d'aéronefs non conformes aux règles de sécurité) :*

- *soutient* l'amendement n° 15 de M. Marcelin Berthelot (substitution du mot « certificat » au mot « document ») (p. 2519) : rejeté (p. 2520) ;

- *soutient* l'amendement n° 23 de M. Jean-Claude Lefort (rend obligatoire pour l'un des pilotes la possession d'une licence d'officier mécanicien navigant ou d'ingénieur navigant) : rejeté (p. 2520) ;

- *soutient* l'amendement n° 16 de M. Jean-Claude Lefort (application des peines au pilote à condition que l'un des deux pilotes soit titulaire d'une licence d'officier mécanicien navigant ou d'ingénieur navigant) : rejeté (p. 2520).

Article 10 *(retenue des aéronefs) :*

- *soutient* l'amendement n° 18 de M. Daniel Le Meur (substitution du mot « certificat » au mot « document ») : rejeté (p. 2521).

Article 16 *(dérogation au monopole du pavillon français sur les liaisons intérieures) :*

- *soutient* l'amendement n° 21 de M. Daniel Le Meur (de suppression) : rejeté (p. 2526).

Article 17 *(organisation de services réguliers de transport aérien à l'intérieur du territoire national) :*

- *soutient* l'amendement n° 22 de M. Pierre Goldberg (de suppression) : rejeté (p. 2527).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er juillet 1989] :

Article 2 *(sanctions pénales applicables en cas de mise en service ou de conduite d'aéronefs non conformes aux règles de sécurité) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2845) ;

Compagnies privées (p. 2845).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste (p. 2850).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] :

Après l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Michel (amnistie les faits constituant des fautes passibles de sanctions professionnelles sauf si la réintégration de personnels devait faire peser sur l'employeur des sacrifices excessifs) (p. 2692) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de M. Jacques Brunhes (accorde à tout salarié, élu du personnel, représentant ou délégué syndical, qui a été licencié pour une faute amnistiée en vertu de la loi n° 88-828 du 20 juillet 1988, la possibilité d'obtenir sa réintégration dans son emploi) (p. 2692) : devenu sans objet (p. 2696) ;

- *son* sous-amendement n° 9 (donne aux salariés protégés le droit de bénéficier de l'amnistie et d'être réintégrés dans leur emploi) à l'amendement n° 2 de M. Jacques Brunhes (p. 2693) : rejeté au scrutin public (p. 2695).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Article 26 *(régime des améliorations des biens apportés en société) :*

- *défavorable* (p. 2783).

Fiscalité (p. 2783).

Transmission d'une exploitation hors cadre sociétaire (p. 2783).

Article 33 A *(établissement d'un revenu forfaitaire) :*

- *ses observations* (p. 2808).

Cotisations (p. 2808).

Mode d'application de la réforme (p. 2807).

Revenus réels des agriculteurs (p. 2808).

Article 33 *bis* nouveau *(assiette de la cotisation destinée au financement de la retraite proportionnelle) :*

- *soutient* l'amendement n° 187 de M. Paul Lombard (supprime le plafond du revenu professionnel) : rejeté (p. 2812).

Article 40 *bis* nouveau *(démantèlement des taxes affectées au BAPSA) :*

- *ses observations* (p. 2814).

Après l'article 40 *bis* :

- *soutient* l'amendement n° 186 de M. Pierre Goldberg (prévoit qu'en cas de contestation par l'agriculteur, le forfait peut faire l'objet d'un recours afin de prendre en compte les recettes réelles de l'exploitation) (p. 2814) : rejeté (p. 2815) ;

- *soutient* l'amendement n° 189 de M. Théo Vial-Massat (vise à modifier les modalités d'élection des salariés au conseil d'administration des caisses de la mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 2815).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste (p. 2824).

Approfondissement de l'examen du projet en deuxième lecture (p. 2824).

Cotisations sociales (p. 2824)

Petits propriétaires (p. 2824).

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er juillet 1989] :

Chaînes publiques :

- présidents des chaînes : présidence commune pour Antenne 2 et FR 3 (p. 2826, 2827).

- Projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [3 juillet 1989] :

Après l'article 10 *quater* :

- *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (prévoit la réouverture des délais de recours et de prescription pour les crimes commis sur mineurs, à l'âge de la majorité des victimes) (p. 2894).

Explications de vote :

Famille (p. 2895).

Prévention et lutte contre les mauvais traitements (p. 2895).

- Projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 646).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 octobre 1989] :

Famille : planification et accueil familial (p. 2991).

Protection maternelle et infantile :

- financement :

- généralités (p. 2991, 2992).

- gratuité (p. 2991).

- missions (p. 2990) ;

- personnels :

- effectifs (p. 2991).

- pluridisciplinarité (psychologie) (p. 2991) ;

- résultats :

- mortalités infantile et maternelle (p. 2985).

- Seine-Saint-Denis (p. 2990) ;

- santé scolaire (relations avec la P.M.I.) : écoles maternelles (p. 2991).

Discussion des articles [2 octobre 1989] :

Article 2 *(dispositions générales relatives à la protection maternelle et infantile) (P.M.I) :*

Article L. 148 du code de la santé publique (organisation du service départemental de la P.M.I.) :

- *son* amendement n° 22 (caractère pluridisciplinaire de l'équipe de P.M.I) (p. 2998) : satisfait (p. 2999) ;

- *son* amendement n° 23 (prise en compte des besoins de la population pour déterminer les personnels nécessaires au service de P.M.I) (p. 2998) : devenu sans objet (p. 2999).

Article L. 149 du code de la santé publique (activité du service départemental de P.M.I) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 4 de la commission (supprime le principe de l'intervention de la P.M.I dans les écoles maternelles) (p. 3000) ;

- *son* amendement n° 24 (prévoit le suivi médico-social des femmes enceintes) : rejeté (p. 3001)

Article L. 150 du code de la santé publique (modalités d'organisation du service départemental de la P.M.I) :

- *son* amendement n° 25 (prévoit que la gestion des activités de la P.M.I. se fait dans le respect des missions de service public) : rejeté (p. 3002) ;

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (précise que la P.M.I sera organisée en accord avec les élus concernés) : rejeté (p. 3003).

Article L. 154 du code de la santé publique (surveillance médicale de la grossesse) :

- *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel ; englobe également les examens prescrits par un médecin ou une sage-femme et non effectués par eux) (p. 3004).

« Feuilles » lues (p. 3004).

Article 5 *(actions de prévention concernant l'enfant) :*

Article L. 164 du code de la santé publique (examens obligatoires) :

- *son* amendement n° 27 (de précision) : satisfait (p. 3006).

Article 8 *(financement de la protection maternelle et infantile (P.M.I) et respect du secret professionnel) :*

Article L. 186 du code de la santé publique (participation de la sécurité sociale au financement des services départementaux de la P.M.I.).

- *ses observations* sur l'amendement n° 32 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3009, 3010).

Explications de vote (p. 3013) :

Vote contre du groupe communiste (p. 3013).

Protection maternelle et infantile (P.M.I.) :

- femmes (p. 3013) ;

- financement (p. 3013)

- santé scolaire (relations avec la P.M.I.) (p. 3013).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1989] :

Protection maternelle et infantile (P.M.I.) :

- femmes (suivi pré et post-natal) (p. 5635) ;

- financement :

- caisses d'assurance-maladie (conventionnement) (p. 5634, 5635).
- gratuité (p. 5634).

Santé publique (accès - gratuité des médicaments) (p. 5634).

Vote contre du groupe communiste (p. 5635).

- Projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 octobre 1989] :

Associations intermédiaires (p. 3558).

Contrat de retour à l'emploi : nature et forme (p. 3557).

Contrat emploi-solidarité :

- nature et forme (p. 3557) ;

- travail précaire (p. 3556, 3557) ;

- T.U.C. (p. 3556).

Discussion des articles [13 octobre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* amendement n° 15 soutenu par M. Georges Hage (tend à porter le S.M.I.C. à 6 500 francs et à en indexer le montant sur les prix) (p. 3576) : rejeté au scrutin public (p. 3578).

Article 1er *(définition et objectifs du contrat de retour à l'emploi) :*

- *son* amendement n° 16 (de suppression) : rejeté (p. 3579) ;

- *son* amendement n° 17 (limite la liste des catégories de personnes auxquelles s'adressent les contrats de retour à l'emploi) (p. 3579) : rejeté (p. 3580) ;

- *son* amendement n° 18 (introduit un contrôle des représentants du personnel ou de l'inspection du travail sur le contenu des conventions) : rejeté (p. 3581).

Article 2 *(conditions de conclusion et d'exécution du contrat de retour à l'emploi) :*

- *son* amendement n° 19 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 3582).

Article L. 322-4-3 du code du travail (nature et forme du contrat de retour à l'emploi (C.R.E.) :

- *son* amendement n° 20 (prévoit que les contrats de retour à l'emploi seront à durée indéterminée et donneront droit à une rémunération au moins égale au S.M.I.C.) : rejeté (p. 3583) ;

- *son* amendement n° 21 (prévoit que le contrôle sur le contrat de retour à l'emploi est effectué par la direction départementale du travail et de l'emploi) : rejeté (p. 3583).

Article L. 322-4-4 du code du travail (limites du recours au contrat de retour à l'emploi) :

- *son* amendement n° 22 (accroît le délai durant lequel il est interdit de recourir au contrat de retour à l'emploi sur des postes qui ont fait l'objet d'un licenciement économique) (p. 3583) ; rejeté (p. 3584) ;

- *son* amendement n° 23 (étend l'interdiction du recours au contrat de retour à l'emploi à toutes les embauches, pour les entreprises qui ont procédé à des licenciements économiques) (p. 3584) ; adopté (p. 3585).

Article L. 322-4-5 du code du travail (seuils d'effectifs) :

- *son* amendement n° 24 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3585) ; rejeté (p. 3586).

Article L. 322-4-6 du code du travail (exonération des cotisations sociales patronales) :

- *son* amendement n° 25 (de suppression) : rejeté (p. 3586).

Article 3 *(objectifs, nature, conclusion et conditions d'exécution du contrat emploi-solidarité) :*

- *son* amendement n° 26 (de suppression) : rejeté (p. 3590).

Article L. 322-4-7 du code du travail (objectifs du contrat emploi-solidarité (C.E.S.) et droit d'information) :

- *son* amendement n° 27 (interdit le recours au contrat emploi-solidarité pour les personnes morales chargées de la gestion d'un service public) : rejeté (p. 3591) ;

- *son* amendement n° 28 (limite la liste des catégories pouvant bénéficier des contrats emploi-solidarité) : rejeté (p. 3591).

- *son* amendement n° 29 (prévoit l'accord des institutions représentatives du personnel pour la signature du contrat emploi-solidarité) : adopté (p. 3592).

Article L. 322-4-8 du code du travail (nature et exécution du contrat emploi-solidarité) :

- *son* amendement n° 30 (supprime le droit à dommages et intérêts pour l'employeur lorsque le contrat est rompu à l'initiative du salarié pour occuper un autre emploi ou pour suivre une action de formation) : rejeté (p. 3592).

Article L. 322-4-10 du code du travail (aide de l'Etat) :

- *son* amendement n° 32 (de suppression) : rejeté (p. 3592).

Article L. 322-4-11 du code du travail (exonérations) :

- *son* amendement n° 33 (supprime l'exonération des cotisations sociales) : rejeté (p. 3604) ;

- *son* amendement n° 35 (de conséquence) : rejeté (p. 3605).

Article L. 322-4-12 du code du travail (seuils d'effectifs) :

- *son* amendement n° 36 (de suppression) : rejeté (p. 3605).

Article L. 322-4-13 du code du travail (médecine du travail) :

- *son* amendement n° 37 (de suppression) : rejeté (p. 3605).

Article 4 *(missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes) :*

- *son* amendement n° 38 (de suppression) : rejeté (p. 3607) ;

- *son* amendement n° 39 (inclut les organisations professionnelles dans les missions locales) : rejeté (p. 3608).

Article 5 *(conseil national des missions locales) :*

- *son* amendement n° 40 (de suppression) (p. 3608) : rejeté (p. 3609).

Article 6 *(aide à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes) :*

- *son* amendement n° 41 (de suppression) (p. 3610) : rejeté au scrutin public (p. 3611) ;

- *son* amendement n° 42 (précise que l'aide financière de l'Etat ne pourra transiter que par un organisme public) : rejeté au scrutin public (p. 3611) ;

- *ses observations* (p. 3610).

Revenu minimum d'insertion (mentalité des allocataires du R.M.I.) (p. 3610).

Article 7 *(associations intermédiaires) :*

- *son* amendement n° 43 (de suppression) : rejeté (p. 3612) ;

- *son* amendement n° 44 (supprime des dispositions relatives aux associations intermédiaires) : rejeté (p. 3612).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [28 novembre 1989] :

Associations intermédiaires (p. 5641).

Commission mixte paritaire (accord) (p. 5640).

Contrat emploi-solidarité (C.E.S.) :

- généralités (p. 5641) ;

- Etat (hypothèse d'un recours aux contrats solidarité-emploi) (p. 5640, 5641).

Emploi (généralités) :

- cotisations sociales (exonérations) (p. 5640) ;

- travail précaire (p. 5640) ;

- travaux d'utilité collective (T.U.C.) (p. 5640, 5641).

Travail (heures supplémentaires) (p. 5640).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et aménagement du territoire : Tourisme. - *Vote des crédits* [27 octobre 1989] :

Etat B, titre III :

- *soutient* l'amendement n° 48 de M. Paul Lombard (réduction des crédits de promotion touristique à l'étranger) (p. 4289) ; rejeté (p. 4290).

Affectation de la somme dégagée à la rénovation du patrimoine du tourisme social (p. 4289).

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Logement social : saisies et expulsions (p. 4330).

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [2 novembre 1989] :

Chômage : indemnisation :

- allocations de chômage (p. 4444) ;

- statistiques (p. 4444).

Communautés européennes (charte sociale européenne) (p. 4445).

Emploi :

- embauche : charges sociales (allègements) (p. 4444) ;

- insertion professionnelle et sociale : salariés agréés (p. 4446).

Licenciements :

- autorisation administrative (p. 4444) ;

- salariés protégés : nombre de licenciements (p. 4445) ;

- salariés protégés : Renault (« dix » de Renault) (p. 4445).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- organismes :

- Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E) (p. 4445).

- Agence pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) (p. 4445).

Préretraites (Association pour la structure financière - A.S.F) (p. 4446).

Travail :

- communautés européennes (charte sociale européenne) (p. 4445) ;

- conflits du travail (p. 4443).

- flexibilité (p. 4445) ;

- S.M.I.C. (p. 4444) ;

- travail précaire (p. 4445)

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Bourses et allocations d'études (et gratuité) (p. 4532).

Ecoles maternelles (p. 4537).

Industrie et aménagement du territoire : Industrie. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Recherche : Institut national de recherche en chimie appliquée (I.R.C.H.A.) (p. 4840).

Intérieur. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Police :

- effectifs (p. 5039) ;

- rémunérations (p. 5039).

- Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte (n° 979).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Habilitation législative :

- champ d'application (p. 5417) ;

- conseil général de Mayotte (consultation) (p. 5417) ;

- protection sociale et droit du travail (p. 5417).

Mayotte : néocolonialisme (p. 5417).

Vote contre du groupe communiste (p. 5417).

- Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 159).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1989] :

Avocats (avenir de la profession face à la concurrence des cabinets étrangers) (p. 5423).

Bureaux secondaires (création) (p. 5423).

Sociétés de capitaux (exercice de professions libérales sous forme de sociétés de capitaux) (p. 5423).

Vote contre du groupe communiste (p. 5422).

Discussion des articles [21 novembre 1989] :

Après l'article 8 :

- *soutient* le sous-amendement n° 6 de M. François Asensi (accorde la dispense aux membres des professions juridiques et judiciaires même non groupés) à l'amendement n° 4 de la commission (dispense les membres des professions judiciaires et juridiques qui se groupent de l'autorisation administrative exigée par l'article L 631.7 du code de l'habitation et impose qu'une déclaration soit effectuée dans les deux mois de l'entrée dans les lieux auprès de l'autorité administrative compétente) (p. 5426) ; rejeté (p. 5429).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er décembre 1989] :

Emploi : contribution sociale de solidarité (relèvement du seuil d'assujettissement) (p. 5831)

Hôpitaux et cliniques : tarification sanitaire et sociale (p. 5831).

Personnes dépendantes :

- aide à domicile (exonération de cotisations sociales) (p. 5831) ;

- centres et unités de longs séjours (personnes hébergées : allocations logement) (p. 5832) ;

- hébergement (p. 5832).

Retraites : revalorisation des pensions (p. 5831, 5832).

Risques professionnels (accidents du travail) :

- cotisations versées par les entreprises (p. 5831)

- indemnités journalières d'invalidité (p. 5831).

Sécurité sociale :

- financement (réforme et contributions de 1 p. 100 et de 0,4 p. 100 ; contribution généralisée) (p. 5830, 5831) ;

- sécurité sociale à « deux vitesses » (p. 5832).

Discussion des articles [1er décembre 1989] :

Après l'article 2 :

- *favorable* à l'amendement n° 47 de M. Jean-Yves Chamard (précise les conditions de gestion de l'aide ménagère) (p. 5853).

Article 3 *(relèvement du seuil d'assujetissement à la contribution sociale de solidarité et simplification des règles de répartition des fonds) :*

- *son* amendement n° 22 (propose de supprimer la référence à un plafond en deçà duquel la contribution sociale n'est pas perçue) (p. 5853) : rejeté (p. 5854).

Article 9 *(tarification des unités et des centres de longs séjours) :*

- *ses observations* (p. 5861).

Personnes âgées et handicapées (p. 5861)

- *son* amendement n° 23 (de suppression) : rejeté (p. 5862).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Discusslon des articles [4 décembre 1989] :

Avant l'article 11 :

- *soutient* l'amendement n° 23 de M. Fabien Thiémé (porte à 27 p. 100 le taux d'imposition des plus-values mobilières) : rejeté (p. 5922).

Prestations familiales (allocations et prime aux familles de chômeurs) (p. 5922).

Article 11 *(aménagement du report en arrière des déficits) :*

- *soutient* l'amendement n° 24 de M. Fabien Thiémé (supprime l'extension aux institutions financières de mécanisme de report en arrière des déficits et rétablit la condition d'investissement) : rejeté (p. 5922).

Article 13 *(régime fiscal des titres assortis de bons de souscription) :*

- *soutient* l'amendement n° 25 de M. Fabien Thiémé (de suppression) : rejeté (p. 5923).

Article 15 *(mesures relatives aux transmissions de biens ou transformations de sociétés) :*

- *soutient* l'amendement n° 26 de M. Fabien Thiémé (de suppression) : rejeté (p. 5924).

Article 16 *(réduction du taux de la taxe sur les excédents de provisions pour sinistres) :*

- *soutient* l'amendement n° 27 de M. Fabien Thiémé (de suppression) : rejeté (p. 5925).

Article 17 *(aménagement du régime de réduction des droits d'enregistrement prévu en faveur de l'aménagement du territoire) :*

- *soutient* l'amendement n° 28 de M. Fabien Thiémé (de suppression) : rejeté (p. 5925).

Aménagement du territoire (Ile-de-France) (p. 5925).

Secteur public - entreprises publiques : Renault (aménagement du site de Billancourt) (p. 5925).

Après l'article 26 :

- *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Gilbert Gantier (rapproche de façon progressive le statut fiscal des coopératives agricoles du droit commun en matière de taxe professionnelle) (p. 5931).

Après l'article 34 :

- *son* amendement n° 53 (porte à 1 p. 100 et à 2 p. 100 dans les trois ans à venir, le taux de la contribution des employeurs à l'effort de construction) : rejeté (p. 5939).

Article 28 précédemment réservé *(création d'une taxe sur la surface des bureaux de la région d'Ile-de-France) :*

- *défavorable* (p. 5957, 5958).

Ile-de-France :

- construction de bureaux (p. 5957, 5958).

- industrie (p. 5957, 5958).

Personnes publiques (assujettissement à la taxe) (p. 5958).

Secteur public : entreprises publiques : Renault (site de Billancourt) (p. 5957) ;

- *soutient* l'amendement n° 33 corrigé de M. Fabien Thiémé (supprime la distinction entre bureaux privés et bureaux publics) : vote réservé (p. 5967) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [6 décembre 1989] (p. 6011).

Collectivités locales (D.G.F) (p. 5967).

Ile-de-France (transports, aide de l'Etat) (p. 5967).

- Projet de loi relatif au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social (n° 988).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1989] :

Aménagement du territoire (zones rurales et centres urbains) (p. 6234).

Commerçants et artisans :

- protection sociale (p. 6234)

- retraite (régularisation) (p. 6234).

Commerce et artisanat :

- concurrence (et discrimination tarifaire) (p. 6234) ;

- durée du travail (ouverture dominicale) (p. 6234) ;

- grandes surfaces (p. 6233) ;

- urbanisme commercial (loi Royer du 27 décembre 1973) (p. 6234).

Entreprises commerciales et artisanales :

- chefs d'entreprise (conjoints) (p. 6233).

Franchises et concessions :

- généralités (p. 6233) ;

- contrat de franchise (information précontractuelle) (p. 6233).

Impôts et taxes : taxe sur les grandes surfaces (affectation) (p. 6233).

Discussion des articles [8 décembre 1989] :

Après l'article 9 :

- *soutient* l'amendement n° 17 de M. Jean Tardito (précise que le repos hebdomadaire doit comporter deux jours consécutifs dont le dimanche) (p. 6260) : rejeté (p. 6261) ;

- *soutient* l'amendement n° 18 de M. Jean Tardito (fixe les pénalités financières pour sanctionner l'ouverture des magasins le dimanche) (p. 6260) : rejeté (p. 6261).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste (p. 6270).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 décembre 1989] :

Aménagement du territoire (zones rurales et centres urbains) (p. 6822).

Commerce et artisanat :

- concurrence (et discrimination tarifaire) (p. 6822) ;

- grandes surfaces (p. 6822, 6823).

Franchises et concessions : contrat de franchise (information précontractuelle) (p. 6822, 6823).

Abstention du groupe communiste (p. 6823).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Chômage : niveau (p. 6277).

Communautés européennes (construction de l'Europe) (p. 6277).

Durée du temps de travail :

- durée du travail (p. 6278). régime (p. 6278) ;

- temps de travail : crédit d'impôt (p. 6278).

Entreprises : commission des salariés (cas des entreprises en redressement et liquidation judiciaire) (p. 6278).

Politique économique et sociale : reprise économique (p. 6278).

Stages d'insertion à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (rang de créanciers superprivilégiés accordé aux bénéficiaires des S.I.V.P. pour les indemnités complémentaires) (p. 6278).

Discussion des articles [11 décembre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* amendement n° 3 (organise une réduction progressive de la durée légale hebdomadaire de travail pour atteindre trente-cinq heures à compter du 1er janvier 1991) (p. 6283) : rejeté au scrutin public (p. 6284) ;

- *son* amendement n° 4 (abroge les lois n° 86-280 du 28 février 1986 et n° 87-423 du 19 juin 1987 sur l'aménagement du temps de travail) : rejeté (p. 6284).

Article 1er *(doublement du repos compensateur de 50 p. 100 dans les entreprises de plus de dix salariés) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Eric Raoult (de suppression) (p. 6285) ;

- *son* amendement n° 5 (double le repos compensateur de 50 p. 100 dans les entreprises de moins de dix salariés) : rejeté (p. 6285) ;

- *son* amendement n° 6 (autorise le cumul des deux régimes de repos compensateur pour les mêmes heures supplémentaires) : rejeté (p. 6285).

Article 2 *(doublement du repos compensateur de 50 p. 100 dans les établissements de plus de dix salariés relevant de l'article 1144-7° du code rural mais n'exerçant pas une activité de production agricole) :*

- *son* amendement n° 7 (double le repos compensateur dans les établissements employant dix salariés au plus) : rejeté (p. 6287) ;

- *son* amendement n° 8 (autorise le cumul des deux régimes du repos compensateur pour les mêmes heures supplémentaires) : rejeté (p. 6287).

- Projet de loi relatif au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (n° 1024).

Première lecture :

Discussion des articles [11 décembre 1989] :

Article 7 *(abrogation de diverses dispositions) :*

Abstention du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi (p. 6303).

- Projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer (n° 1009).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1989] :

- *soutient* l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Lajoinie (André)* (p. 6305) : rejetée (p. 6306).

Constitutionnalité du projet de loi (p. 6305).

Transports :

- agents assermentés (pouvoirs) (p. 6305) ;

- commerces illicites (p. 6305).

Discussion de l'article unique :

Article unique *(modifie la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de la commission (spécifie que l'officier de police judiciaire est informé lorsque les saisies ont été détruites ou cédées à des organismes caritatifs) (p. 6311).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Discussion des articles [14 et 18 décembre 1989] :

Article 2 *(procédure d'élaboration du plan départemental) :*

- *soutient* l'amendement n° 55 de M. Daniel Le Meur (prévoit que le plan départemental est arrêté par le Conseil général) (p. 6519) : rejeté (p. 6523).

Décisions du préfet (p. 6522).

Situation des familles modestes (p. 6523) ;

- *soutient* l'amendement n° 56 de M. Marcelin Berthelot (supprime le deuxième alinéa de l'article 2 qui prévoit, en cas de désaccord, une décision conjointe des ministres chargés des collectivités territoriales, du logement et des affaires sociales) (p. 6524) : rejeté (p. 6526).

Article 3 *(partenaires concernés par le plan départemental) :*

- *soutient* l'amendement n° 59 de M. André Duroméa (revient sur les prérogatives concédées au président du Conseil général) (p. 6531) : rejeté (p. 6532).

Article 6 *(financement du fonds de solidarité pour le logement) :*

- *soutient* l'amendement n° 61 de M. Paul Lombard (prévoit une participation financière des groupes de bâtiment et travaux publics au fonds de solidarité) (p. 6537) : rejeté (p. 6539).

Article 11 *(attributions de logements H.L.M. ; protocole d'occupation du patrimoine social) :*

- *soutient* l'amendement n° 67 de M. André Duroméa (de suppression) (p. 6778) ; rejeté (p. 6780).

Construction de logements sociaux (p. 6780).

Remise en cause des maires et conseils municipaux (p. 6778).

Répartition équitable du parc social (p. 6780) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 137 de M. Eric Raoult (prévoit la signature d'une convention entre les élus locaux, l'office départemental et le représentant de l'Etat afin de ne pas dépasser le seuil de tolérance dans les communes à forte concentration géographique de personnes en difficulté) (p. 6786).

Article 12 *(règles applicables aux logements appartenant à des sociétés d'économie mixte) :*

- *soutient* l'amendement n° 68 de M. André Duroméa (de suppression) (p. 6788) : rejeté (p. 6789).

Surloyer (p. 6788).

Article 13 *(garantie financière d'une collectivité locale) :*

- *soutient* l'amendement n° 69 de M. Paul Lombard (rétablit la nécessité pour les associations déclarées autorisées à sous-louer d'obtenir les garanties financières d'une collectivité locale) : rejeté p. 6789).

Article 14 *(complément au régime du droit de préemption urbain) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 70 de M. André Duroméa (de suppression) (p. 6791, 6792).

Construction de logements sociaux (p. 6791, 6792).

Avant l'article 1er ***(suite)*** **:** *amendement précédemment réservé :*

- *soutient* l'amendement n° 54 de M. André Duroméa (interdit l'expulsion d'un locataire de bonne foi) (p. 6795) : rejeté au scrutin public (p. 6797).

Expulsions (p. 6796).

Loyers (augmentation) (p. 6796).

- Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances (n° 912).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 décembre 1989] :

Assurance dommages :

- coût (p. 6657, 6658) ;

- libre prestation de services (p. 6657, 6658).

Assurance de protection juridique (p. 6657).

Assurance vie et capitalisation (p. 6658).

Assurés (protection) (p. 6657, 6658).

Communautés européennes : marché intérieur (réalisation) (p. 6657, 6658).

Modernisation juridique : contrats d'assurance libellés en devises (p. 6657).

Vote contre du groupe communiste (p. 6658).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [15 décembre 1989] :

Commission mixte paritaire (présentation du texte adopté) (p. 6665).

Procédure judiciaire (p. 6665).

Spéculation financière (p. 6665).

Abstention du groupe communiste (p. 6665).

- Projet de loi modifiant la loi n° 69-1044 du 21 novembre 1969 relative au Conseil supérieur de la fonction militaire (n° 1103).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1989] :

Conseil supérieur de la fonction militaire :

- compétence (p. 6674) ;

- mode de désignation des membres du conseil (p. 6674) ;

- représentativité (p. 6674).

Gendarmerie (malaise et concertation) (p. 6674).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste (p. 6676).

- Projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [15 décembre 1989] :

Communautés européennes (protection sociale ; prévoyance complémentaire) (p. 6678).

Sécurité sociale : protection sociale :

- déréglementation (p. 6677).

- niveau (p. 6677, 6678).

Vote contre du groupe communiste (p. 6678).

- Rappel au règlement : introduction d'une disposition sur le conventionnement des médecins séparant généralistes et spécialistes dans le projet de loi sur la sécurité sociale et la santé ; syndicats de médecins [15 décembre 1989] (p. 6686, 6687).

JACQUAT (Denis)

Député de la Moselle

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers (n° 687) [*J.O.* du 2 juillet 1989] (p. 8243).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281)

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Solidarité, santé et protection sociale : personnes âgées) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

Membre de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 20 octobre 1989] (p. 13137).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la contribution de la **France** à la **lutte contre la faim** et pour le **développement des régions très défavorisées (n° 759)** [14 juin 1989].

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome X : **solidarité, santé et protection sociale : personnes âgées (n° 921)** [12 octobre 1989].

Proposition de loi tendant à faire porter sur les **cartes d'assuré social** une **mention** relative aux **dons d'organes (n° 1059)** [6 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Rentrée universitaire : fonctionnement ; locaux ; compétences Etat-régions ; autonomie des universités [22 novembre 1989] (p. 5480, 5481).

à un ministre :

- Sécurité sociale [25 mai 1989] :

Régimes spécifiques : assurance-maladie en Alsace-Moselle (p. 1223).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité, santé et protection sociale. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* . Rapporteur pour avis [10 novembre 1989] :

Personnes âgées :

- aide à domicile (p. 4914) ;

- établissements d'accueil (hébergement collectif) (p. 4914) ;

- Fonds national de la dépendance (p. 4914).

- maintien à domicile (p. 4914).

Questions :

Handicapés : commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel - C.O.T.O.R.E.P. (réforme) (p. 4939).

Personnes âgées : zones rurales (p. 4946).

Retraites :

- assurance veuvage (p. 4940) ;

- pension de reversion (p. 4940).

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Sports : drogue (dopage) (p. 4987).

JACQUEMIN (Michel)

Député du Doubs

(2e circonscription)

U.D.C.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union du Centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **exonérer** les employeurs des **cotisations sociales** pour les **allocations de recherche versées aux étudiants (n° 583)** [18 avril 1989].

Proposition de loi tendant à instituer un **droit de priorité** sur leurs **murs** au profit des **commerçants(n° 584)** [18 avril 1989].

Proposition de loi tendant à permettre aux **chômeurs de longue durée** de réduire le **délai de préavis** de résiliation du **bail (n° 585)** [18 avril 1989].

QUESTIONS

orales sans débat :

- **n° 129** posée le 13 juin 1989 : **agriculture (montagne : Doubs)** (p. 2082). Appelée le 16 juin 1989 : zone défavorisée ; classement en zone de piémont (p. 2244)

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428).

Première lecture :

Discussion des articles [6 avril 1989] :

Article 4 *(forme des décisions du groupement)* :

- *son* amendement n° 9 soutenu par M. Michel Voisin (prise des décisions des membres du groupement) (p. 76) : retiré (p. 77).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Article 14 *(non renouvellement du contrat pour congé)* :

- *son* amendement n° 84 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (possibilité pour les chômeurs de longue durée de réduire à un mois leur délai du préavis quand ils obtiennent un emploi dans un autre département) (p. 1104) : rejeté (p. 1105).

- Projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurances des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin (n° 688).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1989] :

Chômage : indemnisation (accords collectifs) (p. 2350).

Contrôleurs du travail (p. 2350).

Femmes : égalité professionnelle des hommes et des femmes (harmonisation européenne) (p. 2350).

Immigration clandestine : travail clandestin (p. 2350, 2351).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Après l'article 20 :

- *son* sous-amendement n° 175 corrigé soutenu par M. Ambroise Guellec (modifie la superficie des immeubles ruraux susceptibles d'être confiés à une S.A.F.E.R.) à l'amendement n° 96 corrigé de la commission (étend le rôle des S.A.F.E.R. au développement du statut du fermage) : retiré (p. 2775).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 et 20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Article 7 *(aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune)* :

- *son* amendement n° 288 (confère, sous certaines conditions, la qualification de biens professionnels aux comptes courants d'associés) (p. 3788) ; non soutenu (p. 3789).

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Après l'article 10 :

- *son* amendement n° 287 (réduit l'imposition des revenus des comptes courants d'associés) (p. 3817) ; non soutenu (p. 3818).

Article 13 (précédemment réservé) *(régime du crédit d'impôt-recherche)* :

- *son* amendement n° 289 : devenu sans objet (p. 3847).

Après l'article 13 (amendements précédemment réservés) :

- *son* amendement n° 290 (étend le bénéfice du crédit d'impôt-recherche aux dépenses exposées au titre de la normalisation) : devenu sans objet (p. 3861).

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [30 octobre 1989] :

Contrats de Plan Etat - Collectivités locales (p. 4351).

Routes :

- autoroutes (p. 4351) ;

- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4351, 4352) ;

- routes nationales (entretien) (p. 4351).

Sécurité routière :

- généralités (p. 4351) ;

- permis de conduire (réforme) (p. 4351).

Transports terrestres : aménagement du territoire et croissance du trafic (p. 4351).

Transports fluviaux (p. 4351, 4352).

Questions :

Transports fluviaux : liaison Rhin-Rhône (p. 4363).

Commerce et artisanat. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1989] :

Artisanat :

- apprentissage (p. 4885) ;

- Institut supérieur des métiers et Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers (C.E.P.A.M) (p. 4885) ;

- prêts bonifiés (p. 4884, 4885).

Centres villes (p. 4884, 4885).

Chambres de métiers : assistance technique aux métiers (réforme) (p. 4885).

Commerçants et artisans :

- conjoints (déductibilité du salaire) (p. 4884) ;

- formation professionnelle (p. 4884).

Entreprises commerciales et artisanales :

- création et défaillances (p. 4884) ;

- emploi (niveau, création et aides) (p. 4885).

Fonds de commerce (transmission) : droits de mutation (p. 4884).

Ministère du commerce et de l'artisanat :

- crédits :

- généralités (p. 4884).

- D.O.M-T.O.M (p. 4884).

- vote (jonction avec l'aménagement du territoire, l'industrie et le tourisme) (p. 4885).

Zones rurales :

- généralités (p. 4884, 4885) ;

- commerce non sédentaire (exonération de T.I.P.P) (p. 4884) ;

- stations-service (et prorogation du fonds de modernisation de distribution des carburants) (p. 4885).

Questions :

Grandes surfaces :

- centres commerciaux (notion d'unité économique et Z.A.C de Besançon) (p. 4892, 4893) ;

- commissions d'urbanisme commercial (autorisations et parts de marché) (p. 4892).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 et 15 décembre 1989] :

Article 13 *(régime du crédit d'impôt-recherche) :*

- *son* amendement n° 169 soutenu par M. Bruno Durieux (étend le bénéfice du crédit d'impôt-recherche aux dépenses externes de normalisation) : vote réservé (p. 6572) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [14 décembre 1989] (p. 6608) ;

- *son* amendement n° 173 : retiré (p. 6572).

- Projet de loi relatif au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social (n° 968).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1989] :

Banques et établissements financiers (crédit-bail) (p. 6235.)

Chambres consulaires (inscription sur les listes électorales) (p. 6235).

Commerçants et artisans :

- protection sociale (p. 6234) ;

- retraite (régularisation) (p. 6235).

Commerce et artisanat :

- démarchage (protection) (p. 6235) ;

- grandes surfaces (p. 6234).

Entreprises commerciales et artisanales :

- baux commerciaux (résiliation abusive) (p. 6235) ;

- chefs d'entreprise (conjoints) (p. 6235) ;

- comptabilité (allégement) (p. 6235).

Franchises et concessions : généralités (p. 6234, 6235).

Impôts et taxes : taxe sur les grandes surfaces (affectation) (p. 6235).

Publicité sur les opérations non autorisées (p. 6235).
Sûretés (sociétés de cautionnement mutuel) (p. 6235).

Vote pour du groupe U.D.C. (p. 6235).

Discussion des articles [8 décembre 1989] :

Article 1er *(obligation d'une information précontractuelle en matière de franchise et de partenariat) :*

Protection des franchisés (p. 6246) ;

- *son* amendement n° 19 : devenu sans objet (p. 6248) ;

- *son* amendement n° 20 corrigé (précise que les documents d'information précontractuelle doivent être communiqués trente jours avant la signature du contrat) : retiré (p. 6248).

Article 2 *(extension du crédit-bail aux opérations de location d'éléments incorporels du fonds de commerce) :*

Possibilité de contrat de crédit-bail sur un ou plusieurs éléments immatériels du droit au bail (p. 6248).

Article 4 *(affectation du produit de la taxe sur les grandes surfaces) :*

Urbanisme commercial (p. 6249) ;

- *son* amendement n° 21 (premier alinéa : précise que les dispositions de l'article concerneront aussi les opérations d'aménagement urbain) : retiré (p. 6249).

Article 6 *(assouplissement du statut des sociétés de cautionnement mutuel) :*

- *soutient* l'amendement n° 33 corrigé de M. Jacques Barrot (inclut les fonds de garantie dans les fonds propres des sociétés de cautionnement mutuel) (p. 6250) : retiré (p. 6251).

Article 8 *(interdiction de la publicité portant sur les opérations non autorisées ou illégales) :*

- *son* amendement n° 23 (cinquième alinéa : relève la limite inférieure de l'amende préconisée contre toute publicité interdite à 5 000 F) : rejeté (p. 6253) ;

- *son* amendement n° 24 (cinquième alinéa : précise que le montant maximum de l'amende peut être porté à 100 p. 100 du montant des dépenses consacrées à la publicité illégale) : rejeté (p. 6253) ;

- *son* amendement n° 25 (cinquième alinéa : prévoit la mise en cause des intermédiaires et des supports des annonces interdites en cas de mauvaise foi) (p. 6253) : rejeté (p. 6254).

Article 9 *(dispositions relatives aux coopératives de commerçants et aux groupements d'achats de commerçants) :*

- *soutient* l'amendement n° 58 corrigé de M. Germain Gengenwin (permet aux coopératives de commerçants, dont le siège est en France, de s'associer à des commerçants régulièrement établis sur le territoire d'un état membre de la Communauté européenne) : retiré (p. 6258).

Avant l'article 10 :

- *soutient* l'amendement n° 29 de M. Jacques Barrot (prévoit que le conjoint du chef d'entreprise artisanale ou commerciale doit définir sa situation au regard de l'entreprise par déclaration expresse) : retiré (p. 6263) ;

- *soutient* l'amendement n° 30 de M. Jacques Barrot (donne la possibilité de choisir le statut de conjoint collaborateur à tout conjoint d'un assuré relevant du régime social des travailleurs non salariés du groupe des professions artisanales ou commerciales) (p. 6263) : retiré (p. 6264).

Article 10 *(création d'un salaire différé en faveur des conjoints survivants de commerçants et d'artisans) :*

- *son* amendement n° 26 (introduit une progressivité proportionnelle à la collaboration effective à l'activité de l'entreprise) (p. 6264) : rejeté (p. 6265).

Article 12 *(rachat des cotisations de retraite antérieures à 1973) :*

- *soutient* l'amendement n° 32 de M. Jacques Barrot (porte de six à douze mois le délai pendant lequel peut être présentée la demande de rachat des cotisations non payées qui portent sur la période d'activité effectuée avant le 1er janvier 1973) (p. 6266) : rejeté (p. 6267) ;

- *son* amendement n° 28 (porte de six à douze mois le délai pendant lequel peut être présentée la demande de rachat des cotisations non payées qui portent sur la période d'activité effectuée avant le 1er janvier 1973) (p. 6266) : rejeté (p. 6267).

Article 14 *(dispositions relatives aux régimes d'assurance vieillesse et aux régimes d'assurance invalidité-décès des artisans) :*

- *son* amendement n° 62 (de suppression) : vote réservé (p. 6268).

Répartition des domaines respectifs de la sécurité sociale, des mutuelles et des compagnies d'assurance en matière d'assurance vieillesse (p. 6268).

Article 14 (précédemment réservé) *(dispositions relatives aux régimes d'assurance vieillesse et aux régimes d'assurance invalidité-décès des artisans) :*

- *son* amendement n° 62 précédemment réservé (de suppression) : adopté (p. 6270).

JALTON (Frédéric)

Député de la Guadeloupe

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

INTERVENTIONS

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1989] :

Article 1er *(principe du plan pour le logement des personnes défavorisées) :*

- *son* amendement n° 106 : devenu sans objet (p. 6515).

JEAN-BAPTISTE (Henry)

Député de Mayotte

U.D.C.

S'inscrit au groupe de l'Union du Centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe) et de deux protocoles, l'un relatif aux zones protégées ainsi qu'à la faune et à la flore sauvages dans la région de l'Afrique orientale (ensemble quatre annexes), l'autre relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution des mers en cas de situation critique dans la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe) (n° 541) [7 avril 1989] (p. 94).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 541) autorisant l'approbation d'une **convention pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières** de la région de l' **Afrique orientale** (ensemble une annexe) et de deux **protocoles** l'un relatif aux **zones protégées** ainsi qu'à la **faune et à la flore sauvages** dans la région de l' **Afrique orientale** (ensemble quatre annexes), l'autre relatif à la **coopération en matière de lutte contre la pollution des mers** en cas de situation critique dans la région de l' **Afrique orientale** (ensemble une annexe) **(n° 822)** [20 avril 1989].

Proposition de loi organique relative à la **représentation** des activités économiques et sociales de l' **outre-mer au sein du Conseil économique et social (n° 891)** [2 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Mayotte et Comores : attitude de la population de Mayotte à l'égard des événements aux Comores ; avenir de l'archipel ; statut de Mayotte [20 décembre 1989] (p. 6914).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 avril 1989] :

Assesseurs non professionnels (mode de désignation et fonctions) (p. 24, 25).

Décentralisation judiciaire et renforcement des moyens (p. 24).

Discrimination de la justice calédonienne (p. 24).

Enfants (juge) (p. 24).

Présidents de section détachées (nomination et fonctions) (p. 25).

Territoires d'outre-mer (réforme de l'organisation judiciaire) (p. 24).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zônes côtières de la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe) et de deux protocoles, l'un relatif aux zones protégées ainsi qu'à la faune et à la flore sauvages dans la région de l'Afrique orientale (ensemble quatre annexes), l'autre relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution des mers en cas de situation critique dans la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe) (n° 541).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [27 avril 1989] :

Afrique orientale (exposition aux risques de pollution) (p. 550, 551).

Convention de Nairobi et protocoles :

- champ d'application (p. 551) ;

- ratification (p. 550).

Coopération entre les Etats signataires (p. 550).

Défense nationale (réserve de la France afin de ne pas mettre en cause les missions) (p. 551).

France :

- compétence dans les domaines de l'océanographie et de la protection des milieux marins (p. 551) ;

- présence dans l'Océan indien (p. 551).

Mayotte (consultation du Conseil général) (p. 551).

Mer et littoral (conventions relatives à la protection) (p. 550).

Pollution (définition et recensement des différents types) (p. 550).

Ressources naturelles (gestion dans le respect de l'environnement) (p. 550).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement à l'article XI de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (n° 539).

Rapporteur suppléant.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [27 avril 1989] :

Financement du secrétariat et des sessions de la Convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages (p. 554, 555).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 20 *(réduction des disparités dans la répartition des emplois) :*

- *son* sous-amendement n° 242 (résorption de la divergence des taux d'encadrement et de scolarisation entre la métropole et les collectivités territoriales à statut particulier) à l'amendement n° 137 de M. Jean-Paul Virapoullé : adopté après modifications (p. 2036).

Article 26 *(application de la loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer) :*

- *ses observations* (p. 2044).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première partie, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Communautés européennes : fonds européen de développement (F.E.D.) (p. 4776).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Mayotte :

- généralités (p. 4776).

- logement (p. 4776).

- régime juridique (actualisation) (p. 4777).

Ministère des départements et territoires d'outre-mer :

- crédits : fascicule budgétaire (présentation) (p. 4776).

Politique économique : Fonds d'intervention dans les départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 4776).

- Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte (n° 979).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Habilitation législative :

- champ d'application (p. 5418).

- habilitations précédentes (p. 5419) ;

- lois (extension progressive à Mayotte) (p. 5418, 5419) ;

- objectifs (p. 5418) ;

- plan d'action juridique (commission) (p. 5418) ;

- urbanisme (maîtrise foncière) (p. 5418).

Mayotte : accords Etat-Mayotte (convention Etat-Mayotte du 28 mars 1987) (p. 5418, 5419) ;

- développement économique (p. 5417, 5418, 5419) ;

- droit mahorais (modernisation) (p. 5417, 5418, 5419) ;

- France (rattachement à la France de l'île de Mayotte) (p. 5418, 5419) ;

- historique (p. 5418) ;

- statut (p. 5417, 5418).

JEGOU (Jean-Jacques)

Député du Val-de-Marne

(4e circonscription)

U.D.C.

S'inscrit au groupe de l'Union du Centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Imprimerie nationale) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à favoriser **l'exercice du droit de vote par les retraités (n° 766)** [14 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) :** annexe n° 39 : **imprimerie nationale (n° 920)** [12 octobre 1989].

Proposition de loi tendant à permettre aux **associations d'anciens combattants d'ester en justice (n° 1058)** [6 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Sécurité dans les transports en commun : effectifs des personnels de surveillance de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. ; présence de fonctionnaires de police [26 avril 1989] (p. 437, 438).

à un ministre :

- Fonctionnaires et agents publics [6 avril 1989] :

Décentralisation : maintien à Paris de services devenus inutiles (p. 66).

D.O.M. -T.O.M., extension des mesures envisagées en faveur des fonctionnaires corses (p. 66).

Formation professionnelle et promotion sociale (p. 66)

Nationalité (directives européennes applicables aux fonctionnaires d'exécution) (p. 66).

Privatisations (p. 66).

Services publics : amélioration du fonctionnement (p. 66).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Emploi (généralités) :

- emploi précaire (contrats à durée déteminée ; intérim ; S.I.V.P) (p. 1204) ;

- PME-PMI (et représentation des salariés) (p. 1204).

Licenciement :

- concertation dans les procédures de - :

- experts-comptables (possibilité pour les comités d'entreprise d'y faire appel) (p. 1204) ;

- garanties individuelles des salariés :

- assistance du salarié licencié par une personne extérieure à l'entreprise (p. 1204).

- licenciement économique (définition ; charge de la preuve) (p. 1204) ;

- généralités : autorisation administrative (non rétablissement) (p. 1204).

Discussion des articles [25 mai 1989] :

Article 1er *(rôle du comité d'entreprise dans la gestion préventive de l'emploi) :*

- *son* sous-amendement oral (rédactionnel) à l'amendement n° 68 de M. Michel Coffineau (p. 1230) : rejeté (p. 1231).

Article 4 *(généralisation de la contribution exceptionnelle versée lors d'un licenciement de salariés âgés ; « cotisation Delalande ») :*

- *son* amendement n° 29 (de suppression) : retiré (p. 1236).

Article 7 *(rôle de l'administration) :*

- *son* amendement n° 30 (donne compétence aux commissions paritaires de l'emploi pour examiner le plan social) : retiré (p. 1252).

Article 17 *(définition du licenciement économique) :*

- *son* amendement n° 31 (définition du licenciement économique ; cas des changements d'activité avec perte de salaires) (p. 1265) : rejeté (p. 1267).

Article 18 *(principe selon lequel le doute du juge profite au salarié) :*

- *son* amendement n° 32 (de suppression) (p. 1269) : rejeté (p. 1272).

Article 19 *(extension de l'obligation d'entretien préalable) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 80 rectifié de M. Michel Coffineau (ouvre la possibilité pour le salarié de se faire assister par une personne extérieure à l'entreprise) (p. 1277, 1278).

Article 20 *(priorité de réembauchage) :*

- *son* amendement n° 33 (prévoit que le comité d'entreprise est informé des postes disponibles) : rejeé (p. 1281).

Explications de vote :

Emploi précaire (p. 1287).

Abstention du groupe U.D.C. (p. 1286, 1287).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Après l'article 18 :

- *soutient* l'amendement n° 185 de M. Germain Gengenwin (étend le bénéfice du régime des donations-partage) : rejeté (p. 3886) ;

- *soutient* l'amendement n° 183 de M. Bruno Durieux (réduit à 7 p. 100 le taux de la taxe sur les conventions d'assurance incendie, garantissant les pertes d'exploitation, souscrites par les membres des professions libérales) (p. 3887) ; rejeté (p. 3888) ;

- *soutient* l'amendement n° 248 de M. Ambroise Guellec (exonère les terres agricoles de la part départementale et régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) : rejeté (p. 3888).

c) *Mesures diverses.*

Article 27 *(taxe sur les entreprises exploitant des autoroutes à péage) :*

- *soutient* l'amendement n° 103 de M. Edmond Alphandery (de suppression) (p. 3902) : rejeté au scrutin public (p. 3904).

Titre II : *dispositions relatives aux charges.*

Article 4 (précédemment réservé) *(allègement de la taxe d'habitation) :*

- *soutient* l'amendement n° 291 de M. Edmond Alphandéry (de suppression) (p. 3921) ; rejeté au scrutin public (p. 3922).

Deuxième partie :

Commerce extérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [6 novembre 1989] :

Balance commerciale :

- déficit (p. 4581) ;

- par pays ou zone :

- Amérique latine (p. 4581, 4582).

- Europe de l'Est (p. 4581, 4582) ;

- par secteur :

- agroalimentaire (p. 4581).

- industrie : solde industriel (p. 4581).

Balance des services : généralités (p. 4581).
C.O.F.A.C.E. (p. 4581).

Entreprises :P.M.E. -P.M.I. (p. 4582).

Ministère du commerce extérieur :

- généralités (coordination et déconcentration) (p. 4581, 4582) ;

- actions :

- charte nationale de l'exportation (p. 4581).

- contrats de plan Etat-régions (p. 4581).

- formation des vendeurs (p. 4581).

- information des entreprises (p. 4581) ;

- organismes et structures :

- directions régionales du commerce extérieur (p. 4582).

- postes d'expansion économique à l'étranger (p. 4582).

Pays en voie de développement (adaptation des exportations françaises) (p. 4582).

Economie, finances et budget : Charges communes. - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Budget annexe de l'Imprimerie nationale. - Budget annexe des Monnaies et médailles. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [15 novembre 1989] :

Imprimerie nationale :

- généralités (recettes, dépenses, impôt payé à l'Etat) (p. 5184) ;

- Communautés européennes (marché unique) (p. 5185) ;

- investissements (et nouvel établissement d'Evry) (p. 5184) ;

- formation professionnelle (baccalauréat destiné aux techniques de l'imprimerie) (p. 5184) ;

- plan social (quatrième équipe) (p. 5184) ;

- production (annuaire téléphonique et activité éditoriale) (p. 5184) ;

- rémunérations (et indexation) (p. 5184) ;

- statut (établissement public) (p. 5185).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

a) *Fiscalité locale.*

Article 58 *(détermination des bases des impôts directs locaux en 1990) :*

- *ses observations* (p. 5230) ;

Collectivités locales (tarifs publics) (p. 5230).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Article 28 précédemment réservé *(création d'une taxe sur la surface des bureaux de la région d'Ile-de-France) :*

- *ses observations* (p. 5958).

Compte d'affectation spéciale (gestion) (p. 5958).

Personnes publiques (assujettissement à la taxe) (p. 5958).

JONEMANN (Alain)

Député des Yvelines

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Logement social : spéculation foncière à Paris et en région Ile-de-France (p. 4338).

Urbanisme :

- Ile-de-France : schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (p. 4336) ;

- Remplaçant M. Robert Poujade : secteurs sauvegardés (p. 4339).

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Questions* [31 octobre 1989] :

Remplacé par M. Pierre-Rémy Houssin : Routes : Autoroute A 14 Orgeval - La Défense (p. 4378, 4379).

Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire . - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1989] :

Acteurs et partenaires :

- Communautés européennes :

- aides des Communautés (p. 4854).

- concurrence interrégionale et internationale (p. 4853, 4854) ;

- contrats de Plan Etat-Régions (p. 4854) ;

- décentralisation (conséquences) (p. 4854) ;

- entreprises (localisation) (p. 4854) ;

- Etat (p. 4853) ;

- régions :

- déséquilibre Ile de France/province (p. 4854)

- Ile de France (aménagement) (p. 4854).

- villes et agglomérations (p. 4853, 4854).

Ministère :

- crédits :

- montant, répartition, évolution (p. 4853).

- vote - défavorable de la commission des finances (p. 4853) ;

- rattachement de l'aménagement du territoire au Premier ministre (p. 4854).

Organismes :

- Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (D.A.T.A.R.) (p. 4853) ;

- Fonds interministériel d'aménagement du territoire (F.I.A.T.) (p. 4854) ;

- Fonds d'intervention, de développement et d'aménagement rural (F.I.D.A.R.) (p. 4853) ;

- Fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales (F.R.I.L.E.) (p. 4854).

Prime d'aménagement du territoire (P.A.T.) (p. 4853).

Zones d'intervention :

- zones de montagne (Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne) (p. 4854) ;

- zones rurales (p. 4853).

Intention de vote contre du groupe R.P.R. (p. 4854).

JOSEPH (Jean-Pierre)

Député du Gers

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales (n° 326) [*J.O.* du 3 juin 1989] (p. 6939).

JOSEPHE (Noël)

Député du Pas-de-Calais

(11e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à - son environnement économique et social (n° 822) [*J.O.* du 1er décembre 1989] (p. 14894).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignement (généralités) : décentralisation (p. 1868, 1869).

Enseignement primaire et secondaire : égalité des chances (p. 1868).

JOSPIN (Lionel)

Ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports

DEPOTS

En qualité de Premier ministre par intérim :

Lettre rectificative à la rédaction du rapport annexé au projet de loi (n° 545) approuvant le Xè Plan (1989-1992) **(n° 640)** [27 avril 1989].

En qualité de ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports :

Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686) [17 mai 1989].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

***- Lajoinie (André) :* collectif budgétaire pour la rentrée scolaire 1989** : politique de l'éducation ; préparation de la rentrée scolaire de 1989 ; situation en Corse [5 avril 1989] (p. 44, 45).

***- Bonrepaux (Augustin) :* violence à l'école** à l'encontre des enseignants ; devoir de protection à leur égard [3 mai 1989] (p. 643, 644).

- ***Salles (Rudy)*** **: grève des notes dans l'éducation nationale :** craintes quant à l'organisation du baccalauréat ; rappel des obligations de service des enseignants [3 mai 1989] (p. 647, 648).

- ***Juppé (Alain)*** **: établissements scolaires, port de symboles à caractère religieux :** cultes ; laïcité ; port du voile islamique en classe [25 octobre 1989] (p. 4113, 4114, 4115).

- ***Roudy (Yvette)*** **: établissements scolaires, port de symboles à caractère religieux :** cultes ; laïcité ; voile islamique ; soumission de la femme [25 octobre 1989] (p. 4118, 4119).

- ***Tibéri (Jean)*** **: port du voile islamique et attitude du Gouvernement :** politique de l'éducation ; laïcité ; avis du Conseil d'Etat sur le port du foulard islamique ; positions divergentes au sein du Gouvernement [8 novembre 1989] (p. 4757, 4758).

- ***Gayssot (Jean-Claude)*** **: rentrée universitaire :** fonctionnement ; effectifs de personnel ; moyens financiers [15 novembre 1989] (p. 5150, 5151).

- ***Jacquat (Denis)*** **: rentrée universitaire :** fonctionnement ; locaux ; compétences Etat-régions ; autonomie des universités [22 novembre 1989] (p. 5480, 5481).

- ***Toubon (Jacques)*** **: situation dans les universités :** fonctionnement ; rentrée scolaire 1989 ; compétences Etat-régions ; maintien de la responsabilité de l'Etat en matière d'enseignement supérieur [22 novembre 1989] (p. 5483, 5484).

- ***Mazeaud (Pierre)*** **: laïcité ; avis du Conseil d'Etat :** politique de l'éducation ; respect de la Constitution, des principes généraux du droit et des engagements internationaux de la France ; avis du Conseil d'Etat [29 novembre 1989] (p. 5695, 5696).

- ***Lefort (Jean-Claude)*** **: laïcité ; avis du Conseil d'Etat :** politique de l'éducation ; résultats électoraux du Front national et attitude du Gouvernement dans l'affaire du foulard islamique [29 novembre 1989] (p. 5698, 5699).

- ***Méhaignerie (Pierre)*** **: incidents à l'occasion d'une manifestation :** parlementaires brutalisés par la police ; inexactitude des propos tenus par M. le ministre de l'intérieur ; attitude du Gouvernement envers les députés défendant la communauté chrétienne du Liban ; situation au Liban ; attitude de la France [6 décembre 1989] (p. 6026, 6027).

orales sans débat :

- ***Benedetti (Georges)*** **(n° 102) : enseignement maternel et primaire (réglementation des études) :** langues étrangères ; intervenants extérieurs ; financement [26 mai 1989] (p. 1297, 1298).

INTERVENTIONS

En qualité de Premier ministre par intérim :

- Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733).

Lecture définitive :

Engage la responsabilité du Gouvernement [15 décembre 1989] (p. 6670, 6671).

- Projet de loi de finances pour 1990 (p. 895).

Deuxième lecture :

Première partie [14 décembre 1989] :

Engage la responsabilité du Gouvernement, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 6595, 6596).

Groupe communiste (abstention) (p. 6595).

Deuxième partie [15 décembre 1989] :

Engage la responsabilité du Gouvernement, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 6723).

Article 49, alinéa 3, de la Constitution (usage) (p. 6723).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 décembre 1989] :

Action sociale et solidarité nationale : aide médicale (p. 6683).

Personnes dépendantes :

- aides à domicile (p. 6683) ;

- allocation de dépendance)p. 6683).

Professions médicales : médecins (conventionnement ; séparation des généralistes et des spécialistes) (p. 6683, 6684).

Sécurité sociale : marins français embarqués sur des bâtiments immatriculés aux terres australes et antarctiques françaises (T.A.A.F.) (p. 6683).

Terrorisme (indemnisation des victimes d'actes terroristes) (p. 6684).

Engage la responsabilité du Gouvernement (p. 6684, 6685).

En qualité de ministre :

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignants :

- formation (et instituts universitaires de formation des maîtres) (p. 1831, 1907, 1909, 1910, 1913, 1915) ;

- professeurs de l'enseignement général et des collèges (P.E.G.C.) (p. 1915) ;

- professeurs de l'enseignement supérieur (p. 1912) ;

- recrutement (p. 1831, 1908, 1915) ;

- revalorisation (p. 1825, 1915).

- rôle (enseignement, soutien aux élèves) (p. 1827).

Enseignement (généralités) :

- décentralisation (p. 1830, 1908, 1910, 1911, 1912) ;

- enseignement privé (p. 1907, 1908) ;

- évaluation (p. 1830) ;

- inspection générale de l'éducation nationale (I.G.E.N.) (p. 1830) ;

- loi de programmation (absence) (p. 1908, 1909, 1910, 1914) ;

- médecine scolaire (p. 1917) ;

- milieu rural (p. 1976) ;

- rénovation (p. 1825, 1826).

Enseignement primaire et secondaire :

- baccalauréat (objectif des 80 p. 100) (p. 1826, 1909, 1914) ;

- cycles scolaires (p. 1827, 1910) ;

- débouchés professionnels (p. 1825) ;

- documentation (p. 1829) ;

- échec scolaire (et zones d'éducation prioritaires) (p. 1825, 1910, 1912, 1913, 1917) ;

- école maternelle (p. 1926) ;

- éducation artistique (p. 1916) ;

- éducation physique (p. 1916, 1917) ;

- égalité des chances (p. 1826, 1909, 1912) ;

- formation dispensée :

- enseignement secondaire (collèges) (p. 1916).

- langues vivantes (p. 1829, 1909)

- lecture (p. 1827, 1908, 1910) ;

- orientation :

- généralités (p. 1910) ;

- programmes :

- contenu (p. 1829, 1912).

- langues et cultures régionales (p. 1914).

- régionalisation (p. 1913).

- projet personnel des élèves (p. 1827) ;

- redoublement (p. 1827) ;

- rythmes scolaires (p. 1827, 1853, 1907) ;

- schémas de développement des formations post-baccalauréat (p. 1827).

Enseignement supérieur :

- généralités (p. 1911, 1912) ;

- bibliothèques universitaires (p. 1826) ;

- bourses et aide sociale ; prêts aux étudiants (p. 1863, 1912, 1913) ;

- loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 dite loi « Savary » (p. 1916) ;

- premier cycle (p. 1914) ;

- universités :

- statuts, accès, financement et régionalisation (p. 1828, 1911, 1912, 1916).

- universités étrangères (université américaine de Metz) (p. 1909).

Enseignements spécifiques : enseignement technique et professionnel (p. 1908).

Etablissements d'enseignement :

- agents, techniciens, ouvriers et personnels de service (A.T.O.S.) (p. 1831, 1913, 1917) ;

- carte scolaire (p. 1915) ;

- conseils des délégués d'élèves (et participation) (p. 1828, 1910, 1916, 1917) ;

- communauté éducative (parents d'élèves) (p. 1830, 1913, 1914, 1915)

- liberté d'expression et d'information des élèves (p. 1916) ;

- ouverture et partenariat (groupements d'établissements

(G.R.E.T.A.) (p. 1828, 1829, 1908, 1916) ;

- projet d'établissement (p. 1828).

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 171 de M. Alain Juppé (précise que l'Etat garantit l'égalité des chances et la liberté de choix de l'école) (p. 1921).

Article 1er *(mission du système éducatif) :*

Ses observations (p. 1927).

Enseignement (généralités) :

- communautés européennes (p. 1928) ;

- enseignement privé (p. 1928) ;

- loi de programmation (absence de -) (p. 1927) ;

- rapport annexé au projet de loi (p. 1928) ;

- langues et cultures régionales (p. 1928) ;

- langues vivantes (p. 1928) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 128 de M. Jean-Paul Virapoullé (tend à affirmer que l'éducation est la priorité nationale) (p. 1928) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 220 de M. Alain Juppé (affirme le rôle éducatif de la famille) (p. 1929) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 54 de M. Georges Hage (précise que le service public de l'éducation s'exerce dans l'intérêt général et que les personnels sont détenteurs de prérogatives de puissance publique) (p. 1930) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. René Couanau (prévoit une loi de programmation pluriannuelle pour l'enseignement) (p. 1931) ;

- *favorable* à l'amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Sueur (introduit une référence aux langues et cultures régionales) (p. 1953).

Observations sur le rappel au règlement de : Alliot-Marie (Michèle) : enseignement artistique (p. 1954) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 239 de M. Alain Juppé (précise que le Gouvernement favorisera l'apprentissage des langues étrangères) (p. 1955) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 129 de M. Jean-Paul Virapoullé (tend à favoriser la construction européenne par l'enseignement des langues, des institutions communautaires, la coopération inter-établissement et la reconnaissance mutuelle des diplômes) (p. 1956) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 180 de M. François d'Aubert (rôle des établissements publics et privés d'enseignement en matière de formation initiale et de formation continue) (p. 1956) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Yves Haby (affirme l'appartenance des parents à la communauté éducative) (p. 1957) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 221 de M. Alain Juppé (prévoit que la communauté éducative se fixe des objectifs qualitatifs et un renforcement de l'autonomie des établissements sous la responsabilité de leurs chefs) (p. 1958) ;

- *favorable* à l'amendement n° 13 de la commission (rappelle la responsabilité des parents dans l'orientation des jeunes et le rôle d'aide des administrations, collectivités territoriales, entreprises et associations) (p. 1958)

- *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (affirme le caractère complémentaire des activités périscolaires) (p. 1959) ;

- *favorable* à l'amendement n° 56 de M. Robert Montdargent (affirme le caractère complémentaire des activités périscolaires) (p. 1959) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 222 de M. Alain Juppé (prévoit l'adoption par le Parlement d'un programme d'action prioritaire, notamment pour l'acquisition des savoirs fondamentaux) (p. 1961) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 223 de M. Alain Juppé (prévoit que le Parlement adopte un programme d'action prioritaire pour l'apprentissage des langues) (p. 1961) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 224 de M. Alain Juppé (prévoit un programme d'action prioritaire pour le recrutement des professeurs et la revalorisation de leur métier) (p. 1961).

Article 2 *(droit à la préscolarisation) :*

- *ses observations* (p. 1971).

Classes maternelles et classes enfantines (p. 1973).

Article 3 *(droit à l'obtention d'une formation qualifiante) :*

- *ses observations* (p. 1974).

Bourses et aide sociale aux élèves (gratuité des transports) (p. 1975).

Objectifs de niveaux (p. 1975) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Yves Haby (précise que l'Etat prévoira les moyens nécessaires à la prolongation de scolarité qui découlera des objectifs de niveau) (p. 1976) ;

- *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (précise que l'Etat prévoira dans l'exercice de ses compétences les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs de niveau) à l'amendement n° 51 : adopté (p. 1976) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 87 de M. Georges Hage (précise que tout titulaire du baccalauréat doit pouvoir s'inscrire dans l'enseignement supérieur) : rejeté (p. 1977).

Après l'article 3 :

- *défavorable* à l'amendement n° 240 de M. Alain Juppé (santé scolaire) (p. 1977).

Article 4 *(organisation de la scolarité en cycles) :*

Effectif des classes (p. 1979).

Enseignants (recrutement) (p. 1979).
« S.M.I.C. culturel » (p. 1979, 1980) ;

- *soutient* l'amendement n° 229 du Gouvernement (cycles scolaires) (p. 1980) : adopté après modifications (p. 1981).

Après l'article 4 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 20 de la commission (contenu des programmes scolaires ; pouvoir d'appréciation laissé aux enseignants) (p. 1982).

Article 5 *(le conseil national des programmes) :*

- *ses observations* (p. 1983).

- *défavorable* à l'amendement n° 62 de Mme Muguette Jacquaint (rétablit les commissions disciplinaires) (p. 1984).

Après l'article 6 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 177 de M. Bruno Bourg-Broc (prévoit que le conseil régional établit un schéma prévisionnel des formations post-baccalauréat inférieures à deux ans) (p. 1988, 1989).

Article 7 *(orientation) :*

- *ses observations* (p. 1990, 1991) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 26 de la commission (intègre le droit au conseil en orientation dans le droit à l'éducation) (p. 1991) ;

- *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (confirme le rôle des enseignants et des conseillers d'orientation pour aider l'élève) à l'amendement n° 27 de la commission (affirme que c'est à l'élève que revient l'initiative en matière d'orientation) : adopté (p. 1992) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 65 de M. Paul Lombard (rend aux familles la décision finale en matière d'orientation) (p. 1993).

Article 8 *(calendrier scolaire) :*

- *ses observations* (p. 1995) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 185 de M. François d'Aubert (limite à dix jours la durée de deux périodes de vacances scolaires) (p. 1996) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 152 rectifié de M. Jacques Barrot (prévoit un temps libre hebdomadaire consacré aux activités extrascolaires ou à l'éducation religieuse) (p. 1996) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Jacques Barrot (prévoit l'organisation des examens en période de vacances) (p. 1997).

Article 9 *(droits et obligations des élèves) :*

- *ses observations* (p. 1998, 1999).

Conseil des délégués des élèves (p. 1998).

Environnement (respect par les élèves) (p. 1998, 1999) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 153 de M. Jacques Barrot (étend la création des conseils des délégués des élèves aux collèges) (p. 1999) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 29 de la commission (prévoit que le chef d'établissement peut se faire représenter au conseil des délégués des élèves) (p. 1999).

Article 10 *(droits des parents d'élèves) :*

- *soutient* l'amendement n° 91 du Gouvernement (institue des autorisations d'absence pour les représentants des parents d'élèves aux conseils départementaux ou régionaux, académiques et nationaux) : adopté (p. 2009) ;

- *soutient* l'amendement n° 92 du Gouvernement (crée une aide à la formation des parents d'élèves) : adopté (p. 2009).

Après l'article 11 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 188 de M. François d'Aubert (bourses d'enseignement supérieur) (p. 2011).

Article 12 *(associations d'étudiants) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 30 de la commission (insère cet article dans la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur) (p. 2011).

Article 13 *(rôle des enseignants) :*

ses *observations* (p. 2013).

Enseignement supérieur : recherche universitaire (p. 2013).

Psychologues scolaires (p. 2013) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 47 de M. Henri Bayard (intervention des conseillers d'orientation) (p. 2013).

Après l'article 13 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 49 de M. Henri Bayard (précise que les professeurs de l'enseignement général et des collèges (P.E.G.C.) constituent un corps) (p. 2014).

Article 14 *(rôle des agents, techniciens, ouvriers et personnels de service* (A.T.O.S.) :

Professeurs de l'enseignement général et des collèges (P.E.G.C.) (p. 2014) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 112 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle des A.T.O.S. pour l'accueil, le cadre de vie, la restauration et la protection sanitaire) (p. 2015) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 170 de M. Jean Rigaud (rôle des personnels de santé pour la protection sanitaire) (p. 2015).

Article 15 *(plan de recrutement des enseignants) :*

ses observations (p. 2016).

Article 16 *(création des instituts universitaires de formation des maîtres) :*

- *ses observations* (p. 2020).

Ecoles normales (p. 2020).

Enseignement privé (p. 2020) ;

- *soutient* l'amendement n° 93 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2021) : adopté après modifications (p. 2023) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 211 de M. Guy Hermier (précise que les instituts universitaires de formation des maîtres conduisent leurs actions de formation dans le cadre d'orientations définies au plan national) à l'amendement n° 93 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2022).

Après l'article 16 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 90 de M. Georges Hage (psychologues scolaires) (p. 2024).

Article 17 *(projet d'établissement et coopération entre les établissements d'enseignement) :*

ses *observations* (p. 2025).

Enseignement privé (p. 2025) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 191 de M. François d'Aubert (prévoit que le projet d'établissement alloue les moyens en personnels et en matériels nécessaires à sa mise en œuvre) (p. 2026) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 159 rectifié de M. Jacques Barrot (ouvre la possibilité pour certaines autorités locales de s'opposer à la nomination d'enseignants afin de respecter l'homogénéité des équipes pédagogiques) (p. 2027) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 126 de M. Francisque Perrut (possibilité d'introduire dans le programme des éléments correspondant aux spécificités régionales) (p. 2028).

Après l'article 19 :

- *défavorable* à l'amendement n° 237 de M. Alain Juppé (précise que le Gouvernement s'efforcera de faire face à l'afflux de nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur) (p. 2034).

Article 21 *(Conseil supérieur de l'éducation) :*

- *soutient* l'amendement n° 98 du Gouvernement (supprime la référence aux Conseil supérieur de l'éducation nationale et Conseil de l'enseignement général et technique) adopté (p. 2037) ;

- *soutient* l'amendement n° 99 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 2037) ;

- *soutient* l'amendement n° 100 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 2037) ;

- *soutient* l'amendement n° 139 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 2038) ;

- *soutient* l'amendement n° 101 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 2038).

Après l'article 21 :

- *soutient* l'amendement n° 102 du Gouvernement (de conséquence ; précise que le Conseil supérieur de l'éducation se substitue au Conseil supérieur de l'éducation nationale et au Conseil de l'enseignement général et technique) : adopté (p. 2038) ;

- *soutient* l'amendement n° 103 rectifié du Gouvernement (précise la composition de la formation contentieuse et disciplinaire du Conseil supérieur de l'éducation) : adopté (p. 2038) ;

- *soutient* l'amendement n° 104 du Gouvernement (transfère au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche les attributions contentieuses et disciplinaires dévolues antérieurement au Conseil supérieur de l'éducation nationale) : adopté (p. 2039) ;

- *soutient* l'amendement n° 105 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 2039).

Article 22 *(extension des conseils académiques de l'éducation nationale à l'enseignement supérieur) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 179 de M. Michel Giraud (étend à l'enseignement supérieur les attributions du Conseil de l'éducation nationale de chaque académie) (p. 2039) ;

- *soutient* l'amendement n° 106 du Gouvernement (précise que l'extension des compétences du Conseil académique de l'éducation nationale à l'enseignement supérieur ne remet pas en cause les modalités particulières applicables lorsqu'il siège en formation contentieuse) (p. 2039) : adopté (p. 2040) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 40 de la commission (précise que le Conseil académique sera présidé par le recteur pour les questions ayant trait à l'enseignement supérieur) (p. 2040) ;

- *soutient* l'amendement n° 107 du Gouvernement (décret d'application de l'article) : adopté (p. 2040).

Article 23 *(évaluation du système éducatif) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 163 de M. Jacques Barrot (précise que l'évaluation concerne les établissements et les enseignants) : rejeté (p. 2041) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 42 de la commission (de coordination) (p. 2042).

Après l'article 24 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 1 de M. Germain Gengenwin (langues et cultures régionales) (p. 2043, 2044) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (langues et cultures régionales) (p. 2043, 2044) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 3 de M. Germain Gengenwin (langues et cultures régionales) (p. 2043, 2044) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 4 de M. Germain Gengenwin (langues et cultures régionales) (p. 2043, 2044) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 de M. Germain Gengenwin (langues et cultures régionales) (p. 2043, 2044) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 7 de M. Germain Gengenwin (langues et cultures régionales) (p. 2043, 2044) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 8 de M. Germain Gengenwin (langues et cultures régionales) (p. 2043, 2044) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 9 de M. Germain Gengenwin (langues et cultures régionales) (p. 2043, 2044).

Article 26 *(application de la loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer) :*

ses *observations* (p. 2044).

Article 27 *(application de la loi à l'enseignement privé) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Georges Hage (modifie le régime des subventions allouées aux établissements d'enseignement privés) (p. 2045).

Après l'article 28 :

- *soutient* l'amendement n° 108 du Gouvernement (mesures de revalorisation en faveur des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique, des professeurs des lycées professionnels et des conseillers principaux d'éducation) (p. 2046) : adopté (p. 2047) ;

- *soutient* l'amendement n° 109 du Gouvernement (changement d'académie pour les professeurs de l'enseignement général et des collèges (P.E.G.C.) : adopté (p. 2047).

Article 29 *(abrogations) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 53 de M. Jean-Yves Haby (maintien de certaines dispositions de la loi « Haby » n° 75-620 du 11 juillet 1975) (p. 2047).

Article 30 et rapport annexé *(objectifs de la politique de l'éducation pour la période de 1989 à 1994) :*

- *ses observations* (p. 2054).

Explications de vote [9 juin 1989] :

Enseignants : revalorisation (p. 2057).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 juillet 1989] :

Enseignants : formation (et instituts universitaires de formation des maîtres) (p. 2898, 2899).

Enseignement (généralités) : enseignement privé (p. 2898).

Enseignement primaire et secondaire :

- école maternelle (p. 2898) ;

- éducation artistique (p. 2898) ;

- éducation physique (p. 2898).

Discussion des articles [3 juillet 1989] :

Article 1er *(missions de l'éducation nationale) :*

- *ses observations* (p. 2906).

Enseignement supérieur (rentrée universitaire) (p. 2906).

Article 4 *(organisation de la scolarité en cycles) :*

- *favorable* à l'amendement n° 4 rectifié de M. Jacques Brunhes (retient le texte proposé par le Ministre de l'éducation nationale lors du débat au Sénat) (p. 2907) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 58 de M. Christian Estrosi (activités physiques et sportives) (p. 2908, 2909).

Article 4 *bis* (supprimé par le Sénat) *(programmes scolaires) :*

- *favorable* à l'amendement n° 5 rectifié de M. Jacques Brunhes (propose une rédaction acceptée par le Ministre de l'éducation nationale au Sénat) (p. 2909).

Article 5 *(le conseil national des programmes) :*

- *favorable* à l'amendement n° 32 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2910).

Article 6 *(périodes de scolarité effectuées dans les entreprises et les administrations) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Jacques Brunhes (baccalauréat des sections artistiques) (p. 2911).

Après l'article 7 :

- *défavorable* à l'amendement n° 8 rectifié de M. Jacques Brunhes (possibilités de recours offertes aux familles face aux décisions du conseil de classe) (p. 2911).

Article 9 *(droits et obligations des élèves) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Guy Hermier (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2912).

Article 13 *(rôle des enseignants) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Jacques Brunhes (supprime la référence au suivi du travail personnel des élèves) (p. 2914).

Article 16 *(création des instituts universitaires de formation des maîtres) :*

- *ses observations* (p. 2915, 2916).

Ecoles normales (p. 2915, 2916) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 44 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2918) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 63 de M. Marcelin Berthelot (transferts d'emplois) (p. 2918) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 54 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2917) : adopté (p. 2918).

Article 17 *(projet d'établissement et coopération entre les établissements d'enseignement)*

- *ses observations* sur l'amendement n° 45 de la commission (modifie la rédaction de cet article) (p. 2919) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 61 de M. Marcelin Berthelot (notion de principes nationaux d'organisation) (p. 2919) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 62 de M. Marcelin Berthelot (notion de besoin de formation) à l'amendement n° 45 (p. 2919).

Article 21 *(conseil supérieur de l'éducation) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. Georges Hage (modalités de désignation des représentants dans les conseils académiques) (p. 2920).

Article 23 *bis* *(transmission du rapport annuel sur les établissements privés locaux) :*

- *soutient* l'amendement n° 64 du Gouvernement (supprime la référence à la loi antérieure n° 83-663 du 22 juillet 1983) : adopté (p. 2921).

Article 28 *bis* (supprimé par le Sénat) *(mesures de revalorisation en faveur des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique, des professeurs de lycées professionnels et des conseillers principaux d'éducation) :*

- *soutient* l'amendement n° 16 du Gouvernement (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2922) : adopté (p. 2923).

Explications de vote :

Enseignants (formation et instituts universitaires de formation de maîtres) (p. 2925).

Enseignement (généralités) : réformes (p. 2924, 2925).

Enseignement primaire et secondaire : réussite scolaire (p. 2925).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1989] :

Bourses et allocations d'études (p. 4520, 4521).

Collectivités locales : décentralisation (p. 4522).

Crédits :

- généralités (p. 4519) ;

- loi de programme (conformité des crédits) (p. 4520).

Elèves :

- effectif (p. 4519) ;

- scolarité : orientation scolaire et professionnelle (p. 4521).

Enseignants :

- condition enseignante (revalorisation) (p. 4520) ;

- formation (instituts universitaires de formation des maîtres - I.U.F.M.) (p. 4522) ;

- recrutements (p. 4519, 4521).

Laïcité et neutralité : port du voile islamique (p. 4522, 4523).

Personnels non enseignants : Agents, techniciens, ouvriers et personnels de service (A.T.O.S.) (p. 4520, 4521).

Programmes : contenu (p. 4523).

Réponses aux questions :

Baccalauréat (Mme Nicole Catala) (p. 4538, 4539).

Bourses et allocations d'études (et gratuité) (Mme Muguette Jacquaint et M. Marc Dolez) (p. 4533, 4536).

Ecoles maternelles (Mme Muguette Jacquaint) (p. 4538).

Education physique et sportive (MM. Marcel Dehoux et Georges Hage) (p. 4528, 4534).

Elèves :

- échec scolaire :

- égalité des chances (M. Michel Berson) (p. 4529).

- zones d'éducation prioritaires (Z.E.P.) - zones d'éducation et d'intégration (M. Eric Raoult) (p. 4537) ;

- rythmes scolaires (Mme Bernadette Isaac-Sibille remplacée par M. Jean-Pierre Foucher) (p. 4532).

Enseignements artistiques (M. Charles Metzinger remplacé par M. Didier Chouat et M. Georges Hage) (p. 4528, 4534).

Enseignants :

- formation (instituts universitaires de formation des maîtres - I.U.F.M.) (MM. Rudy Salles, Jean-Yves Chamard et Guy Lordinot) (p. 4527, 4530, 4534, 4535) ;

- inspecteurs de l'éducation nationale (Mme Monique Papon remplacée par M. Jean-Pierre Foucher) (p. 4532).

Enseignement privé (M. Jacques Barrot remplacé par M. René Couanau) (p. 4531, 4532).

Formation post-baccalauréat (M. Philippe Auberger) (p. 4531).

Laïcité et neutralité (port du voile islamique) (M. Bruno Bourg-Broc) (p. 4539).

Médecine scolaire :

- généralités (M. Michel Fromet) (p. 4535) ;

- drogue (Mme Michèle Alliot-Marie remplacée par Jean-Yves Chamard) (p. 4536).

Personnels non enseignants :

- Agents, techniciens, ouvriers et personnels de service (A.T.O.S.) (MM. Rudy Salles et Marcelin Berthellot) (p. 4527, 4532) ;

- conseillers pédagogiques (M. Michel Fromet) (p. 4538) ;

- ingénieurs, techniciens et administratifs (I.T.A.) (M. Marcelin Berthelot) (p. 4533).

Programmes :

- langues vivantes (MM. François d'Aubert, Marc Reymann et Jean-Yves Chamard) (p. 4526, 4527, 4530) ;

- nouvelles technologies (logiciels pédagogiques) (M. Jean-Yves Chamard) (p. 4530).

Vote des crédits :

Après l'article 71 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 55 de la commission des affaires culturelles (étend l'accès au fonds de compensation de la T.V.A. pour les subventions d'équipement des lycées et collèges versées par les collectivités locales) (p. 4541).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1989] :

Collectivités locales (régions) (p. 4558).

Crédits (p. 4557).

Enseignants :

- condition universitaire (revalorisation des carrières) (p. 4557, 4558) ;

- enseignants - chercheurs contractuels (p. 4558) ;

- recrutements (p. 4557).

Etudiants :

- bourses, allocations et prêts d'études (p. 4558) ;

- conditions de vie (p. 4559) ;

- effectifs (p. 4558) ;

- inscriptions universitaires : procédure (p. 4560).

Personnels non enseignants : agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (p. 4558).

Universités :

- carte universitaire (p. 4559) ;

- constructions neuves (p. 4558, 4559) ;

- premiers cycles universitaires (p. 4559) ;

- recherche universitaire (p. 4560).

Réponses aux questions :

Enseignants :

- attachés temporaires d'enseignement et de recherche (M. Guy Lordinot) (p. 4570) ;

- recrutements : universités du Nord - Pas-de-Calais (M. Bruno Durieux) (p. 4562) ;

- revalorisation des carrières : prime de recherche et d'enseignement - prime d'enseignement supérieur (M. René Couanau remplacé par M. Jean-Pierre Foucher et M. Guy Lordinot) (p. 4562, 4570).

Enseignement supérieur technique : Instituts universitaires de technologie (I.U.T.) : I.U.T. localisés dans l'Est parisien (implantation) (M. Eric Raoult) (p. 4569).

Etudiants :

- bourses, allocations et prêts d'études (MM. François d'Aubert et Jacques Brunhes) (p. 4563) ;

- inscription (conditions) (M. Bruno Bourg-Broc) (p. 4565, 4566) ;

- logement (M. Jean-Christophe Cambadélis) (p. 4567).

- observatoire de la vie étudiante (M. Jean-Christophe Cambadélis) (p. 4570).

Personnels non enseignants : agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) et ingénieurs, techniciens et administratifs (I.T.A.) (MM. Bernard Derosier et Jacques Brunhes) (p. 4565, 4567).

Universités :

- carte universitaire (délocalisation) (M. Didier Chouat) (p. 4564) ;

- Centre d'apprentissage des langues étrangères par les méthodes audiovisuelles de Royan (CAREL) (M. Jean de Lipkowski remplacé par M. Bruno Bourg-Broc) (p. 4566) ;

- constructions neuves :

- Université d'Angers (M. Marc Laffineur) (p. 4563, 4564).

- Université de La Réunion (M. Jean-Paul Virapoullé remplacé par M. Bruno Durieux) (p. 4562, 4563) ;

- enseignement privé (M. Bruno Durieux) (p. 4562) ;

- financement (M. Dominique Gambier) (p. 4568, 4569) ;

- Instituts universitaires de formation des maîtres (I.U.F.M.) (M. Marc Dolez) (p. 4568) ;

- Université du Nord - Pas-de-Calais (M. Bernard Derosier) (p. 4565) ;

- Université de Paris-VIII. - Saint-Denis et Paris-XIII. - Villetaneuse (M. Eric Raoult) (p. 4569) ;

- recherche universitaire (M. Bruno Bourg-Broc) (p. 4570).

Vote des crédits :

Après l'article 71 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 56 de la commission des affaires culturelles (permet aux collectivités territoriales de bénéficier du fonds de compensation de la T.V.A. pour les dépenses relatives aux établissements d'enseignement supérieur) (p. 4571).

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [13 novembre 1989] :

Enseignement :

- éducation physique et sportive (p. 4981) ;

- enfants (rythme de vie : aménagement) (p. 4982).

Secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports : crédits (p. 4981).

Sports : sportifs de haut niveau (p. 4981, 4982).

JOSSELIN (Charles)

Député des Côtes-du-Nord

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p. 6848).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : culture) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'action des collectivités territoriales en faveur du développement économique local (n° 967) [30 novembre 1989] (p. 5809).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 549)** [3 avril 1989].

Rapport d'information établi au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 885)** [4 juillet 1989].

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 10/89 : Les propositions communautaires sur la fiscalité de l'épargne [4 juillet 1989].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 909)** [10 octobre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) :** annexe n° 7 : **culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : culture(n° 920)** [12 octobre 1989].

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 19/89 : Le débat concernant les propositions communautaires en matière de T.V.A. [20 décembre 1989].

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi de M. Charles Josselin tendant à modifier l'article 8 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 549).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 avril 1989] :

Construction européenne (participation du Parlement) (p. 103, 104, 105).

Délégation parlementaire aux communautés européennes :

- information (moyens d') (p. 104, 105) ;

- missions et objectifs (p. 103, 104, 105).

Discussion des articles [11 avril 1989] :

Article 4 *(missions des délégations ; moyens d'information) :*

- *son* amendement n° 9 (coordination des activités du Parlement avec celles des institutions communautaires) : adopté (p. 107) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (communication par le Gouvernement des documents et prises d'actes communautaires) (p. 107).

Cour de justice des Communautés européennes (jurisprudence) (p. 107) ;

- *son* amendement n° 10 (audition des ministres et des représentants des institutions communautaires par les délégations) : adopté (p. 107).

Article 5 *(compétence des délégations)* :

- *son* amendement n° 11 (avis possible des délégations sur tout projet de texte législatif ayant trait au domaine des Communautés) : adopté (p. 109).

Après l'article 6 :

- *son* amendement n° 3 (maintien en fonction des délégations en exercice jusqu'à l'installation de nouvelles délégations) : adopté (p. 110).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 mai 1989] :

Construction européenne (participation du Parlement) (p. 885).

Délégation parlementaire aux communautés européennes :

- composition (p. 884) ;
- information (moyens) (p. 884, 885) ;
- missions et objectifs (p. 884, 885).

Sénat (modifications adoptées) (p. 884, 885).

- Motion de censure, jointe à une demande d'interpellation, présentée conformément à l'article 156, alinéa premier du Règlement et déposée par M. Bernard Bosson et 63 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution le 10 mai 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [16 mai 1989] :

Groupes politiques (contribution à la construction de l'Europe) (p. 901).

Institutions européennes (p. 901).

Motion de censure (signification) (p. 902).

Parlement français (information) (p. 901).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Après l'article 5 :

- *son* amendement n° 193 rectifié soutenu par M. Alain Richard (applique le taux normal de la T.V.A. aux opérations portant sur les supports de son et de l'image et le taux réduit à celles portant sur les supports préenregistrées, institue une taxe de 10 p. 100 sur le chiffre d'affaires des entreprises d'édition vidéographique) (p. 3766) ; retiré (p. 3767).

Deuxième partie :

Affaires étrangères. - *Questions* [7 novembre 1989] :

Politique extérieure : Chine (p. 4686).

Affaires européennes. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [7 novembre 1989] :

Audiovisuel (p. 4701).

Culture (p. 4700, 4701).

Environnement (agence européenne de l'environnement) (p. 4701).

Europe politique et institutionnelle (p. 4701, 4702).

Europe sociale (p. 4701).

Fiscalité (harmonisation des régimes fiscaux) (p. 4701).

Fonds structurels communautaires (F.E.O.G.A. - garantie) (p. 4700).

Parlements nationaux (rôle dans la législation européenne) (p. 4702).

Politique extérieure : Europe de l'Est (p. 4701).

Présidence française (p. 4701).

Relations financières entre la France et la Communauté : contribution française (déficit français) (p. 4701).

Union économique et monétaire (p. 4701).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [14 novembre 1989] :

Arts et spectacles :

- art lyrique (p. 5054) ;
- cinéma (p. 5054, 5055) ;
- création (soutien) (p. 5054) ;
- musique (p. 5054) ;
- théâtre (p. 5054).

Audiovisuel (p. 5056).

Collectivités locales : province (équilibre Paris - province) (p. 5055).

Enseignements artistiques :

- arts plastiques (p. 5055) ;
- musique (p. 5055).

Livre : Bibliothèque nationale (p. 5054).

Ministère de la culture : conservateurs des monuments historiques (p. 5054).

Patrimoine :

- grandes institutions et grands travaux :
- Paris :
- Bibliothèque de France (p. 5053).
- La Villette (p. 5053).
- Louvre (p. 5053, 5055).
- Opéra de la Bastille (p. 5053).
- province (p. 5053) ;
- monuments historiques :
- Caisse nationale des monuments historiques (p. 5054).
- cathédrales et grands édifices (p. 5054) ;
- musées : généralités (p. 5054).

- Déclaration du Gouvernement sur les perspectives de la Communauté européenne après le Conseil européen de Strasbourg et débat sur cette déclaration(n° 1080).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Environnement (agence européenne de l'environnement) (p. 6408).

Europe des citoyens (p. 6408, 6409).

Europe sociale (charte sociale) (p. 6408).

Fiscalité (harmonisation des régimes fiscaux) (p. 6408).

Fonds structurels communautaires (p. 6408).

Parlement européen (élaboration du droit communautaire) (p. 6409).

Parlement français (débat sur les questions européennes) (p. 6407, 6409).

Présidence française (bilan) (p. 6408).

Union économique et monétaire : conférence intergouvernementale (p. 6408).

JOURNET (Alain)

Député du Gard

(5e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

JOXE (Pierre)

Ministre de l'intérieur

DEPOTS

Projet de loi relatif aux **conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 885)** [17 mai 1989].

Projet de loi organique relatif au **financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797)** [21 juin 1989].

Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du **financement des activités politiques (n° 798)** [21 juin 1989].

Projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du **contentieux administratif (n° 904)** [4 octobre 1989].

Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944)** [13 octobre 1989].

Projet de loi relatif à la participation des **communes** au **financement des collèges (n° 1008)** [15 novembre 1989].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- ***Guichard (Olivier)*** : **démission de l'Etat en Corse :** revendications et grèves en Corse ; occupation de la Chambre régionale des comptes ; menaces pour l'ordre public [5 avril 1989] (p. 42, 43).

- ***Rossi (André)*** : **situation en Corse :** revendications et grèves en Corse ; situation générale dans l'île [5 avril 1989] (p. 45, 46).

- ***Drouin (René)*** : **droits de l'homme dans la police :** bavures policières ; violences à l'encontre d'un médecin d'origine africaine [12 avril 1989] (p. 124, 125).

- ***Galley (Robert)*** : **situation d'anarchie en Corse :** situation en Corse ; attentat contre le brigadier-chef Luciani, dans les locaux de la préfecture de Bastia [19 avril 1989] (p. 288, 289).

- ***Jagou (Jean-Jacques)*** : **sécurité dans les transports en commun :** effectifs des personnels de surveillance de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. ; présence de fonctionnaires de police [26 avril 1989] (p. 437, 438).

- ***Falco (Hubert)*** : **violence et délinquance :** lutte contre l'insécurité dans les agglomérations et les transports en commun ; formation des personnels de police ; bonne place de la France parmi les pays d'Europe pour la lutte contre la délinquance [3 mai 1989] (p. 639, 640).

- ***Estrosi (Christian)*** : **modification de l'avant-projet de loi sur l'entrée et le séjour des immigrés en France :** abrogation de la loi Pasqua ; lutte contre l'immigration clandestine ; humanisation du traitement réservé aux expulsés [3 mai 1989] (p. 641, 642).

- ***Dray (Julien)*** : **agressions racistes :** prévention et répression des agressions racistes ; sanctions à l'encontre de certains fonctionnaires de police au comportement raciste ; efforts d'information et de sensibilisation [24 mai 1989] (p. 11621, 1162).

- ***Rufenacht (Antoine)*** : **sécurité dans les trains :** grèves à la S.N.C.F. à la suite d'agressions dans les trains ; lutte contre l'insécurité ; mesures envisagées pour assurer le fonctionnement normal du service public ; création d'un service de police des chemins de fer [24 mai 1989] (p. 1165, 1166).

- ***Doligé (Eric)*** : **mesures de sécurité prises à Paris entre le 10 et le 17 juillet :** Bicentenaire de la Révolution française : Paris ; circulation ; hôpitaux ; police ; sommet des sept pays les plus industrialisés [31 mai 1989] (p. 1414, 1415, 1416).

- ***Lombard (Paul)*** : **vote par procuration des retraités :** vote par procuration ; personnes âgées ; retraités ; vacances ; réglementation ; réforme [31 mai 1989] (p. 1419, 1420).

- ***Grignon (Gérard)*** : **organisation des élections européennes :** Parlement européen ; Français de l'étranger et de l'Outre-mer ; réception des documents de propagande officielle ; horaires d'ouverture des bureaux de vote [7 juin 1989] (p. 1807, 1808).

- ***Gantier (Gilbert)*** : **circulation à Paris en juillet :** réglementation et sécurité : Paris ; interdiction aux voitures de l'accès au centre-ville au mois de juillet ; liberté d'aller et venir ; riverains ; dispositions sanitaires [7 juin 1989] (p. 1809, 1810).

- ***Toubon (Jacques)*** : **financement des partis politiques :** fonctionnement ; financement ; projets de loi relatifs à la moralisation du financement des partis politiques ; commission de contrôle ; fausses factures ; amnistie ; affaire Luchaire ; classement ; élections ; dépenses de campagne [21 juin 1989] (p. 2312, 2313, 2314).

- ***Alliot-Marie (Michèle)*** : **sondages à la sortie des urnes lors du scrutin pour l'élection du Parlement européen :** réglementation ; élections du Parlement européen de juin 1989 ; enquêtes et sondages effectués à la sortie des urnes ; publication dans les pays où le scrutin n'a pas encore eu lieu ; réglementation électorale française ; publication en France la veille du scrutin de résultats de sondages effectués à l'étranger [21 juin 1989] (p. 2314, 2315).

- ***Balkany (Patrick)*** : **modification de l'organisation de la région parisienne :** politique régionale : Ile-de-France ; vote des immigrés ; remodelage de la région ; situation sociale dans la région parisienne ; logements ; construction ; circulation ; inégalités sociales ; concertation avec les élus locaux [28 juin 1989] (p. 2576, 2577, 2578).

- ***Fromet (Michel)*** : **activité récente des groupuscules néo-nazis :** lutte contre le racisme ; groupements néo-nazis en Loir-et-Cher [4 octobre 1989] (p. 3099, 3100).

- ***Barrot (Jacques)*** : **Le Gouvernement et l'islam en France :** liberté des cultes ; culte islamique ; organisation institutionnelle des rapports avec les pouvoirs publics [8 novembre 1989] (p. 4758, 4759).

- ***Gengenwin (Germain)*** : **travailleurs turcs en Alsace :** politique et réglementation ; accroissement de la population turque en Alsace ; immigration clandestine [8 novembre 1989] (p. 4762, 4763).

- ***Rossi (José)*** : **situation en Corse :** attentats ; situation d'anarchie ; destruction de la chambre d'agriculture ; attitude du préfet de police ; programme gouvernemental sur la Corse [15 novembre 1989] (p. 5147, 5148).

- ***Papon (Christiane)*** : **drogue et sécurité dans les transports en commun :** arrivée de nouvelles drogues en France ; insécurité dans les transports en commun [22 novembre 1989] (p. 5482, 5483).

- ***Broissia (Louis de)*** : **Liban :** parlementaires brutalisés par la police [6 décembre 1989] (p. 6022, 6023, 6024).

- ***Lombard (Paul)*** : **problèmes posés par l'immigration :** parlementaires brutalisés par la police ; immigration clandestine ; conditions de vie des immigrés ; intégration ; courant migratoire ; situation des pays d'origine ; droit d'asile [6 décembre 1989] (p. 6025, 6026).

- ***Méhaignerie (Pierre)*** : **incidents à l'occasion d'une manifestation :** parlementaires brutalisés par la police [6 décembre 1989] (p. 6026, 6027).

à un ministre :

- **Police et sécurité** [20 avril 1989] :

Commissariats (construction et rénovation) : *Marchand (Philippe)* (p. 323).

Délinquance et criminalité (délinquance financière) : *Colcombet (François)* (p. 324).

Drogue (coopération internationale en matière de lutte) : *Colcombet (François)* (p. 324).

Etrangers (conditions d'entrée et de séjour en France) : *Toubon (Jacques)* (p. 319).

Institut des hautes études de sécurité intérieure : *Marchand (Philippe)* (p. 323).

Police (plan de modernisation) : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 322).

Polices municipales : *Lapaire (Jean-Pierre)* (p. 325).

Sécurité civile (parc de bombardiers d'eau Canadair) : *Estrosi (Christian)* (p. 320).

Terrorisme (espagnol) : *Sapin (Michel)* (p. 323).

- Collectivités locales [20 avril 1989] :

Commerce et artisanat (installation de commerçants étrangers) : *Farran (Jacques)* (p. 326).

Communes (regroupements et impôts locaux) : *Patriat (François)* ; *Beaumont (René)* (p. 323, 326).

Décentralisation : *Derosier (Bernard)* (p. 324).

Elections et référendums (mode de scrutin des conseils généraux, regroupement des élections locales) : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 322).

Elus locaux (statut) : *Pierna (Louis)* (p. 321).

Fonction publique territoriale : *Berthelot (Marcelin)* (p. 321).

Régions (regroupements) : *Beaumont (René)* (p. 325).

orales sans débat de :

- *Queyranne (Jean-Jack)* (n° 123) : justice (fonctionnement : Rhône) : Lyon ; cité judiciaire ; construction ; financement [9 juin 1989] (p. 1940, 1941).

- *Vivien (Alain)* (n° 122) : police (fonctionnement : Seine-et-Marne) : effectifs de personnel [9 juin 1989] (p. 1941, 1942).

- *Bourg-Broc (Bruno)* (n° 156) : arrondissements (chefs-lieux) : suppression de postes de sous-préfets [6 octobre 1989] (p. 3196, 3197).

- *Larifla (Dominique)* (n° 160) : D.O.M. -T.O.M. (Guadeloupe : bourses d'études) : bourses d'études ; paiement ; délais ; cyclone Hugo [6 octobre 1989] (p. 3197).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 665).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [29 et 30 mai 1989] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 1325).

Ses observations sur la motion de renvoi en commission de : *Pons (Bernard)* (p. 1389).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes :

- accords de Schengen (p. 1319, 1365, 1389) ;
- politique migratoire (décision du 8 juin 1987) (p. 1389) ;
- législation :
- législation comparée (p. 1319, 1320).
- harmonisation (p. 1319, 1346, 1363, 1365, 1366, 1389, 1390, 1391).

Droits de l'homme (p. 1312, 1319, 1325, 1346).

Immigration :

- arrêt ; stastistiques (p. 1313, 1314, 1345) ;
- immigration clandestine :
- lutte contre (p. 1315, 1318, 1345, 1346).
- régularisation (p. 1345).

Immigrés :

- asile « économique » (p. 1314).
- Chanteloup-les-Vignes (politique menée) (p. 1345) ;
- droits (respect) (p. 1312, 1315, 1319, 1320, 1363) ;
- droit d'asile (p. 1314) ;
- historique (p. 1312, 1313) ;
- intégration (p. 1315, 1317, 1318, 1344, 1345, 1346) ;
- regroupement familial (p. 1314, 1315) ;
- travail clandestin (p. 1318).

Législation (historique) :

- ordonnance du 2 novembre 1945 (p. 1313, 1326) ;
- loi du 29 octobre 1981 (p. 1312) ;
- loi du 17 juillet 1984 (p. 1312).

Parlement (procédure d'obstruction) (p. 1345, 1346).

Président de la République (engagements) (p. 1315).

Projet de loi (dispositions) :

- carte de résident (conditions de délivrance) (p. 1315, 1316) ;
- commission de séjour (p. 1317) ;
- constitutionnalité (p. 1325, 1326, 1327) ;
- entrée (conditions d') (p. 1363) ;
- expulsion (p. 1316, 1327) ;
- juge judiciaire (contrôle) (p. 1316, 1317, 1325, 1326, 1327, 1328).
- mineurs (détention d'un titre de séjour) (p. 1317, 1345) ;
- reconduite à la frontière (p. 1316, 1318, 1326, 1327) ;
- titres de séjour (péremption) (p. 1316, 1317, 1344, 1345).

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 10 deuxième rectification de M. Jacques Brunhes (condamne le racisme et la xénophobie) (p. 1394) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 12 de M. Gilbert Millet (propose un enseignement de sensibilisation aux problèmes du racisme dans le programme scolaire (p. 1398) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Pierre Mazeaud (permet que les demandes en vue d'acquérir ou de prendre la nationalité française soient faites dés l'âge de seize ans) (p. 1401) ;

observations sur le rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) conteste le refus du Gouvernement d'examiner ses amendements relatifs au code de la nationalité (p. 1401) ;

observations sur le rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) : conteste le communiqué de presse de la commission des lois relatif à la procédure du vote bloqué en commission (p. 1423) ;

observations sur le rappel au règlement de : Toubon (Jacques) : procédure employée par la commission afin de repousser 257 amendements en un seul vote (p. 1423).

Article 1er *(abrogation de certaines conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) :*

- *ses observations* (p. 1427, 1429, 1431, 1432) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 305 du Gouvernement (précise la portée de l'abrogation) à l'amendement n° 15 de M. Gilbert Millet (abrogation de la loi du 9 septembre 1986 dite loi « Pasqua ») (p. 1438) : adopté au scrutin public (p. 1439).

Article 2 *(report à 18 ans de l'âge auquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1443) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 298 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 1443).

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

Age à partir duquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour (p. 1449) ;

observations sur le rappel au règlement de : Toubon (Jacques) : regrette qu'à la demande du Gouvernement, les votes sur les articles 2 et 3 soient réservés (p. 1446) ;

observations sur le rappel au règlement de : Hyest (Jean-Jacques) : refus du gouvernement d'apporter certaines précisions sur les dispositions des articles 2 et 3 (p. 1447) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 139 de M. Gérard Longuet (organisation de réunions d'information sur les droits des étrangers mineurs) (p. 1493) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 313 de M. Pierre Mazeaud (organisation des réunions par les préfets et les chefs d'établissement) à l'amendement n° 139 de M. Gérard Longuet (p. 1493).

Article 4 *(bénéficiaires de plein droit de la carte de résident) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 19 corrigé de M. Gilbert Millet (délivrance de plein droit de la carte de résident pour l'étranger qui est père ou mère d'un enfant français résidant en France, à la condition qu'il exerce l'autorité parentale et qu'il subvienne à ses besoins) (p. 1519) ;

observations sur le rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) : s'élève contre la pratique du Gouvernement qui demande la réserve de certains amendements (p. 1519) ;

observations sur le rappel au règlement de : Toubon (Jacques) : conditions de travail de l'Assemblée dues à l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1521) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 134 corrigé de M. Pierre Mazeaud (refuse la carte de résident aux étrangers condamnés à une peine de prison) (p. 1525).

Après l'article 4 :

observations sur le rappel au règlement de : Pons (Bernard) : s'élève contre les propos du ministre de l'intérieur relatifs aux amendements de M. Pierre Mazeaud (p. 1556).

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

observations sur le rappel au règlement de : Debré (Jean-Louis) : déroulement du débat (p. 1565) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 140 rectifié de M. Gérard Longuet (prolonge le délai de péremption lorsque l'étranger mène un projet de réinsertion dans son pays d'origine) (p. 1566) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 315 de M. Alain Lamassoure (exclut la prolongation si l'étranger bénéficie de l'aide au retour) à l'amendement n° 140 rectifié de M. Gérard Longuet (p. 1566).

Avant l'article 7 :

- *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Jacques Brunhes (donne compétence à l'autorité judiciaire pour décider de l'expulsion d'un étranger) (p. 1595).

Article 9 *(recours contre l'arrêté de reconduite à la frontière) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 172 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 1600) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 204 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1600) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes (recours possible dans le délai d'une semaine et non de 48 heures) (p. 1602) ;

- *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (comparution obligatoire de l'intéressé avant décision de l'autorité judiciaire) (p. 1605) ;

- *favorable* à l'amendement n° 294 de M. Jacques Toubon (comparution obligatoire de l'intéressé avant décision de l'autorité judiciaire) (p. 1605) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 217 de M. Pierre Mazeaud (réduit le délai d'appel d'un mois à huit jours) (p. 1605).

Article 10 *(régime d'expulsion) :*

- *ses observations* (p. 1608, 1609) ;

observations sur le fait personnel de : Mazeaud (Pierre) : propos du Ministre de l'Intérieur (p. 1612).

Article 13 *(expulsion en cas d'urgence absolue) :*

- *ses observations* (p. 1652).

Article 14 *(exécution de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 277 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1658) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 278 de M. Pierre Mazeaud (rend obligatoire l'exécution d'office de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière et non facultatif) (p. 1659).

Article 15 *(maintien administratif des étrangers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. François Asensi (supprime les centres de rétention) (p. 1660).

Article 16 *(champ d'application de l'ordonnance et des dérogations apportées par voie de conventions internationales) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 280 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1663).

Article 17 *(délai d'un jour franc avant le rapatriement d'un étranger faisant l'objet d'un refus d'entrée) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 283 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1665).

Après l'article 17 :

- *défavorable* à l'amendement n° 35 rectifié de M. François Asensi (accorde le droit de vote aux élections municipales et aux européennes aux étrangers résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 1667) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Jacques Brunhes (présentation par le Gouvernement d'un rapport portant sur la lutte contre le racisme) (p. 1669).

Après l'article 18 :

- *soutient* l'amendement n° 306 du Gouvernement (dispose qu'un décret déterminera la compétence territoriale des magistrats, les modalités et les formes des recours contre leurs décisions) (p. 1672) : retiré (p. 1673) ;

- *soutient* l'amendement n° 306 rectifié du Gouvernement (dispose qu'un décret déterminera la compétence territoriale des magistrats ainsi que les modalités de recours contre leurs décisions) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1673) ; adopté (p. 1727) ;

- *favorable* à l'amendement n° 304 de M. Michel Suchod (publication dans les six mois du texte complet de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifié par les nouvelles dispositions) (p. 1674) ;

observations sur le rappel au règlement de : Toubon (Jacques) : application « abusive » de l'article 44-3 de la Constitution) (p. 1675).

Explications de vote :

Communautés européennes :

- législation :

- législation comparée (p. 1726).

- harmonisation (p. 1726).

Droits de l'homme (p. 1726, 1727).

Immigration clandestine (lutte contre) (p. 1726).

Président de la République (engagements) (p. 1726).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 juin 1989] :

Communautés européennes :

- accords de Schengen (p. 2596, 2597) ;

- législation : harmonisation (p. 2596).

Immigration :

- arrêt ; stastistiques (p. 2588).

- immigration clandestine : lutte contre (p. 2588, 2589, 2596).

Immigrés :

- centre de rétention (p. 2597) ;

- droits (respect) (p. 2588, 2596)

- droit d'asile (p. 2597) ;

- intégration (p. 2596) ;

- regroupement familial : (p. 2588).

Projet de loi (dispositions) :

- carte de résident (conditions de délivrance) (p. 2588) ;

- reconduite à la frontière (p. 2588).

Sénat (position adoptée) (p. 2588).

Discussion des articles [28 juin 1989] [1er juillet 1989] [2 juillet 1989] :

Article 2 *(report à 18 ans de l'âge auquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour) :*

Maintien en détention de M. Naccache et affaire Abdallah (p. 2602).

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 2851) ;

- *soutient* l'amendement n° 83 du Gouvernement (précise que l'étranger doit détenir une carte de résident dès l'année qui suit son dixième anniversaire) : adopté (p. 2851).

Article 4 *(bénéficiaires de plein droit de la carte de résident) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 2852) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 47 de M. Pierre Mazeaud (subordonne la délivrance de plein droit de la carte de résident, à l'étranger marié depuis au moins un an, sous la condition d'une communauté de vie effective) (p. 2853) ;

- *soutient* l'amendement n° 84 du Gouvernement (précise que la carte de résident est délivrée de plein droit à l'étranger autorisé à séjourner sur le territoire national au titre du regroupement familial, dès l'année qui suit son dix-huitième anniversaire) : adopté (p. 2853) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Pierre Mazeaud (obtention de plein droit de la carte de résident à l'étranger qui réside habituellement depuis dix ans en France) (p. 2853).

Article 6 *(commission de séjour des étrangers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 50 rectifié de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 2854).

Article 8 *(reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 82 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 2855).

Article 9 *(recours contre l'arrêté de reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 2857).

Avant l'article 1er (amendements précédemment réservés) :

Réforme du code de la nationalité (p. 2871).

- Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de : *Tabanou (Pierre)* [27 juin 1989] (p. 2536, 2537).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) et projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : discussion commune [4 et 5 octobre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 3110).

Campagnes électorales :

- financement :

- association électorale (p. 3108).

- commission nationale de contrôle des comptes de campagne (composition et mission) (p. 3109).

- comparaisons internationales (p. 3107).

- comptes de campagne (contrôle) (p. 3108, 3109).

- financement et dons privés (réglementation) (p. 3108).

- financement public (p. 3107).

- plafonnement des dépenses (p. 3106, 3107, 3108).

- sanctions (régime) (p. 3109.

- transparence des ressources (p. 3107).

- période de précampagne (détermination) (p. 3107).

- propagandes électorales (limitation des moyens matériels et interdiction de la publicité politique) (p. 3108).

Chambres régionales des comptes (portée des instructions) (p. 3109).

Loi du 11 mars 1988 (dispositif et limites) (p. 3106, 3107).

Marchés publics (p. 3109).

Partis politiques :

- financement :

- association de financement (p. 3107).

- financement et dons privés (p. 3109).

- financement public (p. 3107, 3109).

- historique législatif (p. 3106).

Président de la République (propositions) (p. 3106).

Rapport sur l'application de la loi du 11 mars 1988 (absence) et procédure d'élaboration du présent projet (p. 3142).

Vie publique (moralisation) (p. 3106, 3107).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798)

Première lecture :

Discussion des articles [5 et 6 octobre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 55 de M. Jacques Brunhes (déclaration des membres du Gouvernement et des responsables des partis politiques sur leur situation patrimoniale dans les 15 jours suivant leur entrée en fonction) (p. 3143) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Jacques Brunhes (déclaration des élus locaux sur leur situation patrimoniale dans les 15 jours suivant leur entrée en fonction) (p. 3144).

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

- *ses observations* (p. 3146, 3147)

Article L. 52-4 du code électoral (définition du candidat présumé) :

- *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (précise la notion de candidat présumé) (p. 3149, 3150) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 134 de M. Jean-Pierre Delalande (précise la notion de candidat présumé) (p. 3149, 3150) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 100 de M. Pierre Mazeaud (précise la notion de candidat présumé) (p. 3149, 3150).

Article L. 52-5 du code électoral (obligation de créer une association électorale pour recueillir des dons) :

- *défavorable* à l'amendement n° 57 de M. Gilbert Millet (étend les formules juridiques permettant de recueillir des fonds) (p. 3160) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Pierre Mazeaud (rend facultative la création d'une association électorale) (p. 3160) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. Pierre-André Wiltzer (remplace l'association électorale par l'institution d'un mandataire) (p. 3160) ;

- *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (permet au candidat de recourir, soit à l'association électorale, soit au mandataire) (p. 3160, 3161), sous réserve de précision ;

- *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Pierre Lequiller (remplace l'association électorale par l'institution d'un agent électoral officiel) (p. 3160).

Article L. 52-6 du code électoral (statut de l'association électorale) :

- *défavorable* à l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Delalande (supprime l'article L. 52-6 du code électoral proposé) (p. 3163).

Liberté d'association (p. 3162) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Delalande (supprime la disposition selon laquelle un candidat ne peut donner son accord qu'à une seule association électorale) (p. 3164).

Article L. 52-7 du code électoral (réglementation des dons privés) :

- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. François Asensi (interdit le versement de toute contribution financière par une entreprise publique ou privée) (p. 3173) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 177 de M. Pierre Lequiller (interdit que le don versé par une personne morale puisse excéder 30 p. 100 du plafond des dépenses électorales) (p. 3173) ;

- *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (interdit que le don versé par une personne morale puisse excéder 10 p. 100 du plafond des dépenses électorales) (p. 3173) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 61 de M. François Asensi (interdit le financement des campagnes par des sociétés dont l'Etat est actionnaire) (p. 3177) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 141 de M. Jean-Pierre Delalande (interdit le financement des campagnes par des sociétés dont la majorité de capital appartient à des personnes de droit public) (p. 3177) ;

- *favorable* à l'amendement n° 157 de la commission (permet à une personne physique de nationalité étrangère d'effectuer des dons) (p. 3177).

Définition d'une personne morale de droit privé étrangère (p. 3178).

Article L. 52-8 du code électoral (plafonnement des dépenses de campagne) :

- *soutient* l'amendement n° 185 du Gouvernement (modifie les plafonds des dépenses par habitant) (p. 3179) : retiré (p. 3180) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 14 corrigé de la commission (prévoit que le plafond applicable dans une circonscription est au moins égal à celui qui s'impose dans une circonscription moins peuplée) (p. 3181) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 63 de M. Gilbert Millet (réduit le plafond de dépenses à 400 000 F pour les élections législatives) (p. 3182) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 15 corrigé de la commission (réduit le plafond de dépenses à 500 000 F pour les élections législatives) (p. 3182) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 92 de M. Pierre Lequiller (réduit le plafond de dépenses à 700 000 F pour les élections législatives) (p. 3182) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 198 du Gouvernement (fixe à 400 000 F le plafond des dépenses pour les élections législatives lorsque la circonscription a moins de 80 000 habitants) à l'amendement n° 15 de la commission : adopté (p. 3183) ;

- *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (de forme) à l'amendement n° 16 de la commission (indique que les frais de transport pour les élections législatives ne sont pas inclus en Polynésie) : adopté (p. 3183) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 142 de M. Jean-Pierre Delalande (indexe les plafonds sur l'indice du coût de la vie) (p. 3184) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 113 de M. Pierre Lequiller (indexe les plafonds sur l'évolution des prix à la consommation) (p. 3184) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 93 de M. Pierre Lequiller (indexe les plafonds sur l'indice du coût de la vie tous les cinq ans par décret) (p. 3184).

Article L. 52-9 du code électoral (compte de campagne) :

- *défavorable* à l'amendement n° 104 de M. Pierre Mazeaud (supprime la comptabilisation globale des dépenses lorsque deux candidats ont rallié la même liste) (p. 3186) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Gilbert Millet (supprime l'obligation de transmettre les comptes à la commission nationale ; prévoit leur communication au Conseil constitutionnel ou aux autorités judiciaires) (p. 3187).

Article L. 52-10 du code électoral (commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques) :

- *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Gilbert Millet (de suppression) (p. 3208) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 144 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3208).

Mise à disposition des fonctionnaires nécessaires (p. 3209) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 186 du Gouvernement (modifie la composition de la commission) à l'amendement n° 22 de la commission (de précision ; permet à la commission de faire appel à des officiers de police judiciaire pour mener des investigations) : retiré (p. 3209).

Article L. 52-11 du code électoral (réglementation de l'affichage) :

Amendements n° 187 et 188 du Gouvernement : devenus sans objet (p. 3212).

Article L. 52-12 du code électoral (réglementation de la publicité par voie de presse) :

Amendement n° 189 du gouvernement : devenu sans objet (p. 3212).

Article L. 52-17 du code électoral (évaluation des dépenses et des recettes des candidats) :

- *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3224).

Pouvoir d'évaluation d'office des dépenses par la commission (p. 3224).

Article 2 *(sanctions pénales) :*

- *soutient* l'amendement n° 190 du Gouvernement (modifie les sanctions et précise les incriminations) : adopté au scrutin public (p. 3230).

Condamnation des personnes morales (p. 3228).

Article 3 *(inéligibilité) :*

- *favorable* à l'amendement n° 33 de la commission (insère dans le code électoral des dispositions propres à l'inéligibilité sanctionnant le non respect du plafonnement des dépenses) (p. 3233).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 106 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 3234) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 154 de M. Pierre-André Wiltzer (précise que la seconde fraction de l'aide publique est destinée aux partis représentés au Parlement et non uniquement à ceux représentés à l'Assemblée nationale) (p. 3236).

Article 9 *(association de financement d'un parti politique) :*

Article 11 de la loi du 11 mars 1988 (agrément de l'association de financement) :

- *défavorable* à l'amendement n° 125 corrigé de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 3242) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3242).

Article 11-1 de la loi du 11 mars 1988 (statuts de l'association de financement) :

- *défavorable* à l'amendement n° 119 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 3243) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 131 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3243) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 108 de M. Pierre Mazeaud (supprime l'envoi d'une liste nominative des souscripteurs à l'administration) (p. 3245) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Serge Charles (prévoit la transmission de la liste des donateurs à la commission nationale des comptes de campagne) (p. 3245).

Article L. 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons des personnes physiques et des personnes morales) :

- *défavorable* à l'amendement n° 194 de M. Pierre Mazeaud (supprime le plafonnement des dons des personnes physiques) : rejeté au scrutin public (p. 3246, 3247, 3248) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 160 de M. Pierre-André Wiltzer (inclut dans la liste des personnes morales qui ne sont pas autorisées à verser aux partis politiques les sociétés contrôlées par l'Etat et les casinos) (p. 3266) ;

- *favorable* à l'amendement n° 203 de M. Robert Savy (inclut dans la liste des personnes morales qui ne sont pas autorisées à verser aux partis politiques les sociétés contrôlées par l'Etat et les casinos) (p. 3266).

Après l'article 9 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 111 de M. Pierre Mazeaud (prévoit que les partis politiques peuvent bénéficier de fonctionnaires détachés s'ils sont représentés au Parlement) (p. 3270).

Après l'article 10 :

- *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Georges Chavanes (rend possible pour les conseillers municipaux des villes de plus de 20 000 habitants la saisine de la chambre régionale des comptes lorsque la commune contracte un emprunt ou accorde une subvention) (p. 3272).

Article 12 *(information sur les marchés publics des communes) :*

- *soutient* l'amendement n° 191 du Gouvernement (étend la transmission des pièces relatives aux marchés publics aux départements et aux régions ainsi qu'aux établissements publics territoriaux) : adopté (p. 3274).

Article 13 *(campagne de promotion publicitaire) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 49 de la commission (de suppression) (p. 3274, 3275) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 116 de M. Pierre Mazeaud (limite l'interdiction à deux mois) (p. 3275).

Article 14 *(modification de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes) :*

ses *observations* sur l'amendement n° 50 de la commission (substitue l'appellation « Parlement européen » à celle « d'Assemblée des communautés européennes) (p. 3276).

Article 15 *(déductibilité fiscale des dons consentis aux candidats d'un parti politique) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 84 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 3277).

Extension des dispositions relatives à la déductibilité fiscale des dons aux mandataires (p. 3277) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 115 de M. Pierre Lequiller (prévoit le recours à la technique du carnet à souche comme récépissé aux dons effectués) (p. 3278).

Après l'article 15 :

- *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. François Asensi (impossibilité d'invoquer le secret-défense en cas de poursuites judiciaires pour crime ou délit) (p. 3279).

Après l'article 16 :

- *favorable* à l'amendement n° 89 de M. Gilbert Bonnemaison (prévoit des interdictions temporaires d'exercice de toute fonction élective de caractère public à l'encontre des chefs d'entreprises qui ne respecteraient pas les conditions de financement prévues par la loi) (p. 3285).

Article 18 *(amnistie) :*

ses *observations* (p. 3285).

ses *observations* sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 3287). ses *observations* sur l'amendement n° 86 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 3287). ses *observations* sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3287). ses *observations* sur l'amendement n° 171 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 3287).

Après l'article 19 :

ses *observations* sur l'amendement n° 193 de M. Pierre Lequiller (prévoit que le Gouvernement déposera, sur le bureau de l'Assemblée nationale, un rapport sur l'application de l'ensemble des dispositions du présent projet) (p. 3288).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 décembre 1989] :

Campagnes électorales :

- association électorale et mandataire (p. 6051) ;

- collectivités locales (financement d'opérations de promotion dans l'année précédant une campagne électorale) (p. 6051) ;

- plafonnement des dépenses (p. 6051) ;

- transparence des ressources (p. 6051).

Financement et dons privés aux candidats et aux partis politiques : confidentialité (p. 6051, 6052).

Partis politiques :

- financement public :

- principe (p. 6051).

- répartition (modalités) (p. 6051) ;

- statut et liberté d'exercice (p. 6051).

Sénat (modifications adoptées) (p. 6051).

Discussion des articles :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

- *ses observations* (p. 6066) ;

Alsace-Lorraine (application des dispositions relatives aux associations de financement électoral) (p. 6066) ;

Association de financement électoral (p. 6066).

Article L. 52.5 du code électoral (obligation de créer une association de financement électoral ou de désigner un mandataire financier pour recueillir des fonds) :

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de la commission (rend obligatoire le recours au mandataire pour le règlement des dépenses électorales) (p. 6067) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 47 de M. Pierre Lequiller (rend obligatoire le recours au mandataire pour le règlement des dépenses électorales) (p. 6067) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 8 de la commission (prévoit que le mandataire ne sera pas un intermédiaire obligatoire pour les dépenses électorales prises en charge directement par un parti politique) (p. 6068).

Article L. 52-6 du code électoral (statut de l'association de financement électoral) :

- *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Emmanuel Aubert (permet que l'actif net soit dévolu après la dissolution de l'association de financement électoral à une association ayant pour objet le soutien de l'action politique du candidat) (p. 6069).

Article 1er ter *(interdiction temporaire de toute publicité commerciale par voie de presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle) :*

- *soutient* l'amendement n° 59 du Gouvernement (prévoit que six mois avant le déroulement du scrutin, aucune campagne de promotion des réalisations d'une collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin) (p. 6076) : adopté (p. 6077).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 24 de la commission (prévoit que l'aide publique est répartie entre les partis politiques en fonction de leur représentation à l'Assemblée nationale) (p. 6078).

Article 9 *(collecte des dons consentis aux partis et groupements politiques) :*

Après l'article 11 de la loi du 11 mars 1988 :

- *défavorable* à l'amendement n° 30 de la commission (précise les régles applicables au mandataire financier d'un parti politique et organise le recours à divers intermédiaires) (p. 6081) ;

- **ses observations** sur le rappel au réglement de : *Mazeaud (Pierre) :* demande le report de la discussion du texte à la prochaine séance (p. 6081).

Après l'article 15 :

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Gilbert Millet (prévoit que les dons effectués aux partis politiques bénéficient de l'exonération prévue à l'article 795 du code général des impôts relatif aux droits de mutation) (p. 6084) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 55 rectifié de Mme Nicole Catala (prévoit que les cotisations effectuées aux partis politiques par l'intermédiaire d'un mandataire ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu) (p. 6085) ;

- *favorable* à l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Michel (amnistie certaines infractions en relation avec le financement des campagnes électorales des partis politiques à l'exclusion de celles commises par un parlementaire national) (p. 6085).

Article 19 *bis* A *(frais de transports des candidats aux élections en Guyane et en Polynésie française) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 42 de la commission (prévoit d'exclure des dépenses de campagne les frais de transport maritime et aérien exposés entre les îles des départements et territoires d'outre-mer) (p. 6088).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [13 novembre 1989] :

Administration générale :

- déconcentration (modernisation des services extérieurs de l'Etat) (p. 5022, 5023, 5025, 5026) ;

- préfectures (modernisation) (p. 5025) ;

- préfets (p. 5025, 5026).

Collectivités locales :

- conseillers généraux (mode d'élection) (p. 5026, 5027) ;

- coopération intercommunale (p. 5027, 5028).

- élu (statut) (p. 5027).

Ministère :

- crédits (p. 5021, 5028) ;

- immobilier (parc) (p. 5029) ;

- transmissions gouvernementales (plan de modernisation) (p. 5029).

Police :

- brigade de sûreté des chemins de fer (p. 5028) ;

- corps (harmonisation et réforme) (p. 5022, 5023) ;

- délinquance et criminalité :

- généralités et évolution (p. 5022, 5023, 5024).

- drogue (p. 5022) ;

- effectifs (p. 5028, 5029) ;

- formation (p. 5028) ;

- informatique (p. 5028) ;

- logement (p. 5029) ;

- officiers de police judiciaire (p. 5028) ;

- Pays basque (p. 5021) ;

- plan de modernisation (p. 5023) ;

- rémunérations (p. 5028).

Sécurité civile :

- défense civile (p. 5024, 5025) ;

- forêts (incendies) (p. 5024) ;

- Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 5024) ;

- matériels aériens (p. 5009) ;

- sapeurs pompiers (p. 5024).

Réponses aux questions :

Administration générale :

- préfets (recrutement et effectifs) (M. Bertrand Gallet) (p. 5045) ;

- préfectures (M. Jean-Jacques Hyest et Mme Martine David) (p. 5043, 5044).

Collectivités locales :

- budgets municipaux en déséquilibre (subvention) (M. Georges Chavanes) (p. 5043) ;

- conseillers généraux (mode d'élection) (M. Augustin Bonrepaux) (p. 5036).

Listes électorales (inscription) (M. Augustin Bonrepaux) (p. 5034).

Police :

- circonscriptions de police (réforme) (M. Eric Raoult) (p. 5046) ;

- délinquance et criminalité (statistiques) (M. Eric Raoult) (p. 5037) ;

- effectifs (Mme Muguette Jacquaint, MM. Rudy Salles et Philippe Marchand) (p. 5039, 5042, 5047) ;

- îlotage (M. Jean-Pierre Sueur) (p. 5049) ;

- immigration clandestine (turcs venant d'Allemagne) (M. Marc Reymann) (p. 5042) ;

- naturalisation (M. Philippe Marchand) (p. 5048) ;

- police municipale (M. Jean-Pierre Sueur) (p. 5048) ;

- rémunérations (Mme Muguette Jacquaint et M. Philippe Marchand) (p. 5039, 5047).

Sécurité civile :

- forêts (moyens aériens de lutte contre les incendies) (MM. Christian Estrosi et Bertrand Gallet) (p. 5038, 5044) ;

- sapeurs pompiers (M. Jean-Jacques Hyest) (p. 5042).

- Projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif (n° 904).

Première lecture.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Conseillers nommés dans les cours administratives d'appel : nomination au tour extérieur (prorogation du délai d'un an) (p. 5435).

Discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Après l'article unique :

- *ses observations* sur l'amendement n° 4 de M. Pierre Mazeaud (prévoit que les membres du corps des tribunaux administratifs comptant huit ans de service dont trois dans une cour administrative d'appel sont susceptibles d'être inscrits au tableau d'avancement pour la nomination au poste de président de tribunal administratif) (p. 5437).

Explications de vote :

Observations sur le rappel au règlement de : Clément (Pascal) : précise qu'il s'en est remis à la sagesse de l'Assemblée (p. 5437).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1989] :

Conseil constitutionnel : décision du 28 juillet 1989 (p. 5443).

Départements d'outre-mer (application des dispositions) (p. 5444).

Immigration :

- immigration clandestine (p. 5440, 5446, 5459) ;

- Turcs en provenance d'Allemagne (arrivées) (p. 5460).

Immigrés :

- code de la nationalité (réforme) (p. 5460) ;

- droit d'asile (p. 5446, 5447, 5460) ;

- Droits de l'homme (p. 5443, 5445, 5447, 5459) ;

- égalité de traitement avec les Français (p. 5463) ;

- intégration (p. 5459, 5460) ;

- Office français de protection des Réfugiés et Apatrides (O.F.P.R.A.) (p. 5447).

Loi du 2 août 1989 relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France :

- cartes de séjour (obtention) (p. 5440) ;

- exécution d'office (p. 5443, 5444, 5458) ;

- expulsion (p. 5463) ;

- reconduite à la frontière :

- régime (p. 5443, 5459, 5463).
- taux d'exécution (p. 5463).

Ordre du jour (fixation et organisation des débats) (p. 5462).

Tribunaux administratifs :

- aide judiciaire et avocat d'office (p. 5443, 5458) ;

- audience (p. 5443).

- Comité technique paritaire (saisine pour les décrets d'application du projet de loi en discussion) (p. 5444, 5445, 5457, 5458, 5459) ;

- compétence (p. 5458, 5460) ;

- délai de jugement (p. 5444) ;

- délai de recours (p. 5444) ;

- fonctionnement (adaptation et accroissement du contentieux) (p. 5444) ;

- juridiction judiciaire (déplacement du président du tribunal administratif au siège le plus proche) (p. 5444) ;

- recours suspensif (p. 5443, 5445, 5447, 5449, 5460) ;

- sursis à exécution (p. 5459).

Discussion des articles :

Article 1er *(régime du recours contre les arrêtés de reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. François Asensi (modifie la procédure de reconduite à la frontière) (p. 5465) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. François Asensi (donne au juge un délai d'un mois pour statuer) (p. 5465) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. François Asensi (donne au juge le droit de décider qu'une autorisation de séjour sera attribuée à l'étranger) (p. 5466) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. François Asensi (rend suspensif l'appel contre le jugement du tribunal administratif) (p. 5466).

Après l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jacques Toubon (limite le caractère suspensif du recours aux cas de refus de renouvellement d'une carte de séjour, d'une carte de résident ou d'un titre de séjour pour les étrangers mentionnés aux articles 15 et 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 5467).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 décembre 1989] :

Conseil constitutionnel : décision du 28 juillet 1989 (p. 6756, 6758).

Immigration :

- Europe (politique menée) (p. 6758, 6759) ;

- flux migratoires (p. 6756) ;

- immigration clandestine (p. 6756, 6758).

Immigrés : droits (p. 6756, 6758, 6759).

Discussion des articles [18 décembre 1989] :

Après l'article 4 :

- *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (renvoie la date d'application des dispositions du projet de loi au 1er février 1990) : adopté (p. 6761).

- Répond aux rappels au règlement de : *Raoult (Eric), Villiers (Philippe de), Laffineur (Marc), Voisin (Michel) :* regrette les actes de violence commis par les forces de l'ordre ; possibilité d'expression des parlementaires ; droit de manifestation ; tâche difficile des forces de polices [5 décembre 1989](p. 5999, 6000).

- Répond au rappel au règlement de : *Broissia (Louis de) :* regrette de tels actes ; accord du ministre des affaires étrangères pour recevoir une délégation ; demandera une enquête sur les événements [5 décembre 1989] (p. 6001).

JULIA (Didier)

Député de la Seine-et-Marne

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Rentrée universitaire : fonctionnement ; moyens financiers ; collectivités locales ; accueil des étudiants ; enseignants ; Ile de France [18 octobre 1989] (p. 3683, 3684).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Après l'article 26 :

Ses observations lors du vote sur l'amendement n° 40 de M. Gilbert Gantier (rapproche de façon progressive le statut fiscal des coopératives agricoles du droit commun en matière de taxe professionnelle) (p. 5931).

Article 35 précédemment réservé *(création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France) :*

- *son* amendement n° 13 (institue un comité de gestion du fonds composé de représentants de l'Etat, de la région et des départements) (p. 5972) : vote réservé (p. 5973) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [6 décembre 1989] (p. 6011) ;

- *son* amendement n° 49 (institue un comité de gestion du fonds composé de représentants de l'Etat et de la région) (p. 5972) : vote réservé (p. 5973) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [6 décembre 1989] (p. 6011).

JUPPE (Alain)

Député de Paris

(18e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Etablissements scolaires, port de symboles à caractère religieux : cultes ; laïcité ; port du voile islamique en classe [25 octobre 1989] (p. 4113, 4114, 4115).

INTERVENTIONS

- Motion de censure, jointe à une demande d'interpellation, présentée conformément à l'article 156, alinéa premier du Règlement et déposée par M. Bernard Bosson et 63 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution le 10 mai 1969.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [16 mai 1989] :

Contrôle aux frontières (p. 899).

Emplois (création) (p. 898).

Enseignement (p. 897, 898).

Groupes politiques (contribution à la construction de l'Europe) (p. 897).

Institutions européennes (p. 899).

Motion de censure (signification) (p. 899).

Politique économique (compétitivité de l'économie française) (p. 897).

Politique extérieure (relations franco-allemandes) (p. 897, 898).

Politiques communautaires :

- Audiovisuel (quota d'œuvres européennes) (p. 898) ;
- Défense (p. 898, 899).
- Impôts et taxes :
- harmonisation européenne :
- épargne (p. 897) ;
- T.V.A. (p. 897) ;
- Langues (p. 899) ;
- Monnaie européenne (p. 898).

Secteur public (adaptation à la construction de l'Europe) (p. 897)

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignants :

- revalorisation (p. 1844).

Enseignement (généralités) :

- décentralisation (p. 1842, 1844 ;
- enseignement privé (p. 1842) ;
- loi de programmation (absence de -) (p. 1843).

Enseignement primaire et secondaire :

- baccalauréat (objectif des 80 p. 100) (p. 1843) ;
- formation dispensée :
- langues vivantes (p. 1843).
- lecture (p. 1845) ;
- rythmes scolaires (p. 1842).

Enseignement supérieur :

- généralités (p. 1844) ;
- communautés européennes (p. 1843).

Enseignements spécifiques :

- enseignement technique et professionnel (p. 1843).

Etablissements d'enseignement :

- ouverture et partenariat (groupements d'établissements (G.R.E.T.A.) (p. 1842, 1843).

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* amendement n° 171 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (précise que l'Etat garantit l'égalité des chances et la liberté de choix de l'école) (p. 1920) : rejeté au scrutin public (p. 1922).

Article 1er *(mission du système éducatif) :*

- *son* amendement n° 220 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (affirme le rôle éducatif de la famille) : rejeté (p. 1929) ;

- *son* amendement n° 239 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (précise que le Gouvernement favorisera l'apprentissage des langues étrangères) : rejeté (p. 1955) ;

- *son* amendement n° 221 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (prévoit que la communauté éducative se fixe des objectifs qualitatifs et un renforcement de l'autonomie des établissements sous la responsabilité de leurs chefs) : rejeté (p. 1958) ;

- *son* amendement n° 222 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (prévoit l'adoption par le Parlement d'un programme d'action prioritaire, notamment pour l'acquisition des savoirs fondamentaux) (p. 1961) : rejeté (p. 1962) ;

- *son* amendement n° 223 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (prévoit que le Parlement adopte un programme d'action prioritaire pour l'apprentissage des langues) : rejeté (p. 1962) ;

- *son* amendement n° 224 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (prévoit un programme d'action prioritaire pour le recrutement des professeurs et la revalorisation de leur métier) : rejeté (p. 1962).

Après l'article 2 :

- *son* amendement n° 238 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (apprentissage de la lecture) : rejeté (p. 1974).

Après l'article 3 :

- *son* amendement n° 240 soutenu par M. Michel Giraud (santé scolaire) : adopté (p. 1977).

Article 17 *(projet d'établissement et coopération entre les établissements d'enseignement) :*

- *son* amendement n° 227 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (associe les collectivités locales à la mise en œuvre des objectifs locaux de l'éducation) (p. 2026) : rejeté (p. 2027) ;

- *son* amendement n° 228 soutenu par M. Eric Doligé (prévoit que les collectivités locales sont associées à la définition et à la mise en œuvre des objectifs régionaux des établissements universitaires) : rejeté (p. 2028).

Après l'article 17 :

- *son* amendement n° 236 soutenu par M. Eric Doligé (prévoit une rénovation de la pédagogie) : rejeté (p. 2029).

Article 19 *(maîtrise d'ouvrage public des constructions universitaires) :*

- *son* amendement n° 193 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (missions de l'université) : rejeté (p. 2033).

Après l'article 19 :

- *son* amendement n° 237 soutenu par M. Jean-Yves Chamard (précise que le Gouvernement s'efforcera de faire face à l'afflux de nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur) : rejeté (p. 2034).

K

KASPEREIT (Gabriel)

Député de Paris

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

KERGUERIS (Aimé)

Député du Morbihan

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre du Conseil supérieur de l'Etablissement national des invalides de la marine [*J.O.* du 10 novembre 1989] (p. 14028).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Quotas de pêche attribués à l'U.R.S.S. : pêche maritime ; négociations entre l'U.R.S.S. et la C.E.E. ; conséquences pour les pêcheurs français et européens [6 décembre 1989] (p. 6031).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [31 octobre 1989] :

Aides (p. 4414).

Communautés européennes : politique maritime communautaire (p. 4414).

Etablissement national des invalides de mer (E.N.I.M.) (p. 4414).

Marine marchande (p. 4414).

Pêches maritimes (p. 4414).

Sécurité maritime :

- police maritime (p. 4414) ;

- signalisation (p. 4414).

Intention de vote contre du groupe U.D.F. (p. 4414).

Questions :

Ports maritimes et activités portuaires : Lorient (p. 4422).

Défense . - *Questions* [6 novembre 1989] :

Remplacé par M. François Michel Gonnot : Industries d'armement : arsenaux : Lorient (plan de charge de l'arsenal) (p. 4643).

KERT (Christian)

Député des Bouches-du-Rhône

(11e circonscription)

U.D.C.

S'inscrit au groupe de l'Union du Centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428) [*J.O.* du 12 mai 1989] (p. 6030).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Paul Fuchs et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer certaines pratiques commerciales en matière de pompes funèbres et de fournitures de prestations funéraires (n° 928) [16 novembre 1989] (p. 5382).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Politique parasismique en France : séismes ; lutte et prévention ; constructions parasismiques ; méthode VAN ; secours ; organisation [15 novembre 1989] (p. 5153).

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1989] :

Bâtiment (secteur) (p. 1064).

Législation sur le logement (historique) : loi « Méhaignerie » (effets) (p. 1064).

Investissement locatif (encouragement) (p. 1064).

Loyers : fixation et justification (p. 1064).

Marché locatif (état) :

- à Paris et dans les grandes agglomérations (p. 1064) ;

- dans le reste de la France (p. 1064)

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 1064).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication.
- *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1989] :

Audiovisuel :

- crédits (p. 4091) ;

- parrainage (p. 4091) ;

- publicité (p. 4091) ;

- télévisions :

- Antenne 2 (déficit) (p. 4091).

- F.R. 3 (décentralisation) (p. 4091).

- production française et européenne (quotas) (p. 4091).

- redevance (exonérations) (p. 4091).

- S.E.P.T. (p. 4092).

- Société Française de Production (S.F.P.) (p. 4091).

Radiodiffusion :

- décentralisation (p. 4091) ;

- Radio-France (Radio Bleue) (p. 4091) ;

- Radio-France Internationale (R.F.I.) (p. 4092).

Questions :

Audiovisuel :

- télévisions : S.E.P.T. (p. 4108).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Livre : distribution (p. 5076).

KIFFER (Jean)

Député de la Moselle

(8e circonscription)

Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 200 posée le 12 décembre 1989 : **tourisme et loisirs (parcs d'attractions : Moselle)** (p. 6421). Appelée le 15 décembre 1989 : Hagondange ; parc Big Bang Schtroumpfs ; bilan et perspectives (p. 6639, 6640).

KOEHL (Emile)

Député du Bas-Rhin

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 83 posée le 25 avril 1989 : **voirie (voirie urbaine : Bas-Rhin)** (p. 432). Appelée le 28 avril 1989 : Strasbourg ; rocade Nord ; carrefour Herrenschmidt ; financement (p. 564)

- n° 90 posée le 9 mai 1989 : **anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants) :** internés des camps soviétiques (p. 711). Retirée le 11 mai 1989.

- n° 103 posée le 23 mai 1989 : **anciens combattants et victimes de guerre (malgré nous)** (p. 1148). Appelée le 9 juin 1989 : incorporés de force détenus dans des camps soviétiques (p. 1948, 1949).

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 852).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 mai 1989] :

Habitations à loyer modéré (H.L.M.) (p. 1075).

Législation sur le logement (historique) :

- loi « Méhaignerie » (effets) (p. 1074) ;

- loi « Quilliot « (effets) (p. 1075).

Logement : droit (p. 1075).

Loyers :

- évolution et rapport (p. 1074, 1075) ;

- fixation et justification (p. 1074) ;

- renouvellement et révision (p. 1074).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Personnes âgées (maisons de retraite) (p. 4316).

Affaires étrangères. - *Questions* [7 novembre 1989] :

Politique extérieure : U.R.S.S. (ouverture d'un consulat à Strasbourg) (p. 4680).

Services du Premier ministre : Environnement. - *Questions* [8 novembre 1989] :

Protection de la nature : Alsace (protection des forêts du Rhin) (p. 4739).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 et 7 décembre1989] :

Endettement et surendettement :

- endettement :

- généralités (p. 6105).

- crédits immobiliers (p. 6105).

- évolution (p. 6105) ;

- surendettement : Alsace-Moselle (traitement du surendettement) (p. 6105).

Ménages en difficulté : situation (p. 6106).

Projet de loi (dispositions proposées) : procédure judiciaire (p. 6105).

KOUCHNER (Bernard)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- *Cacheux (Denise)* : action diplomatique de la France au Liban : action diplomatique et humanitaire de la France au Liban [19 avril 1989] (p. 285, 286).

- *Broissia (Louis de)* : aide humanitaire : création d'un organisme permanent ; existence d'une « cellule d'urgence et de veille » ; son rôle sur le terrain [3 mai 1989] (p. 640, 641).

- *Griotteray (Alain)* : « Boat people » : rapatriement forcé ; pays de premier accueil ; notion de réfugié politique ; attitude de la France et des Etats-Unis ; création à l'O.N.U. d'un organisme ad hoc ; insertion des réfugiés en France ; statut juridique des boat people [21 juin 1989] (p. 2318, 2319).

- *Chollet (Paul)* : aide humanitaire au Sénégal et en Mauritanie [25 octobre 1989] (p. 4124, 4125).

orales sans débat de :

- *Cuq (Henri)* (n° 184) : police (personnel) : régularité des opérations de vote lors des élections aux commissions administratives paritaires des gradés et gardiens de la police nationale [1er décembre 1989] (p. 5817, 5818).

- *Thiémé (Fabien)* (n° 185) : politique extérieure (Afrique du Sud) : activités des banques et entreprises industrielles françaises ; attitude du Gouvernement [1er décembre 1989] (p. 5818, 5819).

- *Rochebloine (François)* (n° 188) : politique extérieure (U.R.S.S.) : événements survenus en Arménie ; aide et attitude de la France [1er décembre 1989] (p. 5820, 5821).

KUCHEIDA (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais

(12e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Reconversion des bassins miniers : charbon ; houillères ; reconversion des bassins miniers [25 octobre 1989] (p. 4119, 4120).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : Environnement. - *Questions* [8 novembre 1989] :

Friches industrielles (réhabilitation) (p. 4742, 4743).

Industrie et aménagement du territoire : Industrie. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Entreprises industrielles : conversion des vieilles régions industrielles (p. 4840).

Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire . - *Questions* [9 novembre 1989] :

Zones d'intervention : zones minières : Nord-Pas-de-Calais (p. 4864).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Nord - Pas-de-Calais (centre de chèques postaux, centre de tri, hôtels des postes) (p. 5116, 5117).

L

LABARRERE (André)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

LABBE (Claude)

Député des Hauts-de-Seine

(8e circonscription)

R.P.R.

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

- Hommage de bienvenue à une délégation de la République populaire de Chine [5 avril 1989] (p. 53).

- Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires britanniques [11 avril 1989] (p. 99).

- Observations sur le respect du temps de parole [26 avril 1989] (p. 471).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Discussion des articles [31 mai 1989] :

Avant l'article 1er :

Répond au rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) : conteste le communiqué de presse de la commission des lois relatif à la procédure du vote bloqué en commission (p. 1423).

Répond au rappel au règlement de : Toubon (Jacques) : procédure employée par la commission afin de repousser 257 amendements en un seul vote (p. 1423).

Répond au rappel au règlement de : Millon (Charles) [4 octobre 1989] (p. 3102).

Répond au rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) [4 octobre 1989] (p. 3102).

- Hommage de bienvenue au Président de la République portugaise [17 octobre 1989] (p. 3629).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1989] :

Répond au rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) : propos du ministre de la justice relatif aux établissements pénitentiaires (p. 5164).

- Hommage de bienvenue à une délégation de la commission des affaires étrangères de la Chambre des communes britannique conduite par M. David Howell [21 novembre 1989] (p. 5435).

- Projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif (n° 904).

Première lecture :

Explications de vote [21 novembre 1989] :

Observations sur le rappel au règlement de :Clément (Pascal) (p. 5438).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1989] :

Observations sur le rappel au règlement de : Clément (Pascal) (p. 5441).

Observations sur les rappels au règlement de : Mazeaud (Pierre) (p. 5442, 5443).

- Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances (n° 912).

Première lecture :

Discussion des articles [29 et 30 novembre 1989] :

Article 16 *(régime du contrat d'assurance de groupe) :*

Après l'article L. 140-5 du code des assurances :

- *ses observations* sur l'amendement n° 181 de M. Gilles de Robien (pose les conditions dans lesquelles l'assureur est tenu de prendre en charge les suites de maladies contractées antérieurement à l'adhésion) (p. 5761).

Réponses du rapporteur et du membre du Gouvernement (brièveté) (p. 5761).

Observations sur le rappel au règlement de : Limouzy (Jacques) : saisine du Bureau par M. Bernard Tapie pour l'examen de la compatibilité de ses activités avec son mandat parlementaire ; décision du Bureau [30 novembre 1989] (p. 5753).

En qualité de député :

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Aviation civile et météorologie ; Budget annexe de la navigation aérienne. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [31 octobre 1989] :

Aviation civile : industrie aéronautique (Airbus) (p. 4391, 4392).

Nagivation aérienne : compagnies aériennes (redéfinition du paysage aéronautique français) (p. 4391).

Transport aérien européen et international (organisation) (p. 4391, 4392).

Intention de vote contre du groupe R.P.R. (p. 4392).

LABORDE (Jean)

Député du Gers

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Finlande (n° 553) [20 avril 1989] (p. 368).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République équatorienne en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 903) [9 novembre 1989].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 553), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une **convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de **Finlande (n° 707)** [25 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 903) autorisant l'approbation d'un **accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République équatorienne** en vue d'éviter la **double imposition** et de prévenir l' **évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu** (ensemble un protocole) **(n° 1042)** [28 novembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance (n° 560)

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1989] :

Combattant volontaire de la Résistance (C.V.R) :

- croix (p. 598) ;

- forclusions (levée) (p. 598) ;

- statut (p. 598) ;

- titre (p. 598).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande (n° 553).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [1er juin 1989] :

Assemblée nationale :

- vote sans débat : intérêt de la procédure (p. 1478, 1479).

Finlande (politique extérieure) :

- rapprochement avec l'Europe occidentale (p. 1478) ;

- relations franco-finlandaises (p. 1478).

Fraude douanière (lutte contre) (p. 1478).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération et développement. - *Questions* [24 octobre 1989] :

Coopération décentralisée (organisation et coordination) (p. 4028).

Namibie (indépendance) (p. 4029, 4030).

LACHENAUD (Jean-Philippe)

Député du Val - d'Oise

(1ère circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165) [*J.O.* du 27 mai 1989] (p. 6671).

LACOMBE (Jean)

Député de l'Hérault

(7e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Equipement et transports : mer) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)**. Tome X : **équipement et transports : mer (n° 922)** [12 octobre 1989].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée du 13 au 22 septembre 1989 par une délégation de la commission en **Amérique centrale (n° 1099)** [14 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Parution du rapport d'Amnesty International : rôle de la France en matière de droits de l'homme [8 novembre 1989] (p. 4760).

- Situation au Salvador : guerre civile ; libération d'un coopérant français ; présence de M. Kouchner ; attitude de la France [22 novembre 1989] (p. 5485, 5486).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [31 octobre 1989] :

Aides (p. 4410).

Armement naval (fiscalité) (p. 4410).

Communautés européennes :

- Europe bleue (p. 4410) ;

- Méditerranée (p. 4410) ;

- politique maritime communautaire (p. 4409, 4410)

Marine marchande (p. 4409).

Politique maritime (p. 4409).

Affaires étrangères. - *Questions* [7 novembre 1989] :

Drogue (événements de Colombie) (p. 4685).

- Proposition de loi tendant à définir, délimiter et protéger le domaine public maritime naturel (n° 195).

Avant la discussion des articles [14 décembre 1989] :

Soutient la motion de renvoi en commission de : *Mermaz (Louis)* (p. 6604) : adoptée au scrutin public (p. 6506).

Principaux thèmes développés :

Domaine public maritime naturel :

- délimitation (p. 6599) ;

- détermination (p. 6599) ;

- départements et territoires d'outre-mer (p. 6605) ;

- protection (p. 6599) ;

- réglementation (p. 6599).

Littoral :

- protection (p. 6605) ;

- propriétaires riverains (respect des droits) (p. 6599, 6605).

LAFFINEUR (Marc)

Député du Maine-et-Loire

(7e circonscription)

U.D.F.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Stockage des déchets nucléaires : risques technologiques ; déchets radioactifs ; site de Bourg d'Iré (Maine-et-Loire) [20 décembre 1989] (p. 6907, 6908).

à un ministre :

- Agriculture [1er juin 1989] :

Communautés européennes : élevage :

- cheptel bovin (p. 1470).

- viande (importations d' Europe de l'Est) (p. 1470).

Impôts locaux - taxe sur le foncier non bâti (p. 1470)

- Industrie [8 juin 1989] :

Risques technologiques : déchets radioactifs ; site de stockage (p. 1876).

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1989] :

Bâtiment (secteur) (p. 1061).

Législation sur le logement (historique) : loi « Méhaignerie » (effets) (p. 1062).

Investissement locatif (encouragement) (p. 1062).

Loyers :

- encadrement (p. 1063) ;

- évolution (rapport) (p. 1062) ;

- fixation et justification (p. 1062) ;

- renouvellement et révision (p. 1063).

Marché locatif :

- à Paris et dans les grandes agglomérations (p. 1062) ;

- dans le reste de la France (p. 1062).

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Article 2 *(champ d'application de la loi) :*

- *son* amendement n° 63 (de suppression) : rejeté (p. 1082).

Article 3 *(forme et contenu du contrat de location) :*

- *son* amendement n° 64 (de suppression) : rejeté (p. 1084).

Article 4 *(clauses réputées non écrites) :*

- *son* amendement n° 65 (de suppression) : rejeté (p. 1096).

Article 5 *(rémunération des personnes qui prêtent leur concours à l'établissement des contrats) :*

- *son* amendement n° 66 (de suppression) : rejeté (p. 1096).

Article 6 *(obligations du bailleur) :*

- *son* amendement n° 67 (de suppression) : rejeté (p. 1097).

Article 7 *(obligations du locataire) :*

- *son* amendement n° 68 (de suppression) : rejeté (p. 1098).

Article 8 *(contrat de sous location) :*

- *son* amendement n° 69 (de suppression) : rejeté (p. 1100).

Article 11 *(résiliation du contrat par le locataire) :*

- *son* amendement n° 70 (de suppression) : rejeté (p. 1102).

Article 12 *(possibilité de conclure un contrat d'une durée inférieure à trois ans en vue de la réalisation d'un événement lié à la situation du bailleur personne physique) :*

- *son* amendement n° 71 (de suppression) : rejeté (p. 1102).

Après l'article 15 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 153 de M. Jean-Jacques Hyest (maintient la liberté des loyers pour les agglomérations de moins de 500 000 habitants ; établit le régime des loyers de référence pour les logements vacants dans les agglomérations de plus de 500 000 habitants) (p. 1109).

Article 16 *(régime des loyers de droit commun) :*

- *soutient* l'amendement n° 114 corrigé de M. Jean-Jacques Hyest (fait référence aux logements remis en état et non remis à neuf) : rejeté (p. 1113) ;

- *son* amendement n° 76 (réduit à un mois le délai de contestation du loyer par le locataire) (p. 1115) : retiré (p. 1116) ;

- *son* amendement n° 77 (supprime l'indexation du loyer au taux d'inflation prévu par le rapport économique et financier et prend comme référence l'indice du coût de la construction) : rejeté (p. 1118).

Article 17 *(régime des loyers dans les zones géographiques où existe une situation anormale du marché locatif) :*

- *son* amendement n° 78 (de suppression) (p. 1122) : rejeté (p. 1123).

Article 20 *(remise d'une quittance ou d'un reçu au locataire) :*

- *son* amendement n° 79 (de suppression) : rejeté (p. 1125).

Article 24 *(abrogation des quatre premiers chapitres du titre Ier de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) :*

- *son* amendement n° 80 (laisse en application les articles 2 à 8 du chapitre Ier, 11 et 12 du chapitre II et 20 du chapitre IV de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) : devenu sans objet (p. 1127).

Après l'article 24 :

- *son* amendement n° 81 (application des articles 14 et 16 limitée aux agglomérations de plus d'un million d'habitants) : rejeté (p. 1129).

Après l'article 35 :

- *soutient* l'amendement n° 83 de M. Georges Mesmin (clarifie le mode de répartition des charges en vertu de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et unifie les régimes de récupération des charges) : rejeté (p. 1144).

Explications de vote :

Investissement locatif (encouragement) (p. 1145).

Loyers : encadrement (p. 1145).

Marché locatif à Paris et dans les grandes agglomérations (p. 1145).

Vote contre du groupe U.D.F. (p. 1145).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Universités : constructions neuves : université d'Angers (p. 4563).

- Rappel au règlement : actes de violence à l'encontre de parlementaires ceints de leur écharpe lors d'une manifestation pacifique de soutien au Liban [5 décembre 1989] (p. 6000).

- Rappel au règlement : relation entre les propos du Premier ministre relatifs au déplacement de certains députés au Liban et la charge des C.R.S. [5 décembre 1989] (p. 6002).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 décembre 1989] :

Action sociale et solidarité nationale (insertion) : revenu minimum d'insertion (p. 6490).

Logement social :

- généralités (droit au logement) (p. 6490) ;

- financement et garantie (p. 6491).

Organismes et structures :

- collectivités territoriales (p. 6491) ;

- concertation (p. 6491) ;

- départements :

- fonds de solidarité (p. 6490).

- plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées (p. 6490, 6491)

- Etat (p. 6490, 6491).

Urbanisme : décentralisation (p. 6491).

Discussion des articles [14 décembre 1989] :

Article 1er *(principe du plan pour le logement des personnes défavorisées) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (précise que les plans départementaux présentent une analyse des besoins pour chaque bassin d'habitat) (p. 6517).

Notion de bassin d'habitat (p. 6517).

Après l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 107 de M. Guy Malandain (cas des gens du voyage) (p. 6519).

Article 2 *(procédure d'élaboration du plan départemental) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 78 de M. René Beaumont (prévoit que le plan départemental est arrêté par le préfet après consultation du Conseil général) (p. 6523).

Vote de l'article (demande de réserve jusqu'après l'article 6) (p. 6523) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 56 de M. Marcelin Berthelot (supprime le deuxième alinéa de l'article 2 qui prévoit, en cas de désaccord, une décision conjointe des ministres chargés des collectivités territoriales, du logement et des affaires sociales) (p. 6525).

Décentralisation (p. 6525) ;

- *soutient* l'amendement n° 79 de M. René Beaumont (supprime le deuxième alinéa de l'article 2 qui prévoit, en cas de désaccord, une décision conjointe des ministres chargés des collectivités territoriales, du logement et des affaires sociales) (p. 6523) : rejeté (p. 6526).

Article 5 *(fonds de solidarité pour le logement) :*

- *soutient* l'amendement n° 81 de M. René Beaumont (mentionne que le Conseil général et non le plan départemental, institue un fonds de solidarité pour le logement) : rejeté (p. 6533) ;

- *soutient* l'amendement n° 82 de M. René Beaumont (précise que le président du Conseil général gère le fonds de solidarité, après consultation du représentant de l'Etat) : rejeté (p. 6534).

Article 6 *(financement du fonds de solidarité pour le logement) :* ses observations.

Prélèvement d'une partie des crédits inscrits par le Conseil général au titre du revenu minimum d'insertion (possibilité) (p. 6535, 6536).

- *favorable* à l'amendement n° 152 de M. Guy Malandain (prévoit la possibilité de participation volontaire de la région, des communes et de partenaires et la possibilité d'imputer les dépenses en faveur des bénéficiaires du R.M.I. sur l'enveloppe insertion du R.M.I.) (p. 6538).

Article 7 *(décret d'application) :*

- *soutient* l'amendement n° 84 de M. René Beaumont (contraint l'Etat à prévoir les moyens nécessaires pour la mise en œuvre du droit au logement) (p. 6539) : rejeté (p. 6540).

Article 8 *(exemption conditionnelle de l'impôt sur le revenu) :*

- *soutient* l'amendement n° 95 corrigé de M. Jean Briane (paragraphe I, deuxième alinéa : prévoit d'ajouter au contrat de location d'un logement avec le bénéficiaire du R.M.I. le contrat de location avec un étudiant bénéficiant d'une bourse à caractère social) (p. 6541) : adopté au scrutin public (p. 6542).

LAFLEUR (Jacques)

Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

LAGORCE (Pierre)

Député de la Gironde

(9ème circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention de sécurité sociale du 16 janvier 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (n° 963) [9 novembre 1989].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 963) autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la **convention de sécurité sociale** du 16 janvier 1985 **entre** le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (n° 1035)** [23 novembre 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Communautés européennes [29 juin 1989] :

Strasbourg : siège du Parlement européen (p. 2610).

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement à l'article XI de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (n° 539).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [27 avril 1989] :

Eléphant d'Afrique (menaces et classement parmi les espèces dont le commerce international est interdit) (p. 554, 555).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Questions* [25 octobre 1989] :

Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (S.T.O.) (p. 4155).

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Forêts usagères (p. 4232).

LAIGNEL (André)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la formation professionnelle

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

- *Mandon (Thierry)* : illettrisme en France : lutte contre l'illettrisme ; actions de formation ; rôle du service national [17 mai 1989] (p. 924, 925).

- *Berson (Michel)* : crédit formation : financement ; bénéficiaires ; jeunes ; adultes ; mise en place au 1er septembre 1989 ; seconde chance [31 mai 1989] (p. 1417, 1418).

- *Reitzer (Jean-Luc)* : conflit chez Peugeot : entreprises ; grève ; réserves de participation ; mission de conciliation [11 octobre 1989] (p. 3392, 3393).

- *Chavanes (Georges)* : revenu minimum d'insertion et actions d'insertion: R.M.I. ; contrats d'insertion ; fonctionnement ; misére ; droits de l'homme ; lutte contre l'exclusion professionnelle ; politique globale de l'insertion ; associations ; créations ; collectivités territoriales [18 octobre 1989] (p. 3688, 3689).

- *Sublet (Marie-Josèphe)* : accidents du travail : contrôle et contentieux ; entreprises sous-traitantes [25 octobre 1989] (p. 4120, 4121).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [2 novembre 1989] :

Assemblée nationale (absence du Gouvernement en séance) (p. 4431).

Emploi :

- insertion professionnelle et sociale :

- stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (p. 4458).

- travaux d'utilité collective (T.U.C.) (p. 4458).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- collectivités locales (décentralisation) (p. 4459) ;

- congé individuel de formation (p. 4458) ;

- crédit-formation individualisé (p. 4457, 4458) ;

- instituts de formation (évaluation) (p. 4459) ;

- langues étrangères (p. 4459).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- organismes :

- Agence pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.)

(p. 4459).

- délégations régionales à la formation professionnelle (D.R.F.P) (p. 4459).

Réponses aux questions :

Emploi :

- femmes (emploi et égalité professionnelle) (Mmes Marie-Madeleine Dieulangard et Hélène Mignon) (p. 4474) ;

- missions locales (MM. Jean-Paul Virapoullé, Pierre Forgues et Michel Berson) (p. 4476, 4479) ;

- permanences d'accueil, d'information et d'orientation (P.A.I.O) (Mme Marie-Madeleine Dieulangard) (p. 4477).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- allocation formation classement (Mme Marie-France Lecuir) (p. 4465) ;

- crédit-formation (MM. Thierry Mandon, Michel Berson) (p. 4478, 4479) ;

- participation des employeurs (Mme Frédérique Bredin) (p. 4478) ;

- stages : rémunération des stagiaires (M. François d'Aubert) (p. 4467).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E) (MM. Jean-Yves Charmard, Michel Berson, Mme Marie-France Lecuir, M. Adrien Zeller, Mme Hélène Mignon) (p. 4465).

- Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A) (M. Michel Berson) (p. 4477) ;

- délégations régionales à la formation professionnelle (D.R.F.P) (MM. Germain Gengenwin, Pierre Hiard) (p. 4479).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- *ses observations* sur l'amendement n° 53 rectifié de la commission des affaires culturelles (réduction des crédits ; lutte contre l'illettrisme) (p. 4484).

- Projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [28 novembre 1989] :

Commission mixte paritaire (accord) (p. 5643).

Contrat emploi-solidarité (C.E.S.) :

- généralités (p. 5643) ;

- application (droit à des indemnités de chômage en fin de contrat et enchaînement de plusieurs contrats successifs) (p. 5643).

Emploi (généralités) :

- cotisations sociales (exonérations) (p. 5643) ;

- plan pour l'emploi en date du 13 septembre 1989 (p. 5643) ;

- travail précaire (p. 5643).

Groupe socialiste (vigilance) (p. 5643).

LAJOINIE (André)

Député de l'Allier

(3e circonscription)

Communiste

Président du groupe communiste

S'inscrit au groupe communiste. Président de ce groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur le rachat d'**American Can** par **Pechiney** les opérations boursières sur le capital de la **Société Générale** et les conditions dans lesquelles ont eu lieu les **dénationalisations** depuis le 6 août 1986 **(n° 534)** [3 avril 1989].

Proposition de loi tendant à porter le **salaire minimum de croissance à 6 500 Francs (n° 926)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Collectif budgétaire pour la rentrée scolaire 1989 : politique de l'éducation ; préparation de la rentrée scolaire de 1989 ; situation en Corse [5 avril 1989] (p. 44, 45).

- Augmentation du pouvoir d'achet : S.M.I.C. ; fixation à 6500 francs ; emploi [4 octobre 1989] (p. 3094, 3095, 3096).

à un ministre :

- Fonctionnaires et agents publics [6 avril 1989] :

Corse : revendications des fonctionnaires (p. 65).

Primes géographiques (p. 65).

- Agriculture [1er juin 1989] :

Communautés européennes : préférence communautaire (importation de produits pour l'alimentation animale) (p. 1465, 1466).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 7 *(orientation)* :

- *son* amendement n° 64 soutenu par M. Marcelin Berthelot (affirme le rôle des personnels d'enseignement et d'orientation) (p. 1991) : retiré (p. 1992).

- Rappel au règlement : grèves dans le groupe P.S.A. ; revalorisation du S.M.I.C [2 octobre 1989] (p. 2981).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarificationdu financement des activités politiques (n° 798) et projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : discussion commune [4 octobre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 3126).

Campagnes électorales :

- financement :

- commission nationale de contrôle des comptes de campagne (composition et mission) (p. 3128).

- financement et dons privés (réglementation) (p. 3127).

- plafonnement des dépenses (p. 3129).

- transparence des ressources (p. 3127) ;

- généralités :

- émissions électorales radiotélévisées (respect de l'égalité entre les candidats) (p. 3129).

- propagandes électorales (limitation des moyens matériels et interdiction de la publicité politique) (p. 3128).

Loi du 11 mars 1988 (dispositif et limites) (p. 3125).

Parti communiste (propositions) (p. 3128, 3129).

Vie publique (moralisation) (p. 3126).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Commerce extérieur :

- généralités (p. 3700) ;

- C.O.F.A.C.E. (p. 3701).

Coopération et développement (et annulation de dettes) (p. 3701, 3702).

Défense (p. 3701).

Education et formation professionnelle (p. 3701).

Epargne :

- fiscalité (p. 3700, 3701) ;

- plan d'épargne retraite et plan d'épargne populaire (p. 3701).

Finances publiques :

- dépenses (niveau et évolution) (p. 3701) ;

- dette publique (p. 3701).

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3700, 3701).

Impôts et taxes : fraude fiscale et contrôle fiscal (p. 3700).

Impôts locaux : taxe d'habitation (allègement et réforme) (p. 3701).

Impôt sur les sociétés (p. 3700, 3701).

Logement (et logement social) (p. 3701).

Marchés financiers (spéculation, placement des entreprises) (p. 3700).

Plus-values (imposition) (p. 3701).

Politique économique :

- S.M.I.C (p. 3700) ;

- taux d'intérêt (p. 3700).

Revenu minimum d'insertion (p. 3701).

Sécurité sociale :

- contribution sociale généralisée (p. 3700, 3701) ;

- taxe sur les revenus financiers (p. 3701).
T.V.A. (p. 3700, 3701).

Travail : conflits (p. 3699, 3700).

- Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances (n° 912).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [29 novembre 1989] :

Sa question préalable soutenue par *: Brard (Jean-Pierre)* (p. 5725) : rejetée au scrutin public (p. 5728).

- Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T) (n° 984).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [8 décembre 1989] :

Sa question préalable soutenue par : *Rimbault (Jacques)* (p. 6196) : rejetée au scrutin public (p. 6200).

- Projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer (n° 1009).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1989] :

- *son* exception d'irrecevabilité soutenue par Mme Muguette Jacquaint (p. 6305) : rejetée (p. 6306).

- Projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Sa question préalable soutenue par : *Hage (Georges)* (p. 6318) : rejetée au scrutin public (p. 6321).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1989] :

Article 3 *(partenaires concernés par le plan départemental) :*

- *son* amendement n° 60 rectifié soutenu par M. André Duroméa (prévoit que l'accord préalable du Conseil municipal est nécessaire pour appliquer dans une commune le plan départemental) (p. 6532) : rejeté (p. 6533).

LALONDE (Brice)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement

puis Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs. Décret du 29 mars 1989 [*J.O.* du 30 mars 1989] (p. 4086).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

***- Calmat (Alain)* : importation de déchets d'origine européenne** : importation et traitement en France des déchets d'origine européenne ; distinction entre déchets ménagers et déchets toxiques ; nuisances [24 mai 1989] (p. 1168).

***-Micaux (Pierre)* : saccage de la forêt tropicale** : forêt tropicale ; destruction ; bois tropicaux ; utilisation ; pays importateurs de bois ; agriculture vivrière ; essences ; préservation ; code de bonne conduite des pays importateurs ; capital forestier français [21 juin 1989] (p. 2319, 2320).

***- Kert (Christian)* : politique parasismique en France** : séismes ; lutte et prévention ; constructions parasismiques ; méthode VAN ; secours ; organisation [15 novembre 1989] (p. 5153).

***- Pota (Alexis)* : érosion des sols à la Réunion** : lutte et prévention ; action agricole et forestière [22 novembre 1989] (p. 5491).

***- Mathus (Didier)* : stockage des déchets industriels** : pollution et nuisances ; déchets industriels toxiques ; déchets de Seveso ; décharge de Montchanin [20 décembre 1989] (p. 6909, 6910).

orales sans débat de :

***- Raoult (Eric)* (n° 81) : politique extérieure (Tunisie)** : ressortissants français ; indemnisation des biens immobiliers ; accord franco-tunisien [28 avril 1989] (p. 561, 562).

***- Mauger (Pierre)* (n° 82) : jeux et paris (casinos)** : exploitation de machines à sous [28 avril 1989] (p. 561, 562)

***- Berthol (André)* (n° 80) : Parlement (élections législatives)** : contentieux électoral ; rapports adressés au Conseil constitutionnel par le ministre de l'intérieur [28 avril 1989] (p. 563, 564).

***- Koehl (Emile)* (n° 83) : voirie (voirie urbaine : Bas-Rhin)** : Strasbourg ; rocade Nord ; carrefour Herrenschmidt ; financement [28 avril 1989] (p. 564).

***- Gaysset (Jean-Claude)* (n° 84) : chasse et pêche (politique et réglementation)** : chasse ; C.E.E. ; directive n° 79-409 du 2 avril 1979 sur la conservation des oiseaux sauvages ; interprétation par le Conseil d'Etat [28 avril 1989] (p. 564, 565, 566).

***- Dray (Julien) remplacé par : Anselin (Robert)* (n° 85) : cours d'eau, étangs et lacs** : aménagement ; construction de quatre barrages ; conséquences [28 avril 1989] (p. 566, 567, 568).

***- Léontieff (Alexandre)* (n° 128) : D.O.M. -T.O.M. (Polynésie : politiques communautaires)** : association PTOM-C.E.E ; avis de l'assemblée territoriale ; attitude du Gouvernement [16 juin 1989] (p. 2240, 2241, 2242).

***- Vernaudon (Emile)* (n° 131) : D.O.M. -T.O.M. (Polynésie : politique économique)** : bilan et perspectives [16 juin 1989] (p. 2242, 2243, 2244).

***- Jacquemin (Michel)* (n° 129) : agriculture (montagne : Doubs)** : zone défavorisée ; classement en zone de piémont [16 juin 1989] (p. 2244).

***- Barnier (Michel)* (n° 130) : agriculture (montagne)** : loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 ; bilan et perspectives ; C.E.E. [16 juin 1989] (p. 2244, 2245, 2246).

***- Demange (Jean-Marie)* (n° 126) : politiques communautaires (développement des régions)** : Lorraine ; politique économique ; université de Metz ; délocalisation ; financement ; F.E.D.E.R.. [16 juin 1989] (p. 2246, 2247).

***- Bouquet (Jean-Pierre)* (n° 133) : tourisme et loisirs (tourisme rural)** : O.P.A.H. touristiques ; perspectives[16 juin 1989] (p. 2247, 2248).

***- Delattre (André)* (n° 135) : politiques communautaires (environnement)** : déchets radioactifs ; réglementation [16 juin 1989] (p. 2248, 2249).

***- Frédéric-Dupont (Edouard)* (n° 155) : assurance maladie maternité prestations (frais d'hospitalisation)** : frais d'hospitalisation ; malades décédés ; recours des caisses auprès des héritiers ; légalité [6 octobre 1989] (p. 3200, 3201).

- ***Fuchs (Jean-Paul)* (n° 158) : professions paramédicales (infirmiers et infirmières)** : infirmiers et infirmières ; revendications [6 octobre 1989] (p. 3201).

- ***Lorgeoux (Jeanny)* (n° 159) : électricité et gaz (accidents : Loir-et-Cher)** : Chemery ; fuite de gaz ; fiabilité des installations ; sécurité [6 octobre 1989] (p. 3201, 3202).

- ***Reymann (Marc)* (n° 157) : risques technologiques (pollution et nuisances : Bas-Rhin)** : implantation d'une usine d'incinération de déchets industriels toxiques à Kehl [6 octobre 1989] (p. 3202, 3203).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : Environnement. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Généralités (p. 4732, 4736).

Administration locale pour l'environnement (p. 4735).

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A.N.R.E.D.) (p. 4732, 4733).

Air (pollution atmosphérique) (p. 4734).

Associations (rôle) (p. 4735).

Bruit (p. 4735).

Chasse et pêche (p. 4734, 4735).

Coopération internationale (p. 4732, 4733, 4734, 4736).

Crédits (montant, évolution, répartition) (p. 4732, 4733).

Eau :

- agences de bassin (p. 4732, 4735) ;

- gestion (p. 4733, 4735).

Energie (effet de serre) (p. 4734).

Fiscalité de l'environnement (p. 4736).

Industrie :

- déchets (p. 4733) ;

- installations classées (p. 4735) ;

- pollution (p. 4735).

- produits et technologies propres (normalisation) (p. 4733).

Protection de la nature :

- généralités (p. 4734) ;

- parcs naturels (p. 4734, 4735) ;

- plan vert (p. 4733, 4735, 4736) ;

- politique agricole commune (lutte contre la désertification des campagnes) (p. 4734) ;

- protection des sites (littoral ; conservatoire du littoral) (p. 4733, 4734, 4736).

Recherche (p. 4733, 4734, 4736).

Risques naturels (p. 4735).

Risques technologiques (p. 4734, 4735).

Secrétariat d'Etat (moyens et influence) (p. 4732).

Verts (relations avec le Secrétariat d'Etat à l'environnement) (p. 4732).

Réponses aux questions :

Déchets :

- Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A.N.R.E.D.) (M. Michel Voisin) (p. 4737) ;

- déchets nucléaires (M. Jean de Gaulle) (p. 4742) ;

- stockage des déchets (M. Michel Voisin) (p. 4737).

Eau :

- Alsace (pollution par les nitrates) (M. Jean-Paul Fuchs) (p. 4738) ;

- financement de la lutte contre la pollution par les nitrates (M. Alain Calmat) (p. 4741) ;

- hydrologie urbaine (M. Guy Malandain) (p. 4741, 4742) ;

- Loire (barrage de Serre-de-la-Fare) (M. Jean Proriol) (p. 4739).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (n° 538).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1989] :

Chasse et pêche :

- chasses traditionnelles (méthodes des réserves ou dérogations) (p. 5586, 5587) ;

- chasseurs (position et rôle) (p. 5582, 5587) ;

- Communautés européennes (législation sur la chasse) (p. 5586).

Conventions de Berne et de Bonn de 1979 (p. 5581, 5587).

Départements et territoires d'outre-mer (tortues vertes) (p. 5582, 5586).

Pays en voie de développement (p. 5582).

Protection de la nature :

- associations (concertation) (p. 5582) ;

- conservation des espèces (p. 5581, 5582, 5587)

- coopération internationale (p. 5581) ;

- protection des habitats (p. 5582, 5587).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (n° 540).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1989] :

Convention de Bonn de 1979 (p. 5589).

- Déclaration du Gouvernement sur la politique énergétique de la France et débat sur cette déclaration (n° 1079).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Communautés européennes :

- « Europe énergétique » (p. 6371) ;

- harmonisation fiscale (p. 6370).

Communication et contrôle :

- Haute autorité (création ; rôle) (p. 6371) ;

- information et opinion publique (p. 6370) ;

- Parlement - Office d'évaluation des choix technologiques (p. 6370).

Economies d'énergie : généralités (p. 6369, 6370).

Electricité : fourniture (et cogénération) (p. 6371).

Electricité de France (E.D.F.) (p. 6371).

Energie nucléaire :

- déchets (p. 6371) ;

- perspectives (p. 6370) ;

- réacteur calogène (p. 6370) ;

- sécurité civile (sûreté) (p. 6370, 6371) ;

- surgénérateur (Super-Phénix) (p. 6371) ;

- Tchernobyl (p. 6371)

Energie solaire (p. 6370).

Environnement :

- généralités (p. 6369) ;

- effet de serre (p. 6370, 6371) ;

- pluies acides (p. 6370).

Gaz (et G.D.F.) (p. 6370).

Politique énergétique : politique tarifaire (p. 6370).

Recherche (technologie, énergies nouvelles, énergies renouvelables) (p. 6370).

Situation internationale : généralités (p. 6370).

Transports (développement) (p. 6370).

LALUMIERE (Catherine)

Député de la Gironde

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Vice-présidente de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Se démet de son mandat de député le 16 mai 1989 [*J.O.* du 17 mai 1989] (p. 6223).

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi de M. Charles Josselin tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 549).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 avril 1989] :

Construction européenne (participation du Parlement) (p. 100) .

Délégation parlementaire aux communautés européennes :

- information (moyens d') (p. 101) ;

- missions et objectifs (p. 101).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'enseignement de la danse (n° 564).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1989] :

Professeurs de danse : diplôme d'Etat (p. 656).

LAMARQUE (Jean-François)

Député de la Haute-Garonne

(7e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 688).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignement (généralités) :

- milieu rural (p. 1897) ;

- échec scolaire (et zones d'éducation prioritaires) (p. 1896) ;

- école maternelle (p. 1897) ;

- égalité des chances (p. 1896, 1897).

LAMASSOURE (Alain)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Josselin, tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 549) [7 avril 1989] (p. 94).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 86 du règlement afin d'améliorer l'information des députés sur la législation en vigueur dans les autres pays de la Communauté économique européenne (n° 692) [25 mai 1989] (p. 1289).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Méhaignerie tendant à compléter l'article 81 du règlement afin d'insérer dans chaque rapport de proposition ou de projet de loi une annexe décrivant la législation en vigueur dans les autres pays de la Communauté économique européenne sur le sujet traité en remplacement de M. Jean-Jacques Hyest [25 mai 1989] (p. 1289).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Inchauspé, tendant à supprimer l'article 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion en remplacement de M. Patrick Devedjian (n° 238) [1er juin 1989] (p. 1529).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652) [*J.O.* du 10 juin 1989] (p. 7289).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Seguin, tendant à modifier la loi n° 78-743 du 13 juillet 1978 relative à l'organisation de la Cour des comptes (n° 656) [30 juin 1989] (p. 2759).

Cesse d'être membre de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 21 juillet 1989] (p. 9136).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 549) de M. Charles Josselin tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 559)** [6 avril 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 642) modifiée par le Sénat, tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 675)** [10 mai 1989].

Rapport (n° 721) [1er juin 1989] fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution :

1° (n° 550) de M. Pierre Méhaignerie et plusieurs de ses collègues tendant à compléter **l'article 81 du Règlement** afin d'insérer dans chaque rapport de proposition ou de projet de loi une **annexe** décrivant la législation en vigueur dans les **autres pays de la Communauté économique européenne sur le sujet traité ;**

2° (n° 692) de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article **66 du Règlement** afin d'améliorer **l'information des députés sur la législation en vigueur dans les autres pays de la Communauté économique européenne.**

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 775) modifiée par le Sénat en deuxième lecture, tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 820)** [23 juin 1989].

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 9/89 : Le marché unique de l'assurance [28 juin 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Communautés européennes [29 juin 1989] :

Contrôles aux frontières : libre circulation des personnes (p. 2616).

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi de M. Charles Josselin tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 549).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 avril 1989] :

Construction européenne (participation du Parlement) (p. 97, 98, 99).

Délégation parlementaire aux communautés européennes :

- composition (p. 98) ;
- information (moyens d') (p. 98, 99) ;
- missions et objectifs (p. 99).

Délégations des parlements nationaux (réunion) (p. 99).

Parlements nationaux (revalorisation des relations des - avec le Parlement européen (p. 98, 99).

Discussion des articles [11 avril 1989] :

Article 4 *(missions des délégations ; moyens d'information) :*

- *favorable* à l'amendement n° 4 du Gouvernement (communication par le Gouvernement des documents et prises d'actes communautaires) (p. 107) ;

- *favorable* à l'amendement n° 10 de M. Charles Josselin (audition des ministres et des représentants des institutions communautaires par les délégations) (p. 108) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Gilbert Millet (exposé obligatoire de tout ministre, avant et après la réunion du Conseil des ministres, chaque fois que les délégations en font la demande) (p. 108).

Article 5 *(compétence des délégations) :*

- *favorable* à l'amendement n° 6 du Gouvernement (consultation des délégations par une commission sur tous les projets d'actes communautaires) (p. 109) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Charles Millet (organisation lors de chaque session ordinaire du Parlement d'un débat sur la politique européenne du Gouvernement) (p. 110).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 mai 1989] :

Construction européenne (participation du Parlement) (p. 883).

Délégation parlementaire aux communautés européennes :

- information (moyens) (p. 883) ;
- missions et objectifs (p. 883, 884).

Parlements nationaux (revalorisation des relations avec le Parlement européen (p. 883).

Sénat (modifications adoptées) (p. 883, 884).

Discussion des articles [16 mai 1989] :

Article 3 *(incompatibilités frappant les membres du Parlement européen ; tenue des réunions) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (rétablit les dispositions initiales) : adopté (p. 886).

Article 4 *(missions des délégations ; moyens d'information) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rétablit les dispositions initiales ; information des délégations en vue de coordonner les activités du Parlement avec celles des Institutions communautaires) (p. 886) : adopté (p. 887) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rétablit les dispositions initiales ; audition par la délégation des représentants des Institutions communautaires) (p. 886) ; adopté (p. 887) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (rétablit les dispositions initiales ; association des membres français du Parlement européen aux travaux des délégations) : adopté (p. 887).

Article 5 *(compétence des délégations) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (rétablit les dispositions initiales) : adopté (p. 887).

Article 6 *(publicité des travaux des délégations) :*

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rétablit les dispositions initiales) : adopté (p. 887).

Article 6 *bis* *(règlement intérieur des délégations) :*

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 887) : adopté (p. 888).

Article 7 *(dispositions transitoires) :*

- *soutient* l'amendement n° 8 rectifié de la commission (installation de nouvelles délégations à compter de l'ouverture de la première session ordinaire) : adopté (p. 888).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 juin 1989] :

Délégation parlementaire aux communautés européennes :

- composition (p. 2619) ;
- information (moyens) (p. 2619) ;
- missions et objectifs (p. 2619).

Sénat (modifications adoptées) (p. 2619).

Discussion des articles [29 juin 1989] :

Article 5 *(compétence des délégations) :*

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rectification matérielle) : adopté (p. 2621) ;

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (examen par la délégation de tout projet de texte législatif ayant trait aux domaines couverts par l'activité communautaire) (p. 2621) : adopté (p. 2622).

Article 7 *(dispositions transitoires) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (autorise la désignation de la nouvelle délégation avant la prochaine session) : adopté (p. 2622).

- Motion de censure, jointe à une demande d'interpellation, présentée conformément à l'article 156, alinéa premier du Règlement et déposée par M. Bernard Bosson et 63 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution le 10 mai 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [16 mai 1989] :

Contrôle aux frontières (p. 895).

Enseignement (p. 895).

Gouvernement (contradictions gouvernementales au sujet de l'Europe) (p. 894).

Institutions européennes (p. 896).

Motion de censure (signification) (p. 896).

Parlement (information) (p. 896).

Politique extérieure (relations franco-allemandes) (p. 896).

Politiques communautaires :

- défense (p. 895, 896) ;

- impôts et taxes :

- réforme générale du système fiscal (p. 894) ;

- langues (p. 895) ;

- monnaie européenne (p. 895).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 665).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 mai 1989] :

Communautés européennes :

- politique migratoire (décision du 8 juin 1987) (p. 1391) ;

- législation :

- législation comparée (p. 1364).

- harmonisation (p. 1363).

Immigrés : droit d'asile (p. 1364).

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

- Rappel au règlement : arrêt de la Cour de justice des Communautés du 9 juillet 1987 et décision de la commission européenne du 8 juin 1988 (collaboration entre etats membres pour ce qui concerne l'immigration) (p. 1391).

Article 4 *(bénéficiaires de plein droit de la carte de résident) :*

- *ses observations* (p. 1511) ;

Harmonisation des législations européennes (p. 1511).

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

- *son* sous-amendement n° 315 (exclut la prolongation si l'étranger bénéficie de l'aide au retour) à l'amendement n° 140 rectifié de M. Gérard Longuet (prolonge le délai de péremption lorsque l'étranger mène un projet de réinsertion dans son pays d'origine) (p. 1566) : vote réservé ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1567).

Article 12 *(catégorie d'étrangers protégés contre une mesure d'expulsion) :*

- Rappel au règlement : demande que les rapporteurs s'expriment au nom de la commission et non en leur nom personnel (p. 1626) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 7 de la commission (expulsion impossible de l'étranger exerçant l'autorité parentale et subvenant aux besoins d'un enfant français) (p. 1629).

Article 13 *(expulsion en cas d'urgence absolue) :*

- *défavorable* (p. 1651).

Article 16 *(champ d'application de l'ordonnance et des dérogations apportées par voie de conventions internationales) :*

- *ses observations* (p. 1662).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

Amnistie :

- champ d'application ; infractions concernées (p. 1761) ;

- effets politiques (p. 1761).

Attentats (p. 1760, 1761).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Guadeloupe (p. 1761) ;

- identité des D.O.M. (p. 1761) ;

- Nouvelle-Calédonie (p. 1761).

Mouvements indépendantistes :

- alliance révolutionnaire Caraïbe (A.R.C.) (p. 1761) ;

- négociations entre le Gouvernement et les indépendantistes (p. 1768).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Pierre Méhaignerie et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 81 du règlement afin d'insérer dans chaque rapport de proposition ou de projet de loi une annexe décrivant la législation en vigueur dans les autres pays de la Communauté économique européenne sur le sujet traité (n° 692) et sur la proposition de résolution de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 88 du règlement afin d'améliorer l'information des députés sur la législation en vigueur dans les autres pays de la Communauté économique européenne (n° 550).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : Rapporteur suppléé par : *Hyest (Jean-Jacques)* [15 juin 1989] (p. 2182).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1989] :

Fonction publique :

- concours administratifs (difficultés de recrutement) (p. 4259, 4266) ;

- crise (p. 4259, 4260) ;

- décentralisation et déconcentration (p. 4261) ;

- effectifs (p. 4260) ;

- grille indiciaire (réforme) (p. 4260) ;

- modernisation (revalorisatio - recherche de productivité) (p. 4260, 4261) ;

- Parlement (information) (p. 4260) ;

- vote contre du groupe U.D.F. (p. 4261).

Marché unique européen (perspective) (p. 4261).

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Logement social : personnes les plus démunies (p. 4332).

LAMBERT (Jérôme)

Député de la Charente

(3e circonscription)

Socialiste

Secrétaire d'âge.

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

LAMBERT (Michel)

Député de l'Orne

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du livre deuxième du code rural ainsi que certains articles du code de la santé publique (n° 632).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1989] :

Animaux de compagnie :

- divagation (et délais de garde en fourrière) (p. 941) ;

- évolution des comportements (p. 940) ;

- interdiction d'attribution en lot ou prime de tout animal (p. 941) ;

- responsabilité des collectivités locales (p. 941).

Elevage et prophylaxie :

- groupements de défense sanitaire (G.D.S.) (p. 941) ;

- tatouage (obligation) (p. 941).

Vote pour du groupe socialiste (p. 941).

LANDRAIN (Edouard)

Député de la Loire-Atlantique

(5e circonscription)

Apparenté U.D.C.

S'apparente au groupe de l'Union du centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Joueurs de basket naturalisés : naturalisation de sportifs ; interprétation du code de la nationalité par les fédérations sportives ; cas des joueurs de basket [10 mai 1989] (p. 726).

- Sécurité en milieu rural : surveillance de nuit ; effectifs des brigades de gendarmerie [25 octobre 1989] (p. 4117, 4118).

orales sans débat :

- n° 88 posée le 9 mai 1989 : **sports (basket-ball) :** championnats ; joueurs récemment naturalisés français (p. 711). Retirée le 11 mai 1989.

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives (n° 551).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 mai 1989] :

Budget du secrétariat aux sports (et laboratoire d'analyse de Clichy transféré à Châtenay-Malabry) (p. 983).

Dopage sportif (techniques de lutte contre) :

- contrôles et prélèvements (nature ; confidentialité) (p. 983) ;

- coopération internationale et européenne (comité international olympique) (p. 983) ;

- prévention et éducation (p. 983).

Discussion des articles [18 mai 1989] :

Article 1er *(interdiction du dopage à l'occasion de certaines manifestations sportives) :*

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 70 de M. Christian Estrosi (liste des substances et procédés interdits fixée par la commission médicale du comité international olympique) à l'amendement n° 3 de la commission (précise que les substances et procédés dont l'utilisation est interdite sont celles qui modifient artificiellement la capacité du sportif dont la liste est fixée par arrêté interministériel sur avis de la commission nationale de lutte contre le dopage) : rejeté (p. 990).

Basket-ball (problème des naturalisés) (p. 990) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 de la commission (possibilité pour les sportifs d'être informés des effets des traitements prescrits au regard de la réglementation) (p. 991).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1989] :

Dopage sportif (techniques de lutte contre) :

- commission nationale de lutte contre le dopage (p. 2329) ;

- contrôles et prélèvements (autorité compétente pour prendre l'initiative) (p. 2329) ;

- prévention et éducation (p. 2329).

Sportifs de haut niveau :

- athlètes (honnêteté) (p. 2329).

- cas des dopés (p. 2329, 2330).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et aménagement du territoire : tourisme. - *Questions* [27 octobre 1989] :

Remplacé par Mme Bernadette Isaac-Sibille : marché touristique français (p. 4285, 4286).

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [13 novembre 1989] :

Enseignement : éducation physique et sportive (p. 4976).

Jeunes :

- associations (p. 4975) ;

- insertion professionnelle et sociale (postes FONJEP) (p. 4975).

Secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports :

- crédits (p. 4974, 4975) ;

- fonctionnaires et agents publics (p. 4975).

Sports :

- équipements sportifs et socio-éducatifs (p. 4975) ;

- fonds national du développement du sport (F.N.D.S.) (p. 4975) ;

- sportifs de haut niveau (p. 4976).

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Sports : drogue (dopage) (p. 4987).

LANG (Jack)

Ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire

DEPOTS

Projet de loi relatif aux **biens culturels maritimes** et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques **(n° 535)** [3 avril 1989].

Projet de loi relatif à l'utilisation des **détecteurs de métaux (n° 536)** [3 avril 1989].

Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du **secteur public audiovisuel (n° 651)** [9 mai 1989].

Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication (n° 701)** [23 mai 1989].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- *Bredin (Frédérique)* : effort en faveur du cinéma et de la production française : plan gouvernemental en faveur du cinéma ; aides à la création ; sauvegarde des salles ; prix des places [17 mai 1989] (p. 925).

- *Vasseur (Philippe)* : pluralisme d'expression à la télévision : absence de représentation du courant écologique à l'émission « l'heure de vérité » ; responsabilité du président de la chaîne ; rôle du C.S.A. [24 mai 1989] (p. 1160, 1161).

à un ministre [27 avril 1989] :

Audiovisuel :

- directive européenne et quotas d'œuvres françaises et européennes sur les chaînes de télévision : *Bredin (Frédérique)* ; *Hermier (Guy)* (p. 527, 528, 532).

- limogeages à France-Inter et Radio-France : *Lequiller (Pierre)* (p. 525, 526).

- place de la culture rock dans les émissions télévisées : *Mathus (Didier)* (p. 527).

- pluralisme de l'information : *Hage (Georges)* (p. 531).

- retransmission de manifestations sportives : *Mandon (Thierry)* (p. 527).

- violence à la télévision : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 531).

Bibliothèque de France : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 526).

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémoration du bicentenaire de la révolution française : *Griotteray (Alain)* (p. 525).

Danse : *Panafieu (Françoise de)* (p. 529).

Etablissements culturels locaux : *Broissia (Louis de)* (p. 530).

Musées et centres de culture scientifique : *Dehoux (Marcel)* (p. 526).

Opéra (dépenses de fonctionnement) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 530).

Opéra-Bastille : *Lequiller (Pierre)* ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 526, 529, 530).

Opéras de province : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 530, 531).

Patrimoine (utilisation des crédits prévus par la loi de programme) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 531).

Politique extérieure (diffusion de la presse française à l'étranger et implantation de R.F.I.) : *Françaix (Michel)* (p. 528).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à l'utilisation des détecteurs de métaux (n° 536).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 avril 1989] :

Archéologie :

- bénévoles (p. 536) ;

- patrimoine (protection et mise en valeur) (p. 533, 535, 536).

Détecteurs de métaux :

- performances (p. 536) ;

- publicité (p. 536).

Education artistique (p. 536).

- Projet de loi relatif aux biens culturels maritimes et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques (n° 535)

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 avril 1989] :

Biens culturels maritimes :

- récompense en cas de découverte de - (p. 541).

Education artistique (p. 541).

Objets d'art (évasion d'- hors de France) (p. 540).

Zones côtières :

- zone contigüe (p. 541).

Discussion des articles [27 avril 1989] :

Article 2 *(appartenance à l'Etat des biens culturels maritimes) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de la commission (suspension du délai de trois ans au bout duquel le bien appartient à l'Etat, lorsqu'une procédure contentieuse relative à la détermination du propriétaire est engagée) (p. 542).

Article 8 *(conditions d'exécution des fouilles, sondages et prospections) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Jean-Yves Chamard (cas où des autorisations d'utilisation de détecteurs sont délivrées à une personnel morale)

Associations (conditions d'utilisation de détecteurs de métaux) (p. 545).

Article 11 *(expropriation d'un bien culturel maritime) :*

Ses observations (p. 546).

Biens mobiliers (expropriation) (p. 546).

Article 14 *(sanctions en cas de prospections, sondages, prélèvements, fouilles ou déplacements de biens culturels maritimes) :*

Ses observations sur l'amendement n° 15 de la commission (tend à aggraver la possibilité de sanctions pénales en permettant la confiscation d'un bien dont il a été pris possession) (p. 547).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'enseignement de la danse (n° 564).

Première lecture, principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1989] :

Danse et chorégraphie :

- Conseil supérieur de la danse (p. 651) ;

- danses de sociétés et danses traditionnelles (p. 651) ;

- effort en faveur de la - (p. 652).

Professeurs de danse : diplôme d'Etat (p. 651).

Discussion des articles [3 mai 1989] :

Article 1er *(obligations des professeurs de danse) :*

- *favorable* à l'amendement n° 27, deuxième rectification de M. Jean-Michel Belorgey (précise le dispositif proposé pour la reconnaissance des diplômes, le statut des danseurs professionnels et le champ d'application de la loi) (p. 660).

Son intervention :

Danseurs professionnels (p. 665).

Décret d'application (p. 665).

Diplôme d'Etat (p. 665).

- Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel et débat sur cette déclaration (n° 851).

Principaux thèmes développés [9 mai 1989] :

Audiovisuel (généralités) :

- Conseil supérieur de l'audiovisuel (C.S.A.) (p. 670) ;

- Europe (politique audiovisuelle ; production européenne ; quotas de diffusion ; sommet de Rhodes) (p. 670).

Télévision :

- chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R.3 (complémentarité/spécificité des chaînes publiques ; hypothèse d'une présidence commune pour les deux sociétés ; rôle de F.R.3) (p. 671) ;

- missions et objectifs (p. 670) ;

- publicité (ressources ; taxe pour le soutien à la création) (p. 670) ;

- redevance (et remboursement des exonérations) (p. 670).

Radios :

- Radio France Internationale (R.F.I.) (rebudgétisation) (p. 670).

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés [19 juin 1989] :

Chaînes publiques :

- Antenne 2 - FR 3 :

- coordination et création d'une centrale d'achat commune (cinéma) (p. 2286) ;

- chaînes régionales (et FR 3) (p. 2305).

- crise du secteur public audiovisuel (p. 2285) ;

- présidents des chaînes :

- présidence commune pour Antenne 2 et FR 3 (p. 2285).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1989] :

Audiovisuel :

- télévisions :

- production française et européenne (quotas) (p. 4099).

- réforme (p. 4099).

Réponses aux questions :

Audiovisuel :

- Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) (M. Claude Metzinger) (p. 4111, 4112) ;

- télévisions :

- financement (M. Michel Pelchat) (p. 4100).

- S.E.P.T. (M. Olivier Dassault) (p. 4111).

Vote des crédits :

Article 57 *(répartition du produit estimé hors T.V.A. de la taxe dénommée redevance pour droit d'usage, affectée aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 11 de la commission (réduit le produit attendu de la publicité) (p. 4131) ;

R.F.O. (retard dans l'arrivée des réponses aux questions du rapporteur) (p. 4130).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [14 novembre 1989] :

Arts et spectacles :

- art lyrique (p. 5067, 5068) ;

- « arts sans frontières » (p. 5071, 5072) ;

- musique (p. 5067, 5068).

Collectivités locales :

- décentralisation (p. 5069) ;

- province (équilibre Paris - province) (p. 5067, 5068, 5069).

Enseignements artistiques : généralités (p. 5070).

Mécénat :

- généralités (p. 5070) ;

- assurances (possibilité de constituer une partie de leur fonds de garantie sous forme d'œuvres d'art) (p. 5070, 5071).

Ministère de la culture :

- crédits (p. 5066, 5067) ;

- directeurs d'administration centrale (p. 5066).

Patrimoine :

- grandes institutions et grands travaux : généralités (gestion et coût) (p. 5068) ;

- musées :

- musées de province (p. 5069).

- œuvres d'art (entraves à la libre circulation internationale - « *Les noces de Pierrette* » de Picasso) (p. 5066).

Président de la République française (engagements) (p. 5071).

Réponses aux questions :

Arts et spectacles :

- cinéma (fréquentation des salles) (MM. Jean-Pierre Bequet et Bernard Schreiner (Yvelines)) (p. 5078, 5087) ;

- maisons des jeunes et de la culture - centres d'action culturelle (MM. Claude Gaillard et Michel Crépeau) (p. 5079, 5084) ;

- musique :

- Orchestre national de France (grève) (M. Olivier Dassault) (p. 5082).

- compositeurs-symphonistes (protection des œuvres) (M. Jean Guigné) (p. 5083) ;

- théâtre :

- généralités (M. Jacques Toubon) (p. 5076).

- théâtre de la Gaîté - Montparnasse (M. Jacques Toubon) (p. 5081).

Audiovisuel (qualité des programmes) (M. Francisque Perrut) (p. 5078).

Collectivités locales :

- régions (M. Michel Françaix) (p. 5077) ;

- villes moyennes (cas de Cholet) (M. Maurice Ligot) (p. 5080).

Enseignements artistiques :

- archéologie (sensibilisation de la jeunesse - Dordogne) (M. Bernard Bioulac) (p. 5086) ;

- arts plastiques (M. Charles Metzinger) (p. 5086) ;

- musique (MM. Charles Metzinger et Marc Dolez) (p. 5085, 5087).

Livre :

- bibliothèques (informatisation) (M. Michel Crépeau) (p. 5085) ;

- distribution (p. 5076).

Ministère de la culture :

- bibliothécaires (M. Michel Crépeau) (p. 5085) ;

- direction de la musique (action) (M. Charles Metzinger) (p. 5085).

Patrimoine :

- grands travaux (Bibliothèque de France) (M. Michel Crépeau) (p. 5085).

- monuments historiques (caisse nationale des monuments historiques) (M. Jean Proveux) (p. 5077) ;

- musées :

- écomusées (M. Marcel Dehoux) (p. 5083).

- musée des Eyzies (Dordogne) (M. Bernard Bioulac) (p. 5086) ;

- œuvres d'art (communautés européennes : libre circulation) (M. Robert Poujade) (p. 5081) ;

- zones rurales (M. Yves Pillet) (p. 5086).

LAPAIRE (Jean-Pierre)

Député du Loiret

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471) [*J.O.* du 19 mai 1989] (p. 6322).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165) [*J.O.* du 27 mai 1989] (p. 6671).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

Rapporteur du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte (n° 979) [9 novembre 1989].

Rapporteur de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15553).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome I : **départements et territoires d'outre-mer : départements et territoires d'outre-mer (n° 924)** [12 octobre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi d'habilitation relatif à l' **adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte** (n° 979) **(n° 1011)** [16 novembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Evolution de la situation en Pologne : accords Walesa-Jaruzielski ; politique de la France en faveur du mouvement polonais [19 avril 1989] (p. 292).

- Convention médicale : médecins ; convention avec les praticiens ; médecins du secteur conventionné ; statistiques [7 juin 1989] (p. 1818).

à un ministre :

- Police et sécurité [20 avril 1989] :

Polices municipales (p. 325).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première partie, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [8 novembre 1989] :

Catastrophes naturelles : assurance (indemnisation outre-mer) (p. 4768).

Communautés européennes :

- convention de Lomé A.C.P. - C.E.E. (p. 4768) ;

- octroi de mer (p. 4768) ;

- programme POSEIDOM (p. 4768).

Départements et territoires d'outre-mer : Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 4768).

Ministère des départements et territoires d'outre-mer :

- crédits : niveau (p. 4767) ;

- modernisation des services (p. 4768).

Politique économique :

- Fonds d'intervention dans les départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 4767) ;

- Institut d'émission dans les départements d'outre-mer (I.E.D.O.M.) (p. 4768).

Politique sociale : égalité sociale (p. 4768).

Vote des crédits :

Après l'article 69 :

- *son* amendement n° 73 (prévoit un rapport sur l'affectation du solde des bénéfices de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et de l'Institut d'émission d'outre-mer, ainsi que sur leur fonctionnement) (p. 4804) : retiré (p. 4805).

Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 4804).

- Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte (n° 979).

Première lecture : Rapporteur suppléé par : *Michel (Jean-Pierre)* [21 novembre 1989] (p. 5415).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 922).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Article 2 *(régime des autorisations préalables)* :

Jeunes agriculteurs (installation) (p. 5516).

Article 33 *(définition et modalités de prise en compte des revenus professionnels) :*

Progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 5543).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Pologne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 990).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1989] :

Explications de vote :

Coopération franco-polonaise (p. 5579).

Relations culturelles et scientifiques (p. 5579).

LAREAL Claude)

Député de l'Ardèche

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

LARIFLA (Dominique)

Député de la Guadeloupe

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Cyclone à la Guadeloupe** : Guadeloupe : risques naturels ; cyclone Hugo ; secours ; reconstruction [4 octobre 1989] (p. 3092, 3093).

orales sans débat :

- **n° 160** posée le 3 octobre 1989 : **DO.M.-T.O.M. (Guadeloupe : bourses d'études)** (p. 3069). Appelée le 6 octobre 1989 : bourses d'études ; paiement ; délais ; cyclone Hugo (p. 3197).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portent amnistie (n° 702).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

Amnistie : effets politiques (p. 1760).

Départements et territoires d'outre-mer :

- développement (p. 1760) ;
- Guadeloupe (p. 1760) ;
- identité des D.O.M. (p. 1760) ;
- Nouvelle-Calédonie (p. 1760).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1989] :

Amnistie : effets politiques (p. 2681).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Guadeloupe (p. 2681).
- Martinique (extension de l'amnistie) (p. 2681).

- **Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires européennes. - *Questions* [7 novembre 1989] :

Dèpartements d'outre-mer (aide financière) (p. 4713).

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Départements et territoires d'outre-mer : Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 4790).

Politique économique : Fonds d'intervention dans les départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 4790).

Politique sociale : logement (ligne budgétaire unique - L.B.U.) (p. 4790).

Questions :

Institut d'émission des départements d'outre-mer (I.E.D.O.M.) (p. 4803).

LAURAIN (Jean)

Député de la Moselle

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Rapporteur du projet de loi portant création du statut de prisonnier du « Viet-Minh » (n° 1112) [15 décembre 1989].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mauger tendant à la reconnaissance du statut d'interné politique aux prisonniers civils de la province de Nghe-An détenus par le Viet-Minh entre 1946 et 1954 (n° 100) [15 décembre 1989].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Brocard tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier, interné, détenu par le Viet-Minh entre 1945 et 1954 (n° 111) [15 décembre 1989].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mauger tendant à instituer le statut de prisonner détenu dans les camps du Viet-Minh (n° 454) [15 décembre 1989].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023) [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15812).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15812).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1023) portant **diverses dispositions relatives au temps de travail** à la garantie des **indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle** et à la mise en œuvre du **droit à la conversion** dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire **(n° 1076)** [7 décembre 1989].

Rapport (n° 1119) [18 décembre 1989], fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur :

1° Le projet de loi (n° 1112) adopté par le Sénat, portant création du **statut de prisonnier du « Viet-Minh »** ;

2° Les propositions de loi :

- (n° 100) de M. Pierre Mauger tendant à la **reconnaissance du statut d'interné politique aux prisonniers civils** de la province de **Nghe-An** détenus par le **Viet-Minh entre 1946 et 1954** ;

- (n° 111) de M. Jean Brocard tendant à la **reconnaissance du statut de prisonnier, interné, détenu par le Viet-Minh entre 1945 et 1954** ;

- (n° 454) de M. Pierre Mauger, tendant à instituer le **statut de prisonnier détenu dans les camps du Viet-Minh.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **diverses dispositions relatives au temps de travail** à la garantie des **indemnités complémentaires des bénéficiaires des steges d'initiation à la vie professionnelle** et à la mise en œuvre du **droit à la conversion** dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire **(n° 1128)** [19 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Sidérurgie, emploi, accidents du travail** : entreprises ; Usinor-Sacilor ; emploi et activité ; reconversions ; accidents du travail ; charte de la sécurité pour la sous-traitance ; comités d'hygiène et de sécurité [6 décembre 1989] (p. 6029, 6030).

orales sans débat :

- **n° 97** posée le 16 mai 1989 : **politique économique (plans : Lorraine)** (p. 913)

Appelée le 19 mai 1989 : contrat de plan Etat-région ; perspectives (p. 1009, 1010).

- n° 206 posée le 12 décembre 1989 : **femmes (veuves)** (p. 6421). Appelée le 15 décembre 1989 : revendications (p. 6643, 6644).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance (n° 560).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1989] :

Combattant volontaire de la Résistance (C.V.R) :

- décret d'application de la loi (p. 595) ;

- forclusions (levée) (p. 595) ;

- passeurs (octroi de la qualité de résistant) (p. 596) ;

- témoins nécessaires à la reconnaissance de la qualité (p. 596 ;

- titre (reconnaissance) (p. 595).

Résistance (caractéristiques) (p. 596).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Remplacé par : *Dessein (Jean-Claude)* (p. 1888, 1889).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1989] :

Alsace-Moselle (réfractaires) (p. 4142).

Anciens combattants et victimes de guerre :

- anciens combattants d'Afrique du Nord (statut) (p. 4142) ;

- prisonniers de guerre (Viet-Minh) (p. 4142).

- résistants : combattants volontaires de la Résistance (p. 4142).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

- pensions d'invalidité (p. 4142) ;

- rapport constant (p. 4142) ;

- retraités (Africains et Malgaches) (p. 4149).

Pensions de réversion : veuves, ascendants et orphelins (p. 4142).

Secrétariat d'Etat aux anciens combattants :

- crédits (p. 4141) ;

- dette viagère (p. 4146) ;

- Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) (p. 4141) ;

- nécropoles (p. 4141).

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Jeunes :

- associations (p. 5000, 5001) ;

- insertion professionnelle et sociale (postes FONJEP) (p. 5000).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Chômage : lutte (p. 6274).

Contrats de travail : détenus (nature des rapports contractuels) (p. 6275).

Durée du temps de travail :

- durée du travail (p. 6274, 6275)

- heures supplémentaires (repos compensateur) ;

- établissements du secteur agricole (p. 6275).

- petites entreprises (p. 6275)

- régime (p. 6274)

- temps de travail :

- aménagement du temps de travail et utilisation des équipements (p. 6275).

- crédit d'impôt (p. 6275),

- rapport Taddei (p. 6274).

Entreprises : commission des salariés (cas des entreprises en redressement et liquidation judiciaire) (p. 6275).

Discussion des articles [11 décembre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint (organise une réduction progressive de la durée légale hebdomadaire de travail pour atteindre trente-cinq heures à compter du 1er janvier 1991) (p. 6282, 6284)

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de Mme Muguette Jacquaint (abroge les lois n° 86-280 du 28 février 1986 et n° 87-423 du 19 juin 1987 sur l'aménagement du temps de travail) (p. 6284).

Article 1er *(doublement du repos compensateur de 50 p. 100 dans les entreprises de plus de dix salariés) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Eric Raoult (de suppression) (p. 6285).

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de Mme Muguette Jacquaint (double le repos compensateur de 50 p. 100 dans les entreprises de moins de dix salariés) (p. 6285) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 6 de Mme Muguette Jacquaint (autorise le cumul des deux régimes de repos compensateur pour les mêmes heures supplémentaires) (p. 6285) ;

- *son* sous-amendement n° 17 (prévoit que l'application du repos compensateur à 100 p. 100 au delà des contingents conventionnels se fait dans les branches ou entreprises qui procèdent à un examen négocié dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire du niveau et de la nature des emplois) à l'amendement n° 9 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (ouvre la possibilité d'appliquer un repos compensateur de 100 p. 100 aux seules heures supplémentaires effectuées au delà du seuil fixé par voie conventionnelle, quand celui-ci est supérieur au contingent réglementaire) (p. 6285) : adopté (p. 6286).

Article 2 *(doublement du repos compensateur de 50 p. 100 dans les établissements de plus de dix salariés relevant de l'article 1144-7° du code rural mais n'exerçant pas une activité de production agricole) :*

- *son* sous-amendement n° 18 (prévoit que l'application du repos compensateur à 100 p. 100 au delà des contingents conventionnels se fait dans les branches ou entreprises qui procèdent à un examen négocié dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire du niveau et de la nature des emplois) à l'amendement n° 14 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (ouvre la possibilité d'appliquer un repos compensateur de 100 p. 100 aux seules heures supplémentaires effectuées au delà du seuil fixé par voie conventionnelle, quand celui-ci est supérieur au contingent réglementaire) : adopté (p. 6287).

Après l'article 5 :

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (de coordination) (p. 6287) : adopté après modifications (p. 6288).

- *ses observations* sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Barrot (précise que la présomption de contrat de travail est écartée lorsque l'organisateur de spectacle traîte avec le responsable d'une formation française ou étrangère constituée, qui assure elle-même la protection sociale de ses salariés) (p. 6288) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (crée, pour les activités exercées par les détenus à l'extérieur des établissements pénitentiaires, une possibilité de dérogation à la règle selon laquelle les relations de travail des personnes incarcérées ne font pas l'objet d'un contrat de travail) : adopté (p. 6288).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1989] :

Contrat de travail (détenus : nature des rapports contractuels) (p. 6856).

Discussion du texte de la commission mixte paritaire :

Après l'article 8 :

- *soutient* le sous-amendement n° 2 de M. Jean-Michel Belorgey (de forme) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (organise la répression du travail clandestin ; visites domiciliaires) (p. 6863) : adopté (p. 6864) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 3 de M. Jean-Michel Belorgey (précise que l'ordonnance du président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel sont situés les lieux à visiter est rendue sur réquisition du procureur de la République) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 6863) : adopté (p. 6864) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 4 de M. Jean-Michel Belorgey (de forme) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 6863) : adopté (p. 6864).

- Projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Communautés européennes (protection sociale ; prévoyance complémentaire) (p. 6326, 6327).

Prévoyance complémentaire :

- généralités :

- niveau (développement) (p. 6326) ;

- rapport Gisserot (p. 6326).

- assurés :

- états pathologiques survenus antérieurement (p. 6326).

- garanties offertes (p. 6326) ;

- contrats : clauses (p. 6326) ;

- organismes de prévoyance :

- dispositions communes aux assurances et aux mutuelles :

- contrôle des organismes (p. 6326).

- Rappel au règlement : propos insultants de M. Kiffer sur M. Chérèque [15 décembre 1989] (p. 6640).

- Projet de loi portant création du statut de prisonnier du « Viet-Minh » (n° 1112).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles[18 décembre 1989] :

Commission des affaires culturelles (amendements déposés et déclarés irrecevables) (p. 6763).

Décolonisation : Indochine (histoire contemporaine) (p. 6762).

Décrets d'application de la loi (délais de parution) (p. 6762).

Prisonniers du « Viet-Minh » :

- conditions de détention :

- généralités (et pathologies) (p. 6762) ;

- prisonniers décédés (mention « mort pour la France ») (p. 6763).

- statut :

- généralités (inspiration tirée du statut de déporté) (p. 6762).

Soldats morts pour la France :

- mémorial de Fréjus (p. 6762) ;

- rapatriement des corps (p. 6762).

LAVEDRINE (Jacques)

Député du Puy-de-Dôme

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

LE BRIS (Gilbert)

Député du Finistère

(8e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales (n° 326) [*J.O.* du 3 juin 1989] (p. 6939).

Rapporteur du projet de loi relatif au code des ports maritimes (Première partie : Législative) (n° 976) [8 novembre 1989] (p. 4807).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Chantiers navals : mise en place du plan d'orientation pluriannuel [12 avril 1989] (p. 129, 130).

orales sans débat :

- n° 71 posée le 11 avril 1989 : **chantiers navals (emploi et activité) :** bateaux de pêche ; C.E.E. ; plan d'orientation pluriannuel (p. 111) ; rectificatif [18 avril 1989] (p. 277).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : Environnement. - *Questions* [8 novembre 1989] :

Protection de la nature : conservatoire du littoral (budget) (p. 4740).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Espace : grands programmes européens (p. 5118).

LECUIR (Marie-France)

Député du Val-d'Oise

(7e circonscription)

Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Travail, emploi et formation professionnelle : travail et emploi) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome XIII : **travail, emploi et formation professionnelle : travail et emploi (n° 921)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Service des urgences dans les hôpitaux :** organisation et humanisation des services d'urgence [19 avril 1989] (p. 287, 288).

- **Transports en région parisienne :** transports urbains ; fonctionnement : Ile-de-France ; schéma Eole ; gare Saint-Lazare ; gare du Nord ; gare de l'Est ; projet Météor [18 octobre 1989] (p. 3682, 3683).

- **Remboursement des lunettes :** frais d'optique ; taux des prestations ; correction de la vue des enfants [6 décembre 1989] (p. 6035).

à un ministre :

- **Fonctionnaires et agents publics** [6 avril 1989] :

Femmes : minorité aux postes de responsabilité (p. 70).

- **Sécurité sociale** [25 mai 1989] :

Fonction publique hospitalière : praticiens hospitaliers (p. 1220).

orales sans débat :

- **n° 193** posée le 5 décembre 1989 : **politique extérieure (Espagne)** (p. 6006). Appelée le 8 décembre 1989 : droits de l'homme ; condamnation de Jean-Philippe Casabonne (p. 6180, 6181).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).**

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Transports collectifs : banlieue Paris-Nord (p. 4372).

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [2 novembre 1989] :

Chômage : indemnisation :

- chômeurs (vie quotidienne : rapport de Foucault sur son amélioration) (p. 4432).

Emploi :

- contrat de retour à l'emploi (p. 4432) ;

- insertion professionnelle et sociale :

- plan pour l'emploi du 13 septembre 1989 (p. 4432).

- stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P) (p. 4431).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- femmes seules (p. 4432) ;

- stages (p. 4431, 4432).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- crédits :

- reports (p. 4432) ;

- organismes :

- Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E) (p. 4432, 4433).

Travail : inspection du travail (p. 4432).

Questions :

Formation professionnelle et promotion sociale : allocation formation classement (p. 4465).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E) (p. 4465).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- *soutient* l'amendement n° 54 rectifié de la commission des affaires culturelles (réduction des crédits destinés à l'A.N.P.E) : retiré (p. 4482).

LE DEAUT (Jean-Yves)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(6e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (affaires européennes : Recherche, technologie, télécommunications) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise (n° 1117) [19 décembre 1989] (p. 6897).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome V : **affaires européennes : recherche, technologie, télécommunications (n° 922)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Iran :** appel au meurtre du président du parlement iranien à l'encontre des ressortissants américains et britanniques ; Français de l'étranger [10 mai 1989] (p. 717).

- **Antarctique :** refus de signature par la France ; propositions de création d'une réserve internationale [14 juin 1989] (p. 2126, 2127).

à un ministre :

- **Recherche** [13 avril 1989] :

Aménagement du territoire (p. 170).

Chercheurs : âge moyen et mobilité (p. 170).

Politique européenne (p. 170).

- **Communautés européennes** [29 juin 1989] :

Recherche et technologie : programme-cadre de recherche-développement ; secteurs concernés (p. 2611)

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement sur la politique de coopération de la France à l'étranger et débat sur cette déclaration (n° 927).**

Principaux thèmes développés [20 avril 1989] :

Coopération :

- culturelle :

- coopérants et personnel du ministère de la coopération (p. 354, 355)

- formation et éducation (dépenses) (p. 354) ;

- structures (disparité) (p. 354, 355).

Fonds et fondations : fondation de la recherche pour le développement (p. 355).

Santé publique : S.I.D.A. (p. 354, 355).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Article 1er *(abrogation de certaines conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) :*

- *favorable* (p. 1427).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération et développement. - *Questions* [24 octobre 1989] :

Coopérants (détachement ; formation ; coordination ; réinsertion) (p. 4025).

Traitement indiciaire des recrutés locaux (p. 4026).

Recherche et technologie. - *Questions* [24 octobre 1989] :

Communautés européennes : programme cadre-plan de cinq ans (orientation, Eurêka) (p. 4063, 4064).

Culture scientifique et technique (p. 4065).

Recherche (évaluation : observatoire des sciences et technologies) (p. 4065)

Affaires étrangères. - *Questions* [7 novembre 1989] :

Coopération et développement : Europe de l'Est (aide des communautés européennes) (p. 4678).

Français de l'étranger (sécurité) (p. 4687).

Affaires européennes. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis pour la recherche, la technologie et les communications [7 novembre 1989] :

Environnement (agence européenne de l'environnement) (p. 4699).

Recherche et technologie :

- généralités (p. 4698, 4699) ;

- télécommunications (p. 4699) ;

- télévision haute définition (p. 4698, 4699).

Transports (p. 4699).

Industrie et aménagement du territoire : Industrie. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Energie : Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) (p. 4843).

Secteurs industriels : électronique (p. 4841).

- Déclaration du Gouvernementsur les perspectives de la Communauté européenne après le Conseil européen de Strasbourg et débat sur cette déclaration (n° 1080).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Europe de l'Est :

- accords de commerce et de coopération (p. 6413) ;

- aides (p. 6413).

- ouverture à la démocratie (p. 6413).

Lomé (convention) (p. 6414).

Parlement européen (élaboration du droit communautaire) (p. 6413).

Parlement français (débat sur les questions européennes) (p. 6412, 6413).

République fédérale d'Allemagne :

- réunification avec la République démocratique allemande (p. 6414) ;

- statut de Berlin (p. 6414).

Union économique et monétaire : conférence intergouvernementale (p. 6412).

- Déclaration du Gouvernement sur la politique énergétique de la France et débat sur cette déclaration (n° 1079).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Communication et contrôle :

- Haute autorité (création ; rôle) (p. 6349) ;

- information et opinion publique (p. 6349) ;

- Parlement - Office d'évaluation des choix technologiques (p. 6348, 6349).

Energie nucléaire :

- déchets (p. 6349) ;

- perspectives (p. 6349) ;

- sécurité civile (sûreté) (p. 6349) ;

- Tchernobyl (p. 6349).

Recherche (technologie, énergies nouvelles, énergies renouvelables) (p. 6349).

Situation internationale : pays en voie de développement (p. 6349).

LE DRIAN (Jean-Yves)

Député du Morbihan

(5e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Fin le 14 avril 1989 de sa mission temporaire auprès du ministre des transports et de la mer, chargé de la mer [20 avril 1989] (p. 351).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (affaires étrangères) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13065).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733) [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14280).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome I : **affaires étrangères (n° 923)** [12 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 et 4 octobre 1989] :

Défense française : doctrine : dissuasion (concept) (p. 3064).

Etat des relations internationales : situation internationale (Nord-Sud et évaluation des menaces) (p. 3064).

Marine nationale (généralités et équipement : porte-avion nucléaire, sous-marins nucléaires d'attaque, sous-marin nucléaire lanceur d'engins nouvelle génération) (p. 3064, 3065).

Programmation : cohérence de la programmation (p. 3064).

Recherche (p. 3065).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [31 octobre 1989] :

Aides (p. 4411).

Armement naval (fiscalité) (p. 4411).

Communautés européennes : Europe bleue (p. 4411).

Marine marchande (p. 4410, 4411).

Pavillon : Kerguelen (immatriculation) (p. 4411).

Pêches maritimes (p. 4411).

Politique maritime (p. 4410).

Intention de vote pour du groupe socialiste (p. 4411).

Défense . - *Questions* [6 novembre 1989] :

Industries d'armement : arsenaux : Lorient (plan de charge de l'arsenal) (p. 4644).

Marine nationale : capacité de « projection » (p. 4644).

Affaires étrangères. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [7 novembre 1989] :

Défense (p. 4658).

Désarmement (p. 4658).

Europe : Centre Europe et Allemagne (p. 4658).

Relations internationales :

- relations Est-Ouest (p. 4658) ;

- Nord-Sud (évaluation des menaces) (p. 4658) ;

- U.R.S.S. (politique extérieure) (p. 4658).

LEDUC (Jean-Marie)

Député de la Seine-Maritime

(10e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822) [*J.O.* du 1er décembre 1989] (p. 14894).

INTERVENTIONS

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

Aménagement foncier et contrôle des structures :

- Associations foncières agricoles (A.F.A) (p. 2704) ;

- Commission nationale de contrôle des structures (p. 2704) ;

- décentralisation et assouplissement (p. 2704) ;

- schéma département des structures agricoles (élaboration) (p. 2704, 2705).

B.A.P.S.A. (démantèlement) (p. 2705).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 2705).

- pluriactivité (régime social et fiscalité) (p. 2705).

Enseignement supérieur agricole (p. 2705).

Taxe sur le foncier non bâti (p. 2705).

Transmission des exploitations (p. 2704, 2705).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés, avant la discussion des articles [22 novembre 1989] :

Généralités (situation économique et démographique de l'agriculture) (p. 5511).

B.A.P.S.A. (démantèlement) (p. 5511).

Conditions d'examen du projet (p. 5512).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 5511) ;

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 5511).

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Article 20 *bis* *(rôle des SAFER dans le développement du statut du fermage) :*

- *son* amendement n° 74 (prévoit que l'agriculteur en place bénéficie d'une priorité lorsque le propriétaire souhaite louer - son bien, dans le cadre du statut du fermage, à l'expiration de la convention passée avec les SAFER) : adopté (p. 5527).

Article 32 *nonies* nouveau *(exercice de la chasse par les étrangers non résidents) :*

- *soutient* l'amendement n° 76 de M. Georges Colin (détermine le nombre maximal de licences qui peut être attribué à une personne et le nombre de jours pendant lesquels le bénéficiaire d'une licence peut chasser) : adopté (p. 5542).

Article 32 *decies* nouveau *(réserves communales de chasse) :*

- *soutient* l'amendement n° 77 rectifié de M. Georges Colin (de conséquence) : adopté (p. 5542).

Article 32 *undecies* nouveau *(sanctions pour infraction au plan de chasse du petit gibier) :*

- *soutient* l'amendement n° 78 de M. Georges Colin (de conséquence) : adopté (p. 5542).

LE FOLL (Robert)

Député de la Seine-et-Marne

(6e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471) [*J.O.* du 19 mai 1989] (p. 6322).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (n° 702) [*J.O.* du 17 juin 1989] (p. 7569).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944) [*J.O.* du 13 décembre 1989] (p. 15492).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15550).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

QUESTIONS

orales sans débat :

- **n° 92** posée le 9 mai 1989 : **police (personnel)** (p. 711). Appelée le 12 mai 1989 : personnel originaire des D.O.M. ; revendications (p. 829, 830).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 avril 1989] :

Enfants (juge) (p. 22).

Hienghene (affaire) (p. 22).

Présidents de section détachées (nomination et fonctions) (p. 22).

Situation politique et application des engagements du Gouvernement (p. 21).

Territoires d'outre-mer (réforme de l'organisation judiciaire) (p. 22).

Discussion des articles [4 avril 1989] :

Article 1er *(sections détachées du tribunal de première instance et assesseurs non professionnels) :*

- *son* sous-amendement n° 11 (limitation des présidences de section à une durée de trois ans) à l'amendement n° 1 de la commission (désignation des juges des sections détachées par décret du Président de la République) (p. 27) : rejeté (p. 28).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [5 juin 1989] :

Service d'éducation surveillée (mise en place) (p. 1740).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

inscrit contre la question préalable opposée par : *Pons (Bernard)* (p. 1753).

Principaux thèmes développés :

Amnistie : effets politiques (p. 1753, 1754).

Départements et territoires d'outre-mer :

- construction européenne (p. 1753) ;
- développement (p. 1753) ;
- Guadeloupe (p. 1753, 1754) ;
- identité des D.O.M. (p. 1753, 1754).

Président de la République (politique menée sous son autorité dans les D.O.M.-T.O.M.) (p. 1753).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Collectivités locales : autonomie (p. 4796).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 4795) ;
- Nouvelle-Calédonie :
- généralités (p. 4795).

Agence de développement rural et d'aménagement foncier (A.D.R.A.F.) (p. 4795).

Politique économique :

- contrats de plan (p. 4796) ;
- emploi (p. 4796) ;
- Institut d'émission dans les départements d'outre-mer (I.E.D.O.M.) (p. 4795).

Politique sociale :

- ressortissants des départements et territoires d'outre-mer en métropole (p. 4796).

- Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte (n° 979).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Habilitation législative :

- champ d'application (p. 5420) ;
- lois (extension progressive à Mayotte) (p. 5419) ;
- protection sociale et droit du travail (p. 5420) ;
- urbanisme (maîtrise foncière) (p. 5419).

Mayotte :

- accords Etat-Mayotte (contrat de plan Etat-région du 11 avril 1989) (p. 5420) ;
- code de la nationalité (p. 5420) ;
- développement économique (p. 5419) ;
- droit mahorais (modernisation) (p. 5419) ;
- France (rattachement à la France de l'île de Mayotte) (p. 5419) ;
- historique (p. 5419) ;
- service militaire adapté (p. 5420) ;
- statut (p. 5419).

Vote pour du groupe socialiste (p. 5420).

- Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 novembre 1989] :

Inscrit contre la question préalable opposée par : *Wiltzer (Pierre-André)* (p. 5661).

Généralités :

- champ d'application de l'amnistie (p. 5661) ;
- précédents (p. 5661, 5662).

Justice : Amnesty International (p. 5662).

Nouvelle-Calédonie :

- accords de Matignon (p. 5661, 5662) ;
- loi référendaire du 9 novembre 1988 (p. 5661) ;
- paix et réconciliation (p. 5661, 5662).

Lecture définitive [20 décembre 1989] :

Nouvelle-Calédonie (paix et réconciliation) (p. 6925).

Vote pour du groupe socialiste (p. 6925).

LEFORT (Jean-Claude)

Député du Val-de-Marne

(10e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la majoration des **rentes viagères** en fonction de la variation constatée de l' **indice des prix** à la consommation **(n° 601)** [18 avril 1989]

Proposition de loi tendant à moderniser les dispositions du code du travail relatives au **repos hebdomadaire (n° 919)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Directive européenne sur la santé et la sécurité dans les entreprises : risques professionnels ; hygiène et sécurité ; directive ; conséquences ; élus du personnel ; conseil des ministres des affaires sociales [7 juin 1989] (p. 1807).

- Laïcité ; avis du Conseil d'Etat : politique de l'éducation ; résultats électoraux du Front national et attitude du Gouvernement dans l'affaire du foulard islamique [29 novembre 1989] (p. 5698, 5699).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Après l'article 6 :

- *soutient* l'amendement n° 18 de M. Jacques Brunhes (pose le principe du droit au renouvellement du titre de séjour des étrangers en situation régulière) : vote réservé (p. 1594) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722) ;

- *soutient* l'amendement n° 24 de M. François Asensi (donne aux mineurs le droit d'obtenir une carte de séjour) : vote réservé (p. 1594) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722).

Avant l'article 7 :

- *soutient* l'amendement n° 25 de M. Jacques Brunhes (donne compétence à l'autorité judiciaire pour décider de l'expulsion d'un étranger) : vote réservé (p. 1596) ; non soumis au vote : en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722).

Article 7 *(abrogation de diverses dispositions de la loi n° 86-1025 du 9 septembre 1986) :*

- *soutient* l'amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes (recours possible dans le délai d'une semaine et non de 48 heures) (p. 1602) : vote réservé (p. 1603) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722) ;

- *soutient* l'amendement n° 314 de M. Louis Pierna (inverse la charge de la preuve) : vote réservé (p. 1604) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722).

Article 10 *(régime d'expulsion) :*

- *soutient* l'amendement n° 28 de M. Gilbert Millet (rend le recours en appel, suspensif) : vote réservé (p. 1606) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722).

- Projet de loi relatif à l'enseignement de la danse (n° 564).

Commission mixte paritaire :

Explications de vote [1er juillet 1989] :

Abstention du groupe communiste (p. 2799).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile faite à Montréal le 23 septembre 1971 (n° 786) et projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : discussion commune [26 juin 1989] :

Sécurité technique :

- accidents (transparence des enquêtes) (p. 2514) ;

- personnels au sol et navigants (effectifs et formation) (p. 2514).

Terrorisme aérien :

- contrôles de sûreté (moyens en hommes et en matériels) (p. 2514) ;

- convention de Montréal et protocole complémentaire :

- compétences des Etats parties (p. 2514) ;

- fouille des personnes et des biens (p. 2514).

Transports aériens :

- augmentation du trafic (p. 2513, 2514) ;

- dérèglementation (p. 2513, 2514) ;

- pavillon français (p. 2514).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788).

Première lecture :

Discussion des articles [26 juin 1989] :

Article 2 *(sanctions pénales applicables en cas de mise en service ou de conduite d'aéronefs non conformes aux règles de sécurité) :*

- *son* amendement n° 23 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (rend obligatoire pour l'un des pilotes la possession d'une licence d'officier mécanicien navigant ou d'ingénieur navigant) : rejeté (p. 2520) ;

- *son* amendement n° 16 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (application des peines au pilote à condition que l'un des deux pilotes soit titulaire d'une licence d'officier mécanicien navigant ou d'ingénieur navigant) : rejeté (p. 2520).

Article 9 *(personnes habilitées à constater les infractions aux dispositions du livre premier du code de l'aviation civile) :*

- *son* amendement n° 17 (supprime de la liste des personnels habilités les personnels navigants effectuant des contrôles en vol pour le compte de l'administration) : rejeté (p. 2521).

Avant l'article 12 :

- *son* amendement n° 26 (mise en place d'une table ronde réunissant les personnels, les usagers, les élus ainsi que les associations de riverains) : rejeté (p. 2522).

Article 14 *(dispositions relatives à la fouille des personnes et des biens) :*

- *soutient* l'amendement n° 19 de M. Pierre Goldberg (supprime les policiers et gendarmes auxiliaires de la liste des personnels habilités à la « visite » des personnes) : rejeté (p. 2525) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de la commission des lois (revient au texte initial - habilitation d'agents délégués par les entreprises de transport aérien et agréés par le procureur de la République -) (p. 2526).

Explications de vote :

Terrorisme aérien (p. 2528).

Transports aériens (dérèglementation) (p. 2528).

Abstention du Groupe communiste (p. 2528).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er juillet 1989] :

Sécurité technique :

- accidents (transparence des enquêtes) (p. 2844) ;

- personnels au sol et navigants et personnels de la météorologie (p. 2843, 2844).

Transports aériens :

- accroissement du trafic et multiplication des intervenants (p. 2844) ;

- déréglementation (p. 2843) ;

- pavillon français (p. 2844).

Travail (représentation des personnels de la Compagnie Air France au sein des comités d'établissement) (p. 2844).

Discussion des articles :

Article 2 *(sanctions pénales applicables en cas de mise en service ou de conduite d'aéronefs non conformes aux règles de sécurité) :*

- *son* amendement n° 2 (rend obligatoire, pour l'un des pilotes, la possession d'une licence d'officier mécanicien navigant ou d'ingénieur navigant) : rejeté (p. 2846).

Article 14 *(dispositions organisant la fouille des personnes et des biens) :*

- *son* amendement n° 3 (supprime les policiers et gendarmes auxiliaires de la liste des personnes habilitées à la visite des personnes) : rejeté (p. 2847) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2848).

Après l'article 18 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 4 de M. Michel Voisin (vise à réprimer l'état d'ivresse manifeste ou l'état alcoolique dont pourrait se rendre responsable un membre du personnel navigant) (p. 2849).

Explications de vote :

Déréglementation des transports aériens (p. 2850).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [6 novembre 1989] :

Affaires étrangères :

- désarmement (p. 4620, 4621) ;

- O.T.A.N (p. 4620) ;

- pacifisme (p. 4620) ;

- situation internationale (incertitudes) (p. 4620, 4621) ;

- surarmement (p. 4620).

Armes chimiques (p. 4621).

Armes nucléaires (généralités) : expérimentations nucléaires (p. 4621).

Armes nucléaires préstratégiques : missile Hadès (p. 4621).

Crédits militaires :

- comparaisons internationales (p. 4620) ;

- crédits de fonctionnement (titre III) (p. 4621) ;

- crédits d'équipement (titre V) (p. 4621) ;

- proposition du groupe communiste (réduction de 40 milliards de F) (p. 4621).

Dissuasion (doctrine ; notion de suffisance) (p. 4620).

Industries d'armement :

- complexe « militaro-industriel » (p. 4620) ;

- Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) (p. 4620) ;

- ventes d'armes (p. 4620).

Personnels militaires :

- condition militaire (indemnité pour charges militaires, grille indiciaire, rémunérations) (p. 4621) ;

- malaise (p. 4622).

Services du Premier ministre : Environnement. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Généralités (p. 4731).

Coopération internationale (p. 4731).

Crédits (montant, évolution, répartition) (p. 4731).

Eau : agences de bassin (p. 4731).

Risques technologiques (p. 4731).

Vote contre du groupe communiste (p. 4731).

Industrie et aménagement du territoire : Industrie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1989] :

Commerce extérieur : solde industriel (p. 4820).

Energie :

- charbonnages de France (p. 4821) ;

- commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) (p. 4821) ;

- économies d'énergie (p. 4821).

Entreprises industrielles :

- bénéfices (évolution) (p. 4820) ;

- emploi (p. 4820) ;

- personnel (p. 4820, 4821) ;

- politique industrielle (p. 4820, 4821) ;

- salaires (évolution) (p. 4821).

Spéculation financière et boursière (p. 4820, 4821).

Intention de vote contre du groupe communiste (p. 4821).

Questions :

Entreprises industrielles : production industrielle en Ile-de-France (p. 4839).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Après l'article 68 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 159 du Gouvernement (institue un crédit d'impôt pour les entreprises procédant à une réduction de la durée du travail en maintenant ou en accroissant la durée d'utilisation des équipements) (p. 5302).

Crédits et dispositions précédemment réservés :

Défense :

Article 39 *(mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires) :*

- *son* amendement n° 63 (réduit les autorisations de programme et les crédits de paiement) : vote réservé (p. 5324) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 novembre 1989] (p. 5325).

Armement chimique (p. 5324) ;

- *son* amendement n° 64 (réduit les autorisations de programme et les crédits de paiement) (p. 5324) : vote réservé ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 novembre 1989] (p. 5325).

Armement nucléaire tactique (p. 5324, 5325) ;

- *ses* amendements n° 65 corrigé, 66, 67, 68 et 69 (réduisent les autorisations de programme et les crédits de paiement) : votes réservés ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 novembre 1989] (p. 5325).

- Motion de censure déposée par MM. Charles Millon, Bernard Pons, Pierre Méhaignerie et 113 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution le 17 novembre 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [20 novembre 1989] :

Communautés européennes :

- intégration politique et militaire (p. 5399) ;

- marché unique (p. 5399).

Défense (p. 5399).

Emploi (p. 5398, 5399).

Entreprises :

- impôts et taxes (p. 5399) ;

- profits (p. 5398).

Europe de l'Est :

- généralités (p. 5400, 5401) ;

- politique française (p. 5398).

Fonction publique : pouvoir d'achat (p. 5399).

Gouvernement : engagement de responsabilité (art. 49, alinéa 3 de la Constitution) (p. 5398).

Partis politiques :

- opposition (p. 5399, 5400) ;

- parti communiste (attitude à l'égard du principe de la censure) (p. 5399, 5400).

Politique économique : salaires (et S.M.I.C.) (p. 5398).

Ne vote pas la censure (p. 5400).

- Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise au traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954 (ensemble une annexe) (n° 993).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 novembre 1989] :

Commission de la défense nationale (position sur le texte) (p. 5709).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Article 21 *(reconduction du prélèvement social de 1 p. 100 et de la contribution de 0,4 p. 100 sur les revenus) :*

- *soutient* l'amendement n° 29 de M. Fabien Thiémé (supprime la contribution de 0,4 p. 100 sur les revenus) : vote réservé (p. 5928) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [6 décembre 1989] (p. 6011).

Sécurité sociale (financement) (p. 5927).

Article 28 précédemment réservé *(création d'une taxe sur la surface des bureaux de la région d'Ile-de-France) :*

- *soutient* l'amendement n° 32 rectifié de M. Fabien Thiémé (exonère les administrations publiques et assujettit les grandes surfaces commerciales) (p. 5963) : vote réservé (p. 5965) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [6 décembre 1989] (p. 6011).

- Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T) (n° 984).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1989] :

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) :

- personnels :

- droits et options offertes (p. 6206)

- effectifs (p. 6206) ;

- plan de charge (marché intérieur et marché mondial) (p. 6206) ;

- statut (société nationale) : concertation préalable et protocole d'accord (p. 6206).

Indépendance nationale (p. 6205, 6206)

Patrimoine public (p. 6205).

Vote contre du groupe communiste (p. 6206).

- Projet de loi relatif au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (n° 1024).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne :

- effectifs et recrutement (p. 6300) ;

- missions (p. 6300) ;

- rémunérations et primes (p. 6300) ;

- statut (p. 6300).

Transport aérien :

- Communautés européennes (déréglementation du transport aérien) (p. 6300) ;

- sécurité (p. 6299, 6300).

- Projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Communautés européennes (protection sociale ; prévoyance complémentaire) (p. 6324).

Prévoyance complémentaire : organismes de prévoyance :

- assurances (p. 6324, 6325).

- profit des organismes (p. 6326).

- mutualité :

- généralités (p. 6324).

- réserves financières (p. 6324).

Sécurité sociale :

- dépenses de santé (maîtrise) (p. 6324) ;

- protection sociale obligatoire (p. 6324) ;

- solidarité (principe) (p. 6323).

Discussion des articles [11 et 13 décembre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 35 de M. Georges Hage (donne aux mutuelles l'exclusivité de la protection sociale complémentaire) : rejeté au scrutin public (p. 6327).

Article 1er *(champ d'application du titre Ier) :*

- *soutient* l'amendement n° 37 de M. Georges Hage (exclut les compagnies d'assurances du domaine de la santé et de la prévoyance complémentaire) : rejeté (p. 6329).

Article 2 *(obligation de prise en charge des états pathologiques antérieurs dans le cadre des opérations collectives à adhésion obligatoire) :*

- *soutient* l'amendement n° 40 de M. Georges Hage (tend à supprimer du champ de la garantie les garanties collectives mises en place à la suite d'une décision unilatérale de l'employeur) (p. 6329) : rejeté (p. 6330).

Article 4 *(maintien d'une couverture complémentaire au profit des salariés et des ayants droit) :*

- *soutient* l'amendement n° 43 de M. Georges Hage (rend systématique le maintien sans condition de l'intégralité de la couverture prévue au contrat ou à la convention au profit des anciens salariés, de leurs ayants droit ou des personnes assurées du chef d'un salarié décédé) (p. 6331) : rejeté (p. 6332).

Après l'article 7 *bis* :

- *son* amendement n° 67 soutenu par M. Georges Hage (établit le principe de réinvestissement des fonds sociaux résultant des opérations de prévoyance dans des actions permettant d'améliorer la santé des personnes assurées) : rejeté au scrutin public (p. 6433).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 décembre 1989] :

Aménagement du territoire : Ile-de-France (et taxe sur les bureaux) (p. 6934).

Collectivités locales : autonomie (p. 6934).

Parlement : Assemblée nationale : article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 6934).

Vote contre du groupe communiste (p. 6934).

Lecture définitive [22 décembre 1989] :

Vote contre du groupe communiste (p. 7019).

LEFRANC (Bernard)

Député de l'Aisne

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

LE GARREC (Jean)

Député du Nord

(18e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542) [7 avril 1989] (p. 94).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p. 6848).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 2 juin 1989] (p. 6888).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (économie, finances et budget : Secteur public) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15550).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 542) modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des **privatisations (n° 556)** [6 avril 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des **privatisations (n° 713)** [1er juin 1989].

Rapport en nouvelle lecture, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 711) rejeté par le Sénat, modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des **privatisations (n° 723)** [1er juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en vue de la lecture définitive, sur le projet de loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des **privatisations (n° 745)** [13 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 11 : **économie, finances et budget : secteur public (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Situation en Chine :** répression ; initiatives européennes ; gel des relations diplomatiques ; envoi d'une délégation du Bureau de l'Assemblée nationale ; étudiants chinois en France [14 juin 1989] (p. 2119).

- **Conflit des agents des finances :** grève ; agents des finances ; grille des salaires ; négociations [18 octobre 1989] (p. 3682).

à un ministre :

- **Fonctionnaires et agents publics** [6 avril 1989] :

E.N.A. : projet de réforme (p. 71).

- **Recherche** [13 avril 1989] :

Plan (IXe) (p. 173).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant la loi du 6 août 1988 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542).

Rapporteur.

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [13 avril 1989] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Pons (Bernard)* (p. 184).

Principaux thèmes développés :

Constitutionnalité du texte : rétroactivité (et non rétroactivité de la loi) (p. 184).

Contrats (pactes d'actionnaires) (p. 176).

Economie mixte (p. 176, 177).

Nationalisations : bilan (p. 176).

Président de la République (engagements) (p. 175).

Prises de participations (déclaration et autorisation de celles portant à 10 p. 100 ou plus les participations au capital d'une société privatisée) (p. 176).

Privatisations :

- commission d'enquête parlementaire (p. 175) ;

- constitution des noyaux durs (p. 175, 176).

Discussion de l'article unique [13 avril 1989] :

Avant l'article unique :

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Fabien Thiémé (modification de la composition du conseil d'administration ou de surveillance des entreprises du secteur public) (p. 206) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Brard (interdiction de procéder à de nouvelles privatisations) (p. 206).

Financement et « respiration » du secteur public (p. 207) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la Société générale, de Paribas et de Suez de la liste annexée à l'article 4 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986) (p. 207) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Brard (abrogation de la loi 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations) (p. 208) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Fabien Thiémé (abrogation des articles 158 bis, 158 *ter* et 209 *bis* du code général des impôts ; recentrage des activités de la Caisse des dépôts au profit des offices d'H.L.M. et des collectivités territoriales) (p. 209).

Article unique *(liberté de cession des actions des sociétés privatisées mais possibilité pour le ministre chargé de l'économie de s'opposer à toute cession ayant pour effet de porter à plus de 10 p. 100 du capital la participation d'une ou plusieurs personnes agissant de concert)* :

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (substitution du terme « acquisitions » au terme « cessions ») : adopté (p. 209) ;

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (motivation obligatoire en cas d'opposition du ministre) : adopté (p. 209).

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (calcul du seuil de 10 p. 100 en droits de vote) : adopté (p. 210) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (liberté des cessions et des pactes) : adopté (p. 210).

Pactes d'actionnaires : dépôt à la Commission des opérations de bourse (p. 210) ;

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (dépôt d'un rapport annuel informant le Parlement de l'application de la loi) (p. 210) : adopté (p. 211) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 211).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 juin 1989] :

Constitutionnalité du texte (p. 1733, 1737, 1738).

Contats (pactes d'actionnaires) (p. 1733, 1734).

Nationalisations « rampantes » (p. 1733).

Président de la République (engagements) (p. 1734).

Prises de participations (déclaration et autorisation des prises de participation portant à 10 p. 100 ou plus les participations au capital d'une société privatisée) (p. 1733, 1734, 1738).

Privatisations (constitution des noyaux durs) (p. 1733, 1734).

Sociétés privatisées :

- place et rôle des actionnaires publics (p. 1733) ;

- spécificité (p. 1738).

Troisième lecture :

Principaux thèmes avant la discussion de l'article unique [13 juin 1989] :

Contrats (pactes d'actionnaires) (p. 2064).

Prises de participations (déclaration et autorisation des prises de participation portant à 10 p. 100 ou plus les participations au capital d'une société privatisée) (p. 2064).

Sénat (position) (p. 2064).

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Première lecture :

Discussion des articles [19 avril 1989] :

Article 13 *(modalités de calcul des franchissements de seuils ; droits de vote substitués aux actions et action de concert)* :

- *son* amendement n° 88 rectifié (transmission à la C.O.B. des pactes d'actionnaires qui comportent des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions) (p. 297, 298, 299) : adopté (p. 300).

- Projet de loi approuvant le X^e Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [25 avril 1989] :

- *défavorable* à la question préalable opposée par M. Hervé de Charette (p. 405).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire : contrats de plan Etat-région (p. 404).

Communautés européennes : fiscalité (harmonisation ; retenue à la source) (p. 406).

Plan :

- planification (techniques ; absence de chiffrage du Plan) (p. 406) ;

- IX^e Plan (p. 405) ;

- procédure d'élaboration (non application de la loi du 29 juillet 1982) (p. 404, 405).

Secteur public : nationalisations de 1982 (p. 402).

Services publics (modernisation (p. 406).

Discussion des articles [26 avril 1989] :

Avant l'article unique :

- *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. Hervé de Charette (abrogation de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification) (p. 454, 455) ;

- Rappel au règlement : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et utilisation de la procédure de la lettre rectificative pour le vote du Plan (p. 455) ;

observations sur le rappel au règlement de : Barnier (Michel) (p. 457).

Article unique *(portant approbation du X^e Plan)* :

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (modifie le partage social des fruits de la croissance dans un sens - favorable aux salariés) (p. 478, 479) : vote réservé (p. 479) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Hervé de Charette (affirme la nécessité de reprendre la politique de privatisation des entreprises publiques) (p. 489, 490) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Edmond Alphandéry (prévoit que les entreprises publiques seront autorisées à émettre dans le public des actions avec droit de vote) (p. 493).

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Conversion des salariés : droit à la conversion (p. 1194).

Emploi (généralités) :

- bassins d'emploi (observatoires sur l'emploi et la formation) (p. 1194) ;

- emploi précaire (contrats à durée déterminée ; intérim ; S.I.V.P) (p. 1194) ;

- entreprises (p. 1194) ;

- formation professionnelle (p. 1194) ;

- mutations techniques (p. 1193, 1194).

Emploi dans l'entreprise (maintien, prévention du licenciement) :

- gestion préventive de l'emploi (p. 1195) ;

- groupements de prévention agréés (p. 1195).

Licenciement :

- garanties individuelles des salariés :

- assistance du salarié licencié par une personne extérieure à l'entreprise (p. 1194).

Discussion des articles [25 mai 1989] :

Article 1^er *(rôle du comité d'entreprise dans la gestion préventive de l'emploi)* :

- *favorable* à l'amendement n° 68 de M. Michel Coffineau (actions de prévention en faveur des salariés âgés particulièrement sensibles à l'évolution économique ou technologique) (p. 1229).

Après l'article 1er :

- *favorable* à l'amendement n° 72 de M. Michel Coffineau (intégre l'évolution et les prévisions annuelles ou pluriannuelles de l'emploi dans la liste des éléments examinés lors de la négociation salariale annuelle de branche) (p. 1231).

Article 4 *(généralisation de la contribution exceptionnelle versée lors d'un licenciement de salariés âgés ; « cotisation Delalande ») :*

- *défavorable* à l'amendement n° 94 de M. Jean-Pierre Philibert (exclut le versement de la cotisation pour le licenciement des personnes embauchées aprés cinquante-cinq ans) (p. 1242).

Aprés l'article 5 :

- *favorable* à l'amendement n° 115 du Gouvernement (institue un crédit d'impôt en faveur des groupements de prévention) (p. 1244).

Article 7 *(rôle de l'administration) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Philibert (possibilité pour l'autorité administrative de proposer des modifications au plan social ; chiffrage au coût de ses propositions) (p. 1253).

Article 18 *(principe selon lequel le doute du juge profite au salarié) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Jean-Jacques Jegou (de suppression) (p. 1270) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Jean-Yves Chamard (de suppression) (p. 1270) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 98 de M. Jean-Pierre Philibert (de suppression) (p. 1270).

Article 19 *(extension de l'obligation d'entretien préalable) :*

- *favorable* à l'amendement n° 80 rectifié de M. Michel Coffineau (ouvre la possibilité pour le salarié de se faire assister par une personne extérieure à l'entreprise) (p. 1277).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 665).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 95 corrigé de M. Pierre Mazeaud (remplace l'obtention de plein droit de la carte de séjour au jeune étranger entre 18 et 19 ans par la faculté d'obtention) (p. 1487).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 886).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 14 *(rôle des agents, techniciens, ouvriers et personnels de service (A.T.O.S.) :*

- *ses observations* (p. 2014) ;

- *soutient* l'amendement n° 112 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle des A.T.O.S. pour l'accueil, le cadre de vie, la restauration et la protection sanitaire) : adopté (p. 2015).

Article 15 *(plan de recrutement des enseignants) :*

- *favorable* (p. 2016).

Article 23 *(évaluation du système éducatif) :*

- *ses observations* (p. 2041).

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés [19 juin 1989] :

- *ses observations* sur la question préalable opposée par : *Aubert (François d')* (p. 2295).

Chaînes publiques :

- coordination d'Antenne 2 et de F.R. 3 (p. 2285) ;

- crise du secteur public audiovisuel (p. 2295) ;

- présidents des chaînes : présidence commune pour Antenne 2 et F.R. 3 (p. 2295, 2296).

- Rappel au règlement : gréves de fonctionnaires ; revalorisation des traitements [2 octobre 1989] (p. 2981).

- Projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 octobre 1989] :

Contrat de retour à l'emploi : nature et forme (p. 3574).

Contrat emploi-solidarité : nature et forme (p. 3574).

Discussion des articles [13 octobre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint (tend à porter le S.M.I.C. à 6 500 francs et à en indexer le montant sur les prix) (p. 3577).

Gréves (salariés de Peugeot et fonctionnaires) (p. 3577).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Aménagement du territoire (p. 3666).

Commerce extérieur (p. 3665).

Emploi (p. 3665).

Entreprises : investissements (p. 3665).

Fonction publique : conflit social aux finances (p. 3666).

Impôt sur les sociétés (p. 3665).

Politique économique : croissance (et partage) (p. 3665).

Secteur public : dotations en capital aux entreprises publiques et acquisitions réalisées par elles (p. 3665).

Deuxième partie :

Justice. - *Questions* [15 novembre 1989] :

Remplacé par : *Pezet (Michel) :* fonctionnement de la justice : comité de probation (p. 5169)

Economie, finances et budget : Charges communes. - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Budget annexe de l'Imprimerie nationale. - Budget annexe des Monnaies et médailles. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [15 novembre 1989] :

Assurances (projet de loi) (p. 5182).

Secteur public - Entreprises publiques :

- acquisitions et prises de participation (p. 5182) ;

- dividendes versés à l'Etat (p. 5182) ;

- électronique et informatique (Thomson et Bull) (p. 5182, 5183) ;

- endettement (en niveau et par rapport aux fonds propres) (p. 5183, 5184) ;

- financement :

- appel au marché financier (p. 5183).

- dotations en capital (p. 5182) ;

- gestion sociale (p. 5183) ;

- « mariages » dans le secteur public (p. 5183) ;

- Ministère de l'économie et des finances (tutelle et commission interministérielle de coordination des salaires) (p. 5183) ;

- nationalisations (bilan) (p. 5182).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989]

Chômage : niveau (p. 6279).

Contrats de travail :

- accords collectifs (p. 6281) ;

- contrats à durée déterminée (p. 6280) ;

- contrats de retour à l'emploi (C.R.E.) (p. 6280).

Durée du temps de travail :

- durée du travail (p. 6280)

- heures supplémentaires (repos compensateur) :

- petites entreprises (p. 6280)

- régime (p. 6280) ;

- temps de travail :

- aménagement du temps de travail et utilisation des équipements (p. 6280).

Durée du temps de travail :

- heures supplémentaires (repos compensateur) :

- régime (p. 6280).

Entreprises : sous-traitance (p. 6280).

Licenciement individuel (possibilité pour le salarié de se faire assister par un conseiller) (p. 6280).

Politique économique et sociale :

- protection sociale (déficit) (p. 6279, 6280) ;

- reprise économique (p. 6278).

Travail :

- travail précaire (proposition de loi du groupe socialiste) (p. 6280) ;

- travail temporaire (p. 6280).

Discussion des articles [11 décembre 1989] :

Article 1er *(doublement du repos compensateur de 50 p. 100 dans les entreprises de plus de dix salariés) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 9 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (ouvre la possibilité d'appliquer un repos compensateur de 100 p. 100 aux seules heures supplémentaires effectuées au delà du seuil fixé par voie conventionnelle, quand celui-ci est supérieur au contingent réglementaire) (p. 6286) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 17 de M. Jean Laurain (prévoit que l'application du repos compensateur à 100 p. 100 au delà des contingents conventionnels se fait dans les branches ou entreprises qui procèdent à un examen négocié dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire du niveau et de la nature des emplois) à l'amendement n° 9 (p. 6286).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 décembre 1989] :

Après l'article 26 :

- *son* amendement n° 2 soutenu par M. François Hollande (accorde le bénéfice du fonds de compensation de la T.V.A aux collectivités locales ayant effectué des travaux pour le compte de l'Etat avant le 1er mars 1989) : retiré (p. 6950).

LEGRAS (Philippe)

Député de la Haute-Saône

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à exonérer, pendant trois ans, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, les **exploitations agricoles** ayant fait l'objet d'un changement d'exploitant à la suite d'une cession **(n° 771)** [14 juin 1989].

Proposition de loi tendant à modifier le livre V du code de la construction et de l'habitation afin deprévoir des mesures concernant les **bâtiments en ruine (n° 772)** [14 juin 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Remise de la dette des trente-cinq pays les plus endettés : relations financières ; droits du Parlement ; processus de prise de la décision [31 mai 1989] (p. 1414).

- Convention médicale : médecins ; qualité des soins [29 novembre 1989] (p. 5703, 5704).

à un ministre :

- Agriculture [1er juin 1989] :

Zones défavorisées (p. 1465).

orales sans débat :

- n° 144 posée le 27 juin 1989 : **gendarmerie (fonctionnement)** (p. 2559). Appelée le 30 juin 1989 : zones rurales (p. 2669, 2670, 2671, 2672).

LEGROS (Auguste)

Député de la Réunion

(1re circonscription)

Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre à l' **Outre-mer l'assurance pour catastrophes naturelles (n° 653)** [10 mai 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Remplacé par M. Jean Tibéri : Départements d'outre-mer : logement social (p. 4339).

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Départements et territoires d'outre-mer : La Réunion : généralités (p. 4789).

Ministère des départements et territoires d'outre-mer :

- crédits : niveau (p. 4789) ;

- modernisation des services (p. 4789).

Politique économique : Fonds d'intervention dans les départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 4789).

Politique sociale :

- logement (ligne budgétaire unique - L.B.U.) (p. 4790) ;

- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 4790).

LE GUEN (Jean-Marie)

Député de Paris

(9e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 16 décembre 1989] (p. 15660).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 978), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, renforçant les **garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 1057)** [6 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les **garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 1102)** [14 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Libertés dans le monde : défense ; Chine ; Pologne ; C.E.E. ; rôle de la France [7 juin 1989] (p. 1812, 1813).

- Convention médicale : conventions avec les praticiens ; médecins ; secteur II ; échec des négociations ; préservation du système de prise en charge des soins ; taux de remboursement ; objectifs du gouvernement ; convention spécifique aux médecins généralistes [13 décembre 1989] (p. 6454, 6455).

orales sans débat :

- n° 136 posée le 13 juin 1989 : **enfants (garde des enfants : Paris) :** crèches ; fonctionnement (p. 2083). Retirée le 15 juin 1989.

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à l'information et la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales (n° 326).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 mai 1989] :

Après l'article 7 *ter* :

- *son* amendement n° 41 (établissement d'une période transitoire pour les contrats de location soumis à la loi du 23 décembre 1986, ayant fait l'objet d'une proposition de nouveau loyer) : retiré (p. 1037).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Article 1er *(droit au logement) :*

Favorable (p. 1080).

Article 18 *(régime des loyers de droit commun) :*

Favorable (p. 1110).

Avant l'article 25 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 26 de M. Daniel Le Meur (évite le déplafonnement des loyers des logements financés par le Crédit foncier de France ou la Caisse centrale de coopération économique) (p. 1134).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Discussion des articles [2 et 3 juin 1989] :

Article 12 *(catégorie d'étrangers protégés contre une mesure d'expulsion) :*

- Rappel au règlement : regrette les propos des députés de l'opposition sur les travaux de M. Laroque (p. 1626).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité, santé et protection sociale. - *Questions* [10 novembre 1989] :

Professions médicales : médecine libérale (conventionnement) (p. 4964).

Santé publique : Sida (p. 4965).

- Projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer (n° 1009).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1989] :

Délinquance (prévention) :

- agglomération parisienne (coordination des moyens) (p. 6307) ;

- insécurité (p. 6306).

Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.) : commerces (politique d'implantation) (p. 6306).

- Projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Prévoyance complémentaire :

- généralités :

- niveau (développement) (p. 6315).

- rapport Gisserot (p. 6315)

- assurés :

- états pathologiques survenus antérieurement (p. 6316).

- garanties offertes (p. 6316)

- possibilité pour les assurés de garder la couverture d'une assurance complémentaire au départ de l'entreprise (p. 6316) ;

- contrats :

- clauses (p. 6316).

- sélection des risques (p. 6315, 6316) ;

- organismes de prévoyance :

- dispositions communes aux assurances et aux mutuelles :

- contrôle des organismes (p. 6316).

Sécurité sociale :

- protection sociale obligatoire (p. 6315).

Discussion des articles [11 et 13 décembre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Georges Hage (donne aux mutuelles l'exclusivité de la protection sociale complémentaire) (p. 6327).

Article 1er *(champ d'application du titre Ier) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (affirme le monopole des organismes désignés à cet article pour la prévoyance complémentaire - compagnies d'assurances, mutuelles, organismes de sécurité sociale ; institutions rurales - et introduit la notion de prévention dans l'acte de prévoyance) (p. 6328) : adopté après modifications (p. 6329).

Article 2 *(obligation de prise en charge des états pathologiques antérieurs dans le cadre des opérations collectives à adhésion obligatoire) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Georges Hage (tend à supprimer du champ de la garantie les garanties collectives mises en place à la suite d'une décision unilatérale de l'employeur) (p. 6329)

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (interdit la sélection des risques médicaux dans les contrats de prévoyance collective à adhésion obligatoire et couvrant les risques maladie, maternité et accident) : adopté après modifications (p. 6330).

Après l'article 2 :

- *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Georges Hage (renforce le rôle des institutions représentatives du personnel et pose le principe d'une participation financière de l'employeur égalant au moins 60 p. 100 de la cotisation ou de la prime relative à la couverture complémentaire des salariés concernés) (p. 6330).

Article 3 *(conditions de prise en charge des états pathologiques antérieurs dans le cadre des opérations individuelles ou collectives facultatives) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Georges Hage (généralise le bénéfice de la prise en charge de tous les contrats, accords ou conventions établissant une garantie complémentaire) (p. 6331).

- *son* amendement n° 56 (substitue la notion de maladie à celle d'état pathologique) : adopté (p. 6331).

Article 4 *(maintien d'une couverture complémentaire au profit des salariés et des ayants droit) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Georges Hage (rend systématique le maintien sans condition de l'intégralité de la couverture prévue au contrat ou à la convention au profit des anciens salariés, de leurs ayants droit ou des personnes assurées du chef d'un salarié décédé) (p. 6331) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (allonge le délai pendant lequel un ancien salarié ou un ayant droit d'un salarié décédé peut demander à bénéficier du maintien de la couverture complémentaire prévue à cet article) : adopté (p. 6332) ;

- *favorable* à l'amendement n° 70 de M. Gilles de Robien (plafonne les majorations des tarifs applicables aux anciens salariés ou ayants droit) (p. 6332, 6333, 6334).

Transferts actifs - inactifs (p. 6333, 6334) :

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (plafonne les majorations des tarifs applicables aux anciens salariés ou ayants droit) (p. 6332) : satisfait (p. 6334).

Après l'article 4 :

- *son* amendement n° 57 (donne aux salariés couverts par un contrat collectif de prévoyance la possibilité, en cas de rupture de ce contrat, de bénéficier à titre individuel des mêmes garanties) (p. 6334) : adopté (p. 6335).

Article 5 *(garantie viagère) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (réduit à deux ans la période probatoire pour apprécier les risques individuels) : adopté (p. 6426) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 71 de M. Gilles de Robien (maintient les garanties décès et chômage jusqu'à la cessation d'activité) (p. 6427) ;

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 6426) : devenu sans objet (p. 6427) ;

- *son* amendement n° 58 (maintient la garantie décès jusqu'à la cessation d'activité) : adopté (p. 6427) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (inclut dans le champ de la garantie viagère les anciens salariés bénéficiant du maintien individuel de la couverture complémentaire) : adopté (p. 6427).

Article 6 *(maintien des prestations échelonnées en cours en cas de rupture du contrat) :*

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6427) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Georges Hage (exonère les organismes non lucratifs de l'obligation de provisionnement des engagements couvrant les risques décès, incapacité de travail et invalidité) (p. 6428) ;

- *son* amendement n° 59 (adapte l'obligation de provisionnement aux organismes ayant une large base démographique et pouvant fonctionner sur une quasi répartition) (p. 6428) : retiré (p. 6429).

Après l'article 6 :

- *son* amendement n° 60 soutenu par M. Michel Meylan (prévoit que lorsque des assurés sont garantis collectivement, le souscripteur est, pour l'exécution du contrat, réputé agir à l'égard de l'assuré pour le compte de l'organisme qui délivre sa garantie) : adopté après modifications (p. 6429) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 73 de M. Michel Meylan (de rectification) à l'amendement n° 60 (p. 6429).

Article 7 *bis* *(dispositions d'ordre public) :*

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (précise que l'article 4 est applicable même si le contrat est régi par une loi étrangère) : adopté (p. 6430).

Après l'article 7 *bis* :

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (confirme la jurisprudence de la Cour de cassation qui dénie toute valeur obligatoire aux systèmes de prévoyance complémentaire créés par une décision unilatérale de l'employeur pour les salariés déjà en place) (p. 6430) : adopté (p. 6431) ;

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (améliore l'information des personnes bénéficiant d'une prévoyance complémentaire collective) : adopté après modifications (p. 6431) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 74 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit une information en cas de modification des garanties) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 6431) ;

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (précise que le pouvoir de proposition du comité d'entreprise concerne aussi la prévoyance complémentaire) : adopté (p. 6431) ;

- *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (prévoit l'information et la consultation du comité d'entreprise sur les questions relatives à la prévoyance complémentaire) (p. 6431) : adopté après modifications (p. 6432) ;

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (oblige les employeurs à la communication annuelle des bilans financiers des contrats ou des conventions de prévoyance collective) : adopté (p. 6432) ;

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (permet aux institutions représentatives du personnel d'obtenir communication du rapport sur les comptes de la convention ou du contrat collectif de prévoyance) : adopté (p. 6432).

Article 8 *(commission de contrôle des institutions de retraite ou de prévoyance complémentaire) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 46 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 6434).

Article L. 732-12 du code de la sécurité sociale (composition de la commission de contrôle) :

- *soutient* l'amendement n° 16 rectifié de la commission (précise que la commission comprendra deux membres choisis à raison de leurs compétences, l'un dans le secteur de la mutualité, l'autre dans celui de la prévoyance complémentaire) : adopté (p. 6435) ;

- *soutient* l'amendement n° 17 corrigé de la commission (prévoit que le directeur de la sécurité sociale est membre à part entière de la commission) : adopté (p. 6435).

Article L. 732-13 du code de la sécurité sociale (modalités de contrôle) :

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6435).

Article L. 732-18 du code de la sécurité sociale (pouvoirs de mise en demeure et d'injonction) :

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commision (rédactionnel) : adopté (p. 6435).

Article L. 732-19 du code de la sécurité sociale (sanctions disciplinaires et recours) :

- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (précise que les décisions de la commission de contrôle sont susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat) : adopté (p. 6435).

Article L. 732-20 du code de la sécurité sociale (coordination des contrôles) :

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (de cohérence) (p. 6435) : adopté (p. 6436).

Article 9 *(compétence de la commission de contrôle à l'égard des mutuelles)*

- *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (de précision) : adopté (p. 6436).

Article 10 *(missions et modalités de contrôle de la commission à l'égard des mutuelles) :*

Article L. 531-1-2 du code de la mutualité (modalités de contrôle) :

- *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (de précision) : adopté (p. 6436).

Article L. 531-1-4 du code de la mutualité (droit d'information auprès des commissaires aux comptes) :

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (de rectification) : adopté (p. 6437).

Article L. 531-1-5 du code de la mutualité (extension du contrôle aux organismes dont peuvent dépendre les mutuelles) :

- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6437).

Article 13 *(procédure et recours contre les décisions de la commission) :*

- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6438).

Article 15 *(régimes complémentaires de retraite ou de prévoyance des salariés) :*

- *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (de clarification) : adopté (p. 6438).

Article 16 *(création des institutions de retraite ou de prévoyance complémentaire) :*

- *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6439) ;

- *soutient* l'amendement n° 29 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6439).

Article 17 *(fonctionnement des institutions de retraite ou de prévoyance complémentaire) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 65 du Gouvernement (réunit en une seule section du code de la sécurité sociale les règles de fonctionnement et le régime financier et comptable des institutions) (p. 6440).

Amendement (dépôt tardif) (p. 6440).

Article 20 *(adaptation du code de la mutualité) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 54 de M. Georges Hage (exclut les mutuelles gérant un régime obligatoire de sécurité sociale du champ d'application du code de la mutualité) (p. 6441).

Amendement n° 30 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6441).

Article 21 *(modalités d'entrée en vigueur du titre Ier) :*

- *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6442) ;

- *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6442) ;

- *son* amendement n° 61 (allonge de sept à dix ans la durée de la période transitoire) : retiré (p. 6442) ;

- *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (de clarification) : adopté (p. 6442) ;

- *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (de précision) : adopté (p. 6442).

Explications de vote :

Prévoyance complémentaire (assurés : garanties) (p. 6443).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [15 décembre 1989] :

Commission mixte paritaire : accord (p. 6676, 6677).

Prévoyance complémentaire :

- assurés : prestations versées (maintien du niveau acquis en cas de rupture du contrat) (p. 6677) ;

- contrats : entreprises (intervention des partenaires sociaux avant la conclusion des contrats) (p. 6677).

Retraites (indexation) (p. 6679).

- Rappel au règlement : introduction d'une disposition sur le conventionnement des médecins séparant généralistes et spécialistes dans le projet de loi sur la sécurité sociale et la santé ; syndicats de médecins [15 décembre 1989] (p. 6687).

- Motion de censure déposée par MM. Bernard Pons, Pierre Méhaignerie, Charles Millon et 118 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 19 décembre 1989.

Discussion [21 décembre 1989] :

Gouvernement :

- article 49-3 de la Constitution (utilisation) (p. 6996) ;

- motion de censure (p. 6995).

Partis politiques (unité de l'opposition) (p. 6995).

Professions médicales :

- conventionnement (séparation des médecins généralistes et des spécialistes) (p. 6996, 6997, 6998) ;

- honoraires (p. 6997) ;

- hôpitaux (secteur privé) (p. 6996).

Sécurité sociale :

- dépenses de santé (maîtrise) (p. 6987)

- financement (p. 6998) ;

- protection sociale (assurances privées) (p. 6997).

Soutien du groupe socialiste au Gouvernement (p. 6998).

LEJEUNE (André)

Député de la Creuse

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Jeunes agriculteurs en zones défavorisées (installation) (p. 4218).

Prime à la vache allaitante aux troupeaux mixtes (p. 4218).

LE MEUR (Daniel)

Député de l'Aisne

(2e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés **anciens combattants en Afrique du Nord (n° 567)** [18 avril 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618).

Premlère lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 mai 1989] :

Accidents de la route (statistiques) (p. 748).

Alcoolisme au volant (lutte) (p. 748).

Amendes forfaitaires (p. 748).

Automobiles (contrôle technique ; amélioration de la sécurité et de l'équipement) (p. 748, 749).

Automobilistes (éducation et formation) (p. 748, 749)à.

Commission « Giraudet » relative à la sécurité routière (propositions) (p. 748, 749).

Délits routiers (renforcement de la répression) (p. 748).

Information (automobilistes) (p. 749).

Permis de conduire à points (p. 748).

« Réagir » (opérations) (p. 748).

Réseau routier et autoroutier (amélioration et résorption des points noirs) (p. 748).

Sécurité routière (politique générale) (p. 748).

Vitesse (limitation) (p. 748).

Discussion des articles [11 mai 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* amendement n° 68 (établissement, chaque année, à l'initiative du Président du Conseil général, d'une liste départementale des lieux générateurs d'accidents graves) : rejeté (p. 774) ;

- *son* amendement n° 69 (contrôle technique des véhicules tous les cinq ans) (p. 774) : rejeté (p. 775) ;

- *son* amendement n° 70 (soumet la conduite des véhicules électriques à l'obtention du permis de conduire) : rejeté (p. 775) ;

- *son* amendement n° 71 (impose l'inscription, sur les ordonnances et les boîtes de médicaments, des effets des médicaments sur la conduite) : rejeté (p. 775) ;

- *son* amendement n° 67 : devenu sans objet (p. 775).

Article 10 *(institution et mécanisme du permis à points) :*

Article L. 11-1 du code de la route.

- *son* amendement n° 76 (impose que le contrevenant soit informé que le paiement de l'amende forfaitaire entraîne reconnaissance de l'infraction et réduction de son nombre de points) : rejeté (p. 782).

Article L. 11-5 du code de la route :

- *favorable* à l'amendement n° 55 de M. Francis Delattre (saisine de l'autorité judiciaire qui décide du retrait de permis) (p. 787) ;

- *favorable* à l'amendement n° 56 de M. Charles Fèvre (prévoit que la remise du permis de conduire au préfet donne lieu à injonction de l'autorité judiciaire et non de l'autorité administrative) (p. 787) ;

- *son* amendement n° 75 (suppression du permis pour une durée de trois mois et non d'un an) : retiré (p. 788).

Après l'article 14 :

- *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (impose l'installation d'un éthylotest dans tous les véhicules à partir du 1er janvier 1991) (p. 805) : retiré (p. 809) ;

- *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (impose l'installation d'un dispositif dans les véhicules avertissant le conducteur d'un dépassement de vitesse) : retiré (p. 809) ;

- *son* amendement n° 72 (impose que tout véhicule soit muni d'un extincteur à partir du 1er janvier 1990) : rejeté (p. 809).

Explications de vote :

Amendes forfaitaires (p. 816).

Loi de programmation pluriannuelle (mise en place) (p. 817).

Délits routiers (répression) (p. 816).

Permis de conduire à points (p. 816, 817).

Sécurité routière (politique générale) (p. 816, 817).

- Projet de loi relatif à l'information et la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales (n° 326).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 mai 1989] :

Article 2 *(modification de la loi de 1978 sur l'information et la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit) :*

- *son* amendement n° 32 soutenu par M. Roger Gouhier (suppression de la possibilité d'engager simultanément plusieurs offres préalables de crédit, prévue dans le paragraphe III *ter* de l'article) : rejeté (p. 1032).

Article 10 *(distinction entre certificats de qualification et résultats d'essais comparatifs) :*

- *son* amendement n° 38 soutenu par M. Roger Gouhier (rétablit l'article 10) : retiré (p. 1038).

Article 11 nouveau *(modification de la loi du 5 janvier 1988 relative aux actions en justice des associations agréées de consommateurs) :*

- *son* amendement n° 39 soutenu par M. Roger Gouhier (de suppression) : rejeté (p. 1038).

Article 12 nouveau *(nouvelle définition du taux d'intérêt légal) :*

- *son* amendement n° 40 soutenu par M. Roger Gouhier (de suppression) : rejeté (p. 1038).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Avant l'article 25 :

- *son* amendement n° 26 soutenu par M. Gilbert Millet (évite le déplafonnement des loyers des logements financés par le Crédit foncier de France ou la Caisse centrale de coopération économique) : rejeté (p. 1134).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 688).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 6 *(périodes de scolarité effectuées dans les entreprises et les administrations) :*

- *son* amendement n° 63 soutenu par M. Marcelin Berthelot (précise que les stages en entreprises se font à l'initiative des établissements scolaires et sous leur responsabilité) : adopté (p. 1987).

- Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165).

Troisième lecture :

Discussion des articles [14 juin 1989] :

Après l'article 8 :

- *son* amendement n° 19 rectifié soutenu par M. François Asensi (prévoit que la procédure d'extrême urgence ne peut être utilisée lorsque les expropriés sont plus de mille) : adopté (p. 2147).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788).

Première lecture :

Discussion des articles [26 juin 1989] :

Article 10 *(retenue des aéronefs) :*

- *son* amendement n° 18 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (substitution du mot « certificat » au mot « document ») : rejeté (p. 2521).

Article 18 *(dérogation au monopole du pavillon français sur les liaisons intérieures) :*

- *son* amendement n° 21 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 2526).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Article 3 *(commission nationale des structures agricoles) :*

- *son* sous-amendement n° 180 soutenu par M. Paul Lombard (étend aux organisations agricoles et à des pétitionnaires la possibilité de recours auprès de la commission nationale des structures) à l'amendement n° 64 de la commission (rétablit l'intervention de la commission nationale des structures en matière de schéma directeur) : rejeté (p. 2748).

Article 16 *bis* *(contrats d'exploitation de terres à vocation pastorale ou extensive) :*

- *son* amendement n° 183 soutenu par M. Paul Lombard (prévoit que les conventions pluriannuelles d'exploitation agricole et de pâturages sont conclues après avis de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux) : retiré (p. 2768).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre.

- *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1989] :

Anciens combattants et victimes de guerre :

- anciens combattants d'Afrique du Nord (statut) (p. 4143, 4144) ;

- service du travail obligatoire (S.T.O.) (p. 4144).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

- pensions d'invalidité (p. 4143) ;

- rapport constant (p. 4143, 4144).

Pensions de réversion : veuves, ascendants et orphelins (p. 4143).

Secrétariat d'Etat aux anciens combattants :

- crédits (p. 4143) ;

- Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) (p. 4143).

Vote des crédits réservés [16 novembre 1989] :

- *son* amendement n° 46 soutenu par M. Jean Tardito (de suppression) : vote réservé (p. 5320) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution [16 novembre 1989] (p. 5325).

Crédits et dispositions précédemment réservés [16 novembre 1989] :

Anciens combattants et victimes de guerre.

Article 69 *(réforme du mode de fixation de la valeur des points de pension militaire d'invalidité) :*

- *son* amendement n° 46 soutenu par M. Jean Tardito (de suppression) : vote réservé (p. 5320) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3 de la constitution [16 novembre 1989] (p. 5325).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Discussion des articles [14 et 18 décembre 1989] :

Article 2 *(procédure d'élaboration du plan départemental) :*

- *son* amendement n° 55 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (prévoit que le plan départemental est arrêté par le Conseil général) (p. 6519) : rejeté (p. 6523).

Après l'article 17 :

- *son* amendement n° 71 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (augmente l'impôt sur les sociétés de construction de logements) : rejeté (p. 6798).

LEMOINE (Georges)

Député de l'Eure-et-Loir

(1re circonscription)

Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Défense : gendarmerie) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733) [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14280).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur les **conditions de vie et de travail dans la Gendarmerie (n° 902)** [3 octobre 1989].

Avis fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome X : **défense : gendarmerie (n° 923)** [12 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 et 4 octobre 1989] :

Etat des relations internationales : désarmement (négociations) (p. 3060).

Gendarmerie et défense opérationnelle du territoire (p. 3059, 3060).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Défense . - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [6 novembre 1989] :

Gendarmerie :

- crédits (p. 4605) ;
- effectifs (p. 4605) ;
- malaise (p. 4604, 4605) ;
- retraités (p. 4605).

LENGAGNE (Guy)

Député du Pas-de-Calais

(5e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 18 octobre 1989] (p. 13018).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 793), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de **l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques** (EUMETSAT) **(n° 811)** [22 juin 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Communautés européennes [29 juin 1989] :

Europe de l'Est : échanges commerciaux avec la C.E.E. (p. 2611).

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT) (n° 793).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1989] :

Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques (EUMETSAT) (p. 2623, 2624).

Programme européen METEOSAT (participation de la France et des communautés européennes) (p. 2624).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Mer. - *Questions* [31 octobre 1989] :

Politique maritime (p. 4420).

Pêches maritimes : généralités (p. 4423).

Services du Premier ministre : Environnement. - *Questions* [8 novembre 1989] :

Protection de la nature : conservatoire du littoral (budget) (p. 4743).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 et 7 décembre1989] :

Ménages en difficulté : respect des familles (p. 6104, 6105).

Projet de loi (dispositions proposées) : commission départementale de conciliation :

- composition (p. 6105).
- fonctionnement et mission (p. 6104, 6105).

- Déclaration du Gouvernement sur les perspectives de la Communauté européenne après le Conseil européen de Strasbourg et débat sur cette déclaration (n° 1080).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Environnement (agence européenne de l'environnement) (p. 6415).

Europe sociale (charte sociale) (p. 6415).

Parlement européen (élaboration du droit communautaire) (p. 6415).

Parlement français (débat sur les questions européennes) (p. 6415).

Présidence française (bilan) (p. 6415, 6416).

LEONARD (Gérard)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

Contestation de son élection [3 avril 1989] (p. 7). Rejet de la requête [20 avril 1989] (p. 366).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 26 octobre 1989] (p. 13421).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 26 octobre 1989] (p. 13421).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la création d'un diplôme d'Etat de **thanatopracteur (n° 879)** [4 juillet 1989].

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 164 posée le 10 octobre 1989 : **S.N.C.F. (T.G.V.)** (p. 3368). Appelée le 13 octobre 1989 : T.G.V. Est ; financement (p. 3548).

LEONTIEFF (Alexandre)

Député de la Polynésie Française

(1re circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur de sa proposition de loi, relative à l'application des lois dans les territoires d'outre-mer (n° 586) [11 mai 1989] (p. 819).

Rapporteur de sa proposition de loi, tendant à homologuer des délibérations de l'Assemblée territoriale de Polynésie française (n° 587) [11 mai 1989] (p. 819).

Fin le 17 mai 1989 de sa mission temporaire auprés du Premier ministre [19 mai 1989] (p. 1014).

DEPOTS

Proposition de loi relative à **l'application des lois dans les territoires d'outre-mer (n° 586)** [18 avril 1989].

Proposition de loi tendant à homologuer des **délibérations de l'Assemblée territoriale de Polynésie française (n° 587)** [18 avril 1989].

QUESTIONS

orales sans débat :

- **n° 128** posée le 13 juin 1989 : **D.O.M. -T.O.M. (Polynésie : politiques communautaires)** (p. 2082). Appelée le 16 juin 1989 : association PTOM-C.E.E ; avis de l'assemblée territoriale ; attitude du Gouvernement (p. 2240, 2241, 2242).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Aviation civile et météorologie ; Budget annexe de la navigation aérienne. - *Questions* [31 octobre 1989] :

Remplacé par M. Gérard Grignon : Polynésie française (redevance de services terminaux) (p. 4404).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 et 15 dcembre 1989] :

Après l'article 68 *quater* :

- *son* amendement n° 170 (autorise l'exploitation des jeux de hasard sur le territoire de la Polynésie française par la société France-Loto) : non soutenu (p. 6722).

LEOTARD (François)

Député du Var

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350)

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les faits auxquels ont donné lieu les opérations financières lors de **l'offre publique d'achat** par **Pechiney** sur une filiale d' **American Can (n° 533)** [3 avril 1989].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'établir la vérité sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé l'**attentat du Drakkar** qui a provoqué le 23 octobre 1983 la mort de 58 parachutistes français à Beyrouth **(n° 1039)** [24 novembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Visite d'Arafat en France :** date inopportune de la visite de Yasser Arafat à Paris ; politique de la France au Proche-Orient ; déclaration de M. Arafat reconnaissant la caducité de la charte de l'O.L.P. [3 mai 1989] (p. 637, 638, 639).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur les perspectives de la Communauté européenne après le Conseil européen de Strasbourg et débat sur cette déclaration (n° 1080).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Désarmement (p. 6400).

Europe de l'Est :

- aides (p. 6397) ;

- ouverture à la démocratie (p. 6397).

Europe des citoyens (p. 6400).

Parlement européen (élaboration du droit communautaire) (p. 6399).

Parlement français (débat sur les questions européennes) (p. 6398, 6399).

République fédérale d'Allemagne :

- place dans la Communauté (p. 6400) ;

- réunification avec la République démocratique allemande (p. 6399)

- relations franco-allemandes (p. 6399).

Schengen (accords) (p. 6399).

Union économique et monétaire :

- banque centrale (p. 6398) ;

- conférence intergouvernementale (p. 6398) ;

- évolution (p. 6398).

LE PENSEC (Louis)

Ministre des départements et territoires d'outre-mer

puis Ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement

NOMINATIONS

Exerce les fonctions de porte-parole du Gouvernement. Décret du 14 février 1989 [*J.O.* du 15 février 1989] (p. 2160).

DEPOTS

Projet de loi portant amnistie **(n° 702)** [23 mai 1989].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- ***Grignon (Gérard)* : problèmes de la pêche à Saint-Pierre-et-Miquelon :** pêche à Saint-Pierre et Miquelon ; accord conclu entre la France et le Canada le 30 mars 1989 [5 avril 1989] (p. 50).

- ***Catala (Nicole)* : infractions portant atteinte à l'intégrité du territoire :** éventuel projet d'amnistie en faveur des auteurs de menées indépendantistes [26 avril 1989] (p. 445).

- ***Pota (Alexis)* : égalité sociale entre les D.O.M. et la métropole :** politique économique et sociale ; réglementation ; application ; D.O.M. ; métropole ; disparités ; R.M.I. ; logement ; salaires ; rattrapage [21 juin 1989] (p. 2324).

- ***Larifla (Dominique)* : cyclone à la Guadeloupe :** Guadeloupe : risques naturels ; cyclone Hugo ; secours ; reconstruction [4 octobre 1989] (p. 3092, 3093).

- ***Thien Ah Koon (André)* : D.O.M. -T.O.M. : revenu minimum d'insertion :** pauvreté ; R.M.I. ; statistiques ; situation dans les D.O.M. [18 octobre 1989] (p. 3694).

- ***Moutoussamy (Ernest)* : indemnisation des victimes du cyclone de la Guadeloupe :** effort d'indemnisation et de reconstruction mené par le Gouvernement [8 novembre 1989] (p. 4763, 4764).

- ***Jean-Baptiste (Henry)* : Mayotte et Comores :** attitude de la population de Mayotte à l'égard des événements aux Comores ; avenir de l'archipel ; statut de Mayotte [20 décembre 1989] (p. 6914).

orales sans débat de :

- ***Lordinot (Guy)* (n° 167) : D.O.M. -T.O.M. (D.O.M. : risques naturels)** : cyclone Hugo ; calamités et catastrophes ; indemnisation des sinistrés ; eau [13 octobre 1989] (p. 3546, 3547).

- ***Pota (Alexis)* (n° 166) : D.O.M. -T.O.M. (Réunion : environnement)** : lagons ; protection [13 octobre 1989] (p. 3547, 3548).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

Amnistie : effets politiques (p. 1766).

Départements et territoires d'outre-mer :

- construction européenne (p. 1765) ;
- développement (p. 1765, 1766) ;
- Guadeloupe (p. 1765) ;
- identité des D.O.M. (p. 1765).

Mouvements indépendantistes : négociations entre le Gouvernement et les indépendandistes (p. 1766),

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première partie, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Catastrophes naturelles : assurance (indemnisation outre-mer) (p. 4771, 4799).

Collectivités locales :

- Assemblée unique (p. 4774, 4797).
- décentralisation (p. 4797).

Communautés européennes :

- généralités (p. 4784, 4798) ;
- contrat d'association outre-mer - C.E.E. (p. 4773) ;
- octroi de mer (p. 4773) ;
- programme POSEIDOM (p. 4773).

Culture (politique culturelle) (p. 4774, 4798).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Antarctique (p. 4773) ;
- Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 4771, 4779, 4797, 4798) ;
- Guyane : généralités et programme Phèdre (p. 4772, 4799) ;
- Martinique (p. 4797) ;
- Mayotte : généralités (p. 4772, 4774, 4800) ;
- Nouvelle-Calédonie :
- généralités (p. 4772, 4774, 4796, 4800).
- action culturelle (p. 4774).
- Agence de développement rural et d'aménagement foncier (A.D.R.A.F.) (p. 4800) ;
- Polynésie française (p. 4774, 4798).
- généralités (p. 4800).
- commission de l'océan Indien (p. 4774) ;
- Saint-Pierre-et-Miquelon : infrastructures (p. 4772).

Ministère des départements et territoires d'outre-mer :

- crédits :
- modernisation des services (p. 4774, 4796, 4800).

Politique économique :

- contrats de plan (p. 4772) ;
- développement intégré (p. 4772) ;
- Fonds d'intervention dans les départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 4773, 4796, 4798) ;
- Fonds d'investissement pour le développement économique et social (F.I.D.E.S.) (p. 4773) ;
- Institut d'émission dans les départements d'outre-mer (I.E.D.O.M.) (p. 4796).
- infrastructures portuaires et routières (p. 4772) ;
- recherche (p. 4773).

Politique sociale :

- Agence nationale pour l'insertion des travailleurs d'outre-mer (A.N.T.) (p. 4772) ;
- égalité sociale (p. 4771) ;
- formation professionnelle (p. 4772) ;
- jeunes (insertion professionnelle) (p. 4798) ;
- logement (ligne budgétaire unique - L.B.U.) (p. 4771, 4800) ;
- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 4771, 4798) ;
- solidarité avec la métropole (p. 4770).

Réponses aux questions :

Institut d'émission des départements d'outre-mer (I.E.D.O.M.) (M. Dominique Larifla) (p. 4803).

Guyane (insécurité) (M. Elie Castor) (p. 4803).

Saint-Pierre-et-Miquelon :

- infrastructures portuaires (M. Gérard Grignon) (p. 4802) ;
- pêche (M. Gérard Grignon) (p. 4802).

Wallis et Futuna :

- banque (implantation d'une agence) (M. Kamilo Gata) (p. 4802) ;
- téléphone (M. Kamilo Gata) (p. 4802).

Vote des crédits :

Après l'article 69 :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 75 de M. Maurice Pourchon (prévoit que le rapport sur la gestion de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et de l'Institut d'émission d'outre-mer fera aussi mention de leurs patrimoines) à l'amendement n° 73 (p. 4804).

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 75 de M. Maurice Pourchon (prévoit que le rapport sur la gestion de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et de l'Institut d'émission d'outre-mer fera aussi mention de leurs patrimoines) à l'amendement n° 79 (p. 4804).

- Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans le collectivité territoriale de Mayotte (n° 979).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Habilitation législative :

- conseil général de Mayotte (consultation) (p. 5417) ;
- objectifs (p. 5417) ;
- plan d'action juridique (commission) (p. 5416) ;
- urbanisme (maîtrise foncière) (p. 5416, 5417, 5420).

Mayotte :

- accords Etat-Mayotte (contrat de plan Etat-région du 11 avril 1989) (p. 5416) ;
- développement économique (p. 5417, 5420) ;
- droit mahorais (modernisation) (p. 5416) ;
- équipements portuaires, aéroportuaires et routiers (p. 5420) ;
- projets de loi en préparation relatifs à Mayotte (p. 5417).

Discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Article unique *(habilitation législative) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de la commission (étend le champ d'application de l'habilitation au régime budgétaire et comptable) (p. 5421) ;

- *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (étend le champ d'application de l'habilitation au régime fiscal et douanier) (p. 5421) ;

- *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 3 de la commission : adopté (p. 5421) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 5 du Gouvernement (étend le champ d'application de l'habilitation à la procédure pénale) à l'amendement n° 4 de la commission (étend le champ d'application de l'habilitation au droit pénal) : adopté (p. 5421).

- Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 novembre 1989] :

Généralités : Gouvernement (déclarations relatives à l'amnistie des crimes de sang) (p. 5680).

Affaire Declercq (p. 5680).

Gendarmerie (gendarmes tués à Fayaoué) : hommage (p. 5680).

Nouvelle-Calédonie :

- accords de Matignon (p. 5679, 5680) ;

- développement économique et social (p. 5679, 5680) ;

- Front de libération national kanak socialiste (F.L.N.K.S.) (p. 5680) ;

- loi référendaire du 9 novembre 1988 (p. 5680) ;

- paix et réconciliation (p. 5679, 5680) ;

- réforme foncière (p. 5680).

LEPERCQ (Arnaud)

Député de la Vienne

(3e circonscription)

R.P.R.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à interdire le stockage et le traitement des déchets nucléaires et des déchets industriels polluant dans les zones de production des produits agricoles protégés par une appellation d'origine (n° 391) [1er juin 1989] (p. 1529).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'**heure légale en France métropolitaine (n° 568)** [18 avril 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Remplacé par M. Patrick Ollier : élevage (ovin) (p. 4236).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Article 20 *bis* *(rôle des SAFER dans le développement du statut du fermage) :*

- *son* amendement n° 65 (précise que les baux consentis par les SAFER ne sont pas soumis aux règles du statut du fermage en ce qui concerne le prix) : rejeté (p. 5527).

Après l'article 27 *sexies* :

- *son* amendement n° 70 (prévoit la fixation par le tribunal paritaire de baux ruraux des modalités de la conversion de droit du contrat de métayage en fermage) : retiré (p. 5533).

Après l'article 32 *quater* :

- *son* amendement n° 72 corrigé (permet le triage à façon des céréales pour les exploitants qui utilisent des semences prélevées sur leur propre production) (p. 5535) : rejeté (p. 5537).

Article 33 *(définition et modalités de prise en compte des revenus professionnels) :*

- *son* sous-amendement n° 91 (garantit le revenu du conjoint de l'exploitant) à l'amendement n° 71 de la commission (définit les déductions et abattements qui peuvent majorer le revenu professionnel servant d'assiette aux cotisations) : retiré (p. 5547).

LEQUILLER (Pierre)

Député des Yvelines

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471) [*J.O.* du 19 mai 1989] (p. 6322).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652) [*J.O.* du 10 juin 1989] (p. 7289).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (n° 702) [*J.O.* du 17 juin 1989] (p. 7569).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-André Wiltzer, relative au régime d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties applicables aux édifices cultuels (n° 763) [2 novembre 1989] (p. 4486).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées à l'endettement des particuliers (n° 995) [16 novembre 1989] (p. 5382).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Gantier tendant à renforcer la répression de l'exercice des commerces non autorisés dans l'enceinte du chemin de fer et ses dépendances (n° 379) [21 décembre 1988]. Remplacé par M. Gilbert Bonnemaison [23 novembre 1989] (p. 5591).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 13 décembre 1989] (p. 15492).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un concours d'entrée à l'école nationale d'administration (n° 650) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15767).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 995), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la **prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 1049)** [30 novembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 1085)** [12 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Elections en Pologne, attitude de la France : attitude du syndicat Solidarnosc ; situation économique et politique en Pologne [14 juin 1989] (p. 2130).

- Situation en République démocratique allemande : attitude de la France ; pays de l'Est ; aides ; débat à l'Assemblée nationale [15 novembre 1989] (p. 5146, 5147).

à un ministre :

- Culture [27 avril 1989] :

Audiovisuel : limogeages à France-Inter et Radio-France (p. 525).

Opéra-Bastille (p. 526).

- Sécurité sociale [25 mai 1989] :

Personnes âgées : maisons de retraite publiques (pouvoir du maire dans la gestion) (p. 1223).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur la politique de coopération de la France à l'étranger et débat sur cette déclaration (n° 627).

Principaux thèmes développés [20 avril 1989] :

Afrique (p. 336).

Aides :

- Aide publique au développement :

- accroissement nécessaire (p. 336) ;

- affectation de 0,7 p. 100 du P.I.B (p. 335).

Audiovisuel : Radio France Internationale (p. 337).

Caisse centrale de coopération économique (rôle) (p. 336).

Collectivités locales (rôle) (p. 336).

Coopération :

- culturelle :

- bourses (montant) (p. 341) ;

- coopérants et personnel du ministère de la coopération (p. 336) ;

- militaire (p. 336) ;

- structures (disparité) (p. 335, 336, 337).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 337).

Francophonie et langue française (p. 336, 337).

Matières premières (cours des -) et STABEX (p. 336).

Projets et propositions de loi : proposition de loi pour la survie et le développement (p. 336).

Santé publique :

- aide et conditions sanitaires (p. 336) ;

- mortalité infantile (p. 336) ;

- S.I.D.A. (p. 336).

- Projet de loi relatif au code de la voirie routière (partie législative) (n° 637).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er juin 1989] :

Article 1er *(conférant valeur législative aux dispositions constituant la partie législative du nouveau code de la voirie routière)* :

- *ses observations* (p. 1473).

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 mai 1989] :

Accidents de la route (statistiques) (p. 748).

Alcoolisme au volant (lutte contre) (p. 748).

Amendes forfaitaires (p. 748).

Automobiles (contrôle technique ; amélioration de la sécurité et de l'équipement (p. 748, 749).

Automobilistes : éducation et formation (p. 748, 749).

Commission « Giraudet » relative à la sécurité routière (propositions) (p. 748, 749).

Délits routiers (renforcement de la répression) (p. 748).

Information (développement) (p. 749).

Permis de conduire à points (p. 748).

« Réagir » (opérations) (p. 748).

Réseau routier et autoroutier (amélioration et résorption des points noirs) (p. 748).

Sécurité routière (politique générale) (p. 748)

Vitesse (limitation) (p. 748).

Discussion des articles [11 mai 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* amendement n° 68 (établissement, chaque année, à l'initiative du Président du Conseil général, d'une liste départementale des lieux générateurs d'accidents graves) : rejeté (p. 774) ;

- *son* amendement n° 69 (contrôle technique des véhicules tous les cinq ans) (p. 774) : rejeté (p. 775) ;

- *son* amendement n° 70 (soumet la conduite des véhicules électriques à l'obtention du permis de conduire) : rejeté (p. 775) ;

- *son* amendement n° 71 (impose l'inscription, sur les ordonnances et les boîtes de médicaments, des effets des médicaments sur la conduite) : rejeté (p. 775) ;

- *son* amendement n° 67 : devenu sans objet (p. 775).

Article 10 *(Institution et mécanisme du permis à points) :*

Article L. 11-1 du code de la route :

- *son* amendement n° 76 (impose que le contrevenant soit informé que le paiement de l'amende forfaitaire entraîne reconnaissance de l'infraction et réduction de son nombre de points) : rejeté (p. 782).

Article L. 11-5 du code de la route :

- *favorable* à l'amendement n° 55 de M. Francis Delattre (saisine de l'autorité judiciaire qui décide du retrait de permis) (p. 787) ;

- *favorable* à l'amendement n° 56 de M. Charles Fèvre (prévoit que la remise du permis de conduire au préfet donne lieu à injonction de l'autorité judiciaire et non de l'autorité administrative) (p. 787) ;

- *son* amendement n° 75 (suppression du permis pour une durée de trois mois et non d'un an) : retiré (p. 788).

Après l'article 14 :

- *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (impose l'installation d'un éthylotest dans tous les véhicules à partir du 1er janvier 1991) (p. 805) : retiré (p. 809) ;

- *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (impose l'installation d'un dispositif dans les véhciules avertissant le conducteur d'un dépassement de vitesse) : retiré (p. 809) ;

- *son* amendement n° 72 (impose que tout véhicule soit muni d'un extincteur à partir du 1er janvier 1990) : rejeté (p. 809).

Explications de vote :

Amendes forfaitaires (p. 816).

Loi de programmation pluriannuelle (mise en place) (p. 817).

Délits routiers (répression) (p. 816).

Permis de conduire à points (p. 816, 817).

Sécurité routière (politique générale) (p. 816, 817).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juin1989] :

Délits routiers (renforcement de la répression) (p. 2542).

Juge judiciaire (compétence) (p. 2542).

Permis de conduire à points (p. 2542).

Discussion des articles [27 juin 1989] :

Article 10 *(institution et mécanisme du permis à points) :*

- *son* amendement n° 17 (prévoit la saisine de l'autorité judiciaire par l'autorité administrative pour la décision de retrait du permis de conduire ; impose que la remise du permis de conduire au préfet donne lieu à injonction de l'autorité administrative après la décision de retrait prise par le tribunal) (p. 2547) : rejeté (p. 2548).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) et projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : discussion commune [4 octobre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 3129).

Campagnes électorales :

- financement :

- commission nationale de contrôle des comptes de campagne (composition et mission) (p. 3130).

- financement public (p. 3130).

- plafonnement des dépenses (p. 3130).

Elu (statut) (p. 3129, 3130).

Rapport sur l'application de la loi du 11 mars 1988 (absence) et procédure d'élaboration du présent projet (p. 3129).

Vie publique (moralisation) (p. 3129, 3130).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798).

Première lecture :

Discussion des articles [5 et 6 octobre 1989] :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

- *ses observations* (p. 3146).

Article L. 52-5 du code électoral (obligation de créer une association électorale pour recueillir des dons) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 135 de M. Jean-Pierre Delalande (supprime l'article L. 52-5 du code électoral) (p. 3152) ;

- *son* amendement n° 163 (instauration d'un agent électoral) (p. 3155) : rejeté (p. 3156) ;

- *favorable* à l'amendement n° 101 de M. Pierre Mazeaud (limite à une durée de six mois précédant le premier jour du mois d'une élection l'obligation de créer une association électorale) (p. 3158) ;

- *favorable* à l'amendement n° 164 de M. Pierre-André Wiltzer (limite à une durée de six mois précédant le premier jour du mois d'une élection l'obligation de créer une association électorale) (p. 3158) ;

- *son* amendement n° 90 (remplace l'association électorale par l'institution d'un agent électoral officiel) : devenu sans objet (p. 3161).

Article L. 52-7 du code électoral (réglementation des dons privés) :

- *son* amendement n° 177 soutenu par M. Pierre-André Wiltzer (interdit que le don versé par une personne morale puisse excéder 30 p. 100 du plafond des dépenses électorales) : retiré (p. 3174) ;

- *son* amendement n° 178 (interdit que le don versé par une personne morale puisse excéder 250 000 F) : retiré (p. 3173).

Article L. 52-8 du code électoral (plafonnement des dépenses de campagne) :

- *son* amendement n° 92 soutenu par M. Pierre-André Wiltzer (réduit le plafond de dépenses à 700 000 F pour les élections législatives) : devenu sans objet (p. 3183) ;

- *son* amendement n° 113 soutenu par M. Pierre-André Wiltzer (indexe les plafonds sur l'évolution des prix à la consommation) (p. 3183) : rejeté (p. 3184) ;

- *son* amendement n° 93 soutenu par M. Pierre-André Wiltzer (indexe les plafonds sur l'indice du coût de la vie tous les cinq ans par décret) (p. 3183) : adopté (p. 3184).

Article L. 52-9 du code électoral (compte de campagne) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 104 de M. Pierre Mazeaud (supprime la comptabilisation globale des dépenses lorsque deux candidats ont rallié la même liste) (p. 3185)

- *ses observations* sur l'amendement n° 20 de la commission (écarte la globalisation des dépenses lorsqu'il y a fusion des listes aprés le premier tour) (p. 3186).

Article L. 52-10 du code électoral (commission nationale des comptes de campagne) :

- *son* amendement n° 179 corrigé : devenu sans objet (p. 3210).

Article L. 52-11 du code électoral (réglementation de l'affichage) :

- *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (de suppression) (p. 3212) ;

- *favorable* à l'amendement n° 146 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3212).

Article L. 52-15 du code électoral (action de propagande en faveur d'une liste) :

- *favorable* à l'amendement n° 105 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 3214) ;

- *favorable* à l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3214).

Après l'article 1er :

- *son* sous-amendement n° 192 (interdit tout affichage commercial pendant les six mois précédent l'élection) à l'amendement n° 29 de la commission (interdit tout affichage commercial pendant les trois mois précédent l'élection) (p. 3224) : adopté (p. 3226) ;

- *son* sous-amendement n° 201 (étend l'interdiction à six mois) à l'amendement n° 30 de la commission (interdit pendant les trois mois précédent l'élection toute publicité par voie de presse ou par tout moyen audiovisuel) : adopté (p. 3226).

Article 2 *(sanctions pénales) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 190 du Gouvernement (modifie les sanctions et précise les incriminations) (p. 3228).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *favorable* à l'amendement n° 154 de M. Pierre-André Wiltzer (précise que la seconde fraction de l'aide publique est destinée aux partis représentés au Parlement et non uniquement à ceux représentés à l'Assemblée nationale) (p. 3236).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide financière publique) :*

- *son* amendement n° 180 (précise que sont pris en compte dans la répartition les candidats ayant obtenu au moins 5 p. 100 des voix) : devenu sans objet (p. 3238) ;

- *son* amendement n° 94 (modifie les modalités de répartition de l'aide) : devenu sans objet (p. 3239) ;

- *son* amendement n° 114 (modifie les modalités de répartition de l'aide) : devenu sans objet (p. 3239) ;

- *son* amendement n° 181 (modifie les modalités de répartition de l'aide) : devenu sans objet (p. 3239).

Article 9 *(association de financement d'un parti politique) :*

Article 11 de la loi du11 mars 1988 (agrément de l'association de financement) :

- *soutient* l'amendement n° 159 de M. Pierre-André Wiltzer (agrément d'une association de financement) : adopté (p. 3142) ;

- *son* amendement n° 182 : devenu sans objet (p. 3242).

Article 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons des personnes physiques et des personnes morales) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 194 de M. Pierre Mazeaud (supprime le plafonnement des dons des personnes physiques) (p. 3247).

Article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 (retrait d'agrément ; défalcation des suffrages obtenus pour le montant de l'aide publique au financement) :

- *favorable* à l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3267) ;

- *favorable* à l'amendement n° 124 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 3267).

Article 15 *(déductibilité fiscale des dons consentis aux candidats d'un parti politique) :*

- *son* amendement n° 115 (prévoit le recours à la technique du carnet à souche comme récépissé aux dons effectués) (p. 3277) : rejeté (p. 3279).

Après l'article 15 :

- *son* amendement n° 95 (réglementation particulière pour l'affichage politique) : retiré (p. 3279).

Après l'article 19 :

- *son* amendement n° 193 (prévoit que le Gouvernement déposera, sur le bureau de l'Assemblée nationale, un rapport sur l'application de l'ensemble des dispositions du présent projet) (p. 3287) : adopté (p. 3288).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 décembre 1989] :

Campagnes électorales :

- association électorale et mandataire (p. 6060) ;

- plafonnement des dépenses (p. 6060) ;

- transparence des ressources (p. 6060).

Financement et dons privés aux candidats et aux partis politiques : confidentialité (p. 6060).

Partis politiques :

- financement public : répartition (modalités) (p. 6061) ;

- statut et liberté d'exercice (p. 6061).

Discussion des articles :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

Article L. 52.5 du code électoral (obligation de créer une association de financement électoral ou de désigner un mandataire financier pour recueillir des fonds) :

- *défavorable* à l'amendement n° 6 de la commission (rétablit à un an la durée pendant laquelle les mandataires pourront recevoir des fonds) (p. 6067) ;

- *son* amendement n° 47 (rend obligatoire le recours au mandataire pour le règlement des dépenses électorales) (p. 6067) : retiré (p. 6068).

Article L. 52-7 ter du code électoral *(reçu délivré au donateur par le mandataire) :*

- *son* sous-amendement n° 48 (prévoit que le reçu délivré ne mentionne pas les noms des bénéficiaires) à l'amendement n° 15 de la commission (supprime le caractère confidentiel des dons consentis et renvoie à un décret en Conseil d'Etat la détermination des caractéristiques du reçu) (p. 6070) : rejeté (p. 6072).

Article 52-8 du code électoral (plafonnement des dépenses de campagne) :

- *son* amendement n° 49 (augmente le plafond des dépenses) : rejeté (p. 6072).

Article 1 bis *(interdiction temporaire de l'affichage relatif à une élection) :*

- *ses observations* (p. 6074).

Durée de l'interdiction d'affichage (p. 6074).

Article 1 ter *(interdiction temporaire de toute publicité commerciale par voie de presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle) :*

- *soutient* l'amendement n° 50 de M. Pierre-André Wiltzer (supprime l'interdiction, introduite par le sénat, de procéder à la promotion de la gestion des collectivités locales sur le territoire duquel il est procédé à des élections générales) (p. 6075) : rejeté (p. 6077) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 59 du Gouvernement (prévoit que six mois avant le déroulement du scrutin, aucune campagne de promotion des réalisations d'une collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin) (p. 6076).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide financière publique) :*

- *soutient* l'amendement n° 56 de M. Pierre-André Wiltzer (précise qu'ont droit à la deuxième fraction les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale ou ayant présenté des candidats dans au moins trente circonscriptions aux dernières élections législatives) : rejeté (p. 6079).

Article 9 *(collecte des dons consentis aux partis et groupements politiques) :*

Article 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons) :

- *son* sous-amendement n° 51 soutenu par M. Gérard Longuet (prévoit que le reçu qui est délivré par le mandataire pour un don effectué à un parti politique ne mentionne pas le nom du donateur) à l'amendement n° 32 de la commission (prévoit que le mandataire délivre un reçu au donataire) : rejeté (p. 6082).

Article 11-3 de la loi du 11 mars 1988 (information des tiers) :

- *son* amendement n° 52 soutenu par M. Gérard Longuet (de conséquence) : adopté (p. 6083).

Article 19 bis A *(frais de transports des candidats aux élections en Guyane et en Polynésie française) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 42 de la commission (prévoit d'exclure des dépenses de campagne les frais de transport maritime et aérien exposés entre les îles des départements et territoires d'outre-mer) (p. 6088).

Explications de vote :

Confidentialité des dons (p. 6089).

Vie politique (moralisation) (p. 6089).

Abstention du groupe U.D.F. (p. 6089).

- Projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797).

Première lecture :

Discussion des articles [6 octobre 1989] :

Article 1er *(nouvelles dispositions applicables à la campagne pour l'élection présidentielle) :*

- *son* amendement n° 12 (actualisation des dépenses en fonction de l'indice de l'INSEE) : rejeté (p. 3295).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1989] :

Collectivités locales :

- décentralisation (p. 4497) ;

- déconcentration (p. 4522).

Crédits : généralités (p. 4497).

Enseignants : recrutements (p. 4498).

Enseignement technique (p. 4498).

Laïcité et neutralité :

- notion (p. 4498) ;

- port du voile islamique (p. 4522).

Personnels non enseignants : Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (p. 4497).

Intention de vote contre du groupe U.D.F. (p. 4498).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 et 7 décembre 1989] :

Banques et établissements financiers : délais de forclusion (point de départ) (p. 5978).

Endettement et surendettement :

- endettement :

- comparaisons internationales (p. 5978) ;

- crédits à la consommation (échanges de lettres) (p. 5979).

- crédits immobiliers (p. 5977, 5978) ;

- endettement à court terme (taux) (p. 5977) ;

- évolution (p. 5977) ;

- surendettement :

- causes (p. 5978) ;

- définition (p. 5977) ;

- phénomène (p. 5980) ;

- prévention et éducation (p. 5977).

Ménages en difficulté : situation (p. 5977, 5978, 5980).

Projet de loi (dispositions proposées) :

- commission départementale de conciliation :

- composition (p. 5978) ;

- fonctionnement et mission (p. 5978) ;

- dettes fiscales (p. 5978) ;

- fichier national des incidents de paiement (p. 5979, 5980) ;

- procédure judiciaire (p. 5978, 5979) ;

- Sénat (modifications adoptées) (p. 5978, 5980).

Discussion des articles [7 décembre 1989] :

Article 1er *(ouverture de la procédure de règlement amiable) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 121 rectifié de M. Jacques Brunhes (prévoit que la procédure relative au règlement des difficultés liées au surendettement est entièrement juridictionnelle) (p. 6111) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 205 de M. André Berthol (précise que le texte ne s'applique pas au débiteur qui exerce une activité économique indépendante) (p. 6113) ;

- *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (supprime la référence à la diminution imprévue des revenus disponibles) : adopté (p. 6114) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (rend possible la saisine de la commission par un organisme de crédit) (p. 6114) : devenu sans objet (p. 6116) ;

- *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (supprime le mot « départemental » dans l'appellation de la commission de conciliation) (p. 6116) : retiré (p. 6117) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de la commission de la production (supprime la possibilité, pour la commission, de saisir le juge aux fins de suspension des voies d'exécution) (p. 6117) ;

- *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (supprime la faculté pour le débiteur de saisir le juge aux fins de suspendre les voies d'exécution) : adopté (p. 6118) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 208 rectifié de M. André Berthol (précise que le débiteur peut être assisté pour saisir le juge aux fins de suspension des voies d'exécution) (p. 6118) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 123 de M. Jacques Brunhes (prévoit que la commission et le débiteur « doivent » et non « peuvent » saisir le juge aux fins de suspension des voies d'exécution) (p. 6118) ;

- *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (rappelle que la commission peut également être saisie par un juge dans les conditions prévues à l'article 7 B) : adopté (p. 6118).

Article 2 *(composition de la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 161 de M. Germain Gengenwin (modifie la composition de la commission) (p. 6119) ;

- *soutient* l'amendement n° 48 modifié de la commission (modifie la composition de la commission) (p. 6118) : adopté après modifications (p. 6121) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 195 du Gouvernement (ajoute, au sein de la commission, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) à l'amendement n° 48 modifié (p. 6120) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 194 du Gouvernement (précise que le représentant de la Banque de France assure le secrétariat de la commission) à l'amendement n° 48 modifié (p. 6120) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 209 de M. André Berthol (prévoit la désignation, par la commission, d'un délégué local) (p. 6121).

Article 3 *(pouvoirs de la commission) :*

- *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (permet l'information de la commission sur les procédures de conciliation amiable en cours ; supprime les précisions relatives au contenu du plan de redressement) : adopté (p. 6122).

Article 3 *bis* *(modalités d'exécution du plan) :*

- *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (précise les modalités d'établissement et le contenu du plan conventionnel de règlement) (p. 6122) : adopté après modifications (p. 6123) ;

- *favorable* au sous-amendement oral de M. Jacques Brunhes (précise que le plan conventionnel est révisable) à l'amendement n° 50 (p. 6123).

Article 3 *ter* *(recours contre les décisions relatives à la recevabilité des demandes) :*

- *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6123).

Article 4 *(plan conventionnel de règlement) :*

- *soutient* l'amendement n° 52 de la commission (permet aux parties d'être assistées devant la commission par toute personne de leur choix) (p. 6123) : adopté (p. 6124) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 131 de M. Jacques Brunhes (précise que, quelle que soit l'issue de la conciliation, celle-ci fait l'objet d'un procès-verbal circonstancié, transmis au juge) (p. 6124).

Après l'article 5 :

- *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (de forme) : adopté (p. 6124).

Article 6 *(absence de règlement amiale) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 132 de M. Jacques Brunhes (prévoit que si la commission n'a pu recueillir l'accord des intéressés sur un plan conventionnel de règlement, le juge d'instance est saisi du dossier dans les conditions prévues à l'article 7 A) : rejeté (p. 6124) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 133 de M. François Asensi (supprime la possibilité de saisir le juge lorsqu'un créancier engage une procédure d'exécution lors de l'examen du dossier) (p. 6124) ;

- *soutient* l'amendement n° 168 de la commission (donne à la procédure le nom de redressement judiciaire civil) : adopté (p. 6125).

Après l'article 6 :

- *défavorable* à l'amendement n° 134 rectifié de M. Jacques Brunhes (précise que le plan conventionnel est homologué par le juge) (p. 6125).

Article 6 *bis* *(conclusion du plan conventionnel de règlement) :*

- *soutient* l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6125).

Avant l'article 7 A :

- *soutient* l'amendement n° 169 de la commission (modifie l'intitulé du chapitre II) : adopté (p. 6126).

Article 7 A *(ouverture de la procédure de redressement judiciaire) :*

- *soutient* l'amendement n° 55 de la commission (précise l'articulation entre la procédure de règlement amiable et celle de redressement judiciaire) : adopté (p. 6126).

Article 7 B *(pouvoirs du juge) :*

- *soutient* l'amendement n° 56 de la commission (détermine les éléments permettant au juge d'apprécier la situation de surendettement) : adopté (p. 6127) ;

- *soutient* l'amendement n° 57 de la commisssion (impose au juge de s'assurer du caractère certain, exigible et liquide des créances) : adopté (p. 6127) ;

- *soutient* l'amendement n° 58 de la commission (permet au juge de demander à l'établissement de crédit des éléments établissant qu'il a satisfait à son devoir de conseil) : rejeté (p. 6128) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 136 de M. François Asensi (donne au débiteur un délai de six mois pour se redresser) (p. 6128) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 137 de M. Jacques Brunhes (prévoit que les majorations d'intérêt éventuellement encourues ne peuvent être calculées durant la durée de la suspension provisoire des procédures d'exécution) (p. 6128) : rejeté (p. 6129) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 185 de M. Léonce Deprez (permet au juge d'allouer une provision au créancier lorsqu'il s'agit d'une personne physique qui a un besoin urgent de recouvrement de créance) (p. 6129) ;

- *soutient* l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6129) ;

- *soutient* l'amendement n° 60 de la commission (évite que la suspension provisoire des procédures d'exécution n'empêche le débiteur de s'acquitter des dettes alimentaires) : adopté (p. 6129) ;

- *soutient* l'amendement n° 61 de la commission (impose au juge, dans certains cas, de saisir la commission de conciliation aux fins de conduire une mission de conciliation) : adopté (p. 6129) ;

- *favorable* à l'amendement n° 196 du Gouvernement (précise que la suspension des procédures d'exécution en matière fiscale n'a pas pour effet d'affecter l'existence des créances de l'Etat) (p. 6130).

Article 7 *(mesures de redressement judiciaire) :*

- *soutient* l'amendement n° 62 de la commission (supprime le taux plancher de réduction des intérêts) (p. 6130) : adopté (p. 6131) ;

- *favorable* à l'amendement n° 191 de Mme Denise Cacheux (permet au juge de subordonner le report ou l'échelonnement des dettes à l'abstention du débiteur de tout acte qui aggraverait son insolvabilité) (p. 6131) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 182 de M. Philippe Vasseur (supprime les dispositions relatives à la saisie immobilière d'un bien grevé d'un privilège ou d'une hypothèque) (p. 6132) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 223 de M. Jacques Brunhes (précise que le juge peut réduire ou annuler le solde des prêts immobiliers restant dû) à l'amendement n° 17 de la commission de la production (étend à la vente amiable de biens immobiliers, les dispositions prévues en cas de saisie en permettant au juge de réduire le solde des prêts immobiliers restant dû) (p. 6143) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Bruno Durieux (engage le Gouvernement à garantir un prix minimum en cas de vente) (p. 6144) ;

- *soutient* l'amendement n° 64 de la commission (supprime la disposition précisant que le bénéfice des mesures prononcées par le juge n'est définitivement acquis au débiteur qu'au terme des obligations mises à sa charge) : adopté (p. 6145) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 149 de M. Bruno Durieux (autorise le débiteur à se maintenir dans le logement six mois à compter du jour de sa vente contre le paiement d'un loyer) (p. 6145).

Après l'article 7 :

- *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Jacques Brunhes (précise que les litiges relatifs à l'exécution d'un gage sont de la compétence du juge d'instance) (p. 6146) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. François Colcombet (précise que les dispositions de l'article 8 de la loi n° 78-22 du 10 janvier 1978 relatives à l'information, doivent figurer en caractères gras dans les contrats de crédit à la consommation) (p. 6147).

Article 7 *bis* *(application de l'article 1231 du code civil en cas de défaillance de l'emprunteur) :*

- *soutient* l'amendement n° 65 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6147).

Article 8 A *(possibilité pour l'administration fiscale d'accorder des remises d'impôts aux contribuables surendettés) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 199 du Gouvernement (de suppression) (p. 6148) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 20 de la commission de la production (de suppression) (p. 6148) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 102 de la commission des finances (de suppression) (p. 6148).

Article 8 B *(créances du Trésor public et des organismes de prévoyance ou de sécurité sociale) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 200 du Gouvernement (de suppression) (p. 6148) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 21 de la commission de la production (de suppression) (p. 6148) ;

- *soutient* l'amendement n° 66 de la commission (prévoit que les créances des organismes de prévoyance ou de sécurité sociale peuvent faire l'objet de remises accordées dans des conditions prévues par décret) : satisfait (p. 6149).

Article 8 C *(débiteur de mauvaise foi) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 144 de M. Gilbert Millet (de suppression) (p. 6149).

Avant l'article 9 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 187 de M. François Colcombet (prévoit qu'un établissement de crédit ne peut se prévaloir d'une caution d'une personne physique lorsqu'elle est manifestement disproportionnée à ses biens et revenus) (p. 6150) ;

- *soutient* l'amendement n° 67 de la commission (impose, au créancier, avant toute opération de crédit immobilier, de vérifier sa compatibilité avec la situation financière de la caution) : satisfait (p. 6150) ;

- *soutient* l'amendement n° 68 de la commission (permet au juge de prononcer la déchéance du droit aux intérêts et de la clause pénale lorsqu'un établissement de crédit accorde un prêt dont le montant est hors de proportion avec les capacités contributives de l'emprunteur) : rejeté (p. 6150).

Article 9 *(offre de crédit permanent ; formule type de cautionnement) :*

- *soutient* l'amendement n° 69 de la commission (précise les modalités d'offre pour les crédits permanents) (p. 6151) : adopté après modifications (p. 6152) ;

- *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6152) ;

- *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (limite l'obligation de se conformer à la formule type de cautionnement aux personnes physiques s'engageant par acte sous seing privé) : adopté (p. 6152) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 107 de la commission des finances (rend la formule type de cautionnement exclusive de tout autre) (p. 6152) ;

- *soutient* l'amendement n° 72 de la commission (précise que, dans la formule type, la caution s'engage pour une somme couvrant le paiement du principal et le cas échéant les intérêts de retard) : adopté (p. 6153) ;

- *favorable* à l'amendement n° 203 du Gouvernement (précise les mentions manuscrites obligatoires précédant la signature de la caution) (p. 6153) ;

- *soutient* l'amendement n° 73 de la commission (pose le principe de l'information de la caution dès le premier incident de paiement caractérisé) : adopté après modifications (p. 6154) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 217 de M. Roger Léron (précise la notion d'incident de paiement caractérisé) à l'amendement n° 73 (p. 6154) ;

- *soutient* l'amendement n° 74 de la commission (rétablit les dispositions supprimées à l'article 7 *bis* du projet de loi) : adopté (p. 6155) ;

- *soutient* l'amendement n° 75 de la commission (rend les dispositions ajoutées à l'article 27 de la loi du 10 janvier 1978 par la loi du 23 juin 1989 applicables aux actions nées des contrats conclus avant l'entrée en vigueur de la loi du 23 juin 1989) : adopté (p. 6155) ;

- *soutient* l'amendement n° 76 de la commission (précise le point de départ du délai de forclusion concernant les actions des établissements de crédit) : adopté après modifications (p. 6155) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 186 de M. François Colcombet (précise les faits générateurs du point de départ du délai de forclusion) à l'amendement n° 76 (p. 6155).

Article 9 *bis* *(pénalités et intérêts de retard mis à la charge de la caution) :*

- *soutient* l'amendement n° 77 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6155).

Article 9 *ter* *(délai de rétractation en matière d'achat de logement neuf) :*

- *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6156) ;

- *soutient* l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6156).

Article 9 *ter* *(délai de rétractation en matière d'achat de logement neuf) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 145 de M. Gilbert Millet (prolonge le délai de réflexion de sept jours à un mois) (p. 6156).

Article 9 *quater* *(publicité en matière de crédit mobilier) :*

- *favorable* à l'amendement n° 166 de M. Germain Gengenwin (supprime toute distinction concernant le contenu de la publicité des lieux de vente et hors des lieux de vente) (p. 6156) ;

- *soutient* l'amendement n° 80 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6156) ;

- *soutient* l'amendement n° 81 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6157).

Article 10 *(modifications de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le cadre immobilier) :*

- *soutient* l'amendement n° 82 de la commission (prévoit que la publicité en matière de crédit immobilier comporte les précisions relatives à la durée de l'opération, le coût total et le taux effectif global) : adopté (p. 6158) ;

- *soutient* l'amendement n° 83 de la commission (de précision) : adopté (p. 6158) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit que, lorsqu'un prêt est destiné à financer l'acquisition d'un logement pour laquelle l'accédant bénéficie d'une aide de l'Etat, l'établissement financier prêteur ne peut adresser d'offre de prêt que si l'achèvement ou la livraison au prix convenu est garanti par une convention de cautionnement) (p. 6159) ;

- *soutient* l'amendement n° 84 de la commission (limite aux personnes physiques s'engageant par acte sous seing privé l'obligation de recourir à une formule type de cautionnement) : adopté (p. 6159) ;

- *soutient* l'amendement n° 85 rectifié de la commission (précise que l'engagement de la caution couvre le principal, les intérêts et le cas échéant les pénalités et intérêts de retard) : adopté (p. 6159) ;

- *soutient* l'amendement n° 86 de la commission (pose le principe de l'information de la caution dès le premier incident de paiement caractérisé) : adopté après modifications (p. 6160) ;

- *soutient* l'amendement n° 87 de la commission (rétablit le paragraphe II de l'article 7 *bis* du projet de loi) : adopté (p. 6160) ;

- *soutient* l'amendement n° 88 de la commission (précise le moment à partir duquel la somme que le vendeur doit rembourser à l'acquéreur commence à être productrice d'intérêts) : adopté (p. 6160) ;

- *soutient* l'amendement n° 89 de la commission (prévoit la formalité de l'échange de lettres pour les crédits immobiliers) : adopté (p. 6161) ;

- *soutient* l'amendement n° 90 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6161) ;

- *soutient* l'amendement n° 91 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6161).

Après l'article 10 :

- *défavorable* à l'amendement n° 201 rectifié du Gouvernement (interdit aux établissements de crédit de porter les difficultés de remboursement à la connaissance de l'employeur de l'emprunteur) (p. 6162).

Article 10 *bis* *(fichier national des incidents de paiement) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 146 de M. Gilbert Millet (de suppression) (p. 6162) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 178 de M. Eric Raoult (élargit les incidents de paiement à toutes les créances) (p. 6163) ;

- *soutient* l'amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6163) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 179 de M. Eric Raoult (étend les incidents de paiement inscriptibles au fichier, aux incidents liés à l'administration fiscale et aux offices d'H.L.M.) (p. 6163) ;

- *soutient* l'amendement n° 93 de la commission (d'harmonisation) : adopté (p. 6163) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 36 de la commission de la production (autorise les établissements de crédit à conserver leur fichier) (p. 6164) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 180 de M. Eric Raoult (autorise les établissements de crédit à conserver leur fichier) (p. 6164) ;

- *favorable* à l'amendement n° 226 de M. Gérard Bapt (prévoit que seuls les organismes professionnels ou organismes représentant les établissements de crédit sont autorisés à tenir des fichiers recensant des incidents de paiement) (p. 6165) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 214 du Gouvernement (précise que nul autre que l'intéressé, ne peut demander copie des informations contenues sur lui-même au fichier) (p. 6165) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 181 de M. Eric Raoult (prévoit qu'un décret fixe les modalités de fonctionnement du fichier) (p. 6165).

Article 10 *ter* *(détermination des modalités de paiement des sommes exigibles au terme du délai de grâce accordé au juge) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 38 de la commission de la production (étend aux crédits immobiliers la possibilité d'accorder un délai de grâce au débiteur mis en difficulté par un licenciement prévu par l'article 14 de la loi du 13 juillet 1979) (p. 6166).

Après l'article 10 *ter* :

- *soutient* l'amendement n° 95 de la commission (étend aux crédits immobiliers la possibilité d'accorder un délai de grâce au débiteur mis en difficulté par un licenciement prévu par l'article 14 de la loi du 13 juillet 1979) : adopté (p. 6166).

Article 10 *quater* *(obligation de remise d'une nouvelle offre préalable en cas de modification des conditions d'obtention d'un prêt) :*

- *soutient* l'amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6167) ;

- *soutient* l'amendement n° 97 de la commission (supprime le plan de remboursement prévisionnel établi d'après un modèle type qui est annexé à l'offre préalable du crédit immobilier) : adopté (p. 6167).

Article 10 *quinquies* *(interdiction de la rémunération du vendeur en fonction du taux du crédit immobilier qu'il a fait contracter) :*

- *soutient* l'amendement n° 98 de la commission (insère les dispositions de l'article dans la loi n° 78-22 du 10 janvier 1978) : adopté (p. 6167).

Après l'article 10 *quinquies* :

- *soutient* l'amendement n° 99 de la commission (insère dans la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 les dispositions qui interdisent de rémunérer le vendeur en fonction du taux du crédit qu'il a fait contracter à l'acheteur d'un bien immobilier) : adopté (p. 6167) ;

- *favorable* à l'amendement n° 160 de M. Gérard Bapt (modifie la définition du taux de l'usure) (p. 6169).

Après l'article 10 *quinquies* :

- *favorable* à l'amendement n° 159 de Mme Denise Cacheux (interdit aux établissements de crédit le démarchage à domicile auprès d'enfants mineurs) (p. 6169).

Avant l'article 11 :

- *soutient* l'amendement n° 101 de la commission (prévoit que le projet de loi est applicable aux contrats en cours) : adopté (p. 6170).

Après l'article 11 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 215 de Mme Denise Cacheux (précise que les dispositions de la loi entreront en vigueur à compter du 15 mars 1990) (p. 6170).

Explications de vote :

Endettement et surendettement : endettement : crédits à la consommation (échanges de lettres) (p. 6171).

Projet de loi (dispositions proposées) :

- commission départementale de conciliation : composition (p. 6171) ;

- fichier national des incidents de paiement (p. 6171).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 6171).

LERON (Roger)

Député de la Drôme

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales (n° 326) [*J.O.* du 3 juin 1989] (p. 6939).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 9 juin 1989] (p. 7182).

Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 30 juin 1989] (p. 8118).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la prévention et au réglement des difficultés liées au surendetttement des particuliers et des familles (n° 995) [16 novembre 1989] (p. 5382).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 566), modifié par le Sénat, relatif à **l'information et à la protection des consommateurs** ainsi qu'à diverses pratiques commerciales **(n° 680)** [11 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à **l'information et à la protection des consommateurs** ainsi qu'à diverses pratiques commerciales **(n° 734)** [8 juin 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à l'information et la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales (n° 326).

Rapporteur.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 mai 1989] :

Associations de consommateurs (possibilité d'ester en justice) (p. 1017, 1018).

Courtage matrimonial (p. 1017).

Crédit :

- information et publicité (p. 1017) ;

- surendettement des ménages (p. 1018).

Démarchage à domicile (p. 1016, 1017, 1018).

Directives européennes (p. 1016).

Loteries organisées par les entreprises de vente par correspondance (p. 1017, 1018).

Sécurité (ascenseurs, portes automatiques de garage) (p. 1017).

Discussion des articles [19 mai 1989] :

Article 1er *(extension de la loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972 sur le démarchage à domicile) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (réintègre les visites effectuées à la demande du consommateur dans le démarchage à domicile) (p. 1028) : adopté (p. 1029) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (exclusion du champ d'application de la loi de 1972 des contrats portant sur les immeubles) : adopté (p. 1029) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1029) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1029).

Article 1er bis *(sanctions pénales applicables au démarchage effectué sous couvert de service public) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 1029) : adopté (p. 1030).

Article 2 *(modification de la loi de 1978 sur l'information et la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 30 de M. Roger Gouhier (retient pour les opérations de crédit la définition la plus large possible) (p. 1030) ;

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ d'application de la loi aux opérations assimilables à des opérations de crédit) : adopté (p. 1031) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (de conséquence ; suppression d'un alinéa introduit par le Sénat, relatif à la location-vente et à la location avec option d'achat) : adopté (p. 1031) ;

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1031) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 31 corrigé de M. Paul Lombard (publicité sur les opérations de crédit : mention de toutes les indications en termes d'égale importance) (p. 1031) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1031) ;

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (mention obligatoire dans l'offre préalable, des moyens de calculer les informations prévues lorsque l'opération rend impossible la fourniture de ces informations) (p. 1031) : adopté (p. 1032) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Daniel Le Meur (suppression de la possibilité d'engager simultanément plusieurs offres préalables de crédit, prévue dans le paragraphe III *ter* de l'article) (p. 1032) ;

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (exclusion des ouvertures de crédit permanent du champ d'application de l'article 6 de la loi de 1978) : adopté (p. 1032) ;

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (obligation de présenter, sur leur demande, aux agents chargés du contrôle, une copie de l'offre préalable remise à l'emprunteur par le vendeur ou le prestataire de service) : adopté (p. 1032) ;

- *soutient* l'amendement n° 13 corrigé de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1032).

Après l'article 2 :

- *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Germain Gengenwin (déclaration à la Banque de France par l'établissement de crédit ou le commerçant de toute ouverture d'un crédit à la consommation) (p. 1032).

Article 2 bis *(institution d'une procédure judiciaire civile destinée à permettre l'apurement du passif des personnes physiques) :*

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) (p. 1033) : adopté (p. 1034).

Article 4 *(intervention du ministre chargé de la consommation devant les juridictions saisies par les associations de consommateurs) :*

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte de l'article voté en première lecture) : adopté (p. 1034).

Article 6 *(réglementation des loteries) :*

- *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (réglemente l'ensemble des loteries qu'elles soient réalisées ou non par voie d'écrit) (p. 1034) : adopté (p. 1035) ;

- *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (réglemente l'ensemble des loteries qu'elles soient avec pré ou post-tirage) : adopté (p. 1035) ;

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (possibilité d'adresser conjointement un bulletin de participation et un bon de commande dès lors que les documents sont distincts) : adopté (p. 1035).

Nécessité de ne pas nuire aux sociétés de V.P.C. : *Léron (Roger)* (p. 1035) ;

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (précision sur la présentation des opérations publicitaires) : adopté (p. 1035)

Favorable aux sociétés de V.P.C. (p. 1035) ;

- *favorable* à l'amendement n° 37 de M. Roger Gouhier (possibilité pour le juge ayant condamné un organisateur de loteries pour irrespect de la législation d'informer les personnes qui ont été sollicitées par cet organisateur) (p. 1035).

Article 7 bis *(régime des emballages de liquides alimentaires) :*

- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (exclut les emballages personnalisés des dispositions de l'article) : adopté (p. 1036) ;

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1036).

Article 7 ter *(sécurité des ascenseurs et des portes automatiques de garage) :*

- *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (date limite de mise en conformité des cabines d'ascenseurs non réglementaires) (p. 1036, 1037) : adopté (p. 1037) ;

- *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1037).

Après l'article 7 ter :

- *favorable* à l'amendement n° 41 de M. Jean-Marie Le Guen (établissement d'une période transitoire pour les contrats de location soumis à la loi du 23 décembre 1986, ayant fait l'objet d'une proposition de nouveau loyer) (p. 1037).

Article 11 nouveau *(modification de la loi du 5 janvier 1988 relative aux actions en justice des associations agréées de consommateurs) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 1038).

Associations de porteurs de parts mobilières ou de services financiers (p. 1038).

Article 12 nouveau *(nouvelle définition du taux d'intérêt légal) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 1038).

Article 13 nouveau *(modification de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services) :*

- *favorable* aux amendements nos 44, 45, 46 et 47 du Gouvernement (rédactionnels) (p. 1039).

Article 14 nouveau *(délais d'application de la loi) :*

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (suppression du délai accordé aux professionnels du crédit pour établir le récépissé valant reçu en cas de versement d'un acompte) : adopté (p. 1039).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [14 juin 1989] :

Crédit (p. 2152).

Démarchage à domicile (p. 2151, 2152).

Emballages (p. 2152).

Loteries organisées par les entreprises de vente par correspondance (p. 2152).

Sécurité (ascenseurs, portes automatiques de garage) (p. 2152).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Services financiers. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés* [15 novembre 1989] :

Consommation :

- Institut national de la consommation (I.N.C.) :

- crédits (p. 5208) ;

- représentation et rôle des consommateurs (p. 5208) ;

- statut (réforme) (p. 5208) ;

- organisations de consommateurs (et rapport Brault) (p. 5208) ;

- Secrétariat d'Etat :

- crédits (p. 5208) ;

- préparation au marché unique (p. 5208).

Créances et privilèges (projet de loi sur la prévention et le règlement des difficultés liées à l'endettement des particuliers) (p. 5208).

Vote pour du groupe socialiste (p. 5208).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Rapporteur pour avis.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 et 7 décembre 1989] :

Endettement et surendettement :

- surendettement :

- Alsace-Moselle (traitement du surendettement) (p. 5980) ;

- causes (p. 5981) ;

- prévention et éducation (p. 5980).

Législation : lois « Scrivener » (p. 5980).

Projet de loi (dispositions proposées) :

- commission départementale de conciliation :

- composition (p. 5980) ;

- fonctionnement et mission (p. 5980) ;

- fichier national des incidents de paiement (p. 5980) ;

- procédure judiciaire (p. 5980).

Discussion des articles [7 décembre 1989] :

Article 1er *(ouverture de la procédure de règlement amiable) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission de la production (supprime la référence à la diminution imprévue des revenus disponibles) : adopté (p. 6114) ;

- *soutient* l'amendement n° 44 de la commission de la production (rend possible la saisine de la commission par un organisme de crédit) (p. 6114) : devenu sans objet (p. 6116) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission de la production (supprime la possibilité, pour la commission, de saisir le juge aux fins de suspension des voies d'exécution) : retiré (p. 6117).

Article 2 *(composition de la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers) :*

- *soutient* l'amendement n° 4 rectifié de la commission de la production (modifie la composition de la commission) (p. 6119) : devenu sans objet (p. 6121).

Article 3 *(pouvoirs de la commission) :*

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission de la production (permet l'information de la commission sur les procédures de conciliation amiable en cours ; supprime les précisions relatives au contenu du plan de redressement) : adopté (p. 6122).

Article 3 bis *(modalités d'exécution du plan) :*

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission de la production (précise les modalités d'établissement et le contenu du plan conventionnel de règlement) (p. 6122) : devenu sans objet (p. 6123).

Article 3 ter *(recours contre les décisions relatives à la recevabilité des demandes) :*

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission de la production (de suppression) : adopté (p. 6123).

Article 4 *(plan conventionnel de règlement) :*

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission de la production (permet aux parties d'être assistées devant la commission par toute personne de leur choix) (p. 6123) : adopté (p. 6124).

Article 7 A *(ouverture de la procédure de redressement judiciaire) :*

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission de la production (précise l'articulation entre la procédure de règlement amiable et celle de redressement judiciaire) : devenu sans objet (p. 6126).

Article 7 B *(pouvoirs du juge) :*

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission de la production (détermine les éléments permettant au juge d'apprécier la situation de surendettement) : adopté (p. 6127) ;

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission de la production (rédactionnel) : retiré (p. 6127) ;

- *soutient* l'amendement n° 13 de la commission de la production (permet au juge de demander à l'établissement de crédit des éléments établissant qu'il a satisfait à son obligation de conseil) : adopté (p. 6128) ;

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission de la production (évite que la suspension provisoire des procédures d'exécution n'empêche le débiteur de s'acquitter des dettes alimentaires) : adopté (p. 6129).

Article 7 *(mesures de redressement judiciaire) :*

- *soutient* l'amendement n° 16 de la commission de la production (supprime le taux plancher de réduction des intérêts) (p. 6130) : devenu sans objet (p. 6131) ;

- *soutient* l'amendement n° 17 de la commission de la production (étend à la vente amiable de biens immobiliers, les dispositions prévues en cas de saisie en permettant au juge de réduire le solde des prêts immobiliers restant dû) : adopté après modifications (p. 6143) ;

- *soutient* le sous-amendement oral de la commission de la production (de forme) à l'amendement n° 17 de la commission : retiré (p. 6143) ;

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission de la production (supprime la dispositlon précisant que le bénéfice des mesures prononcées par le juge n'est définitivement acquis au débiteur qu'au terme des obligations mises à sa charge) : adopté (p. 6145).

Article 7 bis *(application de l'article 1231 du code civil en cas de défaillance de l'emprunteur) :*

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission de la production (de suppression) : adopté (p. 6147).

Article 8 A *(possibilité pour l'administration fiscale d'accorder des remises d'impôts aux contribuables surendettés) :*

- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission de la production (de suppression) : adopté (p. 6148).

Article 8 B *(créances du Trésor public et des organismes de prévoyance ou de sécurité sociale) :*

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission de la production (de suppression) : rejeté (p. 6148).

Article 9 *(offre de crédit permanent ; formule type de cautionnement) :*

- *favorable* à l'amendement n° 69 de la commission (précise les modalités d'offre pour les crédits permanents) (p. 6151) ;

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission de la production (précise que les cautions visées dans l'article sont des personnes physiques) : retiré (p. 6152) ;

- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission de la production (propose une rédaction plus globale de la formule type de l'engagement de caution) : rejeté (p. 6153) ;

- *son* sous-amendement n° 217 à l'amendement n° 73 de la commission (précise la notion d'incident de paiement caractérisé) : adopté (p. 6154) ;

- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission de la production (rétablit les dispositions supprimées à l'article 7 *bis* du projet de loi) : adopté (p. 6155).

Article 10 *(modifications de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le cadre immobilier) :*

- *soutient* l'amendement n° 27 de la commission de la production (prévoit que la publicité en matière de crédit immobilier comporte les précisions relatives à la durée de l'opération, le coût total et le taux effectif global) : adopté (p. 6158) ;

- *soutient* l'amendement n° 28 de la commission de la production (de précision) : adopté (p. 6158) ;

- *soutient* l'amendement n° 29 de la commission de la production (interdit les publicités qui assimilent le remboursement d'un prêt immobilier à un loyer) : adopté (p. 6158) ;

- *soutient* l'amendement n° 30 de la commission de la production (limite aux personnes physiques s'engageant par acte sous seing privé l'obligation de recourir à une formule type de cautionnement) : adopté (p. 6159) ;

- *soutient* l'amendement n° 31 de la commission de la production (prévoit une rédaction plus globale pour l'engagement de la caution) : retiré (p. 6159) ;

- *son* sous-amendement n° 218 (précise la notion d'incident de paiement caractérisé) à l'amendement n° 86 de la commission (pose le principe de l'information de la caution dès le premier incident de paiement caractérisé) : adopté (p. 6160) ;

- *soutient* l'amendement n° 32 de la commission de la production (rétablit le paragraphe II de l'article 7 *bis* du projet de loi) : adopté (p. 6160) ;

- *soutient* l'amendement n° 33 de la commission de la production (prévoit la formalité de l'échange de lettres pour les crédits immobiliers) : adopté (p. 6161) ;

- *soutient* l'amendement n° 34 de la commission de la production (de conséquence) : adopté (p. 6161) ;

- *soutient* l'amendement n° 35 rectifié de la commission de la production (de conséquence) : adopté (p. 6161).

Article 10 *bis* *(fichier national des incidents de paiement) :*

- *soutient* l'amendement n° 36 de la commission de la production (autorise les établissements de crédit à conserver leur fichier) : rejeté (p. 6165) ;

- *soutient* l'amendement n° 37 de la commission de la production (prévoit la consultation du comité consultatif institué par l'article 59 de la loi n° 84-46 du 21 janvier 1984) : adopté (p. 6166).

Article 10 *ter* *(détermination des modalités de paiement des sommes exigibles au terme du délai de grâce accordé au juge) :*

- *soutient* l'amendement n° 38 de la commission de la production (étend aux crédits immobiliers la possibilité d'accorder un délai de grâce au débiteur mis en difficulté par un licenciement prévu par l'article 14 de la loi du 13 juillet 1979) : rejeté (p. 6166).

Article 10 *quinquies* *(interdiction de la rémunération du vendeur en fonction du taux du crédit immobilier qu'il a fait contracter) :*

- *soutient* l'amendement n° 40 rectifié de la commission de la production (insère les dispositions de l'article dans la loi n° 78-22 du 10 janvier 1978) : adopté (p. 6167).

Après l'article 10 *quinquies* :

- *soutient* l'amendement n° 42 de la commission de la production (insère dans la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 les dispositions qui interdisent de rémunérer le vendeur en fonction du taux du crédit qu'il a fait contracter à l'acheteur d'un bien immobilier) : adopté (p. 6167).

LESTAS (Roger)

Député de la Mayenne

(3e circonscription)

Non inscrit

puis apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4309, 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

à un ministre :

- Sécurité sociale [25 mai 1989] :

Personnes âgées : maisons de retraite publiques (pouvoir du maire dans la gestion) (p. 1223).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du livre deuxième du code rural ainsi que certains articles du code de la santé publique (n° 632).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1989] :

Elevage et prophylaxie :

- éleveurs (rôle) (p. 942) ;

- Etat (rôle) (p. 942) ;

- groupements de défense sanitaire (G.D.S.) (p. 942) ;

- harmonisation européenne (et zone propre) (p. 942).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

Aménagement foncier et contrôle des structures :

- décentralisation et assouplissement (p. 2710) ;

- schéma départemental des structures agricoles (élaboration) (p. 2710).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 2710) ;

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 2710).

Généralités (situation économique et démographique de l'agriculture) (p. 2710).

Prestations sociales :

- aides familiaux (p. 2710) ;

- retraite (p. 2710).

Transmission des exploitations (p. 2710).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés, avant la discussion des articles [22 novembre 1989] :

Aménagement foncier et contrôle des structures :

- décentralisation et assouplissement (p. 5505) ;

- S.A.F.E.R (rôle et missions) (p. 5505).

Conditions d'examen du projet (p. 5505).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 5505) ;

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 5505).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1989] :

Agriculteurs en difficulté - revenu minimum d'insertion (p. 4195).

Aménagement rural (p. 4194).

Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 4194).

Elevage :

- bovin (p. 4195) ;

- ovin (p. 4195).

Enseignement et formation agricoles (p. 4197).

Jeunes agriculteurs (installation) (p. 4194).

Lait et quotas (p. 4195).

Sécheresse (effets et indemnisation) (p. 4194).

Questions :

Cotisations sociales agricoles (généralités) (p. 4229).

Remplaçant M. Georges Durand : Hydraulique agricole (programmes) (p. 4228).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 4229).

LE VERN (Alain)

Député de la Seine-Maritime

(12e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

LIENEMANN (Marie-Noëlle)

Député de l'Essonne

(7e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires (n° 740) [15 juin 1989] (p. 2233).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14277).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14277).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole additionnel à la Charte sociale européenne (n° 1007) [23 novembre 1989] (p. 5591).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (n° 989) [9 novembre 1989]. Remplacée par M. Maurice Adevah-Pœuf [7 décembre 1989] (p. 6173).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères **sur l'Europe sociale (n° 681)** [11 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 740) adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une **convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires (n° 780)** [15 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1007) autorisant l'approbation d'un protocole additionnel à la **Charte sociale européenne (n° 1098)** [14 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Europa sociale : politique communautaire ; politique sociale ; charte sociale européenne [4 octobre 1989] (p. 3099).

INTERVENTIONS

- Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires (n° 740) et projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 sur la protection et le contrôle des matières nucléaires et complétant le code de procédure pénale (n° 795).

Première lecture : Rapporteur.

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : discussion commune [23 juin 1989] :

Agence Internationale de l'Energie Atomique (A.I.E.A.) (p. 2450).

Communautés européennes :

- participation à la conclusion de l'accord (p. 2450) ;

- répartition des compétences respectives des Etats et des - (p. 2451).

Convention de Vienne et New-York du 3 mars 1980 (p. 2450).

Infractions (définition et répression) et compétences pénales des Etats parties (p. 2451).

Matières nucléaires (protection physique) :

- matières protégées (p. 2451) ;

- opérations concernées (p. 2451).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Questions* [31 octobre 1989] :

Routes : liaison A 6 - RN 6 (p. 4383, 4384).

Transports ferroviaires : Société nationale des chemin de fer français (S.N.C.F.) (réorganisation du fret ferroviaire) (p. 4385).

Equipement, logement, transports et mer : Aviation civile et météorologie ; Budget annexe de la navigation aérienne. - *Questions* [31 octobre 1989] :

Aéroports : Ile de France (p. 4403).

Air France - Air Inter (coopération) (p. 4403).

Déréglementation du trafic aérien en Europe (p. 4402).

Affaires européennes. - *Questions* [7 novembre 1989] :

Environnement (agence européenne de l'environnement) (p. 4715).

Remplaçant M. Paul Dhaille : relations financières entre la France et la communauté : gestion communautaire (p. 4713, 4714).

LIGOT (Maurice)

Député du Maine-et-Loire

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 novembre 1989] (p. 13914).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 8 novembre 1989] (p. 13914).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 14/89 : Le marché unique des services bancaires [22 novembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 avril 1989] :

Aménagement du territoire :

- aménagement régional et rural (p. 408) ;

- collectivités locales (compétences, fiscalité) (p. 408, 409).

Industrie (p. 408).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Remplaçant M. Georges Durand : Aides : prêts locatifs aidés (modalités) (p. 4331, 4332).

Développement social des quartiers (p. 4324).

Financement : livret A (p. 4315, 4316).

Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire . - *Questions* [9 novembre 1989] :

Impôts et taxes (taxe sur les bureaux d'Ile de France) (p. 4865).

Organismes : Fonds interministériel d'aménagement du territoire (F.I.A.T.) (rôle dans l'implantation d'industries) (p. 4865).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Collectivités locales : villes moyennes (cas de Cholet) (p. 5079).

LIMOUZY (Jacques)

Député du Tarn

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 13 mai 1989] (p. 6103).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues, tendant à étendre aux retraités la possibilité de voter par procuration lorsqu'ils sont absents de leur domicile pour cause de vacances (n° 765) [30 juin 1989] (p. 2759).

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi de M. Charles Josselin tendant à modifier l'article 8 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 549).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 avril 1989] :

Elections européennes (composition des listes et incompatibilités) (p. 103).

- Rappel au règlement : présence de M. Bernard Tapie à l'Assemblée nationale ; absence d'audition de l'intéressé par le Bureau pour l'examen du régime des incompatibilités [30 novembre 1989] (p. 5753).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Discussion des articles [7 décembre 1989] :

Article 7 *(mesures de redressement judiciaire) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 150 de M. Bruno Durieux (engage le Gouvernement à garantir un prix minimum en cas de vente) (p. 6144) ;

- *son* sous-amendement oral (de forme) à l' amendement n° 17 de la commission de la production (étend à la vente amiable de biens immobiliers, les dispositions prévues en cas de saisie en permettant au juge de réduire le solde des prêts immobiliers restant dû) : adopté (p. 6145).

LIPKOWSKI (Jean de)

Député de la Charente-Maritime

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J.O.* du 28 décembre 1989] (p. 16216).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 888).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 1er *(mission du système éducatif) :*

- *ses observations* (p. 1926).

Enseignement primaire et secondaire : langues vivantes (p. 1926).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Entreprises :

- P.M.E-P.M.I. (p. 3668) ;

- transmission (p. 3668).

Finances publiques :

- déficit budgétaire (p. 3667) ;

- dépenses (niveau et évolution) (p. 3667) ;

- dette publique (p. 3667) ;

- prélèvements obligatoires (p. 3667) ;

- recettes (allègements fiscaux) (p. 3667) ;

- recettes (et plus-values fiscales) (p. 3667).

Impôts locaux : taxe d'habitation (résidences secondaires) (p. 3668).

Impôt sur le revenu (p. 3667).

Impôt sur les sociétés (p. 3667).

Logement (et logement social) (p. 3667).

Politique économique : croissance (et partage) (p. 3667).

Président de la République (engagements) (p. 3667).

Secteur public : privatisations (p. 3667).

T.V.A. (p. 3667).

Première partie :

Discussion des articles [19 et 20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Article 7 *(aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune) :*

- *son* amendement n° 277 soutenu par M. Philippe Auberger (confère, sous certaines conditions, la qualification de biens professionnels aux comptes courants d'associés) (p. 3788) ; rejeté (p. 3789).

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Après l'article 10 :

- *son* amendement n° 278 corrigé (réduit l'imposition des revenus des comptes courants d'associés) (p. 3817) ; rejeté (p. 3818).

Article 12 *(diminution du taux de l'impôt sur les sociétés) :*

- *son* amendement n° 279 rectifié (fixe à 37 p. 100 le taux d'imposition des bénéfices distribués à la holding par une société reprise au titre du rachat d'une entreprise par ses salariés) : rejeté (p. 3825).

Article 13 (précédemment réservé) *(régime du crédit d'impôt-recherche) :*

- *son* amendement n° 280 : devenu sans objet (p. 3847).

Après l'article 13 (amendements précédemment réservés) :

- *son* amendement n° 281 (étend le bénéfice du crédit d'impôt-formation aux dépenses exposées par la mise à disposition du personnel formateur de l'entreprise) : non soutenu (p. 3861).

Après l'article 18 :

- *son* amendement n° 282 rectifié (institue un abattement sur les plus values à long terme des entreprises et les soumet au taux de 16 p. 100) : devenu sans objet (p. 3893).

Deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Ostréiculteurs (bassin de Marennes-Oléron) (p. 4217).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Remplacé par M. Bruno Bourg-Broc : Universités : Centre d'apprentissage des langues étrangères par les méthodes audiovisuelles de Royan (CAREL) (p. 4566).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

b) *Mesures de solidarité et d'équité.*

Article 59 *(limite de déduction des cotisations versées aux régimes de retraite et de prévoyance complémentaires) :*

- *son* amendement n° 25 soutenu par M. Jean de Gaulle (de suppression) (p. 5282) : rejeté (p. 5283).

LISE (Claude)

Député de la Martinique

(2e circonscription)

Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [26 avril 1989] :

Article unique *(portant approbation du Xe plan) :*

- *ses observations* (p. 460).

Départements d'outre-mer (intégration européenne) (p. 480, 481) ;

- Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 615) et proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, tendant à modifer les compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion en matière de transport (n° 668).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [2 juin1989] :

Développement économique des départements d'outre-mer (p. 1547).

Transports aériens et maritimes :

- organisation (p. 1546) ;

- uniformisation des compétences entre collectivités territoriales et régions d'outre-mer (p. 1546, 1547).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

Amnistie :

- effets politiques (p. 1761).

Décolonisation (p. 1762).

Départements et territoires d'outre-mer :

- construction européenne (p. 1762) ;

- développement (p. 1762).

- Guadeloupe (p. 1761) ;

- identité des D.O.M. (p. 1761, 1762).

Président de la république (politique menée sous son autorité dans les D.O.M.-T.O.M.) (p. 1762).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 20 *(réduction des disparités dans la répartition des emplois) :*

- *ses observations* (p. 2034, 2035).

Martinique (p. 2034, 2035).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication. - *Questions* [25 octobre 1989] :

Radiodiffusion : Radio-France Internationale (R.F.I.) (p. 4110).

Industrie et aménagement du territoire : tourisme. - *Questions* [27 octobre 1989] :

Départements et territoires d'outre-mer : promotion et desserte aérienne (p. 4287, 4288).

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Collectivités locales : décentralisation (p. 4791).

Communautés européennes : généralités (p. 4792).

Politique économique :

- contrats de plan (p. 4791) ;

- Fonds d'intervention dans les départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 4791).

Politique sociale :

- logement (ligne budgétaire unique - L.B.U.) (p. 4791) ;

- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 4791).

Solidarité, santé et protection sociale. - *Questions* [10 novembre 1989] :

Hôpitaux et cliniques :

- Centre hospitalier régional et universitaire de Fort-de-France (p. 4953) ;

- hospices (Martinique) (p. 4959).

Santé publique : lèpre (p. 4953).

LOÏDI (Robert)

Député de la Haute-Garonne

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

à un ministre :

- Recherche [13 avril 1989] :

Environnement (p. 173).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. - *Questions* [6 novembre 1989] :

Industries d'armement : groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) :

- protocole d'accord avec les personnels (p. 4647) ;

- Toulouse (p. 4647).

- Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T) (n° 984).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1989] :

Aménagement du territoire (p. 6214).

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) :

- personnels : droits et options offertes (p. 6214) ;

- statut (société nationale) :

- concertation préalable et protocole d'accord (p. 6214) ;

- dotation en capital (p. 6214).

Son vote favorable (p. 6214).

LOMBARD (Paul)

Député des Bouches-du-Rhône

(13e cironscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Premier ministre : Plan) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome XIII : **Premier ministre : Plan (n° 925)** [12 octobre 1989].

Proposition de loi tendant à la **création d'un office public national de thanatologie (n° 951)** [24 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Vote par procuration des retraités : personnes âgées ; retraités ; vacances ; réglementation ; réforme [31 mai 1989] (p. 1419, 1420).

- Problèmes posés par l'immigration : parlementaires brutalisés par la police ; immigration clandestine ; conditions de vie des immigrés ; intégration ; courant migratoire ; situation des pays d'origine ; droit d'asile [6 décembre 1989] (p. 6025, 6026).

orales sans débat :

- n° 150 posée le 27 juin 1989 : **politique extérieure (Palestine)** (p. 2559). Appelée le 30 juin 1989 ; territoires occupés par Israël ; attitude de la France (p. 2668, 2669).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à l'information et la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales (n° 326).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 mai 1989] :

Article 2 *(modification de la loi de 1978 sur l'information et la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit) :*

- *son* amendement n° 31 corrigé soutenu par M. Roger Gouhier (publicité sur les opérations de crédit : mention de toutes les indications en termes d'égale importance) : rejeté (p. 1031).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la pro-

position de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Avant l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Brard (étend le droit au logement à l'ensemble du parc locatif en supprimant les mots du titre « du parc locatif privé ») (p. 1079) : adopté (p. 1080).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [29 juin 1989] :

Loi « Méhaignerie » (p. 2634).

Loyers : encadrement (p. 2634).

Parti communiste (propositions) (p. 2634).

Spéculation immobilière (p. 2634).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Avant l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 11 de M. Ernest Moutoussamy (propose l'organisation d'une journée annuelle d'information et d'action contre le racisme) : rejeté (p. 1397).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 888).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 7 *(orientation) :*

- *son* amendement n° 65 soutenu par M. Marcelin Berthelot (rend aux familles la décision finale en matière d'orientation) (p. 1993) : rejeté (p. 1994).

Article 21 *(Conseil supérieur de l'éducation) :*

- *son* amendement n° 85 soutenu par M. Jacques Brunhes (mode de désignation de la représentation du personnel non enseignant) : adopté (p. 2037).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] :

Après l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 3 de M. Jacques Brunhes (amnistie des délits commis à l'occasion d'une procédure d'expulsion) : rejeté (p. 2696).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

Aménagement foncier et contrôle des structures :

- Associations foncières agricoles (A.F.A) (p. 2699) ;

- Commission nationale de contrôle des structures (p. 2699) ;

- décentralisation et assouplissement (p. 2699) ;

- fermage (statut) (p. 2699) ;

- S.A.F.E.R. (rôle et missions) (p. 2699).

Conditions d'examen du projet (p. 2698).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 2699) ;

- pluriactivité (régime social et fiscalité) (p. 2699) ;

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 2699) ;

- taux (p. 2699).

Généralités (situation économique et démographique de l'agriculture) (p. 2699).

Politique agricole commune (p. 2698).

Transmission des exploitations (p. 2699).

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Article 1er *(modalités d'établissement du schéma directeur départemental des structures agricoles) :*

- *son* sous-amendement n° 178 (plafonne l'extension des exploitations par des ateliers hors sol) à l'amendement n° 50 de la commission (ajoute l'élevage hors sol dans le champ du contrôle) : retiré (p. 2740) ;

- *son* sous-amendement n° 179 (restitue à la commission nationale son rôle d'instance arbitrale) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 2740) : adopté (p. 2741).

Article 2 *(régime des autorisations préalables) :*

- *ses observations* (p. 2741, 2742).

Aides possibles aux jeunes agriculteurs (p. 2741, 2742) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 191 de M. Pierre Goldberg (supprime le seuil plancher) à l'amendement n° 53 rectifié de la commission (paragraphe I de l'article 2 : soumet à autorisation préalable les agrandissements à partir d'un certain seuil de superficie et les opérations des sociétés, des coexploitations et des indivisions) : rejeté (p. 2743).

Article 3 *(commission nationale des structures agricoles) :*

- *soutient* le sous-amendement n° 181 de M. Théo Vial-Massat (étend aux organisations agricoles et à des pétitionnaires la possibilité de recours auprès de la commission nationale des structures) à l'amendement n° 64 de la commission (rétablit l'intervention de la commission nationale des structures en matière de schéma directeur) (p. 2747, 2748) : rejeté (p. 2748) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 180 de M. Daniel Le Meur (prévoit que les organisations agricoles et les agriculteurs pétitionnaires doivent représenter au moins 10 p. 100 des exploitants du département et que la commission doit veiller à la cohérence des schémas directeurs avec les orientations définies par le Gouvernement et le Parlement) à l'amendement n° 64 de la commission : rejeté (p. 2748).

Article 6 *(définition des associations foncières agricoles) :*

- *son* amendement n° 182 (supprime la notion d'association foncière autorisée) (p. 2751) : rejeté (p. 2752).

Réserve du groupe communiste sur le principe des associations foncières agricoles (p. 2751, 2752).

Article 16 *bis* *(contrats d'exploitation de terres à vocation pastorale ou extensive) :*

- *soutient* l'amendement n° 184 de M. Pierre Goldberg (supprime les conventions pluriannuelles d'exploitation agricole ou de pâturage de la liste des contrats susceptibles d'être passés avec les associations foncières pastorales) : retiré (p. 2767) ;

- *soutient* l'amendement n° 183 de M. Daniel Le Meur (prévoit que les conventions pluriannuelles d'exploitation agricole et de pâturages sont conclues après avis de la commission consultative paritaire départementale des gaux ruraux) : retiré (p. 2768).

Projet de décret organisant les différentes représentations au niveau départemental et au niveau national (p. 2768).

Article 33 *bis* nouveau *(assiette de la cotisation destinée au financement de la retraite proportionnelle) :*

- *son* amendement n° 187 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (supprime le plafond du revenu professionnel) : rejeté (p. 2812).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 et 20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Après l'article 10 :

- *son* amendement n° 270 soutenu par M. Jean Tardito (majore les limites de chiffre d'affaires pour l'obtention de la réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion agréés qui ont opté pour l'imposition selon le bénéfice réel) (p. 3818) ; rejeté (p. 3819).

Après l'article 17 :

- *son* amendement n° 48 soutenu par M. Jean Tardito (étend le bénéfice de l'abattement de 20 p. 100 aux commerçants et artisans imposés au forfait et relève les plafonds de chiffres d'affaires ouvrant droit à ce régime d'imposition) (p. 3867) ; rejeté (p. 3868) ;

- *son* amendement n° 43 soutenu par M. Jean Tardito (porte à 5 000 francs la réduction d'impôt accordée aux commerçants, artisans, agriculteurs et membres de professions libérales ayant opté pour l'imposition au régime du bénéfice réel et ayant adhéré à un centre de gestion agréé) : rejeté (p. 3868) ;

- *son* amendement n° 44 soutenu par M. Jean Tardito (relève les plafonds de chiffres d'affaires imposant le recours à un expert comptable aux adhérents des centres de gestion agréés) (p. 3868) ; rejeté (p. 3869).

Après l'article 27 :

- *son* amendement n° 49 corrigé soutenu par M. Jean-Pierre Brard (porte à 9 500 F le plafond de l'impôt sur le revenu ouvrant droit au bénéfice des chèques vacances) : retiré (p. 3904).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre : Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [27 octobre 1989] :

Marché unique européen (perspective) (p. 4247).

Plan :

- généralités (p. 4246, 4247) ;

- contrats de Plan et contrats de Plan Etat-Région (p. 4247, 4248) ;

- régions (p. 4247).

Industrie et aménagement du territoire : Tourisme. - *Vote des crédits* [27 octobre 1989] :

Etat B, titre III :

- *son* amendement n° 48 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (réduction des crédits de promotion touristique à l'étranger) (p. 4289) ; rejeté (p. 4290).

Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire . - *Questions* [9 novembre 1989] :

Pôles de conversion : Provence (construction navale) (p. 4873).

Commerce et artisanat. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1989] :

Centres villes (p. 4885).

Communautés européennes (marché unique) (p. 4886).

Commerçants et artisans : conjoints (déductibilité du salaire) (p. 4885).

Fonds de commerce (transmission) : droits de mutation (p. 4885).

Grandes surfaces :

- commissions d'urbanisme commercial et autorisations (p. 4885, 4886) ;

- ouverture dominicale (rapport Chaigneau) (p. 4886) ;

- prix pratiqués et politique commerciale (p. 4886).

Zones rurales :

- commerce non sédentaire (exonération de T.I.P.P.) (p. 4885) ;

- stations-service (et prorogation du fonds de modernisation de distribution des carburants) (p. 4885).

Vote des crédits :

Article 72 *(revalorisation de la taxe pour frais de chambres de métiers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de la commission des finances (majore la revalorisation) (p. 4897).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Personnel : rémunérations et primes (p. 5113).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Discussion des articles [14 et 18 décembre 1989] :

Article 3 *(partenaires concernés par le plan départemental) :*

- *son* amendement n° 57 (associe à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan départemental les organisations syndicales et les associations de locataires) : rejeté (p. 6530).

Article 6 *(financement du fonds de solidarité pour le logement) :*

- *son* amendement n° 61 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (prévoit une participation financière des groupes de bâtiment et travaux publics au fonds de solidarité) (p. 6537) : rejeté (p. 6539).

Article 13 *(garantie financière d'une collectivité locale) :*

- *son* amendement n° 69 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (rétablit la nécessité pour les associations déclarées autorisées à sous-louer d'obtenir les garanties financières d'une collectivité locale) : rejeté p. 6789).

LONCLE (François)

Député de l'Eure

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada (n° 742) [15 juin 1989] (p. 2233).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 742), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une **convention d'extradition** entre le Gouvernement de la **République française et le Gouvernement du Canada (n° 781)** [15 juin 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Conflit Sénégal-Mauritanie : rôle de la France ; organisation d'un pont aérien [3 mai 1989] (p. 642, 643).

- Sommet européen de Madrid : marché unique : Sommet de Madrid ; charte des droits sociaux ; présidence française ; audiovisuel ; fiscalité ; environnement ; circulation des personnes ; Europe sociale [28 juin 1989] (p. 2574).

- Situation aux Philippines : menace de coup d'état militaire ; état d'urgence ; attitude de la France [6 décembre 1989] (p. 6029).

à un ministre :

- Communautés européennes [29 juin 1989] :

Audiovisuel : quotas de productions européennes (p. 2612).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 mai 1989] :

Alcoolisme au volant (lutte) (p. 753).

Automobiles (contrôle technique ; amélioration de la sécurité et de l'équipement) (p. 753).

Information (développement) (p. 753).

Réseau routier et autoroutier (amélioration et résorption des points noirs) (p. 752).

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés [19 juin 1989] :

Chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R. 3 : coordination et création d'une centrale d'achat commune (cinéma) (p. 2298) ;

- coordination d'Antenne 2 et de FR 3 (p. 2298) ;

- crise du secteur public audiovisuel (p. 2296) ;

- pluralisme (p. 2298) ;

- présidents des chaînes :

- présidence commune pour Antenne 2 et FR 3 (p. 2297).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile faite à Montréal le 23 septembre 1971 (n° 788) et projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788).

Première lecture : Rapporteur suppléant du projet de loi n° 786.

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : discussion commune [26 juin 1989] :

Terrorisme aérien :

- convention de Montréal et protocole complémentaire :

- compétences des Etats parties (p. 2509).

- Etats signataires (p. 2509).

- infractions pénales (p. 2508).

- sanctions (p. 2509).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada (n° 742).

Première lecture : Rapporteur suppléé par : *Pistre (Charles)* [29 juin 1989] (p. 2626).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication.
- *Questions* [25 octobre 1989] :

Audiovisuel : Conseil supérieur de l'audiovisuel (C.S.A.) (membres, incompatibilités) (p. 4105).

Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire . - *Questions* [9 novembre 1989] :

Grand-Ouest (désenclavement) (p. 4863).

LONGUET (Gérard)

Député de la Meuse

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685) [*J.O.* du 24 juin 1989] (p. 7894).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un concours d'entrée à l'école nationale d'administration (n° 650) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15767).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'établir la vérité sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé l'**attentat du Drakkar** qui a provoqué le 23 octobre 1983 la mort de 58 parachutistes français à Beyrouth **(n° 1039)** [24 novembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 mai 1989] :

Droits de l'homme (p. 1342).

Immigration :

- arrêt ; stastistiques (p. 1342) ;

- immigration clandestine :

- lutte contre (p. 1342, 1343) ;

- régularisation (p. 1342, 1343).

Immigrés :

- aide au retour (p. 1343) ;

- asile « économique » (p. 1343) ;

- Chanteloup-les-Vignes (politique menée) (p. 1342) ;

- droits (respect) (p. 1342) ;

- intégration (p. 1342).

Président de la République (engagements) (p. 1342, 1344).

Projet de loi (dispositions) :

- expulsion (p. 1344) ;

- juge judiciaire (contrôle) (p. 1344) ;

- mineurs (détention d'un titre de séjour) (p. 1343) ;

- reconduite à la frontière (p. 1344) ;

- titres de séjour (péremption) (p. 1343) ;

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Avant l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 11 de M. Ernest Moutoussamy (propose l'organisation d'une journée annuelle d'information et d'action contre le racisme) (p. 1397).

Article 2 *(report à 18 ans de l'âge auquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour) :*

- *défavorable* (p. 1441).

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

- *son* amendement n° 139 (organisation de réunions d'information sur les droits des étrangers mineurs) (p. 1491) : rejeté au scrutin public (p. 1494).

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

- *ses observations* (p. 1558) ;

Aide au retour (p. 1558) ;

- *son* amendement n° 140 rectifié (prolonge le délai de péremption lorsque l'étranger mène un projet de réinsertion dans son pays d'origine) : vote réservé non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1567, 1593).

Article 6 *(commission de séjour des étrangers) :*

- *défavorable* (p. 1572) ;

- *son* amendement n° 141 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (possibilité pour le préfet de faire appel des décisions de la commission devant la juridiction administrative) : non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1593).

Article 12 *(catégorie d'étrangers protégés contre une mesure d'expulsion) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 242 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1627) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Jacques Brunhes (interdit l'expulsion d'un étranger dont un des parents a été assassiné ou torturé dans son pays d'origine) (p. 1637).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798).

Première lecture :

Discussion des articles [5 et 6 octobre 1989] :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

Article L. 52-7 du code électoral (réglementation des dons privés) :

- *défavorable* à l'amendement n° 167 de M. Pierre-André Wiltzer (plafonne l'ensemble des versements en espèces à 20 p. 100 des dépenses totales) (p. 3175).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 106 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 3235) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 75 de M. Gilbert Millet (modifie la répartition des crédits en accordant les 2/3 de l'aide publique en fonction des résultats aux élections législatives) (p. 3236).

Article 9 *(association de financement d'un parti politique) :*

Article 11-1 de la loi du 11 mars 1988 (statuts de l'association de financement) :

- *soutient* l'amendement n° 96 de M. Serge Charles (prévoit la transmission de la liste des donateurs à la commission nationale des comptes de campagne) (p. 3243) : rejeté au scrutin public (p. 3246).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1989] :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

Article L. 52-7 ter du code électoral (reçu délivré au donateur par le mandataire) :

- *favorable* au sous-amendement n° 48 de M. Pierre Lequiller (prévoit que le reçu délivré ne mentionne pas les noms des bénéficiaires) à l'amendement n° 15 de la commission (supprime le caractère confidentiel des dons consentis et renvoie à un décret en Conseil d'Etat la détermination des caractéristiques du reçu) (p. 6071).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 24 de la commission (prévoit que l'aide publique est répartie entre les partis politiques en fonction de leur représentation à l'Assemblée nationale) (p. 6079).

Article 9 *(collecte des dons consentis aux partis et groupements politiques) :*

Après l'article 11 de la loi du 11 mars 1988 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 30 de la commission (précise les régles applicables au mandataire financier d'un parti politique et organise le recours à divers intermédiaires) (p. 6081).

Article 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons) :

- *soutient* le sous-amendement n° 51 de M. Pierre Lequiller (prévoit que le reçu qui est délivré par le mandataire pour un don effectué à un parti politique ne mentionne pas le nom du donateur) à l'amendement n° 32 de la commission (prévoit que le mandataire délivre un reçu au donataire) : rejeté (p. 6082).

Article 11-3 de la loi du 11 mars 1988 (information des tiers) :

- *soutient* l'amendement n° 52 de M. Pierre Lequiller (de conséquence) : adopté (p. 6083).

Après l'article 15 :

- *favorable* à l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Michel (amnistie certaines infractions en relation avec le financement des campagnes électorales des partis politiques à l'exclusion de celles commises par un parlementaire national) (p. 6086).

Article 19 *bis* A *(frais de transports des candidats aux élections en Guyane et en Polynésie française) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 42 de la commission (prévoit d'exclure des dépenses de campagne les frais de transport maritime et aérien exposés entre les îles des départements et territoires d'outre-mer) (p. 6088).

- Projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal (n° 693).

Première lecture :

Discussion de l'article unique et annexe [11 et 12 octobre 1989] :

Article 131-5 du code pénal (peines privatives ou restrictives de droits pouvant remplacer l'emprisonnement) :

- *soutient* l'amendement n° 140 de M. José Rossi (ajoute à la liste l'interdiction d'utilisation des cartes de crédit) : adopté après modifications (p. 3466) ;

- *son* sous-amendement oral (remplace les termes « carte de crédit » par « carte de paiement ») à l'amendement n° 140 de M. José Rossi : adopté (p. 3466).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 695).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 4229).

- Projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (n° 650).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1989] :

Ecole nationale d'administration (E.N.A.) :

- « Enarchie » (p. 5611) ;

- loi n° 83-26 du 19 janvier 1983 relative à la création d'une « troisième voie » (insuffisances) (p. 5611).

Haute fonction publique :

- concours internes (détournement de leur objet) (p. 5611) ;

- démocratisation et diversification du recrutement (p. 5611, 5612) ;

- mobilité entre le secteur public et privé (p. 5611, 5612).

Troisième concours :

- carrières (p. 5612) ;

- conditions d'accès (exercice d'une activité professionnelle pendant 8 ans) (p. 5612) ;

- limitation du nombre de places offertes à chaque concours (p. 5612) ;

- perte de revenus pour les élèves admis (p. 5612).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 5612).

- Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 novembre 1989] :

Généralités : Etat (conséquences de l'amnistie sur l'autorité de l'Etat) (p. 5676).

Gendarmerie (gendarmes tués à Fayaoué) :

- hommage (p. 5676) ;

- volonté des familles (p. 5676).

Justice : fonctionnement (influence de la loi d'amnistie) (p. 5676).

Nouvelle-Calédonie :

- accords de Matignon (p. 5676) ;

- loi référendaire du 9 novembre 1988 (p. 5676) ;

- paix et réconciliation (p. 5676).

LORDINOT (Guy)

Député de la Martinique

(1ère circonscription)

Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (n° 702) [*J.O.* du 17 juin 1989] (p. 7569).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

QUESTIONS

à un ministre :

- Transports [11 mai 1989] :

D.O.M. -T.O.M. :

- continuité territoriale (p. 770).

- mer et littoral (classement de la zone des 50 pas géométriques dans le domaine public maritime) (p. 770).

- transports aériens (libéralisation) (p. 770).

orales sans débat :

- n° 187 posée le 10 octobre 1989 : **D.O.M. - T.O.M. (D.O.M. : risques naturels)** (p. 3369). Appelée le 13 octobre 1989 : cyclone Hugo ; calamités et catastrophes ; indemnisation des sinistrés ; eau (p. 3546, 3547).

- n° 195 posée le 5 décembre 1989 : **santé publique (politique de la santé)** (p. 6006). Appelée le 8 décembre 1989 : professions médicales et paramédicales ; réforme ; situation dans les D.O.M. (p. 6177).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel et débat sur cette déclaration (n° 651).

Principaux thèmes développés [9 mai 1989] :

Télévision : chaînes publiques (missions et objectifs) (p. 696).

Radios : Radio France outre-mer (R.F.O.) (p. 696).

- Projet de loi relatif à l'accueil des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 820).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 mai 1989] :

Accueil des personnes âgées et des handicapés adultes :

- familles, organismes et procédure d'accueil :

- associations intermédiaires (p. 846).

- assurance (obligation d') (p. 846).

- familles tierces (statut, obligations, formation et agrément de la personne d'accueil) (p. 846).

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Discussion des articles [25 mai 1989] :

Article 11 *(allongement de certains délais dans la procédure applicable aux grands licenciements) :*

- *son* amendement n° 78 soutenu par M. Alain Vidalies (prévoit deux réunions pour l'examen du plan de licenciement économique par les délégués du personnel) : adopté (p. 1257) ;

- *son* amendement n° 79 soutenu par M. Michel Coffineau (conséquence de l'amendement n° 78) : retiré (p. 1258).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

Amnistie :

- effets politiques (p. 1765).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Guadeloupe (p. 1764).

Mouvements indépendantistes :

- alliance révolutionnaire Caraïbe (A.R.C.) (p. 1764).

Président de la république (politique menée sous son autorité dans les D.O.M. -T.O.M.) (p. 1764).

Tribunal correctionnel de Paris (renvoi du procès des indépendantistes guadeloupéens) (p. 1765).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignants :

- revalorisation (p. 1902).

Enseignement :

- coopération éducative : Haïti (échanges scolaires et universitaires) (p. 1902).

Enseignement primaire et secondaire :

- formation dispensée : langues vivantes (p. 1902).

Etablissements d'enseignement :

- agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (p. 1902).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Départements d'outre-mer : aides au logement (p. 4327).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Enseignants : formation (instituts universitaires de formation des maîtres - I.U.F.M.) (p. 4534).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Enseignants :

- attachés temporaires d'enseignement et de recherche (p. 4570) ;

- revalorisation des carrières : prime de recherche et d'enseignement - prime d'enseignement supérieur (p. 4570).

Commerce extérieur. - *Questions* [6 novembre 1989] :

Départements d'outre-mer (zone Caraïbes) (p. 4590).

Défense . - *Questions* [6 novembre 1989] :

Industries d'armement : arsenaux : Martinique (personnel à statut ouvrier de recrutement local) (p. 4643).

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Collectivités locales : Assemblée unique (p. 4795).

Communautés européennes : programme POSEIDOM (p. 4795).

Politique économique :

- Institut d'émission dans les départements d'outre-mer (I.E.D.O.M.) (p. 4795) ;

- prix et revenus (p. 4795).

Politique sociale : égalité sociale (p. 4795).

LORGEOUX (Jeanny)

Député de Loir-et-Cher

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur du projet de loi (n° 786), adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile faite à Montréal le 23 septembre 1971 [8 juin 1989].

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'une convention portant création de l'agence multilatérale de garantie des investissements (ensemble deux annexes et deux appendices) faite à Séoul le 11 octobre 1985 et de la résolution adoptée à Washington le 30 octobre 1987, signée par la France le 22 juillet 1986 (n° 773) [22 juin 1989] (p. 2440).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi qu'en matière de contributions foncières, du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969 (n° 1136) [19 décembre 1989] (p. 6897).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 786), adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un protocole pour la **répression des actes illicites de violence** dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile faite à Montréal le 23 septembre 1971 **(n° 814)** [22 juin 1989].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur le bilan d'application de la **convention** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire **relative aux enfants issus de couples mixtes séparés,** faite à Alger le 21 juin 1988 **(n° 821)** [23 juin 1989].

Avis fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de programmation (n° 733) relatif à l' **équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 900)** [3 octobre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 773) autorisant la ratification d'une **convention** portant **création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements** (ensemble deux annexes et deux appendices), faite à Séoul le 11 octobre 1985 et de la résolution adoptée à Washington le 30 octobre 1987, signée par la France le 22 juillet 1986 **(n° 908)** [5 octobre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1136), adopté par le Sénat, autorisant l' **approbation d'un avenant** modifiant la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, en vue d'éviter les **doubles impositions** et d'établir des règles d' **assistance administrative et juridique** réciproque en matière d'**impôts sur le revenu et sur la fortune,** ainsi qu'en matière de **contribution des patentes et de contributions foncières** du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969 **(n° 1146)** [20 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Sommet francophone : sommet francophone de Dakar ; nombre de pays participants ; utilisation des crédits [17 mai 1989] (p. 925, 926).

orales sans débat :

- n° 159 posée le 3 octobre 1989 : **électricité et gaz (accidents : Loir-et-Cher)** (p. 3069). Appelée le 6 octobre 1989 : Chemery ; fuite de gaz ; fiabilité des installations ; sécurité (p. 3201, 3202).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur la politique de coopération de la France à l'étranger et débat sur cette déclaration (n° 627).

Principaux thèmes développés [20 avril 1989] :

Caisse centrale de coopération économique (rôle) (p. 357).

Collectivités locales (rôle) (p. 357).

Coopération :

- culturelle :

- coopérants et personnel du ministère de la coopération (p. 357)

- structures (disparité) (p. 357).

Fonds et fondations :

- fonds d'aide et de coopération (F.A.C) (p. 357) ;

- fonds européen de développement (p. 357) ;

- fonds monétaire international (F.M.I) et Banque mondiale (p. 357).

Francophonie et langue française (p. 357).

Organisations non gouvernementales (O.N.G) (rôle des -) (p. 357).

Zone franc (p. 357).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile faite à Montréal le 23 septembre 1971 (n° 786) et projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788).

Première lecture : Rapporteur du projet de loi n° 786 suppléé par : *Loncle (François)* [26 juin 1989] (p. 2508, 2509).

- Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733).

Rapporteur pour avis.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 et 4 octobre 1989] :

Armes chimiques (p. 3029).

Commission des affaires étrangères (avis défavorable) (p. 3030).

Défense française : doctrine :

- dissuasion (concept) (p. 3030).

Etat des relations internationales :

- désarmement (négociations) (p. 3029) ;

- France (influence européenne et internationale) (p. 3030) ;

- Moyen-Orient (p. 3030) ;

- relations Est-Ouest (p. 3029, 3030) ;

- situation internationale (Nord-Sud et évaluation des menaces) (p. 3030) ;

- U.R.S.S. (politique extérieure) (p. 3029).

- Projet de loi autorisant la ratification d'une convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (ensemble deux annexes et deux appendices) faite à Séoul le 11 octobre 1985 et de la résolution adoptée à Washington le 30 octobre 1987, signée par la France le 22 juillet 1988 (n° 773).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [11 octobre 1989] :

Agence multilatérale de garantie des investissements :

- généralités et fonctionnement (p. 3400, 3401) ;

- investissements assurés (p. 3401) ;

- risques couverts (p. 3401).

Commerce extérieur :

- B.F.C.E. (p. 3401) ;

- C.O.F.A.C.E. (p. 3401).

Langue française (p. 3401).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération et développement. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1989] :

Afrique et pays de la zone franc (p. 4016).

Aides :

- publique au développement (crédits et pourcentage par rapport au P.I.B.) (p. 4016).

Caisse centrale de coopération économique (p. 4015).

Communauté européenne (position et rôle de la France) (p. 4016).

Coopération :

- financière (désengagement des banques et entreprises privées) (p. 4016) ;

- militaire (p. 4016) ;

- technique (crédits ; modalités de financement ; réinsertion des assistants techniques) (p. 4015) ;

- ministère de la coopération et du développement (compétence ; effectifs) (p. 4015).

Coopération décentralisée et organisations non gouvernementales (O.N.G.) (p. 4015)

Dette (mesures d'annulation) (p. 4016).

Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) (p. 4015).

Pays du champ de la coopération :

- Côte d'Ivoire (p. 4015).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969 (n° 1138).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1989] :

Impôts et taxes :

- imposition des dividendes (taux de la retenue à la source) (p. 6920) ;

- impôt de solidarité sur la fortune (p. 6919).

Travailleurs frontaliers :

- limites de la zone frontalière (p. 6920) ;

- travailleurs intérimaires (p. 6920).

LOUIS-JOSEPH-DOGUE (Maurice)

Député de la Martinique

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 101 posée le 23 mai 1989 : **départements et territoires d'outre-mer (Martinique : pauvreté)** (p. 1148). Appelée le 26 mai 1989 : R.M.I. ; montant ; aides de l'Etat (p. 1300, 1301).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Départements d'outre-mer (réforme de l'Office de développement de l'économie agricole) (p. 4233).

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Collectivités locales : intégration de l'outre-mer (p. 4793).

Ministère des départements et territoires d'outre-mer : modernisation des services (p. 4793).

Justice. - *Questions* [15 novembre 1989] :

Administration pénitentiaire : établissements pénitentiaires (programme d'équipement à la Martinique) (p. 5166).

Economie, finances et budget : Charges communes. - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Budget annexe de l'Imprimerie nationale. - Budget annexe des Monnaies et médailles. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1989] :

Comptes spéciaux du Trésor : Institut d'émission des départements d'outre-mer (I.E.D.O.M.) (création d'un compte d'affectation spéciale) (p. 5191).

LUPPI (Jean-Pierre)

Député de l'Isère

(2e circonscription)

Socialiste

puis non inscrit

Cesse d'appartenir au groupe socialiste [*J.O.* du 1er avril 1989] (p. 4251).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 1er avril 1989] (p. 4251) ; [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Fin, le 21 avril 1989, de sa mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de l'enseignement technique [25 avril 1989] (p. 383).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignement primaire et secondaire :

- orientation ;

- généralités (p. 1858) ;

- programmes ;

- contenu (p. 1858).

Etablissements d'enseignement :

- conseils des délégués d'élèves (et participation) (p. 1858) ;

- communauté éducative (parents d'élèves) (p. 1858) ;

- projet d'établissement (p. 1858).

M

MADELIN (Alain)

Député d'Ille-et-Vilaine

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

MADRELLE (Bernard)

Député de la Gironde

(11e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

MAHEAS (Jacques)

Député de la Seine-Saint-Denis

(13e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (fonction publique et réformes administratives) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome III : **fonction publique et réformes administratives (n° 924)** [12 octobre 1989].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur l'**application de la clause de nationalité pour l'accès aux emplois publics dans quatre Etats d'Europe (n° 950)** [24 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [27 octobre 1989] :

Fonction publique :

- administration (rapports avec les administrés) (p. 4252) ;

- crise (p. 4251) ;

- effectifs (p. 4251) ;

- formation professionnelle (p. 4251, 4252) ;

- grille indiciaire (réforme) (p. 4252) ;

- modernisation (revalorisation - recherche de productivité) (p. 4252) ;

- Parlement (information) (p. 4252) ;

- politique salariale (p. 4251, 4252).

Marché unique européen (perspective) (p. 4252).

MALANDAIN (Guy)

Député des Yvelines

(11e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652) [*J.O.* du 10 juin 1989] (p. 7289).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (départements et territoires d'outre-mer) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome III : **départements et territoires d'outre-mer (n° 925)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Prêts en vue de l'accession à la propriété : bilan et perspectives des prêts d'accession à la propriété (P.A.P.) [19 avril 1989] (p. 291, 292).

à un ministre :

- Logement [11 mai 1989] :

Urbanisme (p. 769).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 185).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [12 avril 1989] :

Article 8 *(composition du syndicat d'agglomération nouvelle) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 157).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1989] :

Commission départementale de conciliation (p. 1060).

Habitation à loyer modéré (H.L.M.) (p. 1060).

Législation sur le logement (historique) :

- loi « Méhaignerie » (effets) (p. 1058).

Investissement locatif (encouragement) (p. 1058, 1059, 1061).

Logement (droit) (p. 1059).

Loyers :

- encadrement (p. 1059) ;

- fixation et justification (p. 1059, 1060, 1061) ;

- renouvellement et révision (p. 1059).

Président de la République (engagements) (p. 1059).

Prêt locatif aidé (P.L.A.) (p. 1061).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 1058, 1060).

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* amendement n° 137 (étend le droit au logement à l'ensemble du parc locatif en supprimant les mots du titre « du parc locatif privé ») (p. 1079) : adopté (p. 1080).

Article 2 *(champ d'application de la loi) :*

- *son* amendement n° 138 (rédactionnel) : adopté (p. 1083) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut du champ d'application de la loi l'ensemble des locaux meublés) (p. 1084) ;

- *son* amendement n° 139 (rédactionnel) : adopté (p. 1084).

Article 3 *(forme et contenu du contrat de location) :*

- ses observations sur le rappel au règlement : Méhaignerie (Pierre) : ses inquiétudes quant au dépôt par le Gouvernement d'un amendement permettant un blocage des loyers pendant un an (p. 1086).

Article 15 *(mise en place et missions des observatoires de loyers) :*

- *favorable* (p. 1106) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 85 du Gouvernement (supprime le découpage départemental comme critère de compétence géographique des observatoires de loyers) (p. 1106).

Article 16 *(régime des loyers de droit commun) :*

- *ses observations* (p. 1111) ;

- *son* amendement n° 165 (limite à cinq ans la fixation du loyer des logements vacants par la procédure des références ; présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement relatif à l'évolution des loyers) (p. 1114) : adopté (p. 1115) ;

- *son* amendement n° 159 (précise la notion de loyer manifestement sous-évalué) : retiré (p. 1117).

Article 17 *(régime des loyers dans les zones géographiques où existe une situation anormale du marché locatif) :*

- *favorable* (p. 1120).

Article 19 *(commission départementale de conciliation) :*

- *son* amendement n° 140 soutenu par M. Jean Oehler (permet que la nouvelle législation résultant de la proposition de loi se substitue à celle résultant de la loi du 23 décembre 1986 au lieu de modifier la dite loi) : adopté (p. 1125).

Article 24 *(abrogation des quatre premiers chapitres du titre Ier de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) :*

- *son* amendement n° 141 (application de l'article 9 de la proposition de loi dès sa publication) : adopté (p. 1127).

Article 25 *(modification de l'article 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 relatif à la sortie des locaux vacants de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948) :*

- *son* amendement n° 161 (indique, par sa rédaction qui substitue « pas » à « plus », qu'il est impossible de revenir aux dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 pour les locaux visés par le présent article) : adopté (p. 1136) ;

- *son* amendement n° 142 (rédactionnel) : adopté (p. 1136) ;

- *son* amendement n° 162 (soumet la fixation des loyers à la procédure de l'article 16 b lorsque les locaux ne sont pas mis en conformité) : adopté (p. 1136).

Article 27 *(coordination) :*

- *son* amendement n° 143 (rédactionnel) : adopté (p. 1137).

Article 35 *(dispositions de coordination) :*

- *son* amendement n° 144 (de cohérence) : adopté (p. 1142).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 juin 1989] :

Investissement locatif (encouragement) (p. 2195).

Loyers :

- fixation et justification (p. 2194) ;

- renouvellement et révision (p. 2194).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 2194, 2195).

Discussion des articles [15 juin 1989] :

Article 15 *(mise en place et missions des observatoires de loyers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 14 de la commission (précise que les observatoires doivent fournir à la commission départementale de conciliation et au juge tout élément d'information nécessaire) (p. 2209).

Article 17 *(régime des loyers dans les zones géographiques où existe une situation anormale du marché locatif) :*

- *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture) (p. 2213) ;

- *son* sous-amendement n° 49 (de précision) à l'amendement n° 20 de la commission (p. 2213) : adopté (p. 2216).

Article 24 *(abrogation des quatre premiers chapitres du titre Ier de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) :*

- *son* amendement n° 51 (inapplication des dispositions pour les baux ayant donné lieu à un congé passé en force de chose jugée) : adopté (p. 2219).

Après l'article 31 :

- *son* amendement n° 53 (rend obligatoires les accords collectifs locaux prévus à l'article 42 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 lorsqu'ils sont signés par les représentants des associations dès lors qu'elles regroupent un certain pourcentage de locataires) : adopté (p. 2222) ;

- *son* amendement n° 52 (permet aux représentants des associations de locataires d'assister aux réunions de copropriété sous certaines conditions) : adopté (p. 2222).

Article 34 *bis* *(transformation des locaux d'habitation en locaux à usage professionnel) :*

- *son* amendement n° 54 (de suppression) (p. 2224) : adopté (p. 2225).

Article 34 ter *(répartition des charges récupérables lorsque certains locaux sont soumis à la loi du 1er septembre 1948) :*

- *son* amendement n° 55 (précise que les locataires auxquels est appliquée une majoration de loyer en vertu de l'article 27 de la loi du 1er septembre 1948 continuent de bénéficier du droit au maintien dans les lieux) : adopté (p. 2226).

Explications de vote :

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 2231).

Vote pour du groupe socialiste (p. 2231).

Lecture définitive :

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1989] :

- *défavorable* à l'amendement n° 14 du Gouvernement (conserve un délai de préavis de trois mois pour les contrats conclus avant le 23 décembre 1986 et arrivant à échéance dans les six mois suivant la publication de la présente loi) (p. 2643).

Explications de vote :

Investissement locatif (encouragement) (p. 2646).

Locataires (protection) (p. 2645, 2646).

Loyers :

- fixation et justification (p. 2645) ;

- renouvellement et révision (p. 2645, 2646).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 2645, 2646).

Vote pour du groupe socialiste (p. 2646).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Remplaçant M. Michel Destot : Aides : prêts locatifs aidés (modalités) (p. 4337).

Financement : un pour cent logement (p. 4317).

Logement social : spéculation foncière à Paris et en région Ile-de-France (p. 4334).

Vote des crédits :

Etat C, titre VI :

- *son* amendement n° 57 (réduction des crédits de paiement pour les P.A.P.) : retiré (p. 4340).

Affectation de ces crédits à l'A.N.A.H. (p. 4340) :

- *son* amendement n° 58 (réduction des crédits de paiement pour les P.A.P.) : retiré (p. 4340).

Affectation de ces crédits aux agences d'urbanisme (p. 4340).

Services du Premier ministre : Environnement. - *Questions* [8 novembre 1989] :

Eau : hydrologie urbaine (p. 4741).

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [8 novembre 1989] :

Catastrophes naturelles : assurance (indemnisation outre-mer) (p. 4766).

Communautés européennes :

- convention de Lomé A.C.P. - C.E.E. (p. 4766) ;

- fonds structurels (p. 4766) ;

- programme POSEIDOM (p. 4766).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 4766) ;

- Guyane : généralités et programme Phédre (p. 4766) ;

- La Réunion : généralités (p. 4766).

Politique économique : contrats de plan (p. 4766).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 décembre 1989] :

Action sociale et solidarité nationale (insertion) :

- gouvernement (bilan) (p. 6488)

- revenu minimum d'insertion (p. 6488).

Aides au logement :

- aide personnalisée au logement (A.P.L.) et allocation logement (p. 6488, 6489) ;

- prêts locatifs aidés (P.L.A.) (p. 6488).

Baux (bail à réhabilitation) (p. 6488, 6489).

Bénéficiaires : nomades et vagabonds (p. 6489).

Impôts et taxes : généralités (fiscalité immobilière) (p. 6489).

Logement social :

- généralités (droit au logement) (p. 6488) ;

- attribution (p. 6489) ;

- parc social (offre) (p. 6488, 6489).

Organismes et structures :

- agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (A.N.A.H.) (p. 6489) ;

- départements : plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées (p. 6488, 6489) ;

- organismes H.L.M. (habitat à loyer modéré) (p. 6489) ;

- préfet (p. 6488, 6489).

Urbanisme :

- décentralisation (p. 6488, 6489) ;

- droit de préemption urbain (p. 6488).

Discussion des articles [13, 14 et 18 décembre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 104 de Mme Marie-France Stirbois (affirme le droit au logement pour les personnes de nationalité française ou ressortissants de la communauté économique européenne) (p. 6503).

Après l'article 1er :

- *son* amendement n° 107 (cas des gens du voyage) (p. 6518, 6519) : adopté (p. 6519).

Article 2 *(procédure d'élaboration du plan départemental) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 78 de M. René Beaumont (prévoit que le plan départemental est arrêté par le préfet après consultation du Conseil général) (p. 6520).

Système de coresponsabilité du préfet et du président du Conseil général (p. 6520) :

- *son* amendement n° 108 (prévoit que le plan départemental est arrêté par le préfet après avis du Conseil général) (p. 6519) : retiré (p. 6523) ;

- *son* amendement n° 109 (supprime le deuxième alinéa de l'article 2 qui prévoit, en cas de désaccord, une décision conjointe des ministres chargés des collectivités territoriales, du logement et des affaires sociales) : retiré (p. 6523) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Paul Virapoullé (prévoit la création d'un conseil départemental de l'habitat dans chaque département d'outre-mer) (p. 6528, 6529).

Guadeloupe (situation) (p. 6528, 6529).

Article 3 *(partenaires concernés par le plan départemental) :*

- *son* amendement n° 110 (précise que le préfet et le président du Conseil général fixent les conditions de participation des partenaires concernés par le plan départemental) : devenu sans objet (p. 6531).

Article 6 *(financement du fonds de solidarité pour le logement) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 61 de M. Paul Lombard (prévoit une participation financière des groupes de bâtiment et travaux publics au fonds de solidarité) (p. 6538) ;

- *son* amendement n° 152 (prévoit la possibilité de participation volontaire de la région, des communes et de partenaires et la possibilité d'imputer les dépenses en faveur des bénéficiaires du R.M.I. sur l'enveloppe insertion du R.M.I.) (p. 6538) : adopté après modifications (p. 6539).

Article 7 *(décret d'application) :*

- *soutient* l'amendement n° 111 de M. René Dosière (prévoit un suivi social des familles) : retiré (p. 6540).

Article 8 *(exemption conditionnelle de l'impôt sur le revenu) :*

- *son* amendement n° 112 (paragraphe I, deuxième alinéa : précise que les logements loués doivent respecter les normes minimales de qualité de la vie) (p. 6540) : adopté (p. 6541) ;

- *son* amendement n° 113 (paragraphe I, deuxième alinéa : rédactionnel) : adopté (p. 6542) ;

- *son* amendement n° 114 (paragraphe II, deuxième alinéa : précise que les logements loués doivent respecter les normes minimales de qualité de la vie) : adopté (p. 6542) ;

- *son* amendement n° 115 (paragraphe II, deuxième alinéa : rédactionnel) : adopté (p. 6542) ;

- *son* amendement n° 116 (paragraphe III, deuxième alinéa : précise que les logements loués doivent respecter les normes minimales de qualité de la vie) (p. 6542) : adopté (p. 6543) ;

- *son* amendement n° 117 (paragraphe III, deuxième alinéa : rédactionnel) : adopté (p. 6543).

Article 10 *(bail à réhabilitation) :*

- *son* sous-amendement n° 118 (précise que le bail conclu par le bailleur avec l'occupant en fin de bail de réhabilitation sera un bail de droit commun) à l'amendement n° 18 de la commission (précise qu'au terme du bail à réhabilitation le bailleur peut conclure avec les occupants un contrat de location et qu'à défaut le preneur est tenu de reloger les occupants) : retiré (p. 6545).

Article 11 *(attributions de logements H.L.M. ; protocole d'occupation du patrimoine social) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 67 de M. André Duroméa (de suppression) (p. 6779).

Répartition équitable du parc social (p. 6779) :

- *soutient* le sous-amendement n° 119 de M. Jean Anciant (précise que tous les partenaires d'un même secteur doivent être associés aux protocoles d'occupation du patrimoine social) à l'amendement n° 19 rectifié de la commission (précise que les protocoles d'occupation du patrimoine social ne seront mis en place qu'aux endroits où la situation le nécessite et, qu'en l'absence de protocole dans une commune, celle-ci devra mettre en œuvre les conditions propres à assurer sur son territoire le logement des personnes défavorisées) (p. 6782) : adopté (p. 6783) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 120 rectifié de M. Jean Anciant (précise que les protocoles d'accord doivent tenir compte de la situation concrète et de la politique de gestion sociale des organismes) à l'amendement n° 19 rectifié de la commission : adopté (p. 6783) ;

- *son* sous-amendement n° 153 (précise que la limite dans laquelle s'exerce le pouvoir de désignation du préfet porte sur 30 p. 100 de l'ensemble des logements mis en location ou devenant vacants, qu'ils fassent ou non l'objet d'une convention de réservation) à l'amendement n° 19 rectifié de la commission (p. 6783) : rejeté (p. 6784) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 121 rectifié de M. Jean Anciant (précise que les réservations du préfet doivent tenir compte du bilan social et de la situation propre à chaque organisme concerné) à l'amendement n° 19 rectifié de la commission : rejeté (p. 6785) ;

- *son* sous-amendement n° 122 (de précision) à l'amendement n° 42 de la commission des affaires culturelles (précise que les protocoles d'occupation du patrimoine social ne seront mis en place qu'aux endroits où la situation le nécessite et, qu'en l'absence de protocole dans une commune, celle-ci devra mettre en œuvre les conditions propres à assurer sur son territoire le logement des personnes défavorisées) : devenu sans objet (p. 6782) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 137 de M. Eric Raoult (prévoit la signature d'une convention entre les élus locaux, l'office départemental et le représentant de l'Etat afin de ne pas dépasser le seuil de tolérance dans les communes à forte concentration géographique de personnes en difficulté) (p. 6786, 6787).

Article 14 *(complément au régime du droit de préemption urbain) :*

- *favorable* (p. 6790) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 70 de M. André Duroméa (de suppression) (p. 6790).

Après l'article 17 :

- *son* amendement n° 156 (avance la période pendant laquelle des mesures d'expulsion ne peuvent être prises) : adopté (p. 6797).

Explications de vote [18 décembre 1989] :

Aides (p. 6799, 6800).

Baux (bail à réhabilitation) (p. 6799).

Impôts et taxes (p. 6799).

Logement social :

- généralités (droit au logement) (p. 6799) ;

- expulsions (p. 6800).

Organismes et structures : préfet (art. 11) (p. 6799, 6800).

Urbanisme :

- décentralisation (p. 6799) ;

- droit de préemption (art. 14) (p. 6800).

Vote pour du groupe socialiste (p. 6800).

MALVY (Martin)

Député du Lot

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (affaires européennes) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 2 : **affaires européennes (n° 920)** [12 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

. **Titre Ier :** *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Après l'article 18 :

- *son* amendement n° 353 (institue un plafonnement du taux de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties en fonction du rapport entre le produit de la taxe foncière et le revenu brut d'exploitation) (p. 3888) ; retiré (p. 3889) ;

- collectivités locales (disparités de matière imposable et de taux d'imposition) (p. 3888, 3889).

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Transports ferroviaires : Société nationale des chemins de fer français (S.N.C.F.) (aménagement du territoire) (p. 4366, 4367).

Affaires européennes. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [7 novembre 1989] :

Europe sociale (p. 4691, 4692, 4693).

Fiscalité (harmonisation des régimes fiscaux) (p. 4692).

Fonds structurels communautaires (F.E.O.G.A. - garantie) (p. 4691, 4692).

Politique agricole commune (p. 4692).

Présidence française (p. 4692, 4693).

Recherche et technologie : généralités (p. 4692).

Relations financières entre la France et la Communauté : contribution française (déficit français) (p. 4691, 4692).

Transports (p. 4692).

Union économique et monétaire (p. 4691, 4692, 4693).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

a) *Fiscalité locale.*

Après l'article 58 :

- *soutient* l'amendement n° 81 de la commission (autorise les communes et départements à exonérer de la taxe foncière sur les propriétés non bâties les vergers nouvellement plantés pour une durée maximale de huit ans) (p. 5236) ; modifié (disposition limitée aux noyers) : adopté (p. 5237).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 et 15 décembre 1989] :

Après l'article 58 :

- *son* amendement n° 193 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (institue un plafonnement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties en fonction du revenu brut d'exploitation) (p. 6704) : retiré (p. 6705).

- Déclaration du Gouvernement sur la politique énergétique de la France et débat sur cette déclaration (n° 1079).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Communautés européennes : « Europe énergétique » (p. 6350).

Communication et contrôle : information et opinion publique (p. 6350).

Economies d'énergie : généralités (p. 6350).

Energie nucléaire :

- sécurité civile (sûreté) (p. 6350) ;

- Tchernobyl (p. 6350).

Environnement :

- généralités (p. 6350) ;

- effet de serre (p. 6350).

Politique énergétique : indépendance énergétique (p. 6350).

Recherche (technologie, énergies nouvelles, énergies renouvelables) (p. 6350).

Situation internationale :

- généralités (p. 6350) ;

- pays en voie de développement (p. 6350).

MANCEL (Jean-François)

Député de l'Oise

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 26 octobre 1989] (p. 13421).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 26 octobre 1989] (p. 13421).

MANDON (Thierry)

Député de l'Essonne

(9e circonscription)

Socialiste

Secrétaire d'âge.

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement de la danse (n° 564) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701) [*J.O.* du 28 juin 1989] (p. 8033).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686) [*J.O.* du 1er juillet 1989] (p. 8200).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers (n° 687) [*J.O.* du 2 juillet 1989] (p. 8243).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14277).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14277).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [21 novembre 1989] (p. 5470).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [*J.O.* du 22 novembre 1989] (p. 14539).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Illettrisme en France : lutte contre l'illettrisme ; actions de formation ; rôle du service national [17 mai 1989] (p. 924, 925).

à un ministre :

- Culture [27 avril 1989] :

Audiovisuel : retransmission de manifestations sportives (p. 527).

orales sans débat :

- n° 91 posée le 9 mai 1989 : **recherche (établissements)** (p. 711). Appelée le 12 mai 1989 : Institut de recherche et de chimie appliquée ; emploi et activité (p. 830).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel et débat sur cette déclaration (n° 651).

Principaux thèmes développés [9 mai 1989] :

Audiovisuel (généralités) :

- paysage audiovisuel français (p. 700).

Télévision :

- chaînes publiques ;

- Antenne 2 - F.R. 3 (complémentarité/spécificité des chaînes publiques ; hypothèse d'une présidence commune pour les deux sociétés ; rôle de F.R. 3) (p. 701) ;

- missions et objectifs (p. 699) ;

- service public audiovisuel (p. 700).

- Projet de loi relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives (n° 551).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant ladiscussion des articles [18 mai 1989] :

Dopage sportif (techniques de lutte contre) :

- contrôles et prélèvements (nature ; confidentialité (p. 977) ;

- dopage « industriel » (p. 976) ;

- dosages quantitatifs (p. 979) ;

- généralités (p. 976) ;

- loi de 1965 (p. 977) ;

- prévention et éducation (p. 978) ;

- produits interdits (p. 977) ;

- répression et sanctions (p. 977).

Sportifs de haut niveau :

- santé (p. 978) ;

- statut (p. 978).

Sports :

- disciplines sportives (égalité) (p. 977) ;

- médias (p. 977).

Discussion des articles [18 mai 1989] :

Après l'article 2 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 16 de la commission (égalité entre les fédérations au regard du nombre des contrôles) (p. 995).

Article 5 *(perquisitions et saisies)* (p. 996) :

- *défavorable* à l'amendement n° 60 du Gouvernement (de suppression) (p. 997).

Article 7 *(saisine de la commission nationale de lutte contre le dopage et mesures provisoires d'interdiction) :*

- *soutient* l'amendement n° 56 de M. Jean-Michel Belorgey (prévoit l'intervention de la commission nationale de lutte contre le dopage lorsqu'une fédération qui a pris une sanction n'a pas mis en œuvre de mesures pour la faire effectivement appliquer) : adopté (p. 999) ;

- *soutient* l'amendement n° 57 de M. Jean-Michel Belorgey (prévoit l'intervention de la commission nationale de lutte contre le dopage quand une sanction prise par une fédération n'est pas appliquée) : adopté (p. 1000).

Article 8 *(sanctions administratives)* :

- *soutient* le sous-amendement n° 58 de M. Jean-Michel Belorgey (précise que le principe de substitution s'applique à toute mesure disciplinaire prise par la fédération) à l'amendement n° 44 de la commission (précise que le principe de substitution ne s'applique qu'aux sanctions disciplinaires de même nature) : adopté (p. 1002).

Sanctions sportives (déqualification ou déclassement) (p. 1002).

Après l'article 9 :

- *soutient* le sous-amendement n° 59 de M. Jean-Michel Belorgey (droits de la défense du propriétaire ou de l'entraîneur d'un animal dopé) à l'amendement n° 50 de la commission (mesures prises à l'égard d'un animal dopé) : adopté (p. 1003).

Deuxième lecture : rapporteur suppléant.

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1989] :

Dopage sportif (techniques de lutte contre) :

- contrôles et prélèvements (autorité compétente pour prendre l'initiative) (p. 2328) ;

- fédérations sportives (p. 2328) ;

- répression et sanctions (p. 2328).

Sportifs de haut niveau :

- cas des dopés (p. 2329).

Sports :

- internationaux de France de Roland Garros (interdiction des contrôles antidopage par le président de la fédération internationale de tennis) (p. 2328, 2332).

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Discussion des articles [25 mai 1989] :

Article 17 *(définition du licenciement économique) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Jean-Pierre Philibert (écarte de la notion de licenciement économique les ruptures de contrat à durée indéterminée conclus pour une tâche précise) (p. 1268).

Après l'article 20 :

- *son* amendement n° 130 (rend impossible l'utilisation de personnes temporaires par les entreprises qui ont procédé à des licenciements économiques dans les douze derniers mois sur des emplois correspondant aux activités professionnelles et aux qualifications de même nature) (p. 1283) : retiré (p. 1284).

- Projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 octobre 1989] :

Emploi (généralités) :

- chômage (chômage de longue durée et chômage des jeunes) (p. 3571) ;

- travail précaire (p. 3571, 3572) ;

- T.U.C. (p. 3572).

Formation :

- formation professionnelle initiale et continue (p. 3572).

Discussion des articles [13 octobre 1989] :

Article 2 *(conditions de conclusion et d'exécution du contrat de retour à l'emploi) :*

Article L. 322-4-4 du code du travail (limites du recours au contrat de retour à l'emploi) :

- *défavorable* à l'amendement n° 22 de Mme Muguette Jacquaint (accroît le délai durant lequel il est interdit de recourir au contrat de retour à l'emploi sur des postes qui ont fait l'objet d'un licenciement économique) (p. 3584).

Avant l'article 3 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Yves Chamard (modifie l'intitulé du titre II ; notion de contrat emploi-solidarité-formation) (p. 3589).

Insertion des jeunes (et T.U.C.) (p. 3589).

Article 3 *(objectifs, nature, conclusion et conditions d'exécution du contrat emploi-solidarité) :*

Article L. 322-4-10 du code du travail (aide de l'Etat) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 60 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit que la prise en charge de la rémunération par l'Etat est fonction de la durée du contrat) (p. 3604).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication. - *Questions* [25 octobre 1989] :

Audiovisuel : éducation des enfants (rapport Pomonti) (p. 4111).

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Questions* [2 novembre 1989] :

Formation professionnelle et promotion sociale : crédit-formation (p. 4478).

Licenciement individuel : motif (p. 4476).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- *soutient* l'amendement n° 53 rectifié de la commission des affaires culturelles (réduction des crédits ; lutte contre l'illettrisme) (p. 4482) : retiré (p. 4484).

Industrie et aménagement du territoire : Industrie. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Recherche : Institut national de recherche en chimie appliquée (I.R.C.H.A.) (p. 4828).

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Sports :

- sportifs de haut niveau (p. 5001) ;

- sportifs naturalisés (p. 4999).

MARCELLIN (Raymond)

Député du Morbihan

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale S.G.D.N.) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) :** annexe n° 29 : **Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.) (n° 920)** [12 octobre 1989].

Proposition de loi tendant à instituer le **scrutin uninominal à un tour pour l'élection des députés (n° 1177)** [22 décembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [27 octobre 1989] :

Secrétariat général de la défense nationale :

- crédits (p. 4253) ;

- défense civile (p. 4253, 4254) ;

- Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale (I.H.E.D.N.) (p. 4253) ;

- missions (p. 4252) ;

- organisation et coordination (p. 4253, 4254).

- Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances (n° 912).

Première lecture :

Discussion des articles [29 et 30 novembre 1989] :

Article 25 *(commission de contrôle des assurances) :*

Article L. 310-12 du code des assurances (compétences et composition de la commission de contrôle des assurances) :

- *son* amendement n° 95 (prévoit la nomination d'un membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) : non soutenu (p. 5784).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Raymond Marcellin tendant à définir, délimiter et protéger le domaine public maritime naturel (nos 472, 195).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [14 décembre 1989] :

Inscrit contre la motion de renvoi en commission de : *Mermaz (Louis)* (p. 6604).

Principaux thèmes développés :

Domaine public maritime naturel :

- commission de délimitation et procédure (p. 6598) ;

- concession d'endigage (p. 6598) ;

- déclassement (p. 6598) ;

- délimitation (p. 6598) ;

- détermination (p. 6598) ;

- jurisprudence (p. 6598) ;

- réglementation (p. 6598) ;

- protection (p. 6598).

Littoral :

- loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (compatibilité du présent texte) (p. 6605) ;

- protection (p. 6597) ;

- propriétaires riverains (respect des droits) (p. 6598, 6605).

MARCHAIS (Georges)

Député du Val-de-Marne

(11e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer la **transparence du patrimoine des élus** et responsables politiques, **l'accès égal** des candidats au **suffrage universel** le **pluralisme de l'information** et le **statut des élus (n° 599)** [18 avril 1989].

Proposition de loi relative à l' **amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles** prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un conflit collectif du travail **(n° 755)** [14 juin 1989].

MARCHAND (Philippe)

Député de la Charente-Maritime

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à assouplir les sanctions prévues par l'article L. 55 de la loi du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises, applicables aux cas où une société à responsabilité limitée n'a pas porté son capital à 50 000 francs, le 1er mars 1989 (n° 611) [27 avril 1989] (p. 557).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat, portant réforme des dispositions générales du code pénal (n° 693) [27 avril 1989].

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428) [*J.O.* du 12 mai 1989] (p. 6030).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471) [*J.O.* du 19 mai 1989] (p. 6322).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165) [*J.O.* du 27 mai 1989] (p. 6671).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le mode de scrutin municipal de certaines communes (n° 612) [1er juin 1989] (p. 1529).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 juin 1989] (p. 7823).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944) [*J.O.* du 13 décembre 1989] (p. 15492).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'évènements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'école nationale d'administration (n° 650) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15767).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **assouplir les sanctions** prévues par l'article L. 55 de la loi du 1er mars 1984 relative à la **prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** applicables aux cas où une société à responsabilité limitée n'a pas porté son capital à 50 000 francs, le 1er mars 1989 **(n° 611)** [18 avril 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 562), modifiée par le Sénat, relative à la **révision des condamnations pénales (n° 630)** [20 avril 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 561), modifié par le Sénat, modifiant le **code de procédure pénale** et relatif à la **détention provisoire (n° 631)** [20 avril 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 611) de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à assouplir les sanctions prévues par l'article L. 55 de la loi du 1er mars 1984 relative à la **prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises,** applicables aux cas où une société à responsabilité limitée n'a pas porté son capital à 50 000 francs, le 1er mars 1989 **(n° 677)** [11 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 748), modifiée par le Sénat, tendant à **reporter au 31 décembre 1990 le délai imparti aux sociétés à responsabilité limitée** par l'article 55 de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises pour **augmenter leur capital social à hauteur de 50 000 F (n° 784)** [15 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le **code de procédure pénale** et relatif à la **détention provisoire (n° 806)** [22 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 693), adopté par le Sénat, portant réforme des **dispositions générales du code pénal (n° 896)** [2 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Décision du conseil de la concurrence : sanctions infligées à soixante-et-onze entreprises [8 novembre 1989] (p. 4755).

- Intégration des rapatriés d'origine musulmane : Français d'origine islamique ; immigration et travail clandestins ; mission parlementaire d'information ; logement ; scolarité [6 décembre 1989] (p. 6028).

à un ministre :

- Police et sécurité [20 avril 1989] :

Commissariats (construction et rénovation) (p. 323) :

Institut des hautes études de sécurité intérieure (p. 323)

- Justice [15 juin 1989] :

Professions juridiques et judiciaires :

- avocat-conseil : création de la profession ; statut (p. 2171) ;

- mission d'étude sur l'Europe (p. 2171).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325).

Rapporteur.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1989] :

Chambre d'accusation (publicité des débats) (p. 610).

Comparution personnelle devant la chambre d'accusation (p. 610).

Demande de mise en liberté (procédure) (p. 610).

Durée de la détention provisoire (limitation) (p. 610).

Enquête rapide de personnalité (p. 610).

Mineurs de moins de 16 ans (mise en détention) (p. 610, 611).

Motivation des ordonnances de mise en détention provisoire (p. 610).

Nombre de détenus en prévention (p. 611).

Régime des nullités (p. 610).

Sénat (modifications apportées) (p. 610).

Tableau de roulement des juges d'instruction (p. 610).

Travail d'intérêt général (p. 610).

Discussion des articles [2 mai 1989] :

Article 1er *(enquêtes rapides de personnalité) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (précise les compétences respectives des services chargés des enquêtes par le procureur) (p. 614) : adopté (p. 615) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 20 de M. Gilbert Millet (supprime la possiblité de requérir le service de l'éducation surveillée pour procéder aux enquêtes demandées par le procureur) (p. 615) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (rend obligatoire l'information du procureur sur les mesures favorisant l'insertion sociale de l'intéressé) : adopté (p. 615) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (précise les compétences respectives des services chargés des enquêtes par le juge d'instruction) : adopté (p. 615) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (rend obligatoire l'information du juge d'instruction sur les mesures favorisant l'insertion sociale de l'intéressé) : adopté (p. 615).

Après l'article 1er *quater* :

- *défavorable* à l'amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes (précise la notion de trouble public motivant la mise en détention) (p. 616).

Article 2 *(motivation du placement en détention provisoire) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (nullité de l'ordonnance de placement insuffisamment motivée) : adopté (p. 616).

Article 3 *(réduction des délais légaux de détention provisoire) :*

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 616) : adopté (p. 617) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (ramène à un an le délai à l'expiration duquel le juge d'instruction doit prolonger la détention provisoire par une nouvelle ordonnance en matière criminelle) : adopté (p. 617).

Article 4 *(dispositions concernant la chambre d'accusation) :*

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) (p. 617) : adopté (p. 618) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (rétablit la comparution personnelle devant la chambre d'accusation ainsi que la publicité des débats) (p. 617) : adopté (p. 618).

Article 4 *bis* *(tableau de roulement des juges d'instrucion) :*

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (rétablit les tableaux de roulement) : adopté (p. 618).

Article 4 *ter* 1 *(demande de mise en liberté par lettre recommandée) :*

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 618) : adopté (p. 619).

Après l'article 4 *ter* 1 :

- *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Gilbert Millet (limitation de la procédure de la comparution immédiate aux cas dans lesquels le délit est flagrant et la peine encourue comprise entre un et cinq ans d'emprisonnement) (p. 619) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. François Asensi (établissement des tableaux de service des magistrats par les assemblées générales des cours et tribunaux) (p. 619).

Article 5 *ter* *(suppression de la possibilité pour la Cour de cassation de dessaisir un juge d'instruction en cas de rejet d'une requête en suspicion légitime) :*

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'impossibilité pour la Cour de cassation de dessaisir un juge d'instruction en cas de rejet d'une requête en suspicion légitime) : adopté (p. 620).

Article 5 *quater* *(transformation d'une peine d'emprisonnement ferme en travail d'intérêt général) :*

- *favorable* à l'amendement n° 41 du Gouvernement (définit les conditions dans lesquelles le juge d'application des peines saisit le tribunal) (p. 620) ;

- *favorable* à l'amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Michel (supprime la possibilité de recourir à la commission rogatoire pour entendre le prévenu dont la peine est transformée en travail d'intérêt général) (p. 621).

Article 6 *(dispositions relatives à la détention provisoire des mineurs) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Jacques Brunhes (suppression de la détention provisoire pour les mineurs) (p. 622) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. François Asensi (suppression de la détention provisoire pour les mineurs encourant une peine inférieure ou égale à sept ans) (p. 622) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Ernest Moutoussamy (supprime toute détention provisoire pour les mineurs par l'abrogation de l'article 11 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) (p. 623) ;

- *favorable* à l'amendement n° 35 de M. François Colcombet (suppression en matière correctionnelle de la détention provisoire pour les mineurs de moins de 16 ans lorsqu'ils encourent une peine inférieure à sept ans) (p. 625) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 39 du Gouvernement (supprime l'application des dispositions de l'article 145-2 du code de procédure pénale aux mineurs âgés d'au moins seize ans) (p. 625).

Article 7 *bis* *(modification du régime des nullités) :*

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) : adopté (p. 626).

Article 8 *(entrée en vigueur de la loi)* (p. 626) :

- *soutient* les amendements n°s 15, 16, 17, 18 et 19 de la commission (de conséquence) : adoptés (p. 627).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [23 juin 1989] :

Comparution personnelle devant la chambre d'accusation (p. 2448, 2449).

Durée de la détention provisoire (limitation) (p. 2448, 2449).

Enquête rapide de personnalité (p. 2448).

Mineurs de moins de 16 ans (mise en détention) (p. 2449).

Motivation des ordonnances de mise en détention provisoire (p. 2448).

- Proposition de loi relative à la révision des condamnations pénales (n° 264).

Rapporteur.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1989] :

Cour de révision (possibilités) (p. 627).

Partie civile (information) (p. 627).

Révision des condamnations pénales (conditions) (p. 627).

Sénat (modifications apportées) (p. 627).

Discussion des articles [2 mai 1989] :

Article 4 *(procédure devant la Cour de révision) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (suppression des mots « à peine de nullité » inutiles dans la mesure où l'instance de révision se déroule devant la Cour de cassation) : adopté (p. 628).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, tendant à assouplir les sanctions prévues par l'article L. 55 de la loi du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des diffficultés des entreprises, applicables aux cas où une société à responsabilité limitée n'a pas porté son capital à 50 000 francs le 1er mars 1989 (n° 611).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 mai 1989] :

Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.) :

- capital social (augmentation) (p. 1014, 1015) ;
- dissolution (p. 1014) ;
- fonds propres (p. 1014) ;
- redressement judiciaire (p. 1014) ;
- sanctions en cas d'insuffisance du capital social (p. 1014, 1015).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1989] :

Sénat (modifications adoptées) (p. 2326).

Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.) :

- capital social :
- augmentation (p. 2326) ;
- sanctions en cas d'insuffisance (p. 2326) ;
- dissolution (p. 2326) ;
- régularisation (délai) (p. 2326).

Discussion des articles [21 juin 1989] :

Article 1er *(complète la rédaction initiale de l'article 55 de la loi du 1er mars 1984 et tire les conséquences de la suppression de l'obligation faite aux S.A.R.L. de prononcer leur dissolution à défaut d'avoir augmenté leur capital social dans les cinq ans) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (modifie le texte adopté en première lecture en allongeant d'un an le délai de régularisation accordé aux entreprises pour augmenter leur capital social) : adopté (p. 2327).

Article 2 *(régime pénal applicable aux gérants de S.A.R.L.) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (prévoit que le dispositif pénal de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 ne sera applicable que jusqu'au 31 décembre 1991) : adopté (p. 2328).

Titre :

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (modifie le titre) : adopté (p. 2328).

- Projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal (n° 693).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [10 octobre 1989] :

Code pénal (intérêt et opportunité de la réforme) (p. 3326, 3327).

Contraventions (p. 3331).

Drogue (lutte et condamnation) (p. 3331).

Droits et libertés fondamentales (respect) (p. 3325).

Historique (p. 3325, 3326).

Instigation (définition) (p. 3329).

Instruction (réforme) (p. 3326).

Irresponsabilité :

- démence (définition) (p. 3328, 3329) ;
- démence (procédure judiciaire) (p. 3328, 3329) ;
- erreur de droit (p. 3329) ;
- légitime défense (p. 3329) ;
- mineurs délinquants (p. 3329).

Peines :

- diversification (p. 3329, 3330) ;
- exécution (p. 3330) ;
- hiérarchie (p. 3330) ;
- individualisation (p. 3330) ;
- motivation (p. 3330) ;
- sûreté (période) (p. 3330, 3331).

Personnes morales (responsabilité pénale) :

- champ d'application (p. 3327, 3328) ;
- conditions de mise en œuvre (p. 3328) ;
- principe (p. 3326, 3327).

Président de la République (propositions) (p. 3331).

Procédure parlementaire envisagée pour la réforme globale du Code pénal (p. 3326).

Rétroactivité *in mitius* (p. 3326, 3327).

Discussion de l'article unique et annexe [11 et 12 octobre 1989] :

Article 111-2 du code pénal (compétence de la loi pour déterminer les infractions pénales et les peines applicables à leurs auteurs) :

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (distingue mieux les domaines respectifs de la loi et du règlement en matière pénale) : adopté (p. 3374).

Article 111-3 du code pénal (principe de légalité des infractions et des peines) :

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (distingue les domaines respectifs de la loi et du règlement) : adopté (p. 3375).

Article 111-5 du code pénal (interprétation et appréciation de la validité des actes administratifs par la juridiction pénale) :

- *défavorable* à l'amendement n° 192 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 3375) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3376).

Article 112-2 du code pénal (application immédiate ou différée des lois de compétence, d'organisation judiciaire et de procédure pénale, de celles relatives à l'exécution des peines et celles concernant les prescriptions) :

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (prévoit l'application immédiate des lois relatives à l'exécution et à l'application des peines, sauf lorsqu'elles auraient pour objet d'aggraver le régime de la période de sûreté) : adopté (p. 3376) ;

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (prévoit que toutes les lois de prescription, même celles aggravant la situation des intéressés, doivent recevoir application immédiate) : adopté (p. 3377).

Article 113-1-1 du code pénal (définition du territoire de la République) :

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (de forme) : adopté (p. 3377).

Article 113-2 du code pénal (application de la loi pénale française pour les infractions commises sur le territoire de la République) :

- *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (de forme) : adopté (p. 3378).

Article 113-3 du code pénal (prévoit que l'infraction est commise sur le territoire national si l'un des faits constitutifs a eu lieu sur ce territoire) :

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3378).

Article 113-4 du code pénal (infractions commises à bord d'un navire battant pavillon français) :

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (étend l'application de la loi pénale française à tous les navires battant pavillon français) : adopté (p. 3378) ;

- *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (prévoit que la loi pénale française sanctionnera les infractions commises à l'encontre des navires français) : adopté (p. 3379).

Article 113-5 du code pénal (infractions commises à bord d'un aéronef français) :

- *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (prévoit l'application de la loi pénale française pour les infractions commises à l'encontre des aéronefs français) : adopté (p. 3379).

Article 113-6 du code pénal (application de la loi pénale française en cas d'instigation ou de complicité) :

- *soutient* l'amendement n° 248 de la commission (supprime l'application de la loi pénale française pour l'instigateur d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger) : vote réservé (p. 3379) adopté (p. 3433).

Article 113-7-1 du code pénal (compétence de la loi française pour les crimes prévus par la convention de New-York du 10 décembre 1984) :

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3380).

Article 113-7-2 du code pénal (compétence universelle de la loi française pour les crimes relatifs au terrorisme) :

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3380).

Article 113-8 du code pénal (application de la loi pénale française dans le cas de victimes françaises) :

- *favorable* à l'amendement n° 131 de M. José Rossi (renforce la protection des victimes françaises en supprimant l'exigence d'une durée d'emprisonnement de cinq ans en cas de délit) (p. 3380).

Article 113-9 du code pénal (mise en œuvre de la poursuite) :

- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (supprime l'exclusivité de la poursuite des faits commis à l'étranger conférée au ministère public en matière de crime) : adopté (p. 3381).

Article 113-10 du code pénal (non application de la loi française si les faits ont été jugés à l'étranger) :

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3381).

Article 113-12 du code pénal (détermination de la juridiction française compétente) :

- *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3382).

Article 121-1 du code pénal (principe de la responsabilité personnelle) :

- *défavorable* à l'amendement n° 195 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 3382).

Article 121-2 du code pénal (responsabilité pénale des personnes morales) :

- *favorable* (p. 3408) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 196 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 3411) ;

- *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (prévoit que le principe de la responsabilité des personnes morales ne s'applique pas à l'Etat) : adopté au scrutin public après modifications (p. 3425) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 178 de M. Jean-Jacques Hyest (étend la responsabilité pénale des personnes morales aux collectivités publiques lorsqu'elles exploitent en régie directe un service public industriel et commercial) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 3423) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 262 rectifié de Mme Nicole Catala (de forme) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 3423) ;

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (précise que la responsabilité pénale des personnes physiques ne peut être engagée en même temps que celle des personnes morales et, pour les mêmes faits, qu'en cas de faute personnelle qui leur serait imputable) : adopté (p. 3425) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 197 de M. Jacques Toubon (prévoit la responsabilité pénale de la personne physique qui dirige la personne morale en cas de volonté intentionnelle de commettre l'infraction) (p. 3425).

Article 121-3 du code pénal (élément institutionnel de l'infraction) :

- *défavorable* à l'amendement n° 198 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 3426) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Jacques Toubon (précise la notion d'intention) (p. 3426) ;

- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (précise que la négligence, lorsqu'elle est constitutive d'un délit, doit être caractérisée) : rejeté (p. 3427).

Article 121-5 du code pénal (tentative) :

- *défavorable* à l'amendement n° 200 de M. Jacques Toubon (de précision et rédactionnel) (p. 3429).

Article 121-5-1 du code pénal (peines applicables à l'instigateur et au complice) :

- *défavorable* à l'amendement n° 152 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 3431) ;

- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (supprime les dispositions relatives aux peines applicables à l'instigateur) : vote réservé jusqu'après le vote de l'amendement n° 27 (p. 3431) ; adopté (p. 3432).

Article 121-6-1 du code pénal (instigation) :

- *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3432).

Article 121-7 du code pénal (complicité) :

- *défavorable* à l'amendement n° 202 de M. Jacques Toubon (reprend le texte actuel de l'article 50 du code pénal) (p. 3433) ;

- *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (reprend la rédaction initiale du premier alinéa de l'article 121-7) : adopté (p. 3433) ;

- *soutient* l'amendement n° 29 corrigé de la commission (étend la notion de complicité à la complicité par provocation ou par instructions données) : adopté après modifications (p. 3433).

Article 113-6 du code pénal (application de la loi pénale française en cas d'investigation ou de complicité) (suite) :

- *soutient* l'amendement n° 248 de la commission *précédemment réservé* (de coordination) : adopté (p. 3433).

Article 122-1 du code pénal (irresponsabilité pénale ou atténuation de la responsabilité pénale en cas de troubles mentaux) (p. 3433) :

- *soutient* l'amendement n° 30 de la commission (de précision) : adopté (p. 3434) ;

- *soutient* l'amendement n° 31 corrigé de la commission (supprime la possibilité pour la juridiction de décider que la peine sera exécutée dans un établissement pénitentiaire spécialisé) : adopté (p. 3434) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 137 de M. José Rossi (prévoit de confier à la juridiction la décision de placement et à une commission tripartite le pouvoir de statuer sur la sortie du malade) (p. 3435) ;

- *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (prévoit de confier à une commission tripartite le pouvoir de statuer sur la sortie du malade) : adopté (p. 3436).

Article 122-2 du code pénal (irresponsabilité pénale en cas de contrainte ou de force irrésistible) :

- *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3436) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 206 de M. Jacques Toubon (supprime la mention de « contrainte » déjà contenue dans celle de « force ») (p. 3436).

Article 122-2-1 du code pénal (irresponsabilité pénale en cas d'erreur de droit) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 207 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 3437) ;

- *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3437).

Article 122-3 du code pénal (irresponsabilité pénale en cas d'infraction commise sur ordre de la loi ou sur commandement de l'autorité légitime) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 208 de M. Jacques Toubon (rédactionnel) (p. 3438) ;

- *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (substitue l'expression « n'est pas pénalement responsable » à l'expression « n'est pas punissable ») : adopté (p. 3438).

Article 122-4 du code pénal (irresponsabilité pénale en cas de légitime défense) :

- *soutient* l'amendement n° 36 corrigé de la commission (prévoit la légitime défense uniquement pour les cas d'atteinte à la personne sauf s'il y a disproportion entre les moyens de défense et la gravité de l'atteinte) : adopté au scrutin public (p. 3442) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 176 de M. José Rossi (prévoit que seule la disproportion manifeste entre les moyens et la gravité de l'atteinte exclut le cas de légitime défense) à l'amendement n° 36 corrigé de la commission (p. 3441).

Après l'article 122-4 du code pénal :

- *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (clarification formelle) : adopté (p. 3442) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 185 de M. Jacques Brunhes (supprime le deuxième alinéa de l'amendement qui réintroduit la définition de la proportionnalité nécessaire à la défense d'un bien) à l'amendement n° 37 de la commission (p. 3442).

Article 122-5 du code pénal (irresponsabilité pénale justifiée par l'état de nécessité) :

- *défavorable* à l'amendement n° 211 de M. Jacques Toubon (précise la distinction entre l'état de nécessité et la légitime défense en supprimant, pour l'état de nécessité, la condition de la proportionnalité) (p. 3442) ;

- *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3443) ;

- *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (supprime les précisions apportées par le Sénat à la notion de personne) : adopté (p. 3443).

Article 122-6 du code pénal (responsabilité pénale des mineurs) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 212 de M. Jacques Toubon (distingue, en fonction de leur âge, la responsabilité des mineurs) (p. 3444) ;

- *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (affirme le principe selon lequel les mineurs font l'objet de mesures de protection et d'assistance ; précise les conditions dans lesquelles les peines sont prononcées à l'encontre des mineurs de plus de treize ans ; prévoit l'application de peines réduites de moitié) (p. 3443) : adopté (p. 3440).

Article 131-1 du code pénal (échelle des peines criminelles) :

- *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Gilbert Millet (prévoit une réclusion criminelle de vingt-cinq ans au maximum) (p. 3457) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 156 de M. Gilbert Millet (supprime la réclusion de trente ans) (p. 3458).

Article 131-2 du code pénal (caractère non exclusif des peines de réclusion criminelle ou de détention criminelle) :

- *défavorable* à l'amendement n° 216 de M. Jacques Toubon (précise qu'en matière criminelle une peine d'amende ne peut être qu'une peine complémentaire) (p. 3458).

Article 131-3 du code pénal (énumération des peines correctionnelles) :

- *soutient* l'amendement n° 41 de la commission (fait figurer l'amende dans l'énumération des peines correctionnelles) : adopté (p. 3459) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 217 corrigé rectifié de M. Jacques Toubon (modifie le classement et l'échelle des peines correctionnelles) (p. 3460) ;

- *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (fait figurer le jour-amende dans l'énumération des peines correctionnelles) (p. 3460) : adopté (p. 3461).

Article 131-4 du code pénal (échelle des peines d'emprisonnement) :

- *défavorable* à l'amendement n° 139 de M. José Rossi (prévoit que l'échelle des peines d'emprisonnement peut être écartée lorsque la loi en dispose autrement pour certaines infractions correctionnelles) (p. 3461) ;

- *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (rétablit à sept ans le plafond des peines correctionnelles) : adopté au scrutin public (p. 3465).

Article 131-4-1 du code pénal (définition de la peine correctionnelle de jours-amende) :

- *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3465).

Article 131-5 du code pénal (peines privatives ou restrictives de droits pouvant remplacer l'emprisonnement) :

- *soutient* l'amendement n° 249 de la commission (supprime la notion de peine de substitution) : adopté (p. 3465) ;

- *favorable* à l'amendement n° 140 de M. José Rossi (ajoute à la liste l'interdiction d'utilisation des cartes de crédit) (p. 3466) ;

- *son* sous-amendement oral (ajoute l'interdiction d'utilisation des cartes de paiement) à l'amendement n° 140 de M. José Rossi : retiré (p. 3466).

Article 131-6 du code pénal (possibilité d'utiliser les peines privatives ou restrictives de droits pour remplacer l'amende) :

- *soutient* l'amendement n° 250 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3467) ;

- *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (substitue aux mots « jours-amende » les mots « amende ») : devenu sans objet (p. 3467).

Article 131-7 du code pénal (peine de travail d'intérêt général) :

- *soutient* l'amendement n° 251 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3467) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 157 de M. Gilbert Millet (prévoit que la peine de travail d'intérêt général peut être prononcée en l'absence du prévenu) (p. 3468).

Article 131-8 du code pénal (peine de jours-amende) :

- *soutient* l'amendement n° 252 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3468) ;

- *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (précise que le nombre des jours-amende est déterminé en fonction des circonstances de l'infraction et que le montant de chaque jour-amende est fixé en tenant compte des ressources et des charges du condamné) : adopté (p. 3468).

Article 131-9 du code pénal (non cumul des peines en matière correctionnelle) :

- *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3469) ;

- *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (précise que la peine de jours-amende ne peut être cumulée avec les peines privatives ou restrictives de droits) : adopté (p. 3469) ;

- *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (précise qu'on ne peut cumuler dans la même condamnation une peine d'amende et une peine de jours-amende) : adopté (p. 3469).

Article 131-11 du code pénal (faculté pour le juge de ne prononcer que l'une ou plusieurs des peines complémentaires encourues) :

- *favorable* à l'amendement n° 172 de M. José Rossi (prévoit que, pour les délits seulement, la juridiction peut ne prononcer que la peine complémentaire ou l'une ou plusieurs des peines complémentaires encourues) (p. 3469).

Article 131-13 du code pénal (montant des amendes contraventionnelles) (p. 3469) :

- *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3470) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 224 de M. Jacques Toubon (porte le montant de l'amende pour les contraventions de quatrième classe à 10 000 francs en cas de récidive) (p. 3470).

Article 131-14 du code pénal (peines de substitution à l'amende pour les contraventions de la cinquième classe) :

- *soutient* l'amendement n° 253 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3470) ;

- *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (prévoit que, pour les contraventions de la cinquième classe, l'amende peut être remplacée par une des peines énumérées à l'article 131-14) : devenu sans objet (p. 3470) ;

- *soutient* le sous-amendement oral de la commission (de conséquence) à l'amendement n° 141 de M. José Rossi (de conséquence) : adopté (p. 3470).

Article 131-16 du code pénal (peines complémentaires en matière contraventionnelle) :

- *défavorable* à l'amendement n° 227 de M. Jacques Toubon (limite les peines complémentaires à la confiscation d'une chose mobilière corporelle d'une valeur n'excédant pas 20 000 francs et à l'interdiction de porter une arme, les autres peines complémentaires devenant peines principales) (p. 3471) ;

- *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3471) ;

- *soutient* l'amendement n° 54 de la commission (supprime la disposition relative à l'annulation du permis de conduire en matière de contraventions) : adopté (p. 3471) ;

- *soutient* l'amendement n° 55 de la commission (supprime l'affichage en matière contraventionnelle) : adopté (p. 3472).

Article 131-17 du code pénal (peine complémentaire applicable pour les contraventions de cinquième classe) :

- *soutient* l'amendement n° 56 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3472).

Article 131-20 du code pénal (peine de la confiscation) :

- *soutient* l'amendement n° 57 de la commission (de précision) (p. 3472) : adopté (p. 3473).

Après l'article 131-20 :

- *défavorable* à l'amendement n° 158 de M. François Asensi (permet la contrainte par corps uniquement pour une condamnation en matière douanière, de trafic de stupéfiants ou de proxénétisme) (p. 3473).

Article 131-24 du code pénal (modalités d'application de la peine de jours-amende) :

- *soutient* l'amendement n° 58 de la commission (supprime l'incarcération pour la totalité du nombre de jours-amende impayés) : adopté (p. 3474) ;

- *soutient* l'amendement n° 59 de la commission (reprend les dispositions du projet de loi initial en précisant les modalités d'incarcération en cas de non paiement des jours-amende) : adopté (p. 3474).

Article 131-25 du code pénal (interdiction des droits civils, civiques et de famille) :

- *favorable* à l'amendement n° 232 de M. Jacques Toubon (supprime la précision selon laquelle les interdictions sont encourues à titre complémentaire) (p. 3474).

Article 131-26 du code pénal (interdiction d'exercer une fonction publique ou une activité professionnelle ou sociale) :

- *défavorable* au sous-amendement n° 259 de M. Gilbert Millet (limite les cas de suspension de l'activité professionnelle) à l'amendement n° 244 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3475).

Article 131-28 du code pénal (conditions d'application de l'interdiction d'exercer une fonction publique ou une activité professionnelle lorsqu'elle accompagne une peine privative de liberté) :

- *soutient* l'amendement n° 60 de la commission (étend l'application à l'interdiction des droits civiques, civils ou de famille) : adopté (3475).

Article 131-29 du code pénal (interdiction de séjour) :

- *défavorable* à l'amendement n° 160 de M. Gilbert Millet (de suppression) (p. 3476) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 3 du Gouvernement (supprime la « judiciarisation » de l'interdiction de séjour) (p. 3476) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 233 de M. Jacques Toubon (supprime la « judiciarisation » de l'interdiction de séjour) (p. 3476) ;

- *soutient* l'amendement n° 61 de la commission (précise les modalités de la « judiciarisation » de l'interdiction de séjour) : adopté (p. 3477).

Article 131-30 du code pénal (imputation d'une détention sur l'interdiction de séjour) :

- *soutient* l'amendement n° 62 de la commission (précise le point de départ de l'interdiction de séjour qui accompagne une peine privative de liberté) : adopté (p. 3477).

Article 131-32 du code pénal (exclusion des marchés publics) :

- *défavorable* à l'amendement n° 234 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 3477).

Article 131-35 du code pénal (peines criminelles et correctionnelles) :

- *soutient* l'amendement n° 63 de la commission (supprime l'obligation de mettre en cause des représentants du personnel préalablement au jugement ; fait de l'amende une peine de droit commun) : adopté (p. 3478) ;

- *soutient* l'amendement n° 64 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3478).

Article 131-36 du code pénal (taux minimal de l'amende criminelle ou correctionnelle) :

- *favorable* à l'amendement n° 143 corrigé de M. José Rossi (fixe uniquement le montant maximal de l'amende) (p. 3478) ;

- *soutient* l'amendement n° 65 de la commission (rétablit la rédaction initiale du texte en retenant le principe que l'amende est le décuple de celles infligées aux personnes physiques) : adopté (p. 3479).

Article 131-37 du code pénal (peines particulières susceptibles d'être prononcées à l'encontre des personnes morales) :

- *soutient* l'amendement n° 66 de la commission (rétablit la dissolution comme peine applicable dès la première infraction) : adopté (p. 3479) ;

- *soutient* l'amendement n° 67 de la commission (rétablit le placement, pour une durée de cinq ans au plus, sous surveillance judiciaire) (p. 3479) : adopté (p. 3480) ;

- *soutient* l'amendement n° 270 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3480) ;

- *soutient* l'amendement n° 68 de la commission (exclut l'application de la peine de dissolution et de la peine de placement sous surveillance pour les partis politiques et les syndicats professionnels) (p. 3480) : adopté après modifications (p. 3481).

Article 131-38 du code pénal (peines contraventionnelles) :

- *soutient* l'amendement n° 69 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3481).

Article 131-39 du code pénal (taux maximal de l'amende contraventionnelle) :

- *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (retient le principe que l'amende est le décuple de celle infligée aux personnes physiques) : adopté (p. 3481).

Article 131-40 du code pénal (peines de substitution à la peine d'amende pour les contraventions de la cinquième classe) :

- *son* amendement n° 272 (de conséquence) : adopté (p. 3481).

Article 131-41 du code pénal (peines complémentaires en matière contraventionnelle) :

- *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3482) ;

- *soutient* l'amendement n° 254 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3482).

Article 131-43 A du code pénal (immunité des dirigeants ou des employés de la personne morale condamnée) :

- *soutient* l'amendement n° 72 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3482).

Article 131-43 (effets de la dissolution de la personne morale) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 145 de M. José Rossi (modalités d'application de la liquidation d'une personne morale qui relève de la compétence d'un tribunal étranger) (p. 3483).

Article 131-44 du code pénal (effets du placement sous surveillance judiciaire de la personne morale) :

- *soutient* l'amendement n° 73 de la commission (donne au juge de l'application des peines les moyens d'adapter la sanction à l'évolution du comportement de la personne morale) : adopté (p. 3483).

Après l'article 131-45 :

- *soutient* l'amendement n° 74 de la commission (précise les effets des autres peines applicables aux personnes morales) : adopté (p. 3484).

Article 131-46 du code pénal (modalités d'application) :

- *soutient* l'amendement n° 75 de la commission (précise le champ d'application du décret en Conseil d'Etat qui fixera notamment les conditions dans lesquelles les représentants du personnel sont avisés de la date d'audience) : adopté (p. 3484).

Article 132-5 du code pénal (problèmes particuliers des peines privatives de liberté, de travail d'intérêt général et de jours-amende ; récidive et incidence du sursis) :

- *soutient* l'amendement n° 76 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3485).

Article 132-8 du code pénal (peine applicable en cas de récidives criminelle ou correctionnelle) :

- *soutient* l'amendement n° 77 de la commission (de conséquence) (p. 3485) ; adopté (p. 3486).

Article 132-9 du code pénal (peine applicable en cas de récidives criminelle ou correctionnelle punies de un à dix ans d'emprisonnement) :

- *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3486) ;

- *soutient* l'amendement n° 79 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3486) ;

- *soutient* l'amendement n° 80 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3486) ;

- *soutient* l'amendement n° 81 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3486).

Article 132-10 du code pénal (récidive correctionnelle) :

- *soutient* l'amendement n° 82 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3487).

Article 132-11 du code pénal (récidive contraventionnelle) :

- *soutient* l'amendement n° 83 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3487).

Article 132-12 du code pénal (récidive de peine criminelle ou correctionnelle à crime) :

- *soutient* l'amendement n° 84 de la commission (substitue la peine d'amende à la peine de jours-amende) : adopté (p. 3487) ;

- *soutient* l'amendement n° 85 de la commission (reprend le taux de vingt fois le taux maximum prévu par le texte initial) : adopté (p. 3487) ;

- *soutient* l'amendement n° 86 de la commission (de conséquence) (p. 3487) : adopté (p. 3488).

Article 132-13 du code pénal (récidive de peine criminelle ou correctionnelle à délit) :

- *soutient* l'amendement n° 87 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 3488).

- *soutient* l'amendement n° 88 de la commission (prévoit que le taux maximum de l'amende est égal à vingt fois le taux maximum prévu pour la répression de ce délit) : adopté (p. 3488).

- *soutient* l'amendement n° 89 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 3488).

- *soutient* l'amendement n° 90 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 3488).

- *soutient* l'amendement n° 91 de la commission (prévoit que le taux maximum de l'amende est égal à vingt fois celui prévu par la loi qui réprime ce délit) : adopté (p. 3488) ;

- *soutient* l'amendement n° 92 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 3488).

Article 132-14 du code pénal (récidive correctionnelle) :

- *soutient* l'amendement n° 93 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3489) ;

- *soutient* l'amendement n° 94 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3489).

Article 132-15 du code pénal (récidive contraventionnelle) :

- *soutient* l'amendement n° 95 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3489) ;

- *soutient* l'amendement n° 96 de la commission (prévoit que le taux de l'amende est vingt fois celui prévu par le texte qui réprime cette contravention) : adopté (p. 3489).

Article 132-16 du code pénal (application des seules peines prononcées par la juridiction) :

- *défavorable* à l'amendement n° 236 rectifié de M. Jacques Toubon (impose la généralisation de la motivation de la décision) (p. 3490).

Article 132-17 du code pénal (« peines-planchers » en matière criminelle) :

- *soutient* l'amendement n° 97 de la commission (fixe un plancher minimal de deux ans pour les infractions pouvant être punies de la réclusion ou de la détention criminelle à perpétuité) : adopté (p. 3491) ;

- *soutient* l'amendement n° 98 de la commission (fixe à un an la peine minimale pour une infraction pouvant être punie de la réclusion ou de la détention à temps) : adopté (p. 3491).

Article 132-18 du code pénal (motivation spéciale des peines d'emprisonnement sans sursis d'une durée inférieure ou égale à quatre mois) :

- *soutient* l'amendement n° 99 de la commission (impose la motivation en matière correctionnelle pour toutes les peines d'emprisonnement et prévoit que celui-ci est de sept jours au moins) (p. 3491) : adopté (p. 3492) ;

- *soutient* l'amendement n° 100 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3492).

Article 132-19 du code pénal (peine d'amende) :

- *soutient* l'amendement n° 101 de la commission (prévoit que lorsqu'une infraction est punie d'une peine d'amende, la juridiction peut prononcer une amende d'un montant inférieur à celle qui est encourue ; supprime la fixation d'un montant minimal) : adopté (p. 3493).

Article 132-20 du code pénal (relèvement des interdictions, déchéances ou incapacités résultant de plein droit d'une condamnation) :

- *soutient* l'amendement n° 102 de la commission (supprime les interdictions, déchéances et incapacités résultant de plein droit des condamnations pénales) : adopté (p. 3501).

Article 131-25 du code pénal (interdiction des droits civils, civiques et de famille) (suite) :

- *favorable* à l'amendement n° 267 du Gouvernement précédemment réservé (prévoit que l'interdiction de droit de vote ou l'inéligibilité emporte interdiction ou incapacité d'exercer une fonction publique) (p. 3502).

Article 132-16 du code pénal (application des seules peines prononcées par la juridiction) (suite) :

- *défavorable* à l'amendement n° 266 du Gouvernement précédemment réservé (prévoit l'annulation automatique du permis de conduire qui accompagne toute condamnation prononcée pour blessure ou homicide involontaire commis sous l'empire d'un état alcoolique) (p. 3502).

Article 132-21 (communication aux autorités judiciaires de renseignements de nature financière ou fiscale) :

- *soutient* l'amendement n° 103 de la commission (précise que les autorités judiciaires peuvent obtenir des renseignements de nature fiscale auprès de ceux qui détiennent des fonds appartenant au prévenu) : adopté (p. 3505) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 190 du Gouvernement (maintient la contrainte par corps en garantie du paiement d'une amende) (p. 3505).

Après l'article 132-21 du code pénal :

- *soutient* l'amendement n° 105 de la commission (prévoit la possibilité de fixer une période de sûreté qui ne peut excéder la moitié de la peine prononcée ou dix-huit ans en cas de réclusion à perpétuité en cas de condamnation à une peine privative de liberté sans sursis d'une durée égale ou supérieure à sept ans) (p. 3505) : adopté au scrutin public (p. 3512) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 237 de M. Jacques Toubon (prévoit l'application de la période de sûreté pour les peines égales ou supérieures à dix ans) à l'amendement n° 105 de la commission (p. 3510) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 179 de M. Jean-Jacques Hyest (supprime les dispositions relatives à la durée maximale de la période de sûreté) à l'amendement n° 105 de la commission (p. 3511) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 239 de M. Jacques Toubon (régime de la peine de sûreté) (p. 3506) ;

- *soutient* l'amendement n° 104 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3512).

Article 132-22 du code pénal (principe de la personnalisation des peines) :

- *soutient* l'amendement n° 106 de la commission (dispose que la juridiction prononce les peines et fixe leur régime en tenant compte des circonstances de l'infraction et de la personnalité de l'auteur) : adopté (p. 3512).

Article 132-26-1 du code pénal (période de sûreté) :

- *soutient* l'amendement n° 107 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3514).

Article 132-28 du code pénal (conditions d'octroi du sursis simple en matière criminelle ou correctionnelle) :

- *défavorable* à l'amendement n° 163 de M. Jacques Brunhes (définit les conditions d'octroi du sursis simple) (p. 3514) ;

- *soutient* l'amendement n° 108 de la commission (revient au texte initial ; prévoit pour les personnes morales que le sursis simple ne peut être accordé lorsqu'elles ont fait l'objet d'une amende d'un montant supérieur à 400 000 francs) : adopté (p. 3515).

Article 132-29 du code pénal (peines susceptibles d'être assorties du sursis simple en matière correctionnelle pour les personnes physiques) :

- *soutient* l'amendement n° 109 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3515).

Article 132-30 du code pénal (sursis applicable aux personnes morales) :

- *soutient* l'amendement n° 110 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3515).

Article 132-31 du code pénal (conditions d'octroi du sursis en matière contraventionnelle) :

- *soutient* l'amendement n° 111 de la commission (prévoit que le sursis simple peut être ordonné si les personnes morales n'ont pas été condamnées dans le même délai de cinq ans à une amende supérieure à 100 000 francs) : adopté (p. 3515).

Article 132-32 du code pénal (peines contraventionnelles susceptibles d'être assorties d'un sursis simple) :

- *soutient* l'amendement n° 112 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3515) ;

- *soutient* l'amendement n° 113 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3516).

Article 132-34 du code pénal (révocation du sursis simple) :

- *défavorable* à l'amendement n° 164 de M. Gilbert Millet (assortit la dispense de révocation ainsi que la révocation d'une décision spéciale et motivée) (p. 3516).

Article 132-36 du code pénal (conséquences de la révocation du sursis et possibilité pour le tribunal de dispenser le condamné de la révocation) :

- *défavorable* à l'amendement n° 241 de M. Jacques Toubon (prévoit qu'en cas de pluralité de sursis, la juridiction ne peut prononcer la dispense de révocation que pour l'un d'entre eux seulement) (p. 3518).

Article 132-37 du code pénal (effets du sursis partiel) :

- *soutient* l'amendement n° 114 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3517).

Article 132-38-1 du code pénal (conditions d'octroi) :

- *soutient* l'amendement n° 115 de la commission (de suppression) (p. 3517) : adopté (p. 3518).

Article 132-41 du code pénal (obligations du condamné) :

- *défavorable* à l'amendement n° 167 de M. François Asensi (précise le rôle spécifique du juge de l'application des peines) (p. 3519).

Article 132-43 du code pénal (obligations particulières) :

- *soutient* l'amendement n° 117 corrigé de la commission (prévoit l'interdiction de fréquenter les débits de boisson) (p. 3519) : adopté après rectification (p. 3520) ;

- *soutient* l'amendement n° 255 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3520).

Article 132-45 du code pénal (autorité pouvant révoquer le sursis) :

- *soutient* l'amendement n° 256 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 3520).

Article 132-50 du code pénal (effets du succès de la probation sur la condamnation) :

- *soutient* l'amendement n° 118 de la commission (supprime la possibilité pour le tribunal de déclarer non avenue la condamnation sous certaines conditions afin d'éviter l'inscription dans le code pénal de dispositions devant figurer uniquement dans le code de procédure pénale) : adopté (p. 3521).

Article 132-50-1 du code pénal (caducité de la condamnation) :

- *soutient* l'amendement n° 119 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3521).

Article 132-50-2 du code pénal (sursis avec mise à l'épreuve successifs) :

- *soutient* l'amendement n° 120 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3522).

Article 132-51 du code pénal (effets d'une condamnation assortie du sursis avec mise à l'épreuve sur une condamnation antérieure) :

- *soutient* l'amendement n° 121 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3522).

Article 132-52 du code pénal (faculté pour la juridiction de prononcer un sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général) :

- *soutient* l'amendement n° 122 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3522).

Article 132-54 du code pénal (application au sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général des règles relatives au sursis avec mise à l'épreuve) :

- *soutient* l'amendement n° 123 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3523).

Après l'article 132-54 du code pénal :

- *soutient* l'amendement n° 124 de la commission (reprend les dispositions de l'article 16 de la loi du 6 juillet 1989 modifiant le code de procédure pénale et relatives à la détention provisoire) : adopté (p. 3523).

Article 132-56 du code pénal (conditions de la dispense de peine) :

- *défavorable* à l'amendement n° 243 de M. Jacques Toubon (supprime la possibilité pour la juridiction de décider que sa décision ne sera pas mentionnnée au casier judiciaire) (p. 3524) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 265 de M. Jacques Toubon (précise que la mention de dispense de peine ne figure qu'au bulletin n° 1) (p. 3524).

Article 132-60 du code pénal (principe de l'ajournement avec mise à l'épreuve) :

- *soutient* l'amendement n° 125 de la commission (précise que la mise à l'épreuve ne peut dépasser un an) : adopté (p. 3524).

Article 132-62 du code pénal (décision de la juridiction à l'audience de renvoi) (p. 3524) :

- *soutient* l'amendement n° 126 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3525).

Article 132-69 du code pénal (bande organisée) :

- *défavorable* à l'amendement n° 169 de M. Gilbert Millet (de suppression) (p. 3525).

Article 133-1 du code pénal (conséquences du décès du condamné, de la grâce, de l'amnistie, de la prescription, de la réhabilitation ainsi que de la dissolution de la personne morale) :

- *soutient* l'amendement n° 127 corrigé de la commission (reprend la rédaction initiale du texte en précisant les modalités de recouvrement de l'amende due au jour du décès) : adopté (p. 3526).

Article 133-9 du code pénal (effets de l'amnistie à l'égard du condamné) :

- *soutient* l'amendement n° 257 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3527).

Article 133-13 du code pénal (condition de la réhabilitation des personnes physiques) :

- *soutient* l'amendement n° 128 de la commission (exclut expressément la réhabilitation de plein droit pour les peines de réclusion et de détention criminelle) (p. 3527) : adopté (p. 3528) ;

- *soutient* l'amendement n° 258 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3528).

Avant l'article 133-18 du code pénal :

- *soutient* l'amendement n° 129 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3528).

Article 133-18 du code pénal (effets du décès ou de la dissolution) :

- *soutient* l'amendement n° 130 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3528).

Explications de vote :

Code pénal (intérêt de la réforme) (p. 3531).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Police :

- effectifs (p. 5047) ;

- naturalisation (p. 5048) ;

- rémunérations (p. 5047).

- Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 159).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1989] :

Après l'article 8 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 4 de la commission (dispense les membres des professions judiciaires et juridiques qui se groupent de l'autorisation administrative exigée par l'article L. 631-7 du code de l'habitation et impose qu'une déclaration soit effectuée dans les deux mois de l'entrée dans les lieux auprès de l'autorité administrative compétente) (p. 5427, 5428).

Apport de capitaux extérieurs à la profession (p. 5427).

Avocats étrangers (p. 5427).

- Projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (n° 650).

Rapporteur suppléant.

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [19 décembre 1989] :

Commission mixte paritaire (présentation du texte adopté) (p. 6855).

Limite d'âge (p. 6855).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023).

Commission mixte paritaire [19 décembre 1989] :

Après l'article 8 :

- *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (organise la répression du travail clandestin ; visites domiciliaires) (p. 6862).

Domicile (inviolabilité) (p. 6862).

MARCUS (Claude-Gérard)

Député de Paris

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement à l'article XI de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (n° 539) [7 avril 1989] (p. 94).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Défense) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 539) autorisant l'approbation d'un **amendement à l'article XI de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (n° 623)** [20 avril 1989].

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome XI : **défense (n° 922)** [12 octobre1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Réception à Paris de M. Arafat : Palestine ; relations franco-israéliennes ; attitude de l'O.L.P. à l'égard d'Israël [26 avril 1989] (p. 448).

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement à l'article XI de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (n° 539).

Rapporteur suppléé par : *Jean-Baptiste (Henry).*

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [27 avril 1989] :

Financement du secrétariat et des sessions de la Convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages (p. 554, 555).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 885).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

- *défavorable* (p. 1559).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [6 novembre 1989] :

Affaires étrangères :

- désarmement (p. 4607) ;

- situation internationale (incertitudes) (p. 4607).

Armée de l'air : seuil de 450 avions de combat (p. 4607).

Armée de terre : force d'action rapide (F.A.R.) (p. 4607).

Armements classiques :

- avions : Crusader (et F 18) (p. 4607) ;

- bâtiments de la marine ;

- frégate anti aérienne (p. 4607) ;

- porte-avions (p. 4607) ;

- matériels terrestres : char AMX Leclerc (p. 4607) ;

- missiles tactiques : Santal (p. 4607).

Crédits militaires : proposition du groupe communiste (réduction de 40 milliards de F) (p. 4607).

Force nucléaire stratégique (F.N.S.) : missiles stratégiques : missile S 4 (p. 4607).

Gendarmerie :

- malaise (p. 4607, 4608) ;

- Nouvelle-Calédonie (p. 4608).

Loi de programmation militaire.

Personnels civils (p. 4608).

Plan Armées 2000 (p. 4607, 4608).

Affaires étrangères. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis suppléant [7 novembre 1989] :

Français de l'étranger : enseignants français à l'étranger (p. 4657).

Francophonie :

- généralités (p. 4657) ;

- Radio-France Internationale (R.F.I.) (p. 4657) ;

- politique télévisuelle extérieure (T.V. 5) (p. 4657).

Politique extérieure : Liban (p. 4657).

Relations culturelles internationales (p. 4656, 4657).

Questions :

Politique extérieure : Tunisie (biens des Français) (p. 4681).

MARIN-MOSKOVITZ (Gilberte)

Député du Territoire de Belfort

(2e circonscription)

Sociallste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur du projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645) [18 mai 1989].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648) [*J.O.* du 16 juin 1989] (p. 7522).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [21 novembre 1989] (p. 5470).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [*J.O.* du 22 novembre 1989] (p. 14539).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 646) [*J.O.* du 1er décembre 1989] (p. 14895).

Vice-présidente de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15553).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 645), adopté par le Sénat, relatif à la **prévention des mauvais traitements** à l'égard des **mineurs** et à la protection de l'enfance **(n° 731)** [7 juin 1989]

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 865), modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif à la **prévention des mauvais traitements** à l'égard des **mineurs** et à la protection de l'enfance **(n° 868)** [3 juillet 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **prévention des mauvais traitements** à l'égard des **mineurs** et à la protection de l'enfance **(n° 871)** [3 juillet 1989].

Rapport en nouvelle lecture, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 874) modifié par l'Assemblée nationale en

deuxième lecture, relatif à la **prévention des mauvais traitements** à l'égard des **mineurs** et à la protection de l'enfance **(n° 875)** [4 juillet 1989].

Rapport en vue de la lecture définitive, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 881) relatif à la **prévention des mauvais traitements** à l'égard des **mineurs** et à la protection de l'enfance **(n° 882)** [4 juillet 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Emploi dans l'entreprise (maintien, prévention du licenciement) :

- salariés âgés (cotisation versée en cas de licenciement ; cas des entreprises artisanales ; « cotisation Delalande ») (p. 1207) ;

- salariés en difficulté face aux évolutions technologiques (p. 1207).

Licenciement : généralités :

- autorisation administrative (non rétablissement) (p. 1206) ;

- droit (p. 1207).

- Projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juin 1989] :

Définition (difficulté à définir l'enfance maltraitée) (p. 2065).

Enfants :

- droits (et convention de l'O.N.U. sur les droits de l'enfant) (p. 2062) ;

- sévices sexuels (p. 2065).

Prévention et lutte contre les mauvais traitements (personnes et professions compétentes) :

- associations (p. 2066) ;

- départements (répartition des compétences avec l'Etat et la justice) (p. 2066) ;

- informateurs (p. 2067) ;

- magistrats et services judiciaires (p. 2066, 2067) ;

- personnels sociaux et médicaux (p. 2066, 2067) ;

- secret professionnel (p. 2067).

Discussion des articles [13 juin 1989] :

Article 2 *(missions spécifiques du service de l'aide sociale à l'enfance en matière de mauvais traitement à l'égard des mineurs) :*

- *soutient* l'amendement n° 7 corrigé de la commission (dispositif d'urgence ; prise en compte des mauvais traitements à chaque étape de l'aide sociale à l'enfance) (p. 2094) : adopté après modifications (p. 2095) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 44 du Gouvernement (coordination des interventions judiciaires et administratives en faveur des enfants maltraités) à l'amendement n° 7 corrigé de la commission (p. 2094).

Article 3 *(insertion dans le code de la famille et de l'aide sociale d'une section relative à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection des mineurs maltraités) :*

Article 66 du code de la famille et de l'aide sociale : coordination de l'action des services publics compétents :

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2096).

Article 67 du code de la famille et de l'aide sociale : actions d'information, de sensibilisation et de publicité :

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (précise que le président du conseil général ne peut totalement se dessaisir de ces actions au profit des associations) : adopté (p. 2096).

Article 68 du code de la famille et de l'aide sociale : dispositif départemental de recueil d'informations :

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (précise que le président du conseil général met en place un dispositif permettant de recueillir en permanence les informations relatives aux mineurs maltraités et de répondre aux situations d'urgence) (p. 2096) : adopté (p. 2097) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 33 de M. Jean-Yves Chamard (précise que le service de recueil des informations doit traiter aussi les interventions) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 2097) ;

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (précise que les personnes morales de droit privé et les personnes physiques participent à ce dispositif d'informations) (p. 2097) : adopté après modifications (p. 2098) ;

- *son* sous-amendement n° 22 (réduit cette participation aux seuls personnes et organismes concourant à la protection de l'enfance et de la famille) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 2097) : adopté (p. 2098) ;

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098) ;

- *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (inscrit dans les dépenses obligatoires des départements la mise en place de ce dispositif) : adopté (p. 2098).

Article 69 du code de la famille et de l'aide sociale : information de l'autorité judiciaire par le président du conseil général :

- *soutient* l'amendement n° 14 rectifié de la commission (précise l'articulation entre les services sociaux et l'autorité judiciaire) : adopté après modifications (p. 2099) ;

- *son* sous-amendement n° 23 (cas où il est impossible d'évaluer la situation et cas où la famille refuse d'accepter une intervention de l'aide sociale) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission : adopté (p. 2099).

Article 70 du code de la famille et de l'aide sociale : information des personnes sur le suivi des cas qu'elles ont signalés :

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2100) ;

- *son* amendement n° 24 (restreint le contenu des informations retournées aux non-professionnels qui ont effectué un signalement) : adopté (p. 2100) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit la destruction du dossier dans le cas où une information n'est pas fondée) (p. 2101).

Article 71 du code de la famille et de l'aide sociale : service national d'accueil téléphonique :

- *soutient* l'amendement n° 17 corrigé de la commission (organisation et fonctionnement du service national d'accueil téléphonique) (p. 2101) : adopté après modifications (p. 2104) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 38 de M. Jean-Yves Chamard (vérification de l'identité de la personne qui a transmis l'information) à l'amendement n° 17 corrigé de la commission (p. 2103) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 48 du Gouvernement (contenu de la convention constituant un groupement d'intérêt public) à l'amendement n° 17 corrigé de la commission (p. 2104) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 49 du Gouvernement (précise que le représentant de l'Etat dans le département assure le contrôle de l'activité des services départementaux) à l'amendement n° 17 corrigé de la commission (p. 2104)

Après l'article 3 :

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (prévoit une formation initiale et une formation continue des personnes ayant à connaître de par leur profession des enfants maltraités) : adopté (p. 2105).

Article 7 *(modalités de prise en charge financière des placements d'enfants) :*

- *soutient* l'amendement n° 19 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 2105) : adopté (p. 2106).

Article 9 *(effet de la décision du juge de placer un mineur auprès d'un service d'aide sociale à l'enfance d'un département autre que celui de sa juridiction) :*

- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2106).

Article 11 *(rapport d'information au Parlement) :*

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (bilan du fonctionnement du service d'accueil téléphonique et du dispositif départemental du recueil d'informations) (p. 2108) : adopté (p. 2109).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 juillet 1989] :

Prévention et lutte contre les mauvais traitements (personnes et professions compétentes) :

- départements (répartition des compétences avec l'Etat et la Justice) (p. 2887) ;

- secret professionnel (p. 2888) ;

- service d'accueil téléphonique (p. 2887, 2888) ;

- services de l'aide sociale à l'enfance et de la P.M.I. (p. 2887).

Discussion des articles [3 juillet 1989] :

Article 2 *(missions spécifiques du service de l'aide sociale à l'enfance en matière de mauvais traitement à l'égard des mineurs) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2890) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2890).

Article 3 *(insertion dans le code de la famille et de l'aide sociale d'une section relative à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection des mineurs maltraités) :*

Article 68 du code de la famille et de l'aide sociale : dispositif départemental de recueil d'informations :

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2891).

Article 70 du code de la famille et de l'aide sociale : information des personnes sur le suivi des cas qu'elles ont signalés :

- ses observations sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (retour d'information aux personnes qui ont signalé des cas nécessitant une intervention) (p. 2891).

Article 71 du code de la famille et de l'aide sociale : service national d'accueil téléphonique :

- *défavorable* à l'amendement n° 9 du Gouvernement (rôles respectifs du président du conseil général et du représentant de l'Etat pour le fonctionnement du service d'accueil téléphonique) (p. 2891) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (informations transmises par le président du conseil général au groupement d'intérêt public sur les modalités de fonctionnement du dispositif départemental) (p. 2891) : adopté (p. 2892) ;

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2892).

Article 7 *(modalités de prise en charge financière des placements d'enfants) :*

- *soutient* l'amendement n° 19 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 2105) : adopté (p. 2106).

Article 9 *(effet de la décision du juge de placer un mineur auprès d'un service d'aide sociale à l'enfance d'un département autre que celui de sa juridiction) :*

- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2106).

Article 11 *(rapport d'information au Parlement) :*

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (bilan du fonctionnement du service d'accueil téléphonique et du dispositif départemental du recueil d'informations) (p. 2108) : adopté (p. 2109).

Troisième lecture :

Discussion des articles [4 juillet 1989] :

Article 2 *(missions spécifiques du service de l'aide sociale à l'enfance en matière de mauvais traitement à l'égard des mineurs) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (précise les actions de prévention de l'aide sociale à l'enfance) : adopté (p. 2938).

Article 3 *(insertion dans le cadre de la famille et de l'aide sociale d'une section relative à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection des mineurs maltraités) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (art. 68 du code de la famille et de l'aide sociale : remplace la participation légale des professionnels et des organisations concourant à la protection de l'enfant et de la famille par une faculté laissée aux présidents de conseils généraux de recourir à leur collaboration) : adopté (p. 2939) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (art. 70 du code de la famille et de l'aide sociale : rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2939) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (art. 71 du code de la famille et de l'aide sociale : rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2939).

Lecture définitive [4 juillet 1989] :

Enfants :

- délaissement (p. 2965) ;

- sévices sexuels et violences (report des délais de prescription) (p. 2965).

- Projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 646).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 octobre 1989] :

Famille : familles défavorisées (p. 2995).

Protection maternelle et infantile :

- femmes : carnet de grossesse (p. 2995).

- missions (p. 2995).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture :

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Questions* [2 novembre 1989] :

Emploi : associations intermédiaires (p. 4469).

Travail :

- aménagement du temps de travail (p. 4474) ;

- droit d'expression des salariés (p. 4475) ;

- négociation collective (p. 4475).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 968).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er décembre 1989] :

Personnes dépendantes :

- centres et unités de longs séjours (personnes hébergées : allocations logement) (p. 5834) ;

- hébergement (p. 5834).

- Projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Prévoyance complémentaire : généralités :

- niveau (développement) (p. 6326).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 décembre 1989] :

Action sociale et solidarité nationale (insertion) : revenu minimum d'insertion (p. 6492).

Bénéficiaires : familles modestes (p. 6492).

Logement social : généralités (droit au logement) (p. 6492).

Organismes et structures : associations (p. 6492).

MAS (Roger)

Député des Ardennes

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Industrie et aménagement du territoire : industrie) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)**. Tome VIII : **industrie et aménagement du territoire : industrie (n° 925)** [12 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et aménagement du territoire : industrie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [9 novembre 1989] :

Energie :

- charbonnages de France (p. 4815) ;

- commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) (p. 4815).

Entreprises industrielles : normalisation (p. 4816).

Impôts et taxes : crédit impôt-recherche (p. 4816).

Ministère :

- crédits (montant, évolution, répartition) (p. 4815) ;

- services (p. 4815, 4816).

Recherche :

- Agence nationale de valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) (p. 4816) ;

- grands programmes technologiques (p. 4816) ;

- innovation (p. 4816).

- recherche-développement (p. 4817).

Secteurs industriels : construction navale (p. 4815).

MASDEU-ARUS (Jacques)

Député des Yvelines

(12e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation dans les prisons : fonctionnement ; grève des gardiens de prisons [4 octobre 1989] (p. 3096, 3097).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Discussion des articles [3 juin 1989] :

Article 12 (précédemment réservé) :

- *soutient* l'amendement n° 245 corrigé de M. Pierre Mazeaud (permet l'expulsion de tout étranger qui a été condamné à une peine de six mois ferme d'emprisonnement) : vote réservé (p. 1717) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

MASSAT (René)

Député de l'Ariège

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt. - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Sécheresse (Midi-Pyrénées) (p. 4227).

MASSE (Marius)

Député des Bouches-du-Rhône

(8e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

MASSON (Jean-Louis)

Député de la Moselle

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 30 juin 1989] (p. 8118).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'**égalité des parents divorcés** pour l'attribution de la **garde des enfants (n° 662)** [10 mai 1989].

Proposition de loi tendant à préciser les **conditions d'avancement des fonctionnaires** en position de **détachement spécial (n° 663)** [10 mai 1989].

Proposition de loi relative à la transmission du nom patronymique et permettant de choisir pour les **enfants le nom du père ou celui de la mère (n° 757)** [14 juin 1989].

Proposition de loi tendant à **conférer aux conciliateurs** le statut d'auxiliaire de justice et la **fonction de suppléant du juge d'instance (n° 770)** [14 juin 1989].

Proposition de loi tendant à remédier aux **discriminations** créées par le calcul de l' **impôt sur la fortune** à l'encontre des **couples mariés (n° 832)** [28 juin 1989].

Proposition de loi tendant à exclure la **résidence principale** de la base d'imposition à l'**impôt de solidarité sur la fortune (n° 931)** [12 octobre 1989].

Proposition de loi tendant à instituer une **péréquation** de la **taxe professionnelle** acquittée par les **grands établissements commerciaux (n° 1002)** [15 novembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation de l'université : fonctionnement ; moyens financiers ; effectifs du personnel ; effectifs d'étudiants ; état et taille des locaux ; équipements ; perspectives [13 décembre 1989] (p. 6465).

orales sans débat :

- n° 86 posée le 3 mai 1989 : **cantons (limites : Moselle) :** Montigny-lès-Metz ; découpage ; simplification (p. 666).

n° 106 posée le 30 mai 1989 : **armée (armée de terre : Moselle) :** Metz ; deuxième corps d'armée ; dissolution ; conséquences (p. 1379).

- n° 168 posée le 17 octobre 1989 : **impôts locaux (taxe professionnelle) :** péréquation ; communautés urbaines et districts ; conséquences ; départements ; finances locales (p. 3662).

- n° 169 posée le 15 novembre 1989 : **enseignement supérieur (établissements : Moselle) :** université de Metz ; effectifs de personnel (p. 5215).

- n° 170 posée le 16 novembre 1989 : **associations (comptabilité) :** sommes collectées ; utilisation ; publication (p. 5382).

- n° 171 posée le 20 novembre 1989 : **hôpitaux et cliniques (centres hospitaliers : Moselle) :** Metz ; nouvel hôpital ; construction (p. 5408).

- n° 172 posée le 21 novembre 1989 : **assainissement (ordures et déchets) :** déchets hospitaliers ; élimination ; contrôle (p. 5470)

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le X^e Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [26 avril 1989] :

Article unique *(portant approbation du X^e Plan) :*

Aménagement du territoire :

- collectivités locales (p. 472) ;

- transports intérieurs (p. 472).

- Conclusions du rapport de la commission des affaires étrangères sur les propositions de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues (n° 698), de M. Pierre-André Wiltzer et plusieurs de ses collègues (n° 699) et de M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues (n° 700) relatives à la reconnaissance de la vocation internationale de l'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.) et à ses privilèges et immunités.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 juin 1989] :

Français (langue) :

- Institut Pasteur (publication de documents en anglais) (p. 2134) ;

- usage dans les organisations européennes et internationales (p. 2134).

Groupes politiques : consensus (p. 2134).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [11 octobre 1989] :

Immunité parlementaire : irresponsabilité des parlementaires (étendue) (p. 3404).

Parlementaire en mission :

- immunités (p. 3404) ;

- jurisprudence de la Cour d'appel de Paris et de la Cour de cassation sur l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse (p. 3404) ;

- rapport de M. Alain Vivien (p. 3403).

- Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165).

Troisième lecture :

Discussion des articles [14 juin 1989] :

Après l'article 8 :

- *soutient* l'amendement n° 8 de M. Pierre Mazeaud (prévoit que le dossier soumis au Conseil d'Etat doit comporter toutes les décisions judiciaires portant transfert de propriété et fixation de l'indemnité) (p. 2143) : adopté au scrutin public (p. 2147).

soutient l'amendement n° 9 de M. Pierre Mazeaud (prévoit que la procédure d'extrême urgence ne peut être utilisée lorsque les expropriés sont plus de mille) : adopté (p. 2147) ;

- *soutient* l'amendement n° 10 de M. Pierre Mazeaud (prévoit que l'évaluation du service des domaines ne peut intervenir qu'après visite contradictoire) (p. 2143) : adopté (p. 2148).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 995).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [18, 19 et 20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre I^er : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Après l'article 2 :

- *son* amendement n° 1 soutenu par M. Philippe Auberger (institue l'option de déclaration séparée pour les personnes mariées) : rejeté (p. 3729).

Après l'article 3 :

- *son* amendement n° 2 soutenu par M. Philippe Auberger (étend les avantages fiscaux des donations d'œuvres d'art faites aux musées nationaux à celles consenties au profit des musées gérés par les collectivités territoriales ou leurs groupements) (p. 3738) ; retiré (p. 3739).

Après l'article 8 :

- *son* amendement n° 5 soutenu par M. Philippe Auberger (exonère de la T.V.A. les numéros de publications périodiques à caractère politique distribués gratuitement) : rejeté (p. 3780) ;

- *son* amendement n° 6 soutenu par M. Philippe Auberger (exonère de la T.V.A. les locations d'emplacement de véhicules lorsqu'elles ne sont pas assorties de prestations ou de services leur conférant un caractère commercial) : rejeté (p. 3780) ;

- *son* amendement n° 10 soutenu par M. Philippe Auberger (applique la T.V.A. au taux de 2,1 p. 100 aux publications qui paraissent quatre fois par an) : rejeté (p. 3780).

Après l'article 7 :

- *son* amendement n° 195 soutenu par M. Philippe Auberger (accorde le bénéfice de deux parts aux couples mariés pour le calcul de l'impôt sur la fortune) : rejeté (p. 3789).

c) *Mesures diverses.*

Article 20 *(reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières) :*

- *son* amendement n° 9 soutenu par M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 3894) : rejeté (p. 3895).

- Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte (n° 879).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Article unique *(habilitation législative) :*

son amendement n° 1 (précise que l'habilitation a pour objet le rapprochement de la législation mahoraise avec celle des départements d'outre-mer) : non soutenu (p. 5421).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Première lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1989] :

Après l'article 4 :

- *son* amendement n° 7 (prévoit que les agents des collectivités locales sont dans l'obligation de vérifier la régularité des conditions de séjour lorsqu'ils instruisent un dossier d'aide sociale) : retiré (p. 5468) ;

- *son* amendement n° 8 (prévoit qu'avant de procéder à un mariage, l'officier d'état civil doit vérifier que les conditions d'entrée et de séjour en France du ressortissant étranger sont régulières) : retiré (p. 5468).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 922).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Après l'article 17 :

- *son* amendement n° 23 : non soutenu (p. 5524) ;

- *son* amendement n° 24 : non soutenu (p. 5524).

- Projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 946).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [28 novembre 1989] :

Après l'article 18 :

- *son* amendement n° 1 (prévoit que les collectivités territoriales peuvent créer des prestations supplémentaires d'aide sociale dont elles définissent librement les conditions d'attribution en tenant compte éventuellement de la nationalité du bénéficiaire) : non soutenu (p. 5639) ;

- *son* amendement n° 2 (prévoit que les agents des collectivités locales vérifient la régularité des conditions de séjour des étrangers qui déposent un dossier d'aide sociale) : non soutenu (p. 5639).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 988).

Première lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1989] :

Après l'article 5 :

- *son* amendement n° 1 soutenu par Jean-Yves Chamard (fixe un délai maximum pour l'examen des dossiers par les C.O.T.O.R.E.P.) (p. 5854) : rejeté (p. 5855).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Deuxième partie : *Moyens des services et dispositions spéciales.*

Titre II : *Dispositions permanentes.*

I. - Mesures concernant la fiscalité.

Après l'article 34 :

- *son* amendement n° 14 soutenu par Philippe Auberger (étend les avantages fiscaux des donations d'œuvres d'art faites aux musées nationaux à celles consenties au profit des musées gérés par les collectivités territoriales ou leurs groupements) (p. 5940) : rejeté au scrutin public en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5941).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1989] :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

- *ses observations* (p. 6065).

Alsace-Lorraine (application des dispositions relatives aux associations de financement électoral) (p. 6065).

Contrôle des dépenses (p. 6065).

Article 1er *bis (interdiction temporaire de l'affichage relatif à une élection) :*

- *ses observations* (p. 6073).

Affichage sauvage (p. 6073).

Campagne de lobbying des sociétés d'affichage (p. 6073) ;

- *son* amendement n° 5 (étend la durée d'interdiction d'affichage à cinq mois) : rejeté (p. 6074).

- Projet de loi relatif au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social (n° 968).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1989] :

Commerce et artisanat :

- Communautés européennes (implantations étrangères) (p. 6240, 6241) ;

- durée du travail (ouverture dominicale) (p. 6240) ;

- urbanisme commercial (loi Royer du 27 décembre 1973) (p. 6241).

Franchises et concessions :

- généralités (p. 6240) ;

- contrat de franchise (information précontractuelle) (p. 6240).

Impôts et taxes :

- taxe d'apprentissage (exonération) (p. 6240) ;

- taxe sur les grandes surfaces (affectation) (p. 6240).

Publicité sur les opérations non autorisées (p. 6240).

Discussion des articles [8 décembre 1989] :

Article 8 *(interdiction de la publicité portant sur les opérations non autorisées ou illégales) :*

- *son* amendement n° 72 (quatrième alinéa : interdit la publicité et la vente d'objets ou de biens dont l'utilisation est interdite sur le territoire national) : retiré (p. 6253).

Après l'article 8 :

- *son* amendement n° 70 (rend l'adoption du système métrique obligatoire pour la fabrication, l'importation ou la vente de produits alimentaires) : retiré (p. 6254) ;

- *son* amendement n° 5 (rend obligatoire l'utilisation de la langue française sur les enseignes commerciales, les certificats de qualification et les marques de fabrique) (p. 6254) : retiré (p. 6255) ;

- *son* amendement n° 69 (rend obligatoire l'utilisation de la langue française sur les enseignes commerciales, les certificats de qualification et les marques de fabrique, avec des plus gros caractères que les mentions étrangères) : retiré (p. 6255).

Après l'article 8 *bis* :

- *son* sous-amendement n° 73 (prévoit la gratuité de l'inscription au fichier des personnes qui ne souhaitent pas recevoir de publicité par télex ou télécopie) à l'amendement n° 44 de la commission (règlemente la publicité par voie de télécopie) : adopté (p. 6256).

Après l'article 9 :

- *son* amendement n° 1 (prévoit que l'octroi d'un permis de construire pour une grande surface ne peut être subordonné à l'obligation de réaliser des travaux de voirie ou d'équipement sans rapport avec la construction envisagée) : retiré (p. 6259) ;

- *son* amendement n° 3 (précise les règles sur l'organisation des débats de la Commission nationale d'urbanisme commercial) : retiré (p. 6259) ;

- *son* amendement n° 2 (précise les pouvoirs du ministre en cas d'avis conforme de la Commission nationale d'urbanisme commercial et de la Commission départementale d'urbanisme commercial) : retiré (p. 6259) ;

- *son* amendement n° 4 (prévoit la création d'un schéma départemental d'urbanisme commercial) : retiré (p. 6260) ;

- *son* amendement n° 68 (précise les règles de péréquation de la taxe professionnelle perçue sur les grands établissements commerciaux) : retiré (p. 6260) ;

- *son* amendement n° 15 (autorise l'ouverture des distributeurs automatiques d'essence le dimanche) (p. 6261) : retiré (p. 6262) ;

- *son* amendement n° 16 deuxième rectification (permet l'ouverture, le vendredi Saint, de tous les commerces du département de la Moselle) (p. 6262) : adopté (p. 6263) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 71 de M. René Drouin (permet l'ouverture, le vendredi saint, de tous les commerces du département de la Moselle) (p. 6263).

- Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T) (n° 984).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 décembre 1989] :

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) : personnels ouvriers (prime de croissance) (p. 6469).

MASSOT (François)

Député des Alpes-de-Haute-Provence

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences des nationalisations et des privatisations d'entreprises conduites depuis 1981 (n° 633) [11 mai 1989] (p. 820).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Emile Zuccarelli et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse (n° 682) [1er juin 1989] (p. 1529).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652) [*J.O.* du 10 juin 1989] (p. 7289).

Rapporteur de la proposition de résolution de Mme Christine Boutin et plusieurs de ses collègues, relative à la création d'une commission d'enquête sur la procédure d'autorisation de mise sur le marché et les conditions d'utilisation de la pilule RU 486 (n° 543) [16 juin 1989] (p. 2272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dipositions du code de l'aviation civile (n° 788) [22 juin 1989] (p. 2440).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685) [*J.O.* du 24 juin 1989] (p. 7894).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Daniel Colin, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes et les origines des incendies de forêt dans la région Provence-Côte d'Azur et dans tout le sud-est de la France (n° 889) [9 novembre 1989].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Pasquini, tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer les causes des incendies de forêt qui ont ravagé la région Corse et les départements méditerranéens depuis plusieurs années et particulièrement en 1989 (n° 910) [9 novembre 1989].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Claude Gayssot et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission de contrôle sur la S.N.C.F. (n° 962) [16 novembre 1989] (p. 5382).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Mermaz relative au statut des élus locaux (n° 959 rectifié) [15 décembre 1989] (p. 6736).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Jacques Hyest, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes et les conséquences du dérèglement de la procédure d'attribution du statut de réfugié en France (n° 1038) [15 décembre 1989] (p. 6736).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 523) de M. Jean Briane tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les causes et les conséquences des **grèves dans les services publics** et les moyens d'y remédier **(n° 628)** [20 avril 1989].

Rapport (n° 629) fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution :

1° (n° 533) de M. François Léotard tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les faits auxquels ont donné lieu les opérations financières lors de l' **offre publique d'achat par Péchiney** sur une filiale d' **American Can** ;

2° (n° 534) de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur le rachat d' **American Can** par **Pechiney** les opérations boursières sur le capital de la **Société générale** et les conditions dans lesquelles ont eu lieu les **dénationalisations** depuis le 6 août 1986 ;

3°) (n° 537) de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions dans lesquelles se sont effectuées les **opérations de privatisation** d'entreprises ou de banques appartenant au secteur public et le **devenir des sociétés privatisées** depuis le 6 août 1986 [20 avril 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 633) de M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conséquences des **nationalisations et des privatisations** d'entreprises conduites depuis **1981 (n° 720)** [1er juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 682) de M. Emile Zuccarelli et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une **commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse (n° 783)** [15 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 543) de Mme Christine Boutin et plusieurs de ses collègues, relative à la création d'une **commission d'enquête** sur la procédure d'autorisation de **mise sur le marché** et les conditions d'utilisation de la **pilule RU 486 (n° 880)** [2 octobre 1989].

Rapport (n° 1034) [23 novembre 1989], fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution :

1° (n° 889) de M. Daniel Colin et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une **commission d'enquête sur les causes et les origines des incendies de forêt** dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et dans tout le sud-est de la France ;

2° (n° 910) de M. Pierre Pasquini tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée de déterminer les **causes des incendies de forêt** qui ont ravagé la **Corse et les départements méditerranéens** depuis plusieurs années et particulièrement en 1989.

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 962) de M. Jean-Claude Gayssot et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une **commission de contrôle sur la S.N.C.F. (n° 1094)** [14 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Adoption d'enfants roumains : Roumanie ; attente des familles françaises ; rapports entre la France et la Roumanie [13 décembre 1989] (p. 6464).

à un ministre :

- Agriculture [1er juin 1989] :

Communautés européennes : produits français (valorisation en vue de l'échéance de 1992) (p. 1467).

- Justice [15 juin 1989] :

Grâce et amnistie : grâce présidentielle du 14 juillet : accompagnement de mesures de réinsertion (p. 2171)

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 818).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 mai 1989] :

Inscrit contre la motion de renvoi en commission de : *Gouhier (Roger)* (p. 758).

Principaux thèmes développés :

Amnistie (remise en cause des lois) (p. 751).

Délits routiers (renforcement de la répression) (p. 758).

Motos de grosse cylindrée (p. 751).

Permis de conduire : à points (p. 751).

Poids lourds et véhicules de transports en commun (réglementation de la conduite) (p. 759).

Sécurité routière (politique générale) (p. 751).

Discussion des articles [11 mai 1989] :

Après l'article 14 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 32 de la commission (impose l'installation d'un éthylotest dans tous les véhicules à partir du 1er janvier 1991) (p. 805).

Après l'article 12 (précédemment réservé) :

- *défavorable* à l'amendement n° 74 de M. Jean-Yves Chamard (supprime la suspension administrative du permis à compter du 1er janvier 1992) (p. 813) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 45 corrigé de M. Gilbert Millet (supprime la suspension administrative du permis) (p. 813) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 28 de la commission (ramène la durée de suspension administrative du permis de six à trois mois et d'un an à six mois) (p. 813).

Explications de vote :

Délits routiers (répression) (p. 817).

Vote pour du Groupe socialiste (p. 818).

Deuxième lecture :

Explications de vote [27 juin 1989] :

Permis de conduire à points (p. 2556).

Sécurité routière (politique générale) (p. 2556).

Vote pour du groupe socialiste (p. 2556).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile faite à Montréal le 23 septembre 1971 (n° 786) et projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788).

Première lecture : Rapporteur pour avis du projet de loi n° 788.

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : discussion commune [26 juin 1989] :

Code de l'aviation civile (p. 2510).

Sécurité technique :

- contrôles et sanctions (p. 2510).

- survol des zones interdites (p. 2510, 2511).

Sénat (modifications apportées au projet initial) (p. 2511).

Terrorisme aérien :

- convention de Montréal et protocole complémentaire :

- compétences des Etats parties (p. 2511).

- infractions pénales (p. 2511) ;

- fouille des personnes et des biens (p. 2511).

Travail (représentation des personnels de la Compagnie Air France au sein des comités d'établissement) (p. 2511).

Discussion des articles [26 juin 1989] :

Article 2 *(sanctions pénales applicables en cas de mise en service ou de conduite d'aéronefs non conformes aux règles de sécurité) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission des lois (renforce le montant maximum des amendes) : adopté (p. 2519).

Article 12 *(délits commis à l'encontre ou dans l'enceinte des aéroports) :*

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission des lois (de précision) : adopté (p. 2523) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté (p. 2523).

Article 13 *(instauration de la règle de la compétence universelle) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission des lois (supprime les dispositions n'ayant pas un caractère normatif) (p. 2523) : adopté (p. 2524) ;

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission des lois (rédactionnel : coordination avec l'amendement n° 3 à l'article 12) : adopté (p. 2524).

Article 14 *(dispositions relatives à la fouille des personnes et des biens) :*

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission des lois (supprime les dispositions n'ayant pas un caractère normatif) (p. 2524) : rejeté (p. 2525) ;

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission des lois (limite les contrôles préventifs aux zones des aérodromes qui ne sont pas librement accessibles au public) : adopté (p. 2525) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission des lois (revient au texte initial - habilitation d'agents délégués par les entreprises de transport aérien et agréés par le procureur de la République -) : adopté (p. 2525).

Article 18 *(composition des collèges électoraux pour la désignation des représentants du personnel au sein des comités d'établissement de la Compagnie Air France) (supprimé par le Sénat) :*

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission des lois (rétablit l'article 18 supprimé par le Sénat) (p. 2527) : retiré (p. 2528) ;

Code du travail (conformité à la Constitution d'une dérogation aux articles législatifs inscrite dans la loi elle-même) (p. 2527).

- Projet de loi relatif au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (n° 1024).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Transport aérien :

- sécurité (p. 6301).

- trafic aérien (accroissement) (p. 6301).

- Projet de loi relatif à la participation des communes au financement des collèges (n° 1008).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 décembre 1989] :

Collèges : financement :

- communes (suppression de leur participation) ;

- généralités (p. 6838) ;

- dépenses de fonctionnement (p. 6838) ;

- dépenses d'investissement (p. 6838) ;

- départements : financements croisés (et conventions) (p. 6838).

MATHIEU (Gilbert)

Député de la Côte-d'Or

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

MATHUS (Didier)

Député de Saône-et-Loire

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Stockage des déchets industriels : pollution et nuisances ; déchets industriels toxiques ; déchets de Seveso ; décharge de Montchanin [20 décembre 1989] (p. 6909, 6910).

à un ministre :

- Culture [27 avril 1989] :

Audiovisuel : place de la culture rock dans les émissions télévisées (p. 527).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 888).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Etablissements d'enseignement :

- conseils des délégués d'élèves (et participation) (p. 1892) ;

- liberté d'expression et d'information des élèves (p. 1892).

MATTEI (Jean-François)

Député des Bouches-du-Rhône

(2e circonscription)

Non inscrit

puis U.D.F.

Elu le 3 décembre 1989 [*J.O.* du 5 décembre 1989] (p. 15056).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [*J.O.* du 8 décembre 1989] (p. 15232).

Contestation de son élection [*J.O.* du 17 décembre 1989] (p. 15712).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 9 décembre 1989] (p. 15300).

INTERVENTIONS

- Motion de censure déposée par MM. Bernard Pons, Pierre Méhaignerie, Charles Millon et 118 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 19 décembre 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [21 décembre 1989] :

Gouvernement : article 49-3 de la Constitution (utilisation) (p. 6999).

Professions médicales :

- conventionnement (séparation des médecins généralistes et des spécialistes) (p. 6999, 7000)

- exercice libéral (p. 6999) ;

- honoraires (p. 6999, 7000).

Santé publique : égalité d'accès aux soins (p. 6999).

Sécurité sociale : conditions d'examen du projet de loi (utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution) (p. 6998).

Vote de la censure par le groupe U.D.F (p. 7001).

MAUGER (Pierre)

Député de la Vendée

(3e circonscription)

R.P.R.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

orales sans débat :

- **n° 82** posée le 25 avril 1989 : **jeux et paris (casinos)** (p. 432). Appelée le 28 avril 1989 : exploitation de machines à sous (p. 561, 562).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Questions* [25 octobre 1989] :

Remplacé par M. Christian Cabal : Anciens combattants et victimes de guerre : appareillage (sourds de guerre) (p. 4157).

Remplacé par M. Christian Cabal : Pensions de réversion : orphelins (p. 4156).

MAUJOÜAN DU GASSET (Joseph-Henri)

Député de la Loire-Atlantique

(10e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

QUESTIONS

orales sans débat :

- **n° 14** posée le 25 octobre 1989 : **justice (cours d'appel : Ille-et-Vilaine)** (p. 1393). Appelée le 7 avril 1989 : longueur des procédures d'appel ; volume des affaires traitées à Rennes ; création d'une cour d'appel à Nantes (p. 85, 86).

- **n° 198** posée le 12 décembre 1989 : **électricité et gaz (E.D.F.)** : fonctionnement ; pénurie d'énergie (p. 6336).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du livre deuxième du code rural ainsi que certains articles du code de la santé publique (n° 632).

Première lecture :

Discussion des articles [17 mai 1989] :

Article 9 *(diverses dispositions en faveur de la protection des chiens et des chats) :*

Article 276-2 du code rural :

- *ses observations* sur l'amendement n° 14 corrigé de M. Roland Nungesser (renforcement du contrôle des établissements de toilettage et de gardiennage) (p. 959).

- Rappel au règlement : congrès des présidents de conseils généraux [18 octobre 1989] (p. 3676).

MAUROY (Pierre)

Député du Nord

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 avril 1989] :

Aménagement du territoire :

- aménagement régional et rural (p. 411) ;

- collectivités locales (compétences, fiscalité) (p. 411) ;

- contrats de plan Etat-région (p. 409, 410).

Communautés européennes :

- espace social européen (p. 409).

Croissance et compétitivité :

- « nouveau partage social » de la croissance (revenus ; profits) (p. 410).

Plan :

- Parlement (contrôle sur l'exécution du Plan) (p. 409) ;

- plan et marché (p. 409) ;

- IXe Plan (p. 409) ;

- Xe Plan (p. 410).

Secteur public :

- économie mixte (relations secteur public - secteur privé) (p. 411).

Sécurité sociale (solidarité, prélèvement social sur l'ensemble des revenus) (p. 410).

MAYOUD (Alain)

Député du Rhône

(8e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

MAZEAUD (Pierre)

Député de la Haute-Savoie

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur du projet de loi modifiant le code civil et relatif aux successions (n° 511) [27 avril 1989] (p. 557).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roland Nungesser, tendant à instaurer quatre cas d'exception à la loi du 9 octobre 1981 abolissant la peine de mort (n° 210) [11 mai 1989] (p. 819).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Xavier Deniau, tendant à compléter l'article 55 de la Constitution (n° 565) [11 mai 1989] (p. 819).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471) [*J.O.* du 19 mai 1989] (p. 6322).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165) [*J.O.* du 27 mai 1989] (p. 6671).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à préciser les conditions d'avancement des fonctionnaires en position de détachement spécial (n° 663) [1er juin 1989] (p. 1529).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à l'instauration d'une peine inexorable pour les crimes odieux (n° 671) [1er juin 1989] (p. 1529).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (n° 702) [*J.O.* du 17 juin 1989] (p. 7569).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685) [*J.O.* du 24 juin 1989] (p. 7894).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité (n° 768) [30 juin 1989] (p. 2759).

Rapporteur du projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif (n° 904) [19 octobre 1989] (p. 3826).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues, tendant à permettre de procéder à l'élection du Président de la République dans les territoires d'outre-mer, les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de la République française le jour précédant celui où les électeurs de la métropole sont convoqués (n° 803) [19 octobre 1989] (p. 3826).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson, relative à la transmission du nom patronymique et permettant de choisir pour les enfants le nom du père ou celui de la mère (n° 757) [19 octobre 1989] (p. 3826).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues, tendant à permettre de procéder aux élections législatives et européennes dans les territoires d'outre-mer, les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de la République, le jour précédant celui où les électeurs de la métropole sont convoqués (n° 828) [19 octobre 1989] (p. 3826).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'affaire Luchaire (n° 839) [19 octobre 1989] (p. 3826).

Membre suppléant de la commission supérieure de la codification [*J.O.* du 3 novembre 1989] (p. 13692).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bruno Bourg-Broc et plusieurs de ses collègues, relative à la mise en cause pénale des présidents de conseils régionaux et des présidents de conseils généraux et modifiant l'article 681 du code de procédure pénale (n° 83) [9 novembre 1989].

Rapporteur de sa proposition de loi tendant au contrôle parlementaire des projets de règlements et de directives du Conseil des communautés européennes (n° 998) [23 novembre 1989] (p. 5591).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944) [*J.O.* du 13 décembre 1989] (p. 15492).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'école nationale d'administration (n° 650) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15767).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à l'instauration d'une **peine inexorable** pour les **crimes odieux (n° 671)** [10 mai 1989].

Proposition de loi tendant à réformer le **code de la nationalité (n° 768)** [14 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 904) modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant **réforme du contentieux administratif (n° 970)** [2 novembre 1989].

Proposition de loi tendant au contrôle **parlementaire** des **projets de règlements et de directives** du **Conseil des Communautés européennes (n° 998)** [15 novembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 839) de M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une **commission d'enquête sur l'affaire Luchaire (n° 1095)** [14 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1116), modifié par le Sénat, modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant **réforme du contentieux administratif (n° 1123)** [18 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Nomination de conseillers référendaires à la Cour des comptes : nomination au tour extérieur [19 avril 1989] (p. 289).

- Laïcité ; avis du Conseil d'Etat : politique de l'éducation ; respect de la Constitution, des principes généraux du droit et des engagements internationaux de la France ; avis du Conseil d'Etat [29 novembre 1989] (p. 5695, 5696).

à un ministre :

- Justice [15 juin 1989] :

Professions juridiques et judiciaires : magistrats : conditions de travail ; budget de la justice (p. 2175).

INTERVENTIONS

- Rappel au règlement : événements du Liban [4 avril 1989] (p. 21).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471).

Première lecture :

Discussion des articles [4 avril 1989] :

Article 1er *(sections détachées du tribunal de première instance et assesseurs non professionnels) :*

- *défavorable* au sous-amendement n° 11 de M. Robert Le Foll (limitation des présidences de section à une durée de trois ans) à l'amendement n° 1 de la commission (désignation des juges des sections détachées par décret du président de la République) (p. 28) ;

- *son* amendement n° 12 (limitation de la compétence des sections aux affaires civiles) (p. 28) : rejeté (p. 29).

Explications de vote [4 avril 1989] :

Application des engagements du Gouvernement (p. 32).

Droit pénal (compétence des sections pour son application) (p. 32).

Abstention du groupe R.P.R. (p. 32).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [5 juin 1989] :

Assesseurs non professionnels (mode de désignation et fonctions) (p. 1740).

Coutume (p. 1740, 1741).

Droit pénal (compétence des sections pour son application) (p. 1740).

Enfants (juge) (p. 1741).

- Projet de loi modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [13 avril 1989] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Pons (Bernard)* (p. 180, 181, 182, 184) : rejetée (p. 184).

Principaux thèmes développés :

Constitutionnalité du texte :

- Conseil d'Etat (avis sur le texte) (p. 184) ;

- égalité (principe) (p. 181, 182) ;

- rétroactivité (et non-rétroactivité de la loi) (p. 190, 181, 184).

Contrats (pactes d'actionnaires) (p. 181).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 juin 1989] :

Constitutionnalité du texte (p. 1736, 1737).

- Projet de loi relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives (n° 551).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 mai 1989] :

Dopage sportif (techniques de lutte contre) :

- coopération internationale et européenne (comité international olympique) (p. 981).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [29 et 30 mai 1989] :

Son exception d'irrecevabilité (p. 1320) : rejetée au scrutin public (p. 1328).

Principaux thèmes développés :

Droits de l'homme (p. 1326).

Immigration clandestine : lutte contre (p. 1320).

Législation (historique) : ordonnance du 2 novembre 1945 (p. 1320, 1323).

Président de la République (engagements) (p. 1320).

Projet de loi (dispositions) :

- constitutionnalité (p. 1321, 1322, 1323).

- juge judiciaire (contrôle) (p. 1321, 1322, 1323) ;

- reconduite à la frontière (p. 1320, 1321, 1322, 1323).

Rappel au règlement : abrogation par le Gouvernement de l'obligation pour un étranger de détenir un titre de séjour entre 16 et 18 ans ; respect du droit d'amendement (p. 1346).

Rappel au règlement : demande la présence du ministre de l'intérieur pour la suite de la discussion générale du texte relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (p. 1358).

Rappel au règlement : obstruction parlementaire ; liberté d'opinion (p. 1378).

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

- Rappel au règlement : procédure d'examen des amendements en commission (p. 1385).

- Rappel au règlement : inconstitutionnalité du vote bloqué en commission (p. 1390).

Avant l'article 1er :

- *son* amendement n° 43 (permet que les demandes en vue d'acquérir ou de prendre la nationalité française soient faites dès l'âge de seize ans) (p. 1399) : rejeté au scrutin public (p. 1401) ;

- *ses* amendements n°s 44, 45, 78, 46 corrigé à 60, 61 corrigé, 62 à 77, 47 et 61 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1401) ;

- Rappel au règlement : conteste le refus du Gouvernement d'examiner ses amendements relatifs au code de la nationalité (p. 1401) ;

- Rappel au règlement : conteste le communiqué de presse de la commission des lois relatif à la procédure du vote bloqué en commission (p. 1422) ;

- Rappel au règlement : rôle des commissions permanentes (p. 1424).

Article 1er *(abrogation de certaines conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) :*

- *ses observations* (p. 1429, 1432) ;

- *son* amendement n° 82 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 1437) ;

- *soutient* l'amendement n° 166 de Mme Nicole Catala (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 1437) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Gilbert Millet (abrogation de la loi du 9 septembre 1986 dite loi « Pasqua ») (p. 1438) ;

- *ses* amendements n°s 88, 87, 83, 86 : devenus sans objet (p. 1439) ;

- *son* sous-amendement n° 84 : devenu sans objet (p. 1439) ;

- *son* amendement n° 85 : devenu sans objet (p. 1439).

Après l'article 1er :

- *son* sous-amendement n° 308 (supprime le premier alinéa de l'amendement n° 16) à l'amendement n° 16 de M. Jacques Brunhes (accorde le droit d'accès du territoire français à toute personne titulaire d'un titre de séjour ; impose que le refus de délivrance de titre soit motivé) : rejeté (p. 1440).

Article 2 *(report à 18 ans de l'âge auquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour) :*

- *son* amendement n° 89 (de suppression) (p. 1442) : rejeté au scrutin public (p. 1443).

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

- *son* amendement n° 92 (de suppression) (p. 1448) : réserve du vote jusqu'à la vérification du quorum (p. 1451) ; vote réservé jusqu'à la prochaine séance en application de l'article 61, alinéa 3, du règlement (p. 1451) ; rejeté au scrutin public (p. 1482) ;

- *son* amendement n° 93 (supprime à l'étranger âgé de 18 ans la possibilité de bénéficier de plein droit de la carte de séjour) (p. 1482) : rejeté au scrutin public (p. 1486) ;

- *son* amendement n° 95 corrigé (remplace l'obtention de plein droit de la carte de séjour au jeune étranger entre 18 et 19 ans par la faculté d'obtention) (p. 1487) : rejeté au scrutin public (p. 1489) ;

- *son* amendement n° 94 (supprime le deuxième alinéa qui précise que l'obtention de la carte de séjour donne le droit d'exercer une activité professionnelle) (p. 1489) : rejeté au scrutin public (p. 1491) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 139 de M. Gérard Longuet (organisation de réunions d'information sur les droits des étrangers mineurs) (p. 1493) ;

- *son* sous-amendement n° 313 (organisation des réunions par les préfets et les chefs d'établissement) à l'amendement n° 139 de M. Gérard Longuet : retiré (p. 1493).

Article 4 *(bénéficiaires de plein droit de la carte de résident) :*

- *son* amendement n° 96 (de suppression) (p. 1512) : rejeté au scrutin public (p. 1516) ;

- *son* amendement n° 91 (supprime la délivrance de plein droit) : vote réservé (p. 1516) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *soutient* l'amendement n° 167 rectifié de Mme Nicole Catala (refuse la délivrance de plein droit de la carte de résident pour les étrangers qui menacent la sécurité publique (p. 1516) : vote réservé (p. 1517) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 98 (refuse la délivrance de plein droit de la carte de résident pour les étrangers qui présentent une menace pour l'ordre public) : vote réservé (p. 1518) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 99, 108, 109, 110, 111 et 107 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1518) ;

- *ses* amendements n°s 101, 102, 103, 104, 105 et 106 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1519) ;

- Rappel au règlement : s'élève contre la pratique du Gouvernement qui demande la réserve de certains amendements (p. 1519) ;

- *ses* amendements n°s 112, 113, 114, 115 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1520) ;

- Rappel au règlement : droit d'amendement des parlementaires (p. 1522) ;

- *ses* amendements n°s 116 et 117 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1523) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 311 de M. Michel Suchod (de coordination) (p. 1523) ;

- *ses* amendements n°s 118, 119 et 120 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1523) ;

- *son* amendement n° 125 (ouvre le droit à une carte de résident aux étrangers qui ont séjourné en France plus de dix ans) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1524) ;

- *ses* amendements n°s 124, 123, 122 et 121 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1524) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 21 corrigé de M. François Asensi (ouvre droit à une carte de résident pour les étrangers ayant obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire) (p. 1524) ;

- *son* amendement n° 134 corrigé (refuse la carte de résident aux étrangers condamnés à une peine de prison) : vote réservé (p. 1525) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 133, 132, 131, 130, 129, 128, 127, 126, 135, 136 et 137 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1525) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 22 de M. François Asensi (ouvre le droit à une carte de résident pour l'étranger dont le père ou la mère est titulaire d'une carte de résident et perçoit en France une pension de retraite) (p. 1525).

Après l'article 4 :

- Rappel au règlement : annonce que les propos du ministre de l'intérieur feront l'objet d'une intervention pour un fait personnel en fin de séance (p. 1557).

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

- *défavorable* (p. 1558) ;

- Rappel au règlement : interprétation de l'article 54, alinéa 5, du Règlement de l'Assemblée relatif au déroulement des débats (p. 1561) ;

- *son* amendement n° 142 (de suppression) (p. 1561) : vote réservé (p. 1563) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *soutient* l'amendement n° 171 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 1561) : vote réservé (p., 1563) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1566) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 140 rectifié de M. Gérard Longuet (prolonge le délai de péremption lorsque l'étranger mène un projet de réinsertion dans son pays d'origine) (p. 1567) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 315 de M. Alain Lamassoure (exclut la prolongation si l'étranger bénéficie de l'aide au retour) à l'amendement n° 140 rectifié de M. Gérard Longuet (p. 1567) ;

- Rappel au règlement : absence de représentation du groupe socialiste en séance (p. 1569).

Article 6 *(commission de séjour des étrangers) :*

- *défavorable* (p. 1574) ;

- Rappel au règlement : demande une suspension de séance (p. 1581) ;

- *son* amendement n° 173 (de suppression) (p. 1583) : vote réservé (p. 1586) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

Fait personnel : s'élève contre les propos du ministre de l'intérieur selon lesquels il transmettra ses amendements aux maires des communes de Haute-Savoie (p. 1586) ;

- *son* amendement n° 174 (saisine de la commission par l'étranger et non par le préfet) : vote réservé (p. 1592) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 175, 176, 177, 178 et 181 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1592) ;

- *son* amendement n° 179 (supprime l'obligation pour la commission d'entendre l'étranger) : vote réservé (p. 1593) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n° 180, 182, 183, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 191, 192 et 193 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1593) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Jacques Brunhes (pose le principe du droit au renouvellement du titre de séjour des étrangers en situation régulière) (p. 1593).

Après l'article 6 :

- *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Jacques Brunhes (pose le principe du droit au renouvellement du titre de séjour des étrangers en situation régulière) (p. 1594) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. François Asensi (donne aux mineurs le droit d'obtenir une carte de séjour) (p. 1594).

Avant l'article 7 :

- *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Jacques Brunhes (donne compétence à l'autorité judiciaire pour décider de l'expulsion d'un étranger) (p. 1594).

Article 7 *(abrogation de diverses dispositions de la loi n° 86-1025 du 9 septembre 1986) :*

- Rappel au règlement : utilisation de l'article 57-1 du règlement qui autorise le président à clore la discussion (p. 1596).

Article 8 *(reconduite à la frontière) :*

- *ses observations* (p. 1596).

Article 9 *(recours contre l'arrêté de reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* (p. 1598) ;

- **Rappel au règlement :** applications contestables des articles 44 de la Constitution et 95 du règlement (p. 1599) ;

- *son* amendement n° 204 (de suppression) (p. 1600) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1601) ;

- *ses* amendements n°s 297, 292, 205, 206, 207, 208 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1601) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes (recours possible dans le délai d'une semaine et non de 48 heures) (p. 1602) ;

- *ses* amendements n°s 209, 210, 211 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1602) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 6 de la commission (comparution obligatoire de l'intéressé avant décision de l'autorité judiciaire) (p. 1604) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 294 de M. Jacques Toubon (comparution obligatoire de l'intéressé avant décision de l'autorité judiciaire) (p. 1604) ;

- *ses* amendements n°s 212, 213, 214 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1605) ;

- *son* amendement n° 217 (réduit le délai d'appel d'un mois à huit jours) : vote réservé (p. 1606) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

Article 10 *(régime d'expulsion) :*

- *ses* amendements n°s 216, 215, 218 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1609) ;

- *son* amendement n° 219 (de suppression) (p. 1610) : vote réservé (p. 1611) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 220, 221, 224, 223, 225, 227, 226, 228, 229, 230, 231, 232, 233 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1609) ;

- **Rappel au règlement :** regrette que l'Assemblée siège alors que le groupe parlementaire R.P.R. réunit ses instances (p. 1616) ;

- **Rappel au règlement :** absence du Groupe socialiste lors des débats du 2 juin (p. 1616).

Article 11 *(procédure d'expulsion) :*

- *défavorable* (p. 1618) ;

- *son* amendement n° 234 (de suppression) (p. 1619) : rejeté (p. 1621) ;

- *ses* amendements n°s 235, 236, 237, 238, 239, 240 et 241 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1621) ;

- **Rappel au règlement :** déroulement des débats (p. 1622).

Article 12 *(catégorie d'étrangers protégés contre une mesure d'expulsion) :*

- **Rappel au règlement :** interventions de M. Julien Dray effectuées en son nom personnel et non au nom de la commission ; propos à l'égard de M. Laroque (p. 1627) ;

- *son* amendement n° 242 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 1628) ;

- *ses* amendements n°s 245 corrigé, 244, 243, 246, 247, 248, 255, 254, 253, 252, 251, 250, 249 et 256 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1628) ;

- **Rappel au règlement :** hommage au président Laroque (p. 1628) ;

- **Rappel au règlement :** qualité du travail des parlementaires de l'opposition (p. 1631) ;

- *ses* amendements n°s 257 et 258 n°s 259, 260, 261, 262, 263, et 264 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1634) ;

- **Rappel au règlement :** regrette que le président de séance refuse de donner la parole aux députés de l'opposition (p. 1634) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Gilbert Millet (interdit l'expulsion d'un étranger suivant un traitement médical en France) (p. 1635) ;

- *ses* amendements n°s 265, 266, 267, 268 corrigé et 269 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1638).

Après l'article 12 :

Fait personnel : évoque les qualités de M. Laroque (p. 1639) ;

- **Rappel au règlement :** déplore l'absence de M. Evin, ministre des affaires sociales, au banc du Gouvernement (p. 1650).

Article 13 *(expulsion en cas d'urgence absolue) :*

- *son* amendement n° 270 (de suppression) (p. 1654) : vote réservé (p. 1655) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 274, 276, 275, 272, 721 corrigé et 273 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1655).

Article 14 *(exécution de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière) :*

- *son* amendement n° 277 (de suppression) (p. 1656) : vote réservé (p. 1658) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 278 (rend obligatoire l'exécution d'office de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière et non facultatif) (p. 1658) : vote réservé (p. 1659) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 279 : réservé jusqu'après l'article 18 (p. 1659) ;

- **Rappel au règlement :** déroulement des débats (p. 1659).

Article 16 *(champ d'application de l'ordonnance et des dérogations apportées par voie de conventions internationales) :*

- *son* amendement n° 280 (de suppression) (p. 1662) : vote réservé (p. 1664) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 281 et 282 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1664).

Article 17 *(délai d'un jour franc avant le rapatriement d'un étranger faisant l'objet d'un refus d'entrée) :*

- *son* amendement n° 283 (de suppression) : vote réservé (p. 1664) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 1667).

Après l'article 17 :

- **Rappel au règlement :** rappelle que le rapporteur représente la commission et s'exprime en son nom (p. 1668) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Jacques Brunhes (application rétroactive des dispositions de la présente loi au 1er janvier 1989) (p. 1670).

Article 16 *(délai d'application aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à la commission de séjour et à la procédure de reconduite à la frontière) :*

- *son* amendement n° 287 (de suppression) (p. 1671) : retiré (p. 1672) ;

Après l'article 18 :

- **Rappel au règlement :** demande une suspension de séance (p. 1673) ;

- **Rappel au règlement :** regrette l'attitude du Gouvernement sur les amendements réservés (p. 1675) ;

- **Rappel au règlement :** déplore l'absence de débats sur les amendements réservés (p. 1684).

Avant l'article 1er (amendements précédemment réservés) :

- *son* amendement n° 44 (faculté pour l'enfant né en France, dont l'un des parents est étranger, de répudier la nationalité française dans l'année de sa majorité) : vote réservé (p. 1685) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 45 (faculté pour l'enfant né en France, dont l'un des parents est étranger, de répudier la nationalité française dans l'année de sa majorité) : vote réservé (p. 1685) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 78 soutenu par M. Robert Pandraud (application des articles 23 et 24 de la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 relatifs à l'attribution de la nationalité pour les enfants nés en France avant le 1er janvier 1995 d'un parent né sur un territoire qui avait, au moment de la naissance de ce parent, le statut de colonie ou de territoire d'outre-mer) : vote réservé (p. 1686) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 46 corrigé (faculté de répudiation de la nationalité dès l'âge de 16 ans) : vote réservé (p. 1686) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 47 (perte de la faculté de répudier la nationalité française pour tout Français, quel que soit son âge, qui s'est engagé ou s'est fait recenser en vue de l'accomplissement du service national) : vote réservé (p. 1687) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 48 (modifie la faculté d'acquérir la nationalité française pour les enfants de diplomates nés en France) : vote réservé (p. 1687) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 49 (allonge de six mois à un an le délai de communauté de vie permettant de souscrire à la déclaration de nationalité prévue à l'article 37-1 du Code de la nationalité) : vote réservé (p. 1688) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 50 (donne au ministère public la faculté de s'opposer à une déclaration de nationalité en cas de défaut ou de cessation de communauté de vie) : vote réservé (p. 1688) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 51 (permet à tout enfant né en France de parents étrangers d'acquérir la nationalité française entre seize et vingt et un ans à condition qu'il en manifeste la volonté et qu'il réside en France depuis au moins cinq ans) : vote réservé (p. 1689) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 52 (perte du droit d'acquérir la nationalité française pour l'enfant né en France de parents étrangers qui a fait l'objet de certaines condamnations) : vote réservé (p. 1690) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 53 (détermine les conditions de manifestation de volonté en vue d'acquérir la nationalité française) : vote réservé (p. 1691) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 54 (propose de considérer la soumission aux obligations du service national comme une manifestation de volonté en vue d'acquérir la nationalité française) : vote réservé (p. 1691) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 55 (acquisition automatique de la nationalité française pour tout étranger né en France de parents étrangers qui est incorporé dans l'armée française avant 21 ans) : vote réservé (p. 1692) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 56 (de coordination) : vote réservé (p. 1692) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 57 (de coordination) : vote réservé (p. 1692) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 58 (étend les cas de naturalisation aux enfants nés en France de parents étrangers n'ayant pas manifesté la volonté d'être Français) : vote réservé (p. 1692) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 59 soutenu par M. Robert Pandraud (modifie l'article 64-1 qui détermine la naturalisation sans condition pour la personne qui appartient à l'entité linguistique française) : vote réservé (p. 1693) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 60 soutenu par M. Jacques Toubon (étend les cas de naturalisation avant l'âge de dix-huit ans aux étrangers appartenant à l'entité linguistique française) : vote réservé (p. 1693) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 61 (détermine les causes et délits qui rendent impossible l'acquisition de la nationalité française) : vote réservé (p. 1694) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 62 soutenu par M. Jacques Toubon (complète les conditions d'acquisition de la nationalité française pour les mineurs dont l'un des parents acquiert cette nationalité en imposant qu'il réside habituellement chez ses parents) : vote réservé (p. 1695) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 63 (de coordination) : vote réservé (p. 1695) ;

- *son* amendement n° 64 (de coordination) : vote réservé (p. 1696) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 65 (délivrance d'un récépissé attestant l'enregistrement de la remise des pièces nécessaires à la recevabilité de la déclaration de nationalité) : vote réservé (p. 1697) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 66 (régime de nullité de la déclaration de nationalité) : vote réservé (p. 1697) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 67 (détermine les conditions de forme et de fond du refus de déclaration de nationalité) : vote réservé (p. 1697) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 68 (possibilité de faire enregistrer la déclaration de nationalité par décision judiciaire lorsque le ministère public s'y oppose) : vote réservé (p. 1697) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 69 (conditions de validité de l'enregistrement de la déclaration de nationalité) : vote réservé (p. 1697) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 70 (de coordination) : vote réservé (p. 1698) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 71 (obligation de motiver l'irrecevabilité d'une déclaration de nationalité) : vote réservé (p. 1698) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 72 (étend les condamnations pénales prévues à l'article 113 du Code la nationalité à toute procédure d'acquisition de la nationalité française) : vote réservé (p. 1698) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 73 (prévoit que les conventions visant à faciliter l'acquisition de la nationalité sont réputées nulles et non avenues) : vote réservé (p. 1698) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 74 (modifie les conditions d'acquisition de la nationalité pour les descendants des Français de l'étranger) : vote réservé (p. 1699) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 75 (reconnaît la qualité de français à toute personne qui a combattu dans l'armée française) : vote réservé (p. 1699) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 76 (supprime la procédure de réintégration dans la nationalité française par déclaration) : vote réservé (p. 1699) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 77 (de conséquence) : vote réservé (p. 1700) ;

- *son* amendement n° 81 (modification du titre 1er du Code de la nationalité) : vote réservé (p. 1700) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 79 (précise les conditions d'obtention et de renouvellement de la carte de résident pour le mineur qui n'a pas manifesté sa volonté d'être français) : vote réservé (p. 1701) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 80 corrigé (de conséquence) : vote réservé (p. 1701) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

Article 2 (précédemment réservé) *(report à 18 ans de l'âge auquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour)* :

- *son* amendement n° 90 (détention obligatoire d'une carte de séjour pour les jeunes de seize à dix-huit ans) : vote réservé (p. 1702) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 91 (rédactionnel) : vote réservé (p. 1703) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

Article 4 (précédemment réservé) *(bénéficiaires de plein droit de la carte de résident)* :

- *son* amendement n° 99 (revient à la rédaction de la loi du 9 juin 1986 qui permet la délivrance de plein droit de la carte de résident pour certains cas) : vote réservé (p. 1703) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements nos 108, 109, 110, 111 et 107 (visent à accorder la délivrance de plein droit de la carte de résident à l'étranger marié depuis un an avec un conjoint français à la condition que la communauté de vie soit réelle) : vote réservé (p. 1703) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

Mariages de complaisance (p. 1703).

- *ses* amendements nos 101, 102, 103, 104, 105 et 106 (ne visent à accorder de plein droit la carte de résident à l'étranger marié à un conjoint français qu'à la condition que la communauté de vie soit effective depuis un certain temps) : vote réservé (p. 1704) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 112 (supprime la délivrance de plein droit de la carte de résident à un étranger touchant une rente d'accident de travail ou de maladie professionnelle versée par un organisme français) : vote réservé (p. 1704) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 113 (supprime la délivrance de plein droit de la carte de résident pour l'étranger victime d'une maladie professionnelle dans les conditions du paragraphe II de l'article) : vote réservé (p. 1704) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 114 (supprime la délivrance de plein droit de la carte de résident attribuée au titre du regroupement familial) : vote réservé (p. 1704) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 115 (supprime la délivrance de droit de la carte de résident aux étrangers âgés de 18 ans qui sont sur le territoire national au titre du regroupement familial) : vote réservé (p. 1704) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 116 (supprime la délivrance de droit de la carte de résident aux réfugiés) : vote réservé (p. 1704) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 117 (supprime la délivrance de droit de la carte de résident aux enfants des réfugiés âgés de 18 ans) : vote réservé (p. 1704) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 118 (supprime la délivrance de droit de la carte de résident aux apatrides) : vote réservé (p. 1704) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 119 (supprime la délivrance de droit de la carte de résident aux enfants des apatrides âgés de 18 ans) : vote réservé (p. 1704) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 120 (supprime la délivrance de droit de la carte de résident pour l'étranger ayant son centre d'intérêt stable en France) : vote réservé (p. 1705) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements nos 124, 123, 122 et 121 (visent à augmenter le nombre d'années nécessaires à la délivrance de plein droit de la carte de résident à l'étranger ayant son centre d'intérêt stable en France) : vote réservé (p. 1705) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements nos 133, 132, 131, 130, 129, 128 et 127 (visent à supprimer la délivrance de plein droit de la carte de résident pour l'étranger ayant son centre d'intérêt stable en France et qui a été condamné pour crime et délit à une peine d'emprisonnement) : vote réservé (p. 1705) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 135 (supprime la délivrance de plein droit de la carte de résident pour le mineur dont l'un des parents est titulaire d'une carte de résident) : vote réservé (p. 1706) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 136 (supprime la délivrance de plein droit de la carte de résident pour l'enfant âgé de 18 ans dont l'un des parents est titulaire d'une carte de résident) : vote réservé (p. 1706) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 137 (supprime la délivrance de plein droit de la carte de résident pour l'enfant dont les deux parents ne sont pas titulaires de la carte de résident) : vote réservé (p. 1706) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

Article 5 (précédemment réservé) *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français)* (p. 1706) :

- *ses* amendements nos 165, 164, 163, 162, 161, 160, 159, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 145, 144 et 143 (visent à diminuer le délai de perception du titre de séjour) : vote réservé (p. 1706) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

Article 6 (précédemment réservé) *(commission de séjour des étrangers)* (p. 1707) :

- *ses* amendements nos 175, 176, 177 et 178 (visent à modifier les conditions et les cas de saisine de la commission) : vote réservé (p. 1707) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 181 (de conséquence) : vote réservé (p. 1708) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 180 (supprime les délais prévus entre la convocation et la date de la réunion de la commission) : vote réservé (p. 1708) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 182 soutenu par M. Clément Pascal (limite à huit jours le délai entre la convocation et la date de la réunion de la commission) : vote réservé (p. 1708) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 183 (impose l'assistance d'un conseil qui doit présenter toutes les garanties de bonne représentation) : vote réservé (p. 1708) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 184 (supprime la possibilité pour l'étranger d'être représenté par toute personne de son choix) : vote réservé (p. 1708) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 185 soutenu par M. Pascal Clément (supprime le bénéfice de l'aide judiciaire) : vote réservé (p. 1708) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 186 soutenu par M. Pascal Clément (possibilité pour le préfet de demander à la commission de rendre son avis plus rapidement en cas d'urgence) : vote réservé (p. 1708) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 187, 188 et 189 (visent à donner la possibilité au préfet de demander à la commission de rendre plus rapidement son avis en cas d'urgence) : vote réservé (p. 1708) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 190 (supprime la communication à l'intéressé de l'avis de la commission) : vote réservé (p. 1709) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 191 (supprime l'obligation de délivrer le titre de séjour si la commission a émis un avis favorable) : vote réservé (p. 1709) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 192 (impose la motivation de la décision de refus) : vote réservé (p. 1709) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 193 (impose que l'avis de la commission soit joint à la décision de refus) : vote réservé (p. 1709) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

Article 7 (précédemment réservé) *(abrogation de diverses dispositions de la loi n° 86-1025 du 9 septembre 1986) :*

- *son* amendement n° 194 soutenu par M. Robert Pandraud (de suppression) : vote réservé (p. 1709) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201 et 202 (visent à rétablir les articles de la loi n° 86-1025 du 9 septembre 1986) : vote réservé (p. 1711) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

Article 8 (précédemment réservé) *(reconduite à la frontière) :*

- *son* amendement n° 203 (modifie les cas de reconduite à la frontière) : vote réservé (p. 1712) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

Article 9 (précédemment réservé) *(recours contre l'arrêté de reconduite à la fontière) :*

- *son* amendement n° 205 (rétablit le recours devant le juge administratif) : vote réservé (p. 1712) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 206, 207 et 208 (visent à imposer que le recours remplisse certaines conditions de forme) : vote réservé (p. 1713) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 209 (rédactionnel) : vote réservé (p. 1713) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 210 et 211 (visent à rétablir le recours administratif contre la décision d'expulsion) : vote réservé (p. 1713) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 212 (prévoit que l'audience devant le tribunal s'effectue en présence de l'intéressé ou de son conseil) : vote réservé (p. 1713) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 213 (prévoit que le recours contre la décision d'expulsion s'effectue devant le tribunal administratif) : vote réservé (p. 1714) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 214 (prévoit que la décision du président du tribunal est susceptible d'appel devant le Conseil d'Etat) : vote réservé (p. 1714) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 216 et 215 (visent à réduire le délai d'appel) : vote réservé (p. 1714) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 218 (supprime la possibilité pour le ministère public de faire appel de l'ordonnance du président du tribunal de grande instance) : vote réservé (p. 1714) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

Article 10 (précédemment réservé) *(régime d'expulsion) :*

- *son* amendement n° 220 soutenu par M. Henri Cuq (rétablit la procédure d'expulsion pour l'étranger qui représente une menace contre l'ordre public : vote réservé (p. 1714) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 221 (rétablit le régime d'abrogation des arrêtés d'expulsion prévu par la loi du 9 septembre 1986) : vote réservé (p. 1715) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements n°s 224, 222, 223, 225, 227, 226, 228 et 229 (visent à rétablir l'expulsion pour les étrangers dont la présence constitue une menace pour l'ordre public quelle qu'en soit la gravité) : vote réservé (p. 1715) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 230 (remplace l'avis conforme de la commission par un simple avis) : vote réservé (p. 1715) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 231 (impose de motiver la décision de refus d'abrogation) : vote réservé (p. 1715) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 232 (remplace l'avis conforme de la commission par un avis simple) : vote réservé (p. 1715) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

Article 11 (précédemment réservé) *(procédure d'expulsion) :*

- *son* amendement n° 235 (supprime la possibilité pour l'étranger d'être assisté par une personne de son choix) : vote réservé (p. 1715) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 302 (supprime la possibilité pour l'étranger d'être assisté par une personne de son choix) : vote réservé (p. 1715) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 236 (impose que la personne qui assiste l'étranger présente des garanties suffisantes de base de représentation) : vote réservé (p. 1716) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 237 (rend l'expulsion possible malgré un avis défavorable de la commission) : vote réservé (p. 1717) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement n° 238 (rend l'avis de la commission purement consultatif) : vote réservé (p. 1717) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements nos 239 et 240 (visent à réduire le délai de réflexion du ministre entre la notification de la décision et l'expulsion) : vote réservé (p. 1717) ;

- *son* amendement no 241 (motivation obligatoire de la décision d'expulsion) : vote réservé (p. 1717) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

Article 12 (précédemment réservé) *(catégories d'étrangers protégés contre une mesure d'expulsion) :*

- *son* amendement no 245 corrigé soutenu par M. Jacques Masdeu-Arus (permet l'expulsion de tout étranger qui a été condamné à une peine de six mois ferme d'emprisonnement) : vote réservé (p. 1717) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements nos 244, 243, 246, 247 et 248 (visent à maintenir les dispositions de la loi du 9 septembre 1986) : vote réservé (p. 1717) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements nos 255, 254, 243, 252, 251, 250 et 249 (visent à permettre l'expulsion d'un étranger condamné pour crimes et délits à plusieurs mois d'emprisonnement) : vote réservé (p. 1718) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement no 256 (permet l'expulsion d'un étranger qui a son centre d'intérêt stable en France depuis dix ans) : vote réservé (p. 1718) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement no 257 (expulsion possible d'un étranger titulaire d'une carte à la suite d'une maladie professionnelle) : vote réservé (p. 1718) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement no 258 (permet l'expulsion d'un étranger résidant régulièrement en France sous couvert d'un titre de séjour et condamné à une peine d'emprisonnement au moins égale à un an) : vote réservé (p. 1718) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements nos 259, 260, 261, 262, 263 et 264 (visent à abaisser le seuil d'emprisonnement au-delà duquel l'expulsion devient possible) : vote réservé (p. 1718) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement no 265 (supprime la disposition selon laquelle les étrangers qui ne peuvent faire l'objet d'un arrêté d'expulsion ne peuvent être reconduits à la frontière ou être interdits du territoire) : vote réservé (p. 1719) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement no 266 (limite l'impossibilité de reconduite à la frontière des étrangers qui ne peuvent faire l'objet d'un arrêté d'expulsion aux seuls étrangers qui ont des enfants français à charge) : vote réservé (p. 1719) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement no 267 (supprime la disposition selon laquelle les étrangers qui ne peuvent faire l'objet d'un arrêté d'expulsion ne peuvent être reconduits à la frontière) : vote réservé (p. 1719) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement no 268 corrigé (supprime la disposition selon laquelle les étrangers qui ne peuvent faire l'objet d'un arrêté d'expulsion ne peuvent être interdits du territoire) : vote réservé (p. 1719) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement no 269 (étend la reconduite à la frontière ou l'interdiction du territoire à l'étranger qui a été condamné à une peine d'emprisonnement) : vote réservé (p. 1719) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

Articles 13 (précédemment réservé) *(expulsion en cas d'urgence absolue)* (p. 1719) :

- *son* amendement no 274 soutenu par M. Robert Pandraud (étend l'usage de la procédure d'urgence absolue en cas de menace grave pour l'ordre public) : vote réservé (p. 1719) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *ses* amendements nos 276, 275, 272, 271 corrigé et 273 (visent à étendre l'usage de la procédure d'urgence absolue) : vote réservé (p. 1719) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

Article 14 (précédemment réservé) *(exécution de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière) :*

- *son* amendement no 279 (de conséquence) : vote réservé (p. 1720) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

Article 16 (précédemment réservé) *(champ d'application de l'ordonnance et des dérogations apportées par voie de conventions internationales) :*

- *ses* amendements nos 281 et 282 (visent à étendre le champ d'application du texte en supprimant certaines dérogations) : vote réservé (p. 1720) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

Article 17 (précédemment réservé) *(délai d'un jour franc avant le rapatriement d'un étranger faisant l'objet d'un refus d'entrée) :*

- *son* amendement no 284 (supprime le délai d'un jour franc entre le refus d'entrée opposé à un étranger et son rapatriement contre son gré) : vote réservé (p. 1720) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement no 286 (impose le maintien de l'étranger dans des locaux contrôlés par le ministre de l'intérieur) : vote réservé (p. 1720) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement no 285 (impose que l'étranger soit maintenu dans des locaux qui ne relèvent pas de l'administration pénitentiaire) : vote réservé (p. 1720) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

Article 18 (précédemment réservé) *(délai d'application aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à la commission de séjour et à la procédure de reconduite à la frontière) :*

- *ses* amendements nos 289 et 288 (visent à allonger la durée pendant laquelle le texte n'est pas applicable aux D.O.M.) : vote réservé (p. 1721) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721) ;

- *son* amendement no 290 soutenu par M. Eric Raoult (étend à l'ensemble du territoire national la période transitoire pour les D.O.M.) : vote réservé (p. 1721) ;

- *son* amendement no 291 (rédactionnel) : vote réservé (p. 1721) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1721).

Explications de vote :

Immigration clandestine (lutte contre) (p. 1724).

Nationalité (réforme du code) (p. 1724).

Parlement (procédure d'obstruction) (p. 1724).

Vote contre du Groupe R.P.R. (p. 1724).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 juin 1989] :

Immigration clandestine (lutte contre) (p. 2590).

Immigrés : intégration (p. 2589, 2590).

Projet de loi (dispositions) : constitutionnalité (p. 2589).

Sénat (position adoptée) (p. 2589).

Rappel au règlement : application des accords de Schengen (p. 2595).

Rappel au règlement : déroulement des débats (p. 2597).

Discussion des articles [28 juin 1989] [1er et 2 juillet 1989] :

Avant l'article 1er :

ses amendements n° 1 à 36, 39, 37 et 38 : réservés jusqu'après l'article 20 (p. 2598).

Article 1er *(abrogation de certaines conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) :*

- *son* amendement n° 40 (de suppression) (p. 2598) : rejeté (p. 2599) ;

- *soutient* l'amendement n° 86 de Mme Nicole Catala (exclut l'abrogation des paragraphes VI de l'article 2 de la loi n° 86-1025 du 9 septembre 1986 : non attribution de plein droit de la carte de résident à un étranger résidant en France depuis l'enfance mais condamné pénalement) : rejeté (p. 2599).

Article 2 *(report à 18 ans de l'âge auquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour) :*

- *son* amendement n° 41 (de suppression) : rejeté (p. 2600) ;

- *son* amendement n° 42 (impose la détention d'une carte de résident pour les mineurs âgés de plus de seize ans) (p. 2600) : rejeté (p. 2601) ;

- *son* amendement n° 43 (de précision) (p. 2601) : rejeté (p. 2602).

Rappel au règlement : intégration des étrangers dans le département de la Haute-Savoie (p. 2603).

Fait personnel : attitude du ministre de l'intérieur sur ses amendements ; injures à l'égard de la famille de M. Joxe ; droits de l'opposition (p. 2603).

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

- *défavorable* (p. 2851) ;

- *son* amendement n° 44 (de suppression) : rejeté (p. 2851) ;

- *favorable* à l'amendement n° 83 du Gouvernement (précise que l'étranger doit détenir une carte de résident dès l'année qui suit - son dixième anniversaire) (p. 2851).

Article 4 *(bénéficiaires de plein droit de la carte de résident) :*

- *son* amendement n° 45 (de suppression) : rejeté (p. 2852) ;

- *son* amendement n° 46 (refuse la délivrance de plein droit de la carte de résident à l'étranger qui représente une menace pour l'ordre public) : rejeté (p. 2852) ;

- *son* amendement n° 47 (subordonne la délivrance de plein droit de la carte de résident, à l'étranger marié depuis au moins un an, sous la condition d'une communauté de vie effective) (p. 2852) : rejeté (p. 2853) ;

- *son* amendement n° 48 (obtention de plein droit de la carte de résident à l'étranger qui réside habituellement depuis dix ans en France) : rejeté (p. 2853).

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

- *son* amendement n° 49 (de suppression) (p. 2853) : rejeté (p. 2854).

Article 6 *(commission de séjour des étrangers) :*

- *son* amendement n° 50 rectifié (de suppression) : rejeté (p. 2854) ;

- *son* amendement n° 51 (saisine de la commission par l'étranger et non par le préfet) (p. 2854) : rejeté (p. 2855) ;

- *son* amendement n° 52 (supprime l'obligation pour la commission d'entendre l'étranger) : rejeté (p. 2855) ;

- *son* amendement n° 53 (supprime les délais prévus entre la convocation et la date de la réunion de la commission) : rejeté (p. 2855).

Article 8 *(reconduite à la frontière) :*

- *son* amendement n° 82 (de suppression) : rejeté (p. 2855).

Article 9 *(recours contre l'arrêté de reconduite à la frontière) :*

- *ses observations* (p. 2856) ;

- *son* amendement n° 56 (de suppression) (p. 856) : rejeté (p. 2858) ;

- *son* amendement n° 54 (supprime la possibilité pour l'étranger d'être représenté par toute personne de son choix) : rejeté (p. 2855) ;

- *son* amendement n° 55 (supprime le bénéfice de l'aide judiciaire) : rejeté (p. 2855) ;

- *soutient* l'amendement n° 92 de M. Jacques Toubon (rédactionnel) : rejeté (p. 2866) ;

- *son* amendement n° 57 (recours devant la juridiction administrative) : rejeté (p. 2867) ;

- *son* amendement n° 58 (impose que le recours soit rédigé en français) : rejeté (p. 2867) ;

- *son* amendement n° 59 (supprime l'obligation pour le président du tribunal de statuer selon les formes applicables au référé) : rejeté (p. 2867) ;

- *son* amendement n° 60 (remplace la mesure d'éloignement par la mesure de reconduite à la frontière) : rejeté (p. 2867) ;

- *son* amendement n° 61 (compétence du président du tribunal administratif) : rejeté (p. 2867) ;

- *son* amendement n° 62 (compétence du tribunal administratif) : devenu sans objet (p. 2867) ;

- *son* amendement n° 63 (prévoit que l'audience devant le tribunal s'effectue en présence de l'intéressé ou de - son conseil) : rejeté (p. 2867) ;

- *son* amendement n° 64 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2868) ;

- *son* amendement n° 65 (prévoit que la décision du président du tribunal est susceptible d'appel devant le Conseil d'Etat) : rejeté (p. 2868) ;

- *son* amendement n° 66 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2868).

Article 10 *(régime d'expulsion) :*

- *son* amendement n° 67 (de suppression) : rejeté (p. 2868) ;

- *son* amendement n° 68 (remplace l'avis conforme de la commission par un simple avis) : rejeté (p. 2868).

Article 11 *(procédure d'expulsion) :*

- *son* amendement n° 69 (de suppression) : rejeté (p. 2868) ;

- *son* amendement n° 70 (prévoit que l'avis de la commission est purement consultatif) : rejeté (p. 2868).

Article 12 *(catégorie d'étrangers protégés contre une mesure d'expulsion)* (p. 2868) :

- *son* amendement n° 71 (de suppression) : rejeté (p. 2869) ;

- *son* amendement n° 72 (permet l'expulsion d'un étranger résidant régulièrement en France condamné à une peine d'emprisonnement au moins égale à un an) : rejeté (p. 2869) ;

- *son* amendement n° 73 corrigé (permet l'expulsion de tout étranger qui a été condamné à une peine de six mois ferme d'emprisonnement) : rejeté (p. 2869).

Article 13 *(expulsion en cas d'urgence absolue) :*

- *son* amendement n° 74 (de suppression) : rejeté (p. 2869).

Article 14 *(exécution de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière) :*

- *son* amendement n° 75 (de suppression) : rejeté (p. 2869) ;

- *son* amendement n° 76 (recours contre l'arrêté d'expulsion devant le président du tribunal administratif) : rejeté (p. 2869).

Article 16 *(champ d'application de l'ordonnance et des dérogations apportées par voie de conventions internationales) :*

- *son* amendement n° 77 (de suppression) : rejeté (p. 2870).

Article 17 *(délai d'un jour franc avant le rapatriement d'un étranger faisant l'objet d'un refus d'entrée) :*

- *son* amendement n° 78 (de suppression) : rejeté (p. 2870) ;

- *son* amendement n° 79 (impose le maintien de l'étranger dans les locaux contrôlés par le ministre de l'intérieur) : rejeté (p. 2870).

Article 18 *(délai d'application aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à la commission de séjour et à la procédure de reconduite à la frontière) :*

- *son* amendement n° 80 (de suppression) (p. 2870) : rejeté (p. 2871).

Avant l'article 1er (amendements précédemment réservés) :

Réforme du code de la nationalité (p. 2871) :

- *ses* amendements nos 1 à 36, 39, 37 et 38 : retirés (p. 2871).

Explications de vote :

Vote contre du groupe R.P.R. (p. 2872).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [4 juillet 1989] :

Immigrés (intégration) (p. 2955).

Projet de loi (dispositions) : constitutionnalité (p. 2951).

Sénat (position adoptée) (p. 2951).

Rappel au règlement : demande une suspension de séance pour attendre M. Suchod, rapporteur (p. 2947).

Rappel au règlement : nomination du rapporteur ; droit du rapporteur suppléant de rapporter au nom de la commission (p. 2947).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

Amnistie :

- champ d'application ; infractions concernées (p. 1763) ;

- effets juridiques (p. 1763) ;

- effets politiques (p. 1763, 1766) ;

- tradition républicaine (p. 1763, 1764).

Tribunal correctionnel de Paris (renvoi du procès des indépendantistes guadeloupéens) (p. 1763).

Discussion des articles [5 juin 1989] :

Après l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Jacques Brunhes (prévoit l'amnistie des délits commis à l'occasion d'une expulsion) (p. 1772).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1989] :

Amnistie :

- effets politiques (p. 2680) ;

- tradition républicaine (p. 2680).

Grâce présidentielle (p. 2680, 2683).

Tribunal correctionnel de Paris (renvoi du procès des indépendantistes guadeloupéens) (p. 2680, 2683).

Discussion des articles [30 juin 1989] :

Après l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 de M. Emile Zuccarelli (amnistie les infractions commises avant le 14 juillet 1988 à l'occasion des événements de Corse) (p. 2689).

- *ses observations* sur l'amendement n° 6 de M. José Rossi (amnistie les infractions commises avant le 14 juillet 1988 à l'occasion des événements de Corse) (p. 2690).

Rappel au règlement : demande une suspension de séance pour l'examen d'amendements déposés (p. 2691) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Michel (amnistie les faits constituant des fautes passibles de sanctions professionnelles sauf si la réintégration de personnels devait faire peser sur l'employeur des sacrifices excessifs) (p. 2693) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 2 de M. Jacques Brunhes (accorde à tout salarié, élu du personnel, représentant ou délégué syndical, qui a été licencié pour une faute amnistiée en vertu de la loi n° 88-828 du 20 juillet 1988, la possibilité d'obtenir sa réintégration dans son emploi) (p. 2693) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 9 de Mme Muguette Jacquaint (donne aux salariés protégés le droit de bénéficier de l'amnistie et d'être réintégrés dans leur emploi) à l'amendement n° 2 de M. Jacques Brunhes (p. 2693).

Rappel au règlement : décision du Conseil constitutionnel du 20 juillet 1988 (p. 2695).

- Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165).

Troisième lecture :

Discussion des articles [14 juin 1989] :

Après l'article 8 :

- *son* amendement n° 8 soutenu par M. Jean-Louis Masson (prévoit que le dossier soumis au Conseil d'Etat doit comporter toutes les décisions judiciaires portant transfert de propriété et fixation de l'indemnité) (p. 2143) : adopté au scrutin public (p. 2147) ;

- *son* amendement n° 9 soutenu par M. Jean-Louis Masson (prévoit que la procédure d'extrême urgence ne peut être utilisée lorsque les expropriés sont plus de mille) : adopté (p. 2147) ;

- *son* amendement n° 10 soutenu par M. Jean-Louis Masson (prévoit que l'évaluation du service des domaines ne peut intervenir qu'après visite contradictoire) (p. 2147) : adopté (p. 2148).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues relative à l'immunité parlementaire (n° 610).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [15 juin 1989] :

- *soutient* l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Pons (Bernard)* (p. 2178) ; rejetée (p. 2182).

Principaux thèmes développés :

Immunité parlementaire :

- irresponsabilité des parlementaires (étendue) (p. 2179) ;

- principes constitutionnels (p. 2178, 2179).

Parlementaire en mission :

- immunité (p. 2179, 2180) ;

- jurisprudence de la cour d'appel de Paris et de la Cour de cassation sur l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse (p. 2178, 2179).

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 juin 1989] :

Rappel au règlement : ordre du jour prioritaire ; date d'examen du projet sur la présidence unique pour Antenne 2 et F.R. 3 (p. 2279).

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par *Pons (Bernard)* (p. 2286).

Chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R. 3 :

- coordination et création d'une centrale d'achat commune (cinéma) (p. 2287) ;

- présidents des chaînes :

- durée de mandat (p. 2286, 2287, 2288, 2289).

- présidence commune pour Antenne 2 et FR 3 (p. 2286 à 2289).

Rappel au règlement : contenu d'une exception d'irrecevabilité (p. 2291).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er juillet 1989] :

Chaînes publiques : présidents des chaînes (durée de mandat) (p. 2826).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er juillet 1989] :

Article 14 *(dispositions organisant la fouille des personnes et des biens) :*

- *son* sous-amendement (de forme) à l'amendement n° 9 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2848) : retiré (p. 2849).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Lecture définitive [4 juillet 1989] :

Rappel au règlement : met en cause la qualité de M. Jean-Pierre Sueur, rapporteur suppléant ; met en cause Mme Yvette Roudy (p. 2956, 2957).

Rappel au règlement : difficultés pour les parlementaires d'accéder au palais Bourbon [4 octobre 1989] (p. 3102).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) et projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797).

Première lecture :

Avant la discussion des articles : discussion commune [4 et 5 octobre 1989] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Pons (Bernard)* (p. 3110) ; rejetée au scrutin public (p. 3118).

Principaux thèmes développés :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 3111, 3112, 3122).

Campagnes électorales :

- financement :

- comptes de campagne (contrôle) (p. 3111).

- financement et dons privés (réglementation) (p. 3111, 3112) ;

- transparence des ressources (p. 3111) ;

- généralités :

- candidature (liberté) (p. 3112, 3113).

Constitutionnalité du projet (p. 3111).

Loi du 11 mars 1988 (dispositif et limites) (p. 3111).

Partis politiques :

- financement :

- association de financement (p. 3112, 3113).

- financement et dons privés (p. 3112) ;

- statut et liberté d'exercice (p. 3112).

Rapport sur l'application de la loi du 11 mars 1988 (absence) et procédure d'élaboration du présent projet (p. 3111).

- Rappel au règlement : regrette la mise en cause de la moralité du groupe R.P.R. (p. 3129).

- Rappel au règlement : absence de dépôt du rapport sur l'application de la loi du 11 mars 1988 relative à la moralisation et à la transparence de la vie politique (p. 3142).

- Rappel au règlement : décision du Conseil constitutionnel du 28 juillet 1989 relative au texte sur les conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France [5 octobre 1989] (p. 3163).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798).

Première lecture :

Discussion des articles [5 et 6 octobre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 55 de M. Jacques Brunhes (déclaration des membres du Gouvernement et des responsables des partis politiques sur leur situation patrimoniale dans les 15 jours suivant leur entrée en fonction) (p. 3143).

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

Article L. 52-4 du code électoral (définition du candidat présumé) :

- *son* amendement n° 100 (précise la notion de candidat présumé) (p. 3149) : devenu sans objet (p. 3151).

Article L. 52-5 du code électoral (obligation de créer une association électorale pour recueillir des dons) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 135 de M. Jean-Pierre Delalande (supprime l'article L. 52-5 du code électoral) (p. 3152).

Journal soutenant un candidat (inscription dans le compte de campagne des fonds affectés) (p. 3152) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 183 de M. Jacques Barrot (étend la formule juridique permettant de recueillir un financement privé ; modifie les conditions de dissolution des associations électorales) (p. 3154) ;

- *son* amendement n° 101 (limite à une durée de six mois précédant le premier jour du mois d'une élection l'obligation de créer une association électorale) (p. 3156) : rejeté (p. 3158) ;

- *son* amendement n° 102 soutenu par M. Jean-Pierre Delalande (rend facultative la création d'une association électorale) (p. 3158) : rejeté (p. 3161) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 3 de la commission (permet au candidat de recourir, soit à l'association électorale, soit au mandataire) (p. 3160).

Article L. 52-6 du code électoral (statut de l'association électorale) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Delalande (supprime l'article L. 52-6 du code électoral proposé) (p. 3162).

Liberté d'association (p. 3162).

Article L. 52-7 du code électoral (réglementation des dons privés) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 8 de la commission (interdit que le don versé par une personne morale puisse excéder 10 p. 100 du plafond des dépenses électorales) (p. 3173) ;

- *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (exclut du plafonnement des dons les contributions accordées aux partis politiques ; supprime l'exception prévue pour les associations électorales) (p. 3174) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 167 de M. Pierre-André Wiltzer (plafonne l'ensemble des versements en espèces à 20 p. 100 des dépenses totales) (p. 3175) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 61 de M. François Asensi (interdit le financement des campagnes par des sociétés dont l'Etat est actionnaire) (p. 3177) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 157 de la commission (permet à une personne physique de nationalité étrangère d'effectuer des dons) (p. 3178).

Définition d'une personne morale de droit privé étrangère (p. 3178).

Rappel au règlement : déroulement de la séance (p. 3179).

Article L. 52-8 du code électoral (plafonnement des dépenses de campagne) :

- *défavorable* à l'amendement n° 11 corrigé de la commission (étend le plafonnement des dépenses à celles réalisées pour le compte du candidat) (p. 3179) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 63 de M. Gilbert Millet (réduit le plafond de dépenses à 400 000 F pour les élections législatives) (p. 3182) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 15 corrigé de la commission (réduit le plafond de dépenses à 500 000 F pour les élections législatives) (p. 3182) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 92 de M. Pierre Lequiller (réduit le plafond de dépenses à 700 000 F pour les élections législatives) (p. 3182).

Article L. 52-9 du code électoral (compte de campagne) :

- *son* amendement n° 103 (supprime l'inscription sur le compte de campagne des dépenses effectuées avec l'accord tacite du candidat) : rejeté (p. 3185) ;

- *son* amendement n° 104 (supprime la comptabilisation globale des dépenses lorsque deux candidats ont rallié la même liste) : rejeté (p. 3186) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 66 de M. Gilbert Millet (supprime l'obligation de transmettre les comptes à la commission nationale ; prévoit leur communication au Conseil constitutionnel ou aux autorités judiciaires) (p. 3187) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 87, deuxième rectification, de M. Didier Migaud (publication des comptes de campagne par la commission) (p. 3206) ;

- *soutient* l'amendement n° 144 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) : retiré (p. 3208) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 22 corrigé de la commission (de précision ; permet à la commission de faire appel à des officiers de police judiciaire pour mener des investigations) (p. 3209).

Mise à disposition des fonctionnaires nécessaires (p. 3209).

Après l'article L. 52-10 du code électoral :

- *ses observations* sur l'amendement n° 23 de la commission (prévoit que la commission n'a pas le pouvoir de fixer le montant de l'amende, toujours égal au montant du dépassement des dépenses) (p. 3211).

Complexité des procédures juridictionnelles (p. 3211).

Article L. 52-11 du code électoral (réglementation de l'affichage) :

- *soutient* l'amendement n° 146 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) : adopté (p. 3212).

Article L. 52-12 du code électoral (réglementation de la publicité par voie de presse) :

- *soutient* l'amendement n° 147 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) : adopté (p. 3212).

Article L. 52-13 du code électoral (réglementation des envois en nombre) :

- *soutient* l'amendement n° 148 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) : adopté (p. 3213).

Article L. 52-14 du code électoral (réglementation de la publicité technique ou télématique) :

- *soutient* l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) : adopté (p. 3213).

Article L. 52-15 du code électoral (action de propagande en faveur d'une liste) :

- *son* amendement n° 105 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 3214).

Article L. 52-17 du code électoral (évaluation des dépenses et des recettes des candidats) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 170 de M. Pierre-André Wiltzer (évaluation d'office des dépenses par la commission après production des justificatifs par le candidat) (p. 3224).

Article 2 *(sanctions pénales) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 190 du Gouvernement (modifie les sanctions et précise les incriminations) (p. 3227, 3228, 3230).

Condamnation des personnes morales (p. 3227).

Après l'article 2 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 32 de la commission (définit la procédure suivie par le juge de l'élection pour prononcer l'inégibilité) (p. 3230, 3231).

Compétence du juge de l'élection (p. 3231).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *son* amendement n° 106 (de suppression) (p. 3234) : retiré (p. 3236).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide financière publique) :*

- *son* amendement n° 107 soutenu par M. Emmanuel Aubert (de suppression) : retiré (p. 3237).

Article 9 *(association de financement d'un parti politique) :*

ses *observations* (p. 3240).

Constitutionnalité des dispositions (art. 4 de la Constitution) (p. 3240).

Article 11-1 de la loi du 11 mars 1988 (statuts de l'association de financement) :

- *favorable* à l'amendement n° 119 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 3243) ;

- *favorable* à l'amendement n° 131 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3243) ;

- *son* amendement n° 108 (supprime l'envoi d'une liste nominative des souscripteurs à l'administration) (p. 3243) : rejeté au scrutin public (p. 3245).

Article 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons des personnes physiques et des personnes morales) :

- *son* amendement n° 194 soutenu par M. Robert Pandraud (supprime le plafonnement des dons des personnes physiques) : rejeté au scrutin public (p. 3249) ;

- *favorable* à l'amendement n° 160 de M. Pierre-André Wiltzer (inclut dans la liste des personnes morales qui ne sont pas autorisées à verser aux partis politiques les sociétés contrôlées par l'Etat et les casinos) (p. 3266) ;

- *son* amendement n° 110 (rend la constitution d'une association de financement facultative) : rejeté (p. 3267).

Article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 (retrait d'agrément ; défalcation des suffrages obtenus pour le montant de l'aide publique au financement) :

- *soutient* l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) : rejeté (p. 3268).

Article 11-5 de la loi du 11 mars 1988 (obligations comptables des partis politiques bénéficiaires de l'aide publique) :

- *favorable* à l'amendement n° 78 de M. Gilbert Millet (supprime l'obligation pour les partis politiques d'indiquer les sociétés dans lesquelles ils exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion) (p. 3268).

Après l'article 11-5 de la loi du 11 mars 1988 :

- *défavorable* à l'amendement n° 46 de la commission (prévoit que l'association de financement constitue le mode unique de financement du parti politique) (p. 3269).

Après l'article 9 :

- *son* amendement n° 111 (prévoit que les partis politiques peuvent bénéficier de fonctionnaires détachés s'ils sont représentés au Parlement) : retiré (p. 3271).

Article 12 *(information sur les marchés publics des communes) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 191 du Gouvernement (étend la transmission des pièces relatives aux marchés publics aux départements et aux régions ainsi qu'aux établissements publics territoriaux) (p. 3273).

Rappel au règlement : bon déroulement des débats ; mauvaise reproduction d'un amendement déposé par le Gouvernement [6 octobre 1989] (p. 3274).

Article 13 *(campagne de promotion publicitaire) :*

- *son* amendement n° 116 (limite l'interdiction à deux mois) : rejeté (p. 3275).

Article 14 *(modification de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 50 de la commission (substitue l'appellation « Parlement européen » à celle « d'Assemblée des communautés européennes ») (p. 3276).

Article 16 *(modification de l'article 168 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) :*

- *défavorable* (p. 3280) ;

- *son* sous-amendement n° 117 (permet aux sociétés d'effectuer directement des dons aux partis politiques) à l'amendement n° 51 de la commission (affirme le caractère légitime des dons consentis par les sociétés dans les limites et les conditions prévues par le projet de loi) : rejeté (p. 3283).

Explications de vote [6 octobre 1989] :

Campagnes électorales : financement (transparence des ressources) (p. 3293).

Constitutionnalité du projet (p. 3293).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 décembre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 6052, 6053).

Partis politiques : statut et liberté d'exercice (p. 6052).

Rapport sur l'application de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 (p. 6052).

Discussion des articles.

Article 9 *(collecte des dons consentis aux partis et groupements politiques) :*

Après l'article 11 de la loi du 11 mars 1988 :

- Rappel au règlement : demande le report de la discussion du texte à la prochaine séance (p. 6081).

Article 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons) :

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de la commission (prévoit que le mandataire délivre un reçu au donataire) (p. 6082) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 36 de la commission (prévoit qu'une personne physique de nationalité étrangère peut effectuer un don au profit d'un parti politique) (p. 6083).

Après l'article 15 :

- *soutient* l'amendement n° 55 rectifié de Mme Nicole Catala (prévoit que les cotisations effectuées aux partis politiques par l'intermédiaire d'un mandataire ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu) (p. 6084) : rejeté (p. 6085) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Michel (amnistie certaines infractions en relation avec le financement des campagnes électorales des partis politiques à l'exclusion de celles commises par un parlementaire national) (p. 6085) ;

Constitutionnalité de l'amendement (p. 6086).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis politiques et des campagnes électorales (p. 6830, 6831).

Constitutionnalité du projet de loi (p. 6830).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1989] :

Administration pénitentiaire :

- établissements pénitentiaires : programme d'équipement (p. 5131, 5132).

Fonctionnement de la justice : modernisation (p. 5131, 5132).

Magistrature :

- Ecole nationale de la magistrature (E.N.M.) (p. 5132) ;

- effectifs (création d'emplois) (p. 5132) ;

- « malaise » (p. 5132) ;

- rémunérations et primes (p. 5132).

Ministère : crédits (p. 5131).

Parlement (absentéisme) (p. 5131).

Tribunaux : greffes (p. 5132).

Intention de vote du groupe R.P.R. (p. 5131).

Rappel au règlement : propos du ministre de la justice relatif aux établissements pénitentiaires (p. 5163).

- Projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif (n° 904).

Rapporteur.

Première lecture.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Conseillers nommés dans les cours administratives d'appel : nomination au tour extérieur (prorogation du délai d'un an) (p. 5435).

Discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Après l'article unique :

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (étend aux avoués près les cours d'appel la possibilité d'être recrutés au tour extérieur) : adopté (p. 5436) ;

- *son* amendement n° 4 (prévoit que les membres du corps des tribunaux administratifs comptant huit ans de service dont trois dans une cour administrative d'appel sont susceptibles d'être inscrits au tableau d'avancement pour la nomination au poste de président de tribunal administratif) (p. 5436) ; rejeté (p. 5437).

Rejet par l'Assemblée de son amendement qui avait été déposé et accepté en commission et qu'il aurait souhaité retirer (p. 5437).

Explications de vote :

Observations sur le rappel au règlement de *Clément (Pascal) :* demande une seconde délibération sur son amendement n° 4 afin de pouvoir le retirer (p. 5438).

Seconde délibération du projet de loi :

Après l'article 2 :

- *son* amendement n° 1 (prévoit que les membres du corps des tribunaux administratifs comptant huit ans de service dont trois dans une cour administrative d'appel sont susceptibles d'être inscrits au tableau d'avancement pour la nomination au poste de président du tribunal administratif) : retiré (p. 5439).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 décembre 1989] :

Conseillers nommés dans les cours administratives d'appel : nomination au tour extérieur (prorogation du délai d'un an) (p. 6824).

Sénat (modifications apportées) (p. 6825).

Discussion des articles [19 décembre 1989] :

Article 3 *(validation législative des décisions d'intégration dans les cadres d'administrateurs territoriaux et d'attachés territoriaux) :*

- *ses observations* (p. 6826).

Article 6 *(titularisation de personnels du ministère de la recherche dans le corps des fonctionnaires du C.N.R.S.) :*

- *ses observations* (p. 6827).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1989] :

Conseil constitutionnel : décision du 28 juillet 1989 (p. 5454).

Immigration : Assemblée nationale (organisation d'un débat sur l'immigration) (p. 5455).

Immigrés :

- centres de rétention (p. 5455) ;

- code de la nationalité (réforme) (p. 5455) ;

- Droits de l'homme (p. 5455).

Tribunaux administratifs :

- audience (p. 5456) ;

- compétence (p. 5455) ;

- délai de jugement (p. 5455) ;

- délai de recours (p. 5455) ;

- fonctionnement (adaptation et accroissement du contentieux) (p. 5455, 5456) ;

- jugement (recours non suspensif devant le Conseil d'Etat) (p. 5455) ;

- juge unique (p. 5455, 5456) ;

- recours suspensif (p. 5455, 5459) ;

- sursis à exécution (p. 5455, 5456, 5459).

- Rappel au règlement : réquisitoire du rapporteur contre le Conseil constitutionnel dans son rapport ; interventions du rapporteur à la tribune, en son nom personnel et non au nom de la commission (p. 5441).

- Rappel au règlement : regrette que le rapporteur ait déclaré que le Conseil constitutionnel statuait en opportunité ; rôle du rapporteur (p. 5443).

- Rappel au règlement : rapporteur absent (p. 5451).

- Rappel au règlement : souhaite que le Ministre réponde plus précisément aux questions posées par les orateurs (p. 5461).

- Rappel au règlement : regrette les propos du Président de séance relatifs à l'attitude de M. Clément (p. 5464).

Discussion des articles :

Article 1er *(régime du recours contre les arrêtés de reconduite à la frontière) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 de M. François Asensi (rend suspensif l'appel contre le jugement du tribunal administratif) (p. 5466).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 décembre 1989] :

Conseil constitutionnel : décision du 28 juillet 1989 (p. 6756, 6757).

Immigration clandestine (p. 6756).

Président de la République (engagements) (p. 6756, 6757).

Tribunaux administratifs : recours suspensif (p. 6756).

Rappel au règlement : déroulement des débats ; demande une suspension de séance pour l'examen d'un amendement déposé par le Gouvernement (p. 6755).

Discussion des articles [18 décembre 1989] :

Article 1er *(régime du recours contre les arrêtés de reconduite à la frontière) :*

observations (p. 6760).

Président de la République (rôle) (p. 6760).

Immigration clandestine (lutte) (p. 6760).

- Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 novembre 1989] :

- *soutient* l'exception d''irrecevabilité soulevée par : *Pons (Bernard)* (p. 5653) : rejetée au scrutin public (p. 5660).

Généralités :

- champ d'application de l'amnistie (p. 5653, 5654) ;

- Gouvernement (déclarations relatives à l'amnistie des crimes de sang) (p. 5654) ;

- grâce présidentielle (p. 5654) ;

- précédents (p. 5654).

Constitutionnalité du projet de loi :

- Conseil constitutionnel (jurisprudence relative aux lois d'amnistie) (p. 5655, 5656) ;

- loi *ad hominem* (p. 5656).

- loi référendaire (autorité et place dans la hiérarchie des normes) (p. 5655, 5656).

Gendarmerie (gendarmes tués à Fayaoué) :

- hommage (p. 5653) ;

- volonté des familles (p. 5653).

Nouvelle-Calédonie :

- accords de Matignon (p. 5654) ;

- loi référendaire du 9 novembre 1988 (p. 5655).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 décembre 1989] :

Généralités : victimes (droits pécuniaires) (p. 6742).

Constitutionnalité du projet de loi :

- loi *ad hominem* (p. 6742) ;

- loi référendaire (autorité et place dans la hiérarchie des normes) (p. 6742).

Justice : fonctionnement (influence de la loi d'amnistie) (p. 6742) ;

Discussion des articles [18 décembre 1989] :

Article 1er *(amnistie) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de la commission (amnistie des infractions commises avant le 20 août 1988 à l'occasion des événements en relation avec le statut de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6747).

- Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi de M. Raymond Marcellin tendant à définir, délimiter et protéger le domaine public maritime naturel (n° 195).

Rapporteur.

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1989] :

Domaine public maritime naturel :

- concession d'endigage (p. 6602) ;

- délimitation (p. 6597)

- détermination (p. 6597)

- jurisprudence (p. 6597).

Littoral :

- loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (compatibilité du présent texte) (p. 6603) ;

- propriétaires riverains (respect des droits) (p. 6597).

Parlement (rôle et droits) (p. 6596, 6602, 6603, 6604).

MEHAIGNERIE (Pierre)

Député d'Ille-et-Vilaine

(5e circonscription)

U.D.C.

Président du groupe de l'Union du centre

S'inscrit au groupe de l'Union du centre. Président de ce groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à compléter **l'article 81 du Règlement** afin d'insérer dans chaque rapport de proposition ou de projet de loi une **annexe** décrivant la **législation en vigueur** dans les autres pays de la **Communauté économique européenne sur le sujet traité (n° 550)** [4 avril 1989].

Proposition de loi relative à l'extension à la **Nouvelle-Calédonie** de la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la **lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 886)** [4 juillet 1989].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission de contrôle sur le fonctionnement et le devenir des premiers cycles universitaires (n° 1050)** [1er décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Situation sociale :** conflits de l'automne 1989 ; agents des finances ; Peugeot ; système pénitentiaire [4 octobre 1989] (p. 3089, 3090).

- **Incidents à l'occasion d'une manifestation :** parlementaires brutalisés par la police ; inexactitude des propos tenus par M. le ministre de l'intérieur ; attitude du Gouvernement envers les députés défendant la communauté chrétienne du Liban ; situation au Liban ; attitude de la France [6 décembre 1989] (p. 6026, 6027).

INTERVENTIONS

- Motion de censure, jointe à une demande d'interpellation, présentée conformément à l'article 156, alinéa 1er, du Règlement et déposée par M. Bernard Bosson et 63 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution le 10 mai 1989.

Explications de vote [16 mai 1989] :

Vote du groupe U.D.C. : vote la motion de censure (p. 911).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Article 3 *(forme et contenu du contrat de location) :*

- **Rappel au règlement :** ses inquiétudes quant au dépôt par le Gouvernement d'un amendement permettant un blocage des loyers pendant un an (p. 1085).

Article 16 *(régime des loyers de droit commun) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 152 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 1112).

Article 17 *(régime des loyers dans les zones géographiques où existe une situation anormale du marché locatif) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 78 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 1122).

MELLICK (Jacques)

Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer

DEPOTS

Projet de loi relatif au code des **ports maritimes** (première partie : législative) **(n° 976)** [2 novembre 1989].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- ***Duroméa (André)* : pollution maritime et protection des côtes françaises :** catastrophe en Alaska ; lutte et prévention en France [5 avril 1989] (p. 49).

- ***Le Bris (Gilbert)* : chantiers navals :** mise en place du plan d'orientation pluriannuel [12 avril 1989] (p. 129, 130).

- ***Beaufils (Jean)* : pêche française :** quotas de pêche ; plan d'orientation pluriannuel ; dossiers de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Saint-Malo [10 mai 1989] (p. 724, 725).

- ***Harcourt (François d')* : construction de bateaux de pêche :** chantiers navals ; emploi et activité ; pêche artisanale ; ressources halieutiques ; programme d'orientation pluriannuel ; aides de l'Etat ; mesures d'accompagnement ; C.E.E. [31 mai 1989] (p. 1416, 1417).

- ***Guellec (Ambroise)* : rapport Le Drian sur la marine marchande :** politique et réglementation ; marine marchande ; pêche ; ports ; emploi et activité ; politiques communautaires [14 juin 1989] (p. 2128, 2129, 2130).

- ***Kerguéris (Aimé)* : quotas de pêche attribués à l'U.R.S.S. :** pêche maritime ; négociations entre l'U.R.S.S. et la C.E.E. ; conséquences pour les pêcheurs français et européens [6 décembre 1989] (p. 6031).

INTERVENTIONS

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [31 octobre 1989] :

Armement naval (fiscalité) (p. 4417, 4418, 4419).

Communautés européennes :

- Europe bleue (p. 4417) ;

- politique maritime communautaire (p. 4417, 4419).

Crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4416).

Etablissement national des invalides de mer (E.N.I.M.) (p. 4416).

Formation (capitaines) (p. 4418, 4419).

Littoral (protection et aménagement) (p. 4416).

Marine marchande (p. 4417, 4418, 4419).

Pavillon français (p. 4417).

Pêches maritimes (p. 4418, 4419).

Politique maritime (p. 4415, 4416, 4419).

Sécurité maritime :

- police maritime (p. 4416) ;

- service technique des phares et balises (transfert à Brest) (p. 4416) ;

- signalisation (p. 4416).

Trafic Transmanche (p. 4418).

Réponses aux questions :

Armement naval (Manche et mer du Nord) (M. André Capet) (p. 4424).

Pêches maritimes :

- artisanale (situation du Nord - Pas-de-Calais) (M. Léonce Deprez) (p. 4421, 4422) ;

- généralités (M. Guy Lengagne) (p. 4423) ;

- Saint-Pierre-et-Miquelon (M. Gérard Grigon) (p. 4422, 4423).

Politique maritime (M. Guy Lengagne) (p. 4420).

Ports maritimes et activités portuaires :

- Lorient (M. Aimé Kerguéris) (p. 4422) ;

- modernisation (M. Michel Bérégovoy) (p. 4420, 4421).

- Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi de M. Raymond Marcellin tendant à définir, délimiter et protéger le domaine public maritime naturel (n° 195).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1989] :

Domaine public maritime naturel :

- commission de délimitation et procédure (p. 6601, 6602) ;

- concession d'endigage (p. 6602) ;

- délimitation (p. 6600, 6601, 6602) ;

- départements et territoires d'outre-mer (p. 6602) ;

- détermination (p. 6601, 6602) ;

- jurisprudence (p. 6600) ;

- protection (p. 6601) ;

- réglementation (p. 6600).

Littoral :

- loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (compatibilité du présent texte) (p. 6602, 6605) ;

- protection (p. 6601) ;

- propriétaires riverains (respect des droits) (p. 6601, 6602).

Parlement (rôle et droits) (p. 6600).

MÉRIC (André)

Secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

- *Koehl (Emile)* (n° 103) : anciens combattants et victimes de guerre (malgré-nous) : incorporés de force détenus dans des camps soviétiques [9 juin 1989] (p. 1948, 1949).

- *Bonnet (Alain)* (n° 208) : sports (articles de sport) : fermeture d'entreprises ; Adidas ; emploi et activité [15 décembre 1989] (p. 6636, 6637).

- *Berthol (André)* (n° 201) : aménagement du territoire (politique et réglementation : Lorraine) : bassin houiller lorrain ; bilan et perspectives [15 décembre 1989] (p. 6637, 6638, 6639).

- *Kiffer (Jean)* (n° 200) : tourisme et loisirs (parcs d'attractions : Moselle) : Hagondange ; parc Big Bang Schtroumpfs ; bilan et perspectives [15 décembre 1989] (p. 6639, 6640).

- *Briane (Jean)* (n° 205) : anciens combattants et victimes de guerre (Afrique du Nord) : groupes mobiles de sécurité ; revendications [15 décembre 1989] (p. 6641, 6642, 6643).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance (n° 560).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1989] :

Anciens combattants :

- budget (p. 602) ;

- commission tripartite (p. 602) ;

- d'Afrique du Nord (p. 602).

Combattant volontaire de la Résistance (C.V.R) :

- croix (p. 601) ;

- décret d'application de la loi (p. 589) ;

- forclusions (levée) (p. 588, 589, 600) ;

- passeurs (octroi de la qualité de résistant) (p. 600) ;

- statut (p. 599, 600) ;

- témoins nécessaires à la reconnaissance de la qualité (p. 589, 603) ;

- titre (reconnaissance) (p. 588, 589).

Résistance (caractéristiques) (p. 587)

Discussion des articles [2 mai 1989] :

Après l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. René André (garantit les attestations en exigeant que leur auteur soit titulaire de la carte du combattant volontaire de la Résistance et qu'un contrôle soit effectué par la gendarmerie nationale) (p. 603).

Article 2 *(décret d'application) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Théo Vial-Massat (précise que la demande est examinée dans les conditions prévues par la loi n° 49-410 du 25 mars 1949 sur le statut des combattants volontaires de la Résistance) (p. 604, 605) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jean-Yves Chamard (précise que la demande devra s'appuyer sur des documents et des témoignages concordants) (p. 604, 605).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre.
- Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions [25 octobre 1989] :

Anciens combattants et victimes de guerre :

- anciens combattants d'Afrique du Nord (statut) (p. 4149, 4150) ;

- déportés (anciens du camp de Rawa-Ruska) (p. 4146) ;

- prisonniers de guerre (Vietminh) (p. 4149) ;

- résistants : combattants volontaires de la Résistance (p. 4149).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

- pensions d'invalidité (p. 4148) ;

- rapport constant (p. 4147, 4148).

Pensions de réversion : veuves, ascendants et orphelins (p. 4148, 4149).

Secrétariat d'Etat aux anciens combattants :

- centre d'appareillage de Woippy (p. 4151) ;

- crédits (p. 4146) ;

- dette viagère (p. 4146) ;

- information historique (mémoire, médias) (p. 4146, 4151) ;

- nécropoles (p. 4151) ;

- Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) (p. 4150).

Réponses aux questions :

Alsace-Moselle (réfractaires) (MM. Jean-Pierre Baeumler, Jean-Luc Reitzer et Jean Seitlinger) (p. 4155, 4160, 4161).

Anciens combattants et victimes de guerre :

- anciens combattants d'Afrique du Nord (statut) (M. Loïc Bouvard remplacé par M. François Rochebloine, MM. Jean Proriol, Marc Dolez, Jean-Yves Chamard, Philippe Vasseur, François d'Harcourt et Georges Colombier) (p. 4152, 4153, 4154, 4156, 4158, 4159, 4161) ;

- appareillage (sourds de guerre) (M. Pierre Mauger remplacé par M. Christian Cabal) (p. 4157).

- service du travail obligatoire (S.T.O.) (M. Pierre Lagorce) (p. 4155, 4156).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite : rapport constant (M. Jean Proriol) (p. 4153).

Pensions de réversion :

- orphelins (M. Pierre Mauger remplacé par M. Christian Cabal) (p. 4156) ;

- veuves (MM. Eric Doligé et Bernard Schreiner - Bas-Rhin) (p. 4159, 4160).

Secrétariat d'Etat aux anciens combattants : Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) (crédits sociaux) (M. Henri Bayard) (p. 4152, 4153).

Vote des crédits :

Réserve des crédits (p. 4162).

- Projet de loi portant création du statut de prisonnier du « Viet-Minh » (n° 1112).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 décembre 1989] :

Affaires étrangères : Zaïre (intervention française) (p. 6769).

Commission des affaires culturelles (amendements déposés et déclarés irrecevables) (p. 6764).

Décolonisation :

- Indochine :

- guerre d'Indochine (responsabilités) (p. 6769).

- histoire contemporaine (p. 6763) ;

- Madagascar (p. 6769).

Décrets d'application de la loi (délais de parution) (p. 6769).

Prisonniers du « Viet-Minh » :

- conditions de détention : généralités (et pathologies) (p. 6763, 6764) ;

- prisonniers décédés (mention « Mort pour la France ») (p. 6764) ;

- prisonniers de guerre (statut, conventions de Genève) (p. 6763, 6769) ;

- statut :

- généralités (inspiration tirée du statut de déporté) (p. 6764).

- délai de trois mois de détention (p. 6764) ;

- veuves d'anciens prisonniers (p. 6764) ;

- victimes civiles (p. 6764).

Propos tenus par M. Jean-Pierre Brard (p. 6769).

Explications de vote :

Affaires étrangères (aide aux pays de l'Est) (p. 6771).

Parti communiste français (nombre de fusillés sous l'Occupation, 1940-1945) (p. 6771).

Propos tenus par M. Jean-Pierre Brard : leur rejet par le Gouvernement (p. 6771).

MERLI (Pierre)

Député des Alpes-Maritimes

(7e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 octobre 1989] (p. 12524).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 octobre 1989] (p. 12524).

MERMAZ (Louis)

Député de l'Isère

(8e circonscription)

Socialiste

Président du groupe socialiste

S'inscrit au groupe socialiste. Président de ce groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les **conditions** dans lesquelles se sont effectuées les **opérations de privatisation** d'entreprises ou de banques appartenant au secteur public et le **devenir des sociétés privatisées** depuis le 6 août 1986 **(n° 537)** [3 avril 1989].

Proposition de loi tendant à donner vocation à la **qualité de combattant aux militaires** ayant participé à certaines opérations menées par la France sur les **théâtres d'opérations extérieures (n° 573)** [18 avril 1989].

Proposition de loi relative à l' **immunité parlementaire (n° 610)** [18 avril 1989].

Proposition de loi tendant à **assouplir les sanctions** prévues par l'article L. 55 de la loi du 1er mars 1984 relative à la **prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises,** applicables aux cas où une société à responsabilité limitée n'a pas porté son capital à 50 000 F, le 1er mars 1989 **(n° 611)** [18 avril 1989].

Proposition de loi tendant à modifier le mode de **scrutin municipal** de certaines **communes (n° 612)** [18 avril 1989].

Proposition de loi tendant à faciliter le **changement des limites des communes** lors de l'**aménagement de l'infrastructure routière, ferroviaire ou fluviale (n° 613)** [18 avril 1989].

Proposition de loi relative aux **marques de fabrique, de commerce ou de service (n° 614)** [18 avril 1989].

Proposition de résolution tendant à modifier le premier alinéa de **l'article 33 du Règlement de l'Assemblée nationale (n° 647)** [3 mai 1989].

Proposition de loi tendant à améliorer les **rapports locatifs** définis par la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 **(n° 652)** [10 mai 1989].

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la **campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord (n° 665)** [10 mai 1989].

Proposition de loi tendant à instituer un **avocat de l'enfant (n° 666)** [10 mai 1989].

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du **code de la sécurité sociale** relatives à la **majoration de la pension d'invalidité pour assistance d'une tierce personne (n° 667)** [10 mai 1989].

Proposition de loi tendant à modifier les **compétences** des régions de **Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion** en matière de **transport (n° 668)** [10 mai 1989].

Proposition de résolution tendant à compléter **l'article 66 du Règlement** afin d'améliorer l'information des députés sur la législation en vigueur dans les autres pays de la Communauté économique européenne **(n° 692)** [18 mai 1989].

Proposition de loi relative à l' **amnistie en Guadeloupe (n° 696)** [23 mai 1989].

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la vocation internationale de **l'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.)** et à ses privilèges et immunités **(n° 698)** [23 mai 1989].

Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la **fonction publique hospitalière** afin d'inclure les Thermes nationaux d'Aix-les-Bains dans l'ensemble de nos établissements publics de soins **(n° 758)** [14 juin 1989].

Proposition de loi tendant à permettre le départ à la **retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord** de 1952 à 1962, demandeurs d'emploi en fin de droits, dès l'âge de 55 ans **(n° 767)** [14 juin 1989].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires afin d'instituer dans chaque assemblée une **délégation parlementaire pour le développement (n° 833)** [28 juin 1989].

Proposition de loi relative aux diagnostics et aux traitements des **maladies sexuellement transmissibles** et des maladies liées aux virus H.I.V. des mineurs et des jeunes sans autonomie économique **(n° 834)** [28 juin 1989].

Proposition de loi relative au contentieux des **reconduites à la frontière (n° 942)** [12 octobre 1989].

Proposition de loi relative au **statut des élus locaux (n° 959)** [24 octobre 1989].

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du code du travail relatives aux **contrats à durée déterminée,** au travail temporaire et à la sous-traitance **(n° 960)** [24 octobre 1989].

Proposition de loi tendant à abroger certaines dispositions pénales relatives à l'**interruption de grossesse (n° 1000)** [15 novembre 1989].

Proposition de loi tendant à rendre identique, pour les médicaments et les autres produits, la **durée effective de la protection assurée par les brevets (n° 1001)** [15 novembre 1989].

Proposition de loi tendant à renforcer la **législation anti-raciste** en vue de **combattre les thèses révisionnistes** et de permettre les **poursuites** à l'encontre des **négateurs de l'holocauste nazi (n° 1004)** [15 novembre 1989].

Proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'**aide au logement** les **personnes âgées** hébergées dans les **services de longs séjours (n° 1006)** [15 novembre 1989].

Proposition de loi tendant à étendre aux **départements d'outre-mer** les dispositions de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l' **indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 1010)** [15 novembre 1989].

Proposition de loi relative au **conseiller du salarié (n° 1067)** [6 décembre 1989].

Proposition de loi tendant à assurer la **sécurité des occupants d'immeubles** face aux risques **d'incendies (n° 1068)** [6 décembre 1989].

Proposition de loi relative à la **coopération intercommunale et au développement local (n° 1154)** [20 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation au Liban : aide humanitaire après les bombardements de Beyrouth ; relations de la France avec la Syrie [5 avril 1989] (p. 38, 39).

- Bicentenaire et sommet des Sept : commémorations ; Paris ; importance et diversité des manifestations prévues dans la période du 14 juillet ; sécurité ; restrictions de circulation [14 juin 1989] (p. 2117, 2118).

- Réunification de l'Allemagne : R.D.A. et R.F.A. ; confédération ; discours du chancelier H. Kohl du 28 novembre 1989 ; Communauté européenne [29 novembre 1989] (p. 5692, 5693).

INTERVENTIONS

- Rappel au règlement : événements du Liban [4 avril 1989] (p. 20).

- Motion de censure, jointe à une demande d'interpellation, présentée conformément à l'article 156, alinéa 1er, du Règlement et déposée par M. Bernard Bosson et 63 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution le 10 mai 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [16 mai 1989] :

Contrôle aux frontières (p. 893).

Enseignement (p. 893).

Groupes politiques (contribution des différents - à la construction de l'Europe) (p. 892, 893).

Institutions européennes (p. 893).

Motion de censure (signification) (p. 892, 894).

Politique économique (compétitivité de l'économie française) (p. 893).

Politique extérieure (relations franco-allemandes) (p. 893, 894).

Politiques communautaires :

- Défense (p. 893, 894) ;
- Europe sociale (construction) (p. 893) ;
- Impôts et taxes : harmonisation européenne :
- épargne (p. 893) ;
- T.V.A. (p. 893) ;
- Monnaie européenne (p. 893).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Explications de vote [23 mai 1989] :

Loyers :

- encadrement (p. 1144) ;
- fixation et justification (p. 1144) ;
- renouvellement et révision (p. 1144).

Marché locatif (état) à Paris et dans les grandes agglomérations (p. 1144).

Offre foncière (développement) (p. 1145).

Président de la République (engagements) (p. 1145).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 1144).

Vote pour du groupe socialiste (p. 1145).

- Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin, M. Bernard Pons et quatre-vingt-cinq membres de l'Assemblée, le 3 juin 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [6 juin 1989] :

Etrangers :

Immigration :

- apports à la France (p. 1793, 1794).
- immigration clandestine (p. 1793, 1974).
- Immigrés :
- conditions de vie et de travail (p. 1794).
- délinquance et criminalité (p. 1794).
- droit du sol (p. 1793).
- droits (respect) (p. 1794).
- regroupement familial (p. 1794) ;

Législation (historique) :

- loi du 29 octobre 1981 (p. 1794).
- loi du 17 juillet 1984 (p. 1794).
- loi du 9 septembre 1986 dite « loi Pasqua » (p. 1794) ;

Projet de loi n° 685 (dispositions) :

- expulsion (p. 1794).

- reconduite à la frontière (p. 1794).

- titres de séjour (p. 1794).

Motion de censure (raisons de - son dépôt) (p. 1792, 1793).

Nationalité :

- accès (p. 1793, 1794).

Opposition (division) (p. 1792).

Parlement :

- Assemblée Nationale (présidence) (p. 1792) ;

- procédure d'obstruction (p. 1792).

Pays en voie de développement (aide au développement et annulation de dettes) (p. 1793).

Politique économique :

- crise économique (p. 1793) ;

- politique du Gouvernement (p. 1794).

Politique extérieure :

- Chine (p. 1792) ;

- Iran (p. 1792) ;

- Pologne (p. 1792).

Président de la République (engagements) (p. 1793).

- **Rappel au règlement :** grèves dans le groupe P.S.A. ; revalorisation des salaires [2 octobre 1989] (p. 2980).

- **Projet de loi de finances pour 1990 (n° 695)**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Aménagement du territoire :

- généralités (p. 3696) ;

- Ile-de-France (p. 3696).

Collectivités locales : dotation globale de fonctionnement (réforme du calcul) (p. 3696).

Commerce extérieur (p. 3695).

Communautés européennes : mouvements de capitaux et marché unique (p. 3696, 3697).

Education et formation professionnelle (p. 3695, 3696).

Emploi (p. 3695, 3696).

Epargne :

- fiscalité (p. 3697) ;

- plan d'épargne retraite et plan d'épargne populaire (p. 3696).

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3696).

Fonction publique : conflit social aux finances (p. 3697).

Impôts et taxes :

- fraude fiscale et contrôle fiscal (p. 3697) ;

- réforme fiscale (p. 3695).

Impôts locaux :

- taxe d'habitation (allégement et réforme) (p. 3696, 3697) ;

- taxe professionnelle (p. 3697).

Impôts sur la fortune et le patrimoine :

- fiscalité du patrimoine (p. 3697) ;

- impôt de solidarité sur la fortune (p. 3696).

Impôt sur les sociétés (p. 3697).

Logement (et logement social) (p. 3695).

Marchés financiers (spéculation, placements des entreprises) (p. 3695).

Parlement : rôle en matière budgétaire (p. 3697).

Plus-values (imposition) (p. 3696, 3697).

Politique économique :

- croissance (et partage) (p. 3695) ;

- économie mixte (p. 3695) ;

- franc (p. 3696) ;

- inflation (p. 3695).

Recherche (dépenses publiques et crédit d'impôt) (p. 3696).

Travail : conflits (p. 3697).

- **Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi de M. Raymond Marcellin tendant à définir, délimiter et protéger le domaine public maritime naturel (n° 195).**

Avant la discussion des articles [14 décembre 1989] :

Sa motion de renvoi en commission soutenue par : *Lacombe (Jean)* (p. 6604) : adoptée au scrutin public (p. 6506).

MESMIN (Georges)

Député de Paris

(14e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733) [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14280).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la création du **parrainage éducatif (n° 936)** [12 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).**

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Article 25 *(modification de l'article 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 relatif à la sortie des locaux vacants de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948) :*

- *son* amendement n° 82 (soumet les normes de confort au décret n° 87-149 du 6 mars 1987) : non soutenu (p. 1135).

Après l'article 35 :

- *son* amendement n° 83 soutenu par M. Marc Laffineur (clarifie le mode de répartition des charges en vertu de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et unifie les régimes de récupération des charges) : rejeté (p. 1144).

- **Projet de loi de finances pour 1990 (n° 695).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. - *Questions* [6 novembre 1989] :

Affaires étrangères : Europe (défense européenne) (p. 4642).

Dissuasion (doctrine) (p. 4642).

Services du Premier ministre : Environnement. - *Questions* [8 novembre 1989] :

Véhicules Diesel (pollution) (p. 4738, 4739).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 et 15 décembre 1989] :

Après l'article 6 :

- *son* amendement n° 3 (exonère, des droits de mutation

par décès, les héritiers des victimes de l'attentat commis contre le D.C. 10 d'U.T.A. assurant le vol Brazzaville-Paris) : non soutenu (p. 6566) ;

- *son* amendement n° 2 (institue un abattement exceptionnel de 550 000 F pour le calcul ds droits de mutation des héritiers des victimes de l'attentat commis contre le D.C. 10 d'U.T.A. assurant le vol Brazzaville-Paris) : non soutenu (p. 6566).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1989] :

Article 1er *(principe du plan pour le logement des personnes défavorisées) :*

- *son* amendement n° 100 soutenu par M. René Beaumont (rappelle que l'élaboration du plan départemental respecte le fonctionnement de la décentralisation dans chaque département) : rejeté (p. 6515).

Article 5 *(fonds de solidarité pour le logement) :*

- *son* amendement n° 102 (stipule que le fonds de solida-

MESTRE (Philippe)

Député de la Vendée

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310, 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Actualisation de la loi de programmation militaire : montant des crédits du ministère de la défense [26 avril 1989] (p. 438, 439, 440).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 27 *(application de la loi à l'enseignement privé) :*

- *son* amendement n° 198 soutenu par M. Francisque Perrut (rappelle que les principes de la loi « Debré » n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sont toujours en vigueur) : rejeté (p. 2045).

- Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 et 4 octobre 1989] :

Armement nucléaire : généralités (p. 3061).

Défense française : doctrine (théorie de la « suffisance ») (p. 3061, 3062).

Etat des relations internationales :

- désarmement (négociations) (p. 3062) ;

- situation internationale (Nord-Sud et évaluation des menaces) (p. 3062) ;

- U.R.S.S. (politique extérieure) (p. 3062).

Parlement (information, débat) (p. 3060, 3061).

Programmation :

- annulations ou reports de programmes (p. 3061) ;

- cohérence de la programmation (p. 3061) ;

- loi de 1987 (actualisation ou abrogation) (p. 3061, 3062).

Vote contre du groupe U.D.F. (p. 3062).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 898).

Première lecture, deuxième partie :

Défense . - *Questions* [6 novembre 1989] :

Personnels militaires : condition militaire (indemnité pour charges militaires, grille indiciaire ; rémunérations) (p. 4635, 4641).

METAIS (Pierre)

Député de la Vendée

(5e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Prêts pour l'accession à la propriété : P.A.P. ; dotation de l'Etat pour 1989 ; rapport Bloch-Lainé ; surendettement des ménages ; perspectives [28 juin 1989] (p. 2574, 2575).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Politique agricole commune (application de l'article 19 du règlement du Conseil des communautés du 15 juin 1987) (p. 4219).

METZINGER (Charles)

Député de la Moselle

(6e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'enseignement de la danse (n° 564) [14 avril 1989] (p. 227).

Rapporteur du projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers (n° 687) [1er juin 1989] (p. 1529).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement de la danse (n° 564) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 1er juillet 1989] (p. 8199).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi ° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701) [*J.O.* du 28 juin 1989] (p. 8033).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686) [*J.O.* du 1er juillet 1989] (p. 8200).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers (n° 687) [*J.O.* du 2 juillet 1989] (p. 8243).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023) [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15812).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 564), adopté par le Sénat, relatif à l'**enseignement de la danse (n° 639)** [27 avril 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 687) portant dispositions relatives à la **sécurité sociale** et à la formation continue des **personnels médicaux hospitaliers (n° 737)** [8 juin 1989].

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en application de l'article 145 du Règlement, sur les **ressources et l'emploi des handicapés (n° 739)** [8 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, surle projet de loi (n° 717), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, relatif à l'**enseignement de la danse (n° 779)** [15 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à **l'enseignement de la danse (n° 844)** [30 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 847), modifié par le Sénat, portant dispositions relatives à **la sécurité sociale,** à la formation continue des personnels hospitaliers et à la santé publique **(n° 852)** [1er juillet 1989].

Rapport en vue de la lecture définitive, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 872) portant dispositions relatives à la **sécurité sociale** et à la formation continue des personnels hospitaliers **(n° 873)** [4 juillet 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Sécurité routière : mortalité routière en France ; campagne d'information : « Faisons la route ensemble » ; participation des médias ; régles de sécurité ; bons conducteurs ; récompense [21 juin 1989] (p. 2323, 2324).

INTERVENTIONS

- Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'enseignement de la danse (n° 564).

Rapporteur.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [3 mai 1989] :

Contre la question préalable opposée par : *Hage (Georges)* (p. 653).

Principaux thèmes développés :

Danse et chorégraphie :

- enfants (santé) (p. 650).

Enseignement de la danse :

- établissements privés (p. 649) ;

- établissements publics (p. 649) ;

- hygiène et sécurité (p. 650) ;

- réglementation (p. 649).

Professeurs de danse :

- danseurs professionnels (statut et mesures transitoires les concernant) (p. 650) ;

- diplôme d'Etat (p. 650).

Discussion des articles [3 mai 1989] :

Article 1er *(obligations des professeurs de danse)*

- *soutient l'* amendement n° 27, deuxième rectification de M. Jean-Michel Belorgey (précise le dispositif proposé pour la reconnaissance des diplômes, le statut des danseurs professionnels et le champ d'application de la loi) (p. 659, 660) : adopté après modifications (p. 661) ;

- *son* sous-amendement n° 42 corrigé (composition de la Commission nationale consultative) à l'amendement n° 27, deuxième rectification de M. Jean-Michel Belorgey (p. 660) : adopté (p. 661).

Après l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (de conséquence ; champ d'application de la loi) : adopté (p. 661).

Article 2 *(dispenses du diplôme)* :

- *son* amendement n° 43 (de conséquence ; nouvelle rédaction conforme à la rédaction adoptée pour l'article 1er) : adopté (p. 661).

Après l'article 2 :

- *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (interdiction d'enseigner la danse pour les personnes condamnées à certaines peines) (p. 661) : adopté (p. 662).

Article 3 *(obligations de l'exploitant)* :

- *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 662) ;

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (obligation de déclarer au préfet dans les quinze jours l'ouverture, la fermeture et la modification de l'activité d'un établissement) : adopté (p. 662) ;

- *défavorable* à l'amendements n° 33 de M. Georges Hage (protection des jeunes enfants contre les dangers corporels de la danse) (p. 662) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 6 de Mme Françoise de Panafieu (limitation des risques physiologiques liés à la danse, encourus par les jeunes enfants) (p. 662) ;

- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (limitation des risques physiologiques liés à la danse encourus par les jeunes enfants) : adopté (p. 662) ;

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (assurance des risques encourus par les éléves) : adopté (p. 663).

Après l'article 3 :

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (interdiction d'exploiter un établissement d'enseignement de la danse pour les personnes ayant fait l'objet de condamnations pénales) : adopté (p. 663) ;

- *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (mise à la disposition des usagers de tout établissement du décret d'application prévu à l'article 3 et de la liste des enseignants) : adopté (p. 663).

Article 4 *(contrôle de l'administration sur les établissements) :*

- *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (limite à trois mois la durée des fermetures administratives) : adopté (p. 663).

Article 6 *(dispositions transitoires)* :

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 664) ;

- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (dispense des obligations de formation les personnes qui enseignent la danse depuis plus de trois ans) : adopté (p. 664) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 8 de Mme Françoise de Panafieu (délai de mise en conformité des établissements vis-à-vis des régles de sécurité) (p. 665) ;

- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (délai de mise en conformité des établissements vis-à-vis des règles de sécurité) (p. 664) : adopté (p. 665) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 38 de Mme Françoise de Panafieu (porte à cinq ans le délai de mise en conformité des locaux pour les règles techniques et d'hygiène) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 665).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 juin 1989] :

Danseurs professionnels (statut et mesures transitoires les concernant) (p. 2469).

Discussion des articles [23 juin 1989] :

Article 6 *(dispositions transitoires)* :

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (dispense des obligations de formation les personnes qui enseignent la danse depuis plus de trois ans) : adopté (p. 2471).

Commission mixte paritaire :

Rapporteur suppléé par : *Schreiner (Bernard) (Yvelines)* [1er juillet 1989] (p. 2799).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 688).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Remplace : *Bequet (Jean-Pierre)* (p. 1886).

Enseignants : professeurs de l'enseignement technique (p. 1886).

Enseignements spécifiques : enseignement technique et professionnel (p. 1886, 1887).

Enseignement primaire et secondaire :

- baccalauréat (objectif des 80 p. 100) (p. 1887) ;

- en son nom propre : enseignement primaire et secondaire (éducation artistique) (p. 1897, 1898).

Etablissements d'enseignement :

- agents, techniciens, ouvriers et personnels de service (A.T.O.S.) (p. 1886, 1887).

- Projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers (n° 687).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1989] :

Professions médicales et paramédicales :

- formation continue des praticiens hospitaliers (p. 2418) ;

- médecins (conventionnement, amendement du Gouvernement) (p. 2418).

Sécurité sociale :

- administrateurs des caisses (prorogation du mandat) (p. 2418) ;

- avocats (conjoints collaborateurs) (p. 2418) ;

- communautés européennes (espace social européen) (p. 2418) ;

- cotisations (délai de régularisation des impayés) (p. 2418) ;

- retraites complémentaires (égalité professionnelle des hommes et des femmes) (p. 2418) ;

- risques professionnels (capitalisation des petites rentes) (p. 2418).

Discussion des articles [22 juin 1989] :

Article 1er *(proroge le mandat des membres des conseils d'administration des caisses du régime général)* :

- *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 2431).

Article 2 *(allongement du délai de régularisation des impayés)* :

- *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 2431) ;

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (étend ce délai aux organismes agricoles) : adopté (p. 2432)

Article 3 *(majoration des indemnités en capital servies à certaines victimes d'accidents du travail en cas de faute inexcusable de l'employeur)* :

- *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2432).

Après l'article 3 :

- *soutient* l'amendement n° 23 de M. Jean-Michel Belorgey (mode de calcul de l'avantage minimal servi à la victime de plusieurs accidents du travail successifs) : retiré (p. 2433).

Article 4 *(adhésion volontaire à l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés, des conjoints collaborateurs des membres des professions libérales et avocats)* :

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (précise que ce sont les conjoints des avocats et des membres des professions libérales qui auront la possibilité d'adhérer à l'assurance volontaire vieillesse des travailleurs non salariés) : adopté (p. 2434).

Article 5 *(mise en conformité de la législation française avec la directive communautaire sur l'égalité de traitement entre les sexes dans les régimes complémentaires)* :

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 2434) ;

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2434).

Article 8 *(application des articles 5, 6 et 7 aux salariés agricoles)* :

- *son* amendement n° 18 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 2435).

Article 9 *(fixation d'un seuil minimal des dépenses de formation médicale continue dans les hôpitaux)* :

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2436) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Foucher (praticiens à temps partiel) (p. 2436, 2437).

Après l'article 9 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (étend le congé individuel de formation aux personnels hospitaliers) (p. 2437).

Fonds de mutualisation des cotisations (p. 2437).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 juillet 1989] :

Agriculture (taxes sur les céréales et les oléagineux affectées au B.A.P.S.A. ; cotisations sociales) (p. 2880).

Recherche biomédicale (p. 2880).

Sécurité sociale : risques professionnels (capitalisation des petites rentes) (p. 2880).

Discussion des articles [3 juillet 1989] :

Article 3 bis *(date d'application de la réforme de 1985 sur la transformation des petites rentes en indemnités forfaitaires en capital)* :

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2882) : adopté (p. 2883).

Article 3 ter nouveau *(réduction facultative de l'indemnité en capital en cas de faute inexcusable de la victime d'un accident du travail)* :

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2883).

Article 9 *(fixation d'un seuil minimal des dépenses de formation médicale continue dans les hôpitaux)* (p. 2883) :

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2884).

Avant l'article 11 :

- *soutient* l'amendement n° 5 corrigé de la commission (suppression de l'intitulé du titre III) (p. 2884) : adopté (p. 2885).

Article 11 nouveau *(champ d'application de la loi du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales) :*

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2885).

Article 12 nouveau *(extension de la qualité d'investigateur aux chirurgiens dentistes) :*

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2885).

Article 13 nouveau *(désignation des membres des comités consultatifs régionaux) :*

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2885).

Titre :

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (rétablit l'intitulé adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2885).

Lecture définitive :

Rapporteur suppléé par : *Sublet (Marie-Josèphe)* [4 juillet 1989] (p. 2935).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication.

- *Questions* [25 octobre 1989] :

Audiovisuel :

- Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) (p. 4111) ;

- télévisions : chaîne Sport 2-3 (p. 4112).

Vote des crédits :

Article 57 *(répartition du produit estimé hors T.V.A. de la taxe dénommée redevance pour droit d'usage, affectée aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :*

- *son* amendement n° 44 (prévoit un rapport sur les modalités de calcul de la prise en charge des exonérations de la redevance par le budget général) (p. 4129) ; vote réservé (p. 4130) ; non soumis au vote en application de l'articl e49, alinéa 3 de la Constitution [16 novembre 1989] (p. 5355).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Remplacé par M. Didier Chouat : Enseignements artistiques (p. 4528).

Industrie et aménagement du territoire : Industrie. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Energie : charbon (réduction du taux de T.V.A.) (p. 4847).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Enseignements artistiques :

- arts plastiques (p. 5086) ;

- musique (p. 5085).

Ministère de la culture : direction de la musique (action) (p. 5085).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Durée du temps de travail :

- heures supplémentaires (repos compensateur) :

- régime (p. 6275, 6276) ;

- temps de travail :

- aménagement du temps de travail et utilisation des équipements (p. 6276).

Entreprises : commission des salariés (cas des entreprises en redressement et liquidation judiciaire) (p. 6276).

Politique économique et sociale : reprise économique (p. 6275).

Stages d'insertion à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (rang de créanciers superprivilégiés accordé aux bénéficiaires des S.I.V.P. pour les indemnités complémentaires) (p. 6276).

Discussion des articles [11 décembre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de Mme Muguette Jacquaint (abroge les lois n° 86-280 du 28 février 1986 et n° 87-423 du 19 juin 1987 sur l'aménagement du temps de travail) (p. 6284).

Article 1er *(doublement du repos compensateur de 50 p. 100 dans les entreprises de plus de dix salariés) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Eric Raoult (de suppression) (p. 6285).

- Déclaration du Gouvernement sur la politique énergétique de la France et débat sur cette déclaration (n° 1079).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Charbon : généralités (p. 6369).

Communautés européennes :« Europe énergétique » (p. 6369).

Communication et contrôle :

- Haute autorité (création ; rôle) (p. 6369) ;

- Parlement - Office d'évaluation des choix technologiques (p. 6369).

Economies d'énergie : généralités (p. 6369).

Energie nucléaire : perspectives (p. 6369).

MEXANDEAU (Louis)

Député du Calvados

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Equipement et transports : route et sécurité routière) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) :** annexe n° 17 : **équipement et transports : routes et sécurité routière (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Evolution des salaires en France en 1988 : enquête de l'I.N.S.E.E. ; comparaison entre le secteur public et le secteur privé ; pouvoir d'achat ; prix ; taux de croissance de l'économie française ; chômage ; création d'emplois [21 juin 1989] (p. 2317).

- Inégalités sociales : rémunérations ; progression du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; rapport du C.E.R.C. ; constatations contraires [29 novembre 1989] (p. 5693, 5694).

à un ministre :

- Recherche [13 avril 1989] :

Matériels électriques et électroniques (p. 172).

Politique européenne (p. 172).

INTERVENTIONS

- Absence des députés de l'opposition à la séance de questions à un ministre du 13 avril [13 avril 1989] (p. 174).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 885).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [28 juin 1989] :

Article 2 *(report à 18 ans de l'âge auquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Pierre Mazeaud (de précision) (p. 2601).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [30 octobre 1989] :

Ile-de-France (asphyxie) (p. 4349).

Marché communautaire (perspective) (p. 4348).

Routes :

- autoroutes (p. 4347, 4348) ;
- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4347) ;
- routes nationales (entretien) (p. 4348).

Sécurité routière :

- généralités (p. 4348, 4349) ;
- contrôle technique (p. 4348) ;
- permis de conduire (réforme) (p. 4348).

Transports terrestres :

- aménagement du territoire et croissance du trafic (p. 4348, 4349).

Son rappel au règlement : article 162 du Règlement : déroulement de la procédure des questions (p. 4374).

Questions :

Transports collectifs : provinciaux travaillant à Paris (p. 4372).

MEYLAN (Michel)

Député de la Haute-Savoie

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Laïcité dans l'enseignement : cultes ; laïcité ; tolérance ; déclaration du ministre de l'éducation nationale ; immigration ; France pluraliste ; séparation de l'Eglise et de l'Etat [18 octobre 1989] (p. 3687, 3688).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances (n° 912).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 novembre 1989] :

Généralités :

- organismes :
- commission de contrôle des assurances (p. 5732).
- conseil consultatif (p. 5732).
- conseil national des assurances (p. 5732) ;
- structures : restructuration (p. 5731) ;
- secteur public (ouverture du capital) (p. 5732).

Assurés (protection) (p. 5731).

Communautés européennes :

- concurrence européenne (p. 5731) ;
- fiscalité (harmonisation) (p. 5731) ;
- marché intérieur (réalisation) (p. 5731).

Parlement : délais d'examen du projet (p. 5731).

Discussion des articles [29 et 30 novembre 1989] :

Article 12 *(durée du contrat et conditions de réalisation) :*

- *soutient* l'amendement n° 173 de M. Gilles de Robien (clarifie la procédure de résiliation du contrat) : retiré (p. 5756).

Article 1er (précédemment réservé) *(libre prestation de services et coassurance communautaire en assurance de dommages) :*

Article L. 351-2 du code des assurances (champ d'application) :

- *son* amendement n° 158 (fait entrer dans le champ d'application de la loi les opérations d'assurance relatives à la responsabilité civile des exploitants d'installations nucléaires) : retiré (p. 5788).

- Projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Communautés européennes (protection sociale ; prévoyance complémentaire) (p. 6321, 6322).

Prévoyance complémentaire :

- assurés :
- états pathologiques survenus antérieurement (p. 6322).
- garanties offertes (p. 6321) ;
- organismes de prévoyance :
- dispositions communes aux assurances et aux mutuelles :
- contrôle des organismes (p. 6322).

Discussion des articles [11 et 13 décembre 1989] :

Article 1er *(champ d'application du titre Ier) :*

- *soutient* le sous-amendement n° 68 de M. Gilles de Robien (introduit le risque de chômage dans le champ d'activité des organismes de prévention complémentaire) à l'amendement n° 1 de la commission (affirme le monopole des organismes désignés à cet article pour la prévoyance complémentaire - compagnies d'assurances, mutuelles, organismes de sécurité sociale, institutions rurales - et introduit la notion de prévention dans l'acte de prévoyance) (p. 6328) : adopté (p. 6329).

Article 4 *(maintien d'une couverture complémentaire au profit des salariés et des ayants droit) :*

- *soutient* l'amendement n° 69 de M. Gilles de Robien (introduit le risque du chômage dans le champ d'application de l'article) : adopté (p. 6332).

Après l'article 4 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Marie Le Guen (donne aux salariés couverts par un contrat collectif de prévoyance la possibilité, en cas de rupture de ce contrat, de bénéficier à titre individuel des mêmes garanties) (p. 6335).

Article 5 *(garantie viagère) :*

- *soutient* l'amendement n° 71 de M. Gilles de Robien (maintient les garanties décès et chômage jusqu'à la cessation d'activité) (p. 6426) : adopté (p. 6427).

Article 6 *(maintien des prestations échelonnées en cours en cas de rupture du contrat) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Jean-Marie Le Guen (adapte l'obligation de provisionnement aux organismes ayant une large base démographique et pouvant fonctionner sur une quasi répartition) (p. 6428, 6429).

Après l'article 6 :

- *soutient* l'amendement n° 60 de M. Jean-Marie Le Guen (prévoit que lorsque des assurés sont garantis collectivement, le souscripteur est, pour l'exécution du contrat, réputé agir à l'égard de l'assuré pour le compte de l'organisme qui délivre sa garantie) : adopté après modifications (p. 6429) ;

- *son* sous-amendement n° 73 (de rectification) à l'amendement n° 60 de M. Jean-Marie Le Guen : adopté (p. 6429).

Après l'article 7 *bis* **:**

- *défavorable* à l'amendement n° 15 de la commission (oblige les employeurs à la communication annuelle des bilans financiers des contrats ou des conventions de prévoyance collective) (p. 6432).

MICAUX (Pierre)

Député de l'Aube

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4451).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales (n° 326) [*J.O.* du 3 juin 1989] (p. 6939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à - son environnement économique et social (n° 822) [*J.O.* du 1er décembre 1989] (p. 14894).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Saccage de la forêt tropicale : bois tropicaux ; utilisation ; pays importateurs de bois ; agriculture vivrière ; essences ; préservation ; code de bonne conduite des pays importateurs ; capital forestier français [21 juin 1989] (p. 2319, 2320).

à un ministre :

- Agriculture [1er juin 1989] :

Eau : desserte des communes rurales ; fonds national pour le développement des adductions d'eau (p. 1470).

INTERVENTIONS

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

Aménagement foncier et contrôle des structures :

- Commission nationale de contrôle des structures (p. 2702) ;

- décentralisation et assouplissement (p. 2701, 2702).
B.A.P.S.A. (démantèlement) (p. 2702).

Cotisations sociales : assiette (p. 2702).

Enseignement supérieur agricole (p. 2702).

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Après l'article 20 :

- *son* sous-amendement n° 214 (précise que la superficie des immeubles ruraux ainsi confiés à une S.A.F.E.R. est fonction du schéma directeur départemental des structures agricoles) à l'amendement n° 96 corrigé de la commission (étend le rôle des S.A.F.E.R. au développement du statut du fermage) : devenu sans objet (p. 2775) ;

- *son* sous-amendement n° 217 (précise que la superficie est appréciée dans chaque département par un responsable élu de l'agriculture ou par le préfet) à l'amendement n° 96 corrigé de la commission : satisfait (p. 2775) ;

- *son* sous-amendement n° 215 (soumet à la gestion d'une S.A.F.E.R. les baux consentis par l'Etat) à l'amendement n° 96 corrigé de la commission (p. 2775) : rejeté (p. 2776).

Article 23 *(élargissement du rôle des S.A.F.E.R. en faveur du développement du fermage) :*

ses amendements n° 31, 32 et 33 : deviennent sans objet (p. 2778).

Article 24 *bis* nouveau *(second aménagement foncier) :*

- *son* amendement n° 35 soutenu par M. Jean-Paul Charié (prévoit que le délai de recouvrement de la participation des propriétaires ou exploitants est précisé par les responsables de la société d'aménagement foncier et par le préfet) : rejeté (p. 2780).

Article 32 *bis* nouveau *(amende administrative applicable à certains acheteurs de lait) :*

- *son* amendement n° 36 soutenu par M. Michel Cointat (tend à vérifier si des erreurs matérielles ont été, ou non, intentionnelles) : rejeté (p. 2790) ;

- *son* amendement n° 37 soutenu par M. Michel Cointat (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2790) ;

- *son* amendement n° 38 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2790).

ses amendements n° 161, 162 et 163 : deviennent sans objet (p. 2791).

Article 33 *quater* nouveau *(rapport du Gouvernement sur l'application de la réforme) :*

- *son* amendement n° 39 : devient sans objet (p. 2913).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Article 2 *(régime des autorisations préalables) :*

Décentralisation et assouplissement du contrôle des structures (p. 5515, 5516).

Article 6 *(définition des associations foncières agricoles) :*

- *ses observations* (p. 5520).

Article 12 *(réunion des propriétaires en association foncière autorisée) :*

Règle de « moitié et deux tiers ou deux tiers et moitié » (p. 5522).

Article 26 B nouveau *(plan de transmission) :*

Nécessité de mettre en œuvre une étude sur la transmission des entreprises agricoles (p. 5529).

Article 32 *sexies* nouveau *(art. L. 311-1 du code forestier : changement de la destination forestière des terrains des particuliers) :*

- *favorable* (p. 5541).

Article 33 *(définition et modalités de prise en compte des revenus professionnels)*

Assiette (p. 5543).

Institution d'un nouvel impôt sur le capital (risque) (p. 5543).

Taux des cotisations sociales (p. 5543).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première partie, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Départements et territoires d'outre-mer :

- Nouvelle-Calédonie : généralités (p. 4786, 4787).

Industrie et aménagement du territoire : Industrie. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Energie : E.D.F. - G.D.F. (p. 4835).

Secteurs industriels : bois (p. 4835).

MICHAUX-CHEVRY (Lucette)

Député de la Guadeloupe

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15765).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15765).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à généraliser la **création d'études surveillées** après la fermeture des classes **(n° 593)** [18 avril 1989].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'**indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 941)** [12 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 avril 1989] :

Aménagement du territoire : D.O.M. (octroi de mer) (p. 429).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 885).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 mai 1989] :

Départements d'outre-mer (Antilles) (p. 1371).

Droits de l'homme (p. 1370, 1371).

Projet de loi (dispositions) : commission de séjour (p. 1371).

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

- *défavorable* (p. 1561) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 142 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1564).

Article 6 *(commission de séjour des étrangers) :*

- *défavorable* (p. 1581).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

Amnistie : effets politiques (p. 1759).

Attentats (p. 1758).

Départements et territoires d'outre-mer :

- construction européenne (p. 1759)

- Guadeloupe (p. 1758) ;

- identité des D.O.M. (p. 1759) ;

- Nouvelle-Calédonie (p. 1759).

Mouvements indépendantistes : négociations entre le Gouvernement et les indépendantistes (p. 1759).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Catastrophes naturelles : assurance (indemnisation outre-mer) (p. 4780, 4798).

Communautés européennes :

- généralités (p. 4778).

- octroi de mer (p. 4779) ;

- programme POSEIDOM (p. 4778).

Culture (politique culturelle) (p. 4778).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 4779, 4780) ;

- Nouvelle-Calédonie :

- généralités (p. 4778).
- action culturelle (p. 4778).

Politique économique :

- Fonds d'intervention dans les départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 4778) ;

- infrastructures portuaires et routières (p. 4778) ;

- formation professionnelle (p. 4778) ;

- logement (ligne budgétaire unique - L.B.U.) (p. 4778) ;

- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 4778).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Discussion des articles [13 et 14 décembre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* sous-amendement n° 147 soutenu par M. Eric Raoult (évoque la possibilité d'inadaptation due à l'origine géographique) à l'amendement n° 1 corrigé de la commission (droit au logement et présentation annuelle d'un bilan de l'action engagée par le Conseil national de l'habitat) : devenu sans objet (p. 6506).

Article 1er *(principe du plan pour le logement des personnes défavorisées) :*

- *son* amendement n° 149 : devenu sans objet (p. 6515).

Article 2 *(procédure d'élaboration du plan départemental) :*

– *son* amendement n° 139 soutenu par M. Eric Raoult (prévoit la création d'un Conseil départemental de l'habitat dans chaque département d'outre-mer) (p. 6527) : retiré (p. 6528).

MICHEL (Henri)

Député de la Drôme

(3e circonscription)

Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

MICHEL (Jean-Pierre)

Député de la Haute-Saône

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428) [*J.O.* du 12 mai 1989] (p. 6030).

Rapporteur du projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (n ° 650) [18 mai 1989] (p. 1006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471) [*J.O.* du 19 mai 1989] (p. 6322).

Rapporteur du projet de loi portant amnistie (n° 702) [25 mai 1989] (p. 1289).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, relative à l'amnistie en Guadeloupe (n° 696) [25 mai 1989] (p. 1289).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165) [*J.O.* du 27 mai 1989] (p. 6671).k

Rapporteur de la proposition de loi de M. Ernest Moutoussamy et plusieurs de ses collègues, relative à l'amnistie dans les départements et territoires d'outre-mer (n° 502) [1er juin 1989] (p. 1529).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544) [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7423).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (n° 702) [*J.O.* du 17 juin 1989] (p. 7569).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 juin 1989] (p. 7823).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685) [*J.O.* du 24 juin 1989] (p. 7894).

Rapporteur suppléant de cette commission [*J.O.* du 28 juin 1989] (p. 8033).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à étendre aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte les dispositions de l'article 9 de la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme, complétée par la loi n° 86-1322 du 30 décembre 1986 modifiant le code de procédure pénale (n° 747) [30 juin 1989] (p. 2759).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires afin d'instituer dans chaque assemblée une délégation parlementaire pour le développement (n° 833) [19 octobre 1989] (p. 3826).

Rapporteur du projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964) [9 novembre 1989].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944) [*J.O.* du 13 décembre 1989] (p. 15492).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'école nationale d'administration (n° 650) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15812).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15767).

DEPOTS

Rapport (n° 722) fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur :

I. Le projet de loi (n° 702) portant **amnistie ;**

II. Les propositions de loi :

1° (n° 502) de M. Ernest Moutoussamy et plusieurs de ses collègues relative à l'**amnistie dans les départements et territoires d'outre-mer ;**

2° (n° 696) de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues relative à l'**amnistie en Guadeloupe** [1er juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant **amnistie (n° 809)** [22 juin 1989].

Rapport en nouvelle lecture, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 746) rejeté par le Sénat, portant **amnistie (n° 818)** [23 juin 1989].

Rapport en vue de la lecture définitive, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 867) portant **amnistie (n° 888)** [3 juillet 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 650) relatif à la création d'un **troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (n° 1012)** [16 novembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 964) portant **amnistie** d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en **Nouvelle-Calédonie (n° 1033)** [23 novembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **amnistie** d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en **Nouvelle-Calédonie (n° 1091)** [13 décembre 1989].

Rapport en nouvelle lecture, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1087), modifié par le Sénat, portant **amnistie** d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en **Nouvelle-Calédonie (n° 1093)** [14 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un **troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (n° 1127)** [19 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en vue de la lecture définitive du projet de loi portant **amnistie** d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en **Nouvelle-Calédonie (n° 1165)** [20 décembre 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Justice [15 juin 1989] :

Echevinage : extension de l'institution aux tribunaux correctionnels (p. 2173).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471).

Première lecture :

Explications de vote [4 avril 1989] :

Application des engagements du Gouvernement (p. 31).

Assesseurs non professionnels (p. 31).

Décentralisation judiciaire et renforcement des moyens (p. 31).

Vote pour du groupe socialiste (p. 31).

- Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 159).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 avril 1989] :

Aide judiciaire et juridique (p. 56).

Avocats (avenir de la profession face à la concurrence des cabinets étrangers)(p. 56).

Avocats des barreaux de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre (maintien de la loi de 1984 relative à la postulation) (p. 55).

Bureaux secondaires (création) (p. 55).

Commission d'office (extension) (p. 56).

Professions judiciaires et juridiques (rapprochement) (p. 56).

- Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1989] :

Durée de la détention provisoire (limitation) (p. 613).

Mineurs de moins de 16 ans (mise en détention) (p. 613, 614).

Président de la République (engagements) (p. 614).

Discussion des articles [2 mai 1989] :

Article 4 *bis* *(tableau de roulement des juges d'instruction) :*

- *ses observations* (p. 618).

Article 5 *quater* *(transformation d'une peine d'emprisonnement ferme en travail d'intérêt général) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 41 du Gouvernement (définit les conditions dans lesquelles le juge d'application des peines saisit le tribunal) (p. 620) ;

- *son* amendement n° 31 (définit les conditions dans lesquelles le juge d'application des peines saisit le tribunal) (p. 620) : retiré (p. 621) ;

- *son* amendement n° 32 (de conséquence) : retiré (p. 621) ;

- *son* amendement n° 33 (supprime la possibilité de recourir à la commission rogatoire pour entendre le prévenu dont la peine est transformée en travail d'intérêt général) : retiré (p. 621) ;

- *son* amendement n° 34 (compétence du tribunal du lieu où la peine est exécutée) : retiré (p. 621).

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618).

Première lecture :

Discussion des articles [11 mai 1989] :

Article 10 *(institution et mécanisme du permis à points) :*

Article L. 11-4 du code de la route.

- Rappel au règlement : demande que la séance ne soit pas suspendue (p. 785).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 mai 1989] :

Législation sur le logement (historique) :

- généralités (p. 1075).

Loyers :

- fixation et justification (p. 1075, 1076) ;

- renouvellement et révision (p. 1075, 1076).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [29 et 30 mai 1989] :

Inscrit contre la motion de renvoi en commission de : *Pons (Bernard)* (p. 1376).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes :

- législation (harmonisation) (p. 1376).

Immigrés :

- cas particuliers (p. 1347, 1348, 1349) ;

- droits (respect) (p. 1347, 1348, 1349).

Nationalité (réforme du code) (p. 1377).

Parlement (procédure d'obstruction) (p. 1377, 1378).

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

- Rappel au règlement : obstruction pratiquée par l'opposition (p. 1392).

Avant l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 11 de M. Ernest Moutoussamy (propose l'organisation d'une journée annuelle d'information et d'action contre le racisme) (p. 1396).

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

- *favorable* (p. 1561) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 142 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1563).

Article 6 *(commission de séjour des étrangers) :*

- Rappel au règlement : obstruction par l'opposition (p. 1583).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

Amnistie : champ d'application ; infractions concernées (p. 1742, 1743).

Attentats (p. 1743).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Guadeloupe (p. 1742) ;

- Martinique (extension de l'amnistie) (p. 1743).

Mouvements indépendantistes :

- alliance révolutionnaire Caraïbe (A.R.C.) (p. 1743).

Discussion des articles [5 juin 1989] :

Article 1er *(champ d'application de l'amnistie) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (étend à la Martinique le bénéfice de l'amnistie) : adopté (p. 1768).

Après l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Debré (étend le bénéfice de l'amnistie aux infractions commises par les représentants des forces de l'ordre) (p. 1769) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Jacques Brunhes (étend l'amnistie aux faits qui, avant la promulgation de la loi, ont donné lieu à des sanctions prononcées par des employeurs contre des salariés) (p. 1771) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Gilbert Millet (prévoit la réintégration de droit des salariés licenciés pour des faits perpétrés lors de conflits du travail) (p. 1772) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Jacques Brunhes (prévoit l'amnistie des délits commis à l'occasion d'une expulsion) (p. 1772) ;

- *favorable* à l'amendement n° 6 de M. Jean-Michel Belorgey (amnistie les objecteurs de conscience en état d'insoumission ou de désertion lorsque le point de départ des délais qui leur sont impartis pour rejoindre leur affectation est antérieur au 22 mai 1988) (p. 1774).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1989] :

ses observations (p. 2677).

Discussion des articles [30 juin 1989] :

Après l'article 1er :

- *favorable* à l'amendement n° 5 de M. Emile Zuccarelli (amnistie les infractions commises avant le 14 juillet 1988 à l'occasion des événements de Corse) (p. 2689) ;

- *favorable* à l'amendement n° 6 de M. José Rossi (amnistie les infractions commises avant le 14 juillet 1988 à l'occasion des événements de Corse) (p. 2689) ;

- *son* amendement n° 7 (amnistie les faits constituant des fautes passibles de sanctions professionnelles sauf si la réintégration de personnels devait faire peser sur l'employeur des sacrifices excessifs) (p. 2692) : adopté au scrutin public (p. 2696) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 9 de Mme Muguette Jacquaint (donne aux salariés protégés le droit de bénéficier de l'amnistie et d'être réintégrés dans leur emploi) à l'amendement n° 2 de M. Jacques Brunhes (accorde à tout salarié, élu du personnel, représentant ou délégué syndical, qui a été licencié pour une faute amnistiée en vertu de la loi n° 88-828 du 20 juillet 1988, la possibilité d'obtenir sa réintégration dans son emploi) (p. 2693).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues relative à l'immunité parlementaire (n° 610).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [15 juin 1989] :

inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Pons (Bernard)* (p. 2180).

Principaux thèmes développés :

Immunité parlementaire :

- irresponsabilité des parlementaires (étendue) (p. 2180) ;

- principes constitutionnels (p. 2181).

Parlementaire en mission :

- immunités (p. 2180) ;

- jurisprudence de la Cour d'appel de Paris et de la Cour de cassation sur l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse (p. 2181).

- Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 549).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 juin 1989] :

Construction européenne (participation du Parlement) (p. 2620).

Délégation parlementaire aux communautés européennes :

- information (moyens) (p. 2620).

Sénat (modifications adoptées) (p. 2620).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) et projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797).

Première lecture :

Avant la discussion des articles :discussion commune [4 octobre 1989] :

Inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Pons (Bernard)* (p. 3117).

Principaux thèmes développés :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 3117).

Campagnes électorales :

- financement :

- financement et dons privés (réglementation) (p. 3118).

- transparence des ressources (p. 3118) ;

- généralités :

- candidature (liberté) (p. 3118).

Constitutionnalité du projet (p. 3117).

Partis politiques :

- financement :

- association de financement (p. 3117, 3118).

- statut et liberté d'exercice (p. 3117).

Rapport sur l'application de la loi du 11 mars 1988 (absence) et procédure d'élaboration du présent projet (p. 3117).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1989] :

Après l'article 15 :

- *son* amendement n° 58 (amnistie certaines infractions en relation avec le financement des campagnes électorales des partis politiques à l'exclusion de celles commises par un parlementaire national) : adopté au scrutin public (p. 6085).

- Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte (n° 979).

Rapporteur suppléant.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Habilitation législative :

- champ d'application (p. 5416) ;

- conseil général de Mayotte (consultation) (p. 5416) ;

- habilitations précédentes (p. 5416) ;

- objectifs (p. 5415) ;

- plan d'action juridique (commission) (p. 5416) ;

- urbanisme (maîtrise foncière) (p. 5415).

Mayotte :

- accords Etat-Mayotte :

- contrat de plan Etat-région du 11 avril 1989 (p. 5415, 5416).

- convention Etat-Mayotte du 28 mars 1987 (p. 5415, 5416) ;

- développement économique (p. 5415) ;

- droit mahorais (modernisation) (p. 5415) ;

- équipements portuaires, aéroportuaires et routiers (p. 5415).

Discussion de l'article unique :

Article unique *(habilitation législative) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (étend le champ d'application de l'habilitation au régime budgétaire et comptable) : adopté (p. 5421) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (étend le champ d'application de l'habilitation au régime fiscal et douanier) : adopté après modifications (p. 5421) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (étend le champ d'application de l'habilitation au droit pénal) : adopté après modifications (p. 5422).

- Projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif (n° 904).

Première lecture.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Conseillers nommés dans les cours administratives d'appel :

- avocats nommés au tour extérieur près les cours administratives d'appel (carrière ; droits à la retraite) (p. 5436) ;

- carrière et conditions matérielles (p. 5436) ;

- nomination au tour extérieur (prorogation du délai d'un an) (p. 5435).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1989] :

Conseil constitutionnel : décision du 28 juillet 1989 (p. 5452).

Immigrés : enfants du retour (p. 5452, 5453).

Loi du 2 août 1989 relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France :

- exécution d'office (p. 5452) ;

- reconduite à la frontière : régime (p. 5452).

Tribunaux administratifs :

- compétence (p. 5452) ;

- recours suspensif (p. 5453).

Lecture définitive [20 décembre 1989] :

Rapporteur suppléant (p. 6925).

- Projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (n° 650).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1989] :

Ecole nationale d'administration (E.N.A.) :

- concours externe (p. 5606) ;

- concours interne (p. 5606) ;

- loi n° 83-26 du 19 janvier 1983 relative à la création d'une « troisième voie » (insuffisances) (p. 5605).

Haute fonction publique :

- démocratisation et diversification du recrutement (p. 5605).

- mobilité entre le secteur public et privé (p. 5606).

Troisième concours :

- concours (modalités) (p. 5606) ;

- conditions d'accès (exercice d'une activité professionnelle pendant 8 ans) (p. 5605, 5606) ;

- cycle de préparation (p. 5605) ;

- grandes écoles (extension de la procédure du troisième concours) (p. 5606) ;

- limite d'âge (p. 5606) ;

- objectifs (p. 5605, 5606).

Discussion des articles [24 novembre 1989] :

Article 1er *(création d'un troisième concours d'entrée à l'E.N.A.) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. François Asensi (prévoit que, pour cinq nominations dans chacun des corps recrutés par l'E.N.A., deux nominations peuvent être prononcées parmi les candidats admis à un concours de sélection justifiant de l'exercice d'activités syndicales, politiques ou associatives depuis au moins huit ans) (p. 5614) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Robert Pandraud (étend à l'Ecole nationale de la magistrature et à l'Ecole nationale supérieure de police la voie du troisième concours) (p. 5615) ;

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (supprime toute limite d'âge pour concourir) : adopté (p. 5615).

Article 2 *(création d'un cycle de préparation) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (prévoit que toute personne ayant suivi le cycle de préparation est admise à se présenter aux concours de catégorie A de la fonction publique d'Etat et à ceux de la fonction publique territoriale et hospitalière) (p. 5615) : adopté (p. 5616).

Article 3 *(décret d'application) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 5616).

Commission mixte paritaire : rapporteur suppléé par : *Marchand (Philippe)* [19 décembre 1989] (p. 6855).

- Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique. [28 novembre 1989] :

Généralités :

- champ d'application de l'amnistie (p. 5650, 5651) ;
- grâce présidentielle (p. 5649) ;
- précédents (p. 5651) ;
- procédure (p. 5651).

Affaires :

- Berne et Robert (p. 5651) ;
- Declercq (p. 5651) ;
- Lapetite (p. 5651) ;
- Machoro (p. 5651) ;
- Ouvéa (grotte de Gossanah) (p. 5650, 5651) ;
- Sangarné (p. 5651) ;
- Tournier-Fels (p. 5651) ;
- Tual (p. 5651).

Constitutionnalité du projet de loi :

- Conseil constitutionnel (jurisprudence relative aux lois d'amnistie) (p. 5651).

Gendarmerie (gendarmes tués à Fayaoué) :

- hommage (p. 5649, 5651) ;
- volonté des familles (p. 5649).

Justice :

- fonctionnement (influence de la loi d'amnistie) (p. 5649, 5651) ;
- indépendance de la justice (p. 5650).

Nouvelle-Calédonie :

- accords de Matignon (p. 5650) ;
- loi référendaire du 9 novembre 1988 (p. 5650) ;
- paix et réconciliation (p. 5649, 5650).

Discussion de l'article unique [28 novembre 1989] :

Après l'article unique :

- *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (prévoit que les demandes d'indemnisation doivent être présentées avant le 1er janvier 1990 à peine de forclusion) (p. 5682).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 décembre 1989] :

Généralités : victimes (droits pécuniaires) (p. 6740).

Constitutionnalité du projet de loi : loi référendaire (autorité et place dans la hiérarchie des normes) (p. 6740).

Nouvelle-Calédonie :

- accords de Matignon (p. 6740) ;
- paix et réconciliation (p. 6740).

Sénat (position adoptée) (p. 6740).

Discussion des articles [18 décembre 1989] :

Article 1er *(amnistie) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (amnistie des infractions commises avant le 20 août 1988 à l'occasion des événements en relation avec le statut de la Nouvelle-Calédonie) : adopté au scrutin public (p. 6747).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 et 7 décembre 1989] :

Banques et établissements financiers : responsabilités et déontologie (p. 6107).

Endettement et surendettement :

- surendettement : causes (p. 6106).

Habitations à loyer modéré (paiement des loyers et subventions d'équilibre) (p. 6106).

Ménages en difficulté : situation (p. 6106).

Projet de loi (dispositions proposées) :

- commission départementale de conciliation :
- composition (p. 6107).
- fonctionnement et mission (p. 6107).

MIGAUD (Didier)

Député de l'Isère

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales (n° 326) [*J.O.* du 3 juin 1989] (p. 6939).

Rapporteur du projet de loi complétant la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 sur la protection et le contrôle des matières nucléaires et complétant le code de procédure pénale (n° 795) [16 juin 1989] (p. 2272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'école nationale d'administration (n° 650) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15767).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 795) adopté par le Sénat, complétant la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 sur la **protection et le contrôle des matières nucléaires et complétant le code de procédure pénale (n° 805)** [21 juin 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Politique énergétique : sécurité nucléaire ; mise en place d'un collège des sages pour les risques technologiques ; création d'une haute autorité de la sûreté nucléaire ; débat national sur la politique énergétique [26 avril 1989] (p. 441, 442).

orales sans débat :

- n° 89 posée le 11 avril 1989 : **tourisme et loisirs (stations de montagne)** (p. 111).

Appelée le 14 avril 1989 : téléphériques et remontées mécaniques ; sécurité (p. 220, 221).

- n° 178 posée le 21 novembre 1989 : **voirie (routes : Rhône-Alpes)** (p. 5470). Appelée le 24 novembre 1989 : Matheysine ; désenclavement (p. 5599).

- **n° 177** posée le 21 novembre 1989 : **Impôts locaux (taxe professionnelle : Rhône-Alpes)** (p. 5470). Appelée le 24 novembre 19879 : taxe professionnelle : Isère ; exonération ; cantons de Corps et Valbonnais (p. 5602, 5603).

- **n° 176** posée le 21 novembre 1989 : **charbon (houillères : Rhône-Alpes)** (p. 5470). Appelée le 24 novembre 1989 : houillères du Dauphiné ; fermeture (p. 5603).

INTERVENTIONS

- Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires (n° 740) et projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 sur la protection et le contrôle des matières nucléaires et complétant le code de procédure pénale (n° 795).

Première lecture : Rapporteur du projet de loi n° 795.

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : discussion commune [23 juin 1989] :

Agence Internationale de l'Energie Atomique (A.I.E.A.) (p. 2451).

Code pénal et code de procédure pénale (mise en conformité avec les dispositions de la convention) (p. 2452).

Convention de Vienne et New York du 3 mars 1980 (p. 2451).

Infractions (définition et répression) et compétences pénales des Etats parties (p. 2451, 2452).

Matières nucléaires (protection physique) : opérations concernées (p. 2451).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

Aménagement foncier et contrôle des structures :

- décentralisation et assouplissement (p. 2709) ;

- jeunes agriculteurs (installation) (p. 2709).

B.A.P.S.A. (démantèlement) (p. 2709).

Conditions d'examen du projet (p. 2708, 2709).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 2709) ;

- pluriactivité (régime social et fiscalité) (p. 2709).

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 2709).

Zones de montagne et fragiles (p. 2709).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) et projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles :discussion commune [4 octobre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 3122).

Campagnes électorales :

- financement :

- commission nationale de contrôle des comptes de campagne (composition et mission) (p. 3122).

- comptes de campagne (contrôle) (p. 3122).

- financement et dons privés (réglementation) (p. 3122).

- financement public (p. 3121).

- plafonnement des dépenses (p. 3121).

- sanctions (régime) (p. 3122).

- transparence des ressources (p. 3121) ;

- généralités :

- propagandes électorales (limitation des moyens matériels et interdiction de la publicité politique) (p. 3121).

Loi du 11 mars 1988 (dispositif et limites) (p. 3120).

Président de la République (propositions) (p. 3120).

Rapport sur l'application de la loi du 11 mars 1988 (absence) et procédure d'élaboration du présent projet (p. 3120).

Vie publique (moralisation) (p. 3121).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798).

Première lecture :

Discussion des articles [5 et 6 octobre 1989] :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

Article L. 52-9 du code électoral (compte de campagne) :

- *son* amendement n° 87, deuxième rectification, (publication des comptes de campagne par la commission) (p. 3205) : adopté (p. 3207) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 197 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit que la liste des donateurs n'est pas consultable) à son amendement n° 87, deuxième rectification (p. 3206).

Commission mixte paritaire :

Explications de vote [19 décembre 1989] :

Transparence de la vie politique (p. 6834).

- Projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (n° 850).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1989] :

Ecole nationale d'administration (E.N.A.) : loi n° 83-26 du 19 janvier 1983 relative à la création d'une « troisième voie » (insuffisances) (p. 5608).

Troisième concours :

- conditions d'accès (exercice d'une activité professionnelle pendant huit ans) (p. 5608) ;

- cycle de préparation (p. 5608, 5609) ;

- limite d'âge (p. 5608) ;

- objectifs (p. 5608).

Vote pour du groupe socialiste (p. 5609).

- Déclaration du Gouvernement sur la politique énergétique de la France et débat sur cette déclaration (n° 1078).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Communautés européennes : « Europe énergétique » (p. 6366).

Communication et contrôle :

- Haute autorité (création ; rôle) (p. 6365, 6366) ;

- information et opinion publique (p. 6365).

Energie nucléaire :

- perspectives (p. 6366) ;

- sécurité civile (sûreté) (p. 6365) ;

- surgénérateur (Super-Phénix) (p. 6366).

MIGNON (Hélène)

Député de la Haute-Garonne

(6e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648) [*J.O.* du 16 juin 1989] (p. 7522).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 620) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [21 novembre 1989] (p. 5470).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [*J.O.* du 22 novembre 1989] (p. 14539).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n ° 646) [*J.O.* du 1er décembre 1989] (p. 14895).

QUESTIONS

à un ministre :

- Sécurité sociale [25 mai 1989] :

Revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : remboursement du ticket modérateur aux bénéficiaires (p. 1218).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Emploi (généralités) :

- femmes (égalité professionnelle) (p. 1203) ;

- PME-PMI (et représentation des salariés) (p. 1203).

Licenciement :

- garanties individuelles des salariés :

- assistance du salarié licencié par une personne extérieure à l'entreprise (p. 1203) ;

- généralités :

- autorisation administrative (non rétablissement) (p. 1203).

Titre IV : *Garanties individuelles.*

- *soutient* l'amendement n° 128 de Mme Yvette Roudy (tend à renforcer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) : adopté (p. 1285) ;

- *soutient* l'amendement n° 128 du Gouvernement (tend à renforcer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ; rapport annuel sur la situation générale de l'emploi et de la formation des femmes et des hommes dans l'entreprise) : adopté (p. 1285).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 888).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 1er *(mission du système éducatif) :*

- *ses observations* (p. 1925).

Remplace : *Bapt (Gérard) :* enseignement primaire et secondaire :

- activités périscolaires (p. 1925).

- Projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 646).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 octobre 1989] :

Famille :

- concubinage notoire (examens prénuptiaux) (p. 2988).

- familles défavorisées (p. 2987, 2988).

Protection maternelle et infantile :

- collectivités locales (compétence du département) (p. 2988) ;

- enfants handicapés (p. 2988) ;

- femmes : carnet de grossesse (p. 2988) ;

- financement : caisses d'assurance maladie (et conventionnement) (p. 2988) ;

- organisation : direction (rôle du médecin chef de centre) (p. 2988) ;

- personnels :

- formation (p. 2988).
- pluridisciplinarité (psychologie) (p. 2988) ;

- résultats : mortalités infantile et maternelle (p. 2988) ;

- santé scolaire (relations avec la P.M.I.) : écoles maternelles (p. 2988).

Discussion des articles [2 octobre 1989] :

Titre Ier : *modifications du code de la santé publique.*

Article 2 *(dispositions générales relatives à la protection maternelle et infantile) (P.M.I) :*

Article L. 150 du code de la santé publique (modalités d'organisation du service départemental de la P.M.I) :

- *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (prévoit que les activités de P.M.I devront être organisées sur la base de normes minimales fixées par voie réglementaire) (p. 3002).

Explications de vote (p. 3013) :

Vote pour du groupe socialiste (p. 3013).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1989] :

Protection maternelle et infantile (P.M.I.) :

- personnels : médecins (p. 5635) ;

- santé scolaire (relations avec la P.M.I.) (p. 5635).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Remplacée par M. Philippe Bassinet : urbanisme : Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (C.A.U.E.) (p. 4336, 4337).

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Questions* [2 novembre 1989] :

Emploi : femmes (emploi et égalité professionnelle) (p. 4473).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E) (p. 4469).

MIGNON (Jean-Claude)

Député de la Seine-et-Marne

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 30 juin 1989] (p. 8118).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 127 posée le 13 juin 1989 : **police (fonctionnement : Seine-et-Marne)** (p. 2082). Appelée le 16 juin 1989 : effectifs de personnel ; commissariats ; création (p. 2237, 2238).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [26 avril 1989] :

Article unique *(portant approbation du Xe plan) :*

- *ses observations* (p. 468).

Agriculture (p. 468).

- Projet de loi relatif à l'accueil des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 820).

Première lecture :

Discussion des articles [12 mai 1989] :

Article 1er *(procédure d'agrément des familles d'accueil) :*

- remplacé par : *Chamard (Jean-Yves) : favorable* (p. 855, 856).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et aménagement du territoire : tourisme. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1989] :

Congés (étalement) (p. 4277).

Crédits (p. 4277, 4278).

Eurodisneyland (p. 4277).

Organisation nationale (création de la délégation aux investissements et aux produits) (p. 4277).

Promotion touristique et Maison de la France (p. 4277).

Résultats de la saison de 1989 (p. 4276, 4277).

Intention de vote contre du groupe R.P.R. (p. 4278).

Questions :

Remplaçant Mme Martine Daugreilh : Hôtellerie (p. 4284, 4285).

Remplaçant M. Michel Inchauspé : Tourisme rural : gîtes ruraux (p. 4284).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Article 28 C nouveau *(cession de bail et plan de transmission) :*

- *son* amendement n° 64 : devient sans objet (p. 5530).

MILLET (Gilbart)

Député du Gard

(4e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à assurer aux communes le remboursement des exonérations trentenaires (n° 579) [11 mai 1989] (p. 819).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert Montdargent et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer strictement les saisies et les ventes judiciaires (n° 597) [11 mai 1989] (p. 819).

Rapporteur de la proposition de M. Marcelin Berthelot et plusieurs de ses collègues, relative aux garanties d'emprunt accordées par les communes (n° 602) [11 mai 1989] (p. 819).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165) [*J.O.* du 27 mai 1989] (p. 6671).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Pierna et plusieurs de ses collègues, tendant à garantir et renforcer les droits des expropriés (n° 659) [1er juin 1989] (p. 1529).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652) [*J.O.* du 10 juin 1989] (p. 7289).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 620) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'école nationale d'administration (n° 650) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15767).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'**indemnisation** juste et totale de tous les **habitants de Nîmes** et sa région, victimes du sinistre du 3 octobre 1988 **(n° 575)** [18 avril 1989].

Proposition de loi tendant à assurer aux **communes** le remboursement des **exonérations trentenaires (n° 579)** [18 avril 1989].

Proposition de loi relative aux **forêts** où s'exerce un **droit d'usage (n° 1172)** [21 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Sommet de l'O.T.A.N. : sommet de Bruxelles ; désarmement ; attitude de la France ; option zéro ; propositions du Président des Etats-Unis [31 mai 1989] (p. 1413, 1414).

- Revalorisation du S.M.I.C. : financement des partis politiques ; licenciements de délégués syndicaux ; S.M.I.C ; perte de pouvoir d'achat ; chiffre d'affaires des entreprises ; bénéfices ; S.M.I.C ; revalorisation au 1er juillet [21 juin 1989] (p. 2315).

- Retraite à soixante ans ; préretraites complémentaires : politique à l'égard des retraités ; financement des retraites complémentaires [29 novembre 1989] (p. 5704).

à un ministre :

- Politique économique et sociale [22 juin 1989] :

Fonctionnaires et agents publics : administration des finances (grève ; carrières ; pouvoir d'achat) (p. 2373).

orales sans débat :

- n° 89 posée le 9 mai 1989 : **sécurité sociale (conventions avec les praticiens)** (p. 711). Appelée le 12 mai 1989 : négociations ; perspectives (p. 832, 833, 834).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 159).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 avril 1989] :

Avocats (avenir de la profession face à la concurrence des cabinets étrangers) (p. 55).

Avocats des barreaux de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre (maintien de la loi de 1984 relative à la postulation) (p. 54, 55).

Bureaux secondaires (création) (p. 54, 55).

Sociétés de capitaux (exercice des professions libérales) (p. 54).

T.V.A (assujettissement des avocats) (p. 55).

Discussion des articles [5 avril 1989] :

Après l'article 4 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 3 de la commission (fixe une date limite pour l'adoption d'une loi rapprochant les professions judiciaires et juridiques) (p. 60).

- Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi de M. Charles Josselin tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 549).

Première lecture :

Discussion des articles [11 avril 1989] :

Article 4 *(missions des délégations ; moyens d'information) :*

- *son* amendement n° 1 soutenu par M. Roger Gouhier (exposé obligatoire de tout ministre, avant et après la réunion du Conseil des ministres, chaque fois que les délégations en font la demande) : rejeté (p. 108).

Après l'article 6 :

- *son* amendement n° 2 soutenu par M. Roger Gouhier (organisation lors de chaque session ordinaire du Parlement d'un débat sur la politique européenne du Gouvernement) : rejeté (p. 110).

- Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1989] :

Article 1er *(enquêtes rapides de personnalité) :*

- *son* amendement n° 20 soutenu par M. François Asensi (supprime la possiblité de requérir le service de l'éducation surveillée pour procéder aux enquêtes demandées par le procureur) : rejeté (p. 615) ;

- *son* amendement n° 21 soutenu par M. François Asensi (supprime la possibilité de requérir le service de l'éducation surveillée pour procéder aux enquêtes demandées par le juge d'instruction) : rejeté (p. 615).

Après l'article 4 *ter* 1 :

- *son* amendement n° 29 soutenu par M. François Asensi (limitation de la procédure de la comparution immédiate aux cas dans lesquels le délit est flagrant et la peine encourue comprise entre un et cinq ans d'emprisonnement) : rejeté (p. 619).

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 616).

Première lecture :

Discussion des articles [11 mai 1989] :

Article 6 *(revalorisation du taux des amendes contraventionnelles prévue par un texte législatif postérieur à l'entrée en vigueur de la Constitution de 1958) :*

- *son* amendement n° 41 (de suppression) : rejeté (p. 778).

Article 10 *(institution et mécanisme du permis à points) :*

Article L. 11-5 du code de la route.

- *son* amendement n° 44 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (remplace la suppression par la suspension pendant un an du permis de conduire) (p. 787) : rejeté (p. 788).

Après l'article 12 :

- *son* amendement n° 45 : réservé jusqu'après l'examen de l'article 17 (p. 802).

Après l'article 12 (suite) :

- *son* amendement n° 45 corrigé précédemment réservé soutenu par M. Roger Gouhier (supprime la suspension administrative du permis) (p. 810) : rejeté (p. 814).

- Projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéraux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 620).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 mai 1989] :

Accueil des personnes âgées et des handicapés adultes :

- familles, organismes et procédure d'accueil :

- familles tierces (statut, obligations, formation et agrément de la personne d'accueil) (p. 845).

Généralités :

- protection sociale (désengagement de l'Etat) (p. 845).

Personnes âgées :

- maintien à domicile (p. 844) ;

- vieillesse (mesures favorables ; plan national de gérontologie) (p. 845, 846).

Discussion des articles [12 mai 1989] :

Article 1er *(procédure d'agrément des familles d'accueil) :*

- *son* amendement n° 74 (supprime la référence à la permanence d'accueil) (p. 856) : devenu sans objet (p. 857) ;

- *soutient* l'amendement n° 76 de Mme Muguette Jacquaint (introduit la formation de la personne d'accueil dans les conditions d'agrément) (p. 858) : rejeté (p. 859) ;

- *son* amendement n° 77 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (prévoit l'intervention d'une commission départementale composée de personnalités compétentes pour l'action sanitaire et sociale, avant l'octroi de l'agrément par le conseil général) (p. 859) : rejeté (p. 860) ;

- *son* sous-amendement n° 78 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (précise que les associations qui seront chargées du suivi des familles agréées seront obligatoirement régies par la loi de 1901) à l'amendement n° 25 de la commission (élargit la liste des institutions susceptibles d'assister le président du Conseil général dans le suivi des familles assistées) (p. 860) : adopté (p. 861).

Article 7 *(rémunération de la personne agréée et régime fiscal) :*

- *son* amendement n° 81 (prévoit un retrait automatique de l'agrément si le loyer demandé pour la pièce réservée, est abusif) (p. 864) : adopté (p. 865).

Après l'article 7 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 43 de la commission (procédure d'agrément des personnes qui accueillent des handicapés adultes) (p. 866).

Familles (p. 866).

Personnes relevant de l'article 46 de la loi de 1975 (p. 866).

Après l'article 10 :

Amendement du groupe communiste déclaré irrecevable (obligation pour l'autorité administrative de prévoir l'accueil des personnes concernées en cas de retrait d'agrément) (p. 870).

Après l'article 13 :

- *défavorable* à l'amendement n° 88, deuxième rectification, de M. Didier Chouat (prévoit les conditions dans lesquelles les personnes les plus lourdement handicapées, relevant de l'article 46 de la loi de 1975, peuvent faire l'objet d'un accueil familial payant) (p. 873, 874) ;

- *son* amendement n° 85 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (prévoit qu'un rapport annuel sera présenté au Parlement sur l'accueil à domicile de personnes âgées ou handicapées adultes) (p. 875) : adopté après rectification (p. 876).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 juin 1989] :

Accueil des personnes âgées et des handicapés adultes :

- familles tierces (statut, obligations, formation et agrément de la personne d'accueil) (p. 2460) ;

- hébergement temporaire (p. 2460).

Protection sociale (désengagement de l'Etat) (p. 2460).

Discussion des articles [23 juin 1989] :

Article 7 *quinquies* *(conditions d'accueil des personnes visées à l'article 46 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Didier Chouat (étend la responsabilité du placement familial des handicapés lourds aux associations agréées par le président du conseil général et le représentant de l'Etat) (p. 2465).

Seconde délibération du projet de loi :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (étend la responsabilité du placement familial des handicapés lourds aux associations agréées par le président du conseil général et le représentant de l'Etat) (p. 2469).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 852).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Avant l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 4 de Mme Muguette Jacquaint (abrogation de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) (p. 1078) : rejeté (p. 1079).

Article 1er *(droit au logement) :*

- *ses observations* (p. 1080).

Article 2 *(champ d'application de la loi) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 100 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut du champ d'application de la loi l'ensemble des locaux meublés) (p. 1084).

Article 3 *(forme et contenu du contrat de location) :*

- *soutient* l'amendement n° 51 de M. Roger Gouhier (permet au locataire de demander un complément à l'état des lieux pour les éléments de chauffage pendant le premier mois de la période de chauffe) : adopté (p. 1085).

Article 6 *(obligations du bailleur) :*

- *soutient* l'amendement n° 7 corrigé de M. Roger Gouhier (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1097).

Article 7 *(obligations du locataire) :*

- *soutient* l'amendement n° 53 de Mme Muguette Jacquaint (permet au locataire de suspendre le paiement du loyer et des charges récupérables lorsque le bailleur ne remplit pas ses obligations contractuelles) (p. 1098) : rejeté (p. 1099) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de M. Roger Gouhier (interdit au propriétaire de réaliser des travaux dans les parties privatives, sauf en cas d'urgence) : rejeté (p. 1099).

Article 14 *(non-renouvellement du contrat pour congé) :*

- *ses observations* (p. 1103) ;

- *soutient* l'amendement n° 13 corrigé de M. Roger Gouhier (précise le point de départ du délai de préavis) : adopté après modifications (p. 1105).

Article 15 *(mise en place et missions des observatoires de loyers) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 14 de M. Roger Gouhier (rétablit une représentation paritaire entre locataires et bailleurs au sein de l'observatoire) (p. 1107).

Article 16 *(régime des loyers de droit commun) :*

- *ses observations* (p. 1111) ;

- *soutient* l'amendement n° 15 de M. Roger Gouhier (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1119).

Article 17 *(régime des loyers dans les zones géographiques où existe une situation anormale du marché locatif) :*

- *ses observations* (p. 1121).

Article 19 *(commission départementale de conciliation) :*

- *soutient* l'amendement n° 17 de M. Roger Gouhier (de suppression) : retiré (p. 1124).

Article 22 *(charges récupérables) :*

- *soutient* l'amendement n° 19 corrigé de M. Guy Hermier (exclut des charges locatives les dépenses découlant d'une erreur de conception et celles relatives au personnel d'entretien) : rejeté (p. 1126).

Article 23 *(suspension provisoire des effets de la clause de résiliation de plein droit pour non paiement du loyer, des charges et du dépôt de garantie) :*

- *soutient* l'amendement n° 20 de M. Roger Gouhier (supprime la forclusion lorsque le juge n'est pas saisi dans les deux mois suivant le commandement de payer) : adopté (p. 1127).

Après l'article 24 :

- *soutient* l'amendement n° 34 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 28 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif aux accords conclus pour un bâtiment ou un ensemble de bâtiments) (p. 1130) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 35 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 29 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif à la responsabilité des associations de locataires au niveau d'un ensemble immobilier) (p. 1129) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 36 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 33 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif à la protection des représentants statutaires d'associations de locataires en cas de congé) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 37 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 34 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif à la création d'une commission départementale des rapports locatifs) (p. 1130) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 38 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 35 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif à la création d'une commission nationale des rapports locatifs) (p. 1130) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 39 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 36 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 définissant les critères de représentativité au plan national des associations de bailleurs et de locataires) (p. 1130) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 40 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 37 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 prévoyant que des accords peuvent être conclus entre associations de bailleurs et de gestionnaires) (p. 1130) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 41 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 42 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 étendant l'application des accords aux personnes qui deviennent membres d'une association signataire ou qui y ont adhéré) (p. 1130) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 42 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 43 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif au maintien de l'accord conclu entre bailleur et locataire en cas de changement de bailleur) (p. 1131) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 43 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 44 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif à l'objet des accords collectifs) (p. 1131) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 44 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 45 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif aux conditions d'application des accords collectifs) (p. 1131) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 45 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 46 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif à l'application des accords collectifs aux contrats en cours) (p. 1131) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 46 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 47 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif à l'extension des accords collectifs) (p. 1131) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 47 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 48 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif à la cessation des effets des accords collectifs rendus obligatoires par décret) (p. 1131) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 48 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 49 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif à l'adhésion aux accords collectifs des associations représentatives de gestionnaires) (p. 1131) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 49 de M. Roger Gouhier (reprend l'article 50 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relatif à l'accès aux locaux collectifs pour les associations de locataires) (p. 1131) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 50 de M. Roger Gouhier (abroge le chapitre VII de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) (p. 1131) : rejeté (p. 1132).

Avant l'article 25 :

- *soutient* l'amendement n° 27 de M. Louis Pierna (supprime la possibilité pour les H.L.M. d'introduire un surloyer) (p. 1132) : rejeté (p. 1133) ;

- *soutient* l'amendement n° 26 de M. Daniel Le Meur (évite le déplafonnement des loyers des logements financés par le Crédit foncier de France ou la Caisse centrale de coopération économique) : rejeté (p. 1134) ;

- *soutient* l'amendement n° 25 de M. André Duroméa (renforce l'autorité des collectivités locales pour l'attribution des logements sociaux ou locatifs relevant de la participation des entrepreneurs à l'effort de construction) : rejeté (p. 1135).

Article 25 *(modification de l'article 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 relatif à la sortie des locaux vacants de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948) :*

- *soutient* l'amendement n° 30 de M. Roger Gouhier (possibilité pour le locataire de saisir le juge) : adopté (p. 1136) ;

- *soutient* l'amendement n° 31 de M. Roger Gouhier (soumet, à peine de nullité, l'inscription des dispositions du présent article dans le contrat de location) : rejeté (p. 1137).

Article 28 *(modification de l'article 31 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 relatif à la sortie des locaux vacants de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948) :*

- *soutient* l'amendement n° 32 de M. Pierre Goldberg (supprime le caractère exécutoire, par provision, de la décision du juge) : retiré (p. 1137).

Article 29 *(commission départementale des rapports locatifs) :*

- *soutient* l'amendement n° 33 de M. Roger Gouhier (de suppression) : devenu sans objet (p. 1137).

Après l'article 35 :

- *soutient* l'amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Brard (permet au Maire ou au Président du Conseil général de s'opposer à la vente de logements par les H.L.M.) : rejeté (p. 1143).

Explications de vote :

Loi « Méhaignerie » (effets) (p. 1146).

Locataires (protection) (p. 1146).

Parti communiste (propositions) (p. 1146).

Spéculation immobilière (p. 1146).

Abstention du groupe communiste (p. 1146).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 885).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

- Rappel au règlement : obstruction pratiquée par l'opposition (p. 1393).

Avant l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 10 deuxième rectification de M. Jacques Brunhes (condamne le racisme et la xénophobie) (p. 1393) : adopté (p. 1396) ;

- *son* amendement n° 12 soutenu par M. Jean Tardito (propose un enseignement de sensibilisation aux problèmes du racisme dans le programme scolaire) : adopté (p. 1398) ;

- *son* amendement n° 14 (répression des crimes et délits d'inspiration raciste) : retiré (p. 1399).

Article 1er *(abrogation de certaines conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) :*

- *son* amendement n° 15 (abrogation de la loi du 9 septembre 1986 dite loi « Pasqua ») (p. 1438) : adopté après modifications au scrutin public (p. 1439) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 305 du Gouvernement (précise la portée de l'abrogation) à son amendement n° 15 (p. 1439).

Après l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 16 de M. Jacques Brunhes (accorde le droit d'accès du territoire français à toute personne titulaire d'un titre de séjour ; impose que le refus de délivrance de titre soit motivé) (p. 1439) ; rejeté (p. 1440).

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

- Rappel au règlement : demande de quorum du groupe R.P.R. (p. 1451).

Article 4 *(bénéficiaires de plein droit de la carte de résident) :*

- *son* amendement n° 19 corrigé soutenu par Mme Muguette Jacquaint (délivrance de plein droit de la carte de résident pour l'étranger qui est père ou mère d'un enfant français résidant en France, à la condition qu'il exerce l'autorité parentale et qu'il subvienne à ses besoins) : vote réservé (p. 1520) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722) ;

- *son* amendement n° 20 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (ouvre le droit à une carte de résident aux étrangers qui ont séjourné en France plus de dix ans) : vote réservé (p. 1523) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722).

Article 10 *(régime d'expulsion) :*

- *son* amendement n° 28 soutenu par M. Jean-Claude Lefort (rend le recours en appel, suspensif) : vote réservé (p. 1606) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722).

Article 12 *(catégorie d'étrangers protégés contre une mesure d'expulsion) :*

- *son* amendement n° 29 soutenu par M. Louis Pierna (expulsion impossible des étrangers ayant résidé de façon habituelle durant dix ans sur le territoire national) : vote réservé (p. 1629) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722) ;

- *son* amendement n° 41 soutenu par M. Louis Pierna (expulsion impossible des étrangers ayant résidé régulièrement trois ans sur le territoire national) : vote réservé (p. 1629) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722) ;

- *son* amendement n° 30 soutenu par M. Louis Pierna (interdit l'expulsion d'un étranger suivant un traitement médical en France) : vote réservé (p. 1636) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722).

Après l'article 12 :

- *son* amendement n° 32 soutenu par M. Louis Pierna (étend les cas dans lesquels un étranger ne peut être expulsé) (p. 1638) : vote réservé (p. 1639) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Première lecture :

Discussion des articles [5 juin 1989] :

Après l'article 1er :

- *son* amendement n° 3 (prévoit la réintégration de droit des salariés licenciés pour des faits perpétrés lors de conflits du travail) : rejeté (p. 1772).

- Projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurances des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin (n° 688).

Première lecture :

Discussion des articles [21 juin 1989] :

Article 5 *(réexamen des clauses des conventions collectives conformément au principe européen de « l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes ») :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 27 de Mme Yvette Roudy (prévoit que l'harmonisation des conditions des hommes et des femmes se fera dans le respect des droits acquis par les femmes) (p. 2357).

Europe sociale (p. 2357) :

- *son* sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 27 de Mme Yvette Roudy (précise que les négociations ne pourront remettre en cause les droits acquis par les femmes) : rejeté (p. 2358).

Scrutin public sur le sous-amendement (absence) (p. 2358) ;

- *favorable* à l'amendement n° 18 de Mme Muguette Jacquaint (garantit les droits acquis par les femmes) (p. 2357).

Article 11 *(renforcement de la lutte contre le travail clandestin) :*

- *ses* observations (p. 2360, 2361).

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 juin 1989] :

Article 13 *(modalités de franchissement des seuils et transmission des pactes d'actionnaires) :*

- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (supprime la présomption d'action de concert pour les entreprises publiques ayant le même actionnaire) : adopté (p. 2397).

Economie mixte (p. 2397).

Rôle du secteur public (p. 2397) :

- *soutient* l'amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Brard (supprime la présomption d'action de concert pour les entreprises publiques ayant le même actionnaire) : adopté (p. 2397).

Article 15 ter nouveau *(adaptation aux nécessités du marché financier du plafond de capital détenu par une même personne dans une société de télévision par voie hertzienne terrestre) :*

- *soutient* l'amendement n° 63 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 2400) : adopté (p. 2401).

Renationalisation de TF1 (p. 2401).

Article 26 *(information du comité d'entreprise en cas d'offre publique) :*

- *soutient* l'amendement n° 65 de M. Jean-Pierre Brard (possibilité pour le comité d'entreprise d'entendre l'auteur d'une offre publique même en cas de désaccord du chef d'entreprise) (p. 2407) : satisfait (p. 2408).

- Projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers (n° 687).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 juin 1989] :

Oppose la question préalable (p. 2420, 2421) : retirée (p. 2424).

Principaux thèmes développés :

Sécurité sociale :

- financement et prélèvement sur tous les revenus (p. 2422).

Professions médicales et paramédicales :

- médecins (conventionnement, amendement du Gouvernement) (p. 2420, 2421).

Discussion des articles [22 juin 1989] :

Article 9 *(fixation d'un seuil minimal des dépenses de formation médicale continue dans les hôpitaux) :*

- *soutient* l'amendement n° 16 de M. Georges Hage (de suppression) : retiré (p. 2436).

Infirmiers et infirmières hospitaliers (classement en catégorie A) (p. 2436).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 796).

Première lecture :

Discussion des articles [5 et 6 octobre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 55 de M. Jacques Brunhes (déclaration des membres du Gouvernement et des responsables politiques sur leur situation patrimoniale dans les quinze jours suivant leur entrée en fonction) : rejeté (p. 3143).

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

- *défavorable* (p. 3146).

Article L. 52-5 du code électoral (obligation de créer une association électorale pour recueillir des dons) :

- *défavorable* à l'amendement n° 163 de M. Pierre Lequiller (instauration d'un agent électoral) (p. 3156) ;

- *son* amendement n° 57 (étend les formules juridiques permettant de recueillir des fonds) (p. 3158) : rejeté (p. 3161).

Article L. 52-6 du code électoral (statut de l'association électorale) :

- *son* amendement n° 58 (de conséquence) : adopté (p. 3164).

Article L. 52-7 du code électoral (réglementation des dons privés) :

- *soutient* l'amendement n° 59 de M. François Asensi (interdit le versement de toute contribution financière par une entreprise publique ou privée) : rejeté au scrutin public (p. 3174) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 167 de M. Pierre-André Wiltzer (plafonne l'ensemble des versements en espèces à 20 p. 100 des dépenses totales) (p. 3175) ;

- *son* amendement n° 63 (réduit le plafond de dépenses à 400 000 F pour les élections législatives) (p. 3181) : retiré (p. 3183).

Article L. 52-9 du code électoral (compte de campagne) :

- *son* amendement n° 66 soutenu par M. François Asensi (supprime l'obligation de transmettre les comptes à la commission nationale ; prévoit leur communication au Conseil constitutionnel ou aux autorités judiciaires) : rejeté (p. 3187) ;

- *son* amendement n° 67 (permet que les comptes de campagne soient consultés avant l'élection) (p. 3205) : rejeté (p. 3207).

Après l'article L. 52-9 du code électoral :

- *son* amendement n° 68 (prévoit une sanction financière lorsque le plafond est dépassé, sous forme d'un versement à l'Etat d'une somme égale aux dépenses supplémentaires) : retiré (p. 3207).

Article L. 52-10 du code électoral (commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques) :

- *son* amendement n° 69 (de suppression) (p. 3207) : rejeté (p. 3208) ;

- *favorable* à l'amendement n° 22 corrigé de la commission (de précision ; permet à la commission de faire appel à des officiers de police judiciaire pour mener des investigations) (p. 3210) ;

- *son* sous-amendement n° 195 (prévoit que les grandes formations politiques désignent chacune un membre au sein de la commission) à l'amendement n° 22 corrigé de la commission (p. 3209) : rejeté (p. 3210) ;

- *son* amendement n° 70 : devenu sans objet (p. 3210).

Article L. 52-11 du code électoral (réglementation de l'affichage) :

- *son* amendement n° 71 : devenu sans objet (p. 3212).

Après l'article 1er :

- *son* sous-amendement n° 199 (interdit pendant un an précédant l'élection tout affichage commercial) (p. 3224) à l'amendement n° 29 de la commission (interdit pendant les trois mois précédant l'élection tout affichage commercial) : rejeté (p. 3226) ;

- *son* sous-amendement n° 200 (étend l'interdiction à un an) à l'amendement n° 30 de la commission (interdit pendant les trois mois précédant l'élection toute publicité par voie de presse ou par tout moyen audiovisuel) : rejeté (p. 3226).

Article 2 *(sanctions pénales) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 190 du Gouvernement (modifie les sanctions et précise les incriminations) (p. 3227, 3228).

Après l'article 2 :

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de la commission (définit la procédure suivie par le juge de l'élection pour prononcer l'inégibilité) (p. 3231).

Article 3 *(inéligibilité) :*

- *défavorable* (p. 3232).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 106 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 3235) ;

- *son* amendement n° 75 (modifie la répartition des crédits en accordant les 2/3 de l'aide publique en fonction des résultats aux élections législatives) : devenu sans objet (p. 3236).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide financière publique) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 35 de la commission (précise que seuls sont pris en compte les résultats dans les circonscriptions dans lesquelles le parti a au moins obtenu 5 p. 100 des voix) (p. 3238) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 180 de M. Pierre Lequiller (précise que sont pris en compte dans la répartition les candidats ayant obtenu au moins 5 p. 100 des voix) (p. 3238).

Article 9 *(association de financement d'un parti politique) :*

- *défavorable* (p. 3240).

Article L. 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons des personnes physiques et des personnes morales) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 194 de M. Pierre Mazeaud (supprime le plafonnement des dons des personnes physiques) (p. 3247) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 160 de M. Pierre-André Wiltzer (inclut dans la liste des personnes morales qui ne sont pas autorisées à verser aux partis politiques les sociétés contrôlées par l'Etat et les casinos) (p. 3266) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 203 de M. Robert Savy (inclut dans la liste des personnes morales qui ne sont pas autorisées à verser aux partis politiques les sociétés contrôlées par l'Etat et les casinos) (p. 3266).

Article 11-5 de la loi du 11 mars 1988 (obligations comptables des partis politiques bénéficiaires de l'aide publique) :

- *son* amendement n° 78 (supprime l'obligation pour les partis politiques d'indiquer les sociétés dans lesquelles ils exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion) : rejeté (p. 3269) ;

- *son* amendement n° 79 (publication intégrale des comptes des partis au Journal officiel) : rejeté (p. 3269).

Article 12 *(information sur les marchés publics des communes) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 191 du Gouvernement (étend la transmission des pièces relatives aux marchés publics aux départements et aux régions ainsi qu'aux établissements publics territoriaux) (p. 3273, 3274).

Article 14 *(modification de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes) :*

- *soutient* l'amendement n° 83 de M. Jacques Brunhes (de suppression) : rejeté (p. 3276).

Article 15 *(déductibilité fiscale des dons consentis aux candidats d'un parti politique) :*

- *soutient* l'amendement n° 84 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 3276) : rejeté (p. 3277).

Après l'article 15 :

- *soutient* l'amendement n° 85 de M. François Asensi (impossibilité de secret défense pour les poursuites judiciaires pour crime ou délit) : rejeté (p. 3279).

Article 18 *(modification de l'article 168 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) :*

- *défavorable* (p. 3280).

Après l'article 18 :

- *défavorable* à l'amendement n° 52 de la commission (institue une peine d'exclusion des marchés publics de cinq ans à l'encontre des entreprises dont les versements aux partis excéderaient les plafonds fixés) (p. 3284).

Article 18 *(amnistie) :*

- *soutient* l'amendement n° 86 de M. Jacques Brunhes (de suppression) : adopté au scrutin public (p. 3287).

Explications de vote [6 octobre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 3293).

Campagnes électorales :

- financement ;

- commission nationale de contrôle des comptes de campagne (composition et mission) (p. 3293) ;

- transparence des ressources (p. 3293).

Partis politiques :

- financement ;

- financement et dons privés (p. 3293).

Vie publique (moralisation) (p. 3293).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 décembre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 6062).

Campagnes électorales : sanctions (régime) (p. 6061).

Financement et dons privés aux candidats et aux partis politiques : principe (p. 6061, 6062).

Partis politiques :

- financement public : principe (p. 6062) ;

- Parti communiste (transparence des ressources) (p. 6062) ;

- statut et liberté d'exercice (p. 6061).

Discussion des articles :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

Article L. 52-5 du code électoral (obligation de créer une association de financement électoral ou de désigner un mandataire financier pour recueillir des fonds) :

- *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (prévoit que le mandataire ne sera pas un intermédiaire obligatoire pour les dépenses électorales prises en charge directement par un parti politique) (p. 6068).

Article L. 52-7 du code électoral (réglementation des dons) :

- *son* amendement n° 1 corrigé (interdit le financement des campagnes électorales par toute entreprise) : rejeté (p. 6070).

Article 2 *bis* *(contentieux de l'élection) :*

- *son* amendement n° 3 corrigé (supprime les dispositions prévues à l'article L. 118-3 du code électoral relatives à la constatation par le juge de l'inéligibilité du candidat) : rejeté (p. 6078).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (prévoit que l'aide publique est répartie entre les partis politiques en fonction de leur représentation à l'Assemblée nationale) (p. 6079).

Article 9 *(collecte des dons consentis aux partis et groupements politiques) :*

Article 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons) :

- *son* amendement n° 2 corrigé (interdit le financement des partis politiques par les entreprises) (p. 6081) : rejeté (p. 6082).

Article 11-5 de la loi du 11 mars 1988 (obligations comptables des partis politiques bénéficiaires de l'aide publique) :

- *son* amendement n° 44 (prévoit que la consolidation des comptes des partis politiques exclut les sections locales) (p. 6083) : rejeté (p. 6084).

Après l'article 15 :

- *son* amendement n° 4 (prévoit que les dons effectués aux partis politiques bénéficient de l'exonération prévue à l'article 795 du code général des impôts relatif aux droits de mutation) : rejeté (p. 6084) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Michel (amnistie certaines infractions en relation avec le financement des campagnes électorales des partis politiques à l'exclusion de celles commises par un parlementaire national) (p. 6086).

Article 16 *(procédure applicable aux dons versés par les sociétés) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 41 de la commission (prévoit que les dons consentis par une société civile ou commerciale dans les conditions fixées par les articles 1er et 9 du projet de loi sont réputés conformes à l'objet social) (p. 6087).

Explications de vote :

Vie politique (moralisation) (p. 6089).

Vote contre du groupe communiste (p. 6089).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis politiques et des campagnes électorales (p. 6829).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [19 décembre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis politiques et des campagnes électorales (p. 6829).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis politiques et des campagnes électorales (p. 6973, 6974).

Sénat (vote relatif au texte adopté par la commission mixte paritaire) (p. 6973).

Vie politique (transparence et moralisation) (p. 6974).

Discussion des articles [21 décembre 1989] :

Article 15 *bis* *(amnistie de certaines infractions liées au financement des campagnes électorales et des partis politiques) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de la commission (amnistie certaines infractions liées au financement des campagnes électorales ou des partis politiques à l'exclusion de celles commises par un parlementaire national) (p. 6978).

- Projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 787).

Première lecture :

Discussion des articles [6 octobre 1989] :

Article 1er *(nouvelles dispositions applicables à la campagne pour l'élection présidentielle) :*

- *son* amendement n° 6 (impose une déclaration patrimoniale pour tous les candidats à l'élection présidentielle 15 jours avant le premier tour) (p. 3294) : rejeté (p. 3295).

Après l'article 4 :

- *son* amendement n° 8 (impose que chaque candidat aux élections législatives établisse une déclaration sur leurs liens avec toute entreprise) : rejeté (p. 3296) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de M. François Asensi (prévoit que le Bureau assure la publication des déclarations au *Journal officiel) :* rejeté (p. 3296) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de M. François Asensi (prévoit que le Président de l'Assemblée nationale peut demander l'établissement d'un nouveau rapport sur la situation patrimoniale des députés) : rejeté (p. 3296) ;

- *soutient* l'amendement n° 10 de M. François Asensi (abroge l'article L.O. 135-2 du code électoral) : rejeté (p. 3296).

- Projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal (n° 693).

Première lecture :

Discussion de l'article unique et annexe [11 et 12 octobre 1989] :

Article 121-2 du code pénal (responsabilité pénale des personnes morales) :

- *défavorable* (p. 3408) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 196 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 3413) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 23 de la commission (prévoit que le principe de la responsabilité des personnes morales ne s'applique pas à l'Etat) (p. 3424) ;

- *soutient* l'amendement n° 150 de M. François Asensi (pose le principe de la responsabilité pénale des personnes morales uniquement pour les sociétés commerciales) (p. 3420) : devenu sans objet (p. 3425).

Article 122-1 du code pénal (irresponsabilité pénale ou atténuation de la responsabilité pénale en cas de troubles mentaux) (p. 3433) :

- *défavorable* à l'amendement n° 137 de M. José Rossi (prévoit de confier à la juridiction la décision de placement et à une commission tripartite le pouvoir de statuer sur la sortie du malade) (p. 3435) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de la commission (prévoit de confier à une commission tripartite le pouvoir de statuer sur la sortie du malade) (p. 3435).

Article 122-4 du code pénal (irresponsabilité pénale en cas de légitime défense) :

- *ses observations* (p. 3438).

Après l'article 122-4 du code pénal :

- *soutient* le sous-amendement n° 185 de M. Jacques Brunhes (supprime le deuxième alinéa de l'amendement qui réintroduit la définition de la proportionnalité nécessaire à la défense d'un bien) à l'amendement n° 37 de la commission (clarification formelle) : rejeté (p. 3442).

Article 131-1 du code pénal (échelle des peines criminelles) :

- *son* amendement n° 155 soutenu par M. François Asensi (prévoit une réclusion criminelle de vingt-cinq ans au maximum) (p. 3456) ; rejeté (p. 3457) ;

- *son* amendement n° 156 soutenu par M. François Asensi (supprime la réclusion de trente ans) (p. 3457) ; rejeté (p. 3458).

Article 131-7 du code pénal (peine de travail d'intérêt général) :

- *son* amendement n° 157 (prévoit que la peine de travail d'intérêt général peut être prononcée en l'absence du prévenu) : rejeté (p. 3468).

Article 131-26 du code pénal (interdiction d'exercer une fonction publique ou une activité professionnelle ou sociale) :

- *son* sous-amendement n° 259 (limite les cas de suspension de l'activité professionnelle) à l'amendement n° 244 du Gouvernement (rédactionnel) : rejeté (p. 3475) ;

- *son* amendement n° 159 (prévoit que l'interdiction n'est pas applicable en matière de droit du travail) : devenu sans objet (p. 3475).

Article 131-29 du code pénal (interdiction de séjour) :

- *son* amendement n° 160 soutenu par M. François Asensi (de suppression) : rejeté (p. 3476).

Article 132-34 du code pénal (révocation du sursis simple) :

- *son* amendement n° 164 soutenu par M. François Asensi (assortit la dispense de révocation ainsi que la révocation d'une décision spéciale et motivée) : rejeté (p. 3516).

Article 132-69 du code pénal (bande organisée) :

- *son* amendement n° 169 soutenu par M. François Asensi (de suppression) : rejeté (p. 3525).

Article 133-9 du code pénal (effets de l'amnistie à l'égard du condamné) :

- *son* amendement n° 170 soutenu par M. François Asensi (précise que l'amnistie entraîne remise de toutes les peines principales, accessoires ou complémentaires ainsi que de toutes incapacités ou déchéances) : rejeté (p. 3527).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Collectivités locales : subventions versées (p. 4775).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 4775) ;

- Nouvelle-Calédonie :

- généralités (p. 4775).

- amnistie (p. 4775).

Politique économique : Fonds d'intervention dans les départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 4775).

Politique sociale : égalité sociale (p. 4775).

Solidarité, santé et protection sociale. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [10 novembre 1989] :

Hôpitaux et cliniques :

- hôpitaux (p. 4921) ;

- hospices (p. 4922).

Professions médicales :

- fonction publique hospitalière (p. 4921) ;

- médecine libérale (conventionnement) (p. 4922) ;

- pratiques médicales (évaluation) (p. 4922).

Santé publique :

- médecine scolaire (p. 4921) ;

- prévention (p. 4921) ;

- Sida (p. 4921).

Sécurité sociale :

- assurance vieillesse (p. 4922) ;

- financement (p. 4921, 4922).

Intention de vote contre du groupe communiste (p. 4921).

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1989] :

Administration pénitentiaire :

- détenus : réinsertion (p. 5130) ;

- établissements pénitentiaires : programme d'équipement (p. 5130).

Code pénal : réforme (p. 5131).

Education surveillée (p. 5130).

Fonctionnement de la justice :

- aide judiciaire (p. 5131) ;

- modernisation (p. 5130).

Magistrature : effectifs (création d'emplois) (p. 5130).

Ministère : crédits (p. 5130).

Procédures civile et pénale (réforme) (p. 5131).

Professions juridiques et judiciaires (réforme) (p. 5131).

Tribunaux :

- greffes (p. 5130) ;

- médiation (p. 5131).

Intention de vote du groupe communiste (p. 5131).

- Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise au traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954 (ensemble une annexe) (n° 993).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 novembre 1989] :

Affaires étrangères :

- Europe de l'Est (évolution) (p. 5713) ;

- République fédérale d'Allemagne (et réunification de l'Allemagne) (p. 5712, 5713).

Communautés européennes (processus d'intégration européenne) (p. 5712).

Défense :

- O.T.A.N. et Alliance Atlantique (p. 5712) ;

- désarmement (p. 5712).

Union de l'Europe occidentale (U.E.O) : relance (et plate-forme de la Haye) (p. 5712).

- Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances (n° 912).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 novembre 1989] :

Généralités :

- activités du secteur des assurances ;

- capitalisme et lois « du profit » (p. 5730) ;

- chiffre d'affaires et bénéfices (p. 5729) ;

- évolution (p. 5729) ;
- placements et épargne (p. 5729) ;
- structures ;
- mutuelles (p. 5730) ;
- restructuration (p. 5729, 5730) ;
- secteur privé (p. 5729) ;
- secteur public (ouverture du capital) (p. 5730).

Assurance de protection juridique (p. 5729).

Assurance dommages :
- libre prestation de services (p. 5729) ;
- sélection des risques (p. 5729).

Assurance vie et capitalisation : généralités (p. 5729).

Assurés (protection) (p. 5732, 5733).

Communautés européennes :
- concurrence européenne (p. 5730) ;
- juridictions françaises (dessaisissement) (p. 5729).

Professions et personnels des assurances : salariés (p. 5729).

Discussion des articles [29 et 30 novembre 1989] :

Article 3 *(détermination de la loi applicable au contrat) :*

- *ses observations* (p. 5737).

Vote contre du groupe communiste (p. 5737) :

- *son* amendement n° 102 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 5736) : rejeté (p. 5737).

Article L. 181-1 du code des assurances (critères de la loi applicable) :

- *son* amendement n° 103 de M. Gilbert Millet (de suppression) : rejeté (p. 5737).

Article 5 *(information du souscripteur d'un contrat d'assurance maritime en libre prestation de services) :*

Abstention du groupe communiste (p. 5738).

Article L. 127-4 du code des assurances (règlement des désaccords entre l'assureur et l'assuré) :

- *son* amendement n° 105 (donne à l'assuré la possibilité de se faire rembourser pour tous les frais engagés même si le montant dépasse celui de la garantie) : rejeté (p. 5740).

Article 6 *bis* *(modalités de gestion de l'assurance de protection juridique) :*

- *son* amendement n° 106 de M. Gilbert Millet soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 5740) : rejeté (p. 5741).

Article 8 *(droit des parties du contrat d'assurance. information préalable du souscripteur) :*

- *son* amendement n° 107 (rend obligatoire la fourniture par l'assureur d'une fiche d'information sur le prix et les garanties avant la conclusion du contrat) : adopté (p. 5741).

Article 9 *(déclaration des risques par l'assuré) :*

- *son* amendement n° 109 (précise que les contrats doivent être écrits en français) : adopté (p. 5742).

Article 10 *(obligations de l'assuré envers l'assureur) :*

- *son* amendement n° 110 corrigé soutenu par M. Jean-Pierre Brard (porte de dix à trente jours le délai pendant lequel l'assuré doit notifier à l'assureur les circonstances nouvelles qui, en cours de contrat, modifient les risques) : adopté après rectification sur la proposition de la commission (délai de quinze jours) (p. 5743).

Article 11 *(incidences des modifications des risques en cours de contrat) :*

- *son* amendement n° 111 (de suppression) : rejeté (p. 5755).

Article 15 *(délai de prescription des actions en assurance vie) :*

- *son* amendement n° 112 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (porte la prescription à 30 ans) : rejeté (p. 5757).

Article 16 *(régime du contrat d'assurance de groupe) :*

- *son* amendement n° 113 (de suppression) : rejeté (p. 5758).

Après l'article L. 140-5 du code des assurances :

- *ses observations* sur l'amendement n° 181 de M. Gilles de Robien (pose les conditions dans lesquelles l'assureur est tenu de prendre en charge les suites de maladies contractées antérieurement à l'adhésion) (p. 5761).

Réponses du rapporteur et du membre du Gouvernement (brièveté) (p. 5761).

Article 17 *(Conseil national des assurances) :*

Article L. 411-1 du code des assurances (composition du Conseil national des assurances) :

- *son* amendement n° 114 rectifié soutenu par M. Jean-Pierre Brard (prévoit une représentation pour un tiers des assurés, un tiers du personnel des assurances et un tiers du Parlement, de l'Etat et des assurances) (p. 5763) : rejeté (p. 5765) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 159 du Gouvernement (institue trois comités au sein du Conseil national des assurances) (p. 5769).

Article 19 A *(agrément des entreprises étrangères) :*

- *son* amendement n° 116 (de suppression) : rejeté (p. 5772).

Article 19 B *(agrément de libre prestation de services pour les entreprises étrangères concernant des risques de masse) :*

- *son* amendement n° 117 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : rejeté (p. 5773).

Article 19 *bis* *(comité des entreprises d'assurance) :*

- *son* amendement n° 118 (de suppression) : adopté (p. 5774).

Article 19 *ter* *(agrément spécial des entreprises étrangères non communautaires) :*

- *son* amendement n° 119 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (prévoit que toutes les entreprises, même celles de la Communauté européenne, ne peuvent pratiquer des opérations sur le territoire national sans l'obtention d'un agrément spécial) : rejeté (p. 5775).

Article 20 *(retrait de l'agrément administratif) :*

- *son* amendement n° 120 (de suppression) (p. 5775) : rejeté (p. 5776).

Article 21 *(comptes consolidés des entreprises d'assurance) :*

- *son* amendement n° 121 (de suppression) : rejeté (p. 5777).

Article 22 *(définition juridique des sociétés d'assurance mutuelle) :*

- *son* amendement n° 146 rectifié soutenu par M. Jean-Pierre Brard (remplace la notion de « société d'assurance mutuelle » par celle de « société d'assurance » afin d'éviter toute confusion avec les mutuelles régies par le code de la mutualité) : rejeté (p. 5779).

Article 24 *(unions et autres formes de sociétés d'assurance mutuelle) :*

- *son* amendement n° 123 (de suppression) (p. 5780) : rejeté (p. 5781).

Article 25 A *(contrôle des documents d'assurance) :*

- *son* amendement n° 125 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : rejeté (p. 5781).

Article 25 *(commission de contrôle des assurances) :*

Article L. 310-12 du code des assurances (compétences et composition de la commission de contrôle des assurances) :

- *son* amendement n° 124 (de suppression) : rejeté (p. 5783).

Article 1er (précédemment réservé) *(libre prestation de services et coassurance communautaire en assurance de dommages) :*

- *soutient* l'amendement n° 101 de M. Jacques Brunhes (de suppression) : rejeté (p. 5788).

Article L. 351-10 du code des assurances (transfert de portefeuille de contrats) :

- *son* amendement n° 160 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 5788) : rejeté (p. 5789).

Article L. 351-11 du code des assurances (transfert de portefeuille de contrats) :

- *son* amendement n° 161 (de suppression) : rejeté (p. 5789).

Article L. 351-12 du code des assurances (transfert de portefeuille de contrats) :

- *son* amendement n° 162 (de suppression) : rejeté (p. 5789).

Article L. 351-13 du code des assurances (transfert de portefeuille de contrats) :

- *son* amendement n° 163 (de suppression) : rejeté (p. 5789).

Article 28 *(délit d'entrave) :*

- *son* amendement n° 126 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (augmente le taux des amendes) : rejeté (p. 5790).

Article 28 *(modifications des règles applicables aux entreprises nationales d'assurance) :*

- *son* amendement n° 127 (de suppression) (p. 5794) : rejeté (p. 5795).

Article 29 *(droit des parties en cas de redressement ou de liquidation judiciaire) :*

- *son* amendement n° 128 (supprime les dispositions qui prévoient qu'en cas de liquidation judiciaire les contrats détenus par l'entreprise sont soumis aux articles L. 326-12 et L. 326-13) : rejeté (p. 5795).

Article 30 *bis* *(exonération de la taxe sur les conventions d'assurance pour les contrats d'assurance sur la vie) :*

- *son* amendement n° 130 (de suppression) : adopté (p. 5797).

Article 31 *(statut des entreprises d'assurance) :*

- *son* amendement n° 131 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : rejeté (p. 5797).

Article 35 *(abrogation de dispositions diverses) :*

- *son* amendement n° 132 (supprime le chapitre unique du titre VI du livre Ier relatif aux assurances sur la vie en temps de guerre) : rejeté (p. 5803) ;

- *son* amendement n° 133 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (supprime le deuxième alinéa du présent article abrogeant divers articles du code des assurances) : rejeté (p. 5803).

Article 36 *(abrogation de dispositions diverses) :*

- *son* amendement n° 135 (de suppression) : rejeté (p. 5804).

Article 36 *bis* *(coordination) :*

- *son* amendement n° 136 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : rejeté (p. 5805).

Article 37 *(suppression de compétences diverses du Conseil national des assurances) :*

- *son* amendement n° 137 (de suppression) : rejeté (p. 5805).

Article 38 *(mesure d'ordre) :*

- *son* amendement n° 138 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : rejeté (p. 5805).

Article 39 *(paiement des primes d'assurance sur la vie) :*

- *son* amendement n° 139 (de suppression) (p. 5805) : rejeté (p. 5806).

Article 41 *(coordination relative aux sociétés d'assurance mutuelle) :*

- *son* amendement n° 141 (de suppression) : rejeté (p. 5806).

Article 42 *(dispense d'agrément des opérations d'acceptation en réassurance) :*

- *son* amendement n° 142 (de suppression) : rejeté (p. 5806).

Article 44 *(transfert de portefeuille) :*

- *son* amendement n° 143 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : rejeté (p. 5807).

Article 45 *(déclarations ou dissimulations frauduleuses à la commission de contrôle) :*

- *son* amendement n° 144 (de suppression) : rejeté (p. 5807).

Explications de vote :

Assurés (protection) (p. 5808).

Capitalisme et lois du profit (p. 5808).

Communautés européennes (concurrence) (p. 5808).

Vote contre du groupe communiste (p. 5808).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er décembre 1989] :

Hôpitaux et cliniques : personnels hospitaliers :

- recrutement par concours internes (p. 5838).

Professions médicales :

- études médicales (et internat) (p. 5838) ;

- médecine libérale (conventionnement) (p. 5839) ;

- validations de diplômes de docteur en médecine (p. 5838).

Discussion des articles [1er décembre 1989] :

Après l'article 8 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (précise le régime de l'aide médicale) (p. 5857).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Discussion des articles [7 décembre 1989] :

Article 3 *(pouvoirs de la commission) :*

- *ses* amendements nos 127 et 128 : devenus sans objet (p. 6122).

Article 8 C *(débiteur de mauvaise foi) :*

- *son* amendement n° 144 soutenu par M. Jacques Brunhes (de suppression) : rejeté (p. 6149).

Article 9 ter *(délai de rétractation en matière d'achat de logement neuf) :*

- *son* amendement n° 145 soutenu par M. Jacques Brunhes (prolonge le délai de réflexion de sept jours à un mois) : rejeté (p. 6156).

Article 10 *bis* *(fichier national des incidents de paiement) :*

- *son* amendement n° 146 (de suppression) : rejeté (p. 6162).

- Rappel au règlement (art. 58) : droits du Parlement ; utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale [19 décembre 1989] (p. 6821).

- Rappel au règlement : convention médicale ; usage de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [19 décembre 1989] (p. 6849).

- Projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (n° 650).

Commission mixte paritaire :

Explications de vote [19 décembre 1989] :

Vote contre du groupe communiste (p. 6856).

- Projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer (n° 1009).

Deuxième lecture :

Explications de vote [20 décembre 1989] :

Vote contre du groupe communiste (p. 6923).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Lecture définitive :

Discussion des articles [20 décembre 1989] :

Article 33 *(définition et modalités de prise en compte des revenus professionnels) :*

Abstention du groupe communiste (p. 6924).

- Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964).

Lecture définitive [20 décembre 1989] :

Vote pour du groupe communiste (p. 6925).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [20 décembre 1989] :

Abstention du groupe communiste (p. 6926).

- Motion de censure déposée par MM. Bernard Pons, Pierre Méhaignerie, Charles Millon et 118 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 19 décembre 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [21 décembre 1989] :

Gouvernement :

- article 49-3 de la Constitution (utilisation) (p. 6989) ;
- attitude à l'égard du Parlement (p. 6989).

Professions médicales :

- conventionnement (séparation des médecins généralistes et des spécialistes) (p. 6989, 6991, 6992) ;
- études médicales (p. 6991) ;
- exercice libéral (p. 6992).

Santé publique :

- droit à la santé (p. 6991, 6992) ;
- égalité d'accès aux soins (p. 6990, 6991) ;
- médecine d'urgence (p. 6992) ;
- prévention (p. 6992).

Sécurité sociale :

- conditions d'examen du projet de loi (utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution) (p. 6989) ;
- dépenses de santé (maîtrise) (p. 6991, 6992) ;
- financement (p. 6993) ;
- « plans » de sauvetage (historique) (p. 6991).

Abstention du groupe communiste (p. 6990).

MILLON (Charles)

Député de l'Ain

(3e circonscription)

U.D.F.

Président du groupe U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310). Président de ce groupe [*J.O.* du 29 septembre 1989] (p. 12665).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission de contrôle de la gestion du fonds d'action sociale (n° 1126)** [18 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation dans les pays de l'Est : Europe de l'Est ; République démocratique d'Allemagne ; réunification ; Hongrie ; Pologne ; U.R.S.S. [11 octobre 1989] (p. 3390, 3391, 3392).

- Liban : voyage à Beyrouth de parlementaires des trois groupes de l'opposition ; accords de Taëf ; élection d'un nouveau président de la république ; action de la France [29 novembre 1989] (p. 5699, 5700).

INTERVENTIONS

- Rappel au règlement : propos inacceptables de M. Boucheron (Ille-et-Vilaine) à l'égard de M. Daniel Colin lors de la discussion du projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire [4 octobre 1989] (p. 3102).

- Motion de censure déposée par MM. Charles Millon, Bernard Pons, Pierre Méhaignerie et 113 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution le 17 novembre 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [20 novembre 1989] :

Collectivités locales (décentralisation et dotation globale de fonctionnement) : (p. 5393, 5395).

Communautés européennes :

- harmonisation fiscale (p. 5393) ;
- marché unique (p. 5394, 5395).

Défense (p. 5395).

Education et formation professionnelle (p. 5393, 5394).

Enseignement supérieur (p. 5393, 5394).

Entreprises :

- impôts et taxes (p. 5393) ;
- profits (p. 5398).

Entreprises publiques (financement et holdings publics) (p. 5394).

Etrangers (immigration) (p. 5395).

Europe de l'Est :

- généralités (p. 5394, 5395) ;
- politique française (p. 5395).

Finances publiques (dépenses) (p. 5393).

Fonction publique :

- conflits sociaux (« et méthode Rocard ») (p. 5394) ;
- effectifs (p. 5393) ;
- pouvoir d'achat (p. 5393) ;
- réforme (p. 5394).

Gouvernement :

- dialogue avec l'opposition (et ouverture) (p. 5392) ;
- engagement de responsabilité (art. 49, alinéa 3, de la Constitution) (p. 5391, 5392) ;
- politique générale (et réformes entreprises) (p. 5392, 5396) ;
- Rocard Michel (personnalité du Premier ministre) (p. 5392).

Impôts sur la fortune et le patrimoine (p. 5393).

Partis politiques :

- opposition (p. 5392) ;
- parti socialiste et majorité (p. 5391, 5392, 5393, 5395).

Président de la République (engagements) (p. 5393, 5394, 5395).

Taxe sur la valeur ajoutée (p. 5393).

- Rappel au règlement : utilisation de la procédure de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; amendement sur le conventionnement des médecins [19 décembre 1989] (p. 6854, 6855).

MIOSSEC (Charles)

Député du Finistère

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Indexation des recettes des collectivités locales : dotation globale de fonctionnement ; indexation sur les recettes de la TVA [24 mai 1989] (p. 1168, 1169, 1170).

orales sans débat :

- n° 141 posée le 21 juin 1989 : **enseignement privé (enseignement secondaire : Bretagne) :** fonctionnement ; enseignement technique (p. 2368).

MIQUEU (Claude)

Député des Hautes-Pyrénées

(3e circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

à un ministre :

- Industrie [8 juin 1989] :

Mines et carrières : carrières : passage du régime minier au régime des installations classées (p. 1881).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel et débat sur cette déclaration (n° 851).

Principaux thèmes développés [9 mai 1989] :

Audiovisuel (généralités) :

- collectivités locales (salles multimédias) (p. 693).

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 mai 1989] :

« Réagir » (opérations) (p. 740, 741).

Réseau routier et autoroutier (amélioration et résorption des points noirs) (p. 740).

Sécurité routière (politique générale) (p. 740, 741).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Agriculture biologique (p. 4220).

Sécheresse (gestion des crédits au niveau régional) (p. 4220).

Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1989] :

Industrie : groupement des industries de l'armement terrestre (G.I.A.T.) (p. 4858).

Organismes : Centre de recherches et d'initiatives pour le développement local (C.R.I.D.E.L.) (p. 4858).

Parlement (organisation d'un débat sur l'aménagement du territoire) (p. 4858).

Politique économique (développement local) (p. 4858).

Transports :

- communications routières et ferroviaires (p. 4858) ;

- liaisons transpyrénéennes (p. 4858).

- Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T) (n° 984).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1989] :

Aménagement du territoire (p. 6209, 6210).

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) :

- service de régie directe : contraintes imposées (p. 6209).

Son vote à titre personnel : abstention (p. 6210).

MITTERRAND (Gilbert)

Député de la Gironde

(10e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

MOCŒUR (Marcel)

Député de la Haute-Vienne

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Sauvegarde de l'emploi à la C.O.G.E.M.A. : minerais et métaux : uranium ; C.O.G.E.M.A. ; emploi et activité ; indépendance énergétique de la France ; effectifs de personnel [22 novembre 1989] (p. 5490, 5491).

orales sans débat :

- n° 77 posée le 18 avril 1989 : **justice (conseils de prud'hommes : Haute-Vienne)** (p. 278). Appelée le 21 avril 1989 : Limoges ; fonctionnement et moyens matériels (p. 375, 376).

- n° 179 posée le 21 novembre 1989 : **minerais et métaux (entreprises : Haute-Vienne) :** C.O.G.E.M.A. ; mines d'uranium ; emploi et activité (p. 5470, 5471). Retirée le 23 novembre 1989.

MONJALON (Guy)

Député de la Vienne

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

MONTCHARMONT (Gabriel)

Député du Rhône

(11e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole, à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

Aménagement foncier et contrôle des structures :

- décentralisation et assouplissement (p. 2711) ;

- schéma départemental des structures agricoles (élaboration) (p. 2711).

Généralités (situation économique et démographique de l'agriculture) (p. 2710, 2711).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Logement social : fongibilité des aides (p. 4326).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Communautés européennes (livre vert des postes et livre vert des télécommunications) (p. 5115).

Postes : zones rurales (bureaux de poste) (p. 5116).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Discussion des articles [7 décembre 1989] :

Article 10 *quater* *(obligation de remise d'une nouvelle offre préalable en cas de modification des conditions d'obtention d'un prêt) :*

- *son* amendement n° 147 : devenu sans objet (p. 6167).

MONTDARGENT (Robert)

Député du Val-d'Oise

(5e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres et un protocole) (n° 988) [9 novembre 1989].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **réglementer** strictement les **saisies et les ventes judiciaires (n° 697)** [18 avril 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 988) adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un **accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres et un protocole) **(n° 1027)** [23 novembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Avenir de l'aéronautique française et de l'entreprise Dassault : plan de charge de la société Dassault ; menaces sur plusieurs sites d'emploi [3 mai 1989] (p. 644, 645).

- Situation en Europe : Europe de l'Est ; libéralisation ; conséquences ; démilitarisation de la France [15 novembre 1989] (p. 5154, 5155).

à un ministre :

- Communautés européennes [29 juin 1989] :

Charte des droits sociaux (p. 2614, 1615).

Turquie : demande d'adhésion à la C.E.E. (p. 2614).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur la politique de coopération de la France à l'étranger et débat sur cette déclaration (n° 627).

Principaux thèmes développés [20 avril 1989] :

Afrique (p. 352, 353).

Aides : aide publique au développement (contrôle parlementaire) (p. 353).

Ajustements structurels (politique) (p. 353, 354).

Armement (réductions des dépenses) (p. 353).

Communauté européenne (aide) (p. 353, 354).

Coopération : politique et stratégie (p. 353).

Dette du tiers monde (p. 352, 353).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 353).

Fonds et fondations :

- fonds d'aide et de coopération (F.A.C) (p. 353) ;

- fonds monétaire international (F.M.I) et Banque mondiale (p. 353, 354).

Lomé (accords) (p. 354).

Matières premières (cours) et STABEX (p. 352).

Organisations non gouvernementales (O.N.G) (rôle des -) (p. 353).

Prêts (p. 353).

Projets et propositions de loi :

- proposition de loi communiste (p. 353) ;

- proposition de loi pour la survie et le développement (p. 353).

Santé publique : mortalité infantile (p. 353).

Secteur privé : profits faits (p. 353).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe) et de deux protocoles, l'un relatif aux zones protégées ainsi qu'à la faune et à la flore sauvages dans la région de l'Afrique orientale (ensemble quatre annexes), l'autre relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution des mers en cas de situation critique dans la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe) (n° 541).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [27 avril 1989] :

Afrique orientale (exposition aux risques de pollution) (p. 552).

Convention de Nairobi et protocoles :

- ratification (p. 552).

Défense nationale (réserve de la France afin de ne pas mettre en cause les missions) (p. 552).

Nucléaire (expérimentation) (p. 552, 553).

Ressources naturelles (gestion dans le respect de l'environnement) (p. 552).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 1er *(mission du système éducatif) :*

- *son* amendement n° 56 (affirme le caractère complémentaire des activités périscolaires) : adopté (p. 1959) ;

- *soutient* l'amendement n° 57 de M. Guy Hermier (prévoit que l'A.F.P.A., les centres de formation des entreprises et l'université, en coopération avec l'éducation nationale et les comités d'entreprise, participent à un plan d'urgence de formation des jeunes et des travailleurs sans qualification) (p. 1960) : rejeté (p. 1961).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle - Interpol - relatif à la protection sociale des agents de l'organisation employés sur le territoire français (n° 741).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1989] :

Organisation internationale de police criminelle (Interpol) :

- accords de siège (p. 2625) ;

- attitude face au nazisme (p. 2625).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada (n° 742).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1989] :

Extradition (adaptation de la convention de 1876) (p. 2627).

Politique extérieure : relations de la France et du Canada (p. 2627).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Aviation civile et météorologie ; Budget annexe de la navigation aérienne. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [31 octobre 1989] :

Aviation civile : industrie aéronautique (Airbus) (p. 4389, 4395, 4396).

Affaires étrangères. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [7 novembre 1989] :

Coopération et développement : Europe de l'Est (Pologne) (p. 4666).

Défense (p. 4665).

Désarmement (p. 4665).

Droits de l'homme (p. 4666).

Europe : Centre Europe et Allemagne (p. 4666).

Francophonie : politique télévisuelle extérieure (T.V. 5) (p. 4666).

Relations internationales :

- Afrique du Sud (p. 4666) ;

- Cambodge (p. 4666) ;

- Israël / Palestine (p. 4666) ;

- Liban (p. 4665, 4666) ;

- relations Est-Ouest (p. 4665).

Intention de vote contre du groupe communiste (p. 4666).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres et un protocole) (n° 988).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1989] :

Accord du 5 avril 1989 (p. 5571).

Arbitrage international (p. 5571).

Europe de l'Est (p. 5570).

Politique économique (investissements) (p. 5571).

Relations franco-bulgares (p. 5571).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1022).

Première lecture :

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils - ouvertures) :*

Musique (tarifs pratiqués par les conservatoires) (p. 5914).

MORA (Christiane)

Député d'Indre-et-Loire

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

MOREAU (Louise)

Député des Alpes-Maritimes

(8e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (commerce extérieur) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord international sur l'utilisation des stations terriennes INMARSAT de navires dans les limites de la mer territoriale et des ports (n° 985) [9 novembre 1989].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation des amendements à la convention du 3 septembre 1976 portant création de l'organisationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT), et des amendements à l'accord d'exploitation du 3 septembre 1976 relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites (INMARSAT) (n° 986) [9 novembre 1989].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation des amendements à la convention du 3 septembre 1976 portant création de l'organisationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT), et des amendements à l'accord d'exploitation du 3 septembre 1976 relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites (INMARSAT) (n° 987) [9 novembre 1989].

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome VII : **commerce extérieur (n° 922)** [12 octobre 1989].

Rapport (n° 1072) [7 décembre 1989], fait au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

1° (n° 985) autorisant l'approbation d'un **accord international** sur l'utilisation des stations terriennes **INMARSAT** de navires dans les **limites de la mer territoriale et des ports ;**

2° (n° 986) autorisant l'**approbation** des amendements à la **convention du 3 septembre 1976** portant **création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et des amendements à l'accord d'exploitation du 3 septembre 1976** relatif à l'**Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) ;**

3° (n° 987) autorisant l'**approbation** des amendements à la **convention du 3 septembre 1976** portant **création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et des amendements à l'accord d'exploitation du 3 septembre 1976** relatif à l'**Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT).**

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Culture islamique et émancipation de la femme : politique à l'égard des femmes ; statut de la femme dans la culture islamique ; intégration des immigrés ; laïcité de l'Etat [8 novembre 1989] (p. 4751, 4752, 4753).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération et développement. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1989] :

Afrique et pays de la zone franc (p. 4020).

Aides :

- publique au développement (crédits et pourcentage par rapport au P.I.B.) (p. 4020, 4021).

Coopération :

- technique (crédits ; modalités de financement ; réinsertion des assistants techniques) (p. 4021).

Coopération décentralisée et organisations non gouvernementales (O.N.G.) (p. 4021).

Dette (mesures d'annulation) (p. 4020, 4021).

Education et formation (p. 4021).

Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) (p. 4021).

Intention d'abstention du groupe U.D.F. (p. 4021).

Commerce extérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [6 novembre 1989] :

Balance commerciale :

- déficit (p. 4579) ;

- par pays ou zone ;

- généralités (p. 4579) ;

- Europe de l'Est (p. 4579) ;

- par secteur ;

- agroalimentaire (p. 4579) ;

- industrie : biens d'équipement (importation) (p. 4579).

Entreprises : P.M.E.-P.M.I. (p. 4579). G.A.T.T. (et « Uruguay Round ») (p. 4579).

Ministère du commerce extérieur :

- actions entreprises ;

- charte nationale de l'exportation (p. 4579).

- formation des vendeurs (p. 4579) ;

- information des entreprises (p. 4579) ;

- crédits : avis défavorables (commission des affaires étrangères) (p. 4579) ;

- organismes et structures ;

- Agence pour la coopération technique, industrielle et commerciale (p. 4579) ;

- Centre français du commerce extérieur (p. 4579) ;

- Centres binationaux de formation au commerce extérieur (p. 4579) ;

- Comité français des manifestations économiques à l'étranger (p. 4579) ;

- M.I.T.I. (transposition en France) (p. 4579).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Espace : programme Spot 4 (p. 5107).

Télécommunications : satellites de télévision directe (T.D.F. 1 - T.D.F. 2) (p. 5113).

MOUTOUSSAMY (Ernest)

Député de la Guadeloupe

(2e circonscription)

Apparenté communiste

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à étendre aux départements et territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 603) [11 mai 1989] (p. 819).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **étendre aux départements et territoires d'outre-mer** les dispositions de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l' **indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 603)** [18 avril 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Indemnisation des victimes du cyclone de la Guadeloupe : effort d'indemnisation et de reconstruction mené par le Gouvernement [8 novembre 1989] (p. 4763, 4764).

à un ministre :

- Industrie [8 juin 1989] :

D.O.M.-T.O.M. : Guadeloupe : usines sucrières (p. 1881).

orales sans débat :

- n° 119 posée le 6 juin 1989 : **D.O.M. -T.O.M. (Guadeloupe : tourisme et loisirs)** (p. 1801). Appelée le 9 juin 1989 : Saint-François ; PACT ; financement ; aides de l'Etat (p. 1947, 1948).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471).

Première lecture :

Discussion des articles [4 avril 1989] :

Après l'article 3 :

- *son* amendement n° 10 soutenu par M. Jacques Brunhes (amnistie des faits commis par les indépendantistes guadeloupéens, à l'exception des crimes de sang) (p. 30) : rejeté (p. 31).

- Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 mai 1989] :

Article 8 *(dispositions relatives à la détention provisoire des mineurs)* :

- *son* amendement n° 30 soutenu par M. François Asensi (supprime toute détention provisoire pour les mineurs par l'abrogation de l'article 11 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) : rejeté (p. 623).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 665).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* amendement n° 11 soutenu par M. Paul Lombard (propose l'organisation d'une journée annuelle d'information et d'action contre le racisme) : rejeté (p. 1397).

Après l'article 17 :

- *son* amendement n° 36 soutenu par M. Louis Pierna (de précision) : retiré (p. 1668).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

Amnistie : effets politiques (p. 1755, 1756).

Décolonisation (p. 1755).

Départements et territoires d'outre-mer :

- construction européenne (p. 1756) ;

- développement (p. 1755, 1756) ;

- identité des D.O.M (p. 1755, 1756) ;

- intérêt géo-stratégique (p. 1756).

Discussion des articles [5 juin 1989] :

Après l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Debré (étend le bénéfice de l'amnistie aux infractions commises par les représentants des forces de l'ordre) (p. 1769).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première partie, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Communautés européennes : généralités (p. 4785).

Départements et territoires d'outre-mer : Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 4785).

MOYNE-BRESSAND (Alain)

Député de l'Isère

(6e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à rétablir en France métropolitaine un régime horaire conforme aux exigences de la situation géographique de notre pays (n° 453) [1er juin 1989] (p. 1529).

N

NALLET (Henri)

Ministre de l'agriculture et de la forêt

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- *Gouzes (Gérard)* : négociations du G.A.T.T. : élimination à terme des aides à l'agriculture : préparation de l'Uruguay Round ; négociations du G.A.T.T. sur les soutiens à l'agriculture [5 avril 1989] (p. 41).

- *Guellec (Ambroise)* : baisse du revenu agricole : politique agricole commune ; taux de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti ; allègement des charges [26 avril 1989] (p. 445, 446).

- *Rimareix (Gaston)* : prix agricoles : accords communautaires sur les prix agricoles ; montants compensatoires monétaires ; taxe de coresponsabilité laitière ; quotas laitiers ; adaptation aux évolutions des marchés ; projet de loi sur les cotisations sociales agricoles [3 mai 1989] (p. 647).

- *Goasduff (Louis)* : prêts bonifiés à l'agriculture : conséquences de la privatisation de la caisse nationale du Crédit agricole [10 mai 1989] (p. 720).

- *Fèvre (Charles)* : quotas laitiers supplémentaires : révision des réserves nationales laitières ; avenir de la taxe de coresponsabilité [17 mai 1989] (p. 926, 927).

- *Goldberg (Pierre)* : sécheresse et construction d'ouvrages hydrauliques : sécheresse ; agriculture ; industrie ; constructions hydrauliques ; perspectives ; action du Gouvernement ; réserves existantes ; constructions ; perspectives ; situation agricole [28 juin 1989] (p. 2579).

- *Guellec (Ambroise)* : conséquences de la sécheresse : indemnisation ; céréales d'intervention en provenance de la C.E.E. [11 octobre 1989] (p. 3388, 3389).

- *Bonnet (Alain)* : conséquences de la sécheresse : indemnisation ; problèmes de l'eau ; travaux d'hydraulique agricole ; Dordogne [11 octobre 1989] (p. 3393, 3394).

- *Rimbault (Jacques)* : conséquences de la sécheresse : indemnisation ; problèmes de l'eau ; travaux d'hydraulique agricole [11 octobre 1989] (p. 3395, 3396).

- *Bonrepeaux (Augustin)* : élevage ovins : C.E.E. ; sécheresse ; zones de montagne ; viande ; prix ; aides de l'Etat ; action gouvernementale [18 octobre 1989] (p. 3689, 3690).

- *Rimareix (Gaston)* : revenu agricole pour 1989 : augmentation moyenne de 8 p. 100 ; aides de l'Etat ; sécheresse ; disparités entre agriculteurs ; répartition des quotas laitiers [22 novembre 1989] (p. 5486, 5487).

- *Guellec (Ambroise)* : quotas laitiers ; augmentation de 1 p. 100 : revenus des agriculteurs ; programme laitier ; restructuration [22 novembre 1989] (p. 5488).

- à un ministre [1er juin 1989] :

Agriculteurs :

- jeunes agriculteurs : *Durand (Adrien)* ; *Royal (Ségolène)* (p. 1466, 1467).
- revenus : *Godfrain (Jacques)* (p. 1464, 1465).

Aménagement foncier et contrôle des structures : *Tavernier (Yves)* (p. 1467, 1468).

Communautés européennes :

- élevage ;

- cheptel bovin : *Laffineur (Marc)* (p. 1470) ;

- prime spéciale aux bovins mâles : *Durand (Adrien)* (p. 1466) ;
- viande (importations d'Europe de l'Est) : *Laffineur (Marc)* (p. 1470) ;
- préférence communautaire ;
- importation de fruits et légumes : *Nunzi (Jean-Paul)* (p. 1468) ;
- importation de produits pour l'alimentation animale : *Lajoinie (André)* (p. 1465) ;
- présidence française : *Tavernier (Yves)* (p. 1468) ;
- produits français (valorisation en vue de l'échéance de 1992) : *Massot (François)* (p. 1467) ;
- quotas laitiers et pénalités : *Durand (Adrien)* ; *Tavernier (Yves)* ; *Dinet (Michel)* (p. 1466, 1468) ;
- vignes (transfert des droits de plantation) : *Fromet (Michel)* (p. 1469).

Créances et dettes : règlement amiable et règlement judiciaire : *Hage (Georges)* (p. 1466).

Crédit agricole : *Godfrain (Jacques)* ; *Desanlis (Jean)* (p. 1471).

D.O.M.-T.O.M. : la Réunion : élevage (conversion de terres placées sous le régime forestier) : *Thien Ah Koon (André)* (p. 1471).

Eau : desserte des communes rurales ; Fonds national pour le développement des adductions d'eau : *Micaux (Pierre)* (p. 1470, 1471).

Enseignement supérieur : école vétérinaire de Maisons-Alfort : *Griotteray (Alain)* (p. 1469, 1470).

Impôts locaux - taxe sur le foncier non bâti : *Laffineur (Marc)* (p. 1470) (p. 1470).

Prêts bonifiés : *Durand (Adrien)* ; *Desanlis (Jean)* (p. 1467, 1471).

Syndicats : représentativité des différentes organisations agricoles :

Hollande (François) (p. 1469).

Zones défavorisées : *Legras (Philippe)* (p. 1465).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du livre deuxième du code rural ainsi que certains articles du code de la santé publique (n° 632).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1989] :

Animaux de compagnie :

- évolution des comportements (p. 943) ;
- impact économique (p. 943).
- responsabilité des collectivités locales (p. 943) ;
- vivisection (p. 943).

Elevage et prophylaxie :

- anabolisants (réglementation) (p. 944) ;
- éleveurs (rôle) (p. 944) ;
- Etat (rôle) (p. 943) ;
- groupements de défense sanitaire (G.D.S.) (p. 943, 944) ;
- harmonisation européenne (et zone propre) (p. 944) ;
- tatouage (obligation de -) (p. 943).

Sénat (modifications apportées par le -) (p. 944).

Vétérinaire (profession -) :

- définition et organisation (p. 944).

Discussion des articles [17 mai 1989] :

Article 1er *(pouvoirs du maire en matière de divagation des chiens et des chats et durée de garde en fourrière) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 24 de la commission (possibilité de proposer à l'adoption les animaux abandonnés découverts hors zone atteinte par la rage) (p. 945).

Animal (problème juridique posé par son statut) (p. 945).

Article 1er bis *(définition de l'état de divagation) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle définition de l'état de divagation du chat) : (p. 946) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 16 de M. René Beaumont (nouvelle définition de l'état de divagation du chat) (p. 946).

Après l'article 1er ter :

- *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Louis Colombani (possibilité pour les maires des villes de plus de 10 000 habitants d'intervenir lorsque les propriétaires ne respectent pas le domaine public) (p. 947).

Article 3 *(extension des compétences territoriales de certains agents ; responsabilité des propriétaires en matière de prophylaxie collective ; nature des rémunérations prévues dans ce cadre) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 17 de M. René Beaumont (assimilation des réalisations d'abattage à des actes de prophylaxie) (p. 952) ;

- *soutient* l'amendement n° 31 du Gouvernement (art. 215-8 du code rural ; suppression de l'exonération de la T.V.A. pour les éleveurs) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 954) ; rejeté (p. 955).

Sixième directive européenne (p. 953) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 41 de M. René Beaumont (ajustement au montant des bénéfices nouveaux générés par les dispositions du C.G.I. [art. 1649 et suivants] relatives aux associations de gestions agréées) à l'amendement n° 31 (p. 953) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 28 de M. René Rouquet (amélioration du contrôle de la vivisection) (p. 955).

Animaux (nécessité de donner des pouvoirs aux maires et aux associations protectrices) (p. 955).

Article 4 *(art. 225 du code rural ; déclaration des maladies ne donnant pas lieu à la prise de mesures sanitaires) :*

- *favorable* à l'amendement n° 18 de M. René Beaumont (possibilité d'ajouter par décret toute maladie présentant un danger pour n'importe quelle espèce, à la nomenclature des maladies contagieuses) (p. 955).

Article 8 bis *(régime applicable aux animaux et denrées susceptibles de renfermer des substances toxiques) :*

- *soutient* l'amendement n° 32 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 956).

Article 9 *(diverses dispositions en faveur de la protection des chiens et des chats) :*

- *favorable* à l'amendement n° 25 de la commission (art. 276-1 du code rural ; autorisation d'attribuer en lot des animaux vivants dans le seul cadre des manifestations à caractère agricole) (p. 957) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 12 de M. Roland Nungesser (art. 276-1 du code rural : généralisation de l'interdiction d'attribuer des animaux vivants en lot ou prime) (p. 957).

Article 276-2 du code rural :

- *ses observations* sur l'amendement n° 13 de M. Roland Nungesser (obligation généralisée d'immatriculer les chiens et les chats par tatouage) (p. 957) ;

- *soutient* l'amendement n° 33 du Gouvernement (agrément du moyen d'identification par le ministre chargé de l'agriculture) (p. 957) : adopté (p. 958) ;

- *soutient* l'amendement n° 34 du Gouvernement (délai pour conférer force obligatoire à la loi) : rejeté (p. 958) ;

- *soutient* l'amendement n° 35 corrigé du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 958) ;

- *soutient* l'amendement n° 36 du Gouvernement (délai pour l'immatriculation dans les départements non infestés par la rage) : retiré (p. 958) ;

- *soutient* l'amendement n° 37 corrigé du Gouvernement (possibilité de recourir à d'autres procédés que le tatouage pour l'immatriculation) : adopté (p. 958) ;

- *soutient* l'amendement n° 38 du Gouvernement (suppression des dispositions relatives à la vaccination antirabique obligatoire, déjà prévues par ailleurs) : rejeté (p. 958) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 26 de la commission (identification obligatoire des carnivores domestiques dans les départements officiellement déclarés infestés par la rage) (p. 958) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 14 corrigé de M. Roland Nungesser (renforcement du contrôle des établissements de toilettage et de gardiennage) (p. 959).

Article 276-4 du code rural (nouveau) :

- *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (généralisation de l'identification des équidés par la suppression du dernier alinéa de l'article 9) (p. 959) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 40 de M. Serge Franchis (méthode d'identification des équidés) (p. 959).

Article 11 *(vices rédhibitoires chez les chiens et les chats) :*

Article 285-3 du code rural :

- *favorable* à l'amendement n° 19 de M. René Beaumont (précision manuscrite par l'acheteur qu'il libère le vendeur de toute garantie) (p. 960) ;

- *favorable* à l'amendement n° 20 de M. René Beaumont (actualisation par décret en Conseil d'Etat de la liste des vices rédhibitoires) (p. 960).

Article 18 *(code de déontologie) :*

Article 316 du code rural :

- *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. René Beaumont (suppression de la mention de consultation par le Conseil d'Etat des organisations syndicales de vétérinaires) (p. 961) ;

- *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (consultation par le Conseil d'Etat de la commission nationale vétérinaire avant d'édicter le code de déontologie) (p. 962).

Article 22 *(exercice illégal de l'art vétérinaire) :*

- *favorable* à l'amendement n° 23 de M. Jean Briane (liste des actes constitutifs : autorisation de diagnostic d'élevage ou de diagnostic portant sur du matériel) (p. 962) ;

- *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (suppression dans la liste des actes constitutifs de la délivrance des attestations) (p. 963).

Article 23 *(dérogations aux dispositions relatives à l'exercice illégal) :*

- *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (adjonction des pareurs bovins à la liste des dérogations) (p. 963) ;

- *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (replace, dans le cadre de l'article 309-1, la dérogation dont bénéficient les élèves des écoles vétérinaires) (p. 964) ;

- *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (addition des détenteurs d'animaux de rapport qui n'en sont pas nécessairement les propriétaires) (p. 964) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 22 de M. René Beaumont (élargissement de la portée de la dérogation en faveur de différents ingénieurs et techniciens en matière d'élevage) (p. 964) ;

- *soutient* l'amendement n° 39 du Gouvernement (précision relative aux ingénieurs et techniciens diplômés intervenant dans le cadre d'activités zootechniques) (p. 964) : adopté (p. 965) ;

- *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (suppression des organismes d'insémination artificielle déjà visés par la loi sur l'élevage) (p. 965).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 juin 1989] :

Animaux de compagnie :

- adoption (p. 2155).

Elevage et prophylaxie :

- financement (p. 2155) ;

- T.V.A. sur les opérations de prophylaxie (p. 2155).

Vétérinaire (profession) (p. 2155).

Discussion des articles [14 juin 1989] :

Article 1er bis *(définition de l'état de divagation) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Roland Nungesser (double la distance à partir de laquelle un chien peut être considéré en état de divagation) (p. 2156).

Article 3 ter nouveau *(nature des rémunérations perçues par les vétérinaires dans le cadre des opérations de prophylaxie collective) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. René Beaumont (date d'application des dispositions assimilant les rémunérations des vétérinaires à des revenus tirés de l'exercice d'une profession libérale) (p. 2157).

Après l'article 3 ter :

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Roland Nungesser (contrôle de l'opportunité des expérimentations animales par les maires et les associations de protection animale) (p. 2157).

Article 8 bis *(régime applicable aux animaux et denrées susceptibles de renfermer des substances toxiques) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 7 de M. René Beaumont (de suppression) (p. 2157, 2158).

Article 9 *(diverses dispositions en faveur de la protection des chiens et des chats) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Roland Nungesser (fixation par décret des exceptions à l'interdiction d'attribuer des animaux vivants en lot ou en prime) (p. 2158) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Roland Nungesser (avance la date de mise en œuvre de l'obligation d'identifier les chiens et les chats) (p. 2159) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 de M. Roland Nungesser (contrôle des établissements de vente, de toilettage, de transit ou de garde des chiens ; élaboration par le Gouvernement d'un statut juridique de l'animal) (p. 2159).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 688).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignements spécifiques : enseignement agricole (p. 1831, 1832).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

Ses observations sur la motion de renvoi en commission de *Pons (Bernard)* (p. 2737).

Principaux thèmes développés :

Agro-alimentaire (p. 2659).

Aménagement foncier et contrôle des structures :

- décentralisation et assouplissement (p. 2657, 2658, 2731, 2734) ;

- fermage (statut) (p. 2731).

- S.A.F.E.R. (rôle et missions) (p. 2658, 2731, 2733, 2734). B.A.P.S.A. (démantèlement) (p. 2733, 2735).

Conditions d'examen du projet (p. 2657, 2825).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 2658, 2734) ;

- pluriactivité (régime social et fiscalité) (p. 2659, 2733) ;

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 2658, 2659, 2733, 2734, 2735).

- taux (p. 2733).

Décrets d'application de la loi du 30 décembre 1988 (p. 2732).

Enseignement supérieur agricole (p. 2659, 2732).

Généralités (situation économique et démographique de l'agriculture) (p. 2657, 2732, 2733).

Mutualité sociale agricole (p. 2735).

Prestations sociales :

- aides familiaux (p. 2733) ;

- retraite (p. 2734, 2735).

Taxe sur le foncier non bâti (p. 2732).

Zones de montagne et fragiles (p. 2733, 2734).

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Avent l'article 1er :

- *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission des lois (art. 52-5 du code rural relatif à la compétence des associations foncières constituées ; rédactionnel) (p. 2738).

Article 1er *(modalités d'établissement du schéma directeur départemental des structures agricoles) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 50 de la commission (ajoute l'élevage hors-sol dans le champ du contrôle) (p. 2739) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 178 de M. Paul Lombard (plafonne l'extension des exploitations par des ateliers hors-sol) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 2740) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 52 rectifié de la commission (suppression de l'avis de la commission nationale des structures pour l'élaboration du schéma départemental des structures agricoles) (p. 2740).

Article 2 *(régime des autorisations préalables) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 53 rectifié de la commission (paragraphe I de l'article 2 : soumet à autorisation préalable les agrandissements à partir d'un certain seuil de superficies et les opérations des sociétés, des coexploitations et des indivisions) (p. 2742, 2743) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 191 de M. Pierre Goldberg (supprime le seuil plancher) à l'amendement n° 53 rectifié de la commission (p. 2743) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 194 de M. Gaston Rimareix (précise que le contrôle porte sur la superficie mise en valeur par chacun des associés) à l'amendement n° 53 rectifié de la commission (p. 2743) ;

- *favorable* à l'amendement n° 54 de la commission (paragraphe III de l'article 2 : de conséquence) (p. 2743) ;

- *favorable* à l'amendement n° 55 de la commission (paragraphe V de l'article 2 : supprime la possibilité de démembrer une exploitation avec l'accord du chef d'exploitation) (p. 2744) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 56 de la commission (paragraphe V de l'article 2 : replace le seuil du contrôle des démembrements à l'intérieur d'une fourchette) (p. 2744) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 57 de la commission paragraphe V de l'article 2 : de conséquence) (p. 2745) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 58 corrigé de la commission (nouveau paragraphe V *bis* de l'article 2 : soumet à autorisation préalable l'acquisition des biens situés en dehors de la commune ou des communes limitrophes du siège de l'exploitation) (p. 2745) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 125 de M. Michel Cointat (nouveau paragraphe V *ter* de l'article 2 : soumet à autorisation préalable les créations ou extensions de capacité de production d'élevage hors-sol au-dessus d'un certain seuil de production) (p. 2746).

Cas des autres pays de la communauté européenne (p. 2746) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 166 de M. Ambroise Guellec (nouveau paragraphe V *ter* de l'article 2 : soumet à autorisation préalable les créations ou extensions de capacité de production d'élevage hors-sol au-dessus d'un certain seuil de production) (p. 2746) ;

- *favorable* à l'amendement n° 59 corrigé de la commission (paragraphe VII de l'article 2 : rédactionnel) (p. 2746) ;

- *favorable* à l'amendement n° 60 de la commission paragraphe VI de l'article 2 : rédactionnel) (p. 2747) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 61 de la commission (paragraphe VIII de l'article 2 : nouvel alinéa relatif au maintien du contrôle des opérations au sein des sociétés et indivisions) (p. 2747) ;

- *favorable* à l'amendement n° 62 de la commission (paragraphe IX de l'article 2 : rédactionnel) (p. 2747) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 63 corrigé de la commission (paragraphe X de l'article 2 : supprime la possibilité laissée aux départements d'exonérer certaines opérations de tout contrôle) (p. 2747).

Article 3 *(commission nationale des structures agricoles) :*

- *favorable* à l'amendement n° 64 de la commission (rétablit l'intervention de la commission nationale des structures en matière de schéma directeur) (p. 2747) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 181 de M. Théo Vial-Massat (étend aux organisations agricoles et à des pétitionnaires la possibilité de recours auprès de la commission nationale des structures) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 2748) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 180 de M. Daniel Le Meur (étend aux organisations agricoles et à des pétitionnaires la possibilité de recours auprès de la commission nationale des structures) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 2748).

Article 4 *(surface minimum d'installation départementale) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 126 de M. Michel Cointat (abaisse le seuil de la surface minimum d'installation en polyculture-élevage) (p. 2748) ;

- *favorable* à l'amendement n° 65 de la commission (de conséquence) (p. 2748) ;

- *favorable* à l'amendement n° 66 de la commission (de conséquence) (p. 2749).

Article 5 *(procédure du contrôle des structures) :*

Article 188-5-1 du code rural :

- *favorable* à l'amendement n° 67 de la commission (rend uniformes les critères d'appréciation du représentant de l'Etat dans le département et de la commission départementale des structures agricoles) (p. 2749).

Article 188-5-2 du code rural :

- *favorable* à l'amendement n° 68 de la commission (précise la répartition du délai dans lequel il doit être statué sur une demande d'autorisation) (p. 2750) ;

- *favorable* à l'amendement n° 69 de la commission (prévoit l'affichage en mairie des décisions expresses de refus du représentant de l'Etat) (p. 2750).

Article 5 quinquies nouveau *(sanctions applicables en cas de non-présentation d'autorisation d'exploiter) :*

- *favorable* à l'amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) (p. 2750).

Article 6 *(définition des associations foncières agricoles) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 182 de M. Paul Lombard (supprime la notion d'association foncière autorisée) (p. 2752) ;

- *favorable* à l'amendement n° 72 de la commission (permet la création des associations agricoles sur l'ensemble du territoire) (p. 2752).

Article 7 *(objet des associations foncières agricoles) :*

- *favorable* à l'amendement n° 73 de la commission (réintroduit la possibilité pour les associations foncières agricoles d'assurer et de faire assurer l'exécution des travaux permettant la mise en valeur agricole pastorale ou forestière des fonds) (p. 2752) ;

- *favorable* à l'amendement n° 74 de la commission (supprime la mention selon laquelle les associations foncières agricoles ne pourront assurer d'une manière habituelle l'exploitation directe) (p. 2752) ;

- *favorable* à l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) (p. 2752) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 76 de la commission (accorde aux associations foncières agricoles la possibilité d'intervenir à des fins autres qu'agricoles, pastorales ou forestières, pour contribuer directement au développement rural d'une zone) (p. 2752).

Article 8 *(statut des associations foncières agricoles) :*

- *favorable* à l'amendement n° 78 de la commission (rétablit la rédaction proposée par le projet de loi initial) (p. 2753).

Après l'article 8 :

- *défavorable* à l'amendement n° 79 de la commission (accorde aux associations de propriétaires le droit d'adhérer à des coopératives agricoles pour tous les travaux entrant dans leur objet social ; non soumission au code des marchés publics des associations syndicales autorisées) (p. 2753) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 168 de M. Germain Gengenwin (accorde aux associations de propriétaires le droit d'adhérer à des coopératives agricoles pour tous les travaux entrant dans leur objet social ; non soumission au code des marchés publics des associations syndicales autorisées) (p. 2753).

Article 9 *(enquête administrative préalable à la constitution d'une association foncière agricole autorisée) :*

- *favorable* à l'amendement n° 80 de la commission (rétablit le texte initial, sous réserve de la mention de l'état des propriétés) (p. 2754).

Article 9 *bis* nouveau *(règles de majorité requise selon les travaux) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 81 de la commission (de suppression) (p. 2754).

Article 10 *(interdiction de tous travaux modifiant l'état des lieux pendant la procédure d'enquête) :*

- *favorable* à l'amendement n° 82 de la commission (inclut les semis et plantations d'espèces pluriannuelles dans les travaux interdits) (p. 2754) ;

- *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission des lois (précise les interdictions relatives aux chemins, susceptibles d'être prononcées par le représentant de l'Etat) (p. 2754).

Article 11 *(régime des indivisions et des immeubles dont le propriétaire n'est pas connu) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 129 de M. Michel Cointat (soumet la vente des biens sans maître par l'Etat aux dispositions de la présente loi et exclut en l'espèce celles prévues par le code des domaines de l'Etat) (p. 2755).

Article 12 *(réunion des propriétaires en association foncière autorisée) :*

- *favorable* à l'amendement n° 83 de la commission (rétablit les conditions de majorité prévues par le projet initial) (p. 2755) ;

- *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission des lois (rétablit les conditions de majorité prévues par le projet initial) (p. 2755) ;

- *favorable* à l'amendement n° 85 de la commission (rétablit l'alinéa relatif aux conditions de majorité en cas de participation d'une ou plusieurs collectivités territoriales à la constitution d'une association foncière agricole) (p. 2755) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 84 de la commission (reconnaît à l'association puis à une collectivité territoriale la priorité pour l'acquisition des biens délaissés) (p. 2757).

Article 13 *(délaissement des terres) :*

- *favorable* à l'amendement n° 86 de la commission (supprime la précision relative aux personnes qui peuvent prendre l'engagement d'acquérir des biens) (p. 2757) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 87 de la commission (supprime la disposition introduite par le Sénat selon laquelle l'indemnisation des terres délaissées au profit d'une association foncière agricole est à la charge de l'acquéreur) (p. 2757).

Article 14 *(distraction des terres en vue d'une affectation non agricole) :*

- *favorable* à l'amendement n° 88 de la commission (supprime la référence aux conditions de majorité prévues par le Sénat) (p. 2765) ;

- *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission des lois (supprime la référence aux conditions de majorité prévues par le Sénat) (p. 2765) ;

- *favorable* à l'amendement n° 89 de la commission (supprime la disposition, introduite par le Sénat, qui prévoit la procédure applicable aux cessions de terres distraites acquises après délaissement) (p. 2766) ;

- *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission des lois (supprime la disposition, introduite par le Sénat, qui prévoit la procédure applicable aux cessions de terres distraites acquises après délaissement) (p. 2766).

Après l'article 16 :

- ses *observations* sur l'amendement n° 131 de M. Michel Cointat (précise le rôle des représentants de l'Etat dans les départements, la définition de l'équilibre entre périmètres d'action forestière et périmètres d'action agricole (p. 2766, 2767).

Article 16 *bis* *(contrats d'exploitation de terres à vocation pastorale ou extensive) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 184 de M. Pierre Goldberg (supprime les conventions pluriannuelles d'exploitation agricole ou de pâturage de la liste des contrats susceptibles d'être passés avec les associations foncières pastorales) (p. 2767).

Statut du fermage (p. 2767) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 183 de M. Daniel Le Meur (prévoit que les conventions pluriannuelles d'exploitation agricole et de pâturages sont conclues après avis de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux) (p. 2768).

Projet de décret organisant les différentes représentations au niveau départemental et au niveau national (p. 2768).

Article 17 *(décret en Conseil d'Etat) :*

- *favorable* à l'amendement n° 90 de la commission (de conséquence) (p. 2769).

Section 3 : dispositions relatives à l'aménagement foncier.

Article 18 *(domaine d'intervention des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) (S.A.F.E.R.) :*

- *favorable* à l'amendement n° 91 de la commission (précise que les S.A.F.E.R. peuvent avoir pour but non seulement l'installation des agriculteurs mais aussi leur maintien) (p. 2769) ;

- *favorable* à l'amendement n° 92 de la commission (permet aux S.A.F.E.R. d'intervenir en faveur de la réorientation des terres, bâtiments ou exploitations) (p. 2769) ;

- *favorable* à l'amendement n° 93 de la commission (prévoit la fixation par décret simple des conditions dans lesquelles les S.A.F.E.R. peuvent apporter leur concours technique aux collectivités territoriales qui le souhaitent) (p. 2769) ;

- *soutient* l'amendement n° 195 du Gouvernement (limite l'intervention des S.A.F.E.R. aux communes rurales) (p. 2769) : rejeté (p. 2770).

Après l'article 18 :

- *favorable* à l'amendement n° 94 de la commission (élargit la composition du conseil d'administration des S.A.F.E.R. aux collectivités territoriales) (p. 2771).

Article 19 *(exonération des droits de timbre et d'enregistrement) :*

- *soutient* l'amendement n° 138 du Gouvernement (revient à la rédaction initiale du projet de loi) (p. 2771) : adopté après modifications (p. 2772) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 209 de la commission (prévoit l'exonération pour toutes les cessions de parcelles boisées et un relèvement de leur plafond de 5 à 10 ha) à l'amendement n° 138 du Gouvernement (p. 2772) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 164 de la commission (maintient le régime fiscal actuel pour les terres acquises par les S.A.F.E.R. jusqu'à la date de publication de la loi) (p. 2772).

Article 20 supprimé par le Sénat *(ressort territorial des S.A.F.E.R.)* :

- *favorable* à l'amendement n° 95 de la commission (rétablit l'article et précise que la restructuration des S.A.F.E.R. s'effectue sur une base régionale ou plurirégionale ; prévoit le maintien de deux S.A.F.E.R. dans les régions particulièrements étendues) (p. 2772) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 192 de la commission des lois (accorde aux S.A.F.E.R. le droit de s'étendre sur le territoire d'une région limitrophe) à l'amendement n° 95 de la commission (p. 2773) ;

- *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (supprime le dernier alinéa relatif au nombre de départements sur lesquels deux S.A.F.E.R. peuvent être maintenues) à l'amendement n° 95 de la commission (p. 2773) : rejeté (p. 2774).

Après l'article 20 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 96 corrigé de la commission (étend le rôle des S.A.F.E.R. au développement du statut du fermage) (p. 2774) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 213 de M. Michel Cointat (précise que tout propriétaire peut confier à une S.A.F.E.R. la mise en valeur agricole et forestière de ses immeubles) à l'amendement n° 96 corrigé de la commission (p. 2775) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 215 de M. Pierre Micaux (soumet à la gestion d'une S.A.F.E.R. les baux consentis par l'Etat) à l'amendement n° 96 corrigé de la commission (p. 2775, 2776) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 216 de M. Michel Cointat (oblige les S.A.F.E.R. à ne distribuer des baux qu'aux jeunes agriculteurs) à l'amendement n° 96 corrigé de la commission (p. 2776).

Article 21 *(bénéficiaires des cessions d'immeubles, à vocation agricole, entrés dans le domaine de l'Etat)* :

- *favorable* à l'amendement n° 97 de la commission (supprime la priorité au profit de l'exploitant en place) (p. 2777) ;

- *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission des lois (supprime la priorité au profit de l'exploitant en place) (p. 2777).

Article 22 *(droit de préemption des S.A.F.E.R.)* :

- *favorable* à l'amendement n° 98 de la commission (de conséquence) (p. 2777) ;

- *favorable* à l'amendement n° 99 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2777).

Après l'article 22 :

- *défavorable* à l'amendement n° 132 de M. Michel Cointat (limite le droit de préemption des S.A.F.E.R. à des parcelles supérieures à un hectare, à l'exception des parcelles enclavées et des terres plantées en vignes) (p. 2778).

S.A.F.E.R. (nécessité de ne pas prévoir de superficie minimale au droit de préemption) (p. 2778).

Article 23 *(élargissement du rôle des S.A.F.E.R. en faveur du développement du fermage)* :

- *favorable* à l'amendement n° 211 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2778).

Article 24 *(pouvoirs de la commission nationale d'aménagement foncier en cas de litige en matière de remembrement rural)* :

- *favorable* à l'amendement n° 100 de la commission (prévoit la détermination par la commission nationale du montant de l'indemnité et l'intervention du juge de l'expropriation pour toute contestation) (p. 2779).

Article 24 *bis* nouveau *(second aménagement foncier)* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Paul Charié (prévoit la consultation des propriétaires et exploitants sous l'autorité de la commission communale d'aménagement foncier) (p. 2779) ;

- *favorable* à l'amendement n° 170 de M. Ambroise Guellec (prévoit la consultation des propriétaires et exploitants sous l'autorité de la commission communale d'aménagement foncier) (p. 2779, 2780) ;

- *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (précise que la consultation porte sur le périmètre du mode d'aménagement foncier) à l'amendement n° 170 de M. Ambroise Guellec : adopté (p. 2780) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Pierre Micaux (prévoit que le délai de recouvrement de la participation des propriétaires ou exploitants est précisé par les responsables de la société d'aménagement foncier et par les préfets) (p. 2780) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 145 corrigé de M. Jean-Paul Charié (accorde à l'exploitant la possibilité de se substituer au propriétaire pour la consultation) : (p. 2780).

Dispositions relevant du domaine du décret (p. 2780).

Après l'article 25 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 156 de M. Michel Cointat (vise à régler le problème des nuisances de voisinage dues à des activités agricoles) (p. 2781).

Échec de la concertation avec des responsables professionnels et des spécialistes de l'environnement (p. 2781).

Avant l'article 26 A :

- *défavorable* à l'amendement n° 171 de M. Ambroise Guellec (vise à alléger la charge que constitue la taxe sur le foncier non bâti par la création d'une taxe régionale sur les surfaces commerciales) (p. 2782).

Article 26 A nouveau *(remise d'argent ou de valeurs)* :

- *favorable* à l'amendement n° 101 de la commission (de suppression) (p. 2783) ;

- *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission des lois (de suppression) (p. 2783).

Article 26 *(régime des améliorations des biens apportés en société)* :

- *ses observations* (p. 2783, 2784).

Après l'article 26 :

- *défavorable* à l'amendement n° 197 de M. Jean-Paul Charié (permet à des porteurs de capitaux d'une E.A.R.L., de prendre leur retraite sans remettre en cause la société) (p. 2784) ;

- *favorable* à l'amendement n° 208 de M. Gérard Gouzes (répare une erreur de codification dans l'article L 411-76 du code rural) (p. 2784).

Article 27 *ter* nouveau *(destruction totale ou partielle d'un bien compris dans le bail)* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 102 de la commission (précise l'importance du bien détruit pour l'exploitation) (p. 2785) ;

- *favorable* à l'amendement n° 103 de la commission (précise que c'est à la demande du preneur que le bailleur doit reconstruire un bâtiment détruit) (p. 2785) ;

- *favorable* à l'amendement n° 10 corrigé de la commission des lois (précise que c'est à la demande du preneur que le bailleur doit reconstruire un bâtiment détruit) (p. 2785) ;

- *favorable* à l'amendement n° 104 de la commission (permet au preneur de résilier le bail dans le cas où le bien détruit n'est pas reconstruit) (p. 2785).

Article 27 *quater* nouveau *(droit au renouvellement du bail du conjoint copreneur qui poursuit l'exploitation)* :

- *favorable* à l'amendement n° 105 de la commission (précise le droit au renouvellement du bail d'un conjoint qui poursuit seul l'exploitation) (p. 2785).

Après l'article 27 *quinquies* :

- *défavorable* à l'amendement n° 135 de M. Michel Cointat (prévoit que les dispositions du code rural relatives à la conversion du métayage en fermage ne sont applicables qu'après publication d'un décret en Conseil d'Etat) (p. 2786).

Article 28 *(missions de l'enseignement supérieur agricole)* :

Projet de regroupement de l'enseignement supérieur agricole (p. 2787) ;

- *favorable* à l'amendement n° 106 de la commission (offre aux responsables d'entreprises la possibilité de bénéficier de la formation dispensée par l'enseignement supérieur agricole) (p. 2787).

Article 29 *(création d'un conseil national de l'enseignement supérieur agricole, agro-alimentaire et vétérinaire) :*

- *soutient* l'amendement n° 139 du Gouvernement (rétablit l'article) (p. 2788) : adopté aprés modifications (p. 2789).

Coordination générale de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur agricole (p. 2788) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 198 de la commission des affaires culturelles (ajoute le terme « recherche » à l'intitulé du conseil) à l'amendement n° 139 du Gouvernement (p. 2789) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 199 de la commission des affaires culturelles (prévoit que les représentants des personnels et des étudiants sont élus) à l'amendement n° 139 du Gouvernement (p. 2789) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 200 de la commission des affaires culturelles (prévoit la présentation par le ministre d'un rapport annuel au Conseil sur l'état de l'enseignement supérieur agricole, agro-alimentaire et vétérinaire) à l'amendement n° 139 du Gouvernement (p. 2789).

Article 30 *(aide de l'Etat à l'enseignement supérieur agricole) :*

- *favorable* à l'amendement n° 108 de la commission (de conséquence) (p. 2789).

Section 3 : dispositions relatives au secteur agro-alimentaire

Article 32 *bis* nouveau *(amende administrative applicable à certains acheteurs de lait) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Pierre Micaux (tend à vérifier si des erreurs matérielles ont été, ou non, intentionnelles) (p. 2790) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 201 de M. Jean-Paul Charié (tend à vérifier si des erreurs matérielles ont été, ou non, intentionnelles) (p. 2790) ;

- *soutient* l'amendement n° 150 corrigé du Gouvernement (supprime l'habilitation des agents assermentés de l'agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole) : rejeté (p. 2790) ;

- *soutient* l'amendement n° 151 corrigé du Gouvernement (nouvelle rédaction des modalités de sanction) : adopté (p. 2790) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 218 de M. Jean-Paul Charié (modalités de fixation de l'amende) à l'amendement n° 151 corrigé du Gouvernement (p. 2791).

Après l'article 32 *quater* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 109 de la commission (étend l'embouteillage obligatoire dans l'aire de production à l'ensemble des vins à appellation contrôlée) (p. 2792).

Propositions imminentes de la C.E.E. sur la consignation des bouteilles et l'embouteillage (p. 2792).

Article 33 A *(établissement d'un revenu forfaitaire) :*

- *ses observations)* (p. 2808, 2809).

Cotisations (p. 2809).

Mode d'application de la réforme (p. 2808, 2809).

Revenus réels des agriculteurs (p. 2808, 2809) ;

- *favorable* à l'amendement n° 110 de la commission (de suppression) (p. 2810) ;

- *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 2810).

Article 33 B *(notification des forfaits) :*

- *favorable* à l'amendement n° 111 de la commission (de suppression) (p. 2810) ;

- *favorable* l'amendement n° 13 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 2810).

Article 33 *(définition et modalités de prise en compte des revenus professionnels) :*

- *soutient* l'amendement n° 140 du gouvernement (définit les déductions et abattements qui peuvent venir majorer le revenu professionnel servant d'assiette aux cotisations) : adopté (p. 2811) ;

- *favorable* à l'amendement n° 112 de la commission (fixe par décret l'assiette forfaitaire des cotisations de certains gérants ou associés de société) (p. 2811) ;

- *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission des affaires culturelles (fixe par décret l'assiette forfaitaire des cotisations de certains gérants ou associés de société) p. 2811).

Article 33 *bis* nouveau *(assiette de la cotisation destinée au financement de la retraite proportionnelle) :*

- *favorable* à l'amendement n° 113 de la commission (prévoit une période transitoire de deux ans) (p. 2811) ;

- *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission des affaires culturelles (prévoit une période transitoire de deux ans) (p. 2811) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 187 de M. Paul Lombard (supprime le plafond du revenu professionnel) (p. 2812) ;

- *favorable* à l'amendement n° 114 de la commission (supprime l'alinéa relatif à la composition de la double assiette retenue pour le calcul de la cotisation assurance-vieillesse agricole) (p. 2812) ;

- *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission des affaires culturelles (supprime l'alinéa relatif à la composition de la double assiette retenue pour le calcul de la cotisation assurance-vieillesse agricole) (p. 2812).

Article 33 *ter* nouveau *(assiette de la cotisation destinée au financement de la retraite forfaitaire) :*

- *favorable* à l'amendement n° 115 de la commission (de suppression) (p. 2812) ;

- *favorable* à l'amendement n° 17 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 2812).

Après l'article 33 *ter* :

- *favorable* à l'amendement n° 116 de la commission (vise à engager, dès le 1er janvier 1990, la réforme de l'assiette des cotisations destinées au financement de l'AMEXA) (p. 2813).

Article 33 *quater* nouveau *(rapport du Gouvernement sur l'application de la réforme) :*

- *favorable* à l'amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) (p. 2813) ;

- *favorable* à l'amendement n° 19 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 2813).

Article 33 *quinquies* nouveau *(assiette de la cotisation destinée au financement de l'AMEXA : précautions supplémentaires) :*

- *favorable* à l'amendement n° 118 de la commission (de suppression) (p. 2813) ;

- *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 2813) ;

- *favorable* à l'amendement n° 148 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 2813).

Article 33 *sexies* *(assiette de la cotisation destinée au financement des prestations familiales agricoles) :*

- *favorable* à l'amendement n° 119 de la commission (de suppression) (p. 2814) ;

- *favorable* à l'amendement n° 21 de la commission des affaires culturelles (p. 2814) ;

- *favorable* à l'amendement n° 149 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 2814).

Après l'article 33 *sexies* :

- *favorable* à l'amendement n° 120 de la commission (prévoit l'achèvement de la réforme avant le 31 décembre 1999) (p. 2814) ;

- *favorable* à l'amendement n° 22 de la commission des affaires culturelles (prévoit l'achèvement de la réforme avant le 31 décembre 1999) (p. 2814).

Après l'article 40 *bis* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 186 de M. Pierre Goldberg (prévoit qu'en cas de contestation par l'agriculteur, le forfait peut faire l'objet d'un recours afin de prendre en compte les recettes réelles de l'exploitation) (p. 2815) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 189 de M. Théo Vial-Massat (vise à modifier les modalités d'élection des salariés au conseil d'administration des caisses de la mutualité sociale agricole) (p. 2815).

Section additionnelle après l'article 40 : mesures relatives à la pluriactivité.

Avant l'article 40 *ter* :

ses observations sur l'amendement n° 177 de M. Patrick Ollier (prévoit l'élaboration d'un statut de la pluriactivité afin de préserver l'équilibre des zones fragiles) (p. 2816).

Article 40 *ter* nouveau *(attribution aux pluriactifs des indemnités journalières des assurances maladie-maternité ou de l'allocation de remplacement maternité) :*

- *soutient* l'amendement n° 141 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 2817).

Extension de cette mesure à d'autres salariés non agricoles (p. 2817).

Article 40 *quater* nouveau *(affiliation au régime social de l'activité principale) :*

- *ses observations* (p. 2818) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 173 de M. Ambroise Guellec (insiste sur la coordination des organismes auxquels sont affiliés les pluriactifs) (p. 2818).

Après l'article 40 *quater* :

- *défavorable* à l'amendement n° 152 rectifié de M. Jean-Paul Charié (prévoit que les caisses de mutualité sociale agricole assurent la continuité de la protection sociale des personnes non salariées agricoles exerçant par ailleurs, et à titre principal, une ou plusieurs activités salariés) (p. 2818).

Article 40 *quinquies* nouveau *(définition des activités d'accueil touristique en zone de monagne) :*

- *favorable* à l'amendement n° 121 de la commission (de suppression) (p. 2819) ;

- *favorable* à l'amendement n° 23 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 2819).

Après l'article 40 *quinquies* :

- *défavorable* à l'amendement n° 210 de M. Patrick Ollier (prévoit que les revenus de l'agriculteur liés à une activité saisonnière sont soumis au régime fiscal de son activité principale) (p. 2818, 2819) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 160 de M. Patrick Ollier (prévoit la publication d'un rapport par le Gouvernement, sur la possibilité pour les agriculteurs retraités, d'exercer une activité saisonnière complémentaire) (p. 2820).

Article 41 *(avis du comité départemental des prestations sociales agricoles pour la répartition des cotisations vieillesse et familiales) :*

- *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 2820).

Article 45 *(avis du comité départemental des prestations sociales agricoles pour la répartition des cotisations familiales) :*

- *favorable* à l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 2821).

Article 47 *(assiette des cotisations sociales des aides familiales et des associés d'exploitation, des retraités et des titulaires d'une pension d'invalidité) :*

- *favorable* à l'amendement n° 28 de la commission des affaires culturelles (précise que les cotisations AMEXA du titulaire d'une pension d'invalidité sont intégralement prises en charge par l'assureur débiteur de la pension) (p. 2821).

Article 52 *(avis du comité départemental des prestations sociales agricoles pour la répartition des cotisations vieillesse) :*

- *favorable* à l'amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (précise la procédure de fixation au niveau départemental des cotisations de retraite proportionnelle) (p. 2822).

Article 53 *(cotisations de solidarité) :*

- *favorable* à l'amendement n° 30 de la commission des affaires culturelles (de coordination) (p. 2822).

Ses observations sur les explications de vote :

Approfondissement de l'examen du projet en deuxième lecture (p. 2825).

Seconde délibération de l'article 40 ter *(attribution aux pluriactifs des indemnités journalières des assurances maladie-maternité ou de l'allocation de remplacement maternité) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 2823).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés, avant la discussion des articles [22 novembre 1989] :

Généralités (situation économique et démographique de l'agriculture) (p. 5495).

Aménagement foncier et contrôle des structures :

- Associations foncières agricoles (A.F.A.) (p. 5496) ;

- décentralisation et assouplissement (p. 5495, 5496) ;

- fermage (statut) (p. 5497, 5499) ;

- jeunes agriculteurs (installation) (p. 5495) ;

- S.A.F.E.R (rôle et missions) (p. 5496, 5499).

Conditions d'examen du projet (p. 5514).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 5496, 5497, 5498) ;

- pluriactivité (régime social et fiscalité) (p. 5498, 5499) ;

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 5498) ;

- taux (p. 5498).

Exploitations agricoles :

- agrandissement (p. 5495, 5496) ;

- sociétés (p. 5496) ;

- transmission (p. 5499).

Lait et produits laitiers : infractions et sanctions (p. 5499).

Prestations sociales :

- retraites (p. 5495, 5496) ;

- vaccination anti-grippe (p. 5498).

Sénat :

- modifications (p. 5496, 5497, 5498) ;

- vote bloqué sur les articles relatifs aux cotisations sociales (p. 5497).

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Article 1er B *(présentation au Parlement par le Gouvernement d'un rapport sur l'élevage hors sol avant le 1er juin 1990) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Paul Virapoullé (mentionne que le rapport du Gouvernement devra préciser, pour les départements d'outre-mer, l'état des négociations conduites au plan communautaire) (p. 5514).

Intégration des D.O.M. à la Communauté économique européenne (p. 5514).

Article 1er *(modalités d'établissement du schéma directeur départemental des structures agricoles) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Pierre Goldberg (précise que le ministre de l'agriculture arrête le schéma départemental sur proposition du représentant de l'Etat dans le département en accord avec la chambre d'agriculture et la commission départementale des structures agricoles et après avis du conseil général) (p. 5515) ;

- *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (mentionne que le schéma départemental est préparé par le représentant de l'Etat dans le département et place l'avis du conseil général avant les autres avis) (p. 5515).

Article 2 *(régime des autorisations préalables) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Pierre Goldberg (paragraphe I : abaisse le seuil au-delà duquel les agrandissements ou réunions d'exploitations sont soumis à autorisation) (p. 5516) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 3 de la commission (paragraphe I : rétablit une limite supérieure égale à quatre S.M.I. pour le seuil fixé par le schéma départemental) (p. 5516) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 87 de M. Jean-Paul Virapoullé (paragraphe I : maintient le contrôle en matière d'installation et conserve le seuil plafond de trois S.M.I. en cas d'agrandissement ou de réunion d'exploitations) (p. 5517) ;

- *favorable* à l'amendement n° 88 de M. Jean-Paul Virapoullé (paragraphe I : de coordination ; conditions de reprise en matière de bail à ferme et de métayage applicables à celles particulières au statut du fermage et du métayage dans les D.O.M.) (p. 5517) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Pierre Goldberg (paragraphe I : maintient le contrôle en cas d'installation, agrandissement ou réunion d'exploitations agricoles au bénéfice d'une société sans condition de superficie) (p. 5517) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Paul Virapoullé (paragraphe I : applique aux D.O.M. le contrôle des structures en matière d'installation d'élevage hors sol) (p. 5518) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 51 corrigé de M. Germain Gengenwin (paragraphe V : abaisse le seuil de contrôle pour la suppression des exploitations) (p. 5518) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Paul Virapoullé (paragraphe V : abaisse le seuil de contrôle pour la suppression des exploitations dans les D.O.M.) (p. 5519).

Article 6 *(définition des associations foncières agricoles) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Pierre Goldberg (supprime la formule d'associations foncières agricoles autorisées) (p. 5521).

Article 18 *(domaine d'intervention des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Pierre Goldberg (précise que les S.A.F.E.R. donnent la priorité aux exploitations les plus petites et dont les exploitants souhaitent l'agrandissement) (p. 5524) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Pierre Goldberg (supprime le 8é alinéa de l'article qui prévoit la possibilité pour les S.A.F.E.R. de concourir à la création d'associations syndicales de gestion forestière autorisées) (p. 5524) ;

- *soutient* l'amendement n° 95 du Gouvernement (prévoit la fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les S.A.F.E.R. peuvent apporter leur concours aux communes rurales) : rejeté (p. 5525).

Après l'article 18 :

- *favorable* à l'amendement n° 55 rectifié de M. Jean-Paul Virapoullé (donne aux S.A.F.E.R. la possibilité de devenir cessionnaires en propriété des terres expropriées) (p. 5526) ;

- *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 55 rectifié : adopté (p. 5526).

Article 20 *bis* *(rôle des S.A.F.E.R. dans le développement du statut du fermage) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Pierre Goldberg (offre la possibilité de renouveler deux fois les conventions passées entre les propriétaires et les S.A.F.E.R. en vue de la location d'immeubles ruraux) (p. 5527) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 65 de M. Arnaud Lepercq (précise que les baux consentis par les S.A.F.E.R. ne sont pas soumis aux règles du statut du fermage en ce qui concerne le prix) (p. 5527).

Article 24 *bis* *(second aménagement foncier) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Pierre Goldberg (de suppression) (p. 5528) ;

- *favorable* à l'amendement n° 102 de M. Gaston Rimareix (rétablit les conditions de majorité requise pour que le département puisse exiger une participation des propriétaires aux frais des seconds aménagements) (p. 5529).

Article 26 C nouveau *(cession de bail et plan de transmission) :*

- *favorable* à l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) (p. 5530).

Après l'article 26 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 29 de Mme Ségolène Royal (reconnaît au preneur la propriété de ce qu'il a construit, planté sur le fonds loué ou incorporé à celui-ci pendant la durée du bail) (p. 5530).

Pratiques des pas de porte (p. 5531).

Article 27 *bis* A nouveau *(évaluation des biens lors de la transmission) :*

- *soutient* l'amendement n° 94 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 5531).

Article 27 *ter* *(destruction totale ou partielle d'un bien compris dans le bail) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Pierre Goldberg (de suppression) (p. 5532).

Article 27 *quater* *(droit au renouvellement du bail du conjoint copreneur qui poursuit l'exploitation) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 44 corrigé de Mme Ségolène Royal (donne au copreneur le droit au renouvellement du bail même en cas de départ d'un ou plusieurs copreneurs) (p. 5532).

Après l'article 27 *sexies* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 70 de M. Arnaud Lepercq (pévoit la fixation par le tribunal paritaire de baux ruraux des modalités de la conversion de droit du contrat de métayage en fermage) (p. 5532).

Article 32 *bis* *(amende administrative applicable à certains acheteurs de lait) :*

- *soutient* l'amendement n° 61 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 5534) ;

- *soutient* l'amendement n° 62 du Gouvernement (renforce l'intervention de la commission de conciliation en prévoyant de la consulter pour avis sur la fixation du montant de l'amende) : adopté (p. 5534) ;

- *soutient* l'amendement n° 107 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 5534).

Après l'article 32 *quater* :

Indépendance de notre production céréalière (p. 5536).

Recherche végétale (p. 5536).

Article 32 *quinquies* *(obligation de mise en bouteille dans l'aire de production pour l'ensemble des vins à appellation contrôlée) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 75 de M. Gérard Gouzes (rétablit l'article) (p. 5539, 5540).

Nécessité d'effectuer un contrôle de garantie à tous les niveaux (p. 5539).

Projet de loi sur les appellations d'origine (p. 5540).

Propositions imminentes de la C.E.E. (p. 5540).

Article 32 *sexies* nouveau *(art. L. 311-1 du code forestier : changement de la destination forestière des terrains des particuliers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Pierre Goldberg (précise les modalités de l'autorisation administrative de défrichement) (p. 5541).

Article 32 *nonies* nouveau *(exercice de la chasse par les étrangers non résidents) :*

- *favorable* à l'amendement n° 76 de M. Georges Colin (détermine le nombre maximal de licences qui peut être attribué à une personne et le nombre de jours pendant lesquels le bénéficiaire d'une licence peut chasser) (p. 5542).

Article 33 *(définition et modalités de prise en compte des revenus professionnels) :*

Assiette (p. 5546).

Parlement (rapport) (p. 5546, 5547).

Progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 5546).

Taux des cotisations sociales (p. 5546) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 25 corrigé de M. Germain Gengenwin (définit les déductions et abattements qui peuvent majorer le revenu professionnel servant d'assiette aux cotisations) (p. 5547).

Déductibilité des sommes consacrées aux immobilisations amortissables et à la constitution de stocks (p. 5547) ;

- *soutient* l'amendement n° 63 corrigé du Gouvernement (définit les déductions et abattements qui peuvent majorer le revenu professionnel servant d'assiette aux cotisations) (p. 5544, 5446) : retiré (p. 5547) ;

- *favorable* à l'amendement n° 71 de la commission (définit les déductions et abattements qui peuvent majorer le revenu professionnel servant d'assiette aux cotisations) (p. 5547) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 103 de M. Michel Cointat (cas des associés d'exploitation) à l'amendement n° 71 de la commission (p. 5548).

Après l'article 33 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 57 corrigé rectifié de M. Jean-Paul Charié (limite la variation du montant global des cotisations à 10 p. 100) (p. 5548).

Article 40 ter *(attribution aux pluriactifs des indemnités journalières des assurances maladie-maternité ou de l'allocation de remplacement maternité) :*

- *soutient* l'amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 5551).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [6 décembre 1989] :

Commission mixte paritaire (texte) (p. 6043, 6044).

Cotisations sociales :

- assiette (et amendement du Gouvernement) (p. 6042, 6043, 6044) ;

- progressivité de la réforme (p. 6044).

- taux (p. 6044).

Texte de la commission mixte paritaire :

- *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (définit les déductions et abattements qui peuvent venir majorer le revenu professionnel servant d'assiette aux cotisations) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 6048) : adopté (p. 6049).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 décembre 1989] :

Commission mixte paritaire (texte) (p. 6689).

Discussion des articles [15 décembre 1989] :

Article 24 *bis* :

- *soutient* l'amendement n° 13 du Gouvernement (met le dispositif de l'article en concordance avec les compétences respectives de l'Etat et du département) : adopté (p. 6693).

Après l'article 57 :

- *soutient* l'amendement n° 14 du Gouvernement (proroge d'un an l'obligation faite au titulaire de droits ou concessions de faire la déclaration à l'administration) : adopté (p. 6695).

Lecture définitive [20 décembre 1989] :

Principaux thèmes développés :

Cotisations sociales :

- assiette (p. 6923) ;

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 6923).

Sénat (texte) (p. 6923).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1989] :

Agriculteurs en difficulté - revenu minimum d'insertion (p. 4177, 4206).

Agriculture française :

- démographie (p. 4174, 4175, 4178) ;

- évolution et modernisation (p. 4174, 4175, 4176, 4179, 4202) ;

- recensement général de l'agriculture (p. 4174, 4176, 4202).

Agro-alimentaire (p. 4177, 4207).

Aménagement rural (p. 4176, 4178, 4205).

Céréales (p. 4177).

Cotisations sociales (évolution et réforme du calcul) (p. 4178, 4206).

Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 4176, 4203).

Elevage (bovin) (p. 4176).

Enseignement et formation agricoles (p. 4176, 4207).

Environnement (protection) (p. 4179, 4205, 4206).

Forêt (p. 4178).

Hydraulique agricole (p. 4179, 4204).

Jeunes agriculteurs (installation) (p. 4176, 4177).

Lait et quotas (p. 4204, 4205).

Négociations internationales (p. 4179, 4203).

Politique agricole commune (P.A.C.) (p. 4176, 4203, 4204).

Prestations sociales agricoles (p. 4178).

Qualité (politique) (p. 4204).

Recherche agronomique (p. 4177).

Revenu agricole (p. 4179).

Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.) (p. 4178).

Sécheresse (effets et indemnisation) (p. 4176, 4179, 4207, 4208, 4209).

Structures agricoles (évolution) (p. 4175, 4202).

Zones défavorisées et zones de montagne (p. 4178, 4179, 4205).

Réponses aux questions :

Abattoirs (Villefranche-d'Allier) (M. Pierre Goldberg) (p. 4209).

Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (revalorisation) (MM. Georges Durand remplacé par Paul Chollet et Bruno Bourg-Broc) (p. 4223, 4234).

Agriculteurs en difficulté (M. Pierre-Yvon Trémel) (p. 4233).

Agriculture biologique (M. Claude Miqueu) (p. 4220).

Agriculture européenne (avenir) (M. Jean-Pierre Defontaine) (p. 4226).

Calamités agricoles :

- fonds des calamités (M. Jean Proriol) (p. 4216) ;

- indemnisation des dégats causés par la grêle dans le Sud-Ouest (M. Marcel Garrouste) (p. 4227).

Cotisations sociales agricoles :

- généralités (MM. Jean Desanlis, Maurice Sergheraert remplacé par Charles Paccou, Henri de Gastines, Roger Lestas, Philippe Vasseur) (p. 4215, 4221, 4225, 4230) ;

- Nord - Pas-de-Calais (MM. Charles Paccou et Philippe Vasseur) (p. 4217, 4230).

Crédit agricole (report d'un an des remboursements des prêts non bonifiés) (M. Jean Proriol) (p. 4216).

Départements d'outre-mer (réforme de l'Office de développement de l'économie agricole) (M. Maurice Louis-Joseph-Dogué) (p. 4236).

Elevage :

- bovin (MM. Jean Briane et Jean de Gaulle) (p. 4222, 4236) ;

- ovin (règlementation communautaire) (M. Arnaud Lepercq remplacé par M. Patrick Ollier) (p. 4236).

Enseignement agricole (M. Georges Hage remplacé par M. Pierre Goldberg) (p. 4221).

Fonds national de solidarité (M. Edmond Alphandéry) (p. 4210).

Forêts usagères (M. Pierre Lagorce) (p. 4232).

Fruits et légumes (M. Jean Gatel) (p. 4219).

Horticulture française (M. Claude Dhinnin remplacé par M. Bruno Bourg-Broc) (p. 4234).

Hydraulique agricole (programmes) (M. Georges Durand remplacé par M. Roger Lestas) (p. 4229).

Jeunes agriculteurs en zones défavorisées (installation) (M. André Lejeune) (p. 4218).

Lait :

- Cantal (restructuration laitière) (M. Pierre Raynal) (p. 4231) ;

- Franche-Comté (quotas et réaffectation de la réserve nationale) (M. Philippe Auberger) (p. 4225) ;

- Loire (M. Henri Bayard) (p. 4223) ;

- Onilait (évolution des crédits) (M. Bernard Schreiner (Bas-Rhin) (p. 4236) ;

- taxe de coresponsabilité (M. Xavier Hunault) (p. 4211).

Maisons familiales (MM. René André et Henri Bayard) (p. 4216, 4222).

Offices d'intervention (évolution des crédits) (M. Pierre Raynal) (p. 4232).

Ostréiculteurs (bassin de Marennes-Oléron) (M. Jean de Lipkowski) (p. 4217).

Pluriactivité (M. Michel Dinet) (p. 4227).

Politique agricole commune (application de l'article 19 du règlement du Conseil des communautés du 15 juin 1987) (M. Pierre Métais) (p. 4219).

Prêts bonifiés :

- détermination des ayants droit pour le report des annuités (M. Jean Proriol) (p. 4216) ;

- examen des dossiers (M. René André) (p. 4216).

Prime à la vache allaitante aux troupeaux mixtes (M. André Lejeune) (p. 4218).

Prophylaxies animales (M. Pierre Raynal) (p. 4231).

Retraite des agriculteurs (M. Philippe Auberger) (p. 4218).

Sécheresse :

- gestion des crédits au niveau régional (M. Claude Miqueu) (p. 4220) ;

- Manche (M. René André) (p. 4216) ;

- Midi-Pyrénées (M. René Massat) (p. 4228) ;

- Morbihan (M. Loïc Bouvard) (p. 4210) ;

- Pyrénées-Atlantiques (M. Bernard Schreiner [Bas-Rhin]) (p. 4217) ;

- Vallée de Montluçon (M. Pierre Goldberg) (p. 4209).

Service national pour la protection des forêts (M. Michel Giraud) (p. 4226).

Structures agricoles (modification du schéma directeur en Mayenne) (M. Henri de Gastines) (p. 4224).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties (MM. Bruno Durieux remplacé par Charles Paccou, Gérard Longuet et Roger Lestas) (p. 4210, 4221, 4229, 4230).

Viticulture méridionale (M. Régis Barailla) (p. 4220).

Zones défavorisées :

- Orne (M. Francis Geng) (p. 4222) ;

- soutien à l'agriculture (M. Patrick Ollier) (p. 4231).

Zones de montagne :

- cotisations sociales agricoles (M. Jean Proriol) (p. 4224) ;

- hydraulique, sécheresse (M. Patrick Ollier) (p. 4231).

Vote des crédits :

Agriculture :

Etat B, titre III :

- *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Jean Briane (réduction des crédits) (p. 4237) ; bovins (p. 4237).

- Projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer (n° 1009).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1989] :

Agents assermentés (pouvoirs) (p. 6922).

Sénat (modifications adoptées) (p. 6922).

NAYRAL (Bernard)

Député de l'Hérault

(5e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

NEIERTZ (Véronique)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- *Patriat (François)* : endettement des ménages : information des consommateurs ; moralisation du marché du crédit ; code de déontologie [26 avril 1989] (p. 446, 447).

- *Mexandeau (Louis)* : évolution des salaires en France en 1988 : enquête de l'I.N.S.E.E. ; comparaison entre le secteur public et le secteur privé ; pouvoir d'achat ; prix ; taux de croissance de l'économie française ; chômage ; création d'emplois [21 juin 1989] (p. 2317).

- *Brard (Jean-Pierre)* : mouvements sociaux dans la fonction publique : grève ; agents des finances ; conflit de l'automne 1989 [25 octobre 1989] (p. 4116).

- *Briane (Jean)* : conséquences de la grève des impôts : grève ; agents des finances ; conséquences du conflit de l'automne 1989 (entreprises, personnes âgées) [25 octobre 1989] (p. 4116, 4117).

orales sans débat de :

- *Benedetti (Georges)* (n° 148) : voirie (routes : Gard) : R.N. 86 ; R.N. 58 Q ; déviations ; perspectives [30 juin 1989] (p. 2673, 2674).

- *Griotteray (Alain)* (n° 151) : voirie (autoroutes : Val-de-Marne) : A 4 ; doublement par l'A 86 entre Nogent-sur-Marne et Saint-Maurice [30 juin 1989] (p. 2674, 2675).

- *Beix (Roland)* (n° 147) : cultes (manifestations religieuses) : religion musulmane ; Aïd-el-Kébir ; abattage rituel ; réglementation [30 juin 1989] (p. 2675).

- *Bouquet (Jean-Pierre)* (n° 149) : vin et viticulture (vins) : chaptalisation ; droits d'enrichissement ; C.E.E. [30 juin 1989] (p. 2676).

- *Schreiner (Bernard) (Bas-Rhin)* (n° 142) : agro-alimentaire (foie gras) : fraudes ; répression [30 juin 1989] (p. 2676, 2677).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Première lecture :

Discussion des articles [19 avril 1989] :

Après l'article 25 :

- *favorable* à l'amendement n° 97 rectifié de M. Christian Pierret (supprime l'obligation de distribution des O.P.C.V.M. pour les produits de placement à revenu fixe) (p. 312).

Epargne : fiscalité et harmonisation européenne (p. 312).

Après l'article 26 :

- *soutient* l'amendement n° 70 du Gouvernement (obligation déclarative des droits de vote, à la société et au Conseil des bourses de valeurs, faite à toute personne détenant 5 p. 100 ou plus des droits de vote) : adopté (p. 313) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 9 de M. Fabien Thiémé (pénalisation des établissements de crédit apportant leur concours aux O.P.A.) (p. 314).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, tendant à assouplir les sanctions prévues par l'article L. 55 de la loi du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises, applicables aux cas où une société à responsabilité limitée n'a pas porté son capital à 50 000 francs le 1er mars 1989 (n° 611).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 mai 1989] :

Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.) :

- capital social (augmentation) (p. 1016) ;

- dissolution (p. 1016) ;

- sanctions en cas d'insuffisance du capital social (p. 1015, 1016).

- Projet de loi relatif à l'information et la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales (n° 326).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 mai 1989] :

Crédit :

- faillite civile (cas de l'Alsace-Moselle) (p. 1022) ;

- surendettement des ménages (p. 1022, 1023).

Discussion des articles [19 mai 1989] :

Article 1er *(extension de la loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972 sur le démarchage à domicile) :*

- *favorable* à l'amendement n° 25 de M. Marcelin Berthelot (réintègre les visites effectuées à la demande du consommateur dans le démarchage à domicile) (p. 1029) ;

- *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (réintègre les visites effectuées à la demande du consommateur dans le démarchage à domicile) (p. 1029) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 2 de la commission (exclusion du champ d'application de la loi de 1972 des contrats portant sur les immeubles) (p. 1029) ;

- *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 1029).

Article 1er bis *(sanctions pénales applicables au démarchage effectué sous couvert de service public) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 1030).

Article 2 *(modification de la loi de 1978 sur l'information et la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 30 de M. Roger Gouhier (retient pour les opérations de crédit la définition la plus large possible) (p. 1030) ;

- *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ d'application de la loi aux opérations assimilables à des opérations de crédit) (p. 1031) ;

- *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (de conséquence ; suppression d'un alinéa introduit par le Sénat, relatif à la location-vente et à la location avec option d'achat) (p. 1031) ;

- *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (de conséquence) (p. 1031) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 31 corrigé de M. Paul Lombard (publicité sur les opérations de crédit : mention de toutes les indications en termes d'égale importance) (p. 1031) ;

- *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (de conséquence) (p. 1031) ;

- *favorable* à l'amendement n° 10 de la commission (mention obligatoire dans l'offre préalable, des moyens de calculer les informations prévues lorsque l'opération rend impossible la fourniture de ces informations) (p. 1032) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Daniel Le Meur (suppression de la possibilité d'engager simultanément plusieurs offres préalables de crédit, prévue dans le paragraphe III *ter* de l'article) (p. 1032) ;

- *favorable* à l'amendement n° 11 de la commission (exclusion des ouvertures de crédit permanent du champ d'application de l'article 6 de la loi de 1978) (p. 1032) ;

- *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission (obligation de présenter, sur leur demande, aux agents chargés du contrôle, une copie de l'offre préalable remise à l'emprunteur par le vendeur ou le prestataire de service) (p. 1032) ;

- *favorable* à l'amendement n° 13 corrigé de la commission (de conséquence) (p. 1032).

Après l'article 2 :

- *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Germain Gengenwin (déclaration à la Banque de France par l'établissement de crédit ou le commerçant de toute ouverture d'un crédit à la consommation) (p. 1033).

Article 2 bis *(institution d'une procédure judiciaire civile destinée à permettre l'apurement du passif des personnes physiques) :*

- *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) (p. 1034) ;

- *favorable* à l'amendement n° 34 de M. André Duroméa (de suppression) (p. 1034).

Article 4 *(intervention du ministre chargé de la consommation devant les juridictions saisies par les associations de consommateurs) :*

- *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte de l'article voté en première lecture) (p. 1034) ;

- *favorable* à l'amendement n° 35 de M. Roger Gouhier (rétablissement du texte de l'article voté en première lecture) (p. 1034).

Article 6 *(réglementation des loteries) :*

- *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (réglemente l'ensemble des loteries qu'elles soient réalisées ou non par voie d'écrit) (p. 1034).

Délit de loterie non autorisée (p. 1034, 1035) ;

- *favorable* à l'amendement n° 17 de la commission (réglemente l'ensemble des loteries qu'elles soient avec pré ou post-tirage) (p. 1035) ;

- *favorable* à l'amendement n° 18 de la commission (possibilité d'adresser conjointement un bulletin de participation et un bon de commande dès lors que les documents sont distincts) (p. 1035) ;

- *favorable* à l'amendement n° 19 de la commission (précision sur la présentation des opérations publicitaires) (p. 1035) ;

- *favorable* à l'amendement n° 37 de M. Roger Gouhier (possibilité pour le juge ayant condamné un organisateur de loteries pour irrespect de la législation d'informer les personnes qui ont été sollicitées par cet organisateur) (p. 1035).

Article 7 *bis* *(régime des emballages de liquides alimentaires) :*

- *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (exclut les emballages personnalisés des dispositions de l'article) (p. 1036) ;

- *favorable* à l'amendement n° 21 de la commission (de conséquence) (p. 1036).

Article 7 *ter* *(sécurité des ascenseurs et des portes automatiques de garage) :*

- *favorable* à l'amendement n° 22 de la commission (date limite de mise en conformité des cabines d'ascenseurs non réglementaires) (p. 1036) ;

- *favorable* à l'amendement n° 23 de la commission (de conséquence) (p. 1037).

Après l'article 7 *ter* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Marie Le Guen (établissement d'une période transitoire pour les contrats de location soumis à la loi du 23 décembre 1986, ayant fait l'objet d'une proposition de nouveau loyer) (p. 1037, 1038).

Article 11 nouveau *(modification de la loi du 5 janvier 1988 relative aux actions en justice des associations agréées de consommateurs) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 1038).

Article 12 nouveau *(nouvelle définition du taux d'intérêt légal) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 1038).

Article 13 nouveau *(modification de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services) :*

- *soutient* les amendements n° 44, 45, 46 et 47 du Gouvernement (rédactionnels) : adoptés (p. 1039).

Article 14 nouveau *(délais d'application de la loi) :*

- *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (suppression du délai accordé aux professionnels du crédit pour établir le récépissé valant reçu en cas de versement d'un acompte) (p. 1039).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [14 juin 1989] :

Améliorations apportées au projet initial (p. 2152).

- Projet de loi modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 juin 1989] :

« Affaires » boursières : Société générale (p. 1738).

Constitutionnalité du texte (p. 1738, 1739).

Contrats (pactes d'actionnaires) (p. 1734).

Nationalisations :

- bilan (p. 1738) ;

- « rampantes » (p. 1734, 1738).

Prises de participations (déclaration et autorisation des prises de participation portant à 10 p. 100 ou plus les participations au capital d'une société privatisée) (p. 1734)

Sociétés privatisées :

- place et rôle des actionnaires publics (p. 1734).

- spécificité (p. 1738).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Services financiers. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés* [15 novembre 1989] :

Communautés européennes : directives européennes relatives à la consommation (p. 5212).

Consommation :

- Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (p. 5212) ;

- Institut national de la consommation (I.N.C.) :

- crédits (p. 5211) ;

- statut (réforme) (p. 5212) ;

- organisations de consommateurs (et rapport Brault) (p. 5211, 5212) ;

- Secrétariat d'Etat :

- crédits (p. 5211, 5212).
- préparation au marché unique (p. 5211, 5212).

Créances et privilèges (projet de loi sur la prévention et le règlement des difficultés liées à l'endettement des particuliers) (p. 5212).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 décembre 1989] :

Banques et établissements financiers :

- offre de crédit (développement) (p. 5983, 5984) ;

- responsabilités et déontologie (p. 5982, 5983, 5984, 6109, 6110).

Endettement et surendettement :

- endettement :

- généralités (p. 5982, 5983, 5984) ;

- comparaisons internationales (p. 5982) ;

- crédits immobiliers (p. 5983) ;

- endettement à court terme (taux) (p. 5982) ;

- observations (p. 5983) ;

- surendettement :

- Alsace-Moselle (traitement du surendettement) (p. 6109) ;

- causes (p. 5983, 5984) ;

- conséquences (p. 5985) ;

- définition (p. 5983) ;

- phénomène (p. 5984) ;

- prévention et éducation (p. 5984, 6109).

Habitations à loyer modéré (paiement des loyers et subventions d'équilibre) (p. 5984).

Inégalités sociales (développement) (p. 6109).

Ménages en difficulté :

- information et protection (p. 5983, 5984, 5985, 6108, 6109) ;

- respect des familles (p. 6109) ;

- situation (p. 5985, 6108) ;

- témoignage (p. 6108).

Projet de loi (dispositions proposées) :

- commission départementale de conciliation ;

- composition (p. 5985, 6109) ;

- fonctionnement et mission (p. 5985, 6109) ;

- fichier national des incidents de paiement (p. 5984, 5985) ;

- Gouvernement (méthodes de travail pour l'élaboration du projet de loi) (p. 5984) ;

- procédure judiciaire (p. 5985) ;

- Sénat (modifications adoptées) (p. 5984, 5985).

Discussion des articles [7 décembre 1989] :

Article 1er *(ouverture de la procédure de règlement amiable) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 121 rectifié de M. Jacques Brunhes (prévoit que la procédure relative au règlement des difficultés liées au surendettement est entièrement juridictionnelle) (p. 6111, 6112) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 205 de M. André Berthol (précise que le texte ne s'applique pas au débiteur qui exerce une activité économique indépendante) (p. 6113) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 170 de M. Eric Raoult (rend possible la saisine de la commission par un créancier) (p. 6114) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 44 de la commission de la production (rend possible la saisine de la commission par un organisme de crédit) (p. 6114) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 2 de la commission (rend possible la saisine de la commission par un organisme de crédit) (p. 6114) ;

- *soutient* le sous-amendement oral n° 220 du Gouvernement (précise que le montant de la créance doit être supérieure à une somme déterminée par décret pour être en droit de saisir la commission) aux amendements n° 44 et 2 de la commission : adopté (p. 6116) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 45 de la commission (supprime le mot « départemental » dans l'appellation de la commission de conciliation) (p. 6116) ;

- *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission de la production (supprime la possibilité, pour la commission, de saisir le juge aux fins de suspension des voies d'exécution) (p. 6117) ;

- *favorable* à l'amendement n° 46 de la commission (supprime la faculté pour le débiteur de saisir le juge aux fins de suspendre les voies d'exécution) (p. 6118) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 208 rectifié de M. André Berthol (précise que le débiteur peut être assisté pour saisir le juge aux fins de suspension des voies d'exécution) (p. 6118) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 123 de M. Jacques Brunhes (prévoit que la commission et le débiteur « doivent » et non « peuvent » saisir le juge aux fins de suspension des voies d'exécution) (p. 6118).

Article 2 *(composition de la commission départementemental d'examen des situations de surendettement des particuliers) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 161 de M. Germain Gengenwin (modifie la composition de la commission) (p. 6120) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 48 modifié de la commission (modifie la composition de la commission) (p. 6121) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 193 du Gouvernement (précise que le trésorier payeur général est vice-président de la commission) à l'amendement n° 48 modifié : adopté (p. 6120) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 195 du Gouvernement (ajoute, au sein de la commission, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) à l'amendement n° 48 modifié : rejeté (p. 6120) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 194 du Gouvernement (précise que le représentant de la Banque de France assure le secrétariat de la commission) à l'amendement n° 48 modifié (p. 6119) : adopté (p. 6120).

Article 3 *bis* *(modalités d'exécution du plan) :*

- *ses observations* sur le sous-amendement oral de M. Jacques Brunhes (précise que le plan conventionnel est révisable) à l'amendement n° 50 de la commission (précise les modalités d'établissement et le contenu du plan conventionnel de règlement) (p. 6123).

Après l'article 6 :

- *défavorable* à l'amendement n° 134 rectifié de M. Jacques Brunhes (précise que le plan conventionnel est homologué par le juge) (p. 6125).

Article 7 B *(pouvoirs du juge) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 58 de la commission (permet au juge de demander à l'établissement de crédit des éléments établissant qu'il a satisfait à son devoir de conseil) (p. 6127) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 13 de la commission de la production (permet au juge de demander à l'établissement de crédit des éléments établissant qu'il a satisfait à son obligation de conseil) (p. 6127) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 185 de M. Léonce Deprez (permet au juge d'allouer une provision au créancier lorsqu'il s'agit d'une personne physique qui a un besoin urgent de recouvrement de créance) (p. 6129) ;

- *soutient* l'amendement n° 196 du Gouvernement (précise que la suspension des procédures d'exécution en matière fiscale n'a pas pour effet d'affecter l'existence des créances de l'Etat) : adopté (p. 6130).

Article 7 *(mesures de redressement judiciaire) :*

- *soutient* l'amendement n° 222 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté (p. 6131).

Dettes fiscales (p. 6131) ;

- *soutient* l'amendement n° 197 du Gouvernement (précise que, pour chaque décision, le juge doit s'inspirer de l'attitude de chacun des créanciers) : adopté (p. 6131) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 182 de M. Philippe Vasseur (supprime les dispositions relatives à la saisie immobilière d'un bien grevé d'un privilège ou d'une hypothèque) (p. 6132)

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 223 de M. Jacques Brunhes (précise que le juge peut réduire ou annuler le solde des prêts immobiliers restant dû) à l'amendement n° 17 de la commission de la production (étend à la vente amiable de biens immobiliers, les dispositions prévues en cas de saisie en permettant au juge de réduire le solde des prêts immobiliers restant dû) (p. 6143) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement oral de la commission de la production (de forme) à l' amendement n° 17 de la commission de la production (p. 6143) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 150 de M. Bruno Durieux (engage le Gouvernement à garantir un prix minimum en cas de vente) (p. 6144) ;

- *soutient* l'amendement n° 198 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 6146).

Après l'article 7 :

- *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Jacques Brunhes (précise que les litiges relatifs à l'exécution d'un gage sont de la compétence du juge d'instance) (p. 6146).

Article 8 A *(possibilité pour l'administration fiscale d'accorder des remises d'impôts aux contribuables surendettés) :*

- *soutient* l'amendement n° 199 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 6148).

Article 8 B *(créances du Trésor public et des organismes de prévoyance ou de sécurité sociale) :*

- *soutient* l'amendement n° 200 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 6148).

Avant l'article 9 :

- *soutient* le sous-amendement n° 202 du Gouvernement (intégre les dispositions de l'amendement n° 187 dans les lois n° 78-22 du 10 janvier 1978 et n° 79-596 du 13 juillet 1979) à l'amendement n° 187 de M. François Colcombet (prévoit qu'un établissement de crédit ne peut se prévaloir d'une caution d'une personne physique lorsqu'elle est manifestement disproportionnée à ses biens et revenus) : adopté (p. 6150) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 68 de la commission (permet au juge de prononcer la déchéance du droit aux intérêts et de la clause pénale lorsqu'un établissement de crédit accorde un prêt dont le montant est hors de proportion avec les capacités contributives de l'emprunteur) (p. 6150).

Article 9 *(offre de crédit permanent ; formule type de cautionnement) :*

- *favorable* à l'amendement n° 69 de la commission (précise les modalités d'offre pour les crédits permanents) (p. 6151) ;

- *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement à l'amendement n° 69 (ne rend pas obligatoire l'échelonnement du remboursement) : retiré (p. 6152) ;

– *soutient* l'amendement n° 203 du Gouvernement (précise les mentions manuscrites obligatoires précédant la signature de la caution) : adopté (p. 6154) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 217 de M. Roger Léron (précise la notion d'incident de paiement caractérisé) à l'amendement n° 73 de la commission (pose le principe de l'information de la caution dès le premier incident de paiement caractérisé) (p. 6154) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 186 de M. François Colcombet (précise les faits générateurs du point de départ du délai de forclusion) à l'amendement n° 76 de la commission (précise le point de départ du délai de forclusion concernant les actions des établissements de crédit) (p. 6155).

Article 9 *ter* *(délai de rétractation en matière d'achat de logement neuf) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 145 de M. Gilbert Millet soutenu par M. Jacques Brunhes (prolonge le délai de réflexion de sept jours à un mois) (p. 6156).

Article 9 *quater* *(publicité en matière de crédit mobilier) :*

– *favorable* à l'amendement n° 188 de M. Jean-Jacques Hyest (interdit, hors des lieux de vente, toute publicité qui met en évidence les caractéristiques du crédit) (p. 6156) : adopté (p. 6157).

Article 10 *(modifications de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le cadre immobilier) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 151 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit que, lorsqu'un prêt est destiné à financer l'acquisition d'un logement pour laquelle l'accédant bénéficie d'une aide de l'Etat, l'établissement financier prêteur ne peut adresser d'offre de prêt que si l'achèvement ou la livraison au prix convenu est garanti par une convention de cautionnement) (p. 6159) ;

– *soutient* l'amendement n° 204 du Gouvernement (précise les mentions manuscrites obligatoires précédant la signature de la caution) : adopté (p. 6160).

Après l'article 10 :

– *soutient* l'amendement n° 201 rectifié du Gouvernement (interdit aux établissements de crédit de porter les difficultés de remboursement à la connaissance de l'employeur de l'emprunteur) : rejeté (p. 6162).

Article 10 *bis* *(fichier national des incidents de paiement) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 178 de M. Eric Raoult (élargit les incidents de paiement à toutes les créances) (p. 6162).

– *ses observations* sur l'amendement n° 36 de la commission de la production (autorise les établissements de crédit à conserver leur fichier) (p. 6163) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 180 de M. Eric Raoult (autorise les établissements de crédit à conserver leur fichier)

– *soutient* l'amendement n° 213 du Gouvernement (précise que seule la Banque de France est habilitée à centraliser les informations visées et à les gérer) : adopté après rectification (p. 6165) ;

– *soutient* l'amendement n° 214 du Gouvernement (précise que nul autre que l'intéressé, ne peut demander copie des informations contenues sur lui-même au fichier) : rejeté (p. 6165).

Après l'article 10 *quinquies* :

– *favorable* à l'amendement n° 160 de M. Gérard Bapt (modifie la définition du taux de l'usure) (p. 6169).

Après l'article 10 *quinquies* :

– *favorable* à l'amendement n° 159 de Mme Denise Cacheux (interdit aux établissements de crédit le démarchage à domicile auprès d'enfants mineurs) (p. 6169).

Après l'article 11 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 215 de Mme Denise Cacheux (précise que les dispositions de la loi entreront en vigueur à compter du 15 mars 1990) (p. 6170).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [15 décembre 1989] :

Commission départementale de conciliation (p. 6664).

Commission mixte paritaire (présentation du texte adopté) (p. 6665).

Crédit (transparence du coût) (p. 6665).

Ménages en difficulté (p. 6664, 6665).

Procédure judiciaire (p. 6664, 6665).

Surendettement : prévention (p. 6664).

Usure (définition du taux) (p. 6665).

– Répond au rappel au règlement de : *Salles (Rudy) :* demande le report de la discussion du texte relatif au surendettement des familles [5 décembre 1989](p. 6004).

– Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances (n° 912).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 décembre 1989] :

Généralités :

– organismes :

– commission de contrôle des assurances (p. 6657).

– conseil national des assurances (p. 6657) ;

Assurance dommages :

– assurance obligatoire de dommage d'ouvrages (p. 6657) ;

– libre prestation de services (p. 6656).

Assurance vie et capitalisation (p. 6656) ;

Assurés (protection) (p. 6656)

Communautés européennes :

– concurrence européenne (p. 6656)

– marché intérieur (réalisation) (p. 6656).

Président de la République (engagements) (p. 6656).

Professions et personnels des assurances :

– courtiers (p. 6657) ;

– experts en automobile (p. 6657).

Discussion des articles [15 décembre 1989] :

Après l'article 33 *ter* :

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de la commission (précise que l'expert en automobile s'engage à accepter sa mission en toute indépendance) (p. 6661).

NENOU-PWATAHO (Maurice)

Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 avril 1989] :

Assesseurs non professionnels (mode de désignation et fonctions) (p. 22).

Aide judiciaire (p. 22).

Coutume (p. 22).

Décentralisation judiciaire et renforcement des moyens (p. 22).

NERI (Alain)

Député du Puy-de-Dôme

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rappporteur du projet de loi (n° 551), adopté par le Sénat, relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives (n° 551) [13 avril 1989].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 551), adopté par le Sénat, relatif à la **répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives (n° 663)** [16 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 727), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, relatif à la **prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives (n° 777)** [15 juin 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives (n° 551).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 mai 1989] :

Drogue (lutte et prévention) (p. 972).

Dopage sportif (techniques de lutte contre) :

- commission nationale de lutte contre le dopage (p. 973) ;

- contrôles et prélèvements (nature ; confidentialité) (p. 974) ;

- coordination interministérielle et médicale (p. 973) ;

- généralités (p. 973) ;

- prévention et éducation (p. 973) ;

- répression et sanctions (p. 973).

Sportifs de haut niveau :

- santé (p. 973) ;

- statut (p. 973).

Sports :

- disciplines sportives (égalité) (p. 973).

Discussion des articles [18 mai 1989] :

Article 1er *(interdiction du dopage à l'occasion de certaines manifestations sportives)* :

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (substitue la notion de personne à celle de sportif) : adopté (p. 989) ;

- *soutient l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 989) ;*

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (précise que les substances et procédés dont l'utilisation est interdite sont ceux qui modifient artificiellement la capacité du sportif dont la liste est fixée par arrêté interministériel sur avis de la commission nationale de lutte contre le dopage) (p. 989) ; adopté (p. 991) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 70 de M. Christian Estrosi (liste des substances et procédés interdits fixée par la commission médicale du comité international olympique) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 990) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (principe de la liberté de prescription des médecins à des fins thérapeutiques) : adopté (p. 991) ;

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (possibilité pour les sportifs d'être informés des effets des traitements prescrits au regard de la réglementation) : adopté (p. 991) ;

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (distinction des dispositions applicables aux personnes et aux animaux) : adopté (p. 991).

Titre Ier AA : *de la prévention du dopage.*

Après l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (prévention du dopage) (p. 991) : adopté aprés modifications (p. 992).

Article 1er *bis* *(commission nationale de lutte contre le dopage)* :

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (prévoit que la commission nationale de lutte contre le dopage est placée auprés du ministre chargé des sports) : adopté (p. 992) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (de précision ; présence de sportifs de haut niveau et de spécialistes médicaux ou scientifiques de la lutte contre le dopage) : adopté (p. 992) ;

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (consultation de la commission sur l'harmonisation des réglementations des fédérations sportives pour la lutte contre le dopage, les contrôles et les sanctions disciplinaires) : adopté (p. 992).

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (proposition par la commission de toute mesure tendant à assurer une égalité entre les diverses disciplines au regard des contrôles) : adopté (p. 993).

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (précise que les membres et agents de la commission sont astreints au secret professionnel) : adopté (p. 993).

Titre Ier : *du contrôle.*

Article 2 *(agrément des personnes chargées du contrôle et initiative du contrôle)* :

- *soutient* l'amendement n° 55 de M. Jean-Michel Belorgey (rédactionnel) : adopté (p. 994).

Après l'article 2 :

- *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (égalité entre les fédérations au regard du nombre des contrôles) (p. 994) : retiré (p. 995).

Article 4 *(droit d'accès des personnes agréées à certains lieux)* :

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (de forme) : adopté (p. 996) ;

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (de précision) : adopté (p. 996) ;

- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 996).

Article 5 *(perquisitions et saisies)* :

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (préserve le droit d'accès des agents chargés de l'inspection aux lieux où se déroulent les compétitions) : adopté (p. 997) ;

- *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (de forme) : adopté (p. 997).

Article 6 *(prélèvements et examens médicaux)* :

- *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (de cohérence, rédaction de l'article 1er) : adopté (p. 998) ;

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 998) ;

- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 998) ;

- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (prévoit que les examens et prélèvements seront déterminés par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 998).

Après l'article 6 :

- *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (préserve la confidentialité des contrôles) : adopté (p. 998).

Avant l'article 7 :

- *soutient* l'amendement n° 28 corrigé de la commission (insère l'intitulé suivant « Titre Ier *bis* : des mesures administratives ») : adopté (p. 998) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 64 de M. Christian Estrosi (précise le rôle des fédérations dans la lutte contre le dopage) (p. 998, 999).

Article 7 *(saisine de la commission nationale de lutte contre le dopage et mesures provisoires d'interdiction) :*

- *soutient* l'amendement n° 29 de la commission (de conséquence ; découpage du projet en titres différents) : adopté (p. 999) ;

- *soutient* l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 999) ;

- *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 999) ;

- *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (introduit la possibilité pour le ministre chargé des sports d'étendre, sur proposition de la commission nationale de lutte contre le dopage, à l'ensemble des fédérations les sanctions prises par l'une d'entre elles) (p. 999) : adopté (p. 1000) ;

- *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (possibilité pour la commission de se saisir des cas sur lesquels la fédération compétente n'a pas pris de sanction) : adopté (p. 1000) ;

- *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (supprime le délai de trois mois dont dispose la commission nationale de lutte contre le dopage pour faire ses propositions au ministre) : adopté (p. 1000) ;

- *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (durée des mesures provisoires prises par le ministre et concordance des délais prévus en cas de mesures provisioires d'interdiction) : adopté (p. 1000) ;

- *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (concordance des délais en cas de mesures provisoires d'interdiction) : adopté (p. 1000) ;

- *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (de précision) : adopté (p. 1000) ;

- *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 1000) : adopté (p. 1001) ;

- *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (de rectification) (p. 1000) : adopté (p. 1001) ;

- *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (de conséquence ; découpage du projet en titres) : adopté (p. 1001) ;

- *soutient* l'amendement n° 41 de la commission (de précision) : adopté (p. 1001) ;

- *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (de forme) : adopté (p. 1001) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Guy Drut (ouvre la possibilité pour les sportifs de présenter leur défense auprés de la commission) (p. 1001).

Article 9 *(sanctions administratives)* :

- *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1001) ;

- *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (de conséquence ; découpage du projet en titres) : adopté (p. 1001) ;

- *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (précise que le principe de substitution ne s'applique qu'aux sanctions disciplinaires de même nature) (p. 1001) : adopté aprés modifications) (p. 1002) ;

- *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (de forme) : adopté (p. 1002) ;

- *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (de forme) : adopté (p. 1002) ;

- *soutient* l'amendement n° 54 de la commission (de forme) : adopté (p. 1002) ;

- *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (de forme) : adopté (p. 1002) ;

- *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (vise à définir dans des articles distincts le contenu des sanctions et la procédure garantissant les droits de la défense) : adopté (p. 1002).

Après l'article 9 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 67 de M. Guy Drut (possibilité pour le ministre de considérer un match perdu par forfait lorsqu'un membre d'une équipe a fait usage de substances dopantes ou a refusé de se soumettre à un contrôle anti-dopage) (p. 1002) ;

- *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (de conséquence) (p. 1002) : adopté (p. 1003) ;

- *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (mesures prises à l'égard d'un animal dopé) : adopté après modifications (p. 1003).

Titre III : *dispositions pénales.*

Article 10 *(peines applicables) :*

- *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (redéfinit les peines applicables aux pourvoyeurs de produits dopants) (p. 1003) : adopté (p. 1004).

Titre :

- *soutient* l'amendement n° 52 de la commisssion (insertion de la référence à la prévention du dopage) : adopté (p. 1004).

Deuxième lecture : Rapporteur suppléé par : *Mandon (Thierry).* [21 juin 1989] (p. 2328).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 666).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignants :

- formation (et instituts universitaires de formation des maîtres) (p. 1865).

Enseignement primaire et secondaire :

- égalité des chances (p. 1865).

Etablissements d'enseignement :

- agents, techniciens, ouvriers et personnels de service (A.T.O.S.) (p. 1865).

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Titre II : *les personnels.*

Article 16 *(création des instituts universitaires de formation des maîtres) :*

- *favorable* (p. 2020).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1989] :

Collectivités locales : décentralisation (p. 4516, 4517).

Personnels non enseignants : Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (p. 4517).

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [13 novembre 1989] :

Jeunes :

- associations (p. 4980) ;

- Communautés européennes (fonds européens) (p. 4980) ;

- insertion professionnelle et sociale (postes FONJEP) (p. 4980).

Jeux et paris : loto sportif (p. 4980).

Secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports :

- crédits (p. 4977) ;

- fonctionnaires et agents publics (p. 4979).

Sports :

- drogue (dopage) (p. 4979) ;

- fonds national du développement du sport (F.N.D.S.) (p. 4980) ;

- sportifs de haut niveau (p. 4980).

NESME (Jean-Marc)

Député de la Saône-et-Loire

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310, 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

NOIR (Michel)

Député du Rhône

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignement (généralités) : décentralisation (p. 1861).

Enseignement primaire et secondaire :

- échec scolaire (et zones d'éducation prioritaires) (p. 1860) ;

- formation dispensée : enseignement primaire (p. 1860).

Etablissements d'enseignement : ouverture et partenariat (groupements d'établissements (G.R.E.T.A.) (p. 1861).

NUNGESSER (Roland)

Député du Val-de-Marne

(7e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (n° 538) [7 avril 1989] (p. 94).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (n° 540) [9 novembre 1989].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 965) [9 novembre 1989].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 538) autorisant l'approbation d'une convention relative à la **conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (n° 1030)** [23 novembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 540) autorisant l'approbation d'une convention relative à la **conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (n° 1031)** [23 novembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 965) autorisant l'approbation d'un **accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de **l'Union des républiques socialistes soviétiques sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres) **(n° 1041)** [28 novembre 1989].

Proposition de loi tendant à proclamer le **18 juin 1990 jour férié (n° 1155)** [20 décembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du livre deuxième du code rural ainsi que certains articles du code de la santé publique (n° 632).

Première lecture :

Discussion des articles [17 mai 1989] :

Article 1er *(pouvoirs du maire en matière de divagation des chiens et des chats et durée de garde en fourrière) :*

- ses observations (p. 945) ;

- *son* amendement n° 11 (proposition de l'adoption par les associations et fondations consacrées à la protection animale) (p. 945) : rejeté (p. 946).

Article 3 *(extension des compétences territoriales de certains agents ; responsabilité des propriétaires en matière de prophylaxie collective ; nature des rémunérations prévues dans ce cadre) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 28 de M. René Rouquet (amélioration du contrôle de la vivisection) (p. 955).

Nécessité de donner des pouvoirs aux maires et aux associations protectrices des animaux (p. 955).

Article 9 *(diverses dispositions en faveur de la protection des chiens et des chats) :*

Article 276-1 du code rural :

- *ses observations* sur l' amendement n° 25 de la commission (autorisation d'attribuer en lot des animaux vivants dans le seul cadre des manifestations à caractère agricole) (p. 957) ;

- *son* amendement n° 12 (généralisation de l'interdiction d'attribuer des animaux vivants en lot ou prime) : retiré (p. 957).

Article 276-2 du code rural :

- *son* amendement n° 13 (obligation généralisée d'immatriculer les chiens et les chats par tatouage) : rejeté (p. 957) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (délai pour l'immatriculation dans les départements non infestés par la rage) (p. 958) ;

- *son* amendement n° 14 corrigé (renforcement du contrôle des établissements de toilettage et de gardiennage) (p. 958, 959) : retiré (p. 959).

Nécessité de rappeler le principe fondamental de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature (p. 959).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 juin 1989] :

Article 1er *(pouvoirs du maire en matière de divagation des chiens et des chats et durée de garde en fourrière) :*

- *favorable* (p. 2155, 2156).

Article 1er bis *(définition de l'état de divagation) :*

- *son* amendement n° 6 (double la distance à partir de laquelle un chien peut être considéré en état de divagation) : rejeté (p. 2156).

Après l'article 3 ter :

- *son* amendement n° 2 (contrôle de l'opportunité des expérimentations animales par les maires et les associations de protection animale) : retiré (p. 2157).

Article 9 *(diverses dispositions en faveur de la protection des chiens et des chats) :*

- *son* amendement n° 3 (fixation par décret des exceptions à l'interdiction d'attribuer des animaux vivants en lot ou en prime) : rejeté (p. 2158) ;

- *son* amendement n° 4 (avance la date de mise en œuvre de l'obligation d'identifier les chiens et les chats) (p. 2158) : rejeté (p. 2159) ;

- *son* amendement n° 5 (contrôle des établissements de vente, de toilettage, de transit ou de garde des chiens ; élaboration par le Gouvernement d'un statut juridique de l'animal) : retiré (p. 2159).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Questions* [31 octobre 1989] :

Remplacé par M. Antoine Rufenacht : Transports fluviaux : schéma directeur (p. 4377).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (n° 538).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1989] :

Rapporteur suppléé par : *Goulet (Daniel)* (p. 5580).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (n° 540).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1989] :

Rapporteur suppléé par : *Goulet (Daniel)* (p. 5588).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 965).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 novembre 1989] :

Investissements français en U.R.S.S. (protection) (p. 5705, 5706).

Sociétés mixtes (p. 5706).

Transferts de technologie (p. 5706).
U.R.S.S (développement économique, « perestroïka ») (p. 5706).

NUNZI (Jean-Paul)

Député du Tarn-et-Garonne

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

à un ministre :

- Agriculture [1er juin 1989] :

Communautés européennes : préférence communautaire : importation de fruits et légumes (p. 1468).

O

OEHLER (Jean)

Député du Bas-Rhin

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 88-1290 du 23 décembre 1988 (n° 652).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 mai 1989] :

Investissement locatif (encouragement) (p. 1076).

Logement : droit (p. 1076).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 1076).

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Article 19 *(commission départementale de conciliation) :*

- *soutient* l'amendement n° 140 de M. Guy Malandain (permet que la nouvelle législation résultant de la proposition de loi se substitue à celle résultant de la loi du 23 décembre 1986 au lieu de modifier ladite loi) : adopté (p. 1125).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Logement social : impayés et modulation de l'aide (p. 4317).

Urbanisme :

- construction diversifiée (p. 4337) ;

- partenariat entre l'Etat et les collectivités locales (p. 4334).

OLLIER (Patrick)

Député des Hautes-Alpes

(2e circonscription)

R.P.R

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

orales sans débat :

- **n° 117** posée le 6 juin 1989 : **tourisme et loisirs (stations de montagne)** (p. 1801). Appelée le 9 juin 1989 : saison 1988-1989 ; défaut d'enneigement ; conséquences ; aides de l'Etat (p. 1946, 1947).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le X° Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [26 avril 1989] :

Article unique *(portant approbation du X° plan) :*

- *ses observations* (p. 467).

Aménagement du territoire : aménagement régional et rural (p. 467) ;

- *soutient* l'amendement n° 87 de M. Michel Barnier (précise que l'effort visant à amener 3 élèves sur 5 au niveau du baccalauréat ne doit pas porter atteinte à la qualité de ce diplôme) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 502) ;

- *soutient* l'amendement n° 88 de M. Michel Barnier (précise que l'évolution du revenu agricole sera identique à celle des revenus des autres catégories) (p. 503) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 504) ;

- *soutient* l'amendement n° 89 de M. Michel Barnier (petit commerce en milieu rural) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 504) ;

- *soutient* l'amendement n° 72 rectifié de M. Daniel Goulet (prévoit l'avis des élus des régions et départements concernés avant la mise en place d'une planification régionale des équipements de santé) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 506) ;

Logements parisiens (cause de la hausse des prix) (p. 511) ;

- *soutient* l'amendement n° 90 de M. Michel Barnier (prévoit la mise en place d'un programme spécifique de reconversion des régions et villes touchées par la suppression des frontières intracommunautaires) (p. 511) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 510, 511) ;

- *soutient* l'amendement n° 73 de M. Daniel Goulet (mise en œuvre de la réforme de la fiscalité locale dès la prochaine session parlementaire d'automne) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 513) ;

- *soutient* l'amendement n° 74 de M. Daniel Goulet (apport de la modification de la taxe sur le foncier non bâti à la gestion du milieu rural) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 515) ;

- *soutient* l'amendement n° 75 de M. Daniel Goulet (pluriactivité en milieu rural) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 515) ;

- *son* amendement n° 30 rectifié (actions en faveur des zones de montagne) (p. 516, 517) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 517) ;

- *soutient* l'amendement n° 29 de M. Hervé de Charette (modernisation de l'Etat ; impératifs de productivité, de qualité du service rendu aux usagers et de partenariat entre l'administration et ses agents) (p. 517) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 518) ;

- *soutient* l'amendement n° 91 de M. Michel Barnier (adaptation des statuts des agents publics et mise en place de procédures d'échanges entre la fonction publique et le secteur privé) (p. 517) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 518).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Remplace : *Estrosi (Christian) :* enseignement primaire et secondaire :

- éducation physique (p. 1900, 1901) ;

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

Cotisations sociales :

- pluriactivité (régime social et fiscalité) (p. 2708).

Zones de montagne et fragiles (p. 2708).

Rappel au règlement : article 58 du règlement : délais insuffisants pour l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social [29 juin 1989] (p. 2649).

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Rappel au règlement : article 58 ; poursuite de l'examen du texte sur l'exploitation agricole [1er juillet 1989] (p. 2793).

Avant l'article 40 *ter* :

- *son* amendement n° 177 (prévoit l'élaboration d'un statut de la pluriactivité afin de préserver l'équilibre des zones fragiles) (p. 2815) : adopté après modifications (p. 2817).

Désertification (p. 2815, 2816).

Jeunes agriculteurs (p. 2815).

Zones de montagne (p. 2815, 2816, 2817).

Après l'article 40 *quinquies* :

- *son* amendement n° 210 (prévoit que les revenus de l'agriculteur liés à une activité saisonnière sont soumis au régime fiscal de son activité principale) (p. 2819) : retiré (p. 2820) ;

- *son* amendement n° 160 (prévoit la publication d'un rapport par le Gouvernement, sur la possibilité pour les agriculteurs retraités, d'exercer une activité saisonnière complémentaire) : adopté (p. 2820).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Remplaçant M. Arnaud Lepercq : Elevage (ovin) (p. 4236).

Zones défavorisées (soutien à l'agriculture) (p. 4235).

Zones de montagne (hydraulique, sécheresse) (p. 4231).

Services du Premier ministre : Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels. - *Explications de vote* [27 octobre 1989] :

Aménagement du territoire (p. 4273).

Evaluation des politiques publiques (p. 4273).

Marché unique européen (p. 4273).

Vote contre du groupe R.P.R. (p. 4274).

Industrie et aménagement du territoire : tourisme. - *Questions* [27 octobre 1989] :

Zones défavorisées : Alpes du Sud (p. 4285).

Intérieur. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Collectivités locales : stations de sports d'hiver (situation budgétaire) (p. 5045).

ORNANO (Michel d')

Député du Calvados

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310, 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544) [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7423).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1989] :

Commission des opérations de bourse :

- commissaire du Gouvernement (p. 242) ;

- composition (p. 242) ;

- pouvoirs d'enquête et de saisie (p. 242) ;

- recours contre les décisions et sanctions prononcées (p. 242).

Conseils : commission de la concurrence (p. 242).

Constitutionnalité des dispositions proposées au regard des principes généraux du droit et des droits de la défense (p. 242).

Epargne et épargnant (protection et sécurité) (p. 242).

Marché financier : transparence (action de concert ; seuils ; délit d'initié) (p. 243).

Offres publiques d'achat et d'échange (O.P.A. et O.P.E.) : déclenchement et modalités (p. 243).

Sanctions : généralités (p. 242).

Discussion des articles [18 avril 1989] :

Article 1er *(composition de la Commission des opérations de bourse)* :

- *soutient* les amendements identiques n° 75 de M. Patrick Devedjian et n° 78 de M. Philippe Auberger (suppression auprès de la C.O.B. du commissaire du Gouvernement) (p. 259) : adoptés (p. 260) ;

- *son* amendement n° 94 (suppression auprès de la C.O.B. du commissaire du Gouvernement) (p. 259) : adopté (p. 260).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 juin 1989] :

Article 1er *(composition de la Commission des opérations de bourse)* :

- *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (supprime à nouveau le principe de la désignation d'un commissaire du gouvernement auprès de la C.O.B.) (p. 2387).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Communautés européennes :

- harmonisation fiscale (p. 3703, 3704) ;

- mouvements de capitaux et marché unique (p. 3703).

Défense (p. 3705).

Emploi (p. 3702).

Epargne : fiscalité (p. 3703).

Finances publiques :

- déficit budgétaire (p. 3703) ;

- dépenses (en capital) (p. 3703) ;

- dépenses (niveau et évolution) (p. 3703) ;

- prélèvements obligatoires (p. 3704).

Fonction publique : effectifs (p. 3704).

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3704).

Impôts locaux : taxe d'habitation (résidences secondaires) (p. 3704).

Impôt sur le revenu :

- investissement locatif (p. 3704) ;

- revenus fonciers (abattement forfaitaire) (p. 3704).

Logement (et logement social) (p. 3702).

Président de la République (engagements) (p. 3703, 3704).

Revenu minimum d'insertion (p. 3702).

T.V.A. :

- généralités (p. 3703) ;

- sur les médicaments (p. 3703, 3704).

Première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Après l'article 5 :

- *son* amendement n° 100 (réduit le taux normal de la T.V.A. à 18 p. 100) (p. 3760) ; rejeté (p. 3765) ;

- communautés européennes (harmonisation fiscale) (p. 3762, 3764).

- Motion de censure déposée par MM. Pierre Méhaignerie, Charles Millon, Bernard Pons et 88 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution le 21 octobre 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [23 octobre 1989] :

Communautés européennes : harmonisation fiscale (p. 3989, 3990).

Finances publiques :

- déficit budgétaire (p. 3989) ;

- dépenses (p. 3988, 3989) ;

- dette publique (p. 3989) ;

- recettes (plus values fiscales) (p. 3989).

Fonction publique : effectifs (p. 3989).

Impôts sur la fortune et le patrimoine :

- fiscalité du patrimoine (p. 3988) ;

- impôt de solidarité sur la fortune (I.S.F.) (p. 3988).

Partis politiques : parti socialiste (pression sur le Gouvernement) (p. 3988, 3990).

Politique économique : franc (p. 3988).

Président de la République (engagements) (p. 3990).

Secteur public : privatisations et financement des entreprises publiques (p. 3989).

Taxe sur la valeur ajoutée (p. 3989, 3990).

Vote la censure (p. 3988, 3990).

ORTET (Pierre)

Député de la Haute-Garonne

(8e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

P

PACCOU (Charles)

Député du Nord

(14e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Cotisations sociales agricoles :

- Remplaçant M. Maurice Sergheraert : généralités (p. 4220) ;

- Nord-Pas-de-Calais (p. 4217).

Remplaçant M. Maurice Sergheraert : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 4221).

PAECHT (Arthur)

Député du Var

(7e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un protocole d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise au traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954 (ensemble une annexe) (n° 993) [23 novembre 1989] (p. 5591).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) (n° 984) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission de la défense et des forces armées, sur le projet de loi (n° 993), adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un protocole d'adhésion du **Royaume d'Espagne** et de la **République portugaise** au traité de **collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective,** signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le protocole modifiant et complétant le **traité de Bruxelles** signé à Paris le 23 octobre 1954 (ensemble une annexe) **(n° 1044)** [28 novembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Loi de programmation militaire : publication par la presse du contenu d'un référé de la cour des comptes [10 mai 1989] (p. 721, 722).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [3 et 4 octobre 1989] :

Oppose la question préalable : rejetée au scrutin public (p. 3054).

Principaux thèmes développés :

Défense française : doctrine :

- consensus national et opinion publique (p. 3047, 3050).

Etat des relations internationales :

- désarmement (négociations) (p. 3049).

- situation internationale (Nord-Sud et évaluation des menaces) (p. 3049).

Programmation :

- cohérence de la programmation (p. 3048) ;

- crédits de fonctionnement (p. 3049) ;

- crédits d'équipement des armées (et évolution) (p. 3048) ;

- dérive des coûts et désarmement structurel (p. 3047, 3048, 3049) ;

- loi de 1987 (actualisation ou abrogation) (p. 3047, 3048, 3049, 3050).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 novembre 1989] :

Armement nucléaire : généralités (p. 5624).

Commission mixte paritaire (échec) (p. 5624).

Défense française (doctrine) : consensus national et opinion publique (p. 5624).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement (recours) (p. 5623).

Etat des relations internationales :

- alliance atlantique (rôle) (p. 5624) ;

- Centre Europe et Allemagne (p. 5624, 5625) ;

- défense européenne (p. 5625) ;

- désarmement (négociations) (p. 5624) ;

- Etats-Unis (politique extérieure) (p. 5624) ;

- France (influence européenne et internationale) (p. 5624, 5625) ;

- situation internationale (Nord-Sud et évaluation des menaces) (p. 5624) ;

- U.R.S.S. (politique extérieure) (p. 5624).

Programmation :

- généralités (p. 5624) ;

- dérive des coûts et désarmement structurel (p. 5624).

Vote contre du groupe U.D.F. (p. 5625).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Défense . - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [6 novembre 1989] :

Affaires étrangères :

- désarmement (p. 4623) ;

- situation internationale (incertitudes) (p. 4623).

Armements classiques :

- avions :

- Atlantic de nouvelle génération (A.N.G.2) (p. 4622) ;

- Crusader (et F 18) (p. 4622) ;

- bâtiments de la marine :

- bâtiment antimines océanique (B.A.M.O.) (p. 4622) ;

- porte-avions (p. 4622) ;

- sous-marin nucléaire d'attaque (S.N.A.) (p. 4622) ;

- matériels terrestres :

- canons de 155 mm (p. 4622) ;

- défense aérienne (p. 4622) ;

- lance-roquettes multiples (L.R.M.) (p. 4622) ;

- véhicule blindé léger (V.B.L.) (p. 4622).

Force nucléaire stratégique (F.N.S.) : missiles stratégiques :

- missile M 5 (p. 4622) ;

- missile S 4 (p. 4622) ;

- sous-marin nucléaire lanceur d'engins (S.N.L.E.) (p. 4622).

Loi de programmation militaire (p. 4621).

Personnels militaires :

- condition militaire (indemnité pour charges militaires, grille indiciaire, rémunérations) (p. 4623) ;

- effectifs (déflation) (p. 4622).

Intention de vote contre du groupe U.D.F. (p. 4623).

- Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise au traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954 (ensemble une annexe) (n° 993).

Rapporteur pour avis.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 novembre 1989] :

Affaires étrangères :

- Etats-Unis (désengagement en Europe) (p. 5709) ;

- Europe occidentale (défense) (p. 5709) ;

- République fédérale d'Allemagne (et réunification de l'Allemagne) (p. 5708, 5709).

Commission de la défense nationale (position sur le texte) (p. 5709).

Défense : O.T.A.N. et Alliance Atlantique (p. 5709).

Union de l'Europe occidentale (U.E.O) :

- Institut d'études et de sécurité (p. 5709) ;

- relance (et plate-forme de la Haye) (p. 5709).

- Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T) (n° 984).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1989] :

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) :

- personnels :

- droits et options offertes (p. 6203) ;

- service de régie directe : contraintes imposées (p. 6202) ;

- statut (société nationale) : dotation en capital (p. 6203).

Indépendance nationale (p. 6203).

Parlement : Sénat (dépôt et adoption du projet) (p. 6202).

Son vote à titre personnel : abstention (p. 6204).

Vote contre du groupe U.D.F (p. 6204).

Discussion des articles [8 décembre 1989] :

Article 3 *(dispositions relatives à l'ensemble des personnels) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (ouvre trois propositions d'affectation aux agents qui refusent un recrutement par la société) : adopté (p. 6218) ;

- *son* amendement n° 5 (ouvre aux agents qui se sont prononcés pour un recrutement par la société, la possibilité, pendant dix ans, de postuler à une autre affectation au sein du ministère de la défense) : retiré (p. 6218).

Après l'article 8 :

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de la commission (institue dans les établissements industriels de la société nationale une commission consultative) (p. 6219).

Explications de vote :

Attitude « incohérente » du groupe socialiste (p. 6220).

PANAFIEU (Françoise de)

Député de Paris

(17e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement de la danse (n° 564) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

QUESTIONS

à un ministre :

- Culture [27 avril 1989] :

Danse (p. 529).

Opéra-Bastille (p. 528, 529).

orales sans débat :

- n° 137 posée le 21 juin 1989 : **chômage : indemnisation (conditions d'attribution)** (p. 2368). Appelée le 23 juin 1989 : artistes interprètes (p. 2445).

INTERVENTIONS

- Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'enseignement de la danse (n° 564).

Première lecture, principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1989] :

Danse et chorégraphie :

- Conseil supérieur de la danse (p. 656) ;

- plan pluriannuel de développement chorégraphique (p. 655).

Professeurs de danse :

- danseurs professionnels (statut et mesures transitoires les concernant) (p. 655) ;

- diplôme d'Etat (p. 655).

Discussion des articles [3 mai 1989] :

Article 1er *(obligations des professeurs de danse)*

- *son* sous-amendement n° 35 rectifié (limite l'exigence d'un diplôme au seul cas où les élèves sont mineurs) à l'amendement n° 27 deuxième rectification de M. Jean-Michel Belorgey (précise le dispositif proposé pour la reconnaissance des diplômes, le statut des danseurs professionnels et le champ d'application de la loi) : rejeté (p. 660) ;

- *son* sous-amendement n° 36 rectifié (composition de la Commission nationale consultative) à l'amendement n° 27, deuxième rectification, devenu sans objet (p. 662).

- *ses* amendements n°s 1 corrigé, 2 corrigé, 3 corrigé, 4 et 5 : devenus sans objet (p. 661).

Article 3 *(obligations de l'exploitant)* :

- *son* amendement n° 6 (limitation des risques physiologiques liés à la danse, encourus par les jeunes enfants) : retiré (p. 662).

Article 8 *(dispositions transitoires)* :

- *son* sous-amendement n° 37 (ramène à un an la durée d'enseignement exigée pour les dispenses) à l'amendement n° 25 de la commission (dispense des obligations de formation les personnes qui enseignent la danse depuis plus de trois ans) : rejeté (p. 664) ;

- *son* amendement n° 7 (ramène à un an la durée d'enseignement exigée pour l'obtention des dispenses) : devenu sans objet (p. 664) ;

- *son* amendement n° 8 (délai de mise en conformité des établissements vis-à-vis des régles de sécurité) (p. 664) : rejeté (p. 665) ;

- *son* sous-amendement n° 38 (porte à cinq ans le délai de mise en conformité des locaux pour les régles techniques et d'hygiène) à l'amendement n° 26 de la commission (délai de mise en conformité des établissements vis-à-vis des règles de sécurité) : rejeté (p. 665).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Article 6 *(commission de séjour des étrangers)* :

- *défavorable* (p. 1575).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [14 novembre 1989] :

Arts et spectacles :

- art lyrique (p. 5058) ;

- cinéma (p. 5059) ;

- musique (p. 5059) ;

- théâtre (p. 5059).

Collectivités locales : province (équilibre Paris - province) (p. 5058).

Communautés européennes (p. 5059).

Ministère de la culture : crédits (p. 5059).

Patrimoine :

- grandes institutions et grands travaux : généralités (gestion et coût) (p. 5059).

- Paris :

- Bibliothèque de France (p. 5058).

- Opéra de la Bastille (p. 5058).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1989] :

Article 1er *(principe du plan pour le logement des personnes défavorisées)* :

- *son* amendement n° 151 soutenu par M. Eric Raoult (prend en compte la situation des jeunes ménages dans les zones urbaines) (p. 6516) : rejeté (p. 6517).

PANDRAUD (Robert)

Député de la Seine-Saint-Denis

(8e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 26 mai 1989] (p. 6627).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 26 mai 1989] (p. 6627).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 1er novembre 1989] (p. 13637).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685) [*J.O.* du 24 juin 1989] (p. 7894).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 novembre 1989] (p. 13693).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Paiement des jours de grève des fonctionnaires : notion de service fait ; mode de calcul des retenues pour grève [14 juin 1989] (p. 2127).

à un ministre :

- Fonctionnaires et agents publics [6 avril 1989] :

Grèves (p. 68).

Primes géographiques (p. 67, 68).

Salaires (p. 67).

Services publics : usagers (p. 69).

- Justice [15 juin 1989] :

Professions juridiques et judiciaires :

- magistrats : indépendance : réforme du conseil supérieur de la magistrature (p. 2176).

- Communautés européennes [29 juin 1989] :

Contrôles aux frontières : Schengen : application des accords (p. 2613).

INTERVENTIONS

- Observations sur les questions à un ministre : compétence des ministres d'Etat [6 avril 1989] (p. 72).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 mai 1989] :

Communautés européennes :

- accords de Schengen (p. 1367) ;

- législation (harmonisation) (p. 1367).

Immigration :

- immigration clandestine (lutte contre) (p. 1367).

Immigrés : droit d'asile (p. 1367).

Projet de loi (dispositions) :

- entrée (conditions d') (p. 1367) ;

- expulsion (p. 1367) ;

- reconduite à la frontière (p. 1367).

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

- Rappel au règlement : procédure d'examen des amendements en commission (p. 1386).

Article 1er *(abrogation de certaines conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident)* :

- *défavorable* (p. 1426, 1431).

Article 2 *(report à 18 ans de l'âge auquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour) :*

- *ses observations* (p. 1440).

Age à partir duquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour (p. 1440).

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

- **Rappel au règlement :** lacunes du contrôle aux frontières (p. 1486).

Article 4 *(bénéficiaires de plein droit de la carte de résident) :*

- *défavorable* (p. 1511).

- **Rappel au règlement :** s'étonne des propos du ministre de l'intérieur relatifs aux amendements de M. Pierre Mazeaud (p. 1523).

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

- *défavorable* (p. 1560).

- **Rappel au règlement :** déroulement du débat (p. 1565).

- *ses observations* sur l'amendement n° 23 de M. François Asensi (prolongation du délai de péremption pour raisons familiales ou de santé) (p. 1571).

Article 6 *(commission de séjour des étrangers) :*

- *défavorable* (p. 1574) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de la commission (création possible de commissions supplémentaires dans les départements de plus de 500 000 habitants) (p. 1594).

Article 8 *(reconduite à la frontière) :*

- *ses observations* (p. 1596).

Article 9 *(recours contre l'arrêté de reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* (p. 1597) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 de la commission (permet à l'étranger de bénéficier du concours d'un interprète) (p. 1603) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 293 corrigé de M. Jacques Toubon (permet à l'étranger de bénéficier du concours d'un interprète) (p. 1603).

Article 10 *(régime d'expulsion) :*

- *défavorable* (p. 1607).

- **Rappel au règlement :** nécessaire présence de députés socialistes pour le bon déroulement des débats (p. 1616).

Article 11 *(procédure d'expulsion) :*

- *défavorable* (p. 1617).

Article 12 *(catégorie d'étrangers protégés contre une mesure d'expulsion) :*

- **Rappel au règlement :** déroulement des débats (p. 1627).

Article 13 *(expulsion en cas d'urgence absolue) :*

- *défavorable* (p. 1651) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 270 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1655).

Article 14 *(exécution de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 277 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1657).

Article 15 *(maintien administratif des étrangers) :*

- *ses observations* (p. 1660).

Article 16 *(champ d'application de l'ordonnance et des dérogations apportées par voie de conventions internationales) :*

- *ses observations* (p. 1662) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 280 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1664).

Après l'article 17 :

- *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Jacques Brunhes (présentation par le Gouvernement d'un rapport portant sur la lutte contre le racisme) (p. 1669).

Avant l'article 1 (précédemment réservé) :

- *soutient* l'amendement n° 78 de M. Pierre Mazeaud (application des articles 23 et 24 de la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 relatifs à l'attribution de la nationalité pour les enfants nés en France avant le 1er janvier 1995 d'un parent né sur un territoire qui avait, au moment de la naissance de ce parent, le statut de colonie ou de territoire d'outre-mer) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1686) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Pierre Mazeaud (modifie l'article 64-1 qui détermine la naturalisation sans condition pour la personne qui appartient à l'entité linguistique française) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1693).

Article 7 (précédemment réservé) :

- *soutient* l'amendement n° 194 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1709).

Articles 13 (précédemment réservé) (p. 1719) :

- *soutient* l'amendement n° 274 de M. Pierre Mazeaud (étend l'usage de la procédure d'urgence absolue en cas de menace grave pour l'ordre public) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1719).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 juin 1989] :

Communautés européennes : accords de Schengen (p. 2594).

Immigrés : intégration (p. 2593).

Réquisition de la force militaire par l'autorité préfectorale ; irrespect des règles par l'autorité militaire (installation éventuelle de missiles sol-air sur le pont de Tolbiac à Paris afin de protéger la cérémonie officielle d'inauguration de l'Opéra de la Bastille) (p. 2593).

Discussion des articles [28 juin 1989] [1er juillet 1989] :

Article 2 *(report à 18 ans de l'âge auquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour) :*

- *défavorable* (p. 2599).

Fait personnel : menaces terroristes (p. 2604).

Article 9 *(recours contre l'arrêté de reconduite à la frontière) :*

- *ses observations* (p. 2856).

Lecture définitive :

Explications de vote [4 juillet 1989] :

Communautés européennes :

- expulsion (application des décisions) (p. 2955).

Immigration :

- immigration clandestine (lutte contre) (p. 2955).

Immigrés :

- intégration (p. 2955).

Projet de loi (dispositions) :

- commission de séjour (p. 2955).

Vote contre du groupe R.P.R.(p. 2955).

- Projet de loi relatif au congé parental et à diverses validations (n° 649).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1989] :

Validation législative :

- corps d'inspection générale et de contrôle (validation des nominations individuelles) (p. 1550) ;

- technique de la validation (p. 1550).

- Projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 620)

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 juin 1989] :

Accueil des personnes âgées et des handicapés adultes : familles naturelles (p. 2461).

Personnes âgées : personnels para-médicaux (p. 2461).

Discussion des articles [23 juin 1989] :

- *soutient* l'amendement n° 9 de Mme Elisabeth Hubert (placement thérapeutique des handicapés mentaux) : rejeté (p. 2466).

- Projet de loi relatif à l'enseignement de la danse (n° 564).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 juin 1989] :

- *ses observations* (p. 2470).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] :

Après l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Michel (amnistie les faits constituant des fautes passibles de sanctions professionnelles sauf si la réintégration de personnels devait faire peser sur l'employeur des sacrifices excessifs) (p. 2695) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 2 de M. Jacques Brunhes (accorde à tout salarié, élu du personnel, représentant ou délégué syndical, qui a été licencié pour une faute amnistiée en vertu de la loi n° 88-828 du 20 juillet 1988, la possibilité d'obtenir sa réintégration dans son emploi) (p. 2695) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 9 de Mme Muguette Jacquaint (donne aux salariés protégés le droit de bénéficier de l'amnistie et d'être réintégrés dans leur emploi) à l'amendement n° 2 de M. Jacques Brunhes (p. 2695)

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [3 juillet 1989] :

Amnistie : champ d'application ; infractions concernées (p. 2927).

Corse (extension de l'amnistie) (p. 2927).

- Proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [29 juin 1989] :

Expulsion (p. 2635, 2637).

Habitations à loyer modéré (H.L.M.) (p. 2637).

Investissement locatif (encouragement) (p. 2635).

Logement (propriétaires) (p. 2635).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 2635).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale :

- *ses observations* sur l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 2643).

Signature par le Ministre des Finances du décret limitant la hausse des loyers, avant la fin de la discussion du texte (p. 2643).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 786).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er juillet 1989] :

Article 2 *(sanctions pénales applicables en cas de mise en service ou de conduite d'aéronefs non conformes aux règles de sécurité) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2845).

Après l'article 18 :

- *favorable* à l'amendement n° 4 de M. Michel Voisin (vise à réprimer l'état d'ivresse manifeste ou l'état alcoolique dont pourrait se rendre responsable un membre du personnel navigant) (p. 2850).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [3 juillet 1989] :

Article 28 *bis* (supprimé par le Sénat) *(mesures de revalorisation en faveur des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique, des professeurs de lycées professionnels et des conseillers principaux d'éducation) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 16 du Gouvernement (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2923) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 52 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2923) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 21 de M. Georges Hage (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2923).

- Rappel au règlement : grèves de fonctionnaires ; cas de ceux de l'administration pénitentiaire [2 octobre 1989] (p. 2989).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798)

Première lecture :

Discussion des articles [5 et 6 octobre 1989] :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

- *ses observations* (p. 3146).

Article L. 52-4 du code électoral (définition du candidat présumé) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 2 de la commission (précise la notion de candidat présumé) (p. 3150) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 134 de M. Jean-Pierre Delalande (précise la notion de candidat présumé) (p. 3150)

- *ses observations* sur l'amendement n° 100 de M. Pierre Mazeaud (précise la notion de candidat présumé) (p. 3150).

Article L. 52-5 du code électoral (obligation de créer une association électorale pour recueillir des dons) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 3 de la commission (permet au candidat de recourir, soit à l'association électorale, soit au mandataire) (p. 3161).

Après l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 29 de la commission (interdit tout affichage commercial pendant les trois mois précédent l'élection) (p. 3225) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 30 de la commission (interdit pendant les trois mois précédent l'élection toute publicité par voie de presse ou par tout moyen audiovisuel) (p. 3226).

Article 2 *(sanctions pénales) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 190 du Gouvernement (modifie les sanctions et précise les incriminations) (p. 3227).

Article 9 *(association de financement d'un parti politique) :*

Article 11-1 de la loi du 11 mars 1988 (statuts de l'association de financement) :

- *favorable* à l'amendement n° 108 de M. Pierre Mazeaud (supprime l'envoi d'une liste nominative des souscripteurs à l'administration) (p. 3245) ;

- *favorable* à l'amendement n° 96 de M. Serge Charles (prévoit la transmission de la liste des donateurs à la commission nationale des comptes de campagne) (p. 3245).

Article 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons des personnes physiques et des personnes morales) :

- *soutient* l'amendement n° 194 de M. Pierre Mazeaud (supprime le plafonnement des dons des personnes physiques) : rejeté au scrutin public (p. 3249).

Article 11-5 de la loi du 11 mars 1988 (obligations comptables des partis politiques bénéficiaires de l'aide publique) :

- *favorable* à l'amendement n° 79 de M. Gilbert Millet (publication intégrale des comptes des partis au *Journal officiel)* (p. 3269).

Article 10 *(publicité des travaux des chambres régionales des comptes) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 176 de M. Jean-Pierre Delalande (supprime l'obligation pour les magistrats de préserver le secret dans la mesure où ils sont tenus par serment) (p. 3271).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1989] :

Juridictions administratives (fonctionnement) (p. 6974).

Sénat (vote relatif au texte adopté par la commission mixte paritaire) (p. 6974).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Après l'article 16 :

- Rappel au règlement : aménagement de la région parisienne (p. 3893).

Article 27 *(taxe sur les entreprises exploitant des autoroutes à péage) :*

- *défavorable* (p. 3901, 3902) ; sécurité routière et secours aux accidentés de la route (p. 3901, 3902).

Deuxième partie :

Justice. - *Questions* [15 novembre 1989] :

Administration pénitentiaire :

- détenus (immigrés emprisonnés) (p. 5172) ;

- établissements pénitentiaires : personnel (retraite à 50 ans) (p. 5168).

Fonctionnement de la justice : officier de police judiciaire (statut) (p. 5167).

Procédure pénale (assistance d'un avocat lors de la garde à vue) (p. 5171).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

a) *Fiscalité locale.*

Après l'article 58 :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 208 du Gouvernement (prévoit que le Gouvernement présentera au Parlement le résultat des simulations avant le 30 avril 1990 et que le législateur fixera la date et les conditions d'entrée en vigueur du dispositif) à l'amendement n° 173 de M. Alain Richard (institue un partage progressif des surcroîts de taxe professionnelle à l'intérieur des agglomérations) (p. 5273).

- Projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif (n° 904).

Première lecture :

Explications de vote [21 novembre 1989] :

observations sur le rappel au règlement de : *Clément (Pascal)* (p. 5438).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 décembre 1989] :

Conseillers nommés dans les cours administratives d'appel :

- carrière et mobilité (p. 6825) ;

- nomination au tour extérieur (prorogation du délai d'un an) (p. 6826).

Validations législatives de différentes décisions administratives (p. 6826).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1989] :

Accords de Schengen (p. 5457).

Conseil constitutionnel : conditions de saisine (réforme) (p. 5456).

Immigration :

- Assemblée nationale (organisation d'un débat sur l'immigration) (p. 5457) ;

- flux migratoires (p. 5457) ;

- immigration clandestine (p. 5457).

- Turcs en provenance d'Allemagne (arrivées) (p. 5457).

Immigrés :

- droit d'asile (p. 5457, 5458) ;

- hébergement (p. 5458).

Loi du 2 août 1989 relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France :

- cartes de séjour (obtention) (p. 5458) ;

- exécution d'office (p. 5457) ;

- expulsion (p. 5457) ;

- reconduite à la frontière :

- régime (p. 5457, 5458) ;

- taux d'exécution (p. 5457).

Président de la République (engagements) (p. 5456).

Tribunaux administratifs :

- Comité technique paritaire (saisine pour les décrets d'application du projet de loi en discussion) (p. 5444, 5456, 5457) ;

- compétence (p. 5458) ;

- fonctionnement (adaptation et accroissement du contentieux) (p. 5458).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 décembre 1989] :

Accords de Schengen (p. 6757).

Immigration :

- Europe (politique menée) (p. 6757) ;

- flux migratoires (p. 6757) ;

- immigration clandestine (p. 6757).

Loi n° 89-548 du 2 août 1989 relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France :

- expulsion (p. 6758) ;

- taux d'exécution (p. 6758).

Tribunaux administratifs :

- délai de recours (p. 6758) ;

- fonctionnement (adaptation et accroissement du contentieux) (p. 6758) ;

- recours suspensif (p. 6758).

Discussion des articles [18 décembre 1989] :

Après l'article 4 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (renvoie la date d'application des dispositions du projet de loi au 1er février 1990) (p. 6761).

Tribunaux administratifs (fonctionnement) (p. 6761).

- Projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (n° 650).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1989] :

Ecole nationale d'administration (E.N.A.) :

- « Enarchie » (p. 5610) ;

- loi n° 83-26 du 19 janvier 1983 relative à la création d'une « troisième voie » (insuffisances) (p. 5611).

Haute fonction publique :

- corps préfectoral (pourcentage d'« énarques » en exercice) (p. 5610, 5613) ;

- démocratisation et diversification du recrutement (p. 5610) ;

- tutelle unique (p. 5611).

Troisième concours :

- conditions d'accès (exercice d'une activité professionnelle pendant 8 ans) (p. 5611) ;

- cycle de préparation (p. 5611) ;

- grandes écoles (extension de la procédure du troisième concours) (p. 5611) ;

- limite d'âge (p. 5611).

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 5610).

Discussion des articles [24 novembre 1989] :

Article 1er *(création d'un troisième concours d'entrée à l'E.N.A.) :*

- *son* amendement n° 6 (étend à l'Ecole nationale de la magistrature et à l'Ecole nationale supérieure de police la voie du troisième concours) (p. 5614) : rejeté (p. 5615).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Après l'article 34 (amendements précédemment réservés) :

Fonctionnaires (rémunérations) (p. 5956).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 décembre1989] :

- Rappel au règlement : débat à la télévision sur le surendettement des ménages au moment même où l'Assemblée nationale en discute [7 décembre 1989] (p. 6107).

- Projet de loi relatif au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (n° 1024).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Contreseing (absence de contreseing du ministre de la fonction publique) (p. 6299).

Ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne :

- rémunérations et primes (p. 6301) ;

- statut (p. 6299).

Discussion des articles :

Article 7 *(abrogation de diverses dispositions) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 1 de la commission (précise que la date d'entrée en vigueur du présent texte ne peut être ultérieure au 31 décembre 1990) (p. 6302).

- Projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer (n° 1009).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [11 décembre 1989] :

Transports : Société nationale des chemins de fer français (S.N.C.F.) (brigade spéciale de police pour la sécurité des transports ferroviaires) (p. 6304).

- Projet de loi modifiant la loi n° 89-1044 du 21 novembre 1969 relative au Conseil supérieur de la fonction militaire (n° 1103).

Première lecture :

Explications de vote [15 décembre 1989] :

Observations du groupe R.P.R. :

- Condition militaire (p. 6675) ;

- Police judiciaire (p. 6675) ;

- Police nationale et gendarmerie (compétences respectives) (p. 6675).

Rappel au règlement : propos dépourvus d'intention de politiser le débat (p. 6676).

- Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 décembre 1989] :

Généralités :

- champ d'application de l'amnistie (p. 6744) ;

- Etat (conséquences de l'amnistie sur l'autorité de l'Etat) (p. 6745)

- victimes (droits pécuniaires) (p. 6745).

Affaires : Machoro (p. 6745).

Gendarmerie (gendarmes tués à Fayaoué) : hommage (p. 6745).

PAPON (Christiane)

Député du Val-de-Marne

(1ère circonscription)

R.P.R.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Drogue et sécurité dans les transports en commun : arrivée de nouvelles drogues en France ; insécurité dans les transports en commun [22 novembre 1989] (p. 5482, 5483).

orales sans débat :

- **n° 95** posée le 16 mai 1989 : **politique extérieure (Algérie)** (p. 912) : couples franco-algériens ; convention ; application (p. 1012, 1013, 1014).

PAPON (Monique)

Député de la Loire-Atlantique

(1re circonscription)

U.D.C.

S'inscrit au groupe de l'Union du centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Rapport du Conseil économique et social sur la toxicomanie :** lutte et prévention ; rapport Sullerot au Conseil économique et social ; toxicomanes ; statistiques ; injonction thérapeutique [31 mai 1989] (p. 1409).

- **Conflit de l'agence centrale de presse :** plan de redressement judiciaire [29 novembre 1989] (p. 5704, 5705).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accueil des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 620).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 mai 1989] :

Accueil des personnes âgées et des handicapés adultes :

- familles, organismes et procédure d'accueil :

- établissements de soins (centres médico-sociaux) (p. 839, 840).

- familles naturelles (p. 840) ;

- statut des personnes accueillies :

- garanties d'accueil et nombre de personnes accueillies notamment (p. 840).

- familles tierces (statut, obligations, formation et agrément de la personne d'accueil) (p. 840).

Généralités : départements (charges et rôle) (p. 840).

Discussion des articles [12 mai 1989] :

Article 1er *(procédure d'agrément des familles d'accueil) :*

- *son* amendement n° 68 (oblige la famille d'accueil à assurer la continuité de la prestation en cas d'absence) : adopté (p. 858)

Après l'article 10 :

- *son* sous-amendement n° 69 (possibilité pour la personne d'accueil et sa famille de bénéficier de la succession du handicapé avec l'autorisation du conseil de famille ou du juge des tutelles) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 870) : retiré (p. 871).

- **Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Remplacée par M. Jean-Pierre Foucher : Enseignants : inspecteurs de l'éducation nationale (p. 4532).

PASQUINI (Pierre)

Député de la Haute-Corse

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Intérieur : Sécurité civile) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Terrot, tendant à instituer le paiement obligatoire de la vignette automobile par les véhicules de l'Etat (n° 933) [16 novembre 1989] (p. 5382).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer **les causes des incendies de forêt** qui ont ravagé la région corse et les départements méditerranéens depuis plusieurs années et particulièrement en 1989 **(n° 910)** [10 octobre 1989].

Avis fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome VI : **intérieur : sécurité civile (n° 924)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Désengagement du Gouvernement en Corse :** destruction d'édifices publics ; pillage et divulgation de dossiers confidentiels ; détournement des aides publiques ; histoire des relations entre la France et la Corse [12 avril 1989] (p. 119, 120, 121).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).**

Intérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis pour la sécurité civile [13 novembre 1989] :

Sécurité civile :

- automobiles (accidents et prévention) (p. 5010) ;

- forêts (incendies) (p. 5009) ;

- Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 5009) ;

- loisirs (accidents) (p. 5010) ;

- matériels aériens (p. 5009).

PATRIAT (François)

Député de la Côte-d'Or

(5e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant certaines dispositions du Livre deuxième du code rural ainsi que certains articles du code de la santé publique (n° 632) [10 mai 1989] (p. 761).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822) [*J.O.* du 1er décembre 1989] (p. 14894).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 632), adopté par le Sénat, modifiant et complétant certaines dispositions du **livre deuxième du code rural** ainsi que certains articles du **code de la santé publique (n° 676)** [10 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 718), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, modifiant et complétant certaines dispositions du **livre deuxième du code rural** ainsi que certains articles du **code de la santé publique (n° 730)** [7 juin 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Endettement des ménages : information des consommateurs ; moralisation du marché du crédit ; code de déontologie [26 avril 1989] (p. 446, 447).

- Paiement des retraites complémentaires : politique à l'égard des retraités ; politique sociale du Gouvernement ; retraite à 60 ans ; association pour la structure financière [15 novembre 1989] (p. 5149, 5150).

à un ministre :

- Collectivités locales [20 avril 1989] :

Communes (regroupements et impôts locaux). (p. 322).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du livre deuxième du code rural ainsi que certains articles du code de la santé publique (n° 632).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1989] :

Animaux de compagnie :

- divagation (et délais de garde en fourrière) (p. 934) ;

- évolution des comportements (p. 934) ;

- impact économique (p. 934) ;

- interdiction d'attribution en lot ou prime de tout animal (p. 934) ;

- responsabilité des collectivités locales (p. 934).

Elevage et prophylaxie :

- éleveurs (rôle) (p. 934) ;

- Etat (rôle) (p. 934) ;

- groupements de défense sanitaire (G.D.S.) (p. 934) ;

- tatouage (obligation de -) (p. 935) ;

- T.V.A. sur les opérations de prophylaxie (p. 935).

Sénat (modifications apportées) (p. 935).

Vétérinaire (profession) :

- accès à la profession des ressortissants de la C.E.E. (p. 934, 935) ;

- définition et organisation (p. 934) ;

- ordre vétérinaire (p. 935).

Discussion des articles [17 mai 1989] :

Article 1er *(pouvoirs du maire en matière de divagation des chiens et des chats et durée de garde en fourrière) :*

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (possibilité de proposer à l'adoption les animaux abandonnés découverts hors zone atteinte par la rage) : adopté (p. 945) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 11 de M. Roland Nungesser (proposition de l'adoption par les associations et fondations consacrées à la protection animale) (p. 945, 946).

Article 1er bis *(définition de l'état de divagation) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle définition de l'état de divagation du chat) : adopté (p. 946) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 16 de M. René Beaumont (nouvelle définition de l'état de divagation du chat) (p. 946).

Après l'article 1er ter :

- *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Louis Colombani (possibilité pour les maires des villes de plus de 10 000 habitants d'intervenir lorsque les propriétaires ne respectent pas le domaine public) (p. 947).

Article 3 *(extension des compétences territoriales de certains agents ; responsabilité des propriétaires en matière de prophylaxie collective ; nature des rémunérations prévues dans ce cadre) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 17 de M. René Beaumont (assimilation des réalisations d'abattage à des actes de prophylaxie) (p. 952) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 31 du Gouvernement (art. 215-8 du code rural ; suppression de l'exonération de la T.V.A pour les éleveurs) (p. 953)

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 41 de M. René Beaumont (ajustement au montant des bénéfices nouveaux générés par les dispositions du C.G.I. (art. 1649 et suivants) relatives aux associations de gestions agréées) (p. 953, 954).

Taux de T.V.A. retenu (p. 953, 954) ;

- *soutient* l'amendement n° 28 de M. René Rouquet (amélioration du contrôle de la vivisection) retiré (p. 955).

Article 4 *(art. 225 du code rural ; déclaration des maladies ne donnant pas lieu à la prise de mesures sanitaires) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. René Beaumont (possibilité d'ajouter par décret toute maladie présentant un danger pour n'importe quelle espèce, à la nomenclature des maladies contagieuses) (p. 955).

Article 8 bis *(régime applicable aux animaux et denrées susceptibles de renfermer des substances toxiques) :*

- *favorable* à l'amendement n° 32 du Gouvernement (de suppression) p. 956).

Article 9 *(diverses dispositions en faveur de la protection des chiens et des chats)* (p. 956) :

- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (art. 276-1 du code rural ; autorisation d'attribuer en lot des animaux vivants dans le seul cadre des manifestations à caractère agricole) : adopté (p. 957).

Article 276-2 du code rural :

- *ses observations* sur l'amendement n° 13 de M. Roland Nungesser (obligation généralisée d'immatriculer les chiens et les chats par tatouage) (p. 957) ;

- *favorable* à l'amendement n° 33 du Gouvernement (agrément du moyen d'identification par le ministre chargé de l'agriculture) (p. 958) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 34 du Gouvernement (délai pour conférer force obligatoire à la loi) (p. 958) ;

- *favorable* à l'amendement n° 35 corrigé du Gouvernement (de conséquence) (p. 958) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (délai pour l'immatriculation dans les départements non infestés par la rage) (p. 958) ;

- *favorable* à l'amendement n° 37 corrigé du Gouvernement (possibilité de recourir à d'autres procédés que le tatouage pour l'immatriculation) (p. 958) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 38 du Gouvernement (suppression des dispositions relatives à la vaccination antirabique obligatoire, déjà prévues par ailleurs) (p. 958) ;

- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (identification obligatoire des carnivores domestiques dans les départements officiellement déclarés infestés par la rage) : adopté (p. 958) ;

- *favorable* à l'amendement n° 14 corrigé de M. Roland Nungesser (renforcement du contrôle des établissements de toilettage et de gardiennage) (p. 959).

Article 276-4 du code rural (nouveau) :

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (généralisation de l'identification des équidés par la suppression du dernier alinéa de l'article 9) : adopté (p. 959) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 40 de M. Serge Franchis (méthode d'identification des équidés) (p. 959).

Article 11 *(vices rédhibitoires chez les chiens et les chats) :*

Article 285-3 du code rural :

- *favorable* à l'amendement n° 19 de M. René Beaumont (précision manuscrite par l'acheteur qu'il libère le vendeur de toute garantie) (p. 960) ;

- *favorable* à l'amendement n° 20 de M. René Beaumont (actualisation par décret en Conseil d'Etat de la liste des vices rédhibitoires) (p. 960).

Article 18 *(code de déontologie) :*

Article 316 du code rural :

- *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. René Beaumont (suppression de la mention de consultation par le Conseil d'Etat des organisations syndicales de vétérinaires) (p. 961) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (consultation par le Conseil d'Etat de la commission nationale vétérinaire avant d'édicter le code de déontologie) (p. 961, 962) : adopté (p. 962).

Article 22 *(exercice illégal de l'art vétérinaire) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 23 de M. Jean Briane (liste des actes constitutifs : autorisation de diagnostic d'élevage ou de diagnostic portant sur du matériel) (p. 962) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (suppression dans la liste des actes constitutifs de la délivrance des attestations) : adopté après correction (p. 963).

Article 23 *(dérogations aux dispositions relatives à l'exercice illégal) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (adjonction des pareurs bovins à la liste des dérogations) (p. 963) : adopté (p. 964) ;

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (replace, dans le cadre de l'article 309-1, la dérogation dont bénéficient les élèves des écoles vétérinaires) : adopté (p. 964) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (addition des détenteurs d'animaux de rapport qui n'en sont pas nécessairement les propriétaires) : adopté (p. 964) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. René Beaumont (élargissement de la portée de la dérogation en faveur de différents ingénieurs et techniciens en matière d'élevage) (p. 965) ;

- *favorable* à l'amendement n° 39 du Gouvernement (précision relative aux ingénieurs et techniciens diplômés intervenant dans le cadre d'activités zootechniques) (p. 965) ;

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (élargissement de la portée de la dérogation pour les interventions de certains techniciens en matière d'élevage) (p. 964) : devenu sans objet (p. 965) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (suppression des organismes d'insémination artificielle déjà visés par la loi sur l'élevage) : adopté (p. 965).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 juin 1989] :

Animaux de compagnie :

- adoption (p. 2154) ;

- interdiction d'attribution en lot ou prime de tout animal (p. 2154).

Elevage et prophylaxie : T.V.A. sur les opérations de prophylaxie (p. 2154).

Vétérinaire (profession) (p. 2154).

Discussion des articles [14 juin 1989] :

Article 1er *bis* *(définition de l'état de divagation) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Roland Nungesser (double la distance à partir de laquelle un chien peut être considéré en état de divagation) (p. 2156).

Article 3 *ter* nouveau *(nature des rémunérations perçues par les vétérinaires dans le cadre des opérations de prophylaxie collective) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. René Beaumont (date d'application des dispositions assimilant les rémunérations des vétérinaires à des revenus tirés de l'exercice d'une profession libérale) (p. 2157).

Après l'article 3 *ter* :

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Roland Nungesser (contrôle de l'opportunité des expérimentations animales par les maires et les associations de protection animale) (p. 2157).

Article 8 *bis* *(régime applicable aux animaux et denrées susceptibles de renfermer des substances toxiques) :*

- *favorable* à l'amendement n° 7 de M. René Beaumont (de suppression) (p. 2157).

Article 9 *(diverses dispositions en faveur de la protection des chiens et des chats) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Roland Nungesser (fixation par décret des exceptions à l'interdiction d'attribuer des animaux vivants en lot ou en prime) (p. 2158) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Roland Nungesser (avance la date de mise en œuvre de l'obligation d'identifier les chiens et les chats) (p. 2158, 2159) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Roland Nungesser (contrôle des établissements de vente, de toilettage, de transit ou de garde des chiens ; élaboration par le Gouvernement d'un statut juridique de l'animal) (p. 2159).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1989] :

Agriculture biologique (p. 4202).

Exploitations agricoles :

- investissement et stock (p. 4202) ;

- transmission (p. 4201).

Fiscalité agricole (bénéfices agricoles) (p. 4201, 4202).

Viticulture (p. 4202).

PELCHAT (Michel)

Député de l'Essonne

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J.O.* du 14 avril 1989] (p. 4767).

DEPOTS

Rapport fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur la **télévision à haute définition (n° 752)** [13 juin 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Communautés européennes [29 juin 1989] :

Recherche et technologie : télévision à haute définition (programme Eurêka 95 ; satellites de la seconde génération) (p. 2615, 2616).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1989] :

Crédits de recherche : budget civil de la recherche et du développement (B.C.R.D.) et Dépense nationale de recherche et de développement (D.N.R.D.) (objectif des 3 p. 100 du P.I.B) (p. 4051).

Chercheurs : valorisation des découvertes (p. 4052).

Recherche industrielle :

- généralités (p. 4052) ;

- crédit d'impôt-recherche (p. 4052).

Recherche militaire (p. 4051).

Recherche nucléaire (Commissariat à l'énergie atomique - C.E.A) (p. 4052).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication. - *Questions* [25 octobre 1989] :

Audiovisuel : télévisions : financement (p. 4099, 4100).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966).

Première lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1989] :

Article 1er *(déplafonnement des cotisations d'accidents du travail) :*

- *son* amendement n° 44 corrigé (exclut du déplafonnement les contrats à durée déterminée conclus dans les secteurs du cinéma et du spectacle) : rejeté (p. 5846).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Discussion des articles [7 décembre 1989] :

Article 4 *(plan conventionnel de règlement) :*

- *son* amendement n° 163 : devenu sans objet (p. 6124).

Article 7 *(mesures de redressement judiciaire) :*

- *son* amendement n° 164 (précise les critères retenus par le juge) : non soutenu (p. 6131).

- Déclaration du Gouvernement sur la politique énergétique de la France et débat sur cette déclaration (n° 1079).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Energie nucléaire :

- impact sur l'environnement (p. 6365) ;

- réacteur calogène (p. 6364, 6365).

Environnement :

- effet de serre (p. 6365) ;

- pollution atmosphérique (p. 6365).

PELLETIER (Jacques)

Ministre de la coopération et du développement

DEPOTS

Déclaration du Gouvernement sur la politique de coopération de la France à l'étranger **(n° 627)** [20 avril 1989].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- *Pistre (Charles)* : Lomé IV : relations entre la communauté européenne et les pays A.C.P. ; rôle des organisations non gouvernementales ; STABEX [13 décembre 1989] (p. 6464, 6465).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur la politique de coopération de la France à l' étranger et débat sur cette déclaration (n° 627).

Principaux thèmes développés [20 avril 1989] :

Afrique (p. 327, 328, 361, 365).

Aides :

- Aide alimentaire et développement rural (p. 329, 364) ;

- Aide publique au développement :

- accroissement nécessaire (p. 362) ;

- affectation de 0,7 p. 100 du P.I.B. (p. 327) ;

- répartition (p. 362).

Ajustements structurels (politique) (p. 329, 365).

Associations, commissions et délégations :

- Association internationale de développement (A.I.D.) (p. 328) ;

- Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.) (rôle) (p. 364) ;

- Commission de la coopération décentralisée pour le développement (p. 330, 363).

Audiovisuel :

- Canal France International (p. 328, 365) ;

- Radio France Internationale (p. 365).

Caisse centrale de coopération économique (rôle) (p. 361, 362).

Collectivités locales (rôle) (p. 330, 361, 365).

Communauté européenne (aide) (p. 328, 361, 362, 364).

Coopération :

- culturelle :

- bourses (montant) (p. 363) ;

- coopérants et personnel du ministère de la coopération (p. 363) ;

- formation et éducation (dépenses) (p. 329) ;

- politique et stratégie (p. 327, 329, 361, 363) ;

- structures (disparité) (p. 362).

Dette du tiers monde (p. 328, 329, 361, 362).

Dons (p. 327, 361).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 365, 366).

Fonds et fondations :

- fondation de la recherche pour le développement (p. 329) ;

- fonds d'aide et de coopération (F.A.C) (p. 328) ;

- fonds européen de développement (p. 361, 364) ;

- fonds monétaire international (F.M.I) et Banque mondiale (p. 361, 365).

Francophonie et langue française (p. 329).
Haïti (situation politique française) (p. 361).

Lomé (accords) (p. 328, 364).

Opinion publique (mobilisation de l') (p. 364, 365).

Organisations non gouvernementales (O.N.G) (rôle) (p. 329, 361, 362, 364, 365).

Pays en voie de dévelopement (p. 327).
Prêts (p. 327, 361).

Projets et propositions de loi : proposition de loi pour la survie et le développement (p. 364).

Santé publique :

- aide et conditions sanitaires (p. 362) ;

- S.I.D.A. (p. 362).

Secteur privé : rôle des entreprises (p. 329, 361).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération et développement. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1989] :

Afrique et pays de la zone franc (p. 4021, 4022, 4023, 4025).

Aides :

- multilatérale (p. 4022) ;

- publique au développement (crédits et pourcentage par rapport au P.I.B.) (p. 4021, 4022) ;

- efficacité (p. 4022).

Caisse centrale de coopération économique (p. 4023).

Communauté européenne (position et rôle de la France) (p. 4024, 4025).

Coopération :

- culturelle (Canal France) (p. 4024) ;

- financière (désengagement des banques et entreprises privées) (p. 4022) ;

- militaire (p. 4024) ;

- technique (crédits ; modalités de financement ; réinsertion des assistants techniques) (p. 4023) ;

- ministère de la coopération et du développement (compétence ; effectifs) (p. 4023) ;

- structure de concertation placée sous l'autorité du Premier ministre (p. 4023).

Coopération décentralisée et organisations non gouvernementales (O.N.G.) (p. 4024).

Dette (mesures d'annulation) (p. 4021).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4023, 4024).

Développement local et rural (p. 4022, 4023).

Education et formation (p. 4024).

Environnement (p. 4024).

Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) (p. 4023).

Francophonie (p. 4024).

Haut conseil de la coopération et du développement (p. 4023).

Pays du champ de la coopération :

- Cameroun (p. 4022) ;

- Congo (p. 4022) ;

- Côte d'Ivoire (p. 4022) ;

- Gabon (p. 4022).

Survie et développement (propositions de loi) (p. 4022).

Transports aériens (sécurité dans les aéroports africains) (p. 4024).

Réponses aux questions :

Afrique (action sanitaire et sociale ; Sida) (M. Alain Calmat) (p. 4029).

Coopérants (détachement ; formation ; coordination ; réinsertion) (M. Jean-Yves Le Déaut) (p. 4025, 4026).

Coopération décentralisée (organisation et coordination) (M. Jean Laborde) (p. 4028, 4029).

Dette (orientation de l'aide publique au développement vers les dons) (M. Charles Pistre) (p. 4026).
Haïti (démocratisation) (M. Jean-Marie Daillet) (p. 4027).

Madagascar et Océan indien (MM. Bernard Stasi et Jean-Paul Virapoullé, remplacés par M. Jean-Marie Daillet) (p. 4027, 4028).

Namibie (indépendance) (M. Jean Laborde) (p. 4030).

Pays à revenus intermédiaires (M. Charles Pistre) (p. 4028).

Traitement indiciaire des recrutés locaux (M. Jean-Yves Le Déaut) (p. 4027).

Vote des crédits :

Etat B - Titre IV :

Organisations non gouvernementales (O.N.G.) (p. 4031).

PENICAUT (Jean-Pierre)

Député des Landes

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 30 septembre 1989] (p. 12327).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 30 septembre 1989] (p. 12327).

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (n° 538).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1989] :

Chasse et pêche :

- chasses traditionnelles (méthodes des réserves ou dérogations) (p. 5584) ;

- chasseurs (position et rôle) (p. 5583, 5584) ;

- Communautés européennes (législation sur la chasse) (p. 5584).

Conventions de Berne et de Bonn de 1979 (p. 5584.

Protection de la nature :

- conservation des espèces (p. 5583) ;

- protection des habitats (p. 5584).

Explications de vote :

Vote pour du groupe socialiste (p. 5584).

PERBEN (Dominique)

Député de la Saône-et-Loire

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 1er novembre 1989] (p. 13637).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Raynal, tendant à rendre obligatoire la communication par le maire au conseil municipal d'un rapport annuel sur l'état du mobilier urbain (n° 590) [11 mai 1989] (p. 819).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Elisabeth Hubert et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code des communes relatives aux attributions des maires en matière de tranquillité publique (n° 589) [1er juin 1989] (p. 1529).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Patrick Devedjian et plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer la possibilité de fusion des listes de candidats au deuxième tour des élections municipales (n° 274) [1er juin 1989] (p. 1529).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à modifier les dispositions du code électoral relatives à l'élection des conseillers régionaux (n° 369) [1er juin 1989] (p. 1529).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Jacques Weber relative à la déclaration des candidatures lors des élections municipales (n° 393) [19 octobre 1989] (p. 3826).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Legras, tendant à exonérer, pendant trois ans, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, les exploitations agricoles ayant fait l'objet d'un changement d'exploitant à la suite d'une cession (n° 771) [19 octobre 1989] (p. 3826).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Legras, tendant à modifier le livre V du code de la construction et de l'habitation afin de prévoir des mesures concernant les bâtiments en ruine (n° 772) [19 octobre 1989] (p. 3826).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 novembre 1989] (p. 13693).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Giraud, tendant à permettre l'exercice des compétences des régions en matière d'aménagement du territoire (n° 306)[9 novembre 1989].

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Lucette Michaux-Chevry et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 941) [9 novembre 1989].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Péricard relative à l'article L. 11-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique tendant à faire obligation aux commissions d'enquête, préalablement à toute déclaration d'utilité publique, de motiver leurs conclusions (n° 830) [16 novembre 1989] (p. 5382).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation dans les pays de l'Est : chute des régimes communistes ; sommet américano-soviétique ; débat à l'Assemblée nationale [15 novembre 1989] (p. 5151, 5152).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 695).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [14 novembre 1989] :

Communautés européennes (marché unique) (p. 5098).

Concurrence (nationale et internationale) (p. 5098).

Ministère :

- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 5098) ;

- personnel : rémunérations et primes (p. 5098).

Prélèvement de l'Etat sur le budget (p. 5098).

Réforme du statut des postes et télécommunications (rapport Prévot) : généralités (p. 5097, 5098).

Télécommunications (France Télécom) : charges financières (p. 5098).

Vote contre du groupe R.P.R. (p. 5098).

PERBET (Régis)

Député de l'Ardèche

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

PERETTI DELLA ROCCA (Jean-Pierre de)

Député des Bouches-du-Rhône

(14e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

PÉRICARD (Michel)

Député des Yvelines

(6e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701) [*J.O.* du 28 juin 1989] (p. 8033).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'article L. 11-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique tendant à faire obligation aux **commissions d'enquête** préalablement à toute **déclaration d'utilité publique,** de **motiver leurs conclusions (n° 830)** [28 juin 1989].

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel et débat sur cette déclaration (n° 651).

Principaux thèmes développés [9 mai 1989] :

Audiovisuel (généralités) :

- Europe (politique audiovisuelle ; production européenne ; quotas de diffusion ; sommet de Rhodes) (p. 683) ;

- paysage audiovisuel français (p. 684) ;

- producteurs d'émissions télévisées (p. 684) ;

- publicité (coupures publicitaires) (p. 683).

Télévision :

- chaînes privées :

- T.F.1 (p. 684) ;

- chaînes publiques :

- concurrence, complémentarité et équilibre secteur public-secteur privé (p. 683, 684) ;

- impartialité, pluralisme et indépendance du secteur public (p. 684, 685) ;

- missions et objectifs (p. 683, 684) ;

- publicité (ressources ; taxe pour le soutien à la création) (p. 683, 685) ;

- redevance (et remboursement des exonérations) (p. 685) ;

- service public audiovisuel (p. 683).

Radios : Radio France Internationale (R.F.I.) (rebudgétisation) (p. 685).

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés [19 juin 1989] :

Chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R. 3 : coordination et création d'une centrale d'achat commune (cinéma) (p. 2300) ;

- concurrence et équilibre secteur public-secteur privé (p. 2299) ;

- crise du secteur public audiovisuel (p. 2299) ;

- présidents des chaînes : présidence commune pour Antenne 2 et F.R. 3 (p. 2298).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er juillet 1989] :

Chaînes publiques :

- concurrence et équilibre secteur public-secteur privé (p. 2826) ;

- présidents des chaînes : présidence commune pour Antenne 2 et F.R. 3 (p. 2826).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1989] :

Audiovisuel :

- câble (p. 4090) ;

- télévisions :

- Antenne 2 (déficit) (p. 4090).

- Antenne 2 / F.R. 3 (présidence commune) (p. 4089).

- F.R. 3 (décentralisation) (p. 4090).

- production française et européenne (quotas) (p. 4090).

- redevance (exonérations) (p. 4089).

Presse :

- aides à la presse (p. 4090, 4091) ;

- presse quotidienne régionale (accès de la distribution sur les antennes de F.R. 3) (p. 4090) ;

- statut (p. 4090).

Radiodiffusion : Radio-France (Radio Bleue) (p. 4090).

PERRUT (Francisque)

Député du Rhône

(9e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686) [*J.O.* du 1er juillet 1989] (p. 8200).

DEPOTS

Proposition de loi organique relative à la **représentation des retraités au Conseil économique et social (n° 674)** [10 mai 1989].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 323-4 du code du travail relatif à **l'emploi des handicapés (n° 769)** [14 juin 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Emploi (généralités) :

- croissance économique (p. 1206).

Licenciement :

- concertation dans les procédures : délais de licenciement et consultation (p. 1206).

- garanties individuelles des salariés :

- assistance du salarié licencié par une personne extérieure à l'entreprise (p. 1206).

- licenciement économique (définition ; charge de la preuve) (p. 1206).

- ordre des licenciements (p. 1206) ;

- généralités : autorisation administrative (non rétablissement) (p. 1205).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 666).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignants :

- formation (et instituts universitaires de formation des maîtres) (p. 1848) ;

- recrutement (p. 1848).

Enseignement (généralités) : loi de programmation (absence) (p. 1848, 1849).

Enseignement primaire et secondaire :

- baccalauréat (objectif des 80 p. 100) (p. 1848) ;

- formation dispensée :

- langues vivantes (p. 1848).

- lecture (p. 1848) ;

- programmes :

- projet personnel des élèves (p. 1849) ;

- redoublement (p. 1849) ;

- rythmes scolaires (p. 1848).

Enseignements spécifiques : apprentissage (p. 1848).

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 1er *(mission du système éducatif) :*

- *ses observations* (p. 1924).

Enseignement (généralités) :

- enseignement privé (p. 1924) ;

- rapport annexé au projet de loi (p. 1924) ;

- *son* amendement n° 122 (tend à faire reconnaître le pluralisme scolaire, le rôle de l'enseignement privé et le libre choix des parents) : rejeté (p. 1930).

Article 3 *(droit à l'obtention d'une formation qualifiante) :*

ses amendements n° 123 et 124 : devenus sans objet (p. 1975).

Article 16 *(création des instituts universitaires de formation des maîtres) :*

- *soutient* l'amendement n° 195 de M. Jean-Yves Haby (de suppression) : retiré (p. 2021) ;

- *son* amendement n° 196 (rédactionnel) (p. 2021) : devenu sans objet (p. 2023).

Article 17 *(projet d'établissement et coopération entre les établissements d'enseignement) :*

- *ses observations* (p. 2024) ;

- *soutient* l'amendement n° 191 de M. François d'Aubert (prévoit que le projet d'établissement alloue les moyens en personnels et en matériels nécessaires à sa mise en œuvre) : rejeté (p. 2026) ;

- *son* amendement n° 126 (possibilité d'introduire dans le programme des éléments correspondant aux spécificités régionales) : rejeté (p. 2028).

Après l'article 17 :

- *son* amendement n° 197 corrigé (prévoit que les collectivités locales peuvent participer au financement des équipements scolaires publics et privés) (p. 2028) : rejeté (p. 2029).

Article 20 *(réduction des disparités dans la répartition des emplois) :*

- *ses observations* (p. 2035) ;

- *soutient* l'amendement n° 192 de M. François d'Aubert (maintien des structures scolaires dans les zones d'habitat dispersé et en milieu rural) (p. 2035) : rejeté (p. 2036).

Article 22 *(extension des conseils académiques de l'éducation nationale à l'enseignement supérieur) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 234 de M. Jacques Guyard (institue un seul conseil académique pour l'Ile-de-France) (p. 2040).

Article 27 *(application de la loi à l'enseignement privé) :*

- *soutient* l'amendement n° 166 de M. René Couanau (rappelle que les principes de la loi « Debré » n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sont toujours en vigueur) : rejeté (p. 2045) ;

- *soutient* l'amendement n° 198 de M. Philippe Mestre (rappelle que les principes de la loi « Debré » n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sont toujours en vigueur) : rejeté (p. 2045).

Après l'article 28 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 108 du Gouvernement (mesures de revalorisation en faveur des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique, des professeurs des lycées professionnels et des conseillers principaux d'éducation) (p. 2046).

Explications de vote [9 juin 1989] :

Vote contre du groupe U.D.F. (p. 2055, 2056).

Lecture définitive :

Explications de vote [4 juillet 1989] :

Vote contre du groupe U.D.F. (p. 2964).

Enseignement (généralités) : rentrée scolaire 1989 (p. 2963, 2964).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1989] :

Bourses et allocations d'études (p. 4506, 4507).

Crédits : généralités (p. 4506).

Elèves :

- effectif (p. 4506) ;

- scolarité : rentrée scolaire (p. 4506).

Enseignants :

- condition enseignante (revalorisation) (p. 4506) ;

- inspecteurs de l'enseignement (p. 4506) ;

- maîtres auxiliaires (p. 4506) ;

- recrutements (p. 4506).

Enseignement technique (p. 4507).

Personnels non enseignants :

- Agents, techniciens, ouvriers et personnels de service (A.T.O.S.) (p. 4506) ;

- surveillants d'externat et maîtres d'internat (p. 4506).

Programmes :

- illettrisme (lutte) (p. 4507) ;

- langues vivantes (p. 4507).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Audiovisuel (qualité des programmes) (p. 5078).

PEYREFITTE (Alain)

Député de la Seine-et-Marne

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 18 novembre 1989] (p. 14405).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Immigrés dans les communes ; consultation des maires : politique et réglementation ; consultation des maires avant l'installation de nouveaux immigrés ; annulation de classes de neige du fait de l'attitude religieuse de certains parents [20 décembre 1989] (p. 6911, 6912, 6913).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [7 novembre 1989] :

Europe : Centre Europe et Allemagne (p. 4665).

Ministère des affaires étrangères :

- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4663, 4664) ;

- effectifs et personnels (p. 4664).

Relations internationales :

- Chine (p. 4664, 4665, 4689) ;

- Israël/Palestine (p. 4664) ;

- Liban (p. 4664).

Intention de vote contre du groupe R.P.R. (p. 4665).

PEYRONNET (Jean-Claude)

Député de la Haute-Vienne

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428) [*J.O.* du 12 mai 1989] (p. 6030).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [13 novembre 1989] :

Administration générale : déconcentration (modernisation des services extérieurs de l'Etat) (p. 5011).

Collectivités locales :

- conseillers généraux (mode d'élection) (p. 5011) ;

- coopération intercommunale (p. 5011) ;

- décentralisation (amélioration) (p. 5011) ;

- dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) (p. 5010) ;

- élu (statut) (p. 5012) ;

- régions (rôle) (p. 5011) ;

- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 5011).

Fonction publique territoriale :

- formation (p. 5012) ;

- statut et revalorisation (p. 5012).

Questions :

Collectivités locales : collèges (participation des communes aux dépenses de fonctionnement et d'investissement) (p. 5035).

PEZET (Michel)

Député des Bouches-du-Rhône

(7e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (n° 702) [*J.O.* du 17 juin 1989] (p. 7569).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685) [*J.O.* du 24 juin 1989] (p. 7894).

Rapporteur du projet de loi relatif au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (n° 1024) [30 novembre 1989] (p. 5809).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1024) relatif au corps des **ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (n° 1069)** [7 décembre 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Justice [15 juin 1989] :

Victimes : indemnisation (p. 2172).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 695).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Questions* [15 novembre 1989] :

Remplaçant M. Jean Le Garrec : fonctionnement de la justice : comité de probation (p. 5169).

- Projet de loi relatif au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (n° 1024).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Conseil constitutionnel (décision du 28 juillet 1989) (p. 6298).

Ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne :

- effectifs et recrutement (p. 6298) ;

- formation (p. 6297) ;

- missions (p. 6297) ;

- statut (p. 6297, 6298).

Transport aérien : trafic aérien (accroissement) (p. 6297).

Discussion des articles :

Article 7 *(abrogation de diverses dispositions) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (précise que la date d'entrée en vigueur du présent texte ne peut être ultérieure au 31 décembre 1990) (p. 6302) : adopté (p. 6303).

PHILIBERT (Jean-Pierre)

Député de la Loire

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428) [*J.O.* du 12 mai 1989] (p. 6030).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [21 novembre 1989] (p. 5470).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [*J.O.* du 22 novembre 1989] (p. 14539).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023) [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15812).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'exercice de l' **activité du traitement de l'impayé (n° 672)** [10 mai 1989].

Proposition de loi tendant à assurer l'égalité des salariés en matière de **choix d'organisme mutualiste** au regard de la **participation du comité d'entreprise** au financement des **œuvres sociales (n° 954)** [24 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Professions libérales : politique et réglementation ; cotisations sociales ; pharmaciens ; abrogation de la loi Méhaignerie ; avocats au barreau de Paris ; charges pesant sur les professions libérales [31 mai 1989] (p. 1410, 1411).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Conversion des salariés : plan social (p. 1192).

Emploi dans l'entreprise (maintien, prévention du licenciement) :

- formation permettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi (incitations) (p. 1192) ;

- PME-PMI (conventions d'aide au conseil) (p. 1192) ;

- salariés âgés (cotisation versée en cas de licenciement ; cas des entreprises artisanales ; « cotisation Delalande ») (p. 1192).

Licenciement :

- concertation dans les procédures : délais de licenciement et consultation (p. 1192, 1193) ;

- garanties individuelles des salariés : assistance du salarié licencié par une personne extérieure à l'entreprise (p. 1193) ;

- priorité de réembauche (p. 1192) ;

- syndicats (autorisation d'ester en justice sans mandat du salarié) (p. 1193).

Discussion des articles [25 mai 1989] :

Article 1er *(rôle du comité d'entreprise dans la gestion préventive de l'emploi) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 68 de M. Michel Coffineau (actions de prévention en faveur des salariés âgés particulièrement sensibles à l'évolution économique ou technologique) (p. 1229, 1230).

Article 3 *(incitations financières aux actions de formation permettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi) :*

- *ses observations* (p. 1233).

Accords d'entreprise (p. 1233) ;

- *favorable* à l'amendement n° 99 du Gouvernement (tend à étendre le bénéfice de l'aide pour les entreprises sans délégués syndicaux qui font application d'une convention de branche ou d'un accord professionnel sur l'emploi) (p. 1234).

Article 4 *(généralisation de la contribution exceptionnelle versée lors d'un licenciement de salariés âgés ; « cotisation Delalande ») :*

- *son* amendement n° 84 soutenu par Mme Nicole Catala (précise que seul un licenciement peut entraîner l'obligation pour l'employeur d'acquitter la cotisation) (p. 1236) : rejeté (p. 1237) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 92 de M. Jacques Barrot (exclut du champ d'application de cet article les licenciements consécutifs à une cessation d'activité de l'employeur pour raison de santé ou départ à la retraite) (p. 1240).

Force majeure (p. 1240) ;

- *favorable* à l'amendement n° 131 du Gouvernement (exclut le versement de la cotisation en cas de démission consécutive à un déplacement de résidence du conjoint qui a changé d'emploi) (p. 1241) ;

- *son* sous-amendement oral (cas du salarié qui souhaite quitter l'entreprise après l'âge de cinquante-cinq ans) (p. 1240) à l'amendement n° 131 : rejeté (p. 1241) ;

- *son* amendement n° 83 (exclut le versement de la cotisation lorsqu'il s'agit d'un contrat de travail conclu pour une durée indéterminée en vue d'exécuter une tâche précise) (p. 1241) : rejeté (p. 1242) ;

- *son* amendement n° 94 (exclut le versement de la cotisation pour le licenciement des personnes embauchées après cinquante cinq ans) : rejeté (p. 1242).

Après l'article 5 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 115 du Gouvernement (institue un crédit d'impôt en faveur des groupements de prévention) (p. 1244).

Article 6 *(définition et champ d'application du plan social) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 12 de la commission (prévoit l'affichage du plan social en l'absence de comité d'entreprise ou de délégués du personnel) (p. 1252).

Article 7 *(rôle de l'administration) :*

- *son* amendement n° 95 (possibilité pour l'autorité administrative de proposer des modifications au plan social ; chiffrage du coût de ces propositions) : rejeté (p. 1254).

Article 12 *(accompagnement du plan social par la présentation de mesures de nature économique) :*

- *son* amendement n° 97 (de précision) : retiré (p. 1258).

Article 13 *(délais impartis en cas de recours à un expert-comptable) :*

- *son* amendement n° 85 (met en évidence les phases de la procédure de consultation du comité d'entreprise) : rejeté (p. 1259).

Article 14 *(coordination des délais en cas de recours à un expert-comptable) :*

- *son* sous-amendement n° 107 (modalités de consultation du comité central d'entreprise) à l'amendement n° 17 de la commission : rejeté (p. 1260) ;

- *son* sous-amendement n° 87 (mesures de coordination des délais de consultation des comités d'établissement et du comité central d'entreprise) à l'amendement n° 17 de la commission : retiré (p. 1261) ;

- *son* amendement n° 86 : devenu sans objet (p. 1262).

Article 17 *(définition du licenciement économique) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 19 de la commission (définition du licenciement économique ; cas des difficultés économiques et des mutations technologiques) (p. 1267).

Accidents du travail (licenciements à cette occasion) (p. 1267) ;

- *son* amendement n° 88 (écarte de la notion de licenciement économique les ruptures de contrat à durée indéterminée conclus pour une tâche précise) (p. 1267) : rejeté (p. 1268).

Article 18 *(principe selon lequel le doute du juge profite au salarié) :*

- *son* amendement n° 98 (de suppression) (p. 1269) : rejeté (p. 1272).

Article 19 *(extension de l'obligation d'entretien préalable) :*

- *ses observations* (p. 1273, 1274).

Assistance des salariés licenciés par une personne extérieure à l'entreprise (p. 1273, 1274) ;

- *son* sous-amendement n° 136 (ouvre la possibilité pour l'employeur de se faire assister par une personne extérieure à l'entreprise lors de l'entretien préalable) à l'amendement n° 80 rectifié de M. Michel Coffineau (p. 1274) : retiré (p. 1276).

Après l'article 19 :

- *défavorable* à l'amendement n° 24 de la commission (prévoit que les motifs de licenciements sont énoncés par l'employeur dans tous les cas) (p. 1280).

- Projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurances des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin (n° 688).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1989] :

Chômage : indemnisation (accords collectifs) (p. 2340).

Femmes : égalité professionnelle des hommes et des femmes (harmonisation européenne) (p. 2341).

Immigration clandestine : travail clandestin (p. 2341).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 695).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [2 novembre 1989] :

Apprentissage :

- généralités (p. 4451) ;

- apprentissage industriel (p. 4451).

Chômage : indemnisation : statistiques (p. 4450).

Emploi :

- embauche : charges sociales (allégements) (p. 4450) ;

- insertion professionnelle et sociale : plan pour l'emploi du 13 septembre 1989 (p. 4450).

Famille (allocations familiales : financement (p. 4451).

Handicapés (p. 4451).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- crédits : reports (p. 4450).

Participation (p. 4451).

Préretraites (Association pour la structure financière - A.S.F.) (p. 4450).

Travail : travail intérimaire (p. 4451).

Questions :

Remplacé par M. François d'Aubert : préretraites (association pour la structure financière) (p. 4467).

- Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) (n° 984).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1989] :

Aménagement du territoire (p. 6210).

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) :

- personnels : effectifs (p. 6210) ;

- service de régie directe : contraintes imposées (p. 6210).

Vote contre du groupe U.D.F. (p. 6211).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 décembre 1989] :

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) :

- personnels (droits et garantie) (p. 6469).

- statut (société nationale) : performances attendues (p. 6469).

Vote contre du groupe U.D.F. (p. 6469).

PIAT (Yann)

Député du Var

(3e circonscription)

Non inscrite

puis apparentée U.D.F.

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

S'apparente au Groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 24 novembre 1989] (p. 14624).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à encourager la prévention des **incendies** en déduisant des impôts les frais relatifs au débroussaillement **(n° 955)** [24 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Participation du Parlement à une réflexion sur l'enfance martyre : campagne d'information ; rôle des conseils généraux ; présentation d'un projet de loi sur la protection de l'enfance [26 avril 1989] (p. 448, 449).

PIERNA (Louis)

Député de la Seine-Saint-Denis

(4e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale, S.G.D.N.) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733) [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14280).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) (n° 984) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **secret-défense (n° 608)** [18 avril 1989].

Proposition de loi tendant à **garantir** et à renforcer les **droits des expropriés (n° 859)** [10 mai 1989].

Avis fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome III : **Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.) (n° 923)** [12 octobre 1989].

Proposition de loi relative à la **protection des salles de cinéma (n° 1148)** [20 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Réduction des dépenses nucléaires militaires : actualisation de la loi de programmation militaire ; coût du surarmement ; transfert de crédits vers des investissements civils [26 avril 1989] (p. 442, 443, 444).

- Création télévisuelle européenne : adoption de la directive européenne « Télévision sans frontière » ; quota réservé aux programmes européens [17 mai 1989] (p. 929, 930).

- Désarmement et respect des frontières en Europe : ligne Oder-Neisse ; événements en Roumanie [20 décembre 1989] (p. 6910, 6911).

à un ministre :

- Collectivités locales [20 avril 1989] :

Elus locaux (statut) (p. 321).

- Justice [15 juin 1989] :

Grâce et amnistie : loi d'amnistie de 1988 : application aux dix salariés de Renault ; droit des salariés (p. 2174).

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Avant l'article 25 :

- *son* amendement n° 24 soutenu par M. Jean Tardito (augmente le taux du 1 p. 100 patronal) : rejeté (p. 1132) ;

- *son* amendement n° 27 soutenu par M. Gilbert Millet (supprime la possibilité pour les H.L.M. d'introduire un surloyer) (p. 1132) : rejeté (p. 1133).

Après l'article 35 :

- *son* amendement n° 60 soutenu par M. Jean Tardito (impose la transmission au maire et au président du conseil général de la décision de vendre une partie du parc locatif des offices d'H.L.M.) : rejeté (p. 1143).

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Emploi (généralités) :

- chômage (et chômage de longue durée) (p. 1198) ;

- C.N.P.F. (p. 1198) ;

- droit à l'emploi (p. 1199) ;

- emploi précaire (contrats à durée déterminée ; intérim ; S.I.V.P.) (p. 1198) ;

- formation professionnelle (p. 1198) ;

- service public de l'emploi (p. 1199).

Licenciement :

- concertation dans les procédures : représentants du personnel (pouvoir) (p. 1199).

- garanties individuelles des salariés :

- licenciement pour faute (charge de la preuve) (p. 1199).

- reclassements (p. 1199) ;

- généralités :

- autorisation administrative (non rétablissement) (p. 1198).

- licenciements économiques (nombre) (p. 1198).

Discussion des articles [25 mai 1989] :

Article 2 *(extension des aides du Fonds national de l'emploi) :*

- *soutient* l'amendement n° 38 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit le reversement des aides du Fonds national de l'emploi pour les entreprises qui procèdent à des licenciements économiques dans les trois ans qui suivent leur octroi) (p. 1232) : rejeté (p. 1233).

Article 4 *(généralisation de la contribution exceptionnelle) :*

- *soutient* l'amendement n° 40 de Mme Muguette Jacquaint (généralise la « cotisation Delalande » à tous les licenciements quels que soient l'âge du salarié et son ancienneté) : rejeté (p. 1237) ;

- *soutient* l'amendement n° 41 de Mme Muguette Jacquaint (supprime l'exonération de versement prévue pour les salariés ayant moins de deux ans d'ancienneté ou licenciés en fin de chantier) : rejeté (p. 1238).

Article 5 *(incitations financières aux actions de formation prmettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi) :*

- *soutient* l'amendement n° 42 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 1243).

Article 19 *(extension de l'obligation d'entretien préalable) :*

- *soutient* l'amendement n° 36 de Mme Muguette Jacquaint (renforce les droits individuels des salariés dans la procédure de licenciement ; réintégration du salarié en cas de nullité du licenciement) : rejeté (p. 1279).

Article 20 *(priorité de réembauchage) :*

- *son* amendement n° 55 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tend à rendre permanente pendant un an la priorité de réembauchage) : rejeté (p. 1282).

Explications de vote :

Vote contre du groupe communiste (p. 1286).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Après l'article 3 :

- *soutient* l'amendement n° 17 de M. François Asensi (pose le principe que le regroupement familial est de droit) : rejeté (p. 1510).

Après l'article 4 :

- *soutient* l'amendement n° 33 de M. François Asensi (possibilité d'appel, avec effet suspensif, devant la juridiction administrative en cas de refus d'attribution du statut de réfugié) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1527).

Article 9 *(recours contre l'arrêté de reconduite à la frontière) :*

- *son* amendement n° 314 soutenu par M. Jean-Claude Lefort (inverse la charge de la preuve) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1604).

Article 11 *(procédure d'expulsion) :*

- Rappel au règlement : déroulement du débat (p. 1619).

Article 12 *(catégorie d'étrangers protégés contre une mesure d'expulsion) :*

- *soutient* l'amendement n° 29 de M. Gilbert Millet (expulsion impossible des étrangers ayant résidé de façon habituelle durant dix ans sur le territoire national) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1629) ;

- *soutient* l'amendement n° 41 de M. Gilbert Millet (expulsion impossible des étrangers ayant résidé régulièrement trois ans sur le territoire national) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1629) ;

- *soutient* l'amendement n° 30 de M. Gilbert Millet (interdit l'expulsion d'un étranger suivant un traitement médical en France) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1636) ;

- *soutient* l'amendement n° 31 de M. Jacques Brunhes (interdit l'expulsion d'un étranger dont un des parents a été assassiné ou torturé dans son pays d'origine) (p. 1637) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1638).

Après l'article 12 :

- *soutient* l'amendement n° 32 de M. Gilbert Millet (étend les cas dans lesquels un étranger ne peut être expulsé) (p. 1638) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1639).

Article 15 *(maintien administratif des étrangers) :*

- *soutient* l'amendement n° 34 de M. François Asensi (supprime les centres de rétention) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1661).

Après l'article 17 :

- *soutient* l'amendement n° 35 rectifié de M. François Asensi (accorde le droit de vote aux élections municipales et aux européennes aux étrangers résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 1667) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1668) ;

- *soutient* l'amendement n° 36 de M. Ernest Moutoussamy (de précision) : retiré (p. 1668) ;

- *soutient* l'amendement n° 39 de M. Jacques Brunhes (de précision) : retiré (p. 1168) ;

- *soutient* l'amendement n° 40 de M. Jacques Brunhes (présentation par le Gouvernement d'un rapport portant sur la lutte contre le racisme) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1669) ;

- *soutient* l'amendement n° 38 de M. Jacques Brunhes (application rétroactive des dispositions de la présente loi au 1er janvier 1989) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1670).

Article 18 *(délai d'application aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à la commission de séjour et à la procédure de reconduite à la frontière) :*

- *soutient* l'amendement n° 42 de M. François Asensi (de suppression) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1672).

- Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin, M. Bernard Pons et quatre-vingt-cinq membres de l'Assemblée, le 3 juin 1989.

Explications de vote [6 juin 1989] :

Communautés européennes : législation (harmonisation) (p. 1800).

Départements et territoires d'outre-mer (non-abrogation de la loi du 9 septembre 1986 dite « loi Pasqua ») (p. 1799).

Etrangers :

- Immigration (arrêt ; statistiques) (p. 1799) ;

- Immigrés :

- crise de l'emploi (absence de responsabilité des immigrés) (p. 1800).

- droits (respect) (p. 1799).

- intégration (p. 1800).

- utilisation politique (p. 1799) ;

- Législation (historique) : loi du 9 septembre 1986 dite « loi Pasqua » (p. 1799, 1800).

Projet de loi n° 685 (dispositions) (p. 1799).

- titres de séjour (p. 1799).

Ne vote pas la censure (p. 1799, 1800).

- Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 et 4 octobre 1989] :

Besoins sociaux (p. 3064).

Défense française : doctrine : dissuasion (concept) (p. 3063).

Etat des relations internationales :

- désarmement (négociations) (p. 3063, 3064) ;

- relations Est-Ouest (p. 3063) ;

- situation internationale (Nord-Sud et évaluation des menaces) (p. 3063).

Industries de l'armement (et groupement des industries d'armement terrestre G.I.A.T.) (p. 3064).

Parlement (information, débat) (p. 3063).

Personnels militaires (effectifs, condition, recrutement) (p. 3064).

Programmation : crédits d'équipement des armées (et évolution) (p. 3063).

Surarmement (p. 3064).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 novembre 1989] :

Armement nucléaire :

- généralités (p. 5621) ;

- missile préstratégique Hadès (p. 5621).

Armes chimiques (p. 5620, 5621).

Défense française (doctrine) : dissuasion (concept) (p. 5621).

Etat des relations internationales :

- action humanitaire et développement (p. 5621, 5622) ;

- Centre Europe et Allemagne (p. 5620) ;

- désarmement (négociations) (p. 5620, 5621) ;

- Etats-Unis (politique extérieure) (p. 5620) ;

- relations Est-Ouest (p. 5620) ;

- rencontre de Malte (Bush - Gorbatchev) (p. 5621) ;

- U.R.S.S. (politique extérieure) (p. 5620).

Industries de l'armement (et groupement des industries d'armement terrestre G.I.A.T.) (p. 5621).

Programmation : crédits d'équipement des armées (et évolution) (p. 5621).

Surarmement (p. 5621, 5622).

Vote contre du groupe communiste (p. 5621).

- Motion de censure déposée par M. Bernard Pons et 70 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution le 5 octobre 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [9 octobre 1989] :

Armement nucléaire (p. 3311, 3312, 3313).

Besoins sociaux (p. 3311, 3312, 3313).

Défense française : doctrine (consensus national et opinion publique) (p. 3314).

Etat des relations internationales :

- action humanitaire et développement (p. 3313).

- désarmement (négociations) (p. 3311, 3313, 3314) ;

- France (influence européenne et internationale) (p. 3312, 3313).

- O.T.A.N. (stratégie) (p. 3311, 3312, 3313) ;

- situation internationale, Nord - Sud, et évaluation des menaces (p. 3312, 3313).

Industries de l'armement (et G.I.A.T.) (p. 3312, 3313).

Opposition (p. 3313).

Personnels (effectifs, condition, recrutement) (p. 3312, 3313).

Programmation : crédits d'équipement (évolution) (p. 3312).

Surarmement (p. 3311, 3312).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et aménagement du territoire : tourisme. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1989] :

Droit aux vacances (p. 4278).

Eurodisneyland (p. 4278).

Tourisme social et associatif (p. 4278).

Intention de vote contre du groupe communiste (p. 4278).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [27 octobre 1989] :

Secrétariat général de la défense nationale :

- crédits (p. 4254) ;

- défense civile (p. 4254) ;

- désarmement (p. 4254) ;

- Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale (I.H.E.D.N.) (p. 4254) ;

- missions (p. 4254).

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [30 octobre 1989] :

Routes : autoroutes (p. 4356).

Sécurité routière : généralités (p. 4356).

Transports terrestres :

- Société nationale des chemins de fer français (S.N.C.F.) (p. 4356, 4357) ;

- Trains à grande vitesse (T.G.V.) (p. 4356) ;

- transports collectifs de province (p. 4356) ;

- transports collectifs parisiens (p. 4356).

Transports fluviaux (p. 4356).

Intention de vote contre du groupe communiste (p. 4357).

Défense. - *Questions* [6 novembre 1989] :

Affaires étrangères : surarmement (p. 4633).

Plan Armées 2000 (p. 4633).

- Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T) (n° 984).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 décembre 1989] :

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) : personnels (droits et garantie) (p. 6469).

Vote contre du groupe communiste (p. 6469).

PIERRET (Christian)

Député des Vosges

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544) [7 avril 1989] (p. 94).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544) [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7423).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 16 juin 1989] (p. 7522).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 544) relatif à la **sécurité** et à la **transparence du marché financier (n° 563)** [12 avril 1989].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la **fiscalité de l'épargne (n° 712)** [31 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **sécurité et à la transparence du marché financier (n° 785)** [15 juin 1989].

Rapport en nouvelle lecture, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 744), modifié par le Sénat, relatif à **la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 800)** [21 juin 1989].

Rapport en vue de la lecture définitive, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 859) relatif à la **sécurité et à la transparence du marché financier (n° 860)** [1er juillet 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Politique économique et sociale [22 juin 1989] :

Communautés européennes :

- présidence française : orientation en matière d'intégration monétaire européenne) (p. 2377).

Marchés financiers :

- actions : libéralisation des courtages pénalisant les petits actionnaires (p. 2378).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1989] :

Commission des opérations de bourse :

- autonomie et indépendance (p. 233) ;

- commissaire du Gouvernement (p. 233) ;

- composition (p. 233) ;

- pouvoirs d'enquête et de saisie (p. 233) ;

- recours contre les décisions et sanctions prononcées (p. 233).

Conseils :

- Conseil de discipline des O.P.C.V.M. (p. 233) ;

- Conseil des bourses de valeurs (p. 232) ;

- Conseil du marché à terme (p. 232).

Constitutionnalité des dispositions proposées au regard des principes généraux du droit et des droits de la défense (p. 232, 233).

Epargne et épargnant (protection et sécurité) (p. 231 232).

Gérants de portefeuille (p. 233).

Marché financier :

- généralités (croissance, modernisation, internationalisation et déréglementation) (p. 231) ;

- marché à terme d'instruments financiers (M.A.T.I.F.) (p. 231) ;

- transparence (action de concert ; seuils ; délit d'initié) (p. 233, 234).

Offres publiques d'achat et d'échange (O.P.A. et O.P.E.) :

- généralités (p. 232) ;

- comité d'entreprise (information) (p. 234) ;

- déclenchement et modalités (p. 234).

Organismes de placements collectifs en valeurs mobilières (p. 233).

Sanctions pécuniaires (p. 232, 233).

Sphère financière (gonflement ; crise d'octobre 1987 et spéculation) (p. 231)

Discussion des articles [18 et 19 avril 1989] :

Article 1er *(composition de la Commission des opérations de bourse)* :

- *défavorable* à l'amendement n° 74 de M. Patrick Devedjian (nomination des représentants du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes par les Assemblées générales de ces corps) (p. 257) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 73 de M. Patrick Devedjian (élection du président de la C.O.B. par ses pairs) (p. 257) ;

- *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 258) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 76 de M. Philippe Auberger (nomination des représentants du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes par les bureaux de ces corps) (p. 258) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Gilbert Gantier (nomination au sein de la C.O.B. de personnalités appartenant à des sociétés émettrices) (p. 258) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 77 de M. Philippe Auberger (nomination au sein de la C.O.B. de deux personnalités choisies en raison de leur compétence) (p. 258) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Fabien Thiémé (nomination au sein de la C.O.B. d'un membre par chacun des cinq syndicats nationaux représentatifs) (p. 259) ;

- *favorable* aux amendements n° 75 de M. Patrick Devedjian, n° 78 de M. Philippe Auberger et n° 94 de M. Michel d'Ornano (suppression auprès de la C.O.B. du commissaire du Gouvernement) (p. 259).

Après l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 56 de la commission des lois (désignation d'un représentant de la C.O.B. auprès du Conseil des bourses de valeurs et du Conseil du marché à terme) (p. 260).

Conseil des bourses de valeurs (compétences) (p. 260).

Conseil du marché à terme (compétences) (p. 260) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 57 de la commission des lois (possibilité pour la C.O.B. de suspendre ou retirer l'agrément accordé aux sociétés de bourse et aux autres professionnels du marché) (p. 261).

Article 2 *(recours à des expertises, droit de communication et pouvoir d'enquête)* :

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (de précision) : adopté (p. 262).

Article 3 *(collaboration de la C.O.B. avec ses homologues étrangers)* :

- *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Fabien Thiémé (possibilité pour tout comité d'entreprise de saisir la C.O.B. en cas d'irrégularité constatée) (p. 262).

Article 4 *(droit de visite et de saisie des enquêteurs de la C.O.B.)* :

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 263).

Article 5 *(séquestre et consignation judiciaires ; sanctions pécuniaires prononcées par la C.O.B.)* :

- *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (obligations pour la C.O.B. de motiver toute demande de mise sous séquestre) : adopté (p. 263) ;

- *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (de précision) : adopté (p. 264) ;

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (de précision) : adopté (p. 264) ;

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (accorde compétence au juge d'instruction, en cas d'inculpation de la personne consignataire, pour fixer le sort et le montant de la consignation) : adopté (p. 264) ;

- *favorable* à l'amendement n° 71 de la commission des lois (définition des catégories d'infractions pouvant donner lieu à injonction de la C.O.B. et à sanctions pécuniaires prononcées par elle) (p. 264) ;

- *favorable* à l'amendement n° 72 de la commission des lois (possibilité pour la C.O.B. de prononcer des sanctions pécuniaires à l'encontre des auteurs des pratiques visées à l'article 8) (p. 265) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 90 de la commission (prononcé de la sanction aprés une procédure contradictoire) à l'amendement n° 72 de la commission des lois (p. 265) : adopté (p. 267) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 91 de la commission (de précision) à l'amendement n° 72 de la commission des lois (p. 265) : adopté (p. 267) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 72 de la commission des lois (p. 265) : adopté (p. 267) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 72 de la commission des lois (p. 265, 266) : adopté (p. 267) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 95 de M. Philippe Auberger (notification des sanctions et de leurs motifs au parquet) à l'amendement n° 72 de la commission des lois (p. 266, 267).

Article 6 *(répression des entraves à la mission des enquêteurs de la C.O.B., de l'inobservation de l'interdiction temporaire d'activité professionnelle et du retard de consignation)* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 59 de la commission des lois (assimilation du refus de déférer à une convocation de la C.O.B. au délit d'obstacle à la mission des enquêteurs) (p. 268) ;

- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (élargit le pouvoir d'appréciation du juge en cas de retard apporté à la consignation) : adopté (p. 268).

Article 7 *(répression du délit de communication d'information privilégiée)* :

- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (précise la définition des délits de communication d'informations boursières) : adopté (p. 268).

Après l'article 7 :

- *favorable* à l'amendement n° 60 de la commission des lois (accorde compétence au juge judiciaire pour les recours contre les décisions de la C.O.B. qui n'ont pas un caractère réglementaire) (p. 268).

Article 8 *(initiatives du président de la C.O.B. devant les juridictions)* :

- *défavorable* à l'amendement n° 61 de la commission des lois (refuse de reconnaître à la C.O.B., devant les juridictions, la qualité de partie civile mais lui accorde le droit de déposer des observations) (p. 269, 270) ;

- *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (précise la portée des initiatives susceptibles d'être prises par le président de la C.O.B. en matière pénale) : adopté (p. 270).

Après l'article 8 :

- *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 270).

Avant l'article 11 :

- *défavorable* à l'amendement n° 62 de la commission des lois (possibilité pour le conseil d'administration ou le directoire d'une société de convoquer une assemblée générale lorsque celui-ci a connaissance d'une O.P.A. ou d'une O.P.E. sur la société) (p. 271).

Article 11 *(conditions d'une augmentation de capital en période d'O.P.A. ou d'O.P.E.)* :

- *soutient* l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 271) ;

- *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 271) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. Gilbert Gantier (interdiction faite aux auteurs d'une O.P.A. ou d'une O.P.E. et aux personnes agissant de concert avec eux de souscrire à l'augmentation de capital) (p. 272).

Après l'article 11 :

- *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (définit le cadre législatif de l'action du Conseil des bourses de valeurs en matière d'O.P.A. ou d'O.P.E.) (p. 272) : adopté (p. 273).

Article 34 de la Constitution (p. 272, 273).

Article 12 *(prise en compte de l'action de concert pour apprécier les franchissements de seuils ; création d'un seuil des 2/3 ; extension de l'obligation déclarative aux titres donnant accès à terme au capital ainsi qu'aux droits de vote qui y sont attachés)* :

- *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 273).

Article 13 *(modalités de calcul des franchissements de seuils ; droits de vote substitués aux actions et action de concert)* :

- *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (confère un caractère absolu au mode de calcul en droits de vote) (p. 295) : retiré au profit d'un amendement n° 34 rectifié (p. 296) ;

- *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (obligation d'informer les actionnaires du nombre total des droits de vote dans les quinze jours qui suivent l'assemblée géné-

rale de toute société et lorsque le nombre des droits de vote varie entre deux assemblées) : adopté après modifications (p. 296) ;

- *favorable* au sous-amendement du Gouvernement (fixation par arrêté du pourcentage de variations du nombre des droits de vote qui ouvre obligation d'informer les actionnaires entre deux assemblées) à l'amendement n° 35 de la commission (p. 296) ;

- *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (suppression de la notion d'affidation, inexistante en droit français) : adopté (p. 297) ;

- *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (suppression de la référence aux droits de vote qui résultent d'un prêt de titres, référence inutile en l'état du droit français) : adopté (p. 297) ;

- *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (suppression de la référence aux droits afférents à des titres déposés en garantie, référence inutile en l'état du droit français) : adopté (p. 297) ;

- *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (prise en compte des droits de vote susceptibles d'être acquis en fonction d'un accord et quelle que soit la nature de celui-ci) : adopté(p. 297) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 88 rectifié de M. Jean Le Garrec (transmission à la C.O.B. des pactes d'actionnaires qui comportent des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions) (p. 297, 298).

Article 14 *(création d'un seuil des deux tiers du capital social) :*

- *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 300).

Article 15 *(augmentation des sanctions pour non respect des déclarations de franchissement de seuils) :*

- *soutient* l'amendement n° 41 de la commission (possibilité de prononcer la suppression des droits de vote tant à l'égard d'un actionnaire n'ayant pas procédé aux déclarations obligatoires qu'à l'égard des délégués de l'actionnaire défaillant) : adopté (p. 300) ;

- *soutient* l'amendement n° 42 rectifié de la commission (limitation à cinq ans de la suspension de l'exercice des droits de vote prononcée par la C.O.B.) (p. 300) : adopté (p. 301).

Avant l'article 11 :

- *soutient* l'amendement n° 29 corrigé, précédemment réservé, de la commission (modification de l'intitulé du Titre II ; adjonction de la référence à la loi n° 88-70 du 22 janvier 1988 sur les bourses de valeurs) : adopté (p. 301).

Article 17 *(conditions d'agrément et de contrôle des gérants de portefeuille ; agrément délivré par la C.O.B. après avis d'une commission et consultation de la profession) :*

- *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (précise les conditions d'exercice de l'activité de gérant de portefeuille et la nature des instruments avec lesquels les gérants peuvent intervenir) : adopté (p. 301) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 82 de M. Arthur Dehaine (limite la garantie exigée des gérants de portefeuille à une assurance en responsabilité civile professionnelle) (p. 302) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 86 de M. Georges Chavanes (limite la garantie exigée des gérants de portefeuille à une assurance en responsabilité civile professionnelle) (p. 302) ;

- *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (motivation du refus d'agrément opposé par la C.O.B.) : adopté (p. 302) ;

- *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 302) ;

- *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (possibilité pour la C.O.B. de retirer l'agrément d'un gérant de portefeuille) (p. 302, 303) : adopté (p. 303) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 63 de la commission des lois (extension aux gérants de portefeuille du régime disciplinaire relatif aux organismes de placements collectifs en valeurs mobilières (loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988) (p. 303).

Article 19 *(sanctions pénales en cas d'exercice illégal de l'activité de gérant de portefeuille) :*

- *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 303).

Article 20 *(abrogation de la loi n° 72-1128 du 21 décembre 1972 relative aux remisiers et gérants de portefeuille)* (p. 303) :

- *défavorable* à l'amendement n° 87 de M. Georges Chavanes (délais consentis aux remisiers et gérants de portefeuille pour solliciter l'agrément, cesser ou transformer leur activité en cas de refus de celui-ci et se mettre en conformité avec le nouveau règlement de leur profession ; institution d'un recours contre le refus d'agrément signifié par la C.O.B.) (p. 304, 305) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Jean-Jacques Hyest (abrogation de la loi à compter de la publication du règlement de la C.O.B. relatif aux conditions d'agrément des gérants de portefeuille) (p. 304, 305) ;

- *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (application de la loi aux personnes titulaires de la carte d'auxiliaire de la profession boursière jusqu'à obtention de l'agrément de la C.O.B. et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1989) : adopté après modifications (p. 304) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 83 de M. Arthur Dehaine (application de la loi aux personnes titulaires de la carte d'auxiliaire de la profession boursière jusqu'à la décision de la C.O.B. d'accorder l'agrément ; délai de trois mois pour demander l'agrément à compter de l'adoption du règlement relatif à la profession de gérant de portefeuille) (p. 304).

Avant l'article 21 :

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Fabien Thiémé (interdiction faite à la Caisse des dépôts et consignations de solliciter l'agrément de la chambre de compensation des instruments financiers de Paris) (p. 305, 306).

Caisse des dépôts et consignations : rôle de la - sur le marché financier (p. 305, 306) ;

- *favorable* à l'amendement n° 66 du Gouvernement (fixation par le Conseil du marché à terme du montant des cotisations nécessaires à l'accomplissement de sa mission) (p. 306).

Après l'article 23 :

- *son* amendement n° 80 (dispose que la sollicitation du public en vue d'opérations financières sur un marché étranger est soumis à la reconnaissance de ce marché dans des conditions fixées par décret et à la règle de la réciprocité) (p. 307) : adopté (p. 308).

Après l'article 24 :

- *favorable* à l'amendement n° 68 du Gouvernement (limitation des interventions du fonds de garantie de la Société des bourses françaises) (p. 308).

Petits porteurs : droits de garde et frais de courtage (p. 308).

Article 25 *(conseil de discipline des organismes de placements collectifs en valeurs mobilières) :*

- *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 309) ;

- *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 309) ;

- *soutient* l'amendement n° 51 de la commisssion (rédactionnel et d'harmonisation) : adopté (p. 310) ;

- *soutient* l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 310) ;

- *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (possibilité pour la C.O.B. de demander une deuxième délibération du Conseil de discipline) : adopté (p. 310) ;

- *soutient* l'amendement n° 54 de la commission (supprime le retrait d'agrément parmi les sanctions que le Conseil est susceptible de prendre) : adopté (p. 310).

Après l'article 25 :

- *son* amendement n° 97 rectifié (supprime l'obligation de distribution des O.P.C.V.M. pour les produits de placement à revenu fixe) (p. 311) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 312).

Après l'article 28 :

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Fabien Thiémé (accorde un droit de veto au comité d'entreprise sur toute opération affectant le capital de l'entreprise) (p. 312) ;

- *soutient* l'amendement n° 89 de M. Raymond Douyère (information du comité de groupe sur les O.P.A. ou O.P.E. dont un holding serait l'objet) : adopté (p. 312).

Article 28 *(dispositions transitoires)* :

- *soutient* l'amendement n° 55 de la commission (maintien en vigueur de certaines infractions pénales jusqu'à la date d'installation de la nouvelle Commission des opérations de bourse) : adopté (p. 313).

Après l'article 28 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 70 du Gouvernement (obligation déclarative des droits de vote, à la société et au Conseil des bourses de valeurs, faite à toute personne détenant 5 p. 100 ou plus des droits de vote) (p. 313) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Fabien Thiémé (augmentation des taux de l'impôt de bourse) (p. 314) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Fabien Thiémé (pénalisation des établissements de crédit apportant leur concours aux O.P.A.) (p. 314).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [22 juin 1989] :

Commission des opérations de bourse :

- collaboration internationale et directive européenne (p. 2380) ;

- commissaire du Gouvernement (p. 2380) ;

- composition (p. 2380) ;

- formation en sections (p. 2380) ;

- pouvoirs d'enquête et de saisie (p. 2380).

Constitutionnalité des dispositions proposées (p. 2380).

Marché financier : transparence (action de concert, seuils et autocontrôle) (p. 2380).

Offres publiques d'achat et d'échange :

- déclenchement et modalités (p. 2380) ;

- défense contre (p. 2380).

Projet de loi n° 544 (conditions d'adoption en première lecture à l'Assemblée et travail de la commission après examen par le Sénat) (p. 2380, 2381).

Sanctions pécuniaires (p. 2380).

Sénat (position) (p. 2380).

Discussion des articles [22 juin 1989] :

Article 1er *(composition de la Commission des opérations de bourse)* :

- *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Jean Tardito (supprime pour les deux personnalités nommées en raison de leur compétence la référence à leur expérience en matière d'appel public à l'épargne) (p. 2386) ;

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (supprime à nouveau le principe de la désignation d'un commissaire du Gouvernement auprès de la C.O.B.) : adopté (p. 2387) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (supprime la possibilité offerte à la C.O.B. de siéger en sections) : adopté (p. 2387).

Article 1er *bis* nouveau *(composition du conseil des bourses de valeurs et du Conseil du marché à terme)* :

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2387).

Article 3 *(coopération de la Commission des opérations de bourse avec ses homologues étrangers)* (p. 2387) : adopté après modifications (p. 2388) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (de coordination avec la suppression du commissaire du Gouvernement) : adopté (p. 2388).

Article 5 *(séquestre et consignation judiciaires ; sanctions pécuniaires de la Commission des opérations de bourse)* :

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale quant à l'étendue de l'interdiction d'activité professionnelle susceptible d'être prononcée par le président du tribunal de grande instance) : adopté (p. 2389) ;

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale relatif au pouvoir d'injonction de la C.O.B.) : adopté (p. 2389) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale quant au pouvoir de sanction pécuniaire conféré à la C.O.B.) : adopté (p. 2389).

Garantie des droits de la défense et double degré de juridiction (p. 2389).

Article 5 *bis* nouveau *(publicité des décisions de la Commission des opérations de bourse)* :

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2390).

Article 6 *(répression des entraves, de l'inobservation de l'interdiction temporaire d'activité professionnelle et du retard de consignation)* :

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (de coordination avec l'amendement n° 5 adopté à l'article 5) : adopté (p. 2390).

Article 7 *bis* A nouveau *(exceptions d'illégalité)* :

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2390).

Article 7 *bis* *(recours contre les décisions de la Commission des opérations de bourse)* :

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale sous réserve d'une modification rédactionnelle) (p. 2390) : adopté (p. 2391).

Article 8 *(initiatives du président de la Commission des opérations de bourse devant les juridictions)* :

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2391).

Article 8 *bis* *(transfert de l'article 4-2 dans l'ordonnance du 28 septembre 1967)* :

- *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (de coordination avec l'amendement n° 6 adopté à l'article 5) : adopté (p. 2391).

Article 9 *bis* nouveau *(mesure de coordination rédactionnelle)* :

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) (p. 2391) ; adopté (p. 2392).

Avant l'article 11 :

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (introduit dans le titre II la référence à la loi n° 88-70 du 22 janvier 1988 relative aux bourses de valeurs) : adopté (p. 2392).

Article 11 (conditions d'une augmentation de capital en période d'offre publique) :

- *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale, relatif,sous certaines conditions, à la réalisation d'augmentations de capital en période d'O.P.A.ou d'O.P.E.) : adopté aprés modifications (p. 2392) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 72 de M. Gilbert Gantier (évaluation des apports, en cas d'O.P.E., par dérogation à l'article 193 de la loi du 24 juillet 1966 relative aux sociétés commerciales) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 2392).

Article 11 *bis* A nouveau *(assemblée générale extraordinaire convoquée en période d'offre afin d'augmenter le capital)* :

- *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) (p. 2392) : adopté (p. 2393).

Article 11 *bis* B nouveau *(assemblée spéciale des actionnaires en cas d'offre publique) :*

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2393).

Information des actionnaires (p. 2393).

Article 11 *bis* *(dispositions applicables aux procédures d'offre publique d'achat ou d'échange, de maintien de cours et d'offre de retrait).*

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2393) : adopté (p. 2394).

Article 11 *ter* nouveau *(offre publique facultative) :*

- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2394).

Article 11 *quater* nouveau *(offre de retrait) :*

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (de conséquence de l'amendement n° 19) : adopté (p. 2394).

Article 11 *quinquies* nouveau *(offre publique d'achat ou d'échange et rachat d'une entreprise par ses salariés) :*

- *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2395).

Après l'article 11 *quinquies* :

- *son* amendement n° 70 (permet aux actionnaires devenus majoritaires à la suite d'une offre publique de convoquer une assemblée générale) (p. 2395) : adopté (p. 2396).

Article 12 *(prise en compte de l'action de concert pour le franchissement de seuil, création d'un nouveau seuil et extension de l'obligation déclarative) :*

- *favorable* à l'amendement n° 66 de M. Philippe Auberger (limite aux sociétés cotées à la cote officielle, au second marché et au hors cote la notification des dépassements de seuil) (p. 2396).

Article 13 *(modalités de franchissement des seuils et transmission des pactes d'actionnaires)* (p. 2396) :

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (permet une meilleure information des actionnaires relative au dénominateur servant au calcul des seuils) : adopté (p. 2397).

- *favorable* à l'amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Brard (supprime la présomption d'action de concert pour les entreprises publiques ayant le même actionnaire) (p. 2397) ;

- *soutient* l'amendement n° 26 corrigé de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée Nationale et prévoit la transmission des pactes d'actionnaires au Conseil des bourses de valeur) : adopté (p. 2398).

Article 15 *(augmentation des sanctions applicables pour non respect des déclarations de franchissement de seuil) :*

- *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2398).

Article 15 *bis* nouveau *(autocontrôle) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 61 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 2398) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Jean Tardito (requiert l'accord du comité d'entreprise pour les opérations publiques d'achat, les opérations de restructuration du capital, de fusion, de concentration et de filialisation) (p. 2399).

Information des salariés sur les opérations affectant leur entreprise (p. 2399) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 71 de M. Gilbert Gantier (repousse au 31 décembre 1992 l'interdiction de l'autocontrôle) (p. 2400) ;

- *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (prévoit l'interdiction de l'autocontrôle à compter du 1er juillet 1991) (p. 2399) : adopté (p. 2400).

Article 15 *ter* nouveau *(adaptation aux nécessités du marché financier du plafond de capital détenu par une même personne dans une société de télévision par voie hertzienne terrestre) :*

- *soutient* l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 2400) : adopté (p. 2401).

Article 16 *(adaptation des sanctions applicables pour certaines infractions relatives à la direction et à l'administration de certaines sociétés) :*

- *soutient* l'amendement n° 30 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2401).

Article 17 *(modalités d'exercice de l'activité de gestion de portefeuille) :*

- *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale relatif à l'exclusion des sociétés en commandite par actions du bénéfice de l'agrément) : adopté (p. 2401) ;

- *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (réintroduit expressément l'obligation faite à la C.O.B. de motiver un refus d'agrément) (p. 2401) : adopté (p. 2402) ;

- *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (précise la composition de la commission appelée à donner son avis sur les demandes d'agrément) : adopté (p. 2402) ;

- *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale relatif à la portée du pouvoir réglementaire de la C.O.B. et au retrait d'agrément qu'elle peut prononcer) : adopté (p. 2402).

Article 17 *bis* nouveau *(régime disciplinaire des gérants de portefeuille) :*

- *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2402).

Article 17 *ter* nouveau *(régime disciplinaire des employés des gérants de portefeuille) :*

- *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2402).

Article 20 *(abrogation des dispositions actuelles régissant les gérants de portefeuille) :* adopté après modifications (p. 2403).

- *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2403).

- *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2403).

Article 23 *ter* nouveau *(transfert au juge judiciaire du contentieux disciplinaire) :*

- *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2403).

Article 24 *bis* *(limites d'intervention du fonds de garantie de la société des bourses françaises) :*

- *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2403) : adopté (p. 2404).

Après l'article 24 *ter* :

- *favorable* à l'amendement n° 68 du Gouvernement (règles d'emploi des fonds des O.P.C.V.M. et harmonisation avec la directive européenne du 20 décembre 1985) (p. 2404, 2405).

Article 25 *(conseil de discipline des O.P.C.V.M.) :*

- *soutient* l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2406).

- *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2406).

- *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (rétablit la désignation du président du conseil de discipline par le vice-président du Conseil d'Etat) : adopté (p. 2406).

- *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2406).

- *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2406).

- *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2406).

- *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2406).

- *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (laisse au conseil de discipline la latitude la plus large pour déterminer les personnes supportant la charge de la sanction) : adopté (p. 2406).

Article 25 *bis* A nouveau *(communication de renseignements) :*

- *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2407).

Article 25 *bis* *(limitation de l'obligation de distribution des résultats des O.P.C.V.M.) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 64 de M. Fabien Thiémé (de suppression) (p. 2407).

Epargne (fiscalité et harmonisation européenne) (p. 2407).

Article 26 *(information du comité d'entreprise en cas d'offre publique) :*

- *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2407) : adopté après modifications (p. 2408) ;

- *favorable* au sous-amendement ° 73 du Gouvernement (possibilité pour le comité d'entreprise d'entendre l'auteur d'une offre publique même en cas de désaccord du chef d'entreprise) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 2408) ;

- *favorable* à l'amendement n° 65 de M. Jean-Pierre Brard (possibilité pour le comité d'entreprise d'entendre l'auteur d'une offre publique même en cas de désaccord du chef d'entreprise) (p. 2408).

Article 26 *bis* *(information du comité de groupe en cas d'offre publique) :*

- *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté après modifications (p. 2408) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 74 du Gouvernement (possibilité pour le comité de groupe d'entendre l'auteur d'une offre publique même en cas de désaccord du chef d'entreprise) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 2408).

Article 28 *(dispositions transitoires) :*

- *soutient* l'amendement n° 52 de la commission (dispose qu'un arrêté du ministre chargé de l'économie constatera la date d'installation de la C.O.B. dans sa nouvelle composition) : adopté (p. 2408).

Article 29 *(dispositions transitoires relatives au décompte des droits de vote)* (p. 2408).

- *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2409).

Article 30 nouveau *(modification de l'ordre du jour des assemblées) :*

- *soutient* l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2409).

Petits porteurs (rôle) (p. 2409).

Article 31 nouveau *(modification des personnes autorisées à demander en justice une récusation d'un commissaire aux comptes) :*

- *soutient* l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2409).

Article 32 nouveau *(modification des personnes autorisées à demander en justice la désignation d'un expert) :*

- *soutient* l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2409).

Article 33 nouveau *(modification des personnes autorisées à intenter l'action sociale en responsabilité contre les administrateurs) ;*

- *soutient* l'amendement n° 57 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2409).

Lecture définitive :

Rapporteur suppléé par : *Balligand (Jean-Pierre)* [1er juillet 1989] (p. 2835).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Commerce extérieur (p. 3655).

Communautés européennes : harmonisation fiscale (p. 3655).

Education et formation professionnelle : généralités (p. 3656).

Emploi (p. 3655, 3656).

Epargne :

- fiscalité (p. 3655, 3656) ;

- niveau (p. 3655, 3656) ;

- plan d'épargne retraite et plan d'épargne populaire (p. 3656).

Etat (rôle et réforme) (p. 3655).

Finances publiques :

- déficit budgétaire (p. 3655) ;

- dette publique (p. 3655) ;

- prélèvements obligatoires (p. 3655).

Fonction publique : pouvoir d'achat (p. 3656).

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3656).

Impôts et taxes :

- fraude fiscale et contrôle fiscal (p. 3656) ;

- réforme fiscale (p. 3655).

Impôts locaux : taxe d'habitation (allègement et réforme) (p. 3656).

Impôt sur le revenu :

- habitation principale (réductions d'impôt) (p. 3656) ;

- revenus fonciers (abattement forfaitaire) (p. 3656).

Impôt sur les sociétés (p. 3655).

Logement (et logement social) (p. 3656).

Marchés financiers (spéculation, placements des entreprises) (p. 3655).

Plus-values (imposition) : plans d'options d'achat ou de souscription d'actions (p. 3656).

Politique économique :

- croissance (et partage) (p. 3655) ;

- franc (p. 3655) ;

- inflation (p. 3655) ;

- taux d'intérêt (p. 3655).

T.V.A. (p. 3655).

Première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Article 13 (précédemment réservé) *(régime du crédit d'impôt-recherche) :*

- *son* amendement n° 362 soutenu par M. Jacques Roger-Machart (propose une nouvelle rédaction de l'article) (p. 3846) ; adopté après rectification (p. 3847).

Avant l'article 19 :

- *son* amendement n° 349 (exonère de la taxe foncière pour trois ans les forêts ayant fait l'objet d'un débroussaillage) : non soutenu (p. 3893).

Deuxième partie :

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

e) *Mesures diverses.*

Après l'article 60 (amendements précédemment réservés) :

- *son* amendement n° 134 (porte à dix-huit mois le délai d'un an mentionné au troisième alinéa de l'article L. 12 du livre des procédures fiscales) : non soutenu (p. 5311).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 et 15 décembre 1989] :

Après l'article 13 :

- *son* amendement n° 185 (étend le bénéfice du crédit d'impôt-recherche aux dépenses de création de nouveaux produits et de nouvelles collections) : non soutenu (p. 6573).

Après l'article 60 :

- *son* amendement n° 162 (porte à dix-huit mois le délai d'un an mentionné au troisième alinéa de l'article L. 12 du livre des procédures fiscales) : non soutenu (p. 6711).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 décembre 1989] :

Après l'article 15 :

- *son* amendement n° 35 (porte à dix-huit mois le délai d'un an mentionné à l'article L.12 du livre des procédures fiscales) (p. 6947) : vote réservé (p. 6948) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [21 décembre 1989] (p. 6957).

PILLET (Yves)

Député de l'Isère

(9e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre du Comité national de la montagne [*J.O.* du 26 mai 1989] (p. 6627).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 536) relatif à l'utilisation des **détecteurs de métaux (n° 617)** [19 avril 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 948), modifié par le Sénat, relatif à l'utilisation des **détecteurs de métaux (n° 1016)** [16 novembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à l'utilisation des détecteurs de métaux (n° 536).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 avril 1989] :

Archéologie :

- biens archéologiques (conservation *in situ)* (p. 532) ;

- réglementation (p. 532, 533).

Discussion des articles [27 avril 1989] :

Article 1er *(subordination de l'usage de détecteurs de métaux à une autorisation administrative) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Jean-Yves Chamard (de précision) (p. 536) (p. 537).

Après l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Jean-Yves Chamard (précise que l'autorisation délivrée à une personne morale mentionne le nom du responsable qui dirige les recherches) (p. 537).

Article 2 *(rappel de l'interdiction d'usage sur les sites archéologiques dans les publicités et notices d'utilisation pour les détecteurs de métaux) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (impose la mention des motifs de la législation dans les publicités et notices d'utilisation) (p. 537) : adopté (p. 538).

Article 4 *(envoi des procès-verbaux de constatation d'infraction au procureur de la République) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (obligation de transmettre sans délai le procès-verbal de l'infraction) : adopté (p. 538).

Deuxième lecture :

Rapporteur suppléé par : *Beix (Roland)* [23 novembre 1989] (p. 5568).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Patrimoine : zones rurales (p. 5086).

PINTE (Etienne)

Député des Yvelines

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 26 octobre 1989] (p. 13421).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 26 octobre 1989] (p. 13421).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter **l'article 199 *sexies* du Code général des impôts** relatif aux **déductions d'impôts** en cas de **dépenses liées à l'habitation principale (n° 569)** [18 avril 1989].

Proposition de loi tendant à réprimer la **fraude monétique (n° 570)** [18 avril 1989].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 588-1 du code de la santé publique relatif à la **pharmacie (n° 952)** [24 octobre 1989].

Proposition de loi tendant à l'aménagement des **conditions de départ à la retraite (n° 953)** [24 octobre 1989].

Proposition de loi relative aux conjoints **divorcés** de professionnels **libéraux** au regard de leurs **droits à la retraite (n° 961)** [24 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Deuxième partie : *Moyens des services et dispositions spéciales.*

Titre 1er : *Dispositions applicables à l'année 1989.*

I. - Opérations à caractère définitif.

A. - Budget général.

Titre VI :

- *son* amendement n° 51 soutenu par M. Philippe Auberger (supprime les crédits de paiement prévus pour les études préalables à la construction de la grande bibliothèque) : rejeté (p. 5920).

PISTRE (Charles)

Député du Tarn

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 792), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Union latine relatif à l'établissement à Paris du **secrétariat de l'Union latine** et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe) **(n° 812)** [22 juin 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation en Afrique du Sud : droits de l'homme ; exécutions ; attitude de la France [28 juin 1989] (p. 2575).

- Lomé IV : relations entre la communauté européenne et les pays A.C.P. ; rôle des organisations non gouvernementales ; STABEX [13 décembre 1989] (p. 6464, 6465).

à un ministre :

- Communautés européennes [29 juin 1989] :

Environnement : agence européenne de l'environnement (p. 2610).

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Union latine relatif à l'établissement à Paris du secrétariat de l'Union latine et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe) (n° 792).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1989] :

Communautés européennes (p. 2623).

Union latine :

- définition et composition (p. 2622) ;
- langues et culture latines (p. 2622, 2623) ;
- secrétariat à Paris (privilèges et immunités) (p. 2622).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada (n° 742).

Première lecture : Rapporteur suppléant.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1989] :

Extradition (adaptation de la convention de 1876) (p. 2626).

Politique extérieure : relations de la France et du Canada (p. 2626).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord-cadre relatif à l'aide et à la coopération en matière de recherche scientifique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (n° 794).

Rapporteur suppléant.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1989] :

Coopération scientifique et technique : actualisation de la convention franco-ivoirienne de 1962 (p. 2629).

O.R.S.T.O.M. et C.I.R.A.D. (transfert de leurs biens en Côte-d'Ivoire à un institut international) (p. 2629).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération et développement. - *Questions* [24 octobre 1989] :

Dette (orientation de l'aide publique au développement vers les dons) (p. 4026)

Pays à revenus intermédiaires (p. 4028).

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1989] :

Aménagement rural (p. 4200).

Négociations internationales (p. 4200, 4201).

Politique agricole commune (P.A.C.) (p. 4200, 4201).

Qualité (politique) (p. 4200).

Affaires étrangères. - *Questions* [7 novembre 1989] :

Coopération et développement : pays en voie de développement (p. 4679).

- Déclaration du Gouvernement sur les perspectives de la Communauté européenne après le Conseil européen de Strasbourg et débat sur cette déclaration (n° 1080).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Etrangers (immigration) (p. 6410).

Fonds structurels communautaires (p. 6410).

Lomé (convention) (p. 6409, 6410).

Méditerranée (ouverture de l'Europe vers les pays méditerranéens) (p. 6410).

PLANCHOU (Jean-Paul)

Député de la Seine-et-Marne

(7e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p. 6848).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le Xe Plan (1989-1992) (n° 545) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p. 6848).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544) [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7423).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Education nationale, jeunesse et sports : enseignement scolaire) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) :** annexe n° 12 : **éducation nationale, jeunesse et sports : enseignement scolaire (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Fonctionnaires et agents publics [6 avril 1989] :

Administration : relations avec le public ; simplification des démarches administratives (p. 70).

- Politique économique et sociale [22 juin 1989] :

Système monétaire international (p. 2379).

orales sans débat :

- n° 207 posée le 12 décembre 1989 : **handicapés (C.A.T. et ateliers protégés)** (p. 6421). Appelée le 15 décembre 1989 : répartition des places (p. 6646, 6647).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le X^e Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Discussion des articles [26 avril 1989] :

Article unique *(portant approbation du X^e plan) :*

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (substitue la notion d'incapacité d'anticiper sur le long terme à celle de déréglementations hâtives dans la liste des limites des mécanismes de marchés) (p. 490) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 491) ;

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (notion d'économie mixte ; rôles respectifs du secteur public et du secteur privé) (p. 490) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 491).

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1989] :

Epargne et épargnant : fiscalité et harmonisation européenne (p. 2383).

Marché financier : généralités (croissance, modernisation, internationalisation, déréglementation et titrisation) (p. 2383).

Organismes de placement collectifs en valeurs mobilières (O.P.C.V.M.) : fiscalité (p. 2383).

Projet de loi n° 544 (conditions d'adoption en première lecture à l'Assemblée et travail de la commission après examen par le Sénat) (p. 2383).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [3 novembre 1989] :

Baccalauréat (objectif visant à porter à 80 p. 100 d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat) (p. 4492).

Bourses et allocations d'études (p. 4492).

Crédits :

- généralités (p. 4492) ;

- loi de programme (conformité des crédits) (p. 4492) ;

- priorité donnée à l'enseignement (p. 4491).

Elèves : scolarité ; échec scolaire (lutte) (p. 4492).

Enseignants :

- condition enseignante (revalorisation) (p. 4492) ;

- recrutements (p. 4492).

Personnels non enseignants : Agents, techniciens, ouvriers et personnels de service (A.T.O.S.) (p. 4492).

POIGNANT (Bernard)

Député du Finistère

(1ère circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

PONIATOWSKI (Ladislas)

Député de l'Eure

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre de l' Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 19 avril 1989] (p. 5044).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Premier ministre : Conseil économique et social) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 30 : **Premier ministre : Conseil économique et social (n° 920)** [12 octobre 1989].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'établir la vérité sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé l'**attentat du Drakkar** qui a provoqué le 23 octobre 1983 la mort de 58 parachutistes français à Beyrouth **(n° 1039)** [24 novembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Mal logés : pauvreté ; statistiques sur les mal-logés ; appel de l'Abbé Pierre ; programmes locaux d'habitat [10 mai 1989] (p. 722, 723, 724).

- Evasion de prisonniers : détenus ; administration pénitentiaire ; fonctionnement ; sûreté des établissements [13 décembre 1989] (p. 6463, 6464).

à un ministre :

- Politique économique et sociale [22 juin 1989] :

Marchés financiers : actions : libéralisation des courtages pénalisant les petits actionnaires (p. 2375).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur la politique de coopération de la France à l'étranger et débat sur cette déclaration (n° 827).

Principaux thèmes développés [20 avril 1989] :

Afrique (p. 355, 356).

Aides : aide alimentaire et développement rural (p. 356).

Collectivisme (échec des solutions collectivistes) (p. 356).

Dette du tiers monde (p. 356).

Fonds et fondations :

- Fonds monétaire international (F.M.I.) et banque mondiale (p. 356) ;

- Food Alimentation Organization (F.A.O.) (p. 356).

Intégrisme (progression) (p. 356).

Organisations non gouvernementales (O.N.G.) (rôle) (p. 356).

Santé publique : mortalité infantile (p. 355).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Collectivités locales : dotation globale de fonctionnement (réforme du calcul) (p. 3657).

Impôts locaux :

- taxe d'habitation (allégement et réforme) (p. 3657) ;

- taxe d'habitation (résidences secondaires) (p. 3656).

Impôt sur le revenu :

- habitation principale (réductions d'impôt) (p. 3656) ;

- investissement locatif (p. 3656) ;

- revenus fonciers (abattement forfaitaire) (p. 3656).

Logement (et logement social) (p. 3656).

Plus-values (imposition) : plans d'options d'achat ou de souscription d'actions (p. 3657).

Première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Après l'article 6 :

- *son* amendement n° 41 (applique le taux réduit de la T.V.A. aux aliments préparés pour animaux familiers) (p. 3776) ; rejeté (p. 3777) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 77 de M. Bruno Durieux (applique le taux réduit de la T.V.A. au charbon à usage domestique et au bois de chauffage) (p. 3777).

Article 7 *(aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune) :*

- *défavorable* au sous-amendement n° 332 rectifié de M. Raymond Douyère (taxe au taux de 1,2 p. 100 entre 20 660 000 francs et 30 000 000 francs et à 1,5 p. 100 au delà de 30 000 000 francs) à l'amendement n° 23 de la commission (revalorise chacune des tranches de 3,3 p. 100) (p. 3785).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre : Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* - Rapporteur [27 octobre 1989] :

Conseil économique et social (crédits - personnels - nominations - Palais d'Iéna) (p. 4248, 4249).

Commerce extérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [6 novembre 1989] :

Balance des services : tourisme (p. 4583).

Communautés européennes : ventes hors taxes intracommunautaires (p. 4583).

Entreprises : exportation et implantation à l'étranger (aides de l'Etat et attitude des entreprises) (p. 4582).

Présence française à l'étranger : langues étrangères (apprentissage) (p. 4582).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [14 novembre 1989] ;

Communautés européennes (marché unique) (p. 5091).

Concurrence (nationale et internationale) (p. 5091).

Ministère : personnel :

- rémunérations et primes (p. 5091) .

- statut (p. 5091).

Postes :

- services financiers (p. 5091) ;

- tarifs (timbres) (p. 5091).

Prélèvement de l'Etat sur le budget (p. 5091).

Réforme du statut des postes et télécommunications (rapport Prévot) : généralités (p. 5090, 5091, 5092).

Télécommunications (France Télécom) :

- plan câble (p. 5092) ;

- téléphone (et techniques nouvelles de télécommunications) (p. 5091).

PONS (Bernard)

Député de Paris

(16e circonscription)

R.P.R.

Président du groupe R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République. Président de ce groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **conséquences des nationalisations et des privatisations** d'entreprises conduites depuis 1981 **(n° 633)** [20 avril 1989].

Proposition de loi tendant à étendre aux **retraités** la possibilité de **voter par procuration** lorsqu'ils sont absents de leur domicile pour cause de vacances **(n° 765)** [14 juin 1989].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à permettre de procéder à **l'élection du Président de la République dans les territoires d'outre-mer,** les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de la République française, le jour précédant celui où les électeurs de la métropole sont convoqués **(n° 803)** [21 juin 1989].

Proposition de loi tendant à permettre de procéder aux **élections législatives européennes dans les territoires d'outre-mer, les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de la République** le jour précédant celui où les électeurs de la métropole sont convoqués **(n° 828)** [28 juin 1989].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur l'affaire **Luchaire (n° 839)** [28 juin 1989].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission de contrôle sur le fonctionnement de la justice (n° 840)** [29 juin 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [13 avril 1989] :

- *son* exception d'irrecevabilité soutenue par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 180, 181, 182, 184) : rejetée (p. 184).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [30 mai 1989] :

- *sa* motion de renvoi en commission soutenue par : *Catala (Nicole)* (p. 1375) : rejetée au scrutin public (p. 1379).

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2. et 3 juin 1989] :

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

Demande de quorum (p. 1450).

- **Rappel au règlement :** explique les raisons de sa demande de quorum (p. 1451).

Après l'article 4 :

- **Rappel au règlement :** s'élève contre les propos du ministre de l'intérieur relatifs aux amendements de M. Pierre Mazeaud (p. 1556).

- **Projet de loi portant amnistie (n° 702).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

- *sa* question préalable soutenue par : *Debré (Jean-Louis)* (p. 1745) ; rejetée au scrutin public (p. 1755).

- **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues relative à l'immunité parlementaire (n° 810).**

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [15 juin 1989] :

- *son* exception d'irrecevabilité soutenue par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 2178) ; rejetée (p. 2182).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [19 juin 1989] :

- *son* exception d'irrecevablité soutenue par : *Mazeaud (Pierre) :* rejetée (p. 2291).

- **Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

- *sa* motion de renvoi en commission soutenue par : *Cointat (Michel)* (p. 2731) : rejetée (p. 2738).

- **Rappel au règlement :** grèves de fonctionnaires ; cas de ceux de l'administration pénitentiaire [2 octobre 1989] (p. 2981).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [3 et 4 octobre 1989] :

- *son* exception d'irrecevabilité soutenue par : *Fillon (François)* (p. 3036) ; rejetée au scrutin public (p. 3042).

- **Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) et projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles : discussion commune [4 et 5 octobre 1989] :

- *son* exception d'irrecevabilité soutenue par : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3110) ; rejetée au scrutin public (p. 3118).

- **Projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal (n° 693).**

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [10 octobre 1989] :

- *sa* question préalable soutenue par : *Toubon (Jacques)* (p. 3337) : rejetée au scrutin public (p. 3344).

- **Rappel au règlement :** article 58 ; détournement de la procédure des questions au Gouvernement par M. le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale ; temps de parole des groupes [25 octobre 1989] (p. 4125, 4126).

- **Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 novembre 1989] :

- *son* exception d'irrecevabilité soutenue par *Mazeaud (Pierre)* (p. 5653) : rejetée au scrutin public (p. 5660).

Nouvelle lecture :

Discussion des articles [18 décembre 1989] :

Article 1er *(amnistie) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de la commission (amnistie des infractions commises avant le 20 août 1988 à l'occasion des événements en relation avec le statut de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6746).

- **Rappel au règlement :** introduction d'une disposition sur le conventionnement des médecins séparant généralistes et spécialistes dans le projet de loi sur la sécurité sociale et la santé ; syndicats de médecins [15 décembre 1989] (p. 6687).

- **Motion de censure déposée par MM. Bernard Pons, Pierre Méhaignerie, Charles Millon et 118 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 19 décembre 1989.**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [21 décembre 1989] :

Gouvernement :

- article 49-3 de la Constitution (utilisation) (p. 6985, 6987) ;

- attitude à l'égard du Parlement (p. 6985, 6987).

- Premier ministre (circulaire du 26 mai 1988) (p. 6986).

Parlement :

- Assemblée nationale :

- mandat parlementaire (conditions d'exercice) (p. 6987).

- opposition (droits) (p. 6987).

- régime parlementaire (principe) (p. 6986).

Président de la République (propos antérieurs de M. Mitterrand sur les relations Parlement-Gouvernement) (p. 6986).

Professions médicales :

- conventionnement (séparation des médecins généralistes et des spécialistes) (p. 6987) ;

- exercice libéral (p. 6988).

Sécurité sociale :

- conditions d'examen du projet de loi (utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution) (p. 6987) ;

- dépenses de santé (maîtrise) (p. 6987, 6988) ;

- financement (p. 6988).

Vote de la censure du groupe R.P.R. (p. 6988).

POPEREN (Jean)

Ministre chargé des relations avec le Parlement

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- ***Mazeaud (Pierre)*** **: nomination de conseillers référendaires à la Cour des comptes :** nomination au tour extérieur [19 avril 1989] (p. 289).

- ***Giraud (Michel)*** **: création d'un Conseil national du monde rural** [19 avril 1989] (p. 292, 293).

- ***Jacquaint (Muguette)*** **: libertés syndicales en France :** licenciement de militants et délégués syndicaux ; refus de réintégration des dix licenciés de Renault ; loi d'amnistie [10 mai 1989] (p. 721).

- ***Geng (Francis)*** **: situation de l'agriculture :** avenir de la taxe de coresponsabilité laitière ; prochain dépôt d'un projet de loi relatif à la mise en place de cotisations sociales assises sur les revenus fiscaux des agriculteurs [19 avril 1989] (p. 293, 294).

- ***Estrosi (Christian)*** : **mission de réflexion sur l'avenir du football** : mission de réflexion sur l'avenir du football ; financement des clubs ; formation et encadrement des joueurs [17 mai 1989] (p. 928, 929).

- ***Raoult (Eric)*** : **nominations au Conseil économique et social** : composition ; nominations ; impartialité de l'Etat ; critères de choix [31 mai 1989] (p. 1420, 1421).

- ***Salles (Rudy)*** : **sécurité dans les stations estivales** : commémoration du bicentenaire de la Révolution française ; mobilisation des forces de police ; absence des forces de police dans les stations de vacances ; sécurité des biens et des personnes [14 juin 1989] (p. 2123, 2124, 2125).

- ***Facon (Albert)*** : **conséquences de la grève des agents des impôts** : agents des finances ; difficultés des entreprises ; traitement des agents communaux ; taxe d'habitation [11 octobre 1989] (p. 3394).

- ***Charles (Serge)*** : **grève des agents des impôts : conséquences pour les entreprises** ; agents des finances ; report des échéances fiscales des entreprises [11 octobre 1989] (p. 3396, 3397).

- ***Meylan (Michel)*** : **laïcité dans l'enseignement** : cultes ; laïcité ; tolérance ; déclaration du ministre de l'éducation nationale ; immigration ; France pluraliste ; séparation de l'Eglise et de l'Etat [18 octobre 1989] (p. 3687, 3688).

- ***Testu (Jean-Michel)*** : **associations et clubs de bénévolat** : personnel ; bénévoles ; statut ; création ; économie sociale [15 novembre 1989] (p. 5150).

- ***Sergheraert (Maurice)*** : **suppression de comptoirs de la Banque de France** : fermeture de trente-quatre comptoirs de province ; restructuration ; plan d'entreprise [22 novembre 1989] (p. 5491, 5492).

- ***Hyest (Jean-Jacques)*** : **attitude du Gouvernement à l'égard du Parlement** : présence des ministres aux séances de questions du mercredi ; communication des projets de loi à la presse ; délais de réponse aux questions écrites ; propositions de loi ; utilisation de l'article 49-3 de la Constitution [13 décembre 1989] (p. 6460, 6461, 6462).

- ***Wiltzer (Pierre-André)*** : **immigration** : politique et réglementation ; droit de vote des immigrés ; commissions extra-municipales ; scrutins locaux [20 décembre 1989] (p. 6905, 6906, 6907).

- ***Hollande (François)*** : **négociations dans la fonction publique** : statut ; évolution des métiers des fonctionnaires ; négociation globale [20 décembre 1989] (p. 6909) ;

- ***Peyrefitte (Alain)*** : **immigrés dans les communes ; consultation des maires** : politique et réglementation ; consultation des maires avant l'installation de nouveaux immigrés ; annulation de classes de neige du fait de l'attitude religieuse de certains parents [20 décembre 1989] (p. 6911, 6912, 6913).

INTERVENTIONS

- **Observations sur le rappel au règlement** de : *Gaudin (Jean-Claude)* [12 avril 1989] (p. 130).

- **Projet de loi approuvant le X^e Plan [1989-1992] (n° 545).**

Première lecture :

Engagement de la responsabilité du Gouvernement (sa lecture d'une lettre de M. Michel Rocard, Premier Ministre, absent de l'hémicycle) [28 avril 1989] (p. 580).

- **Observations** sur l'intervention pour **fait personnel** de : *Estrosi (Christian)* [17 mai 1989] (p. 933).

- **Répond au rappel au règlement** de : *Mermaz (Louis)* [2 octobre 1989] (p. 2981, 2982).

- **Répond au rappel au règlement** de : *Lajoinie (André)* [2 octobre 1989] (p. 2981, 2982).

- ***Répond au rappel au règlement*** de : *Le Garrec (Jean)* [2 octobre 1989] (p. 2981, 2982).

- **Répond au rappel au règlement** de : *Pons (Bernard)* [2 octobre 1989] (p. 2981, 2982).

- **Observations sur les rappels au règlement de** : *Millet (Gilbert), Asensi (François)* [19 décembre 1989] (p. 6820, 6821).

- **Organisation** des séances de **questions au Gouvernement** [20 décembre 1989] (p. 6907, 6908).

POTA (Alexis)

Député de la Réunion

2^e circonscription

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Egalité sociale entre les D.O.M. et la métropole** : politique économique et sociale ; réglementation ; application ; D.O.M. ; métropole ; disparités ; R.M.I. ; logement ; salaires ; rattrapage [21 juin 1989] (p. 2324).

- **Erosion des sols à la Réunion** : lutte et prévention ; action agricole et forestière [22 novembre 1989] (p. 5491).

orales sans débat :

- **n° 66** posée le 11 avril 1989 : **D.O.M. -T.O.M. (Réunion : risques naturels)** (p. 111). Appelée le 14 avril 1989 : cyclone Firinga ; indemnisation des sinistres (p. 219, 220).

- **n° 166** posée le 10 octobre 1989 : **D.O.M. -T.O.M. (Réunion : environnement)** (p. 3369). Appelée le 13 octobre 1989 : Lagons ; protection (p. 3547, 3548).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Départements et territoires d'outre-mer : La Réunion (généralités) (p. 4784).

Politique sociale :

- égalité sociale (p. 4784) ;

- logement (ligne budgétaire unique - L.B.U.) (p. 4784) ;

- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 4784).

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Sports : équipements sportifs (La Réunion) (p. 4996).

POUJADE (Robert)

Député de la Côte-d'Or

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733) [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14280).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) (n° 984) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Remplacé par M. Alain Jonemann : Urbanisme : secteurs sauvegardés (p. 4339).

Défense. - *Questions* [6 novembre 1989] :

Armements classiques : avions : Crusader (et F18) (p. 4632).

Gendarmerie :

- brigades (renforcement des effectifs) (p. 4640) ;
- malaise (p. 4639) ;
- statut (p. 4640).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Patrimoine : œuvres d'art (communautés européennes : libre circulation) (p. 5080, 5081).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1989] :

Article 1er *ter (interdiction temporaire de toute publicité commerciale par voie de presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 59 du Gouvernement (prévoit que six mois avant le déroulement du scrutin, aucune campagne de promotion des réalisations d'une collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin) (p. 6076).

POURCHON (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le Xe Plan (1989-1992) (n° 545) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p.Z6848).

Président de cette commission [*J.O.* du 2 juin 1989] (p. 6889).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (départements et territoires d'outre-mer) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 9 : **départements et territoires d'outre-mer (n° 920)** [12 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première partie, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [8 novembre 1989] :

Collectivités locales : Assemblée unique (p. 4765).

Communautés européennes :

- fonds structurels (p. 4765) ;
- octroi de mer (p. 4765).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Antarctique (p. 4765) ;
- Guadeloupe (cyclone Hugo) (p. 4765) ;
- Guyane : généralités et programme Phédre (p. 4765) ;
- Nouvelle-Calédonie : généralités (p. 4764, 4765) ;
- Polynésie française (p. 4765) ;
- Saint-Pierre-et-Miquelon : pêche (p. 4765).

Ministère des départements et territoires d'outre-mer :

- crédits :
- fascicule budgétaire (présentation) (p. 4765).
- niveau (p. 4765).
- reports (p. 4765) ;
- modernisation des services (p. 4765).

Politique économique :

- contrats de plan (p. 4764, 4765).
- Fonds d'intervention dans les départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 4765).

Politique sociale :

- égalité sociale (p. 4765) ;
- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 4765).

Vote des crédits :

Après l'article 69 :

- *favorable* à l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Lapaire (prévoit un rapport sur l'affectation du solde des bénéfices de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et de l'Institut d'émission d'outre-mer, ainsi que sur leur fonctionnement) (p. 4804) ;

- *son* sous-amendement n° 75 (prévoit que le rapport sur la gestion de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et de l'Institut d'émission d'outre-mer fera aussi mention de leurs patrimoines) à l'amendement n° 73 (p. 4804) : devenu sans objet (p. 4805).

PREEL (Jean-Luc)

Député de la Vendée

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 620) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à protéger les **sous-traitants** intervenant dans le cadre de **contrats conclus par les constructeurs de maisons individuelles (n° 1063)** [6 décembre 1989].

Proposition de loi relative aux **frais d'hébergement et de soins des personnes âgées** accueillies dans des **institutions d'hébergement collectif (n° 1064)** [6 décembre 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Sécurité sociale [25 mai 1989] :

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 1223, 1224).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignants :

- équipe pédagogique (p. 1891) ;

- recrutement (p. 1891) ;

- rôle (enseignement, soutien aux élèves) (p. 1891).

Enseignement (généralités) :

- décentralisation (p. 1891) ;

- enseignement privé (p. 1891).

Enseignements spécifiques :

- apprentissage (p. 1891) ;

- enseignement technique et professionnel (p. 1891).

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 1er *(mission du système éducatif) :*

- *son* amendement n° 194 (affirme la coexistence d'établissements publics et privés sous contrat et le libre choix des parents) (p. 1930) : rejeté (p. 1931) ;

- *son* amendement n° 199 corrigé soutenu par M. Jean-Yves Haby (prévoit que l'école donne à chaque enfant toutes les possibilités de développer au mieux ses potentialités) : rejeté (p. 1951).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 695).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité, santé et protection sociale. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [10 novembre 1989] :

Handicapés :

- généralités (p. 4918) ;

- centres d'aide par le travail (C.A.T.) (p. 4918).

Hôpitaux et cliniques : hôpitaux (p. 4917).

Personnes âgées :

- établissements d'accueil (hébergement collectif) (p. 4918) ;

- maintien à domicile (p. 4918).

Professions médicales :

- fonction publique hospitalière (p. 4917) ;

- médecine libérale (conventionnement) (p. 4917).

Santé publique :

- alcoolisme (p. 4917, 4918) ;

- médecine scolaire (p. 4918) ;

- prévention (p. 4917) ;

- Sida (p. 4917).

Sécurité sociale : Mutualité sociale agricole (M.S.A.) (p. 4918).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er décembre 1989] :

Handicapés : instituts médicaux éducatifs (maintien des handicapés âgés de plus de vingt ans ; amendement Creton) (p. 5833).

Hôpitaux et cliniques : revalorisation de la condition (p. 5834).

Personnes dépendantes :

- aide à domicile (exonération de cotisations sociales) (p. 5832, 5833) ;

- centres et unités de longs séjours (personnes hébergées : allocations logement) (p. 5833) ;

- hébergement (p. 5833).

Professions médicales :

- angéiologie (qualification) (p. 5833) ;

- médecins hospitaliers (retraite complémentaire) (p. 5834).

Revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 5833).

Risques professionnels (accidents du travail) : cotisations versées par les entreprises (p. 5834).

Discussion des articles [1er décembre 1989] :

Après l'article 9 :

- *son* amendement n° 25 rectifié (recule l'âge de la retraite des praticiens à temps partiel des centres hospitaliers régionaux) (p. 5869) : adopté (p. 5870).

Médecins hospitaliers (retraite complémentaire) (p. 5869).

PRORIOL (Jean)

Député de la Haute-Loire

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Questions* [25 octobre 1989] :

Anciens combattants et victimes de guerre : anciens combattants d'Afrique du Nord (statut) (p. 4153).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite : rapport constant (p. 4153).

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Calamités agricoles (fonds des calamités) (p. 4215).

Crédit agricole (report d'un an des remboursements des prêts non bonifiés) (p. 4216).

Prêts bonifiés (détermination des ayants droits pour le report des annuités) (p. 4216).

Zones de montagne (cotisations sociales agricoles) (p. 4224).

Services du Premier ministre : Environnement. - *Questions* [8 novembre 1989] :

Eau : Loire (barrage de Serre-de-la-Fare) (p. 4739).

Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Acteurs et partenaires : contrat de Plan Etat-Régions : Auvergne (p. 4873).

Commerce et artisanat. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Commerçants et artisans (statut social) : indemnités journalières (p. 4890).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 décembre 1989] :

Baux (bail à réhabilitation) (p. 6493).

Impôts et taxes :

- généralités (fiscalité immobilière) (p. 6492) ;

- taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 6493).

Logement social :

- généralités (droit au logement) (p. 6492) ;

- locataires (p. 6492).

Organismes et structures :

- concertation (p. 6493) ;

- départements :

- fonds de solidarité (p. 6493).

- plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées (p. 6493) ;

- Etat (p. 6493) ;

- organismes H.L.M. (habitat à loyer modéré) (p. 6492, 6493)

- préfet (p. 6493).

Régions (Ile-de-France) (p. 6493).

Urbanisme :

- décentralisation (p. 6492, 6493).

- droit de préemption urbain (p. 6493).

PROVEUX (Jean)

Député de l'Indre-et-Loire

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur du projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la Résistance (n° 634) [13 avril 1989].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 620) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (anciens combattants et victimes de guerre : anciens combattants) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15550).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 560), adopté par le Sénat, relatif aux conditions de **reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la Résistance (n° 634)** [26 avril 1989].

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** . Tome I : **anciens combattants (n° 921)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Bilan du voyage présidentiel en Pologne : visite du Président de la République en Pologne ; élections en Pologne ; aides économiques ; échanges culturels [21 juin 1989] (p. 2316, 2317).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance (n° 560)

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1989] :

Combattant volontaire de la Résistance (C.V.R) :

- croix (p. 586) ;

- décret d'application de la loi (p. 586) ;

- forclusion (levée) (p. 586) ;

- passeurs (octroi de la qualité de résistant) (p. 587) ;

- statut (p. 586) ;

- témoins nécessaires à la reconnaissance de la qualité de combattant (p. 586).

Liban (accueil des blessés à l'Institut National des Invalides) (p. 585).

Discussion des articles [2 mai 1989] :

Après l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. René André (garantit les attestations en exigeant que leur auteur soit titulaire de la carte du combattant volontaire de la Résistance et qu'un contrôle soit effectué par la gendarmerie nationale) (p. 603).

Article 2 *(décret d'application) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Théo Vial-Massat (précise que la demande est examinée dans les conditions prévues par la loi n° 49-410 du 25 mars 1949 sur le statut des combattants volontaires de la Résistance) (p. 604) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jean-Yves Chamard (précise que la demande devra s'appuyer sur des documents et des témoignages concordants) (p. 604).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [25 octobre 1989] :

Anciens combattants et victimes de guerre :

- anciens combattants d'Afrique du Nord (statut) (p. 4137, 4138) ;

- prisonniers de guerre (Vietminh) (p. 4138) ;

- résistants : combattants volontaires de la Résistance (p. 4137).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

- pensions d'invalidité (p. 4137, 4138) ;

- rapport constant (p. 4137) ;

- retraite mutualiste (p. 4137).

Pensions de réversion : veuves, ascendants et orphelins (p. 4138).

Secrétariat d'Etat aux anciens combattants :

- crédits (p. 4137) ;

- dette viagère (p. 4137).

Vote des crédits réservés [16 novembre 1989] :

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission des affaires culturelles (réduction des crédits) : retiré (p. 5319).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1989] :

Personnels non enseignants : Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (p. 4509, 4510).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Patrimoine : monuments historiques (caisse nationale des monuments historiques) (p. 5077).

- Projet de loi portant création du statut de prisonnier du « Viet-Minh » (n° 1112).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 décembre 1989] :

Prisonniers du « Viet-Minh » :

- généralités (p. 6765) ;

- statut :

- généralités (inspiration tirée du statut de déporté) (p. 6766).

- durée des démarches (p. 6766) ;

- victimes civiles (p. 6766).

Vote pour du groupe socialiste (p. 6767).

Q

QUEYRANNE (Jean-Jack)

Député du Rhône

(7e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre du conseil d'adminsitration d'Antenne 2 [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15548).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 123 posée le 6 juin 1989 **: justice (fonctionnement : Rhône)** (p. 1801). Appelée le 9 juin 1989 : Lyon ; cité judiciaire ; construction ; financement (p. 1940, 1941).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel et débat sur cette déclaration (n° 651).

Principaux thèmes développés [9 mai 1989] :

Télévision :

- chaînes publiques :

- Antenne 2 (soirée des élections municipales de mars 1989) (p. 705) ;

- SEPT (p. 705) ;

- impartialité, pluralisme et indépendance du secteur public (p. 704) ;

- missions et objectifs (p. 704, 705) ;

- service public audiovisuel (p. 704).

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 juin 1989] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Bernard Pons (p. 2289).

Chaînes publiques :

- crise du secteur public audiovisuel (p. 2290) ;

- présidents des chaînes :

- durée de mandat (p. 2289, 2290).

- présidence commune pour Antenne 2 et F.R.3 (p. 2289 à 2291).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1989] :

Audiovisuel :

- crédits (p. 4088) ;

- diffusion :

- publicité (p. 4088) ;

- télévisions :

- Antenne 2 (déficit) (p. 4089).

- crise (p. 4088).

- F.R. 3 (décentralisation) (p. 4089).

- missions (p. 4089).

- production française et européenne (quotas) (p. 4088).

- redevance (exonérations) (p. 4084, 4089) .

- Société Française de Production (S.F.P.) (p. 4089).

Radiodiffusion : Radio-France Internationale (R.F.I.) (p. 4088, 4089).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [14 novembre 1989] :

Arts et spectacles :

- cinéma (p. 5063, 5064) ;

- musique (p. 5063) ;

- théâtre (p. 5064).

Collectivités locales :

- décentralisation (p. 5063) ;

- province (équilibre Paris - province) (p. 5063).

Livre :

- bibliothèques centrales de prêt (dans les départements) (p. 5062) ;

- distribution (p. 5062).

Patrimoine :

- grandes institutions et grands travaux :

- Paris : Bibliothèque de France (p. 5062) ;

- province (p. 5063) ;

- musées : généralités (p. 5062).

QUILES (Paul)

Ministre des postes, des télécommunications et de l'espace

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

***- Trémel (Pierre-Yvon) :* consultation sur l'avenir du service public des postes et télécommunications :** fonctionnement ; rapport de M. Prévot [14 juin 1989] (p. 2125, 2126).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [14 novembre 1989] :

Communautés européennes (marché unique) (p. 5101, 5102).

Concurrence (nationale et internationale) (p. 5104, 5105).

Endettement (p. 5103).

Espace :

- Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) (p. 5103) ;

- grands programmes européens (p. 5103).

Ministère :

- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 5102, 5103) ;

- personnel :

- logement (Ile-de-France) (p. 5104).

- rémunérations et primes (p. 5102, 5103, 5104, 5105, 5106).

- statut (p. 5102, 5105).

Parlement (information et contrôle) (p. 5102).

Postes :

- modernisation (p. 5103) ;

- tarifs (timbres) (p. 5105) ;

- vente par correspondance (p. 5099).

Prélèvement de l'Etat sur le budget (p. 5103).

Réforme du statut des postes et télécommunications (rapport Prévot) :

- généralités (p. 5101, 5102, 5104, 5105) ;

- service public (incidences) (p. 5106).

Télécommunications (France Télécom) :

- minitel (p. 5103, 5104) ;

- plan câble (p. 5105) ;

- téléphone (et techniques nouvelles de télécommunications) (p. 5103).

Réponses aux questions :

Atelier de carrossage et de réparation du matériel P.T.T. de Moyeuvre-Grande (M. René Drouin) (p. 5117, 5118).

Communautés européennes (livre vert des postes et livre vert des télécommunications) (M. Gabriel Montcharmont) (p. 5115).

Espace :

- grands programmes européens (M. Gilbert Le Bris) (p. 5118) ;

- programme Hermès (M. Dominique Baudis) (p. 5111, 5112) ;

- programme Spot 4 (Mme Louise Moreau) (p. 5107, 5108) ;

- projets internationaux (investigation de Mars ; plate-forme spatiale internationale) (M. Jean Valleix) (p. 5111).

Personnel : rémunérations et primes (MM. André Durr et Paul Lombard) (p. 5110, 5113).

Postes :

- guichets automatiques (M. René Drouin) (p. 5118) ;

- Nord - Pas-de-Calais (centre de chèques postaux, centre de tri, hôtels des postes) (M. Jean-Pierre Kucheida) (p. 5117) ;

- presse (difficultés d'acheminement) (M. Paul-Louis Tenaillon) (p. 5107) ;

- services financiers (M. Jean-Pierre Sueur) (p. 5116) ;

- zones rurales (bureaux de poste) (MM. Henri Bayard, Philippe Vasseur et Gabriel Montcharmont) (p. 5106, 5114, 5116).

Réforme du statut des postes et télécommunications (rapport Prévot) (M. Jean Tardito) (p. 5112, 5113).

Télécommunications :

- commandes publiques (M. Pierre-Yvon Trémel) (p. 5109, 5110) ;

- industrie (exportation) (M. Michel Destot) (p. 5109) ;

- plan câble (M. Bernard Schreiner - Yvelines) (p. 5108, 5109).

- recherche (Centre national d'études des télécommunications - C.N.E.T.) (M. Pierre-Yvon Trémel) (p. 5110) ;

- satellites de télévision directe (T.D.F. 1 - T.D.F. 2) (Mme Louise Moreau) (p. 5113, 5114) ;

- T.G.V. (service téléphonique) (M. René Drouin) (p. 5118).

R

RAOULT (Eric)

Député de la Seine-Saint-Denis

(12e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15765).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15765).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Nominations au Conseil économique et social : composition ; nominations ; impartialité de l'Etat ; critères de choix [31 mai 1989] (p. 1420, 1421).

orales sans débat :

- n° 81 posée le 25 avril 1989 : **politique extérieure (Tunisie)** (p. 432). Appelée le 28 avril 1989 : ressortissants français ; indemnisation des biens immobiliers ; accord franco-tunisien (p. 561, 562).

- n° 109 posée le 30 mai 1989 : **délinquance et criminalité (statistiques)** (p. 1379). Appelée le 2 juin 1989 : statistiques pour les quatre premiers mois de 1989 (p. 1538).

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. François Léotard tendant à la création d'une commission d'enquête sur les faits auxquels ont donné lieu les opérations financières lors de l'offre publique d'achat par Pechiney sur une filiale d'American Can (n° 533), sur la proposition de résolution de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rachat d'American Can par Pechiney, les opérations boursières sur le capital de la Société générale et les conditions

dans lesquelles ont eu lieu les dénationalisations depuis le 6 août 1986 (n° 534) et sur la proposition de résolution de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles se sont effectuées les opérations de privatisation d'entreprises ou de banques appartenant au secteur public et le devenir des sociétés privatisées depuis le 6 août 1986 (n° 537).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 avril 1989] :

« Affaires » boursières :

- Pechiney (rachat d'American Ca) (p. 570).

- Société générale (affaire) (p. 570).

Enquête (compétences de la commission) (p. 570).

Nationalisations (proposition de résolution du groupe R.P.R. tendant à créer une commission d'enquête) (p. 570).

Privatisations :

- évaluation des entreprises privatisées (p. 570) ;

- opacité du processus (p. 570).

- Projet de loi relatif à l'information et la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales (n° 326).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 mai 1989] :

Après l'article 7 *ter* :

- *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Jean-Marie Le Guen (établissement d'une période transitoire pour les contrats de location soumis à la loi du 23 décembre 1986, ayant fait l'objet d'une proposition de nouveau loyer) (p. 1037).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1989] :

Bâtiment (secteur) (p. 1067).

Dépôt du projet (précipitation) (p. 1066).

Législation sur le logement (historique) : loi « Méhaignerie » (effets) (p. 1066).

Investissement locatif (encouragement) (p. 1066, 1067).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 1066).

Après l'article 15 :

- *son* sous-amendement n° 168 (étend aux logements, dont les parties communes ont fait l'objet de travaux, le bénéfice de la liberté de fixation des loyers) à l'amendement n° 153 de M. Jean-Jacques Hyest (maintient la liberté des loyers pour les agglomérations de moins de 500 000 habitants ; établit le régime des loyers de référence pour les logements vacants dans les agglomérations de plus de 500 000 habitants) : rejeté (p. 1109).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [29 juin 1989] :

Dépôt de la proposition (précipitation) (p. 2634).

Investissement locatif (encouragement) (p. 2634).

Loyers : encadrement (p. 2634).

Marché locatif :

- à Paris et dans les grandes agglomérations (p. 2634) ;

- dans le reste de la France (p. 2634).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 2634).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 mai 1989] :

Immigration : arrêt ; stastistiques (p. 1372).

Immigrés :

- cas particuliers (p. 1372).

- Chanteloup-les-Vignes (politique menée) (p. 1372) ;

- délinquance et criminalité (p. 1372) ;

- intégration (p. 1372).

Législation (historique) : loi du 9 septembre 1986 dite loi « Pasqua » (p. 1372).

Racisme (p. 1372).

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Gilbert Millet (propose un enseignement de sensibilisation aux problèmes du racisme dans le programme scolaire) (p. 1398).

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

- *défavorable* (p. 1557).

Rappel au règlement : déroulement du débat (p. 1570).

Article 9 *(recours contre l'arrêté de reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* (p. 1598).

Article 10 *(régime d'expulsion) :*

- *défavorable* (p. 1607).

Article 15 *(maintien administratif des étrangers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. François Asensi (supprime les centres de rétention) (p. 1661).

Après l'article 17 :

- *défavorable* à l'amendement n° 35 rectifié de M. François Asensi (accorde le droit de vote aux élections municipales et aux européennes aux étrangers résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 1667).

Article 18 *(délai d'application aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à la commission de séjour et à la procédure de reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* (p. 1670).

Article 18 (précédemment réservé) :

- *soutient* l'amendement n° 290 de M. Pierre Mazeaud (étend à l'ensemble du territoire national la période transitoire pour les D.O.M.) (p. 1721) : non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [3 juillet 1989] :

Article 12 *(associations d'étudiants) :*

- *son* amendement n° 57 (critères de représentativité des associations d'étudiants) (p. 2913) : rejeté (p. 2914).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 695).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Remplaçant M. Jacques Toubon : aides : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (P.A.L.U.L.O.S) (conséquences des taux de remboursement sur les loyers) (p. 4327, 4328).

Habitations à loyer modéré (H.L.M.) :

- cité des Bosquets à Montfermeil (p. 4318, 4319) ;

- Seine-Saint-Denis (p. 4320).

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Questions* [30 et 31 octobre 1989] :

Routes :

- remplaçant M. Pierre Raynal : Aurillac (désenclavement du bassin) (p. 4370) ;

- remplaçant M. Pierre-Rémy Houssin : Charente (développement routier) (p. 4370).

Transports collectifs : Seine-Saint-Denis (insécurité) (p. 4381, 4382).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Elèves :

- échec scolaire : zones d'éducation prioritaires (Z.E.P.) - zones d'éducation et d'intégration (p. 4536).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Enseignement supérieur technique : Instituts universitaires de technologie (I.U.T.) : I.U.T. localisés dans l'Est parisien (implantation) (p. 4569).

Universités : Université de Paris VIII. - Saint-Denis et Paris XIII. - Villetaneuse (p. 4569).

Affaires étrangères. - *Questions* [7 novembre 1989] :

Office français de protection des réfugiés et apatrides (O.F.P.R.A.) (réforme) (p. 4682).

Politique extérieure : Cambodge (p. 4676).

Intérieur. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Police :

- circonscriptions de police (réforme) (p. 5046) ;

- délinquance et criminalité (statistiques) (p. 5037).

- Rappel au règlement : actes de violence à l'encontre de parlementaires ceints de leur écharpe lors d'une manifestation pacifique de soutien au Liban [5 décembre 1989] (p. 5998).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 et 7 décembre1989] :

Endettement et surendettement :

- endettement : crédits à la consommation (échanges de lettres) (p. 5990) ;

- surendettement : phénomène (p. 5989, 5990)

Législation : loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises (extension aux débiteurs civils) (p. 5990)

Ménages en difficulté : situation (p. 5985, 5990).

Projet de loi (dispositions proposées) :

- commission départementale de conciliation :fonctionnement et mission (p. 5990) ;

- dettes fiscales (p. 5990) ;

- fichier national des incidents de paiement (p. 5990) ;

- Gouvernement (méthodes de travail pour l'élaboration du projet de loi) (p. 5990, 6108) ;

- procédure judiciaire (p. 5990).

Discussion des articles [7 décembre 1989] :

Article 1er *(ouverture de la procédure de règlement amiable) :*

- *soutient* l'amendement n° 205 de M. André Berthol (précise que le texte ne s'applique pas au débiteur qui exerce une activité économique indépendante) : retiré (p. 6113) ;

- *soutient* l'amendement n° 206 de M. André Berthol (précise qu'est pris en compte,pour le règlement amiable, l'ensemble des dettes) : retiré (p. 6114) ;

- *soutient* l'amendement n° 207 de M. André Berthol (supprime la référence à la diminution imprévue des revenus disponibles) : retiré (p. 6114) ;

- *son* amendement n° 170 (rend possible la saisine de la commission par un créancier) (p. 6114) : adopté après rectification (p. 6116) ;

- *soutient* l'amendement n° 208 rectifié de M. André Berthol (précise que le débiteur peut être assisté pour saisir le juge aux fins de suspension des voies d'exécution) (p. 6117) : retiré (p. 6118).

Article 2 *(composition de la commission départementemental d'examen des situations de surendettement des particuliers) :*

- *soutient* l'amendement n° 209 de M. André Berthol (prévoit la désignation, par la commission, d'un délégué local) : rejeté (p. 6121).

Article 3 *(pouvoirs de la commission) :*

- *soutient* l'amendement n° 210 de M. André Berthol (prévoit que la commission entend le débiteur ainsi qu'un délégué local) : rejeté (p. 6122) ;

- *son* amendement n° 172 (supprime la liste des éléments qui peuvent être pris en compte pour le plan de redressement) : retiré (p. 6122).

Article 7 *(mesures de redressement judiciaire) :*

- *son* amendement n° 174 : devenu sans objet (p. 6131) ;

- *son* amendement n° 175 (précise que, pour chaque décision, le juge doit s'inspirer de l'attitude de chacun des créanciers) : adopté (p. 6131).

Article 9 *(offre de crédit permanent ; formule type de cautionnement) :*

- *son* amendement n° 176 : devenu sans objet (p. 6152) ;

- *son* amendement n° 177 (précise que, dans la formule type, la caution s'engage pour le principal et les intérêts et accessoires) : non soutenu (p. 6153).

Article 10 *(modifications de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le cadre immobilier) :*

- *son* amendement n° 219 (prévoit que, lorsqu'un prêt est destiné à financer l'acquisition d'un logement pour laquelle l'accédant bénéficie d'une aide de l'Etat, l'établissement financier prêteur ne peut adresser d'offre de prêt que si l'achèvement ou la livraison au prix convenu est garanti par une convention de cautionnement) : non soutenu (p. 6159).

Article 10 *bis* *(fichier national des incidents de paiement) :*

- *son* amendement n° 178 (élargit les incidents de paiement à toutes les créances) : retiré (p. 6163) ;

- *son* amendement n° 179 (étend les incidents de paiement inscriptibles au fichier, aux incidents liés à l'administration fiscale et aux offices d'H.L.M.) : rejeté (p. 6163) ;

- *son* amendement n° 180 (autorise les établissements de crédit à conserver leur fichier) : rejeté (p. 6165) ;

- *son* amendement n° 181 (prévoit qu'un décret fixe les modalités de fonctionnement du fichier) (p. 6165) : rejeté (p. 6166).

Explications de vote :

Vote pour du groupe R.P.R.(p. 6171).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [15 décembre 1989] :

Commission mixte paritaire (présentation du texte adopté) (p. 6665).

Ménages en difficulté (p. 6665).

- Rappel au règlement : projet de loi sur le droit au logement ; modalités d'attribution des logements sociaux ; mesures prises par le Gouvernement pour l'intégration des immigrés [11 décembre 1989] (p. 6273).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprisee en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Durée du temps de travail :

- heures supplémentaires (repos compensateur) : régime (p. 6276, 6277).

Stages d'insertion à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (rang de créanciers superprivilégiés accordé aux bénéficiaires des S.I.V.P. pour les indemnités complémentaires) (p. 6277).

Discussion des articles [11 décembre 1989] :

Article 1er *(doublement du repos compensateur de 50 p. 100 dans les entreprises de plus de dix salariés) :*

- *son* amendement n° 11 (de suppression) : rejeté (p. 6285) ;

- *son* amendement n° 13 (ouvre la possibilité d'appliquer un repos compensateur de 100 p. 100 aux seules heures supplémentaires effectuées au delà du seuil fixé par voie conventionnelle, quand celui-ci est supérieur au contingent réglementaire) (p. 6285) : retiré (p. 6986) ;

- *favorable* à l'amendement n° 9 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (ouvre la possibilité d'appliquer un repos compensateur de 100 p. 100 aux seules heures supplémentaires effectuées au delà du seuil fixé par voie conventionnelle, quand celui-ci est supérieur au contingent réglementaire) (p. 6286).

Article 2 *(doublement du repos compensateur de 50 p. 100 dans les établissements de plus de dix salariés relevant de l'article 1144-7° du code rural mais n'exerçant pas une activité de production agricole) :*

- *son* amendement n° 12 (de suppression) : rejeté (p. 6286).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 décembre 1989] :

Action sociale et solidarité nationale (insertion) : Gouvernement (bilan) (p. 6494).

Baux (bail à réhabilitation) (p. 6495).

Bénéficiaires : étrangers (p. 6495).

Impôts et taxes :

- généralités (fiscalité immobilière) (p. 6495) ;

- impôt sur le revenu (exonération conditionnelle) (p. 6495) ;

- taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 6495).

Logement social :

- généralités (droit au logement) (p. 6494, 6496) ;

- attribution (p. 6495).

Organismes et structures :

- communes (p. 6495) ;

- départements :

- fonds de solidarité (p. 6495).

- plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées (p. 6495) ;

- préfet (p. 6495).

Urbanisme :

- décentralisation (p. 6494, 6495) ;

- droit de préemption urbain (p. 6495).

Discussion des articles [13, 14 et 18 décembre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* sous-amendement n° 154 (précise que le droit au logement s'applique à toute personne de nationalité française ou étrangère résidant régulièrement en France) à l'amendement n° 1 corrigé de la commission (droit au logement et présentation annuelle d'un bilan de l'action engagée par le Conseil national de l'habitat) : rejeté (p. 6505).

Lutte contre l'immigration clandestine (p. 6505) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 150 de M. Jean-Paul Virapoullé (évoque la possibilité d'inadaptation due à l'origine géographique) (p. 6506) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 147 de Mme Lucette Michaux-Chevry (évoque la possibilité d'inadaptation due à l'origine géographique) à l'amendement n° 1 corrigé de la commission : devenu sans objet (p. 6506).

Article 1er *(principe du plan pour le logement des personnes défavorisées) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 3 de la commission (crée une cellule départementale des attributions de logements sociaux et un guichet de dépôt des demandes) (p. 6516).

Caractère réglementaire de l'amendement (p. 6516) ;

- *soutient* l'amendement n° 151 de Mme Françoise de Panafieu (prend en compte la situation des jeunes ménages dans les zones urbaines) (p. 6516) : rejeté (p. 6517).

Après l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 107 de M. Guy Malandain (cas des gens du voyage) (p. 6518, 6519).

Article 2 *(procédure d'élaboration du plan départemental) :*

- *son* amendement n° 138 (prévoit une consultation préalable de l'ensemble des maires du département) (p. 6523) : rejeté au scrutin public (p. 6524).

Décentralisation (p. 6523).

Difficulté de mise en œuvre (p. 6524) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 56 de M. Marcelin Berthelot (supprime le deuxième alinéa de l'article 2 qui prévoit, en cas de déaccord, une décision conjointe des ministres chargés des collectivités territoriales, du logement et des affaires sociales) (p. 6525, 6526).

Décentralisation (p. 6525).

Départements (diversité) (p. 6525, 6526) ;

- *son* amendement n° 140 (supprime le deuxième alinéa de l'article 2 qui prévoit, en cas de désaccord, une décision conjointe des ministres chargés des collectivités territoriales, du logement et des affaires sociales) (p. 6523) : rejeté (p. 6526) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 de la commission (prévoit que les plans départementaux de l'Ile-de-France sont coordonnés par un plan régional) (p. 6528).

Président du Conseil régional d'Ile-de-France (p. 6526, 6527) ;

- *son* sous-amendement n° 159 (précise que le président du Conseil régional d'Ile-de-France participe à l'établissement du plan régional) à l'amendement n° 27 de la commission des affaires culturelles (prévoit que les plans départementaux de l'Ile-de-France sont coordonnés par un plan régional) : rejeté (p. 6527).

Ile-de-France (statut dérogatoire) (p. 6527) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Paul Virapoullé (prévoit la création d'un conseil départemental de l'habitat dans chaque département d'outre-mer) (p. 6528).

Guadeloupe (situation) (p. 6528).

Nécessité de rédiger un décret pour les départements d'outre-mer (p. 6528) ;

- *soutient* l'amendement n° 139 de Mme Lucette Michaux-Chevry (prévoit la création d'un Conseil départemental de l'habitat dans chaque département d'outre-mer) (p. 6527) : retiré (p. 6528).

Article 3 *(partenaires concernés par le plan départemental) :*

- *soutient* l'amendement n° 74 de Mme Roselyne Bachelot (ajoute le Conseil départemental d'insertion et le Conseil départemental de l'habitat à la liste des partenaires concernés) (p. 6529) : rejeté (p. 6530) ;

- *son* amendement n° 141 (prend en compte le logement des étudiants) : retiré(p. 6530) ;

- *son* amendement n° 142 (supprime la fin de l'article relative à la fixation des conditions de participation des partenaires concernés par le plan départemental) : devenu sans objet (p. 6531) ;

- *son* amendement n° 143 (prévoit que les dispositions du plan départemental ne sont applicables dans les collectivités locales qu'après consultation de leur Conseil) (p. 6532) : rejeté (p. 6533).

Après l'article 5 :

- *son* amendement n° 145 (précise que le plan départemental s'attache à résorber les ghettos ou les zones de trop forte concentration géographique de population immigrée en milieu urbain) (p. 6534) : rejeté (p. 6535).

Article 6 *(financement du fonds de solidarité pour le logement) :*

- *son* amendement n° 126 (revient aux dispositions des lois de décentralisation de 1983 sur les transferts financiers) (p. 6537) : rejeté (p. 6539).

Après l'article 6 :

- *son* amendement n° 127 (précise que le transfert des compétences de l'Etat entraîne le transfert des ressources et des services correspondants, conformément aux articles 5 et 7 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat) : rejeté (p. 6539).

Article 7 *(décret d'application) :*

- *son* amendement n° 136 (prévoit que le décret d'application est pris après avis du Conseil national de l'habitat) : adopté (p. 6540).

Article 10 *(bail à réhabilitation) :*

- *soutient* l'amendement n° 77 de Mme Roselyne Bachelot (étend le champ d'application du bail à réhabilitation à l'ensemble des opérateurs privés) (p. 6543) : rejeté (p. 6544).

Après l'article 10 :

- *son* amendement n° 155 (prévoit que les organismes d'H.L.M. peuvent être prestataires de services) : rejeté (p. 6545) ;

- *son* amendement n° 135 (précise que les organismes d'H.L.M. peuvent intervenir sur le patrimoine privé) : rejeté (p. 6545).

Article 11 *(attributions de logements H.L.M. ; protocole d'occupation du patrimoine social) :*

- Rappel au règlement : article 58, alinéa 1 du règlement : absence des députés de la majorité (p. 6785) ;

- *son* amendement n° 146 (tend à rendre opératoire le mode de désignation par le représentant de l'Etat des personnes à loger en priorité) (p. 6781, 6782) : rejeté (p. 6785) ;

- *son* amendement n° 137 (prévoit la signature d'une convention entre les élus locaux, l'office départemental et le représentant de l'Etat afin de ne pas dépasser le seuil de tolérance dans les communes à forte concentration géographique de personnes en difficulté) (p. 6786) : rejeté (p. 6787).

Article 14 *(complément au régime du droit de préemption urbain) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 70 de M. André Duroméa (de suppression) (p. 6791).

Droit de préemption des communes (limitation) (p. 6791) ;

- *son* amendement n° 124 (de suppression) (p. 6790) : rejeté au scrutin public (p. 6793).

Titre :

- *son* amendement n° 133 (rédige ainsi le titre du projet : « Projet de loi favorisant l'accès au logement social ») (p. 6798) : rejeté (p. 6799).

Rapport Geindre (p. 6799) ;

- *son* amendement n° 131 (rédige ainsi le titre du projet : « Projet de loi visant à modifier les conditions d'accès au logement social ») (p. 6798) : rejeté (p. 6799) ;

- *son* amendement n° 132 (rédige ainsi le titre du projet : « Projet de loi visant la mise en œuvre du devoir de loger ») (p. 6798) : rejeté (p. 6799) ;

- *son* amendement n° 134 (rédige ainsi le titre du projet : « Projet de loi visant à l'application du rapport Geindre ») (p. 6798) : rejeté (p. 6799).

Explications de vote [18 décembre 1989] :

Action sociale et solidarité nationale : revenu minimum d'insertion (p. 6800).

Créances et dettes (surendettement des familles) (p. 6800).

Logement social : généralités (droit au logement) (p. 6800)

Urbanisme : décentralisation (p. 6800).

Vote contre du groupe R.P.R. (p. 6800).

- Projet de loi portant création du statut de prisonnier du « Viet-Minh » (n° 1112).

Première lecture :

Discussion des articles [18 décembre 1989] :

Article 1er *(création du statut de prisonnier du « Viet-Minh ») :*

- *favorable* (p. 6770).

Hô Chi Minh (célébration du centenaire de sa naissance à Paris par l'U.N.E.S.C.O) (p. 6770).

RAUSCH (Jean-Marie)

Ministre du commerce extérieur

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- *Fèvre (Charles)* : déficit du commerce extérieur : statistiques ; progression du déficit extérieur de plus de 60 p. 100 en un an ; action en faveur de l'exportation [29 novembre 1989] (p. 5700, 5701).

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant la ratification d'une convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (ensemble deux annexes et deux appendices) faite à Séoul le 11 octobre 1985 et de la résolution adoptée à Washington le 30 octobre 1987, signée par la France le 22 juillet 1986 (n° 773).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [11 octobre 1989] :

Agence multilatérale de garantie des investissements :

- généralités et fonctionnement (p. 3402) ;

- risques couverts (p. 3401, 3402).

Commerce extérieur :

- B.F.C.E. (p. 3402) ;

- C.O.F.A.C.E. (p. 3402).

Coopération et développement (investissements directs) (p. 3402).

Langue française (p. 3402, 3403).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce extérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [6 novembre 1989] :

Balance commerciale :

- déficit (p. 4586, 4587) ;

- par secteur :

- agroalimentaire (p. 4587).

- énergie (p. 4587).

- industrie :

- aéronautique (et comptabilisation des Airbus) (p. 4587) ;

- biens d'équipement (importation) (p. 4587).

- solde industriel (p. 4587).

Balance des paiements (p. 4587).

Balance des services :

- généralités (p. 4587) ;

- tourisme (p. 4587).

C.O.F.A.C.E. (p. 4588, 4589).

Communautés européennes : politique commerciale à l'égard de l'extérieur (p. 4588).

Entreprises : investissements à l'étranger (p. 4587).
G.A.T.T. (et « Uruguay Round ») (p. 4588).

Ministère du commerce extérieur :

- généralités (coordination et déconcentration) (p. 4587, 4588) ;

- actions entreprises :

- charte nationale de l'exportation (p. 4587, 4588).

- contrats de plan Etat-régions (p. 4587).

- formation des vendeurs (p. 4587) ;

- crédits : généralités (p. 4588) ;

- organismes et structures :

- Agence pour la coopération technique, industrielle et commerciale (p. 4588).

- Centre français du commerce extérieur (p. 4588).

- Centres binationaux de formation au commerce extérieur (p. 4587).

- Comité français des manifestations économiques à l'étranger (p. 4588).

- Comité français pour l'image de la France (p. 4587).

- Comité stratégique du commerce extérieur (p. 4587).

Présence française à l'étranger :

- Français expatriés (p. 4587, 4588) ;

- langues : étrangéres (apprentissage) (p. 4587) ;

- volontaires du service national (en entreprises et dans l'administration) (p. 4588).

Réponses aux questions :

Bois (filière) (M. Pierre Ducout) (p. 4590, 4591).

Départements d'outre-mer (zone Caraïbes) (M. Guy Lordinot) (p. 4590).
P.M.E. -P.M.I. (exportation vers la C.E.E.) (M. Philippe Auberger) (p. 4589, 4590).

RAVIER (Guy)

Député du Vaucluse

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

RAYNAL (Pierre)

Député du Cantal

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangéres [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Australie (n° 554) [20 avril 1989] (p. 368).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention relative à la construction et à l'exploitation d'une installation européenne de rayonnement synchrotron (n° 991) [9 novembre 1989].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangéres sur le projet de loi (n° 554), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une **convention d'extradition** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'**Australie (n° 708)** [25 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangéres sur le projet de loi (n° 791), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une **convention d'entraide judiciaire** en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de **Bulgarie (n° 813)** [22 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangéres sur le projet de loi (n° 991), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention relative à la construction et à l'exploitation d'une **installation européenne de rayonnement synchrotron (n° 1029)** [23 novembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie (n° 554).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [1er juin 1989] :

Extradition (modernisation de la convention conclue avec les pays de droit anglo-saxon) (p. 1479, 1480).

Politique extérieure (relations entre la France et l'Australie) (p. 1480).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle - Interpol - relatif à la protection sociale des agents de l'organisation employés sur le territoire français (n° 741).

Rapporteur suppléant.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1989] :

Organisation internationale de police criminelle (Interpol) : France (concours apporté) (p. 2625).

Protection sociale des personnels employés sur le territoire français (p. 2624).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie (n° 791).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [29 juin 1989] :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2628).

Europe de l'Est (signature de conventions bilatérales avec les pays d'Europe de l'Est) (p. 2628).

Justice (entraide judiciaire en matière civile) (p. 2628).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 995).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Lait : Cantal (restructuration laitière) (p. 4230).

Offices d'intervention (évolution des crédits) (p. 4230).

Prophylaxies animales (p. 4230).

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Remplacé par M. Eric Raoult : routes : Aurillac (désenclavement du bassin) (p. 4370).

Affaires étrangères. - *Questions* [7 novembre 1989] :

Politique extérieure : Afrique Australe (Namibie, Angola, Mozambique, Afrique du Sud) (p. 4686, 4687).

- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la construction et à l'exploitation d'une installation européenne de rayonnement synchrotron (n° 991).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1989] :

Affaires étrangères : Europe (recherche) (p. 5569).

Programme de rayonnement Synchrotron :

- applications (p. 5569)

- construction d'un anneau de stockage (p. 5569, 5570).

- localisation à Grenoble (p. 5569)

- statut juridique (p. 5569)

- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Pologne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 990).

Rapporteur suppléant.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [23 novembre 1989] :

Communautés européennes (politique extérieure) :

- aide à la Pologne (p. 5573).

Pologne :

- Accord franco-polonais du 14 février 1989 (p. 5572, 5573) ;

- aide à la Pologne (et annulation de la dette) (p. 5573) ;

- commerce extérieur (échanges franco-polonais) (p. 5573) ;

- politique économique (investissements) (p. 5572, 5573) ;

- situation intérieure (p. 5572).

RECOURS (Alfred)

Député de l'Eure

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement de la danse (n° 564) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701) [*J.O.* du 28 juin 1989] (p. 8033).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686) [*J.O.* du 1er juillet 1989] (p. 8200).

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 30 septembre 1989] (p. 12327).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 30 septembre 1989] (p. 12327).

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966) [8 novembre 1989] (p. 4807).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 16 décembre 1989] (p. 15661).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023) [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15812).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 966) portant **diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 1037)** [23 novembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 1101)** [14 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1092), modifié par le Sénat, portant **diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 1109)** [15 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en vue de la lecture définitive du projet de loi (n° 1130) portant **diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 1132)** [19 décembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignement primaire et secondaire :

- baccalauréat (objectif des 80 p. 100) (p. 1852) ;

- cycles scolaires (p. 1853) ;

- égalité des chances (p. 1852) ;

- formation dispensée :

- langues vivantes (p. 1853).

- lecture (p. 1853) ;

- programmes : contenu (p. 1853) ;

- redoublement (p. 1852).

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 2 *(droit à la préscolarisation) :*

- *favorable* (p. 1970) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 16 de la commission (prévoit l'extension de la scolarisation aux enfants de deux ans) (p. 1972).

Ecoles maternelles (p. 1972).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1989] :

Enseignants : recrutements (p. 4515).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er décembre 1989] :

Emploi : contribution sociale de solidarité (relèvement du seuil d'assujettissement) (p. 5826).

Personnes dépendantes :

- aide à domicile (exonération de cotisations sociales) (p. 5826) ;

- centres et unités de longs séjours (personnes hébergées : allocations logement) (p. 5826).

Professions médicales : angéiologie (qualification) (p. 5827).

Retraites : revalorisation des pensions (p. 5826).

Risques professionnels (accidents du travail) :

- cotisations versées par les entreprises (p. 5826) ;

- victimes d'accidents successifs (p. 5826).

Discussion des articles [1er décembre 1989] :

Article 1er *(déplafonnement des cotisations d'accidents du travail) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5844) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 44 corrigé de M. Michel Pelchat (exclut du déplafonnement les contrats à durée déterminée conclus dans les secteurs du cinéma et du spectacle) (p. 5846).

Après l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (supprime la disposition selon laquelle le rapport d'expertise s'impose à la juridiction compétente pour le contentieux de la sécurité sociale) (p. 5846) : rejeté (p. 5847) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (interrompt le délai de prescription opposable aux demandes d'indemnisation complémentaire en cas de faute inexcusable de l'employeur) : adopté aprés modifications (p. 5848).

Article 2 *(extension de l'exonération des charges sociales pour l'emploi d'une aide à domicile) :*

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (de précision) : adopté (p. 5850).

Après l'article 2 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Yves Chamard (précise les conditions de gestion de l'aide ménagére) (p. 5851).

Article 4 *(déconcentration du contentieux de tarification de la sécurité sociale) :*

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 5854).

Après l'article 5 :

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) : adopté aprés modifications (p. 5854).

Article 6 *(revalorisation des pensions pour 1990) :* demande la réserve de cet article (p. 5855).

Article 7 *(extension du régime conventionnel à l'assurance maladie à Saint-Pierre-et-Miquelon) :*

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (de suppression) : retiré (p. 5855).

Article 8 *(possibilité de recruter des fonctionnaires hospitaliers par concours internes sur titres) :*

Amendement n° 11 de la commission (applique à la fonction publique hospitalière le régime applicable à la fonction publique d'Etat) (p. 5855) : adopté (p. 5856).

Après l'article 8 :

- *favorable* à l'amendement n° 26 du Gouvernement (précise le régime de l'aide médicale) (p. 5857) ;

- *favorable* à l'amendement n° 27 du Gouvernement (améliore la protection sociale des travailleurs handicapés en centre de préorientation et de rééducation professionnelle) (p. 5858) ;

- *favorable* à l'amendement n° 29 du Gouvernement (aménage le régime des revenus des handicapés travaillant en centre d'aide par le travail - C.A.T. -) (p. 5859)

Article 9 *(tarification des unités et des centres de longs séjours) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 42 de M. Jacques Barrot (précise les dépenses prises en compte pour l'établissement de la tarification relative aux prestations de soin) (p. 5864) ;

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (précise que les dispositions sur la tarification seront applicables jusqu'au 31 décembre 1990) (p. 5865) : adopté (p. 5866).

Après l'article 9 :

- *favorable* à l'amendement n° 25 rectifié de M. Jean-Luc Preel (recule l'âge de la retraite des praticiens à temps partiel des centres hospitaliers régionaux) (p. 5870) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 43 de M. Jacques Barrot (prévoit l'établissement d'un barème de l'état de dépendance) : rejeté (p. 5870).

Article 10 *(extension aux études pharmaceutiques du régime transitoire prévu pour les études médicales) :*

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5870).

Article 11 *(modalités de délivrance de la qualité d'angéiologue) :*

- *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5871).

Article 12 *(validation de certains diplômes de médecine) :*

- *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5871).

Article 13 *(mandat des membres des commissions médicales d'établissement) :*

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5871).

Après l'article 13 :

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (soumet les matières premières médicamenteuses destinées aux préparations en officine aux dispositions générales applicables aux médicaments) : adopté (p. 5871) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 31 du Gouvernement (fait application du code des pensions de retraite des marins aux marins français embarqués sur des navires français immatriculés dans le territoire des terres australes et antarctiques françaises) (p. 5872) ;

- *soutient* l'amendement n° 37 de M. Jean-Michel Belorgey (étend aux radios et cinémas l'interdiction de faire de la publicité pour les boissons alcoolisées) (p. 5873) : retiré (p. 5874) ;

- *favorable* à l'amendement n° 40 de M. Jacques Barrot (oblige l'I.N.S.E.E. à publier chaque mois un indice des prix à la consommation d'où est exclue toute référence au prix du tabac) (p. 5874) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 41 de M. Jacques Barrot (précise la portée de la présomption de contrat de travail dans le secteur des spectacles) (p. 5875).

REINER (Daniel)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1022) [23 novembre 1989] (p. 5591).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) (n° 984) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

DEPOTS

Avis, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1022) (n° 1048)** [30 novembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

a) *Fiscalité locale.*

Après l'article 58 :

- *son* amendement n° 148 soutenu par M. Alain Richard (assujettit à la taxe professionnelle les opérations de transformation du sel) (p. 5237) : retiré (p. 5238).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Rapporteur pour avis.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 décembre 1989] :

Défense :

- Afrique (Tchad et Sénégal) (p. 5885) ;
- crédits ;
- annulations et ouvertures (p. 5885).
- dépenses en capital (p. 5885) ;
- Liban (p. 5885) ;
- marine (entretien des bâtiments) (p. 5885) ;
- Moyen-Orient (p. 5885) ;
- Outre-mer (Nouvelle-Calédonie et Guyane) (p. 5885) ;
- personnels (prime de croissance) (p. 5885).

REITZER (Jean-Luc)

Député du Haut-Rhin

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l' **exonération de la taxe professionnelle** des installations destinées à la **lutte contre la pollution de l'eau et de l'atmosphère (n° 878)** [4 juillet 1989].

Proposition de loi tendant à reconnaître le **droit à indemnisation des Patriotes Résistants à l'Occupation (n° 880)** [4 juillet 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Conflit chez Peugeot : entreprises ; grève ; réserves de participation ; mission de conciliation [11 octobre 1989] (p. 3392, 3393).

orales sans débat :

- n° 138 posée le 21 juin 1989 : **patrimoine (musées : Paris)** (p. 2368). Appelée le 23 juin 1989 : musée Henner ; transfert dans le Sundgau en Alsace (p. 2445, 2446).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Questions* [25 octobre 1989] :

Alsace-Moselle (réfractaires) (p. 4160).

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [30 octobre 1989] :

Contrats de Plan Etat - Collectivités locales (p. 4357, 4358).

Marché communautaire (perspective) (p. 4357, 4358).

Routes :

- autoroutes (p. 4357, 4358) ;
- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4357, 4358).

Sécurité routière : généralités (p. 4357).

Transports terrestres :

- aménagement du territoire et croissance du trafic (p. 4358) ;
- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4357) ;
- Société nationale des chemins de fer français (S.N.C.F.) (p. 4357) ;
- Trains à grande vitesse (T.G.V.) (p. 4357) ;
- transports collectifs parisiens (p. 4357).

Intention de vote contre du groupe R.P.R. (p. 4358).

RENON (Gérard)

Secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs

puis Secrétaire d'Etat à la défense

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat à la défense. Décret du 29 mars 1989 [*J.O.* du 30 mars 1989] (p. 4086).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

***- Baudis (Dominique) :* situation de l'emploi à l'usine Dassault de Toulouse :** fermeture de l'usine Dassault à Toulouse [5 avril 1989] (p. 47, 48).

***- Rochebloine (François)* : manifestations privées ; coût des prestations de gendarmerie et de police :** manifestations sportives ; prestations de gendarmerie et de police ; tarifs [18 octobre 1989] (p. 3693).

***- Landrain (Edouard)* : sécurité en milieu rural :** surveillance de nuit ; effectifs des brigades de gendarmerie [25 octobre 1989] (p. 4117, 4118).

orales sans débat de :

***- Legras (Philippe)* (n° 144) : gendarmerie (fonctionnement) :** zones rurales [30 juin 1989] (p. 2669, 2670, 2671, 2672).

- ***Vasseur (Phlippe)*** **(n° 152) : aménagement du territoire (politique et réglementation : Nord-Pas-de-Calais) :** Auchy-les-Hesdin ; entreprise Filauchy ; liquidation judiciaire ; zones rurales ; déclin [30 juin 1989] (p. 2672).

- ***Barate (Claude)*** **(n° 162) : Armée (armée de terre : Pyrénées-Orientales) :** Perpignan ; 24e RIMA ; maintien [13 octobre 1989] (p. 3543, 3544).

- ***Jacquaint (Muguette)*** **(n° 161) : matériels électriques et électroniques (entreprises : Rhône) :** Lyon ; Entreprise Vidéocolor ; emploi et activité ; Groupe Thomson [13 octobre 1989] (p. 3544, 3545).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [30 mai 1989] :

Observations sur le rappel au règlement de : *Mazeaud (Pierre) :* demande la présence du Ministre de l'Intérieur pour la suite de la discussion générale du texte relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (p. 1359).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. - *Réponses aux questions* [6 novembre 1989] :

Armée de terre : Rochonvillers (P.C. de la Première armée) (M. Jean-Marie Demange) (p. 4641).

Armes nucléaires : matières nucléaires stratégiques (approvisionnement) : usine de Pierrelatte (M. Jean Gatel) (p. 4629).

Crédits militaires (généralités) : gaspillages (M. Charles Ehrmann) (p. 4646).

Gendarmerie :

- brigades (renforcement des effectifs) (M. Jean-Louis Goasduff) (p. 4633) ;

- Thionville (état des locaux) (M. Jean-Marie Demange) (p. 4641).

Marine nationale : Rochefort (suppression de l'arrondissement maritime) (M. Jean-Guy Branger) (p. 4645).

Personnels militaires : veuves (pension de reversion) (M. Jean-Guy Branger) (p. 4645).

Plan Armées 2000 (M. Charles Ehrmann) (p. 4647).

- Projet de loi modifiant la loi n° 89-1044 du 21 novembre 1989 relative au Conseil supérieur de la fonction militaire (n° 1103).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1989] :

Conseil supérieur de la fonction militaire :

- compétence (p. 6673) ;

- conseils spécifiques par armée (p. 6673, 6674) ;

- mode de désignation des membres du conseil (p. 6673, 6674) ;

- saisine (p. 6674).

Gendarmerie (malaise et concertation) (p. 6673).

Explications de vote :

Observations du groupe R.P.R. :

Condition militaire (p. 6675).

Police judiciaire (p. 6675).

Police nationale et gendarmerie (compétences respectives) (p. 6676).

- Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T) (n° 984).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 décembre 1989] :

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) :

- personnels ouvriers (prime de croissance) (p. 6469) ;

- statut (société nationale) :

- performances attendues (p. 6468).

REYMANN (Marc)

Député du Bas-Rhin

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Germain Gengenwin et plusieurs de ses collègues, relative à l'institution de la faillite civile et tendant à lutter contre le surendettement des ménages français (n° 764) [19 octobre 1989] (p. 3826).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 61 posée le 4 avril 1989 : **emploi (politique de l'emploi)** (p. 34). Appelée le 7 avril 1989 : salaires inférieurs aux allocations de chômage précédemment perçues ; compensation financière ; conditions d'attribution (p. 93).

- n° 75 posée le 18 avril 1989 : **impôts et taxes (politique fiscale)** (p. 278).Appelée le 21 avril 1989 : essence sans plomb ; détaxation ; pot catalytique ; avantages fiscaux (p. 372, 373).

- n° 157 posée le 3 octobre 1989 : **risques technologiques (pollution et nuisances : Bas-Rhin)** (p. 3069). Appelée le 6 octobre 1989 : implantation d'une usine d'incinération de déchets industriels toxiques à Kehl (p. 3202, 3203).

- n° 202 posée le 12 décembre 1989 : **étrangers (Turcs)** (p. 6421). Appelée le 15 décembre 1989 : immigration clandestine (p. 6633, 6634).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 885).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 mai 1989] :

Communautés européennes : législation : harmonisation (p. 1373).

Immigration :

immigration clandestine : lutte contre (p. 1373).

Immigrés :

- droits (respect) (p. 1373) ;

- droit d'asile (p. 1373) ;

- O.F.P.R.A. (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) (p. 1373).

Législation (historique) : loi du 9 septembre 1986 dite loi « Pasqua » (p. 1373).

Projet de loi (dispositions) :

- carte de résident (conditions de délivrance) (p. 1373) ;

- expulsion (p. 1373).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Transports ferroviaires : T.G.V. Est-européen (p. 4371, 4372).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Programmes : langues vivantes (p. 4527).

Affaires européennes. - *Questions* [7 novembre 1989] :

Strasbourg (capitale de l'Europe) (p. 4712).

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Enseignement : éducation physique et sportive (p. 4988).

Intérieur. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Police : immigration clandestine (turcs venant d'Allemagne) (p. 5042).

RICHARD (Alain)

Député du Val-d'Oise

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur général de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544) [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7423).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 13 décembre 1989] (p. 15491).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021) [*J.O.* du 21 décembre 1989] (p. 15893).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1989] (p. 15893).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi (n° 149) portant règlement définitif du budget de 1988 (n° 750)** [13 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, **sur le projet de loi (n° 508) portant règlement définitif du budget de 1987 (n° 751)** [13 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : Tome I : rapport général ; Tome II : examen de la première partie du projet de loi de finances - conditions générales de l'équilibre financier ; Tome III : examen de la deuxième partie du projet de loi de finances - moyens des services et dispositions spéciales **(n° 920)** [12 octobre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1022) (n° 1047)** [30 novembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances pour 1990 (n° 1062)** [12 décembre 1989].

Rapport en nouvelle lecture, sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 1078),** modifié par le Sénat **(n° 1088)** [13 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en vue de la lecture définitive du **projet de loi de finances pour 1990 (n° 1125) (n° 1133)** [19 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1142)** [20 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en nouvelle lecture, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1141),** modifié par le Sénat **(n° 1166)** [20 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en vue de la lecture définitive du **projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1175) (n° 1178)** [22 décembre 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Politique économique et sociale [22 juin 1989] : Parlement : information ; rapport du Gouvernement sur l'état de l'économie nationale et des finances publiques (p. 2378).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [12 avril 1989] :

Article 6 *(composition du syndicat d'agglomération nouvelle) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 157).

Article 7 *(admission de nouvelles communes dans le syndicat d'agglomération nouvelle) :*

- *son* amendement n° 15 (assouplissement des règles de majorité pour l'admission d'une commune dans un syndicat d'agglomération nouvelle) : adopté (p. 158).

Après l'article 9 :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 12 de M. Jacques Floch (détermination par décret des parties du territoire dans lesquelles des zones d'aménagement différé peuvent être créées) à l'amendement n° 9 de la commission (possibilité de créer des zones d'aménagement différé en dehors des zones urbaines et des zones d'aménagement différé) (p. 160).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 juin 1989] :

Coopération intercommunale (p. 2140).

Villes nouvelles (p. 2140).

Zones d'aménagement différé (p. 2140).

Discussion des articles [14 juin 1989] :

Article 7 *(admission de nouvelles communes dans le syndicat d'agglomération nouvelle) :*

- *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (supprime la condition de la majorité qualifiée et rétablit la majorité simple pour décider l'admission d'une nouvelle commune) (p. 2143).

Après l'article 8 :

- *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Pierre Mazeaud (prévoit que le dossier soumis au Conseil d'Etat doit comporter toutes les décisions judiciaires portant transfert de propriété et fixation de l'indemnité) (p. 2143) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit que le dossier soumis au Conseil d'Etat doit comporter toutes les décisions judiciaires portant transfert de propriété et fixation de l'indemnité) (p. 2143) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. André Duroméa (prévoit que le dossier soumis au Conseil d'Etat doit comporter toutes les décisions judiciaires portant transfert de propriété et fixation de l'indemnité) (p. 2143).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 852).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Article 17 *(régime des loyers dans les zones géographiques où existe une situation anormale du marché locatif) :*

- *ses observations* (p. 1121).

- Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1988 (n° 149) et projet de loi portant règlement définitif du budget de 1987 (n° 508).

Rapporteur général.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : discussion commune [16 juin 1989] :

Commerce extérieur :

- généralités (p. 2253, 2254) ;

- C.O.F.A.C.E. (p. 2256).

Communautés européennes (prélèvement au profit) (p. 2254).

Cour des comptes (p. 2253, 2257).

Finances publiques :

- crédits :

- annulations (p. 2256).

- décrets d'avances (p. 2256).

- fonds de concours (et recettes assimilées) (p. 2256).

- modifications (p. 2255).

- reports (p. 2256, 2257).

- virements (p. 2257) ;

- déficit budgétaire (p. 2254, 2255) ;

- dépenses publiques :

- anticipation (p. 2257).

- décélération (p. 2256).

- écarts par rapport aux prévisions budgétaires et sous-évaluations (p. 2255, 2256, 2257) ;

- lois de finances rectificatives pour 1986 et 1987 (p. 2254) ;

- lois de règlement :

- date de discussion (p. 2253).

- ouverture de crédits (p. 2257) ;

- Parlement (contrôle sur l'exécution du budget) (p. 2255, 2256, 2257).

Impôts et taxes :

- impôt sur le revenu (p. 2254) ;

- impôt sur les sociétés (p. 2254) ;

- prélèvements obligatoires (p. 2254) ;

- recettes budgétaires (plus-values) (p. 2254) ;

- taxe professionnelle (p. 2255).

Politique économique :

- croissance (p. 2253) ;

- inflation (p. 2253, 2254).

Secteur public :

- financement (p. 2255) ;

- privatisations :

- affectation du produit (p. 2254, 2255).

- incidence sur le budget (p. 2254, 2255).

- Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1986 (n° 149).

Rapporteur général.

Première lecture :

Discussion des articles [16 juin 1989] :

Article 1er *(résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1986) :*

ses *observations* (p. 2262).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Rapporteur général

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles. [17 et 18 octobre 1989] :

Aménagement du territoire (p. 3626).

Commerce extérieur :

- généralités (p. 3624) ;

- C.O.F.A.C.E. (p. 3625).

Communautés européennes :

- harmonisation fiscale (p. 3624, 3625) ;

- mouvements de capitaux et marché unique (p. 3625).

Coopération et développement (et annulation de dettes) (p. 3625).

Emploi (p. 3624).

Entreprises :

- endettement (p. 3624) ;

- investissements (p. 3624).

Epargne :

- fiscalité (p. 3625) ;

- plan d'épargne retraite et plan d'épargne populaire (p. 3625).

Finances publiques :

- déficit budgétaire (p. 3623, 3625).

- dépenses (annulation) (p. 3623) ;

- dépenses (gestion par les services) (p. 3625) ;

- dépenses (niveau et évolution) (p. 3624, 3625) ;

- dette publique (p. 3625) ;

- prélèvements obligatoires (p. 3624) ;

- recettes (allègements fiscaux) (p. 3624).

Fonction publique : pouvoir d'achat (p. 3623, 3624).

Formation professionnelle : crédit d'impôt (p. 3625).

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3625).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 3623, 3624).

Impôt sur le revenu (p. 3624, 3625).

Impôt sur les sociétés (p. 3625).

Logement (et logement social) (p. 3624).

Parlement : rôle en matière budgétaire (p. 3625, 3626).

Politique économique :

- croissance (et partage) (p. 3623, 3624) ;

- inflation (p. 3623, 3624).

Prévisions et projections économiques (p. 3623).

Sécurité sociale : système de protection sociale (p. 3623).

Première partie :

Discussion des articles [18, 19 et 20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 138 de M. Fabien Thiémé (institue un nouveau barème, attribue une demi part supplémentaire pour les contribuables mariés exerçant une seconde activité salariée, crée une surtaxe sur les revenus du capital et supprime l'avoir fiscal) (p. 3722) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 307 de M. Edouard Balladur (supprime deux des quatre premières tranches du barème) (p. 3722, 3723) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 160 de M. Jean de Gaulle (réduit le taux de tranches du barème) (p. 3723) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 70 de M. Bruno Durieux (réduit à 53,9 p. 100 le taux maximum d'imposition) (p. 3723) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 18 de la commission (maintient le bénéfice d'une part supplémentaire pour les couples ayant élevé cinq enfants, lorsque ces derniers sont devenus majeurs) (p. 3725) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 162 de M. Jean de Gaulle (transforme la réduction d'impôt pour frais de garde des enfants en déduction du revenu et porte à 25 000 francs le plafond des dépenses prises en compte) (p. 3726) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 139 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (porte à 20 000 francs le plafond des dépenses prises en compte au titre de la réduction d'impôt pour frais de garde d'enfants) (p. 3726) ;

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (porte à 15 000 francs le plafond des dépenses prises en compte au titre de la réduction d'impôt pour frais de garde d'enfants) (p. 3726) ; adopté après rectification (p. 3727) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 161 de M. Jean de Gaulle (majore de 3,3 p. 100 le seuil de 312 660 francs de revenu imposable pour la minoration d'impôt de 3 p. 100) (p. 3727) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 71 de M. François Rochebloine (relève à 3 500 francs la déduction forfaitaire minimum pour frais professionnels) (p. 3727) ;

- *favorable* à l'amendement n° 330 de M. Raymond Douyère (porte à 4 000 francs, avec un plafond de 40 p. 100 des sommes versées, l'avantage fiscal retiré de la pension servie à un enfant inscrit dans l'enseignement supérieur) (p. 3727, 3728) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 341 de Mme Christine Boutin (institue la déduction du revenu imposable des sommes remboursées à l'Etat par les anciens élèves des grandes écoles quittant le service public) (p. 3728).

Après l'article 2 :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (institue l'option de déclaration séparée pour les personnes mariées) (p. 3729) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Brard (décale d'un an la base de calcul de l'impôt sur le revenu pour les contribuables venant à se trouver dans une situation précaire qui entraîne une baisse de leurs ressources) (p. 3729, 3730) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 11 rectifié de M. François Grussenmeyer (institue la déduction du salaire du conjoint au profit des entrepreneurs qui relèvent des bénéfices agricoles, industriels et commerciaux ou non commerciaux) (p. 3730) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 180 de M. Germain Gengenwin (institue la déduction du salaire du conjoint au profit des entrepreneurs qui relèvent des bénéfices agricoles, industriels et commerciaux ou non commerciaux) (p. 3730) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 179 de M. Bruno Durieux (institue la déductibilité des cotisations versées par les membres des professions libérales à des régimes d'assurance sociale non obligatoires et la plafonne) (p. 3731) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 141 de M. Jean-Pierre Brard (exonère les indemnités journalières de sécurité sociale lorsque le revenu imposable du foyer n'excède pas la limite supérieure de la cinquième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 3732) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 143 de M. Fabien Thiémé (assujettit les plus values mobilières à l'impôt sur les sociétés ou sur le revenu lorsque les cessions excèdent 50 000 francs) (p. 3733) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Brard (taxe à 27 p. 100 les plus values sur cessions de valeurs mobilières) (p. 3734) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Jean-Pierre Brard (porte à 20 p. 100 l'abattement sur les pensions et les retraites et institue un plancher et un plafond pour son montant) (p. 3734) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 146 de M. Jean-Pierre Brard (supprime l'avoir fiscal) (p. 3734, 3735) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 254 de M. Bruno Durieux (supprime les avantages fiscaux et sociaux liés à la non imposition sur le revenu) ; rectifié (prévoit la suppression lorsque la non imposition est la conséquence d'un accord international) (p. 3735) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 53 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (étend à la Corse le régime fiscal des investissements dans les D.O.M. défini par l'article 199 undecies du code général des impôts) (p. 3736) ;

Corse (rapport Prada) (p. 3736) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 144 de M. Jean-Pierre Brard (porte à 5 000 francs la déduction de l'actif successoral pour frais funéraires) (p. 3737) ; droits de succession (p. 3737).

Article 3 *(aménagement du régime fiscal des dons faits par les particuliers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 163 de M. Jean de Gaulle (étend à toutes les associations le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu au taux de 50 p. 100 de leur montant pour les dons faits par des particuliers) (p. 3738) ; associations (politique à l'égard de leurs donateurs) (p. 3738).

Après l'article 3 :

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (étend les avantages fiscaux des donations d'œuvres d'art faites aux musées nationaux à celles consenties au profit des musées gérés par les collectivités territoriales ou leurs groupements) (p. 3738, 3739) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. François Grussenmeyer (déductibilité des cotisations versées à des régimes complémentaires d'assurance maladie ou de retraite par les chefs d'entreprise) (p. 3740) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 181 rectifié de M. Germain Gengenwin (déductibilité des cotisations versées à des régimes complémentaires d'assurance maladie ou de retraite par les chefs d'entreprise) (p. 3740) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 55 de M. Philippe Auberger (étend aux associations à buts humanitaires et sociaux le régime de déduction du revenu imposable, des cotisations syndicales) (p. 3740) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 256 de M. Jean-Pierre Brard (exonère des droits de mutation à titre gratuit les dons et legs faits à des partis politiques) (p. 3741).

Article 5 *(réduction du taux majoré de 28 p. 100 à 25 p. 100 de la taxe sur la valeur ajoutée) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 75 de M. Bruno Durieux (réduit le taux majoré à 24 p. 100) (p. 3753, 3754) ; communautés européennes (harmonisation fiscale) (p. 3753, 3754) ; industrie (automobile, image et son) (p. 3753) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Brard (limite la baisse du taux majoré à l'automobile et au matériel photographique et audiovisuel) (p. 3754) ; communautés européennes (harmonisation fiscale) (p. 3755) ; industrie (automobile et audiovisuel) (p. 3755).

Après l'article 5 :

- *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. Jean de Gaulle (réduit le taux normal de la T.V.A. à 18 p. 100) (p. 3762, 3763) ; communautés européennes (harmonisation fiscale) (p. 3763) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 178 de M. Philippe Auberger (réduit le taux normal de la T.V.A. à 17,6 p. 100) (p. 3762, 3763) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 100 de M. Michel d'Ornano (réduit le taux normal de la T.V.A. à 18 p. 100) (p. 3762, 3763) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 81 de M. Edmond Alphandéry (réduit le taux normal de la T.V.A. à 18,2 p. 100) (p. 3762, 3763) ;

- *soutient* l'amendement n° 193 rectifié de M. Charles Josselin (applique le taux normal de la T.V.A. aux opérations portant sur les supports de son et de l'image et le taux réduit à celles portant sur les supports préenregistrées, institue une taxe de 10 p. 100 sur le chiffre d'affaires des entreprises d'édition vidéographique) (p. 3766) ; retiré (p. 3767) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 193 rectifié de M. Charles Josselin (applique le taux normal de la T.V.A. aux opérations portant sur les supports de son et de l'image et le taux réduit à celles portant sur les supports préenregistrées, institue une taxe de 10 p. 100 sur le chiffre d'affaires des entreprises d'édition vidéographique) (p. 3766, 3767) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 182 rectifié de M. Bruno Durieux (applique le taux réduit de la T.V.A. aux opérations portant sur les supports audiovisuels préenregistrés) (p. 3766, 3767) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 273 rectifié de M. François d'Aubert (applique le taux réduit de la T.V.A. aux opérations portant sur les supports audiovisuels préenregistrés) (p. 3766, 3767) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Philippe Auberger (applique le taux réduit de la T.V.A. aux véhicules spéciaux pour handicapés et aux aménagements destinés à faciliter la conduite des véhicules automobiles par les handicapés) (p. 3768) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Brard (applique le taux majoré de la T.V.A. aux opérations assujetties à l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 3768).

Article 6 *(réduction de 5,5 p. 100 à 2,1 p. 100 du taux de la T.V.A. sur les médicaments remboursables) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 114 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 3769) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 252 de M. Jacques Barrot (étend la réduction à 2,1 p. 100 du taux de la T.V.A. aux médicaments non remboursés par la sécurité sociale) (p. 3771) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 151 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (étend la réduction à 2,1 p. 100 du taux de la T.V.A. aux médicaments non remboursés par la sécurité sociale) (p. 3771) ;

- *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (précise que le taux de 2,1 p. 100 s'applique aux médicaments livrés aux établissements hospitaliers) (p. 3770) ; vote réservé (p. 3772) ; adopté (p. 3774) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 190 de M. Jacques Barrot (applique à la recherche pharmaceutique le régime fiscal de la recherche minière) (p. 3772, 3773).

Après l'article 6 :

- *défavorable* à l'amendement n° 78 de M. Edmond Alphandéry (supprime progressivement la règle de décalage d'un mois de la T.V.A.) (p. 3774) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 152 de M. Jean-Pierre Brard (ramène le taux réduit de la T.V.A. à 0,5 p. 100 et porte à 33 p. 100 le taux applicable aux produits de luxe) (p. 3775) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 17 corrigé de M. Louis de Broissia (applique le taux réduit de la T.V.A. aux aliments préparés pour animaux familiers) (p. 3776) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Ladislas Poniatowski (applique le taux réduit de la T.V.A. aux aliments préparés pour animaux familiers) (p. 3776) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 77 de M. Bruno Durieux (applique le taux réduit de la T.V.A. au charbon à usage domestique et au bois de chauffage) (p. 3777, 3778, 3779) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 318 corrigé de M. André Berthol (applique le taux réduit de la T.V.A. au charbon à usage domestique) (p. 3777, 3778, 3779) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 166 de M. Jean de Gaulle (institue progressivement la déductibilité totale de la T.V.A. au titre des usages professionnels du fioul domestique) (p. 3779, 3780) ; communautés européennes (harmonisation fiscale) (p. 3779) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (exonère de la T.V.A. les numéros de publications périodiques à caractère politique distribués gratuitement) (p. 3780) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Jean-Louis Masson (exonère de la T.V.A. les locations d'emplacement de véhicules lorsqu'elles ne sont pas assorties de prestations ou de services leur conférant un caractère commercial) (p. 3780) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Jean-Louis Masson (applique la T.V.A. au taux de 2,1 p. 100 aux publications qui paraissent quatre fois par an) (p. 3780).

Article 7 *(aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 79 de M. Bruno Durieux (de suppression) (p. 3782) ;

- *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (revalorise chacune des tranches de 3,3 p. 100) (p. 3784) ; adopté après modifications (p. 3786) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 238 de M. Jean-Pierre Brard (fixe le seuil d'imposition à 3 000 000 francs) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 3784) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 239 de M. Jean-Pierre Brard (taxe au taux de 1,1 p. 100 entre 20 660 000 francs et 30 000 000 francs et à 1,7 p. 100 au delà de 30 000 000 francs) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 3785) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 82 de M. Bruno Durieux (exonère les blessés et victimes de guerre invalides à 80 p. 100 ou plus et pensionnés à ce titre) (p. 3786) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 153 de M. Jean-Pierre Brard (incorpore les biens professionnels à l'assiette de l'impôt lorsque leur valeur excède 3 000 000 francs et prend en compte les biens immobiliers, acquis au moins quinze ans avant l'année d'imposition, pour les trois quarts de leur valeur si elle n'excède pas 3 000 000 francs) (p. 3787) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 167 de M. Jean de Gaulle (institue un abattement de 30 p. 100 plafonné à 750 000 francs sur la valeur vénale de l'habitation principale) (p. 3787) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Brard (incorpore les biens professionnels et les œuvres d'art à l'assiette de l'impôt, institue un nouveau barème et une taxation différenciée des composantes du patrimoine) (p. 3788) ;

Président de la République (engagements) (p. 3788) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Jean-Pierre Brard (incorpore les œuvres d'art à l'assiette de l'impôt mais exonère celles créées il y a moins de quinze ans, si leur valeur n'excède pas 1 000 000 francs) (p. 3788) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 115 de M. Gilbert Gantier (confère, sous certaines conditions, la qualification de biens professionnels aux comptes courants d'associés) (p. 3789) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 277 de M. Jean de Lipkowski (confère, sous certaines conditions, la qualification de biens professionnels aux comptes courants d'associés) (p. 3789) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 288 de M. Michel Jacquemin (confère, sous certaines conditions, la qualification de biens professionnels aux comptes courants d'associés) (p. 3789).

Après l'article 7 :

- *défavorable* à l'amendement n° 195 de M. Jean-Louis Masson (accorde le bénéfice de deux parts aux couples mariés pour le calcul de l'impôt sur la fortune) (p. 3789) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 116 de M. Gilbert Gantier (étend le bénéfice des dispositions relatives aux biens professionnels aux vice-présidents de sociétés) (p. 3790) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 337 de M. Augustin Bonrepaux (étend le régime fiscal des successions en ligne directe aux familles ayant accueilli un handicapé, inapte à plus de 80 p. 100, jusqu'à son décès et auxquelles celui-ci a consenti un legs par testament) (p. 3790).

Article 8 *(aménagement du dispositif des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 61 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 3802, 3803) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 83 de M. Bruno Durieux (de suppression) (p. 3802, 3803) ;

- *son* amendement n° 255 (rédactionnel) : adopté (p. 3803).

Après l'article 8 :

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (limite à 10 p. 100 le rabais sur le prix des actions) (p. 3803) ; vote réservé jusqu'après l'article 9 (p. 3804) ; rejeté (p. 3809).

Article 9 *(aménagement de la fiscalité relative au logement) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 168 de M. Jean de Gaulle (de suppression) (p. 3806, 3807) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Edmond Alphandéry (prévoit la vérification de la condition de revenu lors de la première annuité du prêt destiné à l'acquisition ou de la première année de réalisation des dépenses de ravalement ou de grosses réparations, pour l'obtention de la réduction d'impôt) (p. 3807) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. Edmond Alphandéry (maintient les taux de déductions forfaitaires sur le revenu des propriétés urbaines) (p. 3808) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 312 de M. Jean-Yves Chamard (porte à 20 p. 100 le taux de déduction forfaitaire sur le revenu des propriétés urbaines ne bénéficiant pas du dispositif de la loi Méhaignerie) (p. 3809).

Après l'article 9 :

- *défavorable* à l'amendement n° 258 corrigé de M. Jean de Gaulle (institue l'option d'imposition au taux de 16 p. 100 pour la plus value provenant de la vente d'un bien immobilier cédé plus de deux ans après son acquisition) (p. 3810) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 293 de M. François Rochebloine (porte à 20 000 francs la déduction de l'actif successoral pour les frais funéraires) (p. 3810) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 176 corrigé de M. Jean de Gaulle (porte à 500 000 francs l'abattement sur les successions et donations entre conjoints ou en ligne directe) (p. 3811) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 292 de M. François Rochebloine (porte à 350 000 francs l'abattement sur les successions et donations entre conjoints ou en ligne directe) (p. 3811) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 87 de M. Edmond Alphandéry (porte à 300 000 francs l'abattement sur les successions et donations entre conjoints ou en ligne directe) (p. 3811) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 295 de M. Gilbert Gantier (institue une déduction de 25 p. 100 sur la valeur des biens professionnels des artisans transmis à titre gratuit) (p. 3811) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Edmond Alphandéry (porte à 300 000 francs le montant de l'actif successoral au delà duquel l'aide sociale peut récupérer les allocations du fonds national de solidarité) (p. 3812) ; titre gratuit) (p. 3811) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 306 de M. Jean-Pierre Brard (exonère les associations d'aide à domicile, les caisses des écoles et les hôpitaux de la taxe sur les salaires) (p. 3813).

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Article 10 *(allègement de la fiscalité sur l'épargne) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 3815) ;

- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (réduit à 35 p. 100 le taux de prélèvement libératoire applicable au boni de liquidation des fonds communs de créances) : adopté après rectification (p. 3815) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 296 de M. Gilbert Gantier (taxe à 15 p. 100 les revenus des comptes courants d'associés dont le solde est inférieur à 300 000 francs) (p. 3815) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 169 de M. Jean de Gaulle (taxe à 15 p. 100 les revenus des comptes courants d'associés dont le solde est inférieur à 250 000 francs) (p. 3815) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 157 de M. Jean-Pierre Brard (maintient à 32 p. 100 le taux d'imposition des profits retirés de certaines opérations réalisées sur le M.A.T.I.F.) (p. 3816) ;
M.A.T.I.F. (p. 3816) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Edmond Alphandéry (modifie le régime fiscal des comptes courants d'associés) (p. 3817).

Après l'article 10 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 278 corrigé de M. Jean de Lipkowski (réduit l'imposition des revenus des comptes courants d'associés) (p. 3818) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 91 de M. Edmond Alphandéry (étend le régime fiscal des comptes individuels bloqués à l'ensemble des comptes courants d'associés) (p. 3818) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 270 de M. Paul Lombard (majore les limites de chiffre d'affaires pour l'obtention de la réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion agréés qui ont opté pour l'imposition selon le bénéfice réel) (p. 3818, 3819) ;

- *favorable* à l'amendement n° 117 de M. Gilbert Gantier (d'harmonisation avec l'article 38 de la loi n° 89-531 du 2 août 1989, relatif aux O.P.C.V.M.) (p. 3819) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 135 de M. Fabien Thiémé (majore le tarif de l'impôt de bourse et le rend progressif) (p. 3819).

Article 11 *(suppression de la taxe sur les conventions d'assurance applicable aux contrats d'assurance sur la vie) :*

- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3820).

Article 12 *(diminution du taux de l'impôt sur les sociétés) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 158 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 3821) ; communautés européennes (harmonisation fiscale) (p. 3821) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 309 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (fixe à 45 p. 100 le taux de l'impôt sur les sociétés et le module de façon inversement proportionnelle à la variation de la part des salaires dans la valeur ajoutée et à l'évolution de celle-ci) (p. 3822) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 351 de M. Gilbert Gantier (réduit à 40 p. 100 le taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués) (p. 3822) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Philippe Auberger (fixe à 37 p. 100 le taux de l'impôt sur les sociétés quelle que soit l'affectation des bénéfices) (p. 3822) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 110 de M. Edmond Alphandéry (soumet les bénéfices distribués par les filiales à leur société mère, au taux d'imposition des bénéfices réinvestis) (p. 3823) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 360 de M. Jean-Louis Dumont (étend aux coopératives le bénéfice du taux de 37 p. 100 pour le paiement des dividendes en actions) (p. 3824) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 188 de M. Philippe Auberger (fixe à 37 p. 100 le taux de l'impôt sur les sociétés quelle que soit l'affectation du bénéfice) (p. 3824) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 120 de M. Gilbert Gantier (fixe à 38,5 p. 100 le taux de l'impôt sur les sociétés quelle que soit l'affectation du bénéfice) (p. 3824) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 279 rectifié de M. Jean de Lipkowski (fixe à 37 p. 100 le taux d'imposition des bénéfices distribués à la holding par une société reprise au titre du rachat d'une entreprise par ses salariés) (p. 3825).

Après l'article 12 :

– *défavorable* à l'amendement n° 159 de M. Jean Tardito (rétablit la taxation des frais généraux et en fixe le taux à 50 p. 100) (p. 3833) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 54 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (étend à la Corse le bénéfice du régime des investissements outre-mer) (p. 3834).

Article 14 *(régime fiscal des droits attachés à un contrat de crédit-bail) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 121 de M. Gilbert Gantier (accorde le bénéfice du régime des plus values à long terme pour la taxation de la plus value résultant de la cession d'un bien acquis par crédit-bail) (p. 3836) ; investissements (financement) (p. 3836) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement verbal de M. Gilbert Gantier (maintient le régime fiscal antérieur pour les biens inscrits à l'actif des entreprises de location au 1er octobre 1989) à l'amendement n° 342 du Gouvernement (applique la modification du régime fiscal des cessions de biens réalisées à l'issue du contrat de crédit-bail, aux cessions réalisées à partir du 1er octobre 1989) (p. 3837).

Article 15 *(aménagement du régime fiscal des groupes) :*

– *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (précise que l'excédent de déficit ne peut être reporté) : adopté (p. 3838) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 97 de M. Edmond Alphandéry (accorde le bénéfice du régime fiscal des groupes de sociétés aux opérations successives de restructuration y compris quand elles portent sur tout ou partie d'une branche déjà apportée) (p. 3838, 3839) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 172 corrigé de M. Jean de Gaulle (accorde le bénéfice du régime fiscal des groupes de sociétés aux apports successifs faits à une même société) (p. 3838, 3839) ;

– *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3840) ;

– *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3840).

Article 16 *(amortissement exceptionnel des dépenses d'investissement anti-pollution) :*

– *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (propose une nouvelle rédaction de l'article) (p. 3840, p. 3841) ; rectifié (suppression du paragraphe relatif aux biens d'équipement) ; adopté après rectification (p. 3842) ;

Article 17 *(mesures en faveur des entreprises commerciales et artisanales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 315 de M. Gilbert Gantier (porte à 600 000 francs le plafond de revenu ouvrant droit à l'abattement de 20 p. 100 accordé aux adhérents des centres de gestion agréés et aux salariés détenant plus de 35 p. 100 des droits sociaux de leur entreprise) (p. 3842, 3843) ; centres de gestion agréés et fraude fiscale (p. 3843) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 47 de M. Jean Tardito (porte à 500 000 francs le plafond de revenu ouvrant droit à l'abattement de 20 p. 100 accordé aux adhérents des centres de gestion agréés et aux salariés détenant plus de 35 p. 100 des droits sociaux de leur entreprise) (p. 3842, 3843) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 173 de M. Jean de Gaulle (porte à 450 000 francs le plafond de revenu ouvrant droit à l'abattement de 20 p. 100 accordé aux adhérents des centres de gestion agréés et aux salariés détenant plus de 35 p. 100 des droits sociaux de leur entreprise) (p. 3842, 3843).

Après l'article 13 (amendements précédemment réservés) :

– *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (assujettit les cessions et concessions de logiciels au régime des plus values à long terme) (p. 3848) ; retiré (p. 3849) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 136 de M. Jean-Pierre Brard (porte la participation des entreprises aux dépenses de formation professionnelle à 3 p. 100 de la masse salariale) (p. 3850) ; formation professionelle (dépenses et avantages fiscaux) (p. 3850) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 corrigé de la commission (étend le bénéfice du crédit d'impôt-recherche aux dépenses de création, de conception et de collections effectuées par les entreprises de l'industrie textile) (p. 3858) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 30 de la commission (étend le bénéfice du crédit d'impôt-formation aux chefs d'entreprises individuelles) (p. 3860) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Edmond Alphandéry (institue une réfaction d'assiette de 50 p. 100 aux rémunérations perçues par un salarié au titre d'une invention dont il est l'auteur) (p. 3861, 3862).

Après l'article 12 (suite) (amendement précédemment réservé) :

– *favorable* à l'amendement n° 364 de M. Raymond Douyère (porte à 19 p. 100 le taux d'imposition des plus values à long terme réalisées par les entreprises sur cession d'éléments d'actifs) (p. 3862, 3866) ; communautés européennes (harmonisation fiscale) (p. 3866).

Après l'article 17 :

– *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Paul Lombard (étend le bénéfice de l'abattement de 20 p. 100 aux commerçants et artisans imposés au forfait et relève les plafonds de chiffres d'affaires ouvrant droit à ce régime d'imposition) (p. 3868) ; forfait (imposition) et fraude fiscale (p. 3868) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Paul Lombard (porte à 5 000 francs la réduction d'impôt accordée aux commerçants, artisans, agriculteurs et membres de professions libérales ayant opté pour l'imposition au régime du bénéfice réel et ayant adhéré à un centre de gestion agréé) (p. 3868) ; forfait (imposition) et fraude fiscale (p. 3868) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Paul Lombard (relève les plafonds de chiffres d'affaires imposant le recours à un expert comptable aux adhérents des centres de gestion agréés) (p. 3869) ;

– *soutient* l'amendement n° 335 de M. Jacques Roger-Machart (institue la déductibilité, du bénéfice imposable, de la rente viagère représentative du prix de cession de fonds de commerce dont les propriétaires font valoir leurs droits à la retraite) (p. 3869) ; retiré (p. 3870) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 247 de M. Jean de Gaulle (majore la déduction pour investissement accordée aux exploitants agricoles) (p. 3870) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 243 de M. Jean de Gaulle (maintient le bénéfice du régime fiscal agricole pour les activités de nature industrielle ou commerciale exercées par des agriculteurs et ne dépassant pas 25 p. 100 du chiffre d'affaires global) (p. 3870) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. François Grussenmeyer (institue un abattement de 50 p. 100 sur la valeur des biens professionnels faisant l'objet d'une mutation à titre gratuit) (p. 3871) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 184 rectifié de M. Germain Gengenwin (institue un abattement de 50 p. 100 sur la valeur des biens professionnels faisant l'objet d'une mutation à titre gratuit) (p. 3871).

Article 18 *(mesures destinées à favoriser la mobilité économique) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 42 de M. Alain Bonnet (institue un droit fixe pour l'enregistrement de cessions de parts d'exploitation agricole à responsabilité limitée représentatives d'apports de cheptel et d'autres biens mobi-

liers) (p. 3872, 3873) ; agriculture (entreprise agricole à responsabilité limitée) (p. 3872) ; logement (droits de mutation) (p. 3872) ;

Observations sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : programme de travail de l'Assemblée (p. 3873) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 175 de M. Jean de Gaulle (supprime l'obligation de conservation des titres remis en contrepartie de l'apport ou détenus à la date du changement de régime fiscal et compense la perte de recettes des collectivités locales par une majoration de la dotation globale de fonctionnement) (p. 3883) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 99 de M. Edmond Alphandéry (réduit à trois ans l'obligation de conservation des titres remis en contrepartie de l'apport ou détenus à la date du changement de régime fiscal) (p. 3883) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 98 de M. Edmond Alphandéry (compense la perte de recettes des collectivités locales par une majoration de la fiscalité sur le tabac) (p. 3883) ;

- *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (modère le droit de reprise de l'administration lorsqu'une mutation à titre gratuit intervient pendant le délai de conservation des titres représentatifs de l'apport ou détenus à la date du changement de régime fiscal) (p. 3883) ; rejeté (p. 3884) ; professions libérales (impôt sur le revenu) (p. 3884).

Après l'article 18 :

- *défavorable* à l'amendement n° 124 rectifié de M. Gilbert Gantier (institue un abattement sur la plus value résultant de la cession de fonds de commerce, d'une clientèle ou d'un droit au bail) (p. 3885) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 311 de M. Jean de Gaulle (institue un abattement sur la plus value résultant de la cession de fonds de commerce, d'une clientèle ou d'un droit au bail) (p. 3885) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 310 de M. Jean de Gaulle (étend la déduction pour investissement des agriculteurs aux acquisitions de parts ou d'actions de coopératives agricoles) (p. 3886) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 13 rectifié de M. François Grussenmeyer (étend le bénéfice du régime des donations-partage) (p. 3886) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 185 de M. Germain Gengenwin (étend le bénéfice du régime des donations-partage) (p. 3886) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 275 de M. Jean de Gaulle (allège l'imposition des transmissions à titre gratuit des parts de G.F.A. et des biens agricoles faisant l'objet de baux à long terme) (p. 3886) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 250 de M. Jean de Gaulle (porte à 750 000 francs le plafond, mentionné à l'article 793 *bis* du code général des impôts, dans la limite duquel un abattement de 75 p. 100 est pratiqué sur la valeur de biens agricoles faisant l'objet d'une mutation à titre gratuit) (p. 3886) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 194 de M. Philippe Auberger (réduit à 5 p. 100 le taux de la taxe sur les conventions d'assurance incendie) (p. 3887) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 183 de M. Bruno Durieux (réduit à 7 p. 100 le taux de la taxe sur les conventions d'assurance incendie, garantissant les pertes d'exploitation, souscrites par les membres des professions libérales) (p. 3887, 3888) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 248 de M. Ambroise Guellec (exonère les terres agricoles de la part départementale et régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 3888) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 353 de M. Martin Malvy (institue un plafonnement du taux de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties en fonction du rapport entre le produit de la taxe foncière et le revenu brut d'exploitation) (p. 3888) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 352 de M. François d'Aubert (opère un dégrèvement de 20 p. 100, plafonné à 1 500 francs par exploitation, sur le montant de la taxe foncière afférente aux propriétés non bâties et institue une redevance annuelle sur les bureaux en Ile-de-France) (p. 3890) ;

- agriculture (régime fiscal des exploitations) (p. 3890) ; redevance sur les bureaux en Ile-de-France (p. 3890) ; valeurs locatives (révision) (p. 3888) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 284 de M. François d'Aubert (institue une redevance sur les bureaux en Ile-de-France) (p. 3891, 3892) ;

Région parisienne (aménagement) (p. 3892).

c) Mesures diverses.

Article 20 *(reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jean-Louis Masson (de suppression) (p. 3894) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 125 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 3894).

Article 22 *(aménagement de la T.V.A. lié à l'harmonisation fiscale européenne) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 126 de M. Gilbert Gantier (maintient l'exonération de T.V.A. pour les véhicules destinés à la location simple et inscrits à l'actif des entreprises de location avant le 8 septembre 1989) (p. 3897) ;

- *favorable* à l'amendement n° 346 du Gouvernement (maintient l'exonération de T.V.A. pour les véhicules destinés à la location simple et inscrits à l'actif des entreprises de location avant le 8 septembre 1989 si ces véhicules sont cédés à des personnes autres que des négociants en biens d'occasion) (p. 3897) ;

- *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3897).

Après l'article 22 :

- *son* amendement n° 272 corrigé rectifié (institue la déductibilité de la T.V.A. sur le fioul domestique utilisé comme carburant par les transports fluviaux) (p. 3897) : adopté après rectification (p. 3898).

Après l'article 24 :

- *défavorable* à l'amendement n° 129 de M. Jean-Pierre Brard (institue une taxe de prévention des incendies de forêt assise sur le chiffre d'affaires des compagnies d'assurances) (p. 3898) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Brard (institue une taxe sur les établissements de crédit qui financent les O.P.A.) : rejeté (p. 3899).

Après l'article 25 :

- *défavorable* à l'amendement n° 131 de M. Jean-Pierre Brard (réduit à 0,5 p. 100 le taux de la T.V.A. sur le droit d'entrée dans les salles de cinéma d'art et d'essai et sur certaines manifestations culturelles) (p. 3900).

Après l'article 26 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 251 de M. Jean de Gaulle (exonère de la taxe sur les salaires les rémunérations versées aux salariés des associations d'aide à domicile) (p. 3901).

Article 27 *(taxe sur les entreprises exploitant des autoroutes à péage) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 103 de M. Edmond Alphandery (de suppression) (p. 3902) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 127 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 3902).

Après l'article 27 :

- *défavorable* à l'amendement n° 104 de M. Bruno Durieux (exonère de l'impôt sur les plus-values la cession de terrains dans les départements d'outre-mer s'ils sont détenus depuis plus de douze ans et destinés à des équipements touristiques) (p. 3905).

Avant l'article 28 :

- *favorable* à l'amendement n° 354 du Gouvernement (soumet la Caisse des dépôts et consignations au paiement d'une contribution représentative de l'impôt sur les sociétés, et d'un dividende) (p. 3905) ;

Caisse des dépôts et consignations (rôle et statut) (p. 3905).

C. – *Mesures diverses.*

Article 28 *(modalités de reprise du fonds de revalorisation des rentes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 128 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 3908) ; assurance construction (p. 3908).

Avant l'article 29 :

– *favorable* à l'amendement n° 189 de M. Dominique Gambier (majore de 23,5 p. 100 les redevances perçues par le fonds national pour le développement des adductions d'eau) ; rectifié (majoration de 11, 76 p. 100) (p. 3909).

II. – Ressources affectées.

Article 29 *(dispositions relatives aux affectations) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 108 rectifié de M. Edmond Alphandéry (limite à 1 p. 100 la croissance des cotisations cadastrales prévues aux articles 1123-1-b et 1003-8 du code rural et affectées au B.A.P.S.A.) (p. 3909, 3910).

Après l'article 30 :

– *son* amendement n° 363 (réduit les droits de mutation à titre onéreux en instituant une première tranche taxant à 1,6 p. 100 jusqu'à 150 000 F les acquisitions d'immeubles destinés à l'habitation) : retiré (p. 3910).

Article 32 *(affectation d'une partie de la fiscalité sur le tabac à la Caisse nationale d'allocations familiales) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 109 de M. Edmond Alphandéry (de suppression) (p. 3911) ; allocations familiales (budgétisation) (p. 3911).

Titre II : *dispositions relatives aux charges.*

Article 31 (précédemment réservé) *(modification des modalités d'évolution de la dotation globale de fonctionnement) :*

– *ses observations* (p. 3917, 3918) ;

– *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (de suppression) : retiré (p. 3917) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 313 de M. Jean-Yves Chamard (indexe la D.G.F. sur les recettes nettes du budget général de l'Etat) (p. 3919).

Après l'article 33 :

– *favorable* à l'amendement n° 373 du Gouvernement (majore l'impôt minimum sur les sociétés) (p. 3920) ;

– *favorable* à l'amendement n° 372 du Gouvernement (majore la taxe sur les véhicules de sociétés) (p. 3920).

Article 4 (précédemment réservé) *(allègement de la taxe d'habitation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 358 de M. Jean-Pierre Brard (exonère les personnes non imposables de la taxe d'habitation) (p. 3922) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 197 de M. Fabien Thiémé (exonère les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu de la part de taxe d'habitation excédant 700 F) (p. 3923) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 198 de M. Jean Tardito (exonère les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu de la part de taxe d'habitation excédant 800 F) (p. 3923) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Fabien Thiémé (exonère les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu de la part de taxe d'habitation excédant 900 F) (p. 3924) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 200 de M. Jean Tardito (exonère les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu de la part de taxe d'habitation excédant 1 000 F) (p. 3924) ;

– *favorable* à l'amendement n° 366 de M. Raymond Douyère (exonère les titulaires du R.M.I. de la part de taxe d'habitation excédant 456 F) (p. 3924, 3925) ; impôts et taxes : exonérations (danger pour la cohésion sociale) (p. 3924) ;

– *favorable* à l'amendement n° 374 de M. Raymond Douyère (supprime les dispositions de l'article autres que celle qui concerne les personnes exonérées del'impôt sur le revenu) (p. 3925) ; amendements n° 20 et 21 de la commission des finances : devenus sans objet (p. 3925).

Après l'article 4 (amendements précédemment réservés) :

– *défavorable* à l'amendement n° 242 de M. Jean de Gaulle (applique un dégrèvement à la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 3925, 3926) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 186 de M. Bruno Durieux (plafonne la taxe professionnelle à 4 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 3926, 3927) ; taxe professionnelle (nouvelle cotisation de péréquation nationale) (p. 3926, 3927) ; taxe professionnelle (cotisations de péréquation nationale établies sur la valeur ajoutée) (p. 3927) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 368 de M. Raymond Douyère (plafonne la taxe professionnelle à 4 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 3926, 3927) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 261 rectifié de M. Philippe Auberger (plafonne la taxe professionnelle à 4 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 3926, 3927).

Titre III : *dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.*

Article 34 et Etat A *(équilibre général du budget) :*

– *favorable* à l'amendement n° 375 du Gouvernement (majore et minore des recettes et des dépenses) (p. 3945) ; aménagement du territoire (p. 3945) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 253 de M. Edmond Alphandéry (supprime le prélèvement de 1,6 milliard sur la Caisse des dépôts et consignations) (p. 3946) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 257 de M. Jean-Pierre Brard (assujettit les obligations renouvelables du Trésor à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés) (p. 3946) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 133 de M. Jean Tardito (rembourse les obligations renouvelables du Trésor sur la base de leur valeur actualisée) (p. 3947).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre : Environnement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* [8 novembre 1989] :

Associations (rôle) (p. 4744).

Crédits (montant, évolution, répartition) (p. 4744).

Eau : Fonds national de développement des adductions d'eau (F.N.D.A.E.) (p. 4744).

Protection de la nature : protection des sites (littoral ; conservatoire du littoral) (p. 4744).

Recherche (p. 4744).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Après l'article 56 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 167 de M. Gilbert Gantier (institue des annexes explicatives à la loi de règlement) (p. 5229) ;

Dépenses (contrôle parlementaire) (p. 5229).

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. – *Mesures concernant la fiscalité.*

a) *Fiscalité locale.*

Article 58 *(détermination des bases des impôts directs locaux en 1990) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 141 de M. Edmond Alphandéry (minore de 4,9 p. 100 les valeurs locatives des propriétés non bâties) (p. 5231, 5233) ;

Impôts locaux (taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 5231, 5233) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 132 de M. Jean Tardito (majore de 1 p. 100 les valeurs locatives des propriétés non bâties et minore de 1 p. 100 celles des propriétés bâties) (p. 5231) ;

- *favorable* à l'amendement n° 152 du Gouvernement (fixe la variation des valeurs locatives pour 1991) (p. 5234).

Après l'article 58 :

- *défavorable* à l'amendement n° 27 rectifié de M. Edmond Alphandéry (institue un dégrèvement de 20 p. 100, plafonné à 3 000 francs, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties acquittée par les exploitants agricoles et crée une taxe sur les grandes surfaces) (p. 5236) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 147 de M. Jean de Gaulle (institue un dégrèvement de 20 p. 100, plafonné à 3 000 francs, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 5236) ;

- *son* amendement n° 80 (assujettit à la taxe professionnelle les opérations de transformation du sel) (p. 5237) : retiré (p. 5238) ;

- *soutient* l'amendement n° 148 de M. Daniel Reiner (assujettit à la taxe professionnelle les opérations de transformation du sel) (p. 5237) : retiré (p. 5238) ;

- *favorable* à l'amendement n° 138 de M. Edmond Hervé (institue, au profit des départements, une taxe proportionnelle sur l'ensemble des revenus et plus values et supprime la part départementale de la taxe d'habitation acquittée au titre de la résidence principale) (p. 5240, 5243, 5244) ;

Commission des finances (missions mises en place) (p. 5240) ;

Impôts locaux :

- réforme (p. 5240) ;

- taxe d'habitation (p. 5240) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 196 de M. Jean Tardito (exonère les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 138 de M. Edmond Hervé (p. 5245) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 195 de M. Fabien Thiémé (donne compétence au Parlement pour fixer le taux de la taxe) à l'amendement n° 138 de M. Edmond Hervé (p. 5247) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 189 de M. Jean Tardito (assujettit les actifs financiers des établissements au taux moyen national de la taxe professionnelle) (p. 5248) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 190 de M. Jean-Pierre Brard (incorpore les stocks à l'assiette de la taxe professionnelle communale) (p. 5249) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Brard (institue une cotisation minimale de taxe professionnelle égale à 1 p. 100 du chiffre d'affaires pour les entreprises de dix salariés et plus) (p. 5249, 5250) ;

Taxe professionnelle : cotisation nationale de péréquation calculée sur la valeur ajoutée (p. 5250) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 118 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (aligne le régime d'imposition à la taxe professionnelle des commerçants non sédentaires sur celui de leurs collègues sédentaires) (p. 5251) ;

- *favorable* à l'amendement n° 180 du Gouvernement (supprime la prise en compte du véhicule de tournée dans la base de la taxe professionnelle des commerçants ayant leur principal établissement situé dans une commune de moins de 3 000 habitants) (p. 5251) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 130 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (autorise la libre variation des taux des impôts locaux) (p. 5251) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 33 corrigé rectifié de M. Bruno Durieux (limite la hausse du taux de la taxe professionnelle consécutive à la majoration du taux de la taxe d'habitation en fonction du rapport entre le nombre de redevables non soumis au plafonnement de la taxe d'habitation et le nombre de foyers disposant d'une résidence principale dans la collectivité concernée) (p. 5252) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 191 de M. Jean-Pierre Brard (institue une cotisation communale minimum de taxe professionnelle égale à 2 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 5252) ;

Taxe professionnelle : cotisation nationale de péréquation calculée sur la valeur ajoutée (p. 5252) ;

- *favorable* à l'amendement n° 151 de M. Claude Ducert (modifie le régime d'écrêtement de la taxe professionnelle perçue au titre des établissements exceptionnels en cas de coopération intercommunale) (p. 5253, 5254) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 202 du Gouvernement (modifie le régime d'écrêtement de la taxe professionnelle perçue au titre des établissements exceptionnels en cas de coopération intercommunale) (p. 5264, 5265) ;

- *favorable* à l'amendement n° 153 du Gouvernement (précise le régime d'écrêtement de la taxe professionnelle perçue au titre des installations produisant de l'énergie ou traitant des combustibles) (p. 5265) ;

- *soutient* l'amendement n° 76 de la commission (crée une nouvelle ressource au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle et l'affecte aux nouveaux groupements de communes) (p. 5266) ; réservé jusqu'après l'article 60 (p. 5269) ;

Collectivités locales (communes) : incitation au regroupement (p. 5266, 5268) ;

- *son* sous-amendement n° 124 (crée la nouvelle ressource au profit du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) à l'amendement n° 76 (p. 5268) : adopté (p. 5269) ;

- *soutient* l'amendement n° 79 de la commission (aménage les conditions de répartition de la seconde part du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 5269) : adopté après modifications (p. 5270) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 207 du Gouvernement (de conséquence) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 5270) ;

- *soutient* l'amendement n° 133 de M. Raymond Douyère (assoit la cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée) (p. 5270) : retiré (p. 5271) ;

- *son* amendement n° 173 (institue un partage progressif des surcroîts de taxe professionnelle à l'intérieur des agglomérations) (p. 5271) : adopté au scrutin public après modifications (p. 5274) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 208 du Gouvernement (prévoit que le Gouvernement présentera au Parlement le résultat des simulations avant le 30 avril 1990 et que le législateur fixera la date et les conditions d'entrée en vigueur du dispositif) à son amendement n° 173 (p. 5273) ;

- *son* amendement n° 126 rectifié (assoit la cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée) : adopté (p. 5274) ;

- *favorable* à l'amendement n° 107 de M. Edmond Alphandéry (demande au Gouvernement de présenter au Parlement un rapport sur un nouveau système de péréquation nationale de la taxe professionnelle) (p. 5275) ;

- *favorable* à l'amendement n° 30 de M. Yves Fréville (demande au Gouvernement de présenter au Parlement un rapport sur un nouveau système de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle) (p. 5276) ;

- *soutient* l'amendement n° 77 de la commission (affecte la part communale de la taxe professionnelle perçue sur les zones d'activités économiques aux groupements ou syndicats de communes les ayant créées) (p. 5276) : retiré (p. 5277) ;

- *son* amendement n° 174 (prévoit l'établissement d'avis d'imposition par chaque collectivité territoriale percevant des impôts directs locaux) (p. 5277) : retiré (p. 5280) ; repris par M. Edmond Alphandéry : rejeté (p. 5280) ;

- *favorable* à l'amendement n° 210 du Gouvernement (ajoute une notice à l'avis d'imposition locale) (p. 5280) ;

- *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (rend progressivement obligatoire la création par les districts d'une fiscalité propre) (p. 5280) : adopté (p. 5281).

b) *Mesures de solidarité et d'équité.*

Article 59 *(limite de déduction des cotisations versées aux régimes de retraite et de prévoyance complémentaires) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Jean de Lipkowski (de suppression) (p. 5282) ;

Possibilité de dépassement du plafond de déduction (p. 5283) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 144 de M. Jean de Gaulle (de suppression) (p. 5282) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 168 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 5282) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 169 de M. Gilbert Gantier (majore la limite de déduction proposée par l'article) (p. 5283).

Après l'article 59 :

- *défavorable* à l'amendement n° 111 de M. Edmond Alphandéry (étend la déductibilité du revenu imposable aux cotisations versées aux organismes de retraite et de prévoyance complémentaires par capitalisation offrant une sortie en rente) (p. 5284) ;

- *soutient* l'amendement n° 82 de la commission (institue une déduction du revenu imposable au titre des intérêts afférents aux « prêts étudiants ») (p. 5284) : vote réservé (p. 5285) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 5342) ;

- *favorable* à l'amendement n° 149 de M. Roland Carraz (institue une déduction du revenu imposable au titre des intérêts afférents aux « prêts étudiants ») (p. 5284) ;

- *favorable* à l'amendement n° 154 du Gouvernement (étend le bénéfice de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'une aide à domicile pour les personnes âgées) (p. 5286) ;

- *favorable* à l'amendement n° 155 du Gouvernement (permet le cumul des réductions d'impôt au titre des frais d'aide à domicile et de dépenses d'hébergement relatifs à deux personnes âgées mariées) (p. 5286) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 128 de M. Fabien Thiémé (abroge l'article 24, relatif à la détention d'avoirs à l'étranger, de la loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 modifiant les procédures fiscales et douanières) (p. 5286).

Avant l'article 61 :

- *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Fabien Thiémé (abroge l'article 1er, relatif au plan d'épargne retraite, de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987) (p. 5287).

c) *Mesures en faveur de l'épargne.*

Article 61 *(institution du plan d'épargne populaire et aménagement du plan d'épargne en vue de la retraite) :*

- *favorable* (p. 5288, 5289) ;

Emplois du plan d'épargne populaire (actions) (p. 5288, 5289) ;

Gestion des fonds par les épargnants (p. 5288) ;

Prime d'épargne (et capitalisation) (p. 5289) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Bruno Durieux (élargit les possibilités d'emploi du plan d'épargne populaire et autorise les placements en actions) (p. 5291) ;

- *soutient* l'amendement n° 90 de la commission (inclut les contrats d'assurance dans les emplois du plan d'épargne populaire) (p. 5290) ; rectifié (contrats d'assurance-vie) (p. 5291) : adopté (p. 5292) ;

- *soutient* l'amendement n° 91 de la commission (prévoit la possibilité d'obtention d'une rente certaine à l'expiration du plan d'épargne populaire) (p. 5290) : retiré (p. 5292) ;

- *favorable* à l'amendement n° 182 du Gouvernement (propose une nouvelle rédaction des dispositions relatives à la condition de non imposition sur le revenu pour l'obtention de la prime et précise que les intérêts de celles-ci sont capitalisés) (p. 5292) ;

- *soutient* l'amendement n° 93 de la commission (étend le bénéfice de la prime aux contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu est inférieure à 1 620 francs) : retiré (p. 5292) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 170 de M. Gilbert Gantier (renforce les possibilités de placement en actions et de gestion directe et précise que les avoirs fiscaux et crédits d'impôts s'ajoutent aux fonds déposés sur le plan d'épargne populaire) (p. 5293) ;

- *soutient* l'amendement n° 94 de la commission (prévoit les cas de sortie anticipée du plan d'épargne populaire sans pénalité) : retiré (p. 5293) ;

- *favorable* à l'amendement n° 188 du Gouvernement (prévoit les cas de sortie anticipée du plan d'épargne populaire sans pénalité) (p. 5293) ;

- *soutient* l'amendement n° 95 rectifié de la commission (soumet la sortie anticipée en rente viagère à la fiscalité de ce type de revenu) (p. 5293) : retiré (p. 5294) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 146 de M. Jean de Gaulle (réduit les taux de prélèvements libératoires à la sortie du plan d'épargne retraite) (p. 5294) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 171 de M. Gilbert Gantier (limite aux titulaires de plans d'épargne populaire l'interdiction d'ouverture de plans d'épargne retraite ou de versements sur un plan d'épargne retraite) (p. 5294) ;

- *soutient* l'amendement n° 96 de la commission (autorise le transfert sur un plan d'épargne populaire des fonds déposés sur un plan d'épargne retraite avant le 1er octobre 1989) : adopté aprés rectification (p. 5294) ;

- *favorable* à l'amendement n° 172 de M. Gilbert Gantier (demande au Gouvernement de fournir au Parlement un rapport annuel sur le plan d'épargne populaire) (p. 5295).

Article 63 *(aménagement du régime fiscal des contrats de capitalisation) :*

- *soutient* l'amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5295) ;

- *soutient* l'amendement n° 97 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5295) ;

- *soutient* l'amendement n° 99 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5296) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 177 de M. Fabien Thiémé (exclut du dispositif les contrats et bons, souscrits à partir du 1er janvier 1990, dont l'identité du souscripteur ne peut être connue de l'administration) (p. 5296) ;

Impôts et taxes (fraude fiscale et blanchiment d'argent) (p. 5296).

Après l'article 63 :

- *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Jean de Gaulle (porte de six à huit le nombre d'exercices pendant lesquels sont déductibles les dividendes au titre des actions nouvelles émises en 1990) (p. 5297) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 178 de M. Philippe Auberger (étend aux actions le régime des Sicav de capitalisation) (p. 5297).

d) *Mesures en faveur du logement.*

Article 64 *(aménagement du régime d'incitation fiscale à l'investissement locatif) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. André Duroméa (de suppression) (p. 5298) ;

- *son* amendement n° 106 (rédactionnel) : adopté (p. 5298) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 120 de M. Bruno Durieux (étend le dispositif de l'article aux logements non achevés au 31 décembre 1992 mais ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier avant le 1er octobre 1992) (p. 5298) ;

- *son* amendement n° 100 (applique l'ancien régime aux achats sur plans effectués avant le 1er janvier 1990 et dont la mise en chantier est postérieure à cette date) (p. 5298) : retiré (p. 5299) ;

- *favorable* à l'amendement n° 161 du Gouvernement (applique l'ancien régime aux achats sur plans effectués avant le 1er janvier 1990 et dont la mise en chantier est postérieure à cette date) (p. 5299).

Article 65 *(dépenses de grosses réparations et d'isolation thermique) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 139 de M. Bruno Durieux (supprime la condition de ressources introduite par l'article) (p. 5299) ;

- *son* amendement n° 101 (supprime la reprise d'impôt pour les dépenses remboursées à la suite d'un sinistre) (p. 5299) : rectifié ; adopté (p. 5300).

Après l'article 65 :

- *soutient* l'amendement n° 102 de la commission (demande au Gouvernement de fournir au Parlement un rapport annuel sur les crédits et les orientations de la politique des villes et du développement social urbain) : adopté (p. 5300).

Avant l'article 66 :

- *favorable* à l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Bouquet (maintient le régime fiscal des entreprises agricoles à responsabilité limitée lorsque les enfants d'un associé décédé entrent dans la société) (p. 5300).

e) *Mesures diverses.*

Après l'article 66 :

- *défavorable* à l'amendement n° 115 de M. Edmond Alphandéry (limite, à partir de 1991, à 1 p. 100 le taux de croissance des cotisations cadastrales affectées au B.A.P.S.A.) (p. 5301).

Article 67 *(modification des modalités de recouvrement des taxes d'urbanisme) :*

- *soutient* l'amendement n° 103 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5301) ;

- *soutient* l'amendement n° 104 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5301).

Article 68 *(modification de la taxe sur les installations classées) :*

- *son* amendement n° 175 (rédactionnel) : adopté (p. 5301).

Après l'article 68 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 160 du Gouvernement (impose aux entreprises d'assurances, non établies en France mais y opérant, l'obligation de désigner un représentant résidant en France personnellement responsable du paiement de la taxe sur les conventions d'assurances) (p. 5303) ; propose la rectification de cet amendement (désignation d'un représentant résidant en France) : adoptée (p. 5303) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Philippe Auberger (relève à 80 000 francs la limite d'amortissement des véhicules des entreprises) (p. 5303) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 114 deuxième rectification de M. Bernard Stasi (modifie l'évaluation des stocks de vins et eaux-de-vie d'appellation contrôlée) (p. 5304) ;

- *favorable* à l'amendement n° 36 de M. Adrien Zeller (étend le contrôle de la Cour des Comptes à certains organismes ou œuvres faisant appel à la générosité publique) (p. 5305).

Article 69 précédemment réservé *(information de l'administration sur les transferts de fonds à l'étranger) :*

- *favorable* à l'amendement n° 156 du Gouvernement (précise que les dispositions de la loi du 28 décembre 1966, relative aux relations financières avec l'étranger, demeurent en vigueur) (p. 5307) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 145 de M. Jean de Gaulle (supprime l'obligation de déclaration des comptes ouverts, utilisés ou clos à l'étranger) (p. 5307) ;

- *favorable* à l'amendement n° 157 du Gouvernement (institue la communication à l'administration du nom du bénéficiaire du transfert à l'étranger et des références des comptes en France et à l'étranger) (p. 5307) ;

- *soutient* l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5307) ;

- *favorable* à l'amendement n° 158 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 5307) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 112 de M. Edmond Alphandéry (supprime la présomption de revenu pour les sommes transférées vers l'étranger ou en provenance de l'étranger lorsqu'elles n'ont pas été déclarées ou ont transité par des comptes non déclarés) (p. 5308) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 163 de M. Jean de Gaulle (supprime la présomption de revenu pour les sommes transférées vers l'étranger ou en provenance de l'étranger lorsqu'elles n'ont pas transité par des comptes déclarés) (p. 5308) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 140 de M. Bruno Durieux (supprime la taxation des revenus présumés d'avoirs régulièrement détenus à l'étranger) (p. 5308).

Après l'article 68 (amendements précédemment réservés) :

- *son* sous-amendement n° 179 (demande au Gouvernement de présenter au Parlement une simulation portant sur l'affectation de la moitié des recettes nouvelles du fonds national de péréquation aux districts et communautés urbaines en fonction de leur population, de leurs bases de taxe professionnelle et de leur potentiel fiscal) à l'amendement n° 76 : devenu sans objet du fait du retrait de cet amendement (p. 5309) ;

- *favorable* à l'amendement n° 215 du Gouvernement (propose une nouvelle rédaction du texte de l'amendement n° 76 tenant compte des sous-amendements n° 206 et 179) (p. 5309) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 218 de M. Jean-Pierre Brard (demande au Gouvernement de réaliser des simulations en vue de revoir les bases de la taxe professionnelle) à l'amendement n° 215 du Gouvernement (p. 5318).

Après l'article 69 (amendements précédemment réservés) :

- *soutient* l'amendement n° 84 de la commission (rétablit certains éléments pour l'évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable d'après le train de vie) (p. 5309) : adopté (p. 5310) ;

- *soutient* l'amendement n° 85 de la commission (accroît les garanties et les possibilités de contrôle des comptes tenus par les centres de gestion agréés ; permet au directeur général des impôts de subordonner le renouvellement de l'agrément au changement de l'équipe dirigeante et renforce les sanctions frappant les adhérents pour non respect de leurs obligations) (p. 5310) : adopté après rectification (p. 5311) ;

- *soutient* l'amendement n° 86 de la commission (améliore l'information des contribuables avant qu'ils ne donnent leur accord sur le projet de redressement et applique la procédure dite de « déduction en cascade » sauf refus exprès du contribuable) (p. 5311) : adopté après rectification (p. 5312) ;

- *favorable* au sous-amendement oral de M. Philippe Auberger (rédactionnel) à l'amendement n° 86 (p. 5312) ;

- *favorable* à l'amendement n° 137 de M. Guy Bêche (permet la réparation des « irrégularités formelles » commises par l'administration dans le cadre des procédures de contrôle) (p. 5312) ;

- *soutient* l'amendement n° 87 de la commission (modifie le régime de contrôle des comptabilités sur informatique) (p. 5312) : adopté (p. 5313) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 135 de M. Guy Bêche (institue un délai de dix ans pour l'engagement d'une vérification à la suite de la révélation d'une infraction fiscale devant les tribunaux) (p. 5313) ;

- *soutient* l'amendement n° 88 de la commission (précise les modalités d'application de la taxe forfaitaire de 3 p. 100 sur la valeur vénale des immeubles possédés par des personnes morales n'ayant pas leur siège en France) (p. 5314) : adopté après modifications (p. 5315) ;

- *soutient* l'amendement n° 89 rectifié de la commission (aménage et simplifie le régime super-simplifié d'imposition) (p. 5315) : adopté après rectification (p. 5316) ;

- *favorable* à l'amendement n° 181 du Gouvernement (institue l'obligation de paiement par chèque, virement ou carte de crédit au-delà de 150 000 francs) (p. 5316).

Crédits et dispositions précédemment réservés :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication.

- *Vote des crédits réservés.* [16 novembre 1989] :

Article 57 *(répartition du produit estimé hors T.V.A. de la taxe dénommée redevance pour droit d'usage, affectée aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :*

- *favorable* à l'amendement n° 211 du Gouvernement (tend à majorer les crédits de Radio-France perçus sur les produits de la redevance) (p. 5318).

Anciens combattants et victimes de guerre :

Article 69 *(réforme du mode de fixation de la valeur des points de pension militaire d'invalidité) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 46 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 5320) ;

- *favorable* à l'amendement n° 216 du Gouvernement (propose une nouvelle rédaction de l'article) (p. 5321) ;

- *favorable* à l'amendement n° 217 du Gouvernement (revalorise les pensions de veuves de guerre dont le point de départ est postérieur au 31 octobre 1989) (p. 5321).

Equipement, logement, transports et mer :

- *favorable* à l'amendement n° 213 du Gouvernement (majore les autorisations de programme et les crédits de paiement) (p. 5322) ;

Logement social (p. 5322).

Education nationale, jeunesse et sports (p. 5322).

Après l'article 71 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 55 de la commission des affaires culturelles (étend l'imputation de la T.V.A. sur le fonds de compensation aux subventions d'équipement accordées par les départements et régions aux collèges et aux lycées) (p. 5323) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 56 de la commission des affaires culturelles (accorde, aux collectivités territoriales, le bénéfice du fonds de compensation de la T.V.A. au titre de leurs dépenses et subventions d'équipement relatives aux établissements publics d'enseignement supérieur) (p. 5323).

Défense :

Article 39 *(mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 63 de M. Jean-Claude Lefort (réduit les autorisations de programme et les crédits de paiement) (p. 5324).

Economie, finances et budget :

I. - Charges communes.

Etat B, titre Ier :

- *favorable* à l'amendement n° 212 du Gouvernement (réduit les crédits pour prendre en compte les votes intervenus sur la taxe d'habitation et la taxe professionnelle) (p. 5325).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1989] :

Enregistrement et timbre (logement) (p. 6557).

Enseignement supérieur (aide aux étudiants) (p. 6557, 6558).

Impôts et taxes (contrôle fiscal) (p. 6558).

Parlement :

- Assemblée nationale :

- article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 6558) ;

- commission des finances (amendements adoptés) (p. 6557) ;

- commission des finances (missions d'étude) (p. 6557) ;

- commissions mixtes paritaires (p. 6557) ;

- initiative parlementaire (p. 6557) ;

- Sénat (modifications apportées au projet) (p. 6556, 6557).

Discussion des articles [14 et 15 décembre 1989] :

Après l'article 2 :

- *défavorable* à l'amendement n° 171 de M. Bruno Durieux (supprime les avantages fiscaux et sociaux liés à la non-imposition sur le revenu lorsque celle-ci est la conséquence d'un accord international ou d'une exonération particulière prévue par la loi interne) (p. 6564).

Article 4 *bis* nouveau *(réduction de la valeur locative des installations destinées à la lutte contre la pollution) :*

- *favorable* (p. 6564) ;

- *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (de suppression pour des raisons de cohérence rédactionnelle) : vote réservé (p. 6564) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702).

Article 4 *ter* nouveau *(exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les marais desséchés) :*

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (de suppression pour des raisons de cohérence rédactionnelle) (p. 6564) : vote réservé (p. 6565) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702).

Article 5 *(de coordination ; réduction du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée de 28 à 25 p. 100) ;*

- *favorable* à l'amendement n° 220 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 6566).

Article 5 *quinquies* nouveau *(application du taux de 2,1 p. 100 de T.V.A. aux deux cents premières représentations de certaines œuvres théâtrales) :*

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) : vote réservé (p. 6566) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702).

Article 10 *ter* nouveau *(suppression de l'obligation de distribution pour les organismes de placement collectif en valeurs mobilières [O.P.C.V.M.]) :*

- *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (de suppression) : vote réservé (p. 6567) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [14 décembre 1989] (p. 6608).

Actions (fiscalité des S.I.C.A.V.) (p. 6567) :

- *favorable* à l'amendement n° 201 du Gouvernement (autorise la capitalisation des dividendes encaissés par les organismes de placement collectif en valeurs mobilières et supprime dans certains cas l'exonération des primes de remboursement distribuées ou réparties par les O.P.C.V.M.) (p. 6567, 6568).

Avoir fiscal et crédits d'impôt (p. 6567).

Plan d'épargne populaire (emploi en actions) (p. 6568).

Article 12 *(diminution du taux de l'impôt sur les sociétés) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 6568) ;

- *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (supprime le bénéfice du taux abaissé pour les holdings) : vote réservé (p. 6569) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702) ;

- *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (rétablit le texte, considéré comme adopté en première lecture à l'Assemblée nationale, en ce qui concerne la fiscalité de la distribution de bénéfices à l'intérieur d'un groupe) : vote réservé (p. 6569) : adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702) ;

- *favorable* à l'amendement n° 181 du Gouvernement (précise que la société mère est redevable de l'impôt sur les sociétés dû par ses filiales) (p. 6569).

Article 12 *bis* *(majoration du taux d'imposition de certaines plus-values à long terme réalisées par les sociétés) :*

- *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (définit le champ d'application du taux de 19 p. 100 pour la taxation des plus-values) : vote réservé (p. 6570) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 197 de M. Gilbert Gantier (maintient le taux de 15 p. 100 pour l'imposition des plus-values ayant fait l'objet d'un report d'imposition au titre d'apports, fusions, scissions et apports partiels d'actifs réalisés avant le 20 octobre 1989) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 6570) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 172 de M. Bruno Durieux (maintient à 15 p. 100 le taux d'imposition des plus-values réalisées par les entreprises d'assurance-vie et de capitalisation) (p. 6570, 6571) ;

- *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (prévoit l'imputation sur les plus-values taxées à 19 p. 100 des moins-values antérieures au 20 octobre 1989) : vote réservé (p. 6571) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702) ;

- *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (supprime la taxation au taux de 15 p. 100 des plus-values afférentes à des opérations de regroupement non encore réalisées mais approuvées par les organes des sociétés) : vote réservé (p. 6571) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702) ;

- *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (supprime les dispositions assimilant promesse de vente et cession réalisée) : vote réservé (p. 6571) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702) ;

- *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (supprime les dispositions relatives à l'imputation des moins-values antérieures au 20 octobre 1989) : vote réservé (p. 6571) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702) ;

- *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (supprime le financement des dispositions introduites par le Sénat) : vote réservé (p. 6571) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702).

Article 13 *(régime du crédit d'impôt-recherche) :*

- *soutient* l'amendement n° 52 de la commission (supprime la limitation à un an du bénéfice de l'application de la mesure de lissage pour les entreprises nouvelles) : vote réservé (p. 6572) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702) ;

- *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (supprime l'extension du crédit d'impôt-recherche aux frais de création et de mise au point de nouvelles collections dans l'industrie textile) : vote réservé (p. 6572) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constituion [15 décembre 1989] (p. 6702) ;

- *soutient* l'amendement n° 54 de la commission (supprime l'extension du bénéfice du crédit d'impôt-recherche pour les acquisitions de licences ou d'apports en industrie) : vote réservé (p. 6572) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 169 de M. Michel Jacquemin (étend le bénéfice du crédit d'impôt-recherche aux dépenses externes de normalisation) (p. 6572) ;

- *soutient* l'amendement n° 55 de la commission (supprime le financement des dispositions introduites par le Sénat) (p. 6572) : vote réservé (p. 6573) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702).

Article 25 *(création d'une taxe forfaitaire annuelle due par les services de communication audiovisuelle) :*

- *soutient* l'amendement n° 68 de la commission (rétablit le texte considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 6574) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702).

Après l'article 27 :

- *soutient* l'amendement n° 69 rectifié de la commission (relève l'imposition forfaitaire annuelle des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés) : vote réservé (p. 6575) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6702).

- *ses observations* sur l'amendement n° 174 de M. Bruno Durieux (exonère de l'impôt sur les plus-values la cession de terrains dans les départements d'outre-mer s'ils sont détenus depuis plus de douze ans et destinés à des équipements touristiques) ; rectifié (suppression du financement de l'amendement) (p. 6575).

Après l'article 28 :

- *favorable* à l'amendement n° 202 du Gouvernement (autorise l'exploitation de jeux de hasard sur le territoire de la Polynésie française par la société France-Loto) (p. 6575).

Article 29 *bis* *(majoration du tarif de la redevance sur les consommations d'eau affectée au fonds national pour le développement des adductions d'eau [F.N.D.A.E.]) :*

F.N.D.A.E. (gestion) (p. 6576, 6578) :

- *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (majore les tarifs adoptés en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6576) ; vote réservé (p. 6578) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [14 décembre 1989] (p. 6608).

Après l'article 58 *sexies* :

- *favorable* à l'amendement n° 188 du Gouvernement (applique les dispositions de l'article 58 *sexies* à compter de 1991).

Article 58 *nonies* *(aménagement des conditions de répartition de la seconde part du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) :*

- *soutient* l'amendement n° 125 de la commission (rétablit le délai de compensation de quatre ans et le rend applicable à compter du 1er janvier 1990) (p. 6708) : vote réservé (p. 6709) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739) ;

- *soutient* l'amendement n° 126 de la commission (fixe les modalités de compensation) (p. 6708) ; rectifié : vote réservé (p. 6709) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739) ;

- *soutient* l'amendement n° 127 de la commission (précise les modalités de répartition de la première part du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6708) ; rectifié ; vote réservé (p. 6709) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739).

Après l'article 58 *quindecies* :

- *soutient* l'amendement n° 133 de la commission (réduit la valeur locative des installations destinées à la lutte contre la pollution) : vote réservé (p. 6709) ; modifié et adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739) ;

- *soutient* l'amendement n° 134 de la commission (exonère les marais desséchés de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) : vote réservé (p. 6709) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739).

Article 60 *(information de l'administration sur les transferts de fonds à l'étranger) :*

- *soutient* l'amendement n° 135 de la commission (rétablit l'obligation de déclaration des comptes ouverts, utilisés ou clos à l'étranger, supprimée par le Sénat) (p. 6710) : vote réservé (p. 6711) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 229 de M. Gilbert Gantier (exonère les personnes physiques de l'obligation déclarative) à l'amendement n° 135 de la commission (p. 6711) ;

- *soutient* l'amendement n° 136 de la commission (rétablit les règles de communication à l'administration fiscale, modifiées par le Sénat) : vote réservé (p. 6711) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739) ;

- *favorable* à l'amendement n° 190 du Gouvernement (de coordination) (p. 6711) ;

- *soutient* l'amendement n° 137 de la commission (rétablit la sanction, supprimée par le Sénat, du non-respect de l'obligation déclarative des comptes ouverts, utilisés ou clos à l'étranger) : vote réservé (p. 6711) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739) ;

- *soutient* l'amendement n° 138 de la commission (rétablit la présomption de revenu imposable, supprimée par le Sénat, relative aux sommes, titres ou valeurs transférés à l'étranger ou en provenance de l'étranger par l'intermédiaire de comptes non déclarés) : vote réservé (p. 6711) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739).

Article 60 *bis* *(évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable d'après certains éléments du train de vie) :*

- *soutient* l'amendement n° 139 de la commission (porte à 30 000 F le plafond pour la prise en compte des parts de golf) : vote réservé (p. 6712) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739).

Article 60 *ter* *(régime des centres de gestion agréés) :*

- *favorable* à l'amendement n° 191 du Gouvernement (étend à tous les adhérents la possibilité, pour les associations agréées, de demander les renseignements utiles à leur mission de surveillance) (p. 6712) ;

- *soutient* l'amendement n° 140 de la commission (rétablit la possibilité, supprimée par le Sénat, de soumettre le maintien ou le renouvellement de l'agrément à un changement d'équipe dirigeante et précise que le directeur général des impôts doit, au préalable, avoir recueilli les observations des intéressés) (p. 6712) ; corrigé (changement effectué par les centres ou associations agréées) : vote réservé (p. 6713) ; modifié et adopté aprés application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739) ;

- *soutient* l'amendement n° 141 de la commission (rétablit la perte de l'abattement, supprimée par le Sénat, sanctionnant les défauts de déclaration) : vote réservé (p. 6713) ; adopté aprés application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 248 de M. Philippe Auberger (limite la perte de l'abattement aux défauts volontaires de déclaration) à l'amendement n° 141 de la commission (p. 6713).

Article 60 *sexies* *(contrôle des comptabilités informatiques) :*

- *favorable* à l'amendement n° 192 du Gouvernement (propose une nouvelle rédaction de l'article et ramène à trois ans le délai de conservation des informations ou traitements ne présentant pas un caractère strictement comptable) (p. 6716) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 232 de M. Gilbert Gantier (limite le contrôle aux informations, données et traitements informatiques concourant uniquement à la formation des résultats et à l'élaboration des déclarations fiscales) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (p. 6717) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 246 de M. Gilbert Gantier (déplace à l'article L. 81 A les mesures prévues par l'article L. 102 B du livre des procédures fiscales afin de contraindre l'administration à une demande préalable de communication) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (p. 6717) ;

- *soutient* l'amendement n° 145 corrigé de la commission (définit le champ du droit de communication de l'administration) : retiré (p. 6717) ;

- *soutient* l'amendement n° 146 de la commission (autorise la communication de fichiers relatifs aux clients) : retiré (p. 6717) ;

- *soutient* l'amendement n° 147 de la commission (porte à six ans le délai de conservation des informations ou traitements) : retiré (p. 6717) ;

- *soutient* l'amendement n° 148 de la commission (autorise l'administration à demander copie de logiciels dont la diffusion serait prohibée en vertu d'un contrat) : vote réservé (p. 6717) ; adopté aprés application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739).

Après l'article 60 *decies* :

- *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (aménage certaines procédures fiscales) (p. 6720) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 227 de M. Gilbert Gantier (supprime la validation rétroactive des impositions mentionnées au paragraphe V de l'amendement) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 6721) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 228 de M. Gilbert Gantier (supprime la validation rétroactive des impositions douanières mentionnées au paragraphe VI de l'amendement) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 6721) ;

Après l'article 62 :

- *soutient* l'amendement n° 153 de la commission (proroge d'un an la réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des sociétés nouvelles) : discussion et vote réservés (p. 6721) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739).

Après l'article 68 :

- *favorable* à l'amendement n° 244 du Gouvernement (interdit à un comptable public principal en débet, nommé membre de la Cour des Comptes, d'y exercer une activité juridictionnelle avant d'avoir reçu quitus) (p. 6721).

Après l'article 68 *quater* :

- *soutient* l'amendement n° 161 de la commission (étend le contrôle de la Cour des Comptes à certains organismes ou œuvres faisant appel à la générosité publique) : vote réservé (p. 6722) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6725).

Après l'article 70 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 210 du Gouvernement (prend en compte les primes de technicité, instituées à compter du 1er août 1989, pour le calcul des pensions de retraite des fonctionnaires du ministère des finances) (p. 6723).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [19 décembre 1989] :

Constitution (p. 6851).

Parlement :

- Assemblée nationale : améliorations apportées au projet (p. 6852) ;

- Sénat (question préalable) (p. 6852).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 décembre 1989] :

Assemblée nationale : commission des finances (conditions d'examen du projet) (p. 5883, 5891).

Collectivités locales :

- dotations versées par l'Etat (p. 5884) ;

- prélèvement à leur profit sur le budget de l'Etat (p. 5883).

Commerce extérieur : C.O.F.A.C.E.(p. 5884).

Communautés européennes : contribution du budget français (p. 5883).

Coopération et développement : Afrique (p. 5884).

Démographie (recensement de 1990) (p. 5884).

Finances publiques :

- déficit budgétaire (p. 5884) ;

- dépenses (niveau et évolution) (p. 5884) ;

- dette publique (p. 5884) ;

- recettes (plus-values fiscales) (p. 5883).

Fonction publique :

- conflit social aux finances (p. 5884) ;

- rémunérations et prime de croissance (p. 5884).

Impôt sur les sociétés (p. 5883).

Politique économique : taux d'intérêt (p. 5884).

Risques naturels :

- cyclones (Hugo à la Guadeloupe et Firinda à La Réunion) (p. 5884) ;

- incendies de forêt (moyens de lutte) (p. 5884) ;

- sécheresse (p. 5884).

Secteur public : entreprises publiques : dividendes versés à l'Etat (p. 5883).

T.V.A. (p. 5883).

Transports (S.N.C.F : contribution de l'Etat) (p. 5884).

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils - ouvertures) :*

Musique (tarifs pratiqués par les conservatoires) (p. 5915).

Titre IV :

- *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Gilbert Gantier (réduit les crédits du montant de la contribution de l'Etat à la S.N.C.F pour 1990 au titre des concours d'exploitation) (p. 5916).

Procédure budgétaire (dispositions constitutionnelles et loi organique) (p. 5916).

Titre VI :

- *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Etienne Pinte (supprime les crédits de paiement prévus pour les études préalables à la construction de la grande bibliothèque) (p. 5920).

Avant l'article 11 :

- *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. Fabien Thiémé (porte à 27 p. 100 le taux d'imposition des plus-values mobilières) (p. 5922).

Article 11 *(aménagement du report en arrière des déficits) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Fabien Thiémé (supprime l'extension aux institutions financières du mécanisme de report en arrière des déficits et rétablit la condition d'investissement) (p. 5922).

Article 13 *(régime fiscal des titres assortis de bons de souscription) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Fabien Thiémé (de suppression) (p. 5923).

Article 14 *(règles d'imposition des plus-values à court terme en cas d'apport d'une entreprise individuelle en société) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (précise que l'étalement des plus-values à court terme sur trois ans est réservé aux entreprises soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux) : adopté (p. 5923).

Après l'article 14 :

- *son* amendement n° 48 (précise que les apports bénéficient de l'avantage fiscal prévu à l'article 150 A *bis* du code général des impôts, pour l'imposition des plus-values de cession des sociétés immobilières) : adopté après rectification (p. 5923).

Article 15 *(mesures relatives aux transmissions de biens ou transformations de sociétés) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 26 de M. Fabien Thiémé (de suppression) (p. 5924).

Amendement n° 2 de la commission (de précision et rédactionnel) : adopté (p. 5924).

Article 16 *(réduction du taux de la taxe sur les excédents de provisions pour sinistres) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 27 de M. Fabien Thiémé (de suppression) (p. 5925).

Article 17 *(aménagement du régime de réduction des droits d'enregistrement prévu en faveur de l'aménagement du territoire) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Fabien Thiémé (de suppression) (p. 5925) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5925) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (maintient le bénéfice de la réduction des droits d'enregistrement en cas de transmission à titre gratuit, de fusion ou d'apport en société du bien) (p. 5925) : adopté après rectification (p. 5926).

Après l'article 17 :

- *défavorable* à l'amendement n° 22 rectifié de M. Albert Denvers (étend aux copropriétaires de navires le bénéfice du dispositif d'allégement fiscal en faveur des entreprises nouvelles prévu par l'article 14 de la loi de finances pour 1989) (p. 5926).

Article 19 *(conséquences fiscales de la résiliation anticipée de baux à long terme d'immeubles ruraux) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (de précision) : adopté (p. 5926).

Article 21 *(reconduction du prélèvement social de 1 p. 100 et de la contribution de 0,4 p. 100 sur les revenus) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 5927).

Sécurité sociale (financement) (p. 5927) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Fabien Thiémé (supprime la contribution de 0,4 p. 100 sur les revenus) (p. 5927).

Article 22 *(définition des associés détenant plus de 35 p. 100 des droits sociaux de leur entreprise) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 5928).

Après l'article 23 :

- *favorable* à l'amendement n° 21 du Gouvernement (exonère de précompte les produits distribués par les sociétés qui ont pour activité exclusive la gestion d'un portefeuille de titres de participations détenues principalement dans des sociétés étrangères et porte à 50 p. 100 la retenue à la source lorsque les dividendes sont redistribués à des actionnaires résidant dans des pays n'ayant pas conclu de convention fiscale avec la France) (p. 5930).

Article 24 *(prolongation du délai de déclaration du départ d'un locataire en matière d'impôts locaux) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Fabien Thiémé (de suppression) (p. 5930).

Après l'article 26 :

- *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Gilbert Gantier (rapproche de façon progressive le statut fiscal des coopératives agricoles du droit commun en matière de taxe professionnelle) (p. 5931).

Après l'article 27 :

- *favorable* à l'amendement n° 15 du Gouvernement (proroge jusqu'au 30 juin 1990 le délai de prescription de la mise en recouvrement des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 5933) ;

- *favorable* à l'amendement n° 16 du Gouvernement (proroge jusqu'au 31 janvier 1990 le délai de réalisation d'actes ou de formalités n'ayant pu être accomplis en raison du conflit social au ministère des finances) (p. 5933) ;

- *favorable* à l'amendement n° 18 rectifié du Gouvernement (retient les règles du contentieux fiscal pour les actions en restitution d'impôts et limite à quatre années la portée de l'action en restitution) (p. 5934).

Communautés européennes : impôts et taxes (procédures) (p. 5934).

Article 29 *(institution d'une contribution additionnelle et d'une contribution exceptionnelle au profit du fonds de compensation des risques de l'assurance construction) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 5935) ;

- *son* amendement n° 45 (prévoit que la contribution exceptionnelle des compagnies d'assurances constitue une charge de l'exercice 1990) (p. 5935) : rejeté (p. 5936).

Article 32 *(instauration d'un privilège pour les créances relatives aux prélèvements de la communauté européenne du charbon et de l'acier) :*

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5938).

Après l'article 32 :

- *favorable* à l'amendement n° 19 du Gouvernement (met en conformité avec le droit communautaire les règles applicables en matière de garantie des métaux précieux importés de pays membres de la C.E.E.) (p. 5938).

Après l'article 34 :

- *défavorable* à l'amendement n° 53 de Mme Muguette Jacquaint (porte à 1 p. 100 et à 2 p. 100 dans les trois ans à venir, le taux de la contribution des employeurs à l'effort de construction) (p. 5939) ;

- *favorable* à l'amendement n° 20 du Gouvernement (modifie les dispositions du code du domaine de l'Etat relatives à la Guyane afin d'y favoriser des opérations foncières) ; en propose la rectification : limite à trente ans le maintien de l'usage agricole des biens cédés (p. 5940) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Jean-Louis Masson (étend les avantages fiscaux des donations d'œuvres d'art faites aux musées nationaux à celles consenties au profit des musées gérés par les collectivités territoriales ou leurs groupements) (p. 5940).

II. - Autres dispositions.

Article 37 *(redevance sur les opérations d'abattage d'animaux et de découpe de viandes) :*

- *favorable* à l'amendement n° 55 du Gouvernement (précise les modalités d'assiette et de recouvrement des redevances tant en régime intérieur qu'à l'importation) (p. 5943).

I. - Mesures concernant la fiscalité.

Article 28 précédemment réservé *(création d'une taxe sur la surface des bureaux de la région d'Ile-de-France) :*

- *favorable* (p. 5959, 5960).

Compte d'affectation spéciale (gestion) (p. 5960).

Ile-de-France : concurrence européenne pour la localisation d'activités (p. 5960) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 5962) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. François d'Aubert (affecte le produit de la taxe aux conseils régionaux) (p. 5962).

Etat : décentralisation administrative (p. 5963) ;

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 5963) : vote réservé (p. 5965) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [7 décembre 1989] (p. 6099) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Jean Tardito (exonère les administrations publiques) (p. 5965) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. François d'Aubert (répartit le produit de la taxe entre les régions au prorata de leur population) (p. 5965) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : vote réservé (p. 5965) : adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [7 décembre 1989] (p. 6099) ;

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 5965) : vote réservé (p. 5966) : modifié et adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [7 décembre 1989] (p. 6099) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 57 de M. Michel Giraud (porte l'exonération de 100 à 200 mètres carrés) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 5966) ;

- *favorable* au sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 5966) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 60 de M. Patrick Devedjian (fixe le tarif de la taxe due par les entreprises et les établissements publics à caractère industriel et commercial en fonction du potentiel fiscal des communes de localisation des bureaux) (p. 5966, 5967).

Tarif de la taxe (modification du zonage) (p. 5966, 5967) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 33 corrigé de M. Fabien Thiémé (supprime la distinction entre bureaux privés et bureaux publics) (p. 5967) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Patrick Devedjian (supprime la distinction entre bureaux privés et bureaux publics) (p. 5967) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Michel Giraud (réserve le tarif réduit de la taxe aux organismes sans but lucratif et aux collectivités territoriales) (p. 5968) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (précise que les garanties et les sanctions relatives à la taxe sont régies par les règles applicables en matière d'impôt sur les sociétés) : vote réservé (p. 5968) : modifié et adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [7 décembre 1989] (p. 6099).

II. - Autres dispositions.

Article 35 précédemment réservé *(création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France ») :*

- *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Fabien Thiémé (de suppression) (p. 5971) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Michel Giraud (propose une nouvelle rédaction de l'article et la création d'un établissement public) (p. 5972) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Patrick Devedjian (supprime, parmi les dépenses financées par le fonds, l'acquisition de la construction d'immeubles destinés au service de l'etat libérant des immeubles en région Ile-de-France) (p. 5972) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Didier Julia (institue un comité de gestion du fonds composé de représentants de l'Etat, de la région et des départements) (p. 5972).

Gestion du fonds (concertation) (p. 5972) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Didier Julia (institue un comité de gestion du fonds composé de représentants de l'Etat et de la région) (p. 5972).

Après l'article 35 :

- *défavorable* à l'amendement n° 47 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (impose au Gouvernement de présenter au Parlement un rapport annuel sur le produit et la destination de la redevance relative à la construction de bureaux et de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France) (p. 5973).

Décentralisation (attitude du groupe R.P.R) (p. 5973).

Deuxième lecture :

Rapporteur suppléé par : *Hollande (François).*

Discussion des articles [21 décembre 1989] :

Article 3 et état A (équilibre général).

Article 13 *(régime fiscal des titres assortis de bons de souscription) :*

- *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (rétablit le texte considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 6944) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [21 décembre 1989] (p. 7011) ;

- *favorable* à l'amendement n° 29 du Gouvernement (soumet les obligations à bons de souscription d'actions à l'imposition par annuités lorsque la prime de remboursement excède 15 p. 100 de leur valeur actuelle) (p. 6944) ;

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (rétablit le texte considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 6945) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [21 décembre 1989] (p. 7006).

Après l'article 13 :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Bruno Durieux (reporte au 1er janvier 1990 la suppression de l'exonération des primes de remboursement distribuées ou réparties par les O.P.C.V.M, prévue par l'article 10 *ter* de la loi de finances pour 1990) (p. 6945) (p. 6945, 6946).

Place financière de Paris (p. 6945).

Prélèvement libératoire (p. 6945).

Article 13 *bis* nouveau *(prêts de titres adossés à un prêt d'argent) :*

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) : vote réservé (p. 6947). ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [21 décembre 1989] (p. 7006).

« Cavalier budgétaire » constitué par l'article 13 *bis* (p. 6947)

Après l'article 15 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 35 de M. Christian Pierret (porte à dix-huit mois le délai d'un an mentionné à l'article L.12 du livre des procédures fiscales) (p. 6947).

Article 16 *bis* nouveau *(plus-values de cession d'immeubles affectées à des contrats d'assurance à capital variable) :*

- *favorable* à l'amendement n° 30 du Gouvernement (suppression du financement de l'amendement) (p. 6948).

Article 17 *bis* nouveau *(extension aux copropriétés de navire de l'exonération temporaire de l'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles) :*

- *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) : vote réservé (p. 6948) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [21 décembre 1989] (p. 7006).

Après l'article 19 :

- *favorable* à l'amendement n° 27 de Mme Christine Boutin (institue une taxe de 30 p. 100 sur le chiffre d'affaires des messageries téléphoniques et télématiques faisant l'objet de publicité et diffusant des messages à caractère pornographique) (p. 6948).

Après l'article 21 :

- *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Edmond Alphandéry (institue l'option pour le prélèvement libératoire au titre de l'imposition des primes de remboursement distribuées ou réparties par des O.P.C.V.M, prévue par l'article 10 *ter* de la loi de finances pour 1990) (p. 6949).

Après l'article 26 :

- *favorable* à l'amendement n° 2 de M. François Le Garrec (accorde le bénéfice du fonds de compensation de la T.V.A aux collectivités locales ayant effectué des travaux pour le compte de l'Etat avant le 1er mars 1989) (p. 6950) ;

- *favorable* à l'amendement n° 31 du Gouvernement (précise les conditions d'application aux communes membres de groupements de l'article 17 de la loi de finances rectificative pour 1988, relatif à la variation des taux des impôts locaux) (p. 6951).

Article 27 *(modalités d'engagement d'un examen de situation fiscale personnelle) :*

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (rétablit le texte considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 6952) ; modifié et adopté après application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [21 décembre 1989] (p. 7006) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 32 du Gouvernement (prévoit que l'avis envoyé ou remis au contribuable avant l'engagement du contrôle fiscal peut comporter une demande des relevés de compte) à l'amendement n° 18 (p. 6952) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 36 de M. Gilbert Gantier (prévoit que l'avis envoyé ou remis au contribuable avant l'engagement du contrôle ne peut comporter une demande des relevés de compte) à l'amendement n° 18 (p. 6952).

Article 27 *quinquies* nouveau *(régime de la dotation globale de fonctionnement des groupements à fiscalité propre) :*

- *ses observations* (p. 6953).

« Cavalier budgétaire » constitué par l'article 27 *quinquies* nouveau (p. 6953) ;

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) : vote réservé (p. 6953) ; adoptéaprès application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [21 décembre 1989] (p. 7011).

Après l'article 28 :

- *favorable* à l'amendement n° 34 du Gouvernement (fixe le tarif de la taxe de séjour dans la commune de Saint Martin - Guadeloupe - à 5 p. 100 du prix de la nuitée et institue, au profit de la commune, une taxe de 5 p. 100 sur le prix des locations de véhicules) (p. 6954).

Impôts et taxes : fraude fiscale (Saint-Martin Guadeloupe) (p. 6954).

Article 29 *(institution d'une contribution additionnelle et d'une contribution exceptionnelle au profit du fonds de compensation des risques de l'assurance construction) :*

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (rétablit le texte considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : vote réservé (p. 6955) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [21 décembre 1989] (p. 7006).

Article 34 *bis* *(régime des opérations foncières en Guyane) :*

- *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : vote réservé (p. 6955) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [21 décembre 1989] (p. 7006) ;

- *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : vote réservé (p. 6955) ; adopté après application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [21 décembre 1989] (p. 7006).

Lecture définitive [22 décembre 1989] :

Rapporteur suppléé par : *Bonnet (Alain)* (p. 7011).

RICHARD (Lucien)

Député de la Loire-Atlantique

(9e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer un **droit à l'emprunt en faveur des étudiants (n° 829)** [28 juin 1989].

QUESTIONS

orales sans débat :

- **n° 115** posée le 6 juin 1989 : **handicapés (politique et réglementation)** (p. 1801). Appelée le 9 juin 1989 : handicapés mentaux (p. 1949, 1950, 1951).

- **n° 183** posée le 28 novembre 1989 : **textile et habillement (emploi et activité)** (p. 5684). Appelée le 1er décembre 1989 : bilan et perspectives ; modernisation (p. 5821, 5822, 5823).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Collectivités locales : dotation globale de fonctionnement (réforme du calcul) (p. 3642).

Commerce extérieur (p. 3642).

Entreprises : investissements (p. 3642).

Impôt sur le revenu :

- investissement locatif (p. 3642) ;

- revenus fonciers (abattement forfaitaire) (p. 3642).

Impôt sur les sociétés (p. 3642).

Logement (et logement social) (p. 3642).

Politique économique :

- croissance (et partage) (p. 3641) ;

- taux d'intérêt (p. 3624).

RIGAL (Jean)

Député de l'Aveyron

(2e circonscription)

Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

RIGAUD (Jean)

Député du Rhône

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 688).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 14 *(rôle des agents, techniciens, ouvriers et personnels de service (A.T.O.S.) :*

- *son* amendement n° 170 (rôle des personnels de santé pour la protection sanitaire) : rejeté (p. 2015).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Remplacé par M. Charles Fèvre : Transports collectifs : agglomérations de province (financement) (p. 4365).

RIMAREIX (Gaston)

Député de la Creuse

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822) [*J.O.* du 1er décembre 1989] (p. 14894).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 6 décembre 1989] (p. 15124).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Prix agricoles : accords communautaires sur les prix agricoles ; montants compensatoires monétaires ; taxe de coresponsabilité laitière ; quotas laitiers ; adaptation aux évolutions des marchés ; projet de loi sur les cotisations sociales agricoles [3 mai 1989] (p. 647).

- Revenu agricole pour 1989 : augmentation moyenne de 8 p. 100 ; aides de l'Etat ; sécheresse ; disparités entre agriculteurs ; répartition des quotas laitiers [22 novembre 1989] (p. 5486, 5487).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 avril 1989] :

Agriculture (p. 429).

Aménagement du territoire : aménagement régional et rural (p. 429).

Industrie (p. 429).

Plan : Xe Plan (p. 429).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

contre la motion de renvoi en commission de : *Pons (Bernard)* (p. 2736).

Principaux thèmes développés :

Conditions d'examen du projet (p. 2736, 2737).

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Article 1er *(modalités d'établissement du schéma directeur départemental des structures agricoles) :*

- *son* sous-amendement n° 190 (restitue à la commission nationale son rôle d'instance arbitrale) à l'amendement n° 50 de la commission (ajoute l'élevage hors- sol dans le champ du contrôle) : adopté (p. 2741).

Article 2 *(régime des autorisations préalables) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 53 rectifié de la commission (paragraphe I de l'article 2 : soumet à autorisation préalable les agrandissements à partir d'un certain seuil de superficies et les opérations des sociétés, des coexploitations et des indivisions) (p. 2743) ;

- *son* sous-amendement n° 194 (précise que le contrôle porte sur la superficie mise en valeur par chacun des associés) (p. 2742) à l'amendement n° 53 rectifié de la commission) : adopté (p. 2743) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 56 de la commission (paragraphe V de l'article 2 : replace le seuil du contrôle des démembrements à l'intérieur d'une fourchette) (p. 2744).

Article 18 *(domaine d'intervention des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) (S.A.F.E.R) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 195 du Gouvernement (limite l'intervention des S.A.F.E.R. aux communes rurales) (p. 2770).

Après l'article 20 :

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 213 de M. Michel Cointat (précise que tout propriétaire peut confier à une S.A.F.E.R. la mise en valeur agricole et forestière de ses immeubles) à l'amendement n° 96 corrigé de la commission (étend le rôle des S.A.F.E.R. au développement du statut du fermage) (p. 2775).

Avant l'article 28 A :

- *ses observations* sur l'amendement n° 171 de M. Ambroise Guellec (vise à alléger la charge que constitue la taxe sur le foncier non bâti par la création d'une taxe régionale sur les surfaces commerciales) (p. 2782).

Article 33 A *(établissement d'un revenu forfaitaire) :*

- *ses observations* (p. 2807, 2808).

Mode d'application de la réforme (p. 2807).

Explications de vote :

Vote pour du groupe socialiste (p. 2825).

Cotisations sociales (p. 2825).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés, avant la discussion des articles [22 novembre 1989] :

Généralités (situation économique et démographique de l'agriculture) (p. 5505).

Aménagement foncier et contrôle des structures :

- décentralisation et assouplissement (p. 5504) ;

- jeunes agriculteurs (installation) (p. 5504).

B.A.P.S.A. (démantèlement) (p. 5505).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 5504) ;

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 5504, 5505).

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Article 2 *(régime des autorisations préalables) :*

- *son* amendement n° 73 (paragraphe I : prévoit une déclaration préalable pour les opérations des sociétés lorsque la superficie se situe en-deçà du seuil de contrôle prévu) (p. 5517) : adopté (p. 5518).

Article 18 *(domaine d'intervention des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 95 du Gouvernement (prévoit la fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les SAFER peuvent apporter leur concours aux communes rurales) (p. 5525).

Article 24 *bis* *(second aménagement foncier) :*

- *son* amendement n° 102 (rétablit les conditions de majorité requise pour que le département puisse exiger une participation des propriétaires aux frais des seconds aménagements) : adopté (p. 5529).

Après l'article 32 *quater* :

Recherche végétale (p. 5536).

Tolérance pour les exploitants utilisant des semences de leur propre production (p. 5536, 5537).

Article 56 nouveau *(entremise immobilière et expertise) :*

- *son* amendement n° 79 (de suppression) : adopté (p. 5552).

Explications de vote :

Vote pour du groupe socialiste (p. 5552).

Commission mixte paritaire :

Explications de vote [6 décembre 1989] :

Commission mixte paritaire (texte) (p. 6048).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 6048) ;

- taux (p. 6048).

Parlement (rapport) (p. 6049).

Vote pour du groupe socialiste (p. 6049).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [20 décembre 1989] :

Cotisations sociales :

- assiette (p. 6923) ;

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 6923).

Sénat (texte) (p. 6923).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1989] :

Agriculture française (évolution et modernisation) (p. 4188, 4189).

Agro-alimentaire (p. 4189).

Cotisations sociales (évolution et réforme du calcul) (p. 4189).

Enseignement et formation agricoles (p. 4189).

Politique agricole commune (P.A.C.) (p. 4189).

Sécheresse (effets et indemnisation) (p. 4189).

Zones défavorisées et zones de montagne (p. 4189).

Industrie et aménagement du territoire : Tourisme. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1989] :

Crédits (p. 4279).

Organisation nationale (création de la délégation aux investissements et aux produits) (p. 4279).

Promotion touristique et Maison de la France (p. 4279).

Villages de vacances (p. 4279).

Intention de vote pour du groupe socialiste (p. 4279, 4280).

Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1989] :

Acteurs et partenaires :

- Communautés européennes : concurrence interrégionale et internationale (p. 4856) ;

- contrats de Plan Etat-Régions (p. 4856, 4857) ;

- coopération interministérielle et établissements publics (p. 4856) ;

- décentralisation (conséquences) (p. 4856, 4857) ;

- entreprises (localisation) (p. 4856) ;

- Etat (p. 4856) ;

- régions :

- déséquilibre Ile de France/province (p. 4856).

- Ile de France (aménagement) (p. 4856) ;

- villes et agglomérations (p. 4856).

Impôts et taxes : impôts locaux (péréquation) (p. 4857).

Ministère :

- crédits : montant, répartition, évolution (p. 4856) ;

- rattachement de l'aménagement du territoire au Premier ministre (p. 4856).

Organismes :

- Fonds interministériel d'aménagement du territoire (F.I.A.T.) (p. 4856) ;

- Fonds d'intervention, de développement et d'aménagement rural (F.I.D.A.R.) (p. 4856) ;

- Fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales (F.R.I.L.E.) (p. 4856).

Parlement (organisation d'un débat sur l'aménagement du territoire) (p. 4856, 4857).

Zones d'intervention : zones rurales (p. 4856).

Intention de vote pour du groupe socialiste (p. 4857).

- Déclaration du Gouvernement sur la politique énergétique de la France et débat sur cette déclaration (n° 1079).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Communautés européennes :« Europe énergétique » (p. 6367, 6368).

Communication et contrôle : Parlement - Office d'évaluation des choix technologiques (p. 6368).

Energie nucléaire : perspectives (p. 6368).

Environnement : généralités (p. 6367).

Politique énergétique : indépendance énergétique (p. 6367).

Recherche (technologie, énergies nouvelles, énergies renouvelables) (p. 6368).

Situation internationale :

- généralités (p. 6368) ;

- pays en voie de développement (p. 6368).

RIMBAULT (Jacques)

Député du Cher

(2e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à autoriser le **maintien dans le logement d'un locataire de bonne foi menacé d'expulsion (n° 600)** [18 avril 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Revendications sociales : politique sociale ; situation sociale ; politique d'austérité ; revendications ; S.M.I.C. ; montant [28 juin 1989] (p. 2582, 2583).

- Conséquences de la sécheresse : indemnisation ; problèmes de l'eau ; travaux d'hydraulique agricole [11 octobre 1989] (p. 3395, 3396).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Défense . - *Questions* [6 novembre 1989] :

Armée de métier (p. 4634).

Service national :

- appelés (p. 4634) ;

- formes civiles (p. 4634) ;

- modernisation (p. 4634).

- Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T) (n° 984).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [8 décembre 1989] :

- *soutient* la question préalable opposée par : *Lajoinie (André)* (p. 6196) : rejetée au scrutin public (p. 6200).

Principaux thèmes développés :

Désarmement (p. 6198).

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) :

- diversification des productions (p. 6199) ;

- personnels :

- droits et options offertes (p. 6197, 6198).

- effectifs (p. 6197) ;

- plan de charge (marché intérieur et marché mondial) (p. 6197, 6198, 6199) ;

- statut (société nationale) :

- concertation préalable et protocole d'accord ;

- performances attendues (p. 6198).

Indépendance nationale (p. 6197, 6198).

Parlement : Sénat (dépôt et adoption du projet) (p. 6196).

Patrimoine public (p. 6197).

RINCHET (Roger)

Député de la Savoie

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

ROBIEN (Gilles de)

Député de la Somme

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances (n° 912).

Première lecture :

Discussion des articles [29 et 30 novembre 1989] :

Article 12 *(durée du contrat et conditions de réalisation) :*

- *son* amendement n° 173 soutenu par Michel Meylan (clarifie la procédure de résiliation du contrat) : retiré (p. 5756).

Après l'article 15 :

- *son* amendement n° 179 (conditions de prise en charge par l'assureur des maladies contractées antérieurement à la souscription du contrat) (p. 5757) : rejeté (p. 5758).

Article 16 *(régime du contrat d'assurance de groupe) :*

Article L. 140-1 du code des assurances (définition du contrat d'assurance de groupe) :

- *son* amendement n° 174 (précise la définition d'assurance de groupe) (p. 5758) : rejeté (p. 5759).

Article L. 140-3 du code des assurances (cas d'exclusion de l'adhérent) :

- *son* sous-amendement n° 175 (prévoit qu'en cas de rupture du lien contractuel dans le cadre de l'assurance de groupe, l'assureur est tenu de proposer le maintien des garanties aux mêmes conditions dans le cadre d'un contrat individuel) à l'amendement n° 18 de la commission (revient au texte initial) (supprimé par le Sénat) : retiré (p. 5760).

Article L. 140-4 du code des assurances (information de l'adhérent - modification du contrat) :

- *son* amendement n° 176 (prévoit l'information des adhérents par le souscripteur de la résiliation du contrat par lettre recommandée) : devenu sans objet (p. 5760).

Après l'article L. 140-5 du code des assurances :

- *son* amendement n° 180 (pose le principe de la prise en charge par l'assureur des suites des maladies contractées antérieurement à la souscription du contrat) : rejeté (p. 5761) ;

- *son* amendement n° 181 (pose les conditions dans lesquelles l'assureur est tenu de prendre en charge les suites de maladies contractées antérieurement à l'adhésion) : rejeté (p. 5761).

Article 22 *(définition juridique des sociétés d'assurance mutuelle) :*

- *son* amendement n° 177 corrigé (supprime la possibilité pour les sociétés d'assurance mutuelle de percevoir des cotisations variables) : rejeté (p. 5779) ;

- *son* amendement n° 178 corrigé (supprime le dernier alinéa prévu pour l'article L. 322-26-1 du code des assurances) : retiré (p. 5779).

Après l'article 32 :

- *son* amendement n° 185 (étend la protection prévue par l'article L. 511-1 du code des assurances à toute personne autorisée à présenter des produits d'assurance par l'entreprise ou par le souscripteur) (p. 5798) : rejeté (p. 5799).

- Projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978).

Première lecture :

Discussion des articles [11 et 13 décembre 1989] :

Article 1er *(champ d'application du titre Ier) :*

- *son* sous-amendement n° 68 soutenu par M. Michel Meylan (introduit le risque de chômage dans le champ d'activité des organismes de prévention complémentaire) à l'amendement n° 1 de la commission (affirme le monopole des organismes désignés à cet article pour la prévoyance complémentaire - compagnies d'assurances, mutuelles, organismes de sécurité sociale ; institutions rurales - et introduit la notion de prévention dans l'acte de prévoyance) (p. 6328) : adopté (p. 6329).

Article 4 *(maintien d'une couverture complémentaire au profit des salariés et des ayants droit) :*

- *son* amendement n° 69 soutenu par M. Michel Meylan (introduit le risque du chômage dans le champ d'application de l'article) : adopté (p. 6332) ;

- *son* amendement n° 70 (plafonne les majorations des tarifs applicables aux anciens salariés ou ayants droit) (p. 6332) : adopté (p. 6334).

Article 5 *(garantie viagère) :*

- *son* amendement n° 71 soutenu par M. Michel Meylan (maintient les garanties décès et chômage jusqu'à la cessation d'activité) (p. 6426) : adopté (p. 6427).

ROCARD (Michel)

Premier ministre

DEPOTS

Lettre en date du 29 mars 1989, relative à la **consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471).**

Lettre en date du 29 mars 1989, relative à la **consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna, sur le projet de loi relatif à la répression de l'usage des produits dopants** à l'occasion des compétitions et manifestations sportives, déposé au Sénat (n° 29) (1988-1989).

Rapport relatif au **patrimoine monumental** [3 avril 1989] (p. 5).

Rapport sur l'évolution des **loyers des locaux à usage d'habitation** dans le parc locatif privé [3 avril 1989] (p. 5).

Projet de loi relatif au code de la **voirie routière** (partie législative) **(n° 532)** [3 avril 1989].

Projet de loi relatif aux **biens culturels maritimes** et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques **(n° 535)** [3 avril 1989].

Projet de loi relatif à **l'utilisation des détecteurs de métaux (n° 536)** [3 avril 1989]

Projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention relative à la conservation de la vie sauvage** et du milieu naturel de l'Europe **(n° 538)** [3 avril 1989].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement à l'article XI de la **convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (n° 539)** [3 avril 1989].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la **conservation des espèces migratrices** appartenant à la faune sauvage **(n° 540)** [3 avril 1989].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la **protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique orientale** (ensemble une annexe), et de deux protocoles, l'un relatif aux zones protégées ainsi qu'à la faune et à la flore sauvages dans la région de l'Afrique orientale (ensemble quatre annexes), l'autre relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution des mers en cas de situation critique dans la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe) **(n° 541)** [3 avril 1989].

Projet de loi modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux **modalités d'application des privatisations (n° 542)** [3 avril 1989].

Projet de loi relatif à la **sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544)** [3 avril 1989]. - Lettre en date du 18 avril 1989, relative à la consultation des assemblées territoriales de Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna, sur ce projet.

Projet de loi approuvant le **Xe Plan** (1989 - 1992) **(n° 545)** [3 avril 1989].

Lettre en date du 5 avril 1989 relative à la **consultation des assemblées territoriales, de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur le projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique** et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428).

Rapport sur la gestion de 1987 du **fonds national pour le développement du sport** [13 avril 1989] (p. 212).

Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de **sécurité routière** et en matière de contraventions **(n° 618)** [19 avril 1989].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et l'Union internationale des télécommunications concernant la tenue, l'organisation et le financement de la conférence de plénipotentiaires de l'**Union internationale des télécommunications (n° 619)** [19 avril 1989].

Projet de loi instituant la **médiation devant les juridictions de l'ordre judiciaire (n° 636)** [26 avril 1989].

Rapport sur l'avenir du **secteur public audiovisuel** ses missions et ses moyens [27 avril 1989] (p. 556).

Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la **prévention du licenciement économique** et au droit à la conversion **(n° 648)** [9 mai 1989].

Projet de loi relatif au **congé parental** et à diverses validations **(n° 649)** [9 mai 1989].

Projet de loi relatif à la création d'un **troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (n° 650)**[9 mai 1989].

Projet de loi relatif aux **conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685)** [17 mai 1989].

Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686) [17 mai 1989] ; lettres en date des 7 et 8 juin 1989, relatives à la consultation des assemblées teritoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet [*J.O.* des 8 et 9 juin 1989] (p. 7117, 7178).

Projet de loi portant dispositions relatives à la **sécurité sociale** et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers **(n° 687)** [17 mai 1989].

Projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux **allocations d'assurances des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin (n° 688)** [17 mai 1989].

Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication (n° 701)** [23 mai 1989].

Projet de loi portant **amnistie (n° 702)** [23 mai 1989].

Rapport relatif au **dispositif d'évaluation du revenu minimum d'insertion** [26 mai 1989] (p. 1303).

Rapport sur la **suppression de l'autorisation administrative de licenciement** [1er juin 1989] (p. 1528).

Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années **1990-1993 (n° 733)** [7 juin 1989].

Projet de loi autorisant la ratification d'une convention portant création de **l'Agence multilatérale de garantie des investissements** (ensemble deux annexes et deux appendices) faite à Séoul le 11 octobre 1985 et de la résolution adoptée à Washington le 30 octobre 1987, signée par la France le 22 juillet 1986 **(n° 773)** [14 juin 1989].

Lettre en date du 15 juin 1989, relative à la consultation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur le projet de loi, déposé au Sénat, relatif à la **sécurité de l'aviation civile** (n° 299) (1988-1989).

Lettre en date du 15 juin 1989, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française sur le projet de loi, déposé au Sénat, autorisant l'approbation d'une convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire de Bulgarie** (n° 298) (1988-1989).

Lettre en date du 21 juin 1989, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur le projet de loi, déposé au Sénat portant **diverses mesures relatives aux assurances** (n° 234) (1988-1989).

Projet de loi organique relatif au **financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797)** [21 juin 1989].

Projet de loi relatif à la **limitation des dépenses électorales** et à la clarification du financement des activités politiques **(n° 798)** [21 juin 1989].

Projet de loi portant réforme des **procédures civiles d'exécution (n° 888)** [2 octobre 1989].

Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) [2 octobre 1989].

Rapport sur la **protection et le contrôle des matières nucléaires pour 1988** [2 octobre 1989] (p. 3014).

Rapport sur la situation **démographique** de la **France** [2 octobre 1989] (p. 3014).

Rapport sur l'activité du **Centre national d'études spatiales** [2 octobre 1989] (p. 3015).

Rapport relatif à la **participation des communes aux dépenses des collèges** [4 octobre 1989] (p. 3134).

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République équatorienne en vue d'éviter la **double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 903)** [4 octobre 1989].

Lettre en date du 5 octobre 1989, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna se rapportant au projet de loi relatif à la **limitation des dépenses électorales** et à la clarification du financement des activités politiques **(n° 798)** [*J.O.* du 6 octobre 1989] (p. 12562).

Projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du **contentieux administratif (n° 904)** [4 octobre 1989].

Projet de loi favorisant le **retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905)** [4 octobre 1989].

Rapport sur le **recours au travail temporaire** et à durée déterminée et ses conséquences sur le marché du travail [12 octobre 1989] (p. 3553).

Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944)** [13 octobre 1989].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la **République française** et le Conseil exécutif de la **République du Zaïre** en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien en trafic international **(n° 945)** [18 octobre 1989].

Rapport sur la gestion 1988 du **Fonds national pour le développement du sport** [18 octobre 1989] (p. 3742).

Rapport d'exécution, pour 1989, de la loi de programme n° 88-12 du 5 janvier 1988, relative au **patrimoine monumental** [18 octobre 1989] (p. 3742).

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la **convention de sécurité sociale** du 16 janvier 1985 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire **(n° 983)** [25 octobre 1989].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres) **(n° 985)** [25 octobre 1989].

Projet de loi portant **amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964)** [25 octobre 1989].

Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la **sécurité sociale et à la santé (n° 986)** [25 octobre 1989].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Australie tendant à **éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 973)** [2 novembre 1989].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'**éviter les doubles impositions** (ensemble un échange de lettres) **(n° 974)** [2 novembre 1989].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des Emirats Arabes Unis en vue d'**éviter les doubles impositions (n° 975)** [2 novembre 1989].

Projet de loi relatif au code des **ports maritime** s (première partie : législative) **(n° 978)** [2 novembre 1989].

Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'**administration pénitentiaire de la Nouvelle-Calédonie** dans les corps des services extérieurs de l'administration pénitentiaire de l'Etat **(n° 981)** [8 novembre 1989].

Projet de loi visant à la mise en œuvre du **droit au logement (n° 982)** [8 novembre 1989].

Projet de loi relatif aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains **établissements assurant l'hébergement des personnes âgées (n° 983)** [8 novembre 1989].

Rapport sur l'exécution de la loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la **modernisation de la police nationale pour les années 1986-1989** [8 novembre 1989] (p. 4805).

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole additionnel à la **Charte sociale européenne (n° 1007)** [15 novembre 1989].

Projet de loi relatif à la participation des **communes** au **financement des collèges (n° 1008)** [15 novembre 1989].

Projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1845 sur la **police des chemins de fer (n° 1009)** [15 novembre 1989].

Lettre en date du 16 novembre 1989, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur le projet de loi portant **amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964).**

Lettre en date du 16 novembre 1989, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur le projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'**administration pénitentiaire de la Nouvelle-Calédonie** dans les corps des services extérieurs de l'administration pénitentiaire de l'Etat **(n° 981).**

Rapport sur la **gestion pour 1988 de l'Office national des forêts** [16 novembre 1989] (p. 5355).

Rapport sur la **gestion pour 1988 de l'Office national des forêts** [16 novembre 1989] (p. 5355).

Lettre en date du 20 novembre 1989, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la

conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (n° 538) et le projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (n° 540).**

Projet de loi de finances rectificatives pour 1989 (n° 1022) [22 novembre 1989].

Projet de loi portant **diverses dispositions relatives au temps de travail,** à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire **(n° 1023)** [22 novembre 1989].

Projet de loi relatif au corps des **Ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (n° 1024)** [22 novembre 1989].

Rapport sur la mise en œuvre des dispositions contenues dans la loi organique n° 88-226 et dans la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relatives à la **transparence financière de la vie politique** [29 novembre 1989] (p. 5743).

Projet de loi favorisant la **stabilité de l'emploi par l'adaptation du régime des contrats précaires (n° 1077)** [8 décembre 1989].

Rapport sur le **contrôle** a posteriori des **actes des collectivités locales et des établissements publics locaux** [18 décembre 1989] (p. 6804).

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1988 (n° 1169)** [20 décembre 1989].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- ***Pasquini (Pierre)* : désengagement du Gouvernement en Corse :** destruction d'édifices publics ; pillage et divulgation de dossiers confidentiels ; détournement des aides publiques ; histoire des relations entre la France et la Corse [12 avril 1989] (p. 119, 120, 121).

- ***Caro (Jean-Marie)* : situation au Liban :** attitude de la Syrie ; intervention des Communautés européennes ; délibération du Conseil de sécurité des Nations-Unies ; poursuite de l'action humanitaire de la France [19 avril 1989] (p. 283, 284, 285).

- ***Mestre (Philippe)* : actualisation de la loi de programmation militaire :** montant des crédits du ministère de la défense [26 avril 1989] (p. 438, 439, 440).

- ***Rouquet (René)* : Nouvelle-Calédonie :** assassinat en Nouvelle-Calédonie de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné ; accords de Matignon ; date des élections provinciales [10 mai 1989] (p. 715, 716, 717).

- ***Griotteray (Alain)* : sécurité dans les transports en commun :** agressions commises dans les transports en commun ; grève des personnels ; mesures de surveillance spécifiques ; création d'une brigade spéciale de police pour la sécurité des transports ferroviaires [24 mai 1989] (p. 1159, 1160).

- ***Fillon (François)* : loi de programmation militaire :** décision du Président de la République sur l'actualisation de la loi de programmation militaire ; conciliation difficile entre diminution de crédits et respect des engagements stratégiques ; consultation du Parlement [24 mai 1989] (p. 1164, 1165).

- ***Mermaz (Louis)* : Bicentenaire et sommet des Sept :** commémorations ; Paris ; importance et diversité des manifestations prévues dans la période du 14 juillet ; sécurité ; restrictions de circulation [14 juin 1989] (p. 2117, 2118).

- ***Delattre (Francis)* : avenir de la région parisienne :** politique régionale : Ile-de-France ; départements ; remodelage ; droit de vote des immigrés ; situation de l'agglomération parisienne ; transports ; logement ; déséquilibre ; concertation avec les élus locaux [28 juin 1989] (p. 2572, 2573, 2574).

- ***Borotra (Franck)* : rapports entre le Gouvernement et le pouvoir judiciaire :** fonctionnement ; affaire Luchaire ; projet de loi sur la moralisation du financement des partis politiques ; amnistie ; enrichissement personnel [28 juin 1989] (p. 2576).

- ***Méhaignerie (Pierre)* : situation sociale :** conflits de l'automne 1989 ; agents des finances ; Peugeot ; système pénitentiaire [4 octobre 1989] (p. 3089, 3090) ;

- ***Lajoinie (André)* : augmentation du pouvoir d'achat :** S.M.I.C. ; fixation à 6500 francs ; emploi [4 octobre 1989] (p. 3094, 3095, 3096).

- ***Lecuir (Marie-France)* : transports en région parisienne :** transports urbains ; fonctionnement : Ile-de-France ; schéma Eole ; gare Saint-Lazare ; gare du Nord ; gare de l'Est ; projet Météor [18 octobre 1989] (p. 3682, 3683).

- ***Moreau (Louise)* : culture islamique et émancipation de la femme :** politique à l'égard des femmes ; statut de la femme dans la culture islamique ; intégration des immigrés ; laïcité de l'Etat [8 novembre 1989] (p. 4751, 4752, 4753).

- ***Mexandeau (Louis)* : inégalités sociales :** rémunérations ; progression du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; rapport du C.E.R.C. ; constatations contraires [29 novembre 1989] (p. 5693, 5694).

- ***Colin (Daniel)* : immigration :** flux ; intégration ; comité interministériel ; immigration clandestine ; loi Pasqua ; code la nationalité ; seuil de suffisance ; débat parlementaire ; contrôles aux frontières ; statut des immigrés [13 décembre 1989] (p. 6452, 6453).

- ***Fuchs (Jean-Paul)* : Roumanie :** répression au cours du dernier week-end ; droits de l'homme ; rupture des relations diplomatiques [20 décembre 1989] (p. 6904, 6905).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le X^e^ Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 avril 1989] :

Plan : planification (techniques ; absence de chiffrage du Plan) (p. 383).

Article unique *(portant approbation du X^e^ plan) :*

Engagement de la responsabilité du Gouvernement (lecture d'une lettre par M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement) (p. 580).

- Hommage à la mémoire des **victimes de Nouvelle-Calédonie,** MM. Jean-Marie Tjibaou et Yéweiné Yéweiné [10 mai 1989] (p. 715).

- Motion de censure, jointe à une demande d'interpellation, présentée conformément à l'article 156, alinéa premier du Règlement et déposée par M. Bernard Bosson et 63 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution le 10 mai 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [16 mai 1989] :

Groupes politiques (contribution à la construction de l'Europe) (p. 904).

Institutions européennes (p. 904).

Motion de censure (signification) (p. 902).

Politique extérieure (relations franco-allemandes) (p. 903, 904).

Politiques communautaires :

- Audiovisuel (quota d'œuvres européennes) (p. 903, 904) ;

- Europe sociale (construction) (p. 903) ;

- Monnaie européenne (p. 903).

- Réglementation européenne (nécessité) (p. 903).

- Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin, M. Bernard Pons et quatre-vingt-cinq membres de l'Assemblée, le 3 juin 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [6 juin 1989] :

Etrangers :

- Immigration :
- arrêt ; statistiques (p. 1797).
- immigration clandestine (p. 1797) ;
- Immigrés :
- aide au retour (p. 1798).
- conditions de vie et de travail (p. 1798).
- délinquance et criminalité (p. 1798).
- intégration (p. 1797, 1798).
- utilisation politique (p. 1799).

Motion de censure (raisons de son dépôt) (p. 1796).

Pays en voie de développement (aide au développement et annulation de dettes) (p. 1797).

Politique extérieure :

- Chine (p. 1796, 1797).
- Iran (p. 1796) ;
- Pologne (p. 1796).

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés [19 juin 1989] :

Chaînes publiques :

- crise du secteur public audiovisuel (p. 2306) ;
- programmation (p. 2306).

Engage la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution pour l'adoption du projet de loi (p. 2306).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés [1er juillet 1989] :

Chaînes publiques :

- crise du secteur public audiovisuel (p. 2827) ;
- présidents des chaînes : présidence commune pour Antenne 2 et F.R.3 (p. 2827).

Engage la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution pour l'adoption du projet de loi (p. 2826).

- Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733).

Première lecture :

Principaux thèmes développés [3 et 4 octobre 1989] :

Défense française : doctrine :

- consensus national et opinion publique (p. 3085) ;
- dissuasion (concept) (p. 3085) ;
- socialiste (philosophie à l'égard de la défense) (p. 3085).

Etat des relations internationales : désarmement (négociations) (p. 3085).

Parlement (information, débat) (p. 3085).

Programmation :

- cohérence de la programmation (p. 3085).
- loi de 1987 (actualisation ou abrogation) (p. 3085).

Engage la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution pour l'adoption du projet de loi (p. 3085).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés [27 novembre 1989] :

Etat des relations internationales :

- Centre Europe et Allemagne (p. 5626) ;
- France (influence européenne et internationale) (p. 5626).

Engage la responsabilité du Gouvernement sur le texte considéré comme adopté en première lecture (p. 5626).

- Motion de censure déposée par M. Bernard Pons et 70 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3 de la constitution le 5 octobre 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [9 octobre 1989] :

Aéronavale (p. 3316).

Armée de l'air (équipement) (p. 3315).

Armée de terre (équipement) (p. 3315).

Armement nucléaire (p. 3315).

Défense française : doctrine :

- consensus national et opinion publique (p. 3314).
- dissuasion (p. 3315, 3316).

Etat des relations internationales :

- défense européenne (p. 3315).
- désarmement (négociations) (p. 3314, 3315, 3316) ;
- France (influence européenne et internationale) (p. 3314) ;
- relations Est-Ouest (p. 3315).

Espace (p. 3315).

Motion de censure (contenu) (p. 3316).

Opposition (p. 3316).

Personnels (effectifs, condition, recrutement) (p. 3314, 3315).

Programmation :

- cohérence de la programmation (p. 3316) ;
- crédits d'équipement (évolution) (p. 3314).
- loi de 1987 (actualisation ou abrogation) (p. 3314).

- Motion de censure déposée par MM. Pierre Méhaignerie, Charles Millon, Bernard Pons et 88 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution le 21 octobre 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [23 octobre 1989] :

Education et formation professionnelle (p. 3999).

Entreprises : investissements (p. 3999).

Fonction publique :

- conflits sociaux (p. 3999) ;
- pouvoir d'achat (p. 3999).

Gouvernement : politique générale (p. 3999).

Motion de censure : raison de son dépôt et signification (p. 3998).

Partis politiques :

- opposition (unité, division) (p. 3998, 4000) ;
- parti communiste (attitude envers le Gouvernement) (p. 4000) ;
- parti socialiste (pression sur le Gouvernement) (p. 4000).

Politique économique :

- pacte de croissance (p. 3998, 3999) ;
- pouvoir d'achat (p. 3999).

Président de la République (engagements) (p. 3999).

Recherche (dépenses publiques et crédit d'impôt) (p. 3999).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Seconde délibération des articles 4, 17, 18, 31, 34 et Etat A annexé du projet de loi [20 octobre 1989] :

Engage la responsabilité du Gouvernement (art. 49, alinéa 3, de la Constitution) pour l'adoption, en première lecture, des articles 4, 17, 18, 31 et 34 et état A de la première partie du projet de loi de finances pour 1990 dans le texte soumis à seconde délibération, modifié par les amendements n° 1 à 5 déposés par le Gouvernement (p. 3961).

Deuxième partie :

Engage la responsabilité du Gouvernement [16 novembre 1989] (p. 5354, 5355).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [19 décembre 1989] :

Constitution (p. 6852).

Parlement :

- Assemblée nationale : améliorations apportées au projet (p. 6852) ;

- article 49, alinéa 3, de la Constitution (usage) (p. 6852).

Engage la responsabilité du Gouvernement (p. 6852).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé (n° 966).

Première lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1989] :

Article 6 précédemment réservé *(revalorisation des pensions pour 1990) :*

Engage la responsabilité du Gouvernement sur cet article et l'ensemble du projet de loi (p. 5875, 5876).

Lecture définitive [19 décembre 1989] :

Engage la responsablité du Gouvernement (p. 6853).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Principaux thèmes développés :

Engage la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution pour l'adoption du projet de loi [6 décembre 1989] : .

Amenagement du territoire :

- Ile-de-France (taxe sur les bureaux et compte d'affectation spéciale) (p. 6009) ;

- Renault (site de Billancourt) (p. 6009, 6010).

Parlement (Assemblée nationale) :députés (incidents survenus lors de la manifestation du 5 décembre 1989) (p. 6010).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 décembre 1989] :

Engage la responsabilité du Gouvernement (p. 6956).

Aménagement du terrltoire : Ile-de-France (taxe sur les bureaux) (p. 6956).

Parlement : Assemblée nationale : article 49, alinéa 3, de la Constitution (usage) (p. 6956).

- Motion de censure déposée par MM. Bernard Pons, Pierre Méhaignerie, Charles Millon et 119 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 19 décembre 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [21 décembre 1989] :

Gouvernement :

- article 49-3 de la Constitution (utilisation) (p. 7001) ;

- attitude à l'égard du Parlement (p. 7001).

Parlement :

- Assemblée nationale :

- amendements du Gouvernement (dépôt tardif) (p. 7002).

- commissions (délais d'examen des textes) (p. 7002).

- ordre du jour (p. 7002).

- questions écrites (délai de réponse) (p. 7003).

Professions médicales :

- conventionnement (séparation des médecins généralistes et des spécialistes) (p. 7003, 7004) ;

- honoraires (p. 7003, 7004) ;

- prescriptions (évolution) (p. 7004, 7005).

Professions paramédicales : pharmaciens (p. 7005).

Santé publique : égalité d'accès aux soins (p. 7004).

Sécurité sociale : dépenses de santé (maîtrise) (p. 7004).

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)

Député de la Corse-du-Sud

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation en Corse : revendications et grèves en Corse ; travaux de l'Assemblée régionale [5 avril 1989] (p. 43, 44).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [18, 19 et 20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Après l'article 2 :

- *son* amendement n° 53 soutenu par M. Philippe Auberger (étend à la Corse le régime fiscal des investissements dans les D.O.M. défini par l'article 199 undecies du code général des impôts) (p. 3736) ; rejeté (p. 3737).

Après l'article 5 :

- *son* amendement n° 52 (réduit à 18, 75 p. 100 le taux de la T.V.A. applicable aux ventes de véhicules automobiles immatriculés en Corse) : non soutenu (p. 3768).

Après l'article 12 :

- *son* amendement n° 54 soutenu par M. Philippe Auberger (étend à la Corse le bénéfice du régime des investissements outre-mer) : rejeté (p. 3834).

ROCHEBLOINE (François)

Député de la Loire

(3e circonscription)

U.D.C.

S'inscrit au groupe de l'Union du centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648) [*J.O.* du 16 juin 1989] (p. 7522).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L 323-4 du code du travail relatif à **l'emploi des handicapés (n° 789)** [14 juin 1989].

Proposition de loi tendant à **réglementer** la commercialisation, la possession et l'utilisation des **postes émetteurs récepteurs** fonctionnant sur les **canaux banalisés (n° 914)** [12 octobre 1989].

Proposition de loi tendant à **interdire la publication** dans la presse d' **informations** relatives à certains **actes de violence (n° 929)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Manifestations privées ; coût des prestations de gendarmerie et de police : manifestations sportives ; prestations de gendarmerie et de police ; tarifs [18 octobre 1989] (p. 3693).

orales sans débat :

- n° 188 posée le 28 novembre 1989 : **politique extérieure (U.R.S.S.)** (p. 5684). Appelée le 1er décembre 1989 : évènements survenus en Arménie ; aide et attitude de la France (p. 5820, 5821).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance (n° 560).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1989] :

Anciens combattants : commission tripartite (p. 592)

Combattant volontaire de la Résistance (C.V.R) :

- croix du (p. 592) ;

- décret d'application de la loi (p. 592) ;

- forclusions (levée) (p. 590) ;

- statut (p. 591, 592) ;

- témoins nécessaires à la reconnaissance de la qualité du - (p. 591).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 1er *(mission du système éducatif) :*

- *son* amendement n° 230 soutenu par M. Germain Gengenwin (substitue la notion de conseiller d'orientation à celle de personnel d'orientation) (p. 1958) : devenu sans objet (p. 1959).

Article 7 *(orientation) :*

- *son* amendement n° 231 soutenu par M. Germain Gengenwin (prévoit l'association des centres d'information et d'orientation) : retiré (p. 1992).

Article 13 *(rôle des enseignants) :*

- *son* sous-amendement n° 232 soutenu par M. Germain Gengenwin (intervention des conseillers d'orientation) à l'amendement n° 32 corrigé de la commission (intervention des psychologues scolaires dans les choix d'orientation) : rejeté (p. 2013).

Article 17 *(projet d'établissement et coopération entre les établissements d'enseignement) :*

- *son* amendement n° 233 soutenu par M. Bruno Durieux (centres d'information et d'orientation) : rejeté (p. 2025).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [18 et 19 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) :*

- *son* amendement n° 71 soutenu par M. Germain Gengenwin (relève à 3 500 francs la déduction forfaitaire minimum pour frais professionnels) : rejeté (p. 3727).

Après l'article 9 :

- *son* amendement n° 293 soutenu par M. Edmond Alphandéry (porte à 20 000 francs la déduction de l'actif successoral pour les frais funéraires) : rejeté (p. 3810) ;

- *son* amendement n° 292 soutenu par M. Edmond Alphandéry (porte à 350 000 francs l'abattement sur les successions et donations entre conjoints ou en ligne directe) : rejeté (p. 3811).

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1989] :

Anciens combattants et victimes de guerre :

- anciens combattants d'Afrique du Nord (statut) (p. 4139, 4140) ;

- appareillage (sourds de guerre) (p. 4140).

- prisonniers de guerre (Vietminh) (p. 4140).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite : rapport constant (p. 4138).

Pensions de réversion : veuves, ascendants et orphelins (p. 4139).

Secrétariat d'Etat aux anciens combattants :

- crédits (p. 4138) ;

- information historique (mémoire, médias) (p. 4140) ;

- Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) (p. 4140).

Questions :

Remplaçant M. Loïc Bouvard : Anciens combattants et victimes de guerre : anciens combattants d'Afrique du Nord (statut) (p. 4151, 4152).

Solidarité, santé et protection sociale. - *Questions* [10 novembre 1989] :

Handicapés : centres d'aide par le travail - C.A.T. (Loire) (p. 4937).

Retraites : assurance veuvage (p. 4938).

Santé publique : maladie d'Alzheimer (personnes atteintes - centre de Saint-Chamond) (p. 4945).

Explications de vote [16 novembre 1989] :

Motion de censure (art. 49, alinéa 3 de la Constitution) (p. 5341).

Vote contre du groupe U.D.C. (p. 5341).

RODET (Alain)

Député de la Haute-Vienne

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p. 6848).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Industrie et aménagement du territoire : Tourisme) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 24 : **industrie et aménagement du territoire : Tourisme (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Politique économique et sociale [22 juin 1989] :

Communautés européennes : fraude fiscale (lutte : coopération entre les pays membres) (p. 2378).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le X• Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 avril 1989] :

Aménagement du territoire : aménagement régional et rural (p. 424).

Industrie (p. 424).

Plan : planification (techniques de - ; absence de chiffrage du Plan) (p. 423).

Politique économique : emploi (p. 424).

- Projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance (n° 560).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1989] :

Combattant volontaire de la Résistance (C.V.R) :

- croix (p. 597) ;

- forclusions (levée) (p. 597) ;

- statut (p. 597) ;

- témoins nécessaires à la reconnaissance de la qualité du combattant (p. 597) ;

- titre (reconnaissance) (p. 597).

- Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du livre deuxième du code rural ainsi que certains articles du code de la santé publique (n° 632).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1989] :

Elevage et prophylaxie :

- Etat (rôle) (p. 940) ;

- groupements de défense sanitaire (G.D.S.) (p. 940) ;

- T.V.A. sur les opérations de prophylaxie (p. 940).

Vétérinaire (profession) : définition et organisation (p. 940).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Communautés européennes :

- contribution du budget français (p. 3659).

- mouvements de capitaux et marché unique (p. 3659).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre : Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1989] :

Fonction publique :

- crise (p. 4263) ;

- grille indiciaire (réforme) (p. 4263) ;

- modernisation (revalorisatio - recherche de productivité) (p. 4263) ;

- politique salariale (p. 4263).

Industrie et aménagement du territoire : tourisme. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [27 octobre 1989] :

Crédits (p. 4274, 4275).

Organisation nationale (création de la délégation aux investissements et aux produits) (p. 4275).

Parlement (information) (p. 4274).

Promotion touristique et Maison de la France (p. 4275).

Résultats de la saison de 1989 (p. 4274).

Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire . - *Questions* [9 novembre 1989] :

Villes et agglomérations (cas de Limoges) (p. 4875).

Commerce et artisanat. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Artisanat :

- Institut supérieur des métiers et Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers (C.E.P.A.M.) (p. 4896).

Zones rurales :

- commerce non sédentaire (exonération de T.I.P.P, taxe professionnelle et représentation dans les commissions d'urbanisme commercial) (p. 4891) ;

- stations-service (et prorogation du fonds de modernisation de distribution des carburants) (p. 4891).

- Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances (n° 912).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [29 novembre 1989] :

Inscrit contre la question préalable opposée par : *Lajoinie (André)* (p. 5727).

Principaux thèmes développés :

Généralités :

- activités du secteur des assurances :

- chiffre d'affaires et bénéfices (p. 5734).

- évolution (p. 5734).

- placements et épargne (p. 5727, 5734) ;

- situation à l'échelon européen et mondial (p. 5727) ;

- structures : restructuration (p. 5727).

Assurance dommages :

- assurance obligatoire pour la construction immobilière (p. 5734) ;

- libre prestation de services (p. 5727).

Assurés (protection) (p. 5734).

Communautés européennes :

- concurrence européenne (p. 5727) ;

- marché intérieur (réalisation) (p. 5727).

Entreprises d'assurances : bilan comptable (p. 5734).

Modernisation juridique : contrats d'assurance libellés en devises

Parlement :

- saisine au fond de la commission des lois (p. 5734) ;

- Sénat (modifications adoptées) (p. 5734).

Professions et personnels des assurances : courtiers (p. 5734).

- Déclaration du Gouvernement sur les perspectives de la Communauté européenne après le Conseil européen de Strasbourg et débat sur cette déclaration (n° 1080).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Espagne et Portugal (entrée dans la Communauté) (p. 6416).

Europe sociale (charte sociale) (p. 6416).

République fédérale d'Allemagne :

- intangibilité des frontiéres (p. 6416) ;

- réunification avec la République démocratique allemande (p. 6416).

ROGER-MACHART (Jacques)

Député de la Haute-Garonne

(5e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p. 6848).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648) [*J.O.* du 16 juin 1989] (p. 7522).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Industrie et aménagement du territoire : industrie) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Membre de la commission des affaires étrangéres [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 21 : **industrie et aménagement du territoire : industrie (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Visite de Yasser Arafat : relations franco-israéliennes ; droits du peuple palestinien ; reconnaissance d'Israël par l'O.L.P. [26 avril 1989] (p. 440, 441).

- Framatome : énergie nucléaire [11 octobre 1989] (p. 3395).

à un ministre :

- Politique économique et sociale [22 juin 1989] :

Entreprises : décret d'application sur la réduction d'impôt applicable aux investissements dans les entreprises nouvelles (p. 2377, 2378).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Discussion des articles [26 avril 1989] :

Article unique *(portant approbation du Xe plan) :*

Plan : procédure d'élaboration (non respect de la loi de 1982) (p. 471).

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 848).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Emploi dans l'entreprise (maintien, prévention du licenciement) :

- gestion préventive de l'emploi (p. 1208) ;

- groupements de prévention agréés (p. 1211).

- PME-PMI (conventions d'aide au conseil) (p. 1209).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Emploi (p. 3642).

Entreprises : investissements (p. 3642).

Impôt sur les sociétés (p. 3642).

Politique économique :

- croissance (et partage) (p. 3642, 3643) ;

- franc (p. 3642) ;

- inflation (p. 3642).

Président de la République (engagements) (p. 3643).

Recherche (dépenses publiques et crédit d'impôt) (p. 3642).

Revenu minimum d'insertion (p. 3643).

Secteur public : dotations en capital aux entreprises publiques et acquisitions réalisées par elles (p. 3643).

Première partie :

Discussion des articles [19 et 20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Article 9 *(aménagement de la fiscalité relative au logement) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 312 de M. Jean-Yves Chamard (porte à 20 p. 100 le taux de déduction forfaitaire sur le revenu des propriétés urbaines ne bénéficiant pas du dispositif de la loi Méhaignerie) (p. 3809).

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Article 13 (précédemment réservé) *(régime du crédit d'impôt-recherche) :*

- *soutient* l'amendement n° 362 de M. Christian Pierret (propose une nouvelle rédaction de l'article) (p. 3846) ; adopté après rectification (p. 3847).

Après l'article 13 (amendements précédemment réservés) :

- *soutient* l'amendement n° 29 corrigé de la commission (étend le bénéfice du crédit d'impôt-recherche aux dépenses de création, de conception et de collections effectuées par les entreprises de l'industrie textile) (p. 3858) ; rejeté (p. 3860) ;

- *soutient* l'amendement n° 30 de la commission (étend le bénéfice du crédit d'impôt-formation aux chefs d'entreprises individuelles) (p. 3860) ; rejeté (p. 3861).

Après l'article 17 :

- *son* amendement n° 335 soutenu par M. Alain Richard (institue la déductibilité, du bénéfice imposable, de la rente viagère représentative du prix de cession de fonds de commerce dont les propriétaires font valoir leurs droits à la retraite) (p. 3869) ; retiré (p. 3870).

Deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Aviation civile et météorologie ; Budget annexe de la navigation aérienne. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [31 octobre 1989] :

Aménagement du territoire (p. 4393).

Aviation civile :

- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4392) ;

- industrie aéronautique (Airbus) (p. 4390, 4392, 4393).

Nagivation aérienne :

- compagnies aériennes (redéfinition du paysage aéronautique français) (p. 4393) ;

- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4393) ;

- trafic aérien (augmentation) (p. 4393).

Météorologie nationale : crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4393).

Transport aérien européen et international (organisation) (p. 4393).

Intention de vote pour du groupe socialiste (p. 4393).

Industrie et aménagement du territoire : Industrie. - *Examen du*

fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur [9 novembre 1989] :

Entreprises industrielles :

- compétitivité (p. 4813) ;

- création d'entreprises (p. 4813) ;

- normalisation (p. 4814) ;

- petites et moyennes industries (P.M.I.) (p. 4813) ;

- politique industrielle (p. 4813).

Impôts et taxes :

- crédit impôt-recherche (p. 4813) ;

- droits de mutation (p. 4813) ;

- impôt sur les sociétés (p. 4813) ;

- taxe professionnelle (p. 4813).

Ministère : crédits (montant, évolution, répartition) (p. 4813).

Président de la République (engagements) (p. 4815).

Recherche :

- Agence nationale de valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) (p. 4814) ;

- grands programmes technologiques (p. 4813).

Secteur public :

- caisse de financement du secteur public industriel (p. 4815) ;

- dénationalisations (p. 4814, 4815) ;

- dotations en capital et financement (p. 4814) ;

- endettement (p. 4814) ;

- Etat (rôle) (p. 4814).

ROSSI (André)

Député de l'Aisne

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310, 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation en Corse : revendications et grèves en Corse ; situation générale dans l'île [5 avril 1989] (p. 45, 46).

à un ministre :

- Transports [11 mai 1989] :

Transports ferroviaires : tracé (T.G.V. Est) (p. 768).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [26 avril 1989] :

Article unique *(portant approbation du Xe plan) :*

- *son* amendement n° 69 soutenu par M. Hervé de Charette (approuve le principe d'un espace monétaire intégré) (p. 500) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 501) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581).

ROSSI (José)

Député de la Corse-du-Sud

(1re circonscription)

U.D.F

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation en Corse : attentats ; situation d'anarchie ; destruction de la chambre d'agriculture ; attitude du préfet de police ; programme gouvernemental sur la Corse [15 novembre 1989] (p. 5147, 5148).

à un ministre :

- Fonctionnaires et agents publics [6 avril 1989] :

Corse : revendications des fonctionnaires (p. 67).

Formation professionnelle et promotion sociale (p. 67).

Salaires (p. 66).

Services publics : choix de carrière (p. 67).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] :

Après l'article 1er :

- *son* amendement n° 6 (amnistie les infractions commises avant le 14 juillet 1988 à l'occasion des événements de Corse) (p. 2688) : adopté au scrutin public (p. 2691).

- Projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal (n° 693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [10 octobre 1989] :

Code pénal (intérêt et opportunité de la réforme) (p. 3353, 3354).

Drogue (lutte et condamnation) (p. 3356).

Irresponsabilité :

- erreur de droit (p. 3355) ;

- légitime défense (p. 3356, 3357).

Jurisprudence (rôle, place et influence du projet de loi) (p. 3354).

Justice (renforcement des moyens et modernisation) (p. 3354).

Peines :

- de substitution (p. 3356) ;

- hiérarchie (p. 3356).

- individualisation (p. 3356) ;

- sûreté (période) (p. 3357).

Personnes morales (responsabilité pénale) :

- champ d'application (p. 3355) ;

- conditions de mise en œuvre (p. 3355) ;

- principe (p. 3354, 3355).

Discussion de l'article unique et annexe [11 et 12 octobre 1989] :

Article 113-8 du code pénal (application de la loi pénale française dans le cas de victimes françaises) :

- *son* amendement n° 131 (renforce la protection des victimes françaises en supprimant l'exigence d'une durée d'emprisonnement de cinq ans en cas de délit) : adopté (p. 3381).

Article 121-2 du code pénal (responsabilité pénale des personnes morales) :

- *ses observations* (p. 3405) ;

- *son* amendement n° 132 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (exclut du champ d'application de la responsabilité des personnes morales l'ensemble des collectivités publiques) (p. 3420) : devenu sans objet (p. 3425) ;

- *son* amendement n° 133 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (précise que la responsabilité pénale des personnes physiques ne peut être engagée en même temps que celle des personnes morales et, pour les mêmes faits, qu'en cas de faute personnelle qui leur serait imputable) : adopté (p. 3425).

Article 121-4 du code pénal (définition de l'auteur de l'infraction) :

- *son* amendement n° 134 (étend la définition de l'auteur d'une infraction à toute personne qui, par don ou machination, aura provoqué un crime ou un délit) : retiré (p. 3428).

Article 121-6-1 du code pénal (instigation) :

- *son* amendement n° 135 (de suppression) : retiré (p. 3431).

Article 122-1 du code pénal (irresponsabilité pénale ou atténuation de la responsabilité pénale en cas de troubles mentaux) (p. 3433) :

- *son* amendement n° 136 (supprime la possibilité pour la juridiction de décider que la peine sera exécutée dans un établissement pénitentiaire spécialisé) : adopté (p. 3434) ;

- *son* amendement n° 137 (prévoit de confier à la juridiction la décision de placement et à une commission tripartite le pouvoir de statuer sur la sortie du malade) : retiré (p. 3435).

Article 122-2-1 du code pénal (irresponsabilité pénale en cas d'erreur de droit) :

- *son* amendement n° 138 (de suppression) : retiré (p. 3436).

Article 122-4 du code pénal (irresponsabilité pénale en cas de légitime défense) :

- *son* sous-amendement n° 176 (prévoit que seule la disproportion manifeste entre les moyens et la gravité de l'atteinte exclut le cas de légitime défense) à l' amendement n° 36 corrigé de la commission (prévoit la légitime défense uniquement pour les cas d'atteinte à la personne sauf s'il y a disproportion entre les moyens de défense et la gravité de l'atteinte) (p. 3441) : rejeté (p. 3442) ;

- *son* sous-amendement n° 175 (prévoit que seule la disproportion manifeste entre les moyens et la gravité exclut le cas de légitime défense) à l'amendement n° 2 du Gouvernement (prévoit la légitime défense en cas d'atteinte à une personne ou à un bien, sauf s'il y a disproportion entre les moyens de défense et la gravité de l'atteinte) : devenu sans objet (p. 3442).

Article 131-4 du code pénal (échelle des peines d'emprisonnement) :

- *son* amendement n° 139 (prévoit que l'échelle des peines d'emprisonnement peut être écartée lorsque la loi en dispose autrement pour certaines infractions correctionnelles) (p. 3461) ; rejeté (p. 3462).

Article 131-5 du code pénal (peines privatives ou restrictives de droits pouvant remplacer l'emprisonnement) :

- *son* amendement n° 140 (ajoute à la liste l'interdiction d'utilisation des cartes de crédit) : adopté après modifications (p. 3466).

Article 131-11 du code pénal (faculté pour le juge de ne prononcer que l'une ou plusieurs des peines complémentaires encourues) :

- *son* amendement n° 172 (prévoit que, pour les délits seulement, la juridiction peut ne prononcer que la peine complémentaire ou l'une ou plusieurs des peines complémentaires encourues) : adopté (p. 3469).

Article 131-14 du code pénal (peines de substitution à l'amende pour les contraventions de la cinquième classe) :

- *son* amendement n° 141 (de conséquence) : adopté après modifications (p. 3470).

Après l'article 131-19 :

- *son* amendement n° 142 corrigé (de conséquence) : adopté après modifications (p. 3472).

Article 131-35 du code pénal (peines criminelles et correctionnelles) :

Amendement n° 161 de M. François Asensi (de conséquence) : devenu sans objet (p. 3478).

Article 131-36 du code pénal (taux minimum de l'amende criminelle ou correctionnelle) :

- *son* amendement n° 143 corrigé (fixe uniquement le montant maximum de l'amende) : rejeté (p. 3479).

Article 131-39 du code pénal (taux maximum de l'amende contraventionnelle) :

- *son* amendement n° 144 (fixe uniquement le montant maximum de l'amende) : devenu sans objet (p. 3481).

Article 131-43 (effets de la dissolution de la personne morale) :

- *son* amendement n° 145 (modalités d'application de la liquidation d'une personne morale qui relève de la compétence d'un tribunal étranger) : retiré (p. 3483).

Article 132-8 du code pénal (peine applicable en cas de récidives criminelle ou correctionnelle) :

- *son* amendement n° 147 (étend l'application de la récidive, ainsi régie, à l'ensemble des crimes et délits) : retiré (p. 3485).

Article 132-9 du code pénal (peine applicable en cas de récidives criminelle ou correctionnelle punies de un à dix ans d'emprisonnement) :

- *son* amendement n° 148 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (de conséquence) : retiré (p. 3486).

Article 132-12 du code pénal (récidive de peine criminelle ou correctionnelle à crime) :

- *son* amendement n° 149 deuxième correction soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (prévoit que les amendes sont proportionnelles aux possibilités financières de la personne morale) : retiré (p. 3487) ;

- *son* amendement n° 260 (prévoit que le montant maximum est de vingt millions de francs quand le contrevenant n'est pas une entreprise) : retiré (p. 3487).

Article 132-18 du code pénal (motivation spéciale des peines d'emprisonnement sans sursis d'une durée inférieure ou égale à quatre mois) :

- *son* amendement n° 173 (prévoit une motivation générale pour les peines d'emprisonnement en matière correctionnelle) : devenu sans objet (p. 3492).

Explications de vote :

Code pénal (intérêt de la réforme) (p. 3529, 3530).

Justice (renforcement des moyens et modernisation) (p. 3529).

Peines :

- individualisation (p. 3530).

- hiérarchie (p. 3530) ;

- sûreté (période) (p. 3530).

Personnes morales (responsabilité pénale) : principe (p. 3530).

Procédure parlementaire envisagée pour la réforme globale du code pénal (p. 3530).

Abstention du Groupe U.D.F. (p. 3530).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1989] :

Fonctionnement de la justice : modernisation (p. 5140).

Magistrature :

- « malaise » (p. 5140) ;

- rémunérations et primes (p. 5140).

Tribunaux : parc immobilier (modernisation) (p. 5140).

ROSSINOT (André)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Dotation globale de fonctionnement : finances locales ; indexation ; T.V.A ; politiques communautaires [4 octobre 1989] (p. 3091, 3092).

ROUDY (Yvette)

Député du Calvados

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Vice-présidente de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur l'**égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1181)** [20 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Enfance martyre : statistiques sur l'enfance martyre ; campagne d'information et présentation d'un film français ; dépôt au Sénat d'un projet de loi relatif à la protection des mineurs ; rôle des conseils généraux [26 avril 1989] (p. 441).

- Application du R.M.I. : recensement des personnes concernées ; accueil et insertion des allocataires [17 mai 1989] (p. 931, 932).

- Etablissements scolaires, port de symboles à caractère religieux : cultes ; laïcité ; voile islamique ; soumission de la femme [25 octobre 1989] (p. 4118, 4119).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Emploi (généralités) : femmes (égalité professionnelle) (p. 1205).

Licenciement : généralités : femmes (vulnérabilité) (p. 1204, 1205).

Discussion des articles [25 mai 1989] :

Après l'article 21 :

- *son* amendement n° 128 soutenu par Mme Hélène Mignon (tend à renforcer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) : adopté (p. 1285).

- Projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645).

Première lecture :

Principaux thèmes dévelppés avant la discussion des articles [13 juin 1989] :

Enfants :

- adolescents (hypothèse d'un statut de la prémajorité) (p. 2088) ;

- sévices sexuels (p. 2089).

Femmes (mauvais traitements) (p. 2089).

Parents (sanctions pénales, déchéance de l'autorité) (p. 2081).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [3 juillet 1989] :

Après l'article 10 *quater* :

- *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (prévoit la réouverture des délais de recours et de prescription pour les crimes commis sur mineurs, à l'âge de la majorité des victimes) (p. 2894).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1989] :

Enfants :

- délaissement (p. 2937)

- sévices sexuels et violences (report des délais de prescription) (p. 2937).

- Projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurances des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin (n° 668).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1989] :

Femmes : égalité professionnelle des hommes et des femmes (harmonisation européenne) (p. 2344).

Discussion des articles [21 juin 1989] :

Avant l'article 5 :

- *son* amendement n° 26 (rend obligatoire le plan pour l'égalité professionnelle dans les entreprises de plus de cinquante salariés) : retiré (p. 2354).

Article 5 *(réexamen des clauses des conventions collectives conformément au principe européen de « l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes ») :*

- *son* amendement n° 27 (prévoit que l'harmonisation des conditions des hommes et des femmes se fera dans le respect des droits acquis par les femmes) (p. 2355) : adopté (p. 2358) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 30 de M. Gilbert Millet (précise que les négociations ne pourront remettre en cause les droits acquis par les femmes) (p. 2358).

- Projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 646).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 octobre 1989] :

Famille :

- familles défavorisées (p. 2995).

Protection maternelle et infantile :

- collectivités locales (compétence du département) (p. 2995).

- missions (p. 2995).

ROUQUET (René)

Député du Val-de-Marne

(9e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Nouvelle-Calédonie : assassinat en Nouvelle-Calédonie de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné ; accords de Matignon ; date des élections provinciales [10 mai 1989] (p. 715, 716, 717).

- Situation en Arménie : U.R.S.S. ; tremblement de terre ; reconstruction ; blocus du Haut-Karabakh ; pont aérien ; attitude de la France [6 décembre 1989] (p. 6034, 6035).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du livre deuxième du code rural ainsi que certains articles du code de la santé publique (n° 632).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1989] :

Animaux de compagnie :

- évolution des comportements (p. 941) ;

- vivisection (p. 941).

Discussion des articles [17 mai 1989] :

Article 3 *(extension des compétences territoriales de certains agents ; responsabilité des propriétaires en matière de prophylaxie collective ; nature des rémunérations prévues dans ce cadre) :*

- *son* amendement n° 28 soutenu par M. François Patriat (amélioration du contrôle de la vivisection) : retiré (p. 955).

ROYAL (Ségolène)

Député des Deux-Sèvres

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

QUESTIONS

à un ministre :

- Agriculture [1er juin 1989] :

Agriculteurs : jeunes agriculteurs (p. 1467).

- Industrie [8 juin 1989] :

Aménagement du territoire : inégalités des régions, développement local (p. 1877).

orales sans débat :

- n° 99 de : *Duvaleix (Paul)* : fruits et légumes (fraises). Appelée le 26 mai 1989 : productions ; revendications ; concurrence étrangère ; importations d'Espagne (p. 1300, 1301).

- n° 100 posée le 23 mai 1989 : **lait et produits laitiers (quotas de production Poitou-Charentes)** (p. 1148). Appelée le 26 mai 1989 : pénalités ; conséquences (p. 1300, 1301).

- n° 145 posée le 27 juin 1989 : **impôt sur le revenu (bénéfices agricoles) :** provisions pour calamités agricoles ; création (p. 2559).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 8 *(calendrier scolaire) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 185 de M. François d'Aubert (limite à dix jours la durée de deux périodes de vacances scolaires) (p. 1996).

- Projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juin 1989] :

Enfants :

- droits (et convention de l'O.N.U. sur les droits de l'enfant) (p. 2090) ;

- sévices sexuels (p. 2090).

Parents (sanctions pénales, déchéance de l'autorité) (p. 2090).

Prévention et lutte contre les mauvais traitements (personnes et professions compétentes) :

- magistrats et services judiciaires (p. 2090).

- personnels sociaux et médicaux (p. 2090).

Discussion des articles [13 juin 1989] :

Après l'article 10 :

- *son* amendement n° 42 (tend à protéger l'avenir des enfants abandonnés et les procédures d'adoption en interdisant toute publicité qui permettrait leur identification) (p. 2107) : adopté (p. 2108).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [3 juillet 1989] :

Article 10 ter *(suppression de la peine de prison en cas de délaissement d'un enfant dans l'hypothèse où les circonstances ont permis d'assurer sa santé et sa sécurité) :*

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rétablit cet article) (p. 2892, 2893).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1989] :

Enfants : délaissement (p. 2938).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

c) *Mesures diverses.*

Article 27 *(taxe sur les entreprises exploitant des autoroutes à péage) :*

ses *observations* (p. 3901) ; aménagement du territoire (p. 3901).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Après l'article 26 :

- *son* amendement n° 29 (reconnaît au preneur la propriété de ce qu'il a construit, planté sur le fonds loué ou incorporé à celui-ci pendant la durée du bail) : retiré (p. 5530).

Article 27 quater *(droit au renouvellement du bail du conjoint copreneur qui poursuit l'exploitation) :*

- *son* amendement n° 44 corrigé (donne au copreneur le droit au renouvellement du bail même en cas de départ d'un ou plusieurs copreneurs) : rejeté (p. 5532).

Après l'article 53 :

- *son* amendement n° 110 soutenu par M. Pierre Estève (précise que les parties peuvent se faire assister ou représenter devant le tribunal paritaire de baux ruraux par un membre ou un salarié d'une organisation syndicale agricole) : adopté (p. 5551).

ROYER (Jean)

Député de l'Indre-et-Loire

(1re circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [2 novembre 1989] :

Chômage : indemnisation : U.N.E.D.I.C (p. 4452).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- généralités (p. 4452) ;

- stages (p. 4452).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- organismes : Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E) (p. 4452).

Commerce et artisanat. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Grandes surfaces :

- commission d'urbanisme commercial (autorisations et parts de marché) (p. 4894) ;

- ouverture dominicale (p. 4894).

RUFENACHT (Antoine)

Député de la Seine-Maritime

(7e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Sécurité dans les trains : grèves à la S.N.C.F. à la suite d'agressions dans les trains ; lutte contre l'insécurité ; mesures envisagées pour assurer le fonctionnement normal du service public ; création d'un service de police des chemins de fer [24 mai 1989] (p. 1165, 1166).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Questions* [30 et 31 octobre 1989] :

Transports ferroviaires :

- liaison Paris-Le Havre (p. 4378) ;

- Normandie (modernisation de la desserte ferroviaire) (p. 4371).

Remplaçant M. Roland Nungesser : Transports fluviaux : schéma directeur (p. 4377).

Equipement, logement, transports et mer : Mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [31 octobre 1989] :

Aides (p. 4412).

Armement naval (fiscalité) (p. 4412).

Cabotage (p. 4412).

Littoral (protection et aménagement) (p. 4411).

Marine marchande (p. 4411).

Pavillon :

- Kerguelen (immatriculation) (p. 4412) ;

- pavillon français (p. 4412).

Pêches maritimes (p. 4411).

Ports maritimes et activités portuaires (p. 4411).

S

SAINT-ELLIER (Francis)

Député du Calvados

(1ère circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à adapter les structures commerciales en milieu rural (n° 458) [1er juin 1989] (p. 1529).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (commerce extérieur) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome II : **commerce extérieur (n° 925)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 74 posée le 18 avril 1989 : **commerce extérieur (COFACE)** (p. 278). Appelée le 21 avril 1989 : bilan et perspectives (p. 377, 378).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1989] :

Enseignants :

- condition universitaire (revalorisation des carrières) (p. 4550) ;

- recrutements (p. 4550).

Etudiants :

- effectifs (p. 4550).

- inscriptions universitaires :

- droits d'inscription (p. 4551).

- sélection à l'entrée (p. 4551).

Universités :

- autonomie (p. 4550) ;

- constructions neuves (p. 4550) ;

- premiers cycles universitaires (p. 4550, 4551).

Commerce extérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des question* s. Rapporteur pour avis [6 novembre 1989] :

Balance commerciale :

- déficit (p. 4579, 4580) ;

- par pays ou zone : généralités (p. 4580) ;

- par secteur :

- industrie :

- aéronautique (et comptabilisation des Airbus) (p. 4579).

- biens d'équipement (importation) (p. 4580).

- solde industriel (p. 4579).

C.O.F.A.C.E. (p. 4580, 4581).

Communautés européennes : aides à l'exportation (réglementation) (p. 4580).

Entreprises : exportation et implantation à l'étranger (aides de l'Etat et attitude des entreprises) (p. 4580).

G.A.T.T. (et « Uruguay Round ») (p. 4580).

Ministère du commerce extérieur :

- actions entreprises :

- charte nationale de l'exportation (p. 4580).

- contrats de plan Etat-régions (p. 4580) ;

- crédits :

- généralités (p. 4580).

- avis défavorable de la commission de la production et des échanges (p. 4581) ;

- organismes et structures :

- Agence pour la coopération technique, industrielle et commerciale (p. 4580) ;

- Centre français du commerce extérieur (p. 4580) ;

- directions régionales du commerce extérieur (p. 4580).

Taxes parafiscales (pénalisation de l'exportation) (p. 4580, 4581).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 décembre 1989] :

Commerce extérieur : C.O.F.A.C.E. (p. 5897, 5898).

SAINTE-MARIE (Michel)

Député de la Gironde

(6e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

SALLES (Rudy)

Député des Alpes-Maritimes

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la modification de l'article **L 341-15 du code de la sécurité sociale (n° 661)** [10 mai 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Grève des notes dans l'éducation nationale : craintes quant à l'organisation du baccalauréat ; rappel des obligations de service des enseignants [3 mai 1989] (p. 647, 648).

- Sécurité dans les stations estivales : commémoration du bicentenaire de la Révolution française ; mobilisation des forces de police ; absence des forces de police dans les stations de vacances ; sécurité des biens et des personnes [14 juin 1989] (p. 2123, 2124, 2125).

- Médecins ; convention nationale : conventions avec les praticiens ; contrats de santé ; actes médicaux ; quotas ; exercice de la profession [18 octobre 1989] (p. 3686, 3687).

orales sans débat :

- **n° 203** posée le 12 décembre 1989 : **laboratoires d'analyses (politique et réglementation)** (p. 6421). Appelée le 15 décembre 1989 : actes de biologie médicale ; nomenclature (p. 6643).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 666).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignants : revalorisation (p. 1894).

Enseignement (généralités) : loi de programmation (absence) (p. 1894).

Enseignement primaire et secondaire : baccalauréat (objectif des 80 p. 100) (p. 1893).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Enseignants : formation (instituts universitaires de formation des maîtres - I.U.F.M.) (p. 4527).

Personnels non enseignants : Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (p. 4526).

Intérieur. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Police : effectifs (p. 5041).

Economie, finances et budget : Charges communes. - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Budget annexe de l'Imprimerie nationale. - Budget annexe des Monnaies et médailles. - *Questions* [15 novembre 1989] :

Rapatriés :

- personnes âgées (indemnisation accélérée) (p. 5199).

- sépultures en Afrique du Nord (p. 5199).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 et 7 décembre 1989] :

Législation :

- déconfiture (régime) (p. 5985) ;

- loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (adaptation) (p. 5985) ;

- loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises (extension aux débiteurs civils) (p. 5985, 5986).

Projet de loi (dispositions proposées) :

- commission départementale de conciliation : fonctionnement et mission (p. 5986) ;

- procédure judiciaire (p. 5986).

- Rappel au règlement : demande une réunion du bureau de l'Assemblée pour traiter des brutalités commises par les forces de l'ordre sur des parlementaires [5 décembre 1989] (p. 6003).

- Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 décembre 1989] :

Généralités : Etat (conséquences de l'amnistie sur l'autorité de l'Etat) (p. 6743).

Gendarmerie (gendarmes tués à Fayaoué) :

- hommage (p. 6743) ;

- volonté des familles (p. 6743, 6744).

SANMARCO (Philippe)

Député des Bouches-du-Rhône

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

SANTA CRUZ (Jean-Pierre)

Député du Jura

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 30 septembre 1989] (p. 12327).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 30 septembre 1989] (p. 12327).

SANTINI (André)

Député des Hauts-de-Seine

(10e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701) [*J.O.* du 28 juin 1989] (p. 8033).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation en Arménie : U.R.S.S. ; blocus du Haut Karabakh ; ravitaillement aérien ; reconstruction après le séisme ; nationalités ; attitude de la France [6 décembre 1989] (p. 6030, 6031).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel et débat sur cette déclaration (n° 651).

Principaux thèmes développés [9 mai 1989] :

Audiovisuel (généralités) :

- Europe (politique audiovisuelle ; production européenne ; quotas de diffusion ; sommet de Rhodes) (p. 681) ;

- producteurs d'émissions télévisées (p. 681).

Télévision :

- chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R.3 (complémentarité/spécificité des chaînes publiques ; hypothèse d'une présidence commune pour les deux sociétés ; rôle de F.R.3) (p. 683, 683) ;

- économie mixte (p. 683) ;

- missions et objectifs (p. 680) ;

- programmes (production, création et diffusion) (p. 681) ;

- publicité (ressources ; taxe pour le soutien à la création) (p. 682) ;

- redevance (et remboursement des exonérations) (p. 682) ;

- Société française de production (S.F.P.) (p. 681).

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 juin 1989] :

Chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R. 3 : coordination et création d'une centrale d'achat commune (cinéma) (p. 2303) ;

- contrats d'objectifs pluriannuels (p. 2304) ;

- programmation (p. 2303).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er juillet 1989] :

Chaînes publiques : Antenne 2 - F.R. 3 : coordination et création d'une centrale d'achat commune (cinéma) (p. 2826).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication. - *Questions* [25 octobre 1989] :

Audiovisuel :

- télévisions :

- Antenne 2 (p. 4099).

- financement (p. 4099).

- publicité (p. 4100).

Intérieur. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Collectivités locales : dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) (p. 5441).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [14 novembre 1989] :

Arts et spectacles : création (soutien) (p. 5065).

Bicentenaire de la Révolution française : opération « Tuileries 89 » (p. 5065, 5066).

Collectivités locales : province (équilibre Paris - province) (p. 5064).

Ministère de la culture : directeurs d'administration centrale (p. 5066).

Patrimoine :

- grandes institutions et grands travaux :

- généralités (gestion et coût) (p. 5064).

- Paris : Opéra de la Bastille (p. 5063) ;

- musées : œuvres d'art (entraves à la libre circulation internationale - « *Les noces de Pierrette* » de Picasso) (p. 5065).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Deuxième partie : *Moyens des services et dispositions spéciales.*

Titre II : *Dispositions permanentes.*

I. - Mesures concernant la fiscalité.

Article 28 précédemment réservé *(création d'une taxe sur la surface des bureaux de la région d'Ile-de-France) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 59 de M. Patrick Devedjian (supprime la distinction entre bureaux privés et bureaux publics) (p. 5967).

SANTROT (Jacques)

Député de la Vienne

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Fiscalisation des districts : finances locales ; dotation globale de fonctionnement ; fiscalité locale ; conséquences ; coopération intercommunale [7 juin 1989] (p. 1814, 1815).

SAPIN (Michel)

Député des Hauts-de-Seine

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Président de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le 1er alinéa de l'article 33 du règlement de l'Assemblée nationale (n° 647) [11 mai 1989] (p. 820).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428) [*J.O.* du 12 mai 1989] (p. 6030).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 25 mai 1989] (p. 6575).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471) [*J.O.* du 19 mai 1989] (p. 6322).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 2 juin 1989] (p. 6889).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165) [*J.O.* du 27 mai 1989] (p. 6671).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 2 juin 1989] (p. 6888).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652) [*J.O.* du 10 juin 1989] (p. 7289).

Président de cette commission [*J.O.* du 16 juin 1989] (p. 7522).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544) [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7423).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (n° 702) [*J.O.* du 17 juin 1989] (p. 7569).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 23 juin 1989] (p. 7823).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Président de cette commission [*J.O.* du 23 juin 1989] (p. 7823).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 23 juin 1989] (p. 7823).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685) [*J.O.* du 24 juin 1989] (p. 7894).

Président de cette commission [*J.O.* du 28 juin 1989] (p. 8033).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

Président de cette commission [*J.O.* du 13 décembre 1989] (p. 15492).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944) [*J.O.* du 13 décembre 1989] (p. 15492).

Vice-président et rapporteur de cette commission [*J.O.* du 16 décembre 1989] (p. 15660).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un concours d'entrée à l'école nationale d'administration (n° 650) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Président de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15812).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15767).

Président de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15813).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la **proposition de résolution (n° 647)** de **M. Louis Mermaz** et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier **le premier alinéa de l'article 33 du Règlement de l'Assemblée nationale (n° 679)** [11 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 1110)** [15 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique (n° 1115), adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L.O. 148 du code électoral **(n° 1124)** [18 décembre 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Fonctionnaires et agents publics [6 avril 1989] :

Formation professionnelle et promotion sociale (p. 71).

- Police et sécurité [20 avril 1989] :

Terrorisme (espagnol) (p. 323).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [12 avril 1989] :

Après l'article 9 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 9 de la commission (possibilité de créer des zones d'aménagement différé en dehors des zones urbaines et des zones d'aménagement différé) (p. 161).

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Première lecture :

Discussion des articles [18 avril 1989] :

Après l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 57 de la commission des lois (possibilité pour la Commission des opérations de bourse de suspendre ou retirer l'agrément accordé aux sociétés de bourse et aux autres professionnels du marché) (p. 261).

Article 5 *(séquestre et consignation judiciaires ; sanctions pécuniaires prononcées par la Commission des opérations de bourse)* :

- *ses observations* sur le sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 71 de la commission des lois (définition des catégories d'infractions pouvant donner lieu à injonction de la Commission des opérations de bourse et à sanctions pécuniaires prononcées par elle) (p. 264) ;

- *favorable* à l'amendement n° 72 de la commission des lois (possibilité pour la Commission des opérations de bourse de prononcer des sanctions pécuniaires à l'encontre des auteurs des pratiques visées à l'article 8) (p. 266).

Sanctions prononcées par les autorités administratives indépendantes (p. 266) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 95 de M. Philippe Auberger (notification des sanctions et de leurs motifs au parquet) à l'amendement n° 72 de la commission des lois (p. 267)

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 616).

Discussion des articles [11 mai 1989] :

Après l'article 14 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 32 de la commission (impose l'installation d'un éthylotest dans tous les véhicules à partir du 1er janvier 1991) (p. 806).

Après l'article 12 (précédemment réservé) :

- *favorable* à l'amendement n° 74 de M. Jean-Yves Chamard (supprime la suspension administrative du permis à compter du 1er janvier 1992) (p. 813) ;

- *favorable* à l'amendement n° 45 corrigé de M. Gilbert Millet (supprime la suspension administrative du permis) (p. 813) ;

- *favorable* à l'amendement n° 28 de la commission (ramène la durée de suspension administrative du permis de six à trois mois et d'un an à six mois) (p. 813).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [27 juin 1989] :

Article 10 *(institution et mécanisme du permis à points) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Pierre Lequiller (prévoit la saisine de l'autorité judiciaire par l'autorité administrative pour la décision de retrait du permis de conduire ; impose que la remise du permis de conduire au préfet donne lieu à injonction de l'autorité administrative après la décision de retrait prise par le tribunal) (p. 2547).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le premier alinéa de l'article 33 du règlement de l'Assemblée nationale (n° 647).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [16 mai 1989] :

Commissions permanentes (p. 888).

Commission spéciale :

- effectif (augmentation) (p. 888) ;

- constitution (p. 888).

Constitution : article 43 (p. 888).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Observations sur le rappel au règlement de : *Mazeaud (Pierre) :* procédure d'examen des amendements en commission (p. 1385) ;

Observations sur le rappel au règlement de : *Toubon (Jacques) :* travail de la commission des lois ; examen des amendements en vertu de l'article 88 du règlement (p. 1386) ;

Observations sur le rappel au règlement de : *Pandraud (Robert) :* procédure d'examen des amendements en commission (p. 1386).

Avant l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 14 de M. Gilbert Millet (répression des crimes et délits d'inspiration raciste) (p. 1399).

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 93 de M. Pierre Mazeaud (supprime à l'étranger âgé de 18 ans la possibilité de bénéficier de plein droit de la carte de séjour) (p. 1483, 1485).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [4 juillet 1989] :

Observations sur le rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) (p. 2948).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] :

Après l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Michel (amnistie les faits constituant des fautes passibles de sanctions professionnelles sauf si la réintégration de personnels devait faire peser sur l'employeur des sacrifices excessifs) (p. 2693, 2694) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 2 de M. Jacques Brunhes (accorde à tout salarié, élu du personnel, représentant ou délégué syndical, qui a été licencié pour une faute amnistiée en vertu de la loi n° 88-828 du 20 juillet 1988, la possibilité d'obtenir sa réintégration dans son emploi) (p. 2693, 2694) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 9 de Mme Muguette Jacquaint (donne aux salariés protégés le droit de bénéficier de l'amnistie et d'être réintégrés dans leur emploi) à l'amendement n° 2 de M. Jacques Brunhes (p. 2693, 2694).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798)

Première lecture :

Discussion des articles [5 et 6 octobre 1989] :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

Article L. 52-7 du code électoral (réglementation des dons privés) :

- *défavorable* à l'amendement n° 167 de M. Pierre-André Wiltzer (plafonne l'ensemble des versements en espèces à 20 p. 100 des dépenses totales) (p. 3176).

Article L. 52-10 du code électoral (commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 69 de M. Gilbert Millet (de suppression) (p. 3208) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3208).

Après l'article L. 52-10 du code électoral :

- *ses observations* sur l'amendement n° 23 de la commission (prévoit que la commission n'a pas le pouvoir de fixer le montant de l'amende, toujours égal au montant du dépassement des dépenses) (p. 3211).

Complexité des procédures juridictionnelles (p. 3211).

Article L. 52-15 du code électoral (action de propagande en faveur d'une liste) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 105 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 3213) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3213).

Article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 (retrait d'agrément ; défalcation des suffrages obtenus pour le montant de l'aide publique au financement) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3268) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 124 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 3268).

Article 15 *(déductibilité fiscale des dons consentis aux candidats d'un parti politique) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 84 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 3277).

Extension des dispositions relatives à la déductibilité fiscale des dons aux mandataires (p. 3277).

Article 16 *(modification de l'article 168 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 51 de la commission (affirme le caractère légitime des dons consentis par les sociétés dans les limites et les conditions prévues par le projet de loi) (p. 3283).

Après l'article 16 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 52 de la commission (institue une peine d'exclusion des marchés publics de cinq ans à l'encontre des entreprises dont les versements aux partis excéderaient les plafonds fixés) (p. 3284).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1989] :

Article 9 *(collecte des dons consentis aux partis et groupements politiques) :*

Article 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 36 de la commission (prévoit qu'une personne physique de nationalité étrangère peut effectuer un don au profit d'un parti politique) (p. 6083).

Article 19 *bis* A *(frais de transports des candidats aux élections en Guyane et en Polynésie française) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 42 de la commission (prévoit d'exclure des dépenses de campagne les frais de transport maritime et aérien exposés entre les îles des départements et territoires d'outre-mer) (p. 6088).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1989] :

Sénat (vote relatif au texte adopté par la commission mixte paritaire) (p. 6972, 6973).

- Projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal (n° 693).

Première lecture :

Discussion de l'article unique et annexe [11 et 12 octobre 1989] :

Article 121-2 du code pénal (responsabilité pénale des personnes morales) :

- *défavorable* à l'amendement n° 196 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 3410).

Article 131-37 du code pénal (peines particulières susceptibles d'être prononcées à l'encontre des personnes morales) :

- *favorable* à l'amendement n° 6 du Gouvernement (exclut l'application de la peine de dissolution et de la peine de placement pour les partis politiques et les syndicats professionnels) (p. 3480) ;

- *favorable* à l'amendement n° 68 de la commission (exclut l'application de la peine de dissolution et de la peine de placement sous surveillance pour les partis politiques et les syndicats professionnels) (p. 3480) ;

- *son* sous-amendement n° 27 (exclut l'application de la peine de dissolution aux institutions représentatives du personnel) à l'amendement n° 68 de la commission : adopté (p. 3481).

Article 132-22 du code pénal (principe de la personnalisation des peines) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 106 de la commission (dispose que la juridiction prononce les peines et fixe leur régime en tenant compte des circonstances de l'infraction et de la personnalité de l'auteur) (p. 3512).

Circonstances atténuantes (prise en compte) (p. 3512).

- Projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif (n° 904).

Première lecture :

Seconde délibération du projet de loi [21 novembre 1989] :

Après l'article 2 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 1 de M. Pierre Mazeaud (prévoit que les membres du corps des tribunaux administratifs comptant huit ans de service dont trois dans une cour administrative d'appel sont susceptibles d'être inscrits au tableau d'avancement pour la nomination au poste de président du tribunal administratif) (p. 5439).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1989] :

Observations sur le rappel au règlement de : *Clément (Pascal)* (p. 5461).

- Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances (n° 912).

Première lecture :

Discussion des articles [29 et 30 novembre 1989] :

Article 17 *(Conseil national des assurances) :*

Article L. 411-1 du code des assurances (composition du Conseil national des assurances :

- *ses observations* sur l'amendement n° 159 du Gouvernement (institue trois comités au sein du Conseil national des assurances) (p. 5769) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 71 de la commission des finances (prévoit que les modalités des désignations des suppléants seront déterminées par décret) (p. 5770).

- Observations sur le rappel au règlement de : *Salles (Rudy)* [5 décembre 1989] (p. 6004).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Discussion des articles [7 décembre 1989] :

Article 1er *(ouverture de la procédure de règlement amiable) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 121 rectifié de M. Jacques Brunhes (prévoit que la procédure relative au règlement des difficultés liées au surendettement est entièrement juridictionnelle) (p. 6111).

Après l'article 7 :

- *son* sous-amendement oral (rédactionnel) à l'amendement n° 153 de M. François Colcombet (supprime la saisine en référé) adopté (p. 6146).

Avant l'article 9 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 187 de M. François Colcombet soutenu par Mme Denise Cacheux (prévoit qu'un établissement de crédit ne peut se prévaloir d'une caution d'une personne physique lorsqu'elle est manifestement disproportionnée à ses biens et revenus) (p. 6150).

Article 9 *(offre de crédit permanent ; formule type de cautionnement) :*

- *ses observations* sur le sous-amendement oral du Gouvernement (ne rend pas obligatoire l'échelonnement du remboursement) (p. 6151) ;

- *son* sous-amendement oral (précise que l'échelonnement du remboursement est obligatoire sauf volonté contraire du débiteur) à l'amendement n° 69 de la commission (précise les modalités d'offre pour les crédits permanents) : adopté (p. 6152).

Article 10 *bis* *(fichier national des incidents de paiement) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 36 de la commission de la production (autorise les établissements de crédit à conserver leur fichier) (p. 6164) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 180 de M. Eric Raoult (autorise les établissements de crédit à conserver leur fichier) (p. 6164).

Après l'article 10 *quinquies* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 159 de Mme Denise Cacheux (interdit aux établissements de crédit le démarchage à domicile auprès d'enfants mineurs) (p. 6169).

- Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L.O. 148 du code électoral (n° 1115).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 décembre 1989] :

Incompatibilités parlementaires (p. 6827).

Représentation du conseil régional par un parlementaire au sein d'un organisme local (p. 6827, 6828).

SARKOZY (Nicolas)

Député des Hauts-de-Seine

(6e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 26 mai 1989] (p. 6627).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 22 septembre 1989] (p. 11945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et au réglement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Charte des contribuables : libertés publiques ; catégories concernées par l'abattement de 20 p. 100 ; renversement de la charge de la preuve [6 décembre 1989] (p. 6024, 6025).

SARRE (Georges)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- *Schreiner (Bernard) (Bas-Rhin)* : retards des vols sur les lignes aériennes intérieures françaises : Transports aériens : lignes intérieures françaises ; retards ; reprise du trafic aérien depuis 1986 ; système de contrôle ; saturation ; perspectives ; contrôleurs aériens ; recrutement ; concertation avec les partenaires européens de la France [21 juin 1989] (p. 2320).

- *Metzinger (Charles)* : sécurité routière : mortalité routière en France ; campagne d'information : « Faisons la route ensemble » ; participation des médias ; régles de sécurité ; bons conducteurs ; récompense [21 juin 1989] (p. 2323, 2324).

orales sans débat de :

- *Le Foll (Robert)* (n° 92) : police (personnel) : personnel originaire des D.O.M. ; revendications [12 mai 1989] (p. 829, 830).

- *Mandon (Thierry)* (n° 91) : recherche (établissements) : Institut de recherche et de chimie appliquée ; emploi et activité [12 mai 1989] (p. 830).

- *Tibéri (Jean)* (n° 87) : publicité (publicité extérieure : Paris) : implantation de panneaux publicitaires sur des péniches [12 mai 1989] (p. 830, 831, 832).

- *Bourg-Broc (Bruno)* (n° 98) : police (fonctionnement : Marne) : Châlons-sur-Marne ; effectifs de police [26 mai 1989] (p. 1298, 1299).

- *Coussain (Yves)* (n° 104) : voirie (routes) : R.N. 122 ; aménagement ; desserte d'Aurillac [26 mai 1989] (p. 1299, 1300).

- *Léonard (Gérard)* (n° 164) : S.N.C.F. (T.G.V.) : T.G.V. Est ; financement [13 octobre 1989] (p. 3548).

- *Deniau (Xavier)* (n° 163) : transports fluviaux (voies navigables) : canal de Briare ; fermeture [13 octobre 1989] (p. 3549).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 818).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 mai 1989] :

Alcoolisme au volant (lutte) (p. 755).

Amnistie (remise en cause) (p. 757).

Automobile (place dans la société contemporaine et liberté d'aller et venir) (p. 756).

Automobiles (contrôle technique ; amélioration de la sécurité et de l'équipement) (p. 755, 756).

Automobilistes : éducation et formation (p. 755, 756, 757).

Commission « Giraudet » relative à la sécurité routière (propositions) (p. 755).

Communauté européenne (harmonisation des réglementations) (p. 756).

Délits routiers (renforcement de la répression (p. 754)

Information (des automobilistes) (p. 755).

Juge (rôle du - dans la constatation des infractions) (p. 755).

Permis de conduire :

- à points (p. 756) ;

- suspension administrative du - (p. 757).

Poids lourds et véhicules de transports en commun (réglementation de la conduite) (p. 756).

Réseau routier et autoroutier (amélioration et résorption des points noirs) (p. 756).

Vitesse (limitation) (p. 755, 757).

Discussion des articles [11 mai 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Pierre Lequiller (contrôle technique des véhicules tous les cinq ans) (p. 774) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 71 de M. Pierre Lequiller (impose l'inscription, sur les ordonnances et les boîtes de médicaments, des effets des médicaments sur la conduite) (p. 775).

Article 1er *(création d'une amende forfaitaire minorée) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 64 de M. Charles Fèvre (étend la minoration des amendes aux contraventions pour stationnement) (p. 777).

Article 10 *(institution et mécanisme du permis à points) :*

Article L. 11-1 du code de la route.

- *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Charles Févre (précise que les contraventions visées par le permis à points sont énumérées par la loi) (p. 781) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Charles Fèvre (précise que les contraventions de stationnement ne donnent pas lieu à retrait de points) (p. 782).

Article L. 11-2 du code de la route.

- *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Charles Fèvre (introduit plus de souplesse dans le mécanisme de la perte de points) (p. 782) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 52 de M. Charles Fèvre (introduit plus de souplesse dans le mécanisme de la perte de points) (p. 782).

Article L. 11-4 du code de la route.

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Serge Charles (suppression du texte proposé pour l'article L. 11-4 du code de la route) (p. 784) ;

- *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (précise que les dispositions de l'article 799 du code de procédure pénale ne sont pas applicables à la perte de points affectant le permis de conduire) (p. 785).

Article L. 11-5 du code de la route.

- *défavorable* à l'amendement n° 55 de M. Francis Delattre (saisine de l'autorité judiciaire qui décide du retrait de permis) (p. 786) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Charles Fèvre (prévoit que la remise du permis de conduire au préfet donne lieu à injonction de l'autorité judiciaire et non de l'autorité administrative) (p. 786) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 57 de M. Charles Fèvre (délai d'un mois entre l'injonction et le retrait effectif du permis de conduire) (p. 787) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Gilbert Millet (remplace la suppression par la suspension pendant un an du permis de conduire) (p. 788) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Serge Charles (suppression du permis pour une durée de dix-huit mois lorsqu'une des infractions est constitutive d'un délit et pour une durée de six mois dans les autres cas) (p. 789) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Serge Charles (suppression du permis pour une durée de six mois) (p. 789) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 58 corrigé de M. Serge Charles (suppression du permis pour une durée de six mois) (p. 789) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Serge Charles (variation de la durée de la suppression du permis de conduire entre trois et douze mois) (p. 789).

Article L. 11-6 du code de la route.

- *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Xavier Dugoin (rend obligatoire une formation spécifique pour le titulaire d'un permis qui est l'auteur d'un des délits prévus à l'article 11-1 du code de la route) (p. 802) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 7 de la commission de la production (réattribue, après dix ans, les points perdus du fait de contraventions passibles d'une amende forfaitaire) (p. 802).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [27 juin 1989] :

Article 10 *(institution et mécanisme du permis à points) :*

- *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale pour l'article L. 11-1 du code de la route) (p. 2546) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Roger Gouhier (prévoit des dispositions particulières pour les automobilistes professionnels salariés qui peuvent justifier de l'obligation d'utiliser un véhicule) (p. 2545) ;

- *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (impose que l'automobiliste soit informé, dès le relevé de l'infraction, de l'existence d'un traitement automatisé des points et de son droit d'accès au fichier ; prévoit que la perte des points soit porté à la connaissance de l'automobiliste par simple lettre) (p. 2547) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Pierre Lequiller (prévoit la saisine de l'autorité judiciaire par l'autorité administrative pour la décision de retrait du permis de conduire ; impose que la remise du permis de conduire au préfet donne lieu à injonction de l'autorité administrative après la décision de retrait prise par le tribunal) (p. 2547) ;

- *soutient* l'amendement n° 15 du Gouvernement (suppression du permis de conduire pour une durée d'un an) : rejeté au scrutin public (p. 2549) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Jean-Yves Chamard (instaure un système de « bonus-malus » pour le permis de conduire à points) (p. 2550).

Article 10 ter *(annulation du permis de conduire en cas de récidive, d'homicide ou de blessures involontaires commises en état d'imprégnation alcoolique) :*

- *soutient* l'amendement n° 16 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 2551).

Article 12 *(introduction du dispositif du permis à points dans la loi concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 12 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2552).

Après l'article 12 :

- *défavorable à* l'amendement n° 21 de M. Jean-Yves Chamard (abrogation de la législation sur la suspension administrative du permis de conduire à compter du 1er janvier 1992) (p. 2552).

Après l'article 14 :

- *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Jean-Yves Chamard (installation d'éthylotest dans les automobiles à partir du 1er janvier 1993) (p. 2553).

Article 19 *(dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi de programme) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 13 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2554).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 10 :

- *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (supprime la fixation à douze du nombre de points du permis de conduire résultant du sous-amendement n° 25 de M. Jean-Yves Chamard) (p. 2555). : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2556) ; adopté avec l'ensemble du projet de loi (p. 2557) ;

- Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 615) et proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, tendant à modifer les compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion en matière de transport (n° 668).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : discussion commune [2 juin 1989] :

Décentralisation (p. 1545).

Développement économique des départements d'outre-mer (p. 1545).

Transports aériens et maritimes :

- organisation (p. 1545) ;

- uniformisation des compétences entre collectivités territoriales et régions d'outre-mer (p. 1545).

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Lecture définitive [1er juillet 1989] :

- *ses observations* (p. 2835, 2836).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er juillet 1989] :

Sécurité technique : responsabilités pour infraction aux règles de sécurité (p. 2842).

Terrorisme aérien (fouille des personnes et des biens) : personnes habilitées au contrôle (p. 2842).

Transports aériens : accroissement du trafic et multiplication des intervenants (p. 2842).

Discussion des articles :

Article 2 *(sanctions pénales applicables en cas de mise en service ou de conduite d'aéronefs non conformes aux règles de sécurité) :*

- *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2845) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Lefort (rend obligatoire, pour l'un des pilotes, la possession d'une licence d'officier mécanicien navigant ou d'ingénieur navigant) (p. 2846).

Article 12 *(délits commis à l'encontre ou dans l'enceinte des aéroports) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 7 de la commission (de précision) (p. 2846) ;

Article 13 *(instauration de la règle de la compétence universelle) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) (p. 2847).

Article 14 *(dispositions organisant la fouille des personnes et des biens) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Jean-Claude Lefort (supprime les policiers et gendarmes auxiliaires de la liste des personnes habilitées à la visite des personnes) (p. 2847) ;

- *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2847) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement de M. Gérard Gouzes (rédactionnel) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 2849).

Après l'article 18 :

Etudes relatives à la répression de l'état d'imprégnation alcoolique chez le pilote (p. 2850).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière.
- *Réponses aux questions* [30 et 31 octobre 1989] :

Routes : Communautés européennes (harmonisation des conditions de travail des transporteurs routiers) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 4381).

Sécurité routière :

- Communautés européennes (harmonisation des législations) (MM. Jean-Pierre Fuchs, René Dosière et Jean-Pierre Baeumler) (p. 4364, 4366, 4379, 4380) ;

- Etats généraux de la sécurité routière (organisation) (M. Jean-Pierre Fourré) (p. 4384, 4385).

Transports fluviaux :

- Communautés européennes (harmonisation des législations) (M. Marc Dolez) (p. 4385, 4386) ;

- liaison Rhin - Rhône (M. Michel Jacquemin) (p. 4363) ;

- réseau (entretien et restauration) (M. Jacques Brunhes) (p. 4366) ;

- schéma directeur (M. Roland Nungesser remplacé par M. Antoine Rufenacht) (p. 4377, 4378).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [22 décembre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des campagnes électorales et des partis politiques (p. 7009).

SAUMADE (Gérard)

Député de l'Hérault

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

SAUVAIGO (Suzanne)

Député des Alpes-Maritimes

(6e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

à un ministre :

- Transports [11 mai 1989] :

Transports aériens : retards préjudiciables aux usagers (p. 772).

Transports ferroviaires : sécurité (p. 772).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à l'accueil des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 820).

Première lecture :

Discussion des articles [12 mai 1989] :

Article 8 *(régime des successions et libéralités) :*

- *son* amendement n° 6 : devenu sans objet (p. 863).

SAVY (Robert)

Député de la Haute-Vienne

(1ère circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur du projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du président de la République et de celle des députés (n° 797) [30 juin 1989] (p. 2759).

Rapporteur du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) [30 juin 1989] (p. 2759).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un concours d'entrée à l'école nationale d'administration (n° 650) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15767).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15813).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 798) relatif à la limitation des **dépenses électorales** et à la clarification du **financement des activités politiques (n° 892)** [2 octobre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 797) relatif au **financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République** et de celle des **députés (n° 893)** [2 octobre 1989].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Réglement, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **cadre juridique des campagnes électorales (n° 901)** [3 octobre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1018), modifié par le Sénat, relatif à la limitation des **dépenses électorales** et à la clarification du **finencement des activités politiques (n° 1045)** [29 novembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 1019), modifié par le Sénat, relatif au **financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République** et de celle des députés **(n° 1048)** [29 novembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des **dépenses électorales** et à la clarification du **financement des activités politiques (n° 1131)** [19 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en nouvelle lecture, sur le projet de loi (n° 1114), modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif à la limitation des **dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 1170)** [21 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en vue de la lecture définitive du projet de loi (n° 1173) relatif à la limitation des **dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 1174)** [22 décembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarificationdu financement des activités politiques (n° 798) et projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles ; discussion commune [4 octobre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 3103, 3104).

Campagnes électorales :

- financement :

- commission nationale de contrôle des comptes de campagne (composition et mission) (p. 3105).

- comparaisons internationales (p. 3103, 3104, 3105).

- comptes de campagne (contrôle) (p. 3103, 3105).

- financement public (p. 3105).

- plafonnement des dépenses (p. 3103, 3104, 3105).

- sanctions (régime) (p. 3105).

- transparence des ressources (p. 3103, 3104) ;

- généralités :

- campagne présidentielle (p. 3104).

- propagandes électorales (limitation des moyens matériels et interdiction de la publicité politique) (p. 3105).

Loi du 11 mars 1988 (dispositif et limites) (p. 3103, 3104).

Partis politiques :

- financement :

- association de financement (p. 3105).

- financement et dons privés (p. 3103, 3105).

- financement public (p. 3105).

- historique législatif (p. 3103).

- transparence des ressources (p. 3104, 3105) ;

- statut et liberté d'exercice (p. 3105).

Président de la République (propositions) (p. 3103).

Vie publique (moralisation) (p. 3103, 3104).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798)

Rapporteur.

Première lecture :

Discussion des articles [5 et 6 octobre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 55 de M. Jacques Brunhes (déclaration des membres du Gouvernement et des responsables des partis politiques sur leur situation patrimoniale dans les 15 jours suivant leur entrée en fonction) (p. 3143).

- *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Jacques Brunhes (déclaration des élus locaux sur leur situation patrimoniale dans les 15 jours suivant leur entrée en fonction) (p. 3144).

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

- *ses observations* (p. 3148).

Article L. 52-4 du code électoral (définition du candidat présumé) :

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (de précision) : adopté (p. 3148) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (précise la notion de candidat présumé) : adopté (p. 3151) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 134 de M. Jean-Pierre Delalande (précise la notion de candidat présumé) (p. 3149) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 100 de M. Pierre Mazeaud (précise la notion de candidat présumé) (p. 3149) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 196 de M. Emmanuel Aubert (substitue l'accord formel à l'accord tacite du candidat) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 3151).

Article L. 52-5 du code électoral (obligation de créer une association électorale pour recueillir des dons) :

- *défavorable* à l'amendement n° 135 de M. Jean-Pierre Delalande (supprime l'article L. 52-5 du code électoral) (p. 3151, 3152, 3153) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 183 de M. Jacques Barrot (étend la formule ju ridique permettant de recueillir un financement privé ; modifie les conditions de dissolution des associations électorales) (p. 3154) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 163 de M. Pierre Lequiller (instauration d'un agent électoral) (p. 3154) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 101 de M. Pierre Mazeaud (limite à une durée de six mois précédant le premier jour du mois d'une élection l'obligation de créer une association électorale) (p. 3157) ;

- défavorable à l'amendement n° 164 de M. Pierre-André Wiltzer (limite à une durée de six mois précédant le premier jour du mois d'une élection l'obligation de créer une association électorale) (p. 3157) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 57 de M. Gilbert Millet (étend les formules juridiques permettant de recueillir des fonds) (p. 3159) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Pierre Mazeaud (rend facultative la création d'une association électorale) (p. 3159) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. Pierre-André Wiltzer (remplace l'association électorale par l'institution d'un mandataire) (p. 3159) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (permet au candidat de recourir, soit à l'association électorale, soit au mandataire) : adopté après rectification (p. 3161) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Pierre Lequiller (remplace l'association électorale par l'institution d'un agent électoral officiel) (p. 3159) ;

- *favorable* à l'amendement n° 136 de M. Jean-Pierre Delalande (de forme et de précision) (p. 3161).

Article L. 52-6 du code électoral (statut de l'association électorale) :

- *défavorable* à l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Delalande (supprime l'article L. 52-6 du code électoral proposé) (p. 3162).

Liberté d'association (p. 3162) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Delalande (supprime la disposition selon laquelle un candidat ne peut donner son accord qu'à une seule association électorale) (p. 3164) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (prévoit l'obligation pour une association électorale d'ouvrir un compte bancaire unique qui retrace la totalité des opérations financières) : rejeté (p. 3165). ;

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (autorise l'association à ne recueillir des fonds qu'au cours de l'année précédant l'élection) : adopté (p. 3165).

Après l'article L. 52-6 du code électoral :

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (transpose au mandataire le statut prévu à l'association électorale) (p. 3165) : adopté après rectification (p. 3166).

Article L. 52-7 du code électoral (réglementation des dons privés) :

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (limite à 20 000 F le don maximum versé par une même personne) (p. 3171) : adopté (p. 3172) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. François Asensi (interdit le versement de toute contribution financière par une entreprise publique ou privée) (p. 3172) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 177 de M. Pierre Lequiller (interdit que le don versé par une personne morale puisse excéder 30 p. 100 du plafond des dépenses électorales) (p. 3172) ;

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (interdit que le don versé par une personne morale puisse excéder 10 p. 100 du plafond des dépenses électorales) : adopté (p. 3174) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Delalande (interdit que le don versé par une personne morale puisse excéder 50 000 F) (p. 3173) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (exclut du plafonnement des dons les contributions accordées aux partis politiques ; supprime l'exception prévue pour les associations électorales) : adopté (p. 3175) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 167 de M. Pierre-André Wiltzer (plafonne l'ensemble des versements en espèces à 20 p. 100 des dépenses totales) (p. 3175) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 61 de M. François Asensi (interdit le financement des campagnes par des sociétés dont l'Etat est actionnaire) (p. 3177) ;

- *favorable* à l'amendement n° 141 de M. Jean-Pierre Delalande (interdit le financement des campagnes par des sociétés dont la majorité de capital appartient à des personnes de droit public) (p. 3177) ;

- *soutient* l'amendement n° 157 de la commission (permet à une personne physique de nationalité étrangère d'effectuer des dons) (p. 3177) : adopté après rectification (p. 3179) ;

- *favorable* à l'amendement n° 184 du Gouvernement (impose certaines indications sur les actes et documents émanant des associations électorales) (p. 3179).

Article L. 52-8 du code électoral (plafonnement des dépenses de campagne) :

- *soutient* l'amendement n° 11 corrigé de la commission (étend le plafonnement des dépenses à celles réalisées pour le compte du candidat) : adopté (p. 3179) ;

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (modifie les plafonds des dépenses par habitant) (p. 3179) : adopté au scrutin public (p. 3181) ;

- *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (modifie les plafonds des dépenses par habitant) (p. 3179) : adopté (p. 3181) ;

- *soutient* l'amendement n° 14 corrigé de la commission (prévoit que le plafond applicable dans une circonscription est au moins égal à celui qui s'impose dans une circonscription moins peuplée) : retiré (p. 3181) ;

- *soutient* l'amendement n° 15 corrigé de la commission (réduit le plafond de dépenses à 500 000 F pour les élections législatives) : adopté après modifications (p. 3183) ;

- *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (indique que les frais de transport pour les élections législatives ne sont pas inclus en Polynésie) : adopté après modifications (p. 3183).

Article L. 52-9 du code électoral (compte de campagne) :

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (inscription dans le compte de campagne des dépenses acquittées et engagées) : adopté (p. 3184) ;

- *soutient* l'amendement n° 19 corrigé de la commission (prévoit que les avantages et les prestations en nature doivent faire l'objet d'une comptabilisation et être inscrits dans le compte de campagne) : adopté (p. 3185) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 104 de M. Pierre Mazeaud (supprime la comptabilisation globale des dépenses lorsque deux candidats ont rallié la même liste) (p. 3185, 3186) ;

- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (écarte la globalisation des dépenses lorsqu'il y a fusion des listes après le premier tour) : adopté (p. 3186) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 143 de M. Jean-Pierre Delalande (réintroduit les honoraires du comptable dans les dépenses déductibles) (p. 3187) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Gilbert Millet (supprime l'obligation de transmettre les comptes à la commission nationale ; prévoit leur communication au Conseil constitutionnel ou aux autorités judiciaires) (p. 3187) ;

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (supprime les dispositions prévoyant que la commission communique, le cas échéant, les comptes au juge de l'élection) : réservé (p. 3205) ; adopté (p. 3212) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 67 de M. Gilbert Millet (permet que les comptes de campagne soient consultés avant l'élection) (p. 3205) (p. 3206) ;

- *favorable* à l'amendement n° 87, deuxième rectification, de M. Didier Migaud (publication des comptes de campagne par la commission) (p. 3206) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 197 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoit que la liste des donateurs n'est pas consultable) à l'amendement n° 87, deuxième rectification, de M. Didier Migaud (p. 3206).

Article L. 52-10 du code électoral (commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques) :

- *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Gilbert Millet (de suppression) (p. 3208) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 144 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3208) ;

- *soutient* l'amendement n° 22 corrigé de la commission (de précision ; permet à la commission de faire appel à des officiers de police judiciaire pour mener des investigations) : adopté (p. 3210) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 195 de M. Gilbert Millet (prévoit que les grandes formations politiques désignent chacun un membre au sein de la commission) à l'amendement n° 22 corrigé de la commission (p. 3209).

Après l'article L. 52-10 du code électoral :

- *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (prévoit que la commission n'a pas le pouvoir de fixer le montant de l'amende, toujours égal au montant du dépassement des dépenses) : adopté (p. 3212) ;

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission précédemment réservé (supprime les dispositions prévoyant que la commission communique, le cas échéant, les comptes au juge de l'élection) : adopté (p. 3212).

Article L. 52-11 du code électoral (réglementation de l'affichage) :

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3212).

Article L. 52-12 du code électoral (réglementation de la publicité par voie de presse) :

- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3212).

Article L. 52-13 du code électoral (réglementation des envois en nombre) :

- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3213).

Article L. 52-15 du code électoral (action de propagande en faveur d'une liste) :

- *défavorable* à l'amendement n° 105 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 3213, 3214) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3213, 3214) ;

- *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (applique la globalisation des dépenses aux listes fusionnant avant le premier tour) : adopté (p. 3214).

Article L. 52-17 du code électoral (évaluation des dépenses et des recettes des candidats) :

- *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3224).

Pouvoir d'évaluation d'office des dépenses par la commission (p. 3224).

Après l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 29 de la commission (interdit tout affichage commercial pendant les trois mois précédent l'élection) : adopté après modifications (p. 3226) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 199 de M. Gilbert Millet (interdit tout affichage commercial pendant une année précédent l'élection) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 3225) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 192 de M. Pierre Lequiller (interdit tout affichage commercial pendant six mois précédent l'élection) (p. 3225) ;

- *soutient* l'amendement n° 30 de la commission (interdit pendant les trois mois précédant l'élection toute publicité par voie de presse ou par tout moyen audiovisuel) : adopté après modifications (p. 3226).

Article 2 *(sanctions pénales) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 190 du Gouvernement (modifie les sanctions et précise les incriminations) (p. 3228) ;

- *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (prévoit des sanctions spécifiques pour les infractions au code électoral ; réduit les sanctions) : retiré (p. 3227).

Après l'article 2 :

- *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (définit la procédure suivie par le juge de l'élection pour prononcer l'inégibilité) : adopté au scrutin public (p. 3232).

Article 3 *(inéligibilité) :*

- *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (insère dans le code électoral des dispositions propres à l'inéligibilité sanctionnant le non respect du plafonnement des dépenses) (p. 3232) : adopté (p. 3233).

Article 4 *(coordination) :*

- *son* amendement n° 202 (de conséquence) : adopté (p. 3233).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (précise que les deux fractions de l'aide publique sont égales) : adopté (p. 3236) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 154 de M. Pierre-André Wiltzer (précise que la seconde fraction de l'aide publique est destinée aux partis représentés au Parlement et non uniquement à ceux représentés à l'Assemblée nationale) : rejeté au scrutin public (p. 3236).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide financière publique) :*

- *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (précise que seuls sont pris en compte les résultats dans les circonscriptions dans lesquelles le parti a au moins obtenu 5 p. 100 des voix) : adopté (p. 3238) ;

- *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (de forme) : adopté (p. 3238) ;

- *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3239).

Article 9 *(association de financement d'un parti politique) :*

- *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (de forme) : adopté (p. 3241).

Article 11 de la loi du 11 mars 1988 (agrément de l'association de financement) :

- *défavorable* à l'amendement n° 125 corrigé de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 3242) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3242) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 159 de M. Pierre-André Wiltzer (agrément d'une association de financement) (p. 3242).

Article 11-1 de la loi du 11 mars 1988 (statuts de l'association de financement) :

- *défavorable* à l'amendement n° 108 de M. Pierre Mazeaud (supprime l'envoi d'une liste nominative des souscripteurs à l'administration) (p. 3243) : rejeté au scrutin public (p. 3244) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Serge Charles (prévoit la transmission de la liste des donateurs à la commission nationale des comptes de campagne) (p. 3244).

Article 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons des personnes physiques et des personnes morales) :

- *défavorable* à l'amendement n° 194 de M. Pierre Mazeaud (supprime le plafonnement des dons des personnes physiques) (p. 3246) ;

- *son* amendement n° 203 (inclut dans la liste des personnes morales qui ne sont pas autorisées à verser aux partis politiques les sociétés contrôlées par l'Etat et les casinos) : devenu sans objet (p. 3266) ;

- *soutient* l'amendement n° 158 de la commission (permet les dons des personnes physiques étrangères) : adopté après modifications (p. 3266) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 110 de M. Pierre Mazeaud (rend la constitution d'une association de financement facultative) (p. 3267).

Article 11-3 de la loi du 11 mars 1988 (sanctions pénales) :

- *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (modifie les sanctions) : adopté (p. 3267).

Article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 (retrait d'agrément ; défalcation des suffrages obtenus pour le montant de l'aide publique au financement) :

- *défavorable* à l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 3267) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 124 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 3267).

Article 11-5 de la loi du 11 mars 1988 (obligations comptables des partis politiques bénéficiaires de l'aide publique) :

- *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (supprime la référence faite au plan comptable général) : adopté (p. 3268) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 78 de M. Gilbert Millet (supprime l'obligation pour les partis politiques d'indiquer les sociétés dans lesquelles ils exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion) (p. 3268).

- *défavorable* à l'amendement n° 79 de M. Gilbert Millet (publication intégrale des comptes des partis au *Journal officiel)* (p. 3269) ;

- *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (prévoit qu'il appartient à la commission nationale de constater le non dépôt des comptes) : adopté (p. 3269) ;

- *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (prévoit que la sanction à l'encontre du parti fautif consiste en la privation l'année suivante de l'aide publique directe) : adopté (p. 3269).

Après l'article 11-5 de la loi du 11 mars 1988 :

- *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (prévoit que l'association de financement constitue le mode unique de financement du parti politique) : adopté (p. 3269).

Après l'article 9 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 111 de M. Pierre Mazeaud (prévoit que les partis politiques peuvent bénéficier de fonctionnaires détachés s'ils sont représentés au Parlement) (p. 3270).

Article 10 *(publicité des travaux des chambres régionales des comptes) :*

- *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (mentionne expressément que les propositions et rapports restent soumis au secret professionnel) : adopté (p. 3271).

Après l'article 10 :

- *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Georges Chavanes (rend possible pour les conseillers municipaux des villes de plus de 20 000 habitants la saisine de la chambre des comptes lorsque la commune contracte un emprunt ou accorde une subvention) (p. 3272).

Article 11 *(communication des observations définitives des chambres régionales des comptes) :*

- *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (précise que les observations à communiquer aux assemblées délibérantes sont les observations définitives des chambres régionales des comptes) : adopté (p. 3272).

Article 12 *(information sur les marchés publics des communes) :*

- *favorable* à l'amendement n° 191 du Gouvernement (étend la transmission des pièces relatives aux marchés publics aux départements et aux régions ainsi qu'aux établissements publics territoriaux) (p. 3273).

Article 13 *(campagne de promotion publicitaire) :*

- *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 3275

Article 14 *(modification de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 83 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 3276) ;

- *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (substitue l'appellation « Parlement européen » à celle « d'Assemblée des communautés européennes) : adopté (p. 3276).

Article 15 *(déductibilité fiscale des dons consentis aux candidats d'un parti politique) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 3277) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 115 de M. Pierre Lequiller (prévoit le recours à la technique du carnet à souche comme récépissé aux dons effectués) (p. 3277).

Article 16 *(modification de l'article 168 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) :*

- *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (affirme le caractère légitime des dons consentis par les sociétés dans les limites et les conditions prévues par le projet de loi) (p. 3280) : adopté aprés modifications au scrutin public (p. 3283) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 88 de M. Gilbert Bonnemaison (permet aux actionnaires d'interdire en assemblée générale tout don à une association électorale) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 3282) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 117 de M. Pierre Mazeaud (permet aux sociétés d'effectuer directement des dons aux partis politiques) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 3283).

Après l'article 16 :

- *soutient* l'amendement n° 52 de la commission (institue une peine d'exclusion des marchés publics de cinq ans à l'encontre des entreprises dont les versements aux partis excéderaient les plafonds fixés) : adopté au scrutin public (p. 3284) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 89 de M. Gilbert Bonnemaison (prévoit des interdictions temporaires d'exercice de toute fonction élective de caractère public à l'encontre des chefs d'entreprises qui ne respecteraient pas les conditions de financement prévues par la loi) (p. 3285).

Article 18 *(amnistie) :*

- *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) : adopté au scrutin public (p. 3287))

Après l'article 18 :

- *soutient* l'amendement n° 54 de la commission (prévoit des mesures d'adaptation ultérieures pour les T.O.M) : adopté (p. 3287) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 193 de M. Pierre Lequiller (prévoit que le Gouvernement déposera, sur le bureau de l'Assemblée nationale, un rapport sur l'application de l'ensemble des dispositions du présent projet) (p. 3287).

Seconde délibération du projet de loi [6 octobre 1989] :

Article 1er *(règlementation du financement des campagnes) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (de forme) : adopté (p. 3290) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (impose à l'association électorale l'ouverture d'un compte bancaire) : adopté (p. 3290) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (impose au mandataire financier l'ouverture d'un compte bancaire) : adopté (p. 3290) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (prévoit les conditions de succession du mandataire financier en cas de décés ou de désignation d'un autre mandataire) : adopté (p. 3290) ;

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (prévoit que le montant du plafond, visé à l'article L. 52-8 du code électoral, dans une circonscription, est au moins égal à celui applicable dans une circonscription moins peuplée) : adopté (p. 3291) ;

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (prévoit une procédure contradictoire devant la commission nationale) : adopté (p. 3291) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (prévoit qu'aucun numéro téléphonique gratuit ne peut être porté à la connaissance du public par un candidat) : adopté (p. 3291) ;

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (de forme) : adopté (p. 3291).

Article 2 *(sanctions pénales) :*

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3291).

Article 4 *(coordination) :*

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (de forme) : adopté (p. 3292).

Article 9 *(association de financement d'un parti politique) :*

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 3292) ;

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (de conséquence) (p. 3292) : adopté (p. 3293).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 décembre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 6050).

Campagnes électorales :

- affichage commercial et publicité dans la presse (interdiction temporaire) (p. 6050) ;

- comptes de campagne (contrôle) (p. 6049) ;

- plafonnement des dépenses (p. 6049) ;

- sanctions (régime) (p. 6049).

Financement et dons privés aux candidats et aux partis politiques : confidentialité (p. 6050).

Partis politiques :

- financement public :

- principe (p. 6049).

- répartition (modalités) (p. 6050) ;

- statut et liberté d'exercice (p. 6049).

Sénat (modifications adoptées) (p. 6049, 6050).

Discussion des articles :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

Article L. 52.5 du code électoral (obligation de créer une association de financement électoral ou de désigner un mandataire financier pour recueillir des fonds) :

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rétablit à un an la durée pendant laquelle les mandataires pourront recevoir des fonds) : adopté (p. 6067) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (rend obligatoire le recours au mandataire pour le règlement des dépenses électorales) : retiré (p. 6067) ;

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (prévoit que le mandataire ne sera pas un intermédiaire obligatoire pour les dépenses électorales prises en charge directement par un parti politique) : adopté (p. 6068) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (de précision) (p. 6068) : adopté (p. 6069) ;

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6069).

Article L. 52-6 du code électoral (statut de l'association de financement électoral) :

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (supprime la prolongation de quinze jours en sus de la période initiale durant laquelle le mandataire financier peut recueillir des fonds) : adopté (p. 6069).

Article L. 52-6 bis du code électoral (mandataire financier) :

- *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (supprime la prolongation de quinze jours en sus de la période initiale durant laquelle le mandataire peut recueillir des fonds) : adopté (p. 6070).

Article L. 52-7 du code électoral (réglementation des dons) :

- *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (autorise le versement d'une contribution par une personne physique de nationalité étrangère) : adopté (p. 6070).

Article L. 52-7 bis du code électoral (mentions obligatoires dans les actes et documents émanant du mandataire) :

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (de précision) : adopté (p. 6070).

Article L. 52-7 ter du code électoral (reçu délivré au donateur par le mandataire) :

- *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (supprime le caractère confidentiel des dons consentis et renvoie à un décret en Conseil d'Etat la détermination des caractéristiques du reçu) (p. 6070) : adopté (p. 6072) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 48 de M. Pierre Lequiller (prévoit que le reçu délivré ne mentionne pas les noms des bénéficiaires) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 6072).

Article 52-8 du code électoral (plafonnement des dépenses de campagne) :

- *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Pierre Lequiller (augmente le plafond des dépenses) (p. 6072).

Article L. 52-9 du code électoral (comptes de campagne) :

- *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (prévoit que les annexes des comptes sont consultables auprès de la commission dans les délais qu'elle fixe) (p. 6072) : adopté (p. 6073).

Article L. 52-9 bis du code électoral (comptes des candidats ayant agi séparément avant de figurer sur une même liste) :

- *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6073).

Article L. 52-10 bis du code électoral (missions de la Commission nationale des comptes de campagne) :

- *soutient* l'amendement n° 57 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6073).

Article L. 52-14 du code électoral (réglementation de la publicité téléphonique ou télématique) :

- *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6073).

Article 1er bis *(interdiction temporaire de l'affichage relatif à une élection) :*

- *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (porte de deux à quatre mois l'interdiction d'affichage) : adopté (p. 6074) ;

- *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (prévoit que les sanctions prévues par la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 s'appliquent à toutes les formes d'affichage sauvage) (p. 6074) : retiré (p. 6075).

Article 1er ter *(interdiction temporaire de toute publicité commerciale par voie de presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle) :*

- *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (porte de deux à quatre mois l'interdiction de publicité commerciale) : adopté (p. 6075) ;

- *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (supprime l'interdiction, introduite par le sénat, de procéder à la promotion de la gestion des collectivités locales sur le territoire duquel il est procédé à des élections générales) (p. 6075) : retiré (p. 6077) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (prévoit que six mois avant le déroulement du scrutin, aucune campagne de promotion des réalisations d'une collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin) (p. 6077) ;

- *son* amendement n° 60 (limite l'interdiction à quatre mois) : adopté (p. 6077).

Après l'article 1er ter :

- *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (prévoit que pendant une période de quatre mois précédant l'élection aucun numéro d'appel téléphonique ou télématique gratuit ne peut être porté à la connaissance du public par un candidat) : adopté (p. 6077).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (prévoit que l'aide publique est répartie entre les partis politiques en fonction de leur représentation à l'Assemblée nationale) (p. 6078) : adopté (p. 6079).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide financière publique) :*

- *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (prévoit que les partis politiques qui ne présentent des candidats que dans les départements et territoires d'outre-mer ont droit à la seconde fraction des aides prévues à l'article 8) : adopté (p. 6079) ;

- *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6079) ;

- *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6080).

Article 9 *(collecte des dons consentis aux partis et groupements politiques) :*

Article 11 de la loi du 11 mars 1988 (agrément de l'association de financement) :

- *soutient* l'amendement n° 28 de la commission(prévoit que les partis politiques recueillent des fonds par l'intermédiaire d'un mandataire) : adopté (p. 6080).

Article 11-1 de la loi du 11 mars 1988 (statuts de l'association de financement) :

- *soutient* l'amendement n° 29 de la commission (rétablit l'article 11-1 de la loi du 11 mars 1988) : adopté (p. 6080).

Après l'article 11 de la loi du 11 mars 1988 :

- *soutient* l'amendement n° 30 de la commission (précise les règles applicables au mandataire financier d'un parti politique et organise le recours à divers intermédiaires) : adopté (p. 6081).

Article 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons) :

- *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6081) ;

- *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (prévoit que le mandataire délivre un reçu au donataire) : adopté (p. 6082) ;

- *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6082) ;

- *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6082) ;

- *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6083) ;

- *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (prévoit qu'une personne physique de nationalité étrangère peut effectuer un don au profit d'un parti politique) : adopté (p. 6083) ;

- *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6083).

Article 11-3 de la loi du 11 mars 1988 (information des tiers) :

- *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6083).

Article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 (retrait de l'agrément) :

- *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6083).

Article 11-5 de la loi du 11 mars 1988 (obligations comptables des partis politiques bénéficiaires de l'aide publique) :

- *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Gilbert Millet (prévoit que la consolidation des comptes des partis politiques exclut les sections locales) (p. 6084).

Article 11-6 de la loi du 11 mars 1988 (obligation supplémentaire pour les partis politiques) :

- *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6084).

Après l'article 15 :

- *défavorable* à l'amendement n° 55 rectifié de Mme Nicole Catala (prévoit que les cotisations effectuées aux partis politiques par l'intermédiaire d'un mandataire ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu) (p. 6085) ;

- *favorable* à l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Michel (amnistie certaines infractions en relation avec le financement des campagnes électorales des partis politiques à l'exclusion de celles commises par un parlementaire national) (p. 6085) ;

Article 16 *(procédure applicable aux dons versés par les sociétés) :*

- *soutient* l'amendement n° 41 de la commission (prévoit que les dons consentis par une société civile ou commerciale dans les conditions fixées par les articles 1er et 9 du projet de loi sont réputés conformes à l'objet social) (p. 6087) : adopté (p. 6088).

Article 19 *bis* A *(frais de transports des candidats aux élections en Guyane et en Polynésie française) :*

- *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (prévoit d'exclure des dépenses de campagne les frais de transport maritime et aérien exposés entre les îles des départements et territoires d'outre-mer) (p. 6088) : adopté après rectification (p. 6089).

Article 19 *ter* *(dépôt d'information sur la mise en œuvre du projet de loi) :*

- *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture) : adopté (p. 6089).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1989] :

Campagne électorale :

- affichage commercial et publicité dans la presse (interdiction temporaire) (p. 6828) ;

- durée de recueil des fonds (p. 6828).

Financement public (répartition) (p. 6828).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis politiques et des campagnes électorales (p. 6972)

Financement et dons privés aux candidats et aux partis politiques (confidentialité) (p. 6972).

Partis politiques (modalités de répartition du financement public) (p. 6972).

Sénat (vote relatif au texte adopté par la commission mixte paritaire) (p. 6972).

Vie politique (transparence et moralisation) (p. 6972).

Discussion des articles [21 décembre 1989] :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (prévoit que tant pour les élections nationales que locales, les candidats ne pourront recueillir de fonds durant l'année précédant l'élection) : adopté (p. 6976).

Article 1er *bis* *(interdiction temporaire de l'affichage relatif à une élection) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (fixe de façon précise la durée pendant laquelle l'affichage est interdit) : adopté (p. 6976).

Article 1er *ter* *(interdiction temporaire de toute publicité commerciale par voie de presse ou par tout moyen de communication) :*

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (fixe précisément la durée pendant laquelle il est interdit d'user de procédés de publicité commerciale) : adopté (p. 6976).

Article 1er *quater* *(interdiction temporaire de toute propagande électorale par voie de numéro téléphonique ou télématique gratuit) :*

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (prévoit que, pendant une durée de trois mois précédant le premier jour du mois d'une élection, aucun numéro d'appel téléphonique ou télématique gratuit ne peut être porté à la connaissance du public) : adopté (p. 6976).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (prévoit que la deuxième fraction de l'aide publique est répartie entre les partis qui sont représentés au Parlement) : adopté (p. 6977).

Article 9 *(collecte des dons consentis aux partis et groupements politiques) :*

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (prévoit que les reçus délivrés pour les dons d'un montant inférieur ou égal à 20 000 francs ne mentionnent pas le parti bénéficiaire) : adopté (p. 6978).

Article 15 *bis* *(amnistie de certaines infractions liées au financement des campagnes électorales et des partis politiques) :*

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (amnistie certaines infractions liées au financement des campagnes électorales ou des partis politiques à l'exclusion de celles commises par un parlementaire national) : adopté au scrutin public (p. 6978).

Article 16 *(procédure applicable aux dons versés par les sociétés) :*

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (prévoit que les dons consentis par une société civile ou commerciale dans les conditions fixées par les articles 1er et 9 du présent projet de loi sont réputés conformes à son objet social) : adopté (p. 6979).

Lecture définitive [22 décembre 1989] :

Rapporteur suppléé par : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7009).

- Projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797).

Rapporteur.

Première lecture :

Discussion des articles [6 octobre 1989] :

Article 1er *(nouvelles dispositions applicables à la campagne pour l'élection présidentielle) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Gilbert Millet (impose une déclaration patrimoniale pour tous les candidats à l'élection présidentielle 15 jours avant le premier tour) (p. 3295) ;

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 3295) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 3295) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Pierre Lequiller (actualisation des dépenses en fonction de l'indice de l'INSEE) (p. 3295) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3295).

Article 4 *(inéligibilités) :*

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (de précision) : adopté (p. 3296) ;

- *son* amendement n° 13 (transpose les dispositions adoptées dans le projet de loi ordinaire) : adopté (p. 3296).

Article 5 *(comptes de campagne pour l'élection des députés) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3297)

Article 6 *(coordination) :*

- *son* amendement n° 14 (prévoit que le Conseil constitutionnel peut surseoir à statuer jusqu'à réception des décisions de la commission) : adopté (p. 3297).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 décembre 1989] :

Conseil constitutionnel (procédure en cas de contestation de l'élection d'un député) (p. 6089, 6090).

Election présidentielle (plafond des dépenses) (p. 6089).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [19 décembre 1989] :

Campagne électorale :

- affichage commercial et publicité dans la presse (interdiction temporaine) (p. 6828) ;

- durée de recueil des fonds (p. 6828).

Financement public (répartition) (p. 6828).

Lecture définitive :

Rapporteur suppléé par : *Bonnemaison (Gilbert)* [22 décembre 1989] (p. 7009).

SCHREINER (Bernard)

Député du Bas-Rhin

(9e circonscription)

R.P.R

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement de la danse (n° 564) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi ° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701) [*J.O.* du 28 juin 1989] (p. 8033).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 1er juillet 1989] (p. 8200).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Retards des vols sur les lignes aériennes intérieures françaises : Transports aériens : lignes intérieures françaises ; retards ; reprise du trafic aérien depuis 1986 ; système de contrôle ; saturation ; perspectives ; contrôleurs aériens ; recrutement ; concertation avec les partenaires européens de la France [21 juin 1989] (p. 2320).

orales sans débat :

- n° 142 posée le 27 juin 1989 : **agroalimentaire (foie gras)** (p. 2559). Appelée le 30 juin 1989 : fraudes ; répression (p. 2676, 2677).

INTERVENTIONS

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

Cotisations sociales :

- assiette (p. 2726) ;

- taux (p. 2726).

Généralités (situation économique et démographique de l'agriculture) (p. 2726).

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Section additionnelle après l'article 40 : mesures relatives à la pluriactivité.

Article 40 ter nouveau *(attribution aux pluriactifs des indemnités journalières des assurances maladie-maternité ou de l'allocation de remplacement maternité) :*

- *ses observations* (p. 2817).

Extension aux zones fragiles des mesures prises pour les pluriactifs en zone de montagne (p. 2817).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Questions* [25 octobre 1989] :

Pensions de réversion : veuves (p. 4159).

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1989] :

Agriculteurs en difficulté - revenu minimum d'insertion (p. 4188).

Agriculture française (évolution et modernisation) (p. 4187).

Agro-alimentaire (p. 4188).

Aménagement rural (p. 4188).

Cotisations sociales (évolution et réforme du calcul) (p. 4188).

Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 4187).

Elevage (bovin) (p. 4187, 4188).

Exploitations agricoles (compétitivité) (p. 4187).

Fiscalité agricole (taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 4187).

Lait et quotas (p. 4187).

Politique agricole commune (P.A.C.) (p. 4188).

Prêts bonifiés (évolution) (p. 4188).

Qualité (politique) (p. 4188).

Sécheresse (effets et indemnisation) (p. 4187).

Zones défavorisées et zones de montagne (p. 4188).

Questions :

Lait : Onilait (évolution des crédits) (p. 4236).

Remplaçant M. Michel Inchauspé : sécheresse (Pyrénées-Atlantiques) (p. 4217).

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Questions* [2 novembre 1989] :

Participation (p. 4461).

Défense. - *Questions* [6 novembre 1989] :

Armée de terre : Haguenau (avenir de la garnison) (p. 4644).

Plan Armées 2000 (p. 4644).

SCHREINER (Bernard)

Député des Yvelines

(8e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701) [1er juin 1989] (p. 1529).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686) [*J.O.* du 1er juillet 1989] (p. 8200).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : communication) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

Membre du conseil d'administration de France Régions 3 [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15548).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15550).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023) [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15812).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 701) modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication (n° 738)** [8 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication (n° 845)** [30 juin 1989].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 823), rejeté par le Sénat, modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication (n° 851)** [1er juillet 1989].

Rapport, en vue de la lecture définitive, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 869) modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication (n° 870)** [3 juillet 1989].

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)**. Tome III : **culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : communication (n° 921)** [12 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel et débat sur cette déclaration (n° 851).

Principaux thèmes développés [9 mai 1989] :

Audiovisuel (généralités) :

- Europe (politique audiovisuelle ; production européenne ; quotas de diffusion ; sommet de Rhodes) (p. 679) ;

- Président de la République (engagements) (p. 678).

Télévision :

- chaînes privées :

- T.F.1 (p. 678) ;

- chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R.3 (complémentarité/spécificité des chaînes publiques ; hypothèse d'une présidence commune pour les deux sociétés ; rôle de F.R.3) (p. 678, 679) ;

- contrats d'objectifs (p. 679) ;

- impartialité, pluralisme et indépendance du secteur public (p. 677) ;

- missions et objectifs (p. 677) ;

- publicité (ressources ; taxe pour le soutien à la création) (p. 680) ;

- redevance (et remboursement des exonérations) (p. 680) ;

- Société française de production (S.F.P.) (p. 678).

Radios : Radio France Internationale (R.F.I.) (rebudgétisation) (p. 680).

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 juin 1989] :

Chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R. 3 :

- coordination et création d'une centrale d'achat commune (cinéma)

(p. 2281, 2282) ;

- concurrence et équilibre secteur public-secteur privé (p. 2281) ;

- contrats d'objectifs pluriannuels (p. 2283, 2284) ;

- coordination d'Antenne 2 et de F.R. 3 (p. 2281, 2282) ;

- crise du secteur public audiovisuel (p. 2279) ;

- présidents des chaînes : présidence commune pour Antenne 2 et F.R. 3 (p. 2279, 2281) ;

- publicité et parrainage (régie commune de publicité) (p. 2282, 2284) ;

- S.E.P.T. (p. 2282).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er juillet 1989] :

Chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R. 3 : coordination et création d'une centrale d'achat commune (cinéma) (p. 2826) ;

- concurrence et équilibre secteur public-secteur privé (p. 2826) ;

- présidents des chaînes : présidence commune pour Antenne 2 et F.R. 3 (p. 2825).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [3 juillet 1989] :

Chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R. 3 : coordination et création d'une centrale d'achat commune (cinéma) (p. 2929) ;

- programmes (qualité et quotas des productions européennes) (p. 2929).

- Projet de loi relatif à l'enseignement de la danse (n° 564).

Rapporteur suppléant.

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [1er juillet 1989] :

Professeurs de danse : danseurs professionnels (statut et mesures transitoires les concernant) (p. 2799).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [25 octobre 1989] :

Audiovisuel :

- diffusion :

- publicité (p. 4083, 4084) ;

- télévisions :

- Antenne 2 (déficit) (p. 4084).

- Antenne 2 - F.R. 3 (présidence commune) (p. 4084).

- redevance (exonérations) (p. 4083).

- S.E.P.T. (p. 4084).

- Société française de production (S.F.P.) (p. 4084).

Presse :

- aides à la presse (p. 4084, 4085) ;

- presse quotidienne régionale (accès de la distribution sur les antennes de F.R. 3) (p. 4084).

Radiodiffusion :

- Radio-France (Radio Bleue) (p. 4084) ;

- Radio-France Internationale (R.F.I.) (p. 4083).

Vote des crédits :

Article 57 *(répartition du produit estimé hors T.V.A. de la taxe dénommée redevance pour droit d'usage, affectée aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :*

- *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (répartition de l'excédent du produit de la redevance au cas où les recouvrements s'avéreraient supérieurs aux prévisions) (p. 4128).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Arts et spectacles : cinéma (fréquentation des salles) (p. 5087).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Télécommunications : plan câble (p. 5108).

SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard)

Député du Val-de-Marne

(3e circonscription)

Apparenté socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

SCHWINT (Robert)

Député du Doubs

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Revenu minimum d'insertion : bilan de la mise en œuvre du revenu minimum d'insertion [29 novembre 1989] (p. 5702, 5703).

SEGUIN (Philippe)

Député des Vosges

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350)

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 18 novembre 1989] (p. 14405).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord budgétaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (n° 1134) [20 décembre 1989] (p. 6937).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des régles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale (n° 1135) [20 décembre 1989] (p. 6937).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 78-743 du 13 juillet 1978 relative à l' **organisation de la Cour des Comptes (n° 858)** [10 mai 1989].

SEITLINGER (Jean)

Député de la Moselle

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangéres [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (affaires européennes : Institutions, marché unique, monnaie) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome IV : **affaires européennes : institutions, marché unique, monnaie (n° 922)** [12 octobre 1989].

Proposition de loi tendant à adapter au **droit local alsacien-mosellan l'obligation d'assurance** instituée par l'article L. 143-11-1 du code du travail **(n° 1061)** [6 décembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Questions* [25 octobre 1989] :

Alsace-Moselle (réfractaires) (p. 4160).

Affaires européennes. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis pour les institutions, le marché unique et la monnaie [7 novembre 1989] :

Crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4697).

Europe sociale (p. 4798).

Fiscalité (harmonisation des régimes fiscaux) (p. 4697, 4698).

Marché intérieur (p. 4698).

Politique extérieure : Europe de l'Est (p. 4698).

Présidence française (p. 4698).

Relations financières entre la France et la Communauté : contribution française (déficit français) (p. 4697).

Union économique et monétaire (p. 4698).

SERGHERAERT (Maurice)

Député du Nord

(15e circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Suppression de comptoirs de la Banque de France : fermeture de trente-quatre comptoirs de province ; restructuration ; plan d'entreprise [22 novembre 1989] (p. 5491, 5492).

orales sans débat :

- n° 118 posée le 6 juin 1989 : **élevage (commerce extérieur)** (p. 1801). Appelée le 9 juin 1989 : bovins importés de Belgique ; anabolisants (p. 1942, 1943).

INTERVENTIONS

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Article 2 *(régime des autorisations préalables) :*

- *son* amendement n° 47 (paragraphe V de l'article 2 : soumet à autorisation préalable la suppression ou la réduction, sans l'accord de l'exploitant en place, d'une exploitation d'une superficie au moins égale à la surface minimale d'exploitation) (p. 2744) : non soutenu.

Article 18 *bis* *(contrats d'exploitation de terres à vocation pastorale ou extensive) :*

- *son* amendement n° 41 (prévoit que les conventions pluriannuelles d'exploitation agricole et de pâturages sont conclues sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux) (p. 2767) : non soutenu (p. 2768).

Article 23 *(élargissement du rôle des S.A.F.E.R. en faveur du développement du fermage) :*

- *son* amendements n° 48 : devient sans objet (p. 2778).

Avant l'article 26 A :

- *son* amendement n° 43 (prévoit la cession du bail sous réserve de l'autorisation du bailleur et de l'accord du tribunal paritaire) : non soutenu (p. 2781) ;

- *son* amendement n° 44 (offre au preneur la possibilité de s'associer à un copreneur) : non soutenu (p. 2781) ;

- *son* amendement n° 49 corrigé (précise que l'état d'aménagement, de propreté et de productivité d'une terre constitue la valeur culturale) (p. 2781, 2782) : non soutenu (p. 2782) ;

- *son* amendement n° 46 (stipule que le preneur est propriétaire de ce qu'il a construit, planté, loué ou incorporé au fonds pendant la durée du bail et ses renouvellements) : non soutenu (p. 2782).

Article 27 ter nouveau *(destruction totale ou partielle d'un bien compris dans le bail) :*

- *son* amendement n° 42 corrigé (oblige le bailleur à affecter les sommes versées par les compagnies d'asssurance au titre d'un sinistre à la réparation de biens détruits par ce sinistre) : non soutenu (p. 2785).

Article 27 *quater* nouveau *(droit au renouvellement du bail du conjoint copreneur qui poursuit l'exploitation) :*

- *son* amendement n° 45 corrigé : devient sans objet (p. 2785).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêts - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Remplacé par M. Charles Paccou :

Cotisations sociales agricoles (généralités) (p. 4221).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 4221).

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Sports : fonds national de développement du sport (F.N.D.S.) (p. 5001).

Justice. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1989] :

Fonctionnement de la justice :

- aide judiciaire (p. 5137).

- casier judiciaire (délivrance du bulletin) (p. 5137) ;

- modernisation (p. 5137).

Ministère : crédits (p. 5137).

Tribunaux :

- greffes (p. 5137) ;

- juridictions (suppression) (p. 5137).

SEVE (Patrick)

Député du Val-de-Marne

(12e circonscription)

Non inscrit puis socialiste

Devenu député le 13 juin 1989, en remplacement de M. Pierre Tabanou, décédé [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7421).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7421).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 23 juin 1989] (p. 7817).

NOMINATIONS

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation public de Fresnes, spécialement destiné à l'accueil des personnes incarcérées [*J.O.* du 30 juin 1989] (p. 8118).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 30 septembre 1989] (p. 12327).

SICRE (Henri)

Député des Pyrénées-Orientales

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

SOISSON (Jean-Pierre)

Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

DEPOTS

Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la **prévention du licenciement économique** et au droit à la conversion **(n° 648)** [9 mai 1989].

Projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux **allocations d'assurances des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin (n° 688)** [17 mai 1989].

Projet de loi favorisant le **retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905)** [4 octobre 1989].

Projet de loi portant diverses dispositions relatives au **temps de travail,** à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire **(n° 1023)** [22 novembre 1989].

Projet de loi favorisant la **stabilité de l'emploi par l'adaptation du régime des contrats précaires (n° 1077)** [8 décembre 1989].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- ***Deprez (Léonce) :*** **traitement social du chômage :** reprise sélective de l'activité économique ; précarisation de l'emploi ; compétence des collectivités locales en matière d'apprentissage [17 mai 1989] (p. 932, 933).

- ***Lefort (Jean-Claude) :*** **directive européenne sur la santé et la sécurité dans les entreprises :** risques professionnels ; hygiène et sécurité ; directive ; conséquences ; élus du personnel ; conseil des ministres des affaires sociales [7 juin 1989] (p. 1807).

- ***Coffineau (Michel) :*** **charte des droits sociaux :** libre circulation des capitaux ; droit du travail ; charte des droits sociaux européens ; perspectives [14 juin 1989] (p. 2118, 2113).

- ***Millet (Gilbert) :*** **revalorisation du S.M.I.C. :** financement des partis politiques ; licenciements de délégués syndicaux ; S.M.I.C ; perte de pouvoir d'achat ; chiffre d'affaires des entreprises ; bénéfices ; S.M.I.C ; revalorisation au 1er juillet [21 juin 1989] (p. 2315).

- ***Bockel (Jean-Marie) :*** **conflit chez Peugeot :** conflits du travail ; grève ;

Peugeot ; nomination d'un conciliateur [4 octobre 1989] (p. 3093, 3094).

- ***Berson (Michel) :*** **chômeurs de longue durée, exclusion sociale des jeunes :** emploi ; contrat de retour à l'emploi ; contrat emploi - solidarité [4 octobre 1989] (p. 3094).

- ***Vasseur (Philippe) :*** **situation de l'emploi :** politique et réglementation ; conférence de presse du Président de la République ; chômage ; durée et persistance du chômage ; création d'emplois ; âge moyen des chômeurs ; formation professionnelle [13 décembre 1989] (p. 6453, 6454)

- ***Duroméa (André) :*** **Renault - site de Billancourt :** réintégration de dix syndicalistes licenciés ; plan social [13 décembre 1989] (p. 6466).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Conversion des salariés :

- administration de l'emploi (p. 1178) ;

- conventions de conversion (p. 1178).

Emploi (généralités) :

- bassins d'emploi (observatoires sur l'emploi et la formation) (p. 1211)

- chambres d'agriculture (services de développement) (p. 1211) ;

- chômage (et chômage de longue durée) (p. 1177) ;

- croissance économique (p. 1176, 1177, 1211) ;

- emploi précaire (contrats à durée déterminée ; intérim ; S.I.V.P.) (p. 1177, 1209, 1211) ;

- femmes (égalité) professionnelle) (p. 1211) ;

- formation professionnelle (p. 1211, 1212) ;

- P.M.E.-P.M.I. (et représentation des salariés) (p. 1211).

Emploi dans l'entreprise (maintien, prévention du licenciement) :

- formation permettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi (incitations) (p. 1178) ;

- gestion préventive de l'emploi (p. 1177, 1180) ;

- P.M.E.-P.M.I. (conventions d'aide au conseil) (p. 1178, 1211) ;

- salariés âgés (cotisation versée en cas de licenciement ; cas des entreprises artisanales ; « cotisation Delalande ») (p. 1178, 1210) ;

- salariés en difficulté face aux évolutions technologiques (p. 1202).

Licenciement :

- concertation dans les procédures :

- délais de licenciement et consultation (p. 1209) ;

- experts-comptables (possibilité pour les comités d'entreprise d'y faire appel) (p. 1178) ;

- perspectives économiques et financières de l'entreprise (rapport de l'employeur) (p. 1178) ;

- garanties individuelles des salariés :

- entretien préalable (extension de l'obligation aux licenciements économiques dans les entreprises sans représentation du personnel) (p. 1180) ;

- licenciement économique (définition ; charge de la preuve) (p. 1178, 1179, 1209, 1211) ;

- priorité de réembauche (p. 1179, 1180, 1210) ;

- syndicats (autorisation d'ester en justice sans mandat du salarié) (p. 1210, 1211) ;

- généralités :

- autorisation administrative (non rétablissement) (p. 1176) ;

dépenses créées par le projet (p. 1210) ;

droit (p. 1211) ;

grandes entreprises (p. 1210).

Discussion des articles [25 mai 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 37 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit un accroissement du rôle des institutions représentatives du personnel dans le régime des licenciements économiques individuels et collectifs et rétablit l'autorisation administrative préalable pour certaines hypothèses) (p. 1226, 1227) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 35 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (rétablit l'autorisation administrative préalable au licenciement économique) (p. 1226, 1227).

Article 1er *(rôle du comité d'entreprise dans la gestion préventive de l'emploi) :*

- *favorable* à l'amendement n° 68 de M. Michel Coffineau (actions de prévention en faveur des salariés âgés particulièrement sensibles à l'évolution économique ou technologique) (p. 1229) ;

- *défavorable* au sous-amendement oral de M. Jean-Jacques Jegou (rédactionnel) à l'amendement n° 68 de M. Michel Coffineau (p. 1230).

Après l'article 1er :

- *favorable* à l'amendement n° 71 de M. Michel Coffineau (précise que le comité de groupe est destinataire des informations sur la situation financière et l'évolution de l'emploi dans le groupe et chacune des entreprises qui le composent) (p. 1231) ;

- *favorable* à l'amendement n° 72 de M. Michel Coffineau (intègre l'évolution et les prévisions annuelles ou pluriannuelles de l'emploi dans la liste des éléments examinés lors de la négociation salariale annuelle de branche) (p. 1231) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 73 de M. Michel Coffineau (intègre les prévisions sur l'évolution de l'emploi dans l'entreprise, dans la liste des éléments examinés lors de la négociation salariale annuelle d'entreprise) (p. 1231, 1232).

Article 2 *(extension des aides du fonds national de l'emploi) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 38 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit le reversement des aides du fonds national de l'emploi pour les entreprises qui procèdent à des licenciements économiques dans les trois ans qui suivent leur octroi) (p. 1232, 1233).

Article 3 *(incitations financières aux actions de formation permettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 39 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 1234) ;

- *soutient* l'amendement n° 99 du Gouvernement (tend à étendre le bénéfice de l'aide pour les entreprises sans délégués syndicaux qui font application d'une convention de branche ou d'un accord professionnel sur l'emploi) (p. 1234) : adopté (p. 1235).

Article 4 *(généralisation de la contribution exceptionnelle versée dors d'un licenciement de salariés âgés ; « cotisation Delalande ») :*

- *ses observations* (p. 1236).

Ruptures de contrats de travail donnant lieu au versement de la cotisation (définition) (p. 1236) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de la commission (précise que seul un licenciement peut entraîner l'obligation pour l'employeur d'acquitter la cotisation) (p. 1237) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Philibert (précise que seul un licenciement peut entraîner l'obligation pour l'employeur d'acquitter la cotisation) (p. 1237).

Démission pour motif légitime (p. 1237).

Entreprises artisanales (p. 1237) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 41 de Mme Muguette Jacquaint (supprime l'exonération de versement prévue pour les salariés ayant moins de deux ans d'ancienneté ou licenciés en fin de chantier) (p. 1238) ;

- *favorable* à l'amendement n° 92 de M. Jacques Barrot (exclut du champ d'application de cet article les licenciements consécutifs à une cessation d'activité de l'employeur pour raison de santé ou départ à la retraite) (p. 1239).

Force majeure (p. 1240) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 132 du Gouvernement (précise que la fermeture de l'entreprise doit être définitive) à l'amendement n° 92 (p. 1239) : adopté (p. 1240) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 140 du Gouvernement (licenciement de fin de chantier) à l'amendement n° 92 (p. 1239) : adopté (p. 1240) ;

- *soutient* l'amendement n° 131 du Gouvernement (exclut le versement de la cotisation en cas de démission consécutive à un déplacement de résidence du conjoint qui a changé d'emploi) (p. 1240) : adopté (p. 1241) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 83 de M. Jean-Pierre Philibert (exclut le versement de la cotisation lorsqu'il s'agit d'un contrat de travail conclu pour une durée indéterminée en vue d'exécuter une tâche précise) (p. 1241) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 94 de M. Jean-Pierre Philibert (exclut le versement de la cotisation pour le licenciement des personnes embauchées après cinquante cinq ans) (p. 1242).

Article 5 *(incitations financières aux actions de formation permettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 42 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 1242).

Après l'article 5 :

- *défavorable* à l'amendement n° 8 de la commission (institue un crédit d'impôt en faveur des groupements de prévention) (p. 1243) ;

- *soutient* l'amendement n° 115 du Gouvernement (institue un crédit d'impôt en faveur des groupements de prévention) (p. 1243) : adopté (p. 1244).

Article 6 *(définition et champ d'application du plan social) :*

- *ses observations* (p. 1250).

Conventions de conversion (p. 1250) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 116 du Gouvernement (restreint l'obligation de communiquer le plan social ou les mesures prises aux seuls cas où le nombre de licenciements envisagé est de 10 ou plus pour une période de 30 jours) à l'amendement n° 10 rectifié de la commission (introduit une référence au plan social et aux autres mesures que prend le chef d'entreprise) (p. 1250) : adopté (p. 1251) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 117 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 1250) à l'amendement n° 10 rectifié de la commission : adopté (p. 1251) ;

- *soutient* le sous-amendement oral du gouvernement (de précision) à l'amendement n° 11 de la commission (précise que le plan social est communiqué à l'autorité administrative avec l'ensemble des informations adressées aux représentants du personnel) : adopté (p. 1251).

Article 7 *(rôle de l'administration) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Francis Delattre (substituant un médiateur choisi parmi les membres de la commission paritaire de l'emploi, à l'inspecteur du travail, pour examiner le plan social) (p. 1252) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 43 de Mme Muguette Jacquaint (ouvre la possibilité pour l'autorité administrative de compléter ou modifier le plan social) (p. 1253) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Philibert (possibilité pour l'autorité administrative de propsoer des modifications au plan social ; chiffrage du coût de ces propositions) (p. 1253) ;

- *favorable* à l'amendement n° 44 de Mme Muguette Jacquaint (donne la possibilité à l'A.N.P.E et aux services extérieurs du travail de formuler des propositions pour éviter les licenciements et sauvegarder l'emploi) (p. 1254).

Après l'article 7 :

- *soutient* l'amendement n° 100 du Gouvernement (définition des conventions de conversion) : adopté (p. 1254).

Article 8 *(obligation de l'employeur de proposer une convention de conversion) :*

- *soutient* l'amendement n° 101 du Gouvernement (oblige l'employeur à proposer une convention de conversion dans les cas où un plan social est obligatoire) : adopté (p. 1255).

Après l'article 8 :

- *soutient* l'amendement n° 102 rectifié du Gouvernement (délai accordé au salarié pour demander une proposition de convention de conversion ; possibilité de rester temporairement dans l'entreprise) : adopté (p. 1255) ;

- *soutient* l'amendement n° 103 du Gouvernement (allonge le délai dont dispose le salarié compris dans une opération de licenciement de moins de dix personnes, pour accepter ou refuser d'adhérer à une convention de conversion) (p. 1256) : adopté (p. 1257).

Article 10 *(financement des conventions de conversion) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 47 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 1257).

Article 11 *(allongement de certains délais dans la procédure applicable aux grands licenciements) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 49 de Mme Muguette Jacquaint (allonge les délais de consultation des représentants du personnel) (p. 1258) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 79 de M. Guy Lordinot (conséquence de l'amendement n° 78) (p. 1258).

Article 13 *(délais impartis en cas de recours à un expert-comptable par le comité d'entreprise) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Philibert (met en évidence les phases de la procédure de consultation du comité d'entreprise) (p. 1259).

Article 14 *(coordination des délais en cas de recours à un expert-comptable) :*

- *favorable* à l'amendement n° 17 de la commission (améliore l'articulation des réunions entre le comité central d'entreprise et les comités d'établissement correspondants) (p. 1260) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Philibert (modalités de consultation du comité central d'entreprise) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 1260) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 108 de Mme Muguette Jacquaint (supprime la désignation d'un expert-comptable par le comité central d'entreprise) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 1261) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Philibert (mesures de coordination des délais de consultation des comités d'établissement et du comité central d'entreprise) (p. 1261) ;

- *son* amendement n° 125 : devenu sans objet (p. 1262).

Article 15 *(limitation des licenciements à caractère répétitif) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Jean-Yves Chamard (de suppression) (p. 1262).

Article 16 *(mesures rectificatives) :*

- *favorable* à l'amendement n° 52 de Mme Muguette Jacquaint (délais applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire) (p. 1263) ;

- *soutient* l'amendement n° 104 rectifié du Gouvernement (porte à un mois le délai de garantie des salaires du représentant des salariés investi de compétences spécifiques en matière de créances salariales) (p. 1263) : adopté (p. 1264).

Dépôt tardif d'amendements (p. 1263, 1264).

Article 17 *(définition du licenciement économique) :*

- *ses observations* (p. 1264) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Jean-Jacques Jegou (définition du licenciement économique ; cas des changements d'activité avec perte de salaires) (p. 1265) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 60 corrigé de M. Olivier Dassault (définition du licenciement économique ; transformation d'emploi) (p. 1266).

Transformation d'emploi (notion) (p. 1266) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 19 de la commission (définition du licenciement économique ; cas des difficultés économiques et des mutations technologiques) (p. 1266, 1267) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Jean-Pierre Philibert (écarte de la notion de licenciement économique les ruptures de contrat à durée indéterminée conclus pour une tâche précise) (p. 1268).

Après l'article 17 :

- *soutient* l'amendement n° 126 du Gouvernement (ordre des licenciements économiques de moins de dix salariés) : adopté (p. 1268).

Article 18 *(principe selon lequel le doute du juge profit au salarié) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Jean-Jacques Jegou (de suppression) (p. 1270) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Jean-Yves Chamard (de suppression) (p. 1270) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 98 de M. Jean-Pierre Philibert (de suppression) (p. 1270).

Après l'article 18 :

- *favorable* à l'amendement n° 22 de la commission (droit des organisations syndicales représentatives d'ester en justice) (p. 1272, 1273) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 111 de M. Jean-Yves Haby (prévoit que le syndicat informe le salarié de son action par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 22 de la commission : adopté (p. 1273).

Article 19 *(extension de l'obligation d'entretien préalable) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 80 rectifié de M. Michel Coffineau (ouvre la possibilité pour le salarié de se faire assister par une personne extérieure à l'entreprise) (p. 1275, 1273).

Représentation du personnel dans les petites entreprises (p. 1275) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 127 du Gouvernement (parité entre les organisations patronales et syndicales des salariés) à l'amendement n° 80 rectifié (p. 1274) : adopté aprés correction (p. 1276) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 36 de Mme Muguette Jacquaint (renforce les droits individuels des salariés dans la procédure de licenciement ; réintégration du salarié en cas de nullité du licencement) (p. 1279).

Après l'article 19 :

- *soutient* le sous-amendement n° 135 du Gouvernement (possibilité pour le salarié d'obtenir l'indication des critères retenus à sa demande écrite) à l'amendement n° 23 de la commission (mentions supplémentaires obligatoires dans la lettre en cas de licenciement économique) (p. 1279) : adopté (p. 1280).

Article 20 *(priorité de réembauchage) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 25 de la commission (porte à deux ans la durée de la priorité de réembauchage) (p. 1281) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Jean-Yves Haby (tend à fixer à six mois la durée de la priorité de réembauchage) (p. 1281) ;

- *soutient* l'amendement n° 134 du Gouvernement (prévision et information du comité d'entreprise et des salariés sur les postes disponibles) (p. 1281) : adopté (p. 1282) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 113 de M. Jean-Yves Chamard (supprime la priorité de réembauche en cas de refus d'un poste par le salarié) (p. 1282) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Jean-Yves Haby (supprime la priorité de réembauchage pour les salariés qui ont trouvé un autre emploi à durée indétrminée) (p. 1282) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 28 de la commission (pénalise l'absence d'information du salarié licencié sur sa priorité de réembauchage, dans la lettre de licenciement) (p. 1283) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 65 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit que l'employeur exerce librement le choix de réembauchage lorsque le nombre de salariés susceptibles d'être repris est supérieur au nombre de postes vacants) (p. 1283).

Après l'article 20 :

- *défavorable* à l'amendement n° 130 de M. Thierry Mandon (rend impossible l'utilisation de personnels temporaires par les entreprises qui ont procédé à des licenciements économiques dans les douze derniers mois sur des emplois correspondant aux activités professionnelles et aux qualifications de même nature) (p. 1284) ;

- *soutient* l'amendement n° 137 du Gouvernement (prévoit un rapport sur le recours au travail temporaire et à durée déterminée et ses conséquences sur le marché de l'emploi) (p. 1283) : adopté (p. 1285) ;

- *soutient* l'amendement n° 105 du Gouvernement (étend les dispositions du projet aux personnels navigants des entreprises d'armement maritime) : adopté (p. 1285) ;

- *soutient* l'amendement n° 106 du gouvernement (insère un intitulé supplémentaire pour les dispositions spécifiques aux personnels navigants des entreprises d'armement maritime) : adopté (p. 1285).

Après l'article 21 :

- *favorable* à l'amendement n° 128 de Mme Yvette Roudy (tend à renforcer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) (p. 1285) ;

- *soutient* l'amendement n° 138 du Gouvernement (tend à renforcer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ; rapport annuel sur la situation générale de l'emploi et de la formation des femmes et des hommes dans l'entreprise) : adopté (p. 1285) ;

- *ses observations après les explications de vote :*

Emploi précaire (p. 1287).

P.M.E.-P.M.I. (représentation des salariés) (p. 1287).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 juin 1989] :

Conversion des salariés :

- administration de l'emploi (p. 2485) ;

- conventions de conversion (p. 2485).

Emploi (généralités) :

- chômage (p. 2484) ;

- emploi précaire (contrats à durée déterminée ; intérim ; S.I.V.P.) (p. 2485) ;

- P.M.E.-P.M.I. (et représentation des salariés) (p. 2485).

Licenciement :

- garanties individuelles des salariés :licenciement économique (définition ; charge de la preuve) (p. 2485).

Discussion des articles [26 juin 1989] :

Article 1er *(rôle du comité d'entreprise dans la gestion préventive de l'emploi) :*

Amendements du Gouvernement (dépôt tardif) (p. 2486) ;

- *soutient* l'amendement n° 37 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article) (p. 2486) : adopté (p. 2487).

Article 3 *(incitations financières aux actions de formation permettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi) :*

- *soutient* l'amendement n° 25 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cette article) : (p. 2487) : adopté (p. 2488).

Article 4 *(généralisation de la « cotisation Delalande ») :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 7 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale ; cas dans lesquels le chef d'entreprise ne devra pas acquitter la cotisation) (p. 2488) ;

- *soutient* l'amendement n° 26 du Gouvernement (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale ; cas dans lesquels le chef d'entreprise ne devra pas acquitter la cotisation) (p. 2488) : adopté (p. 2489).

Article 5 bis *(crédit d'impôt en faveur des entreprises adhérant à un groupement de prévention agréé) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2489) ;

- *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (modifie le montant du maximum du crédit d'impôt prévu à cet article) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 2489) : rejeté (p. 2490).

Article 6 *(définition du champ d'application du plan social) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de la commission (prend en compte les salariés âgés ou dont l'insertion est particulièrement difficile) (p. 2490) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 28 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 9 de la commission : adopté (p. 2490) ;

- *soutient* l'amendement n° 27 du Gouvernement (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2490).

Article 7 *(rôle de l'administration) :*

- *soutient* les sous-amendements n° 29, 30 (p. 2490), 31, 32 et 33 (p. 2491) du Gouvernement (rédactionnels) à l'amendement n° 11 de la commission (possibilité pour l'autorité administrative de faire des propositions sur le plan social) : adoptés (p. 2491).

Article 7 bis *(objet des conventions de conversion) :*

- *soutient* l'amendement n° 34 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2491) : adopté (p. 2492).

Article 13 *(délais impartis en cas de recours à un expert-comptable par le comité d'entreprise) :*

ses observations (p. 2493) ;

- *soutient* l'amendement n° 35 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 2493) ;

- *soutient* l'amendement n° 36 du Gouvernement (précise les conditions d'intervention du comité central d'entreprise) : adopté (p. 2493).

Article 14 *(coordination des délais en cas de recours à un expert-comptable) :*

- *soutient* l'amendement n° 38 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 2493).

Amendements du Gouvernement (dépôt tardif) (p. 2493).

Après l'article 18 :

- *soutient* l'amendement n° 39 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 2493).

Article 17 *(définition du licenciement économique et critères d'ordre des licenciements) :*

- *soutient* l'amendement n° 43 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 2495).

Article 18 *(principe selon lequel le doute du juge profite au salarié) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 23 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 2495, 2496).

Article 18 bis *(droit des organisations syndicales représentatives d'ester en justice dans les litiges individuels relatifs à des licenciements à caractère économique) :*

- *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (confère le droit d'ester en justice aux organisations syndicales représentatives y compris celles qui ne le sont pas au plan national) (p. 2496) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 17 de la commission (information du salarié par l'organisation syndicale compétente) (p. 2496, 2497) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 40 du Gouvernement (information de l'employeur) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 2497) : adopté (p. 2499) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 46 de M. Jean-Yves Haby (précise que la lettre par laquelle le syndicat informe le salarié de son action doit mentionner sa faculté de faire opposition à cette action) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 2497).

Article 19 *(extension de l'obligation d'entretien préalable et présence d'un conseiller extérieur à l'entreprise) :*

- *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 18 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2498).

Article 19 *bis* *(énonciation des motifs de licenciement économique dans la lettre recommandée et information du salarié sur les critères d'ordre utilisés) :*

- *soutient* le sous-amendement n° 41 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2498).

Article 20 *(priorité de réembauchage) :*

- *favorable* à l'amendement n° 21 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale)

- *soutient* le sous-amendement n° 42 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 2500) ;

- *favorable* à l'amendement n° 24 de M. Michel Coffineau (réembauchage d'un salarié dont la qualification s'est améliorée) (p. 2500) ;

- *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 24 de M. Michel Coffineau : adopté (p. 2500).

Après l'article 20 *bis* :

- *soutient* l'amendement n° 45 du Gouvernement (modifie l'intitulé du titre V) : adopté (p. 2501).

Article 20 *ter* *(personnels navigants des entreprises d'armement maritime) :* adopté après modifications (p. 2501) ;

- *soutient* l'amendement n° 44 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 2501).

Ses observations après les explications de vote :

Licenciements de fins de chantiers (p. 2502).

- Projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurances des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin (n° 888).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1989] :

Chômage : indemnisation (accords collectifs) (p. 2337).

Contrôleurs du travail (p. 2336, 2337).

Femmes :

- égalité professionnelle des hommes et des femmes (harmonisation européenne) (p. 2337, 2345).

Immigration clandestine :

- travail clandestin (p. 2337) ;

- travailleurs étrangers (p. 2337).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P) (garanties des créances salariales des stagiaires) (p. 2345).

Discussion des articles [21 juin 1989] :

Article 1er *(négociation des accords relatifs aux allocations d'assurance versées aux travailleurs privés d'emploi) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 14 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2351).

Article 2 *(agrément des accords relatifs aux allocations d'assurance versées aux travailleurs privés d'emploi) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2351).

Article 4 *(trésorerie des institutions gestionnaires de l'assurance chômage) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2353).

Après l'article 4 :

- *favorable* à l'amendement n° 12 de M. Pierre Forgues (étend le principe de garantie des salaires en cas de redressement judiciaire aux titulaires des S.I.V.P.) : (p. 2353) ;

- *favorable* à l'amendement n° 13 de M. Pierre Forgues (étend aux titulaires des S.I.V.P. le bénéfice du privilège et du super-privilège des créances salariales) (p. 2354).

Avant l'article 5 :

- *défavorable* à l'amendement n° 26 de Mme Yvette Roudy (rend obligatoire le plan pour l'égalité professionnelle dans les entreprises de plus de cinquante salariés) (p. 2354) ;

- *soutient* l'amendement n° 29 du Gouvernement (prévoit des conventions entre l'Etat et les entreprises de moins de 300 salariés pour rétablir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes) (p. 2354) : adopté (p. 2355).

Article 5 *(réexamen des clauses des conventions collectives conformément au principe européen de « l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes ») :*

- *favorable* à l'amendement n° 27 de Mme Yvette Roudy (prévoit que l'harmonisation des conditions des hommes et des femmes se fera dans le respect des droits acquis par les femmes) (p. 2356, 2357).

Europe sociale (p. 2357) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 30 de M. Gilbert Millet (précise que les négociations ne pourront remettre en cause les droits acquis par les femmes) (p. 2358) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de la commission (garantit les droits acquis par les femmes) (p. 2356) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 18 de Mme Muguette Jacquaint (garantit les droits acquis par les femmes) (p. 2356).

Article 7 *(constatation des infractions par les contrôleurs du travail) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 19 de Mme Muguette Jacquaint (réserve aux seuls inspecteurs et contrôleurs du travail la constatation des infractions par procès-verbal) (p. 2359).

Seine-Saint-Denis (postes d'inspecteurs et de contrôleurs du travail) (p. 2359).

Article 8 *(participation des contrôleurs du travail à l'inspection du travail) :*

Contrôleurs du travail (statut) (p. 2360) ;

- *soutient* l'amendement n° 11 rectifié du Gouvernement soutenu par M. Jean-Michel Testu (aligne les contrôleurs des lois sociales en agriculture sur les contrôleurs du travail) : adopté (p. 2360).

Article 11 *(renforcement de la lutte contre le travail clandestin) :*

- *observations : Millet (Gilbert)* (p. 2360, 2361) ;

- *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (élargit l'incrimination au cas où l'introduction d'un travailleur étranger en France a été rémunérée) (p. 2361).

Article 12 *(aggravation des peines en cas d'emploi irrégulier d'un étranger) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 21 de Mme Muguette Jacquaint (renforce les peines applicables par rapport au texte initial) (p. 2361).

Après l'article 14 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 9 de la commission (interdit à l'employeur de prélever sur le salaire le loyer du logement qu'il fournit à son salarié) (p. 2363) ;

- *soutient* l'amendement n° 28 du Gouvernement (interdit à l'employeur de prélever sur le salaire le loyer du logement qu'il fournit à son salarié) : adopté (p. 2363).

Ses observations après les explications de vote :

Femmes (égalité professionnelle des hommes et des femmes : harmonisation européenne) (p. 2367).

Travail clandestin (p. 2365).

- Projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 octobre 1989] :

Associations intermédiaires (p. 3556).

Contrat de retour à l'emploi :

- nature et forme (p. 3554, 3575).

Contrat emploi-solidarité :

- nature et forme (p. 3554, 3555) ;

- résiliation du contrat (p. 3575).

Emploi (généralités) :

- A.N.P.E. (p. 3554) ;

- chômage (chômage de longue durée et chômage des jeunes) (p. 3557) ;

- chômeurs créateurs d'entreprise (p. 3556) ;

- collectivités locales (p. 3574) ;

- D.O.M. (p. 3575) ;

- service public de l'emploi (p. 3574) ;

- suivi individuel des personnes en Insertion (p. 3574) ;

- T.U.C. (p. 3574).

Formation : formation professionnelle initiale et continue (p. 3556, 3576).

Missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes : rôle (p. 3555, 3574)

Revenu minimum d'insertion (p. 3575).

Discussion des articles [13 octobre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint (tend à porter le S.M.I.C. à 6 500 francs et à en indexer le montant sur les prix) (p. 3577) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 54 de M. Jean-Yves Chamard (modifie l'intitulé du titre 1er) (p. 3579).

Article 1er *(définition et objectifs du contrat de retour à l'emploi)* :

- *défavorable* à l'amendement n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (limite la liste des catégories de personnes auxquelles s'adressent les contrats de retour à l'emploi) (p. 3580) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de la commission (limite la prise en charge par l'Etat des frais de formation en fonction des garanties offertes) (p. 3580) ;

- *soutient* l'amendement n° 61 du Gouvernement (précise le cadre de la convention dans lequel s'inscrit le contrat de retour à l'emploi) (p. 3580) ; adopté (p. 3581) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 18 de Mme Muguette Jacquaint (introduit un contrôle des représentants du personnel ou de l'inspection du travail sur le contenu des conventions) (p. 3581).

Article 2 *(conditions de conclusion et d'exécution du contrat de retour à l'emploi)* :

- *ses observations* (p. 3582).

Article L. 322-4-3 du code du travail (nature et forme du contrat de retour à l'emploi [C.R.E.]) :

- *défavorable* à l'amendement n° 21 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit que le contrôle sur le contrat de retour à l'emploi est effectué par la direction départementale du travail et de l'emploi) (p. 3583).

Article L. 322-4-4 du code du travail (limites du recours au contrat de retour à l'emploi) :

- *soutient* l'amendement n° 67 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3583) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 22 de Mme Muguette Jacquaint (accroît le délai durant lequel il est interdit de recourir au contrat de retour à l'emploi sur des postes qui ont fait l'objet d'un licenciement économique) (p. 3584) ;

- *favorable* à l'amendement n° 64 de Mme Marie-Josèphe Sublet (interdit la conclusion d'un contrat de retour à l'emploi entre une entreprise et l'un de ses anciens salariés) (p. 3585).

Article L. 322-4-6 du code du travail (exonération des cotisations sociales patronales) :

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de la commission (prévoit un système dégressif permettant, à coût égal, de prolonger la présence du salarié dans l'entreprise) (p. 3586) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 47 de Mme Marie-Josèphe Sublet (limite le recours au contrat de retour à l'emploi pour les salariés âgés jusqu'à la date à laquelle ils peuvent faire valoir leur retraite à taux plein) (p. 3587) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 62 du Gouvernement à l'amendement n° 47 de Mme Marie-Josèphe Sublet (de précision) (p. 3587) : adopté après rectification (p. 3588).

Avant l'article 3 :

- *défavorable* à l'amendement n° 55 de M. Jean-Yves Chamard (modifie l'intitulé du titre II ; notion de contrat emploi-solidarité-formation) (p. 3588, 3589).

Insertion des jeunes (et T.U.C.) (p. 3588, 3589).

Article 3 *(objectifs, nature, conclusion et conditions d'exécution du contrat emploi-solidarité)* :

Article L. 322-4-7 du code du travail (objectifs du contrat emploi-solidarité (C.E.S.) et droit d'information) :

- *défavorable* à l'amendement n° 28 de Mme Muguette Jacquaint (limite la liste des catégories pouvant bénéficier des contrats emploi-solidarité) (p. 3591) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 48 de Mme Marie-Josèphe Sublet (n'autorise le recours au contrat emploi-solidarité que pour les jeunes de plus de dix-huit ans) (p. 3591) ;

- *favorable* à l'amendement n° 58 de M. Jean-Yves Chamard (de clarification) (p. 3591) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 29 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit l'accord des institutions représentatives du personnel pour la signature du contrat emploi-solidarité) (p. 3592).

Seconde délibération sur cet amendement (p. 3592).

Article L. 322-4-9 du code du travail (rémunération) :

- *soutient* l'amendement n° 66 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3592)

Article L. 322-4-10 du code du travail (aide de l'Etat) :

- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Jean-Yves Chamard (fixe un taux de participation différent selon la nature de l'employeur) (p. 3593) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 60 de M. Jean-Yves Chamard (prévoit que la prise en charge de la rémunération par l'Etat est fonction de la durée du contrat) (p. 3603, 3604) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 12 de M. Léonce Deprez (prévoit l'exonération du versement des cotisations d'asssurance chômage pour les collectivités locales ne cotisant pas au titre de cette assurance) (p. 3605).

Article L. 322-4-13 du code du travail (médecine du travail) :

- *défavorable* à l'amendement n° 37 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3605).

Article L. 322-4-14 du code du travail (application dans les départements d'outre-mer) :

- *soutient* l'amendement n° 68 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 3606).

Article 4 *(missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes)* :

- *défavorable* à l'amendement n° 38 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3607) ;

- *favorable* à l'amendement n° 51 de Mme Marie-Josèphe Sublet (mentionne les missions locales dans le livre du code du travail relatif à l'insertion professionnelle) (p. 3607, 3608) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 39 de Mme Muguette Jacquaint (inclut les organisations professionnelles dans les missions locales) (p. 3608).

Article 6 *(aide à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes)* :

- *ses observations* (p. 3609) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 41 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3610, 3611).

Article 7 *(associations intermédiaires) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 43 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3612).

Article 9 *(abrogations) :*

- *ses observations* (p. 3612).

Seconde délibération du projet de loi (p. 3613).

Article 3 *(contrat emploi-solidarité) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (prévoit l'information des institutions représentatives du personnel sur les conventions conclues) : adopté (p. 3614).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [2 novembre 1989] :

Apprentissage :

- généralités (p. 4454) ;

- apprentissage industriel (p. 4454).

Chômage : indemnisation :

- chômeurs (vie quotidienne : rapport de Foucault sur son amélioration) (p. 4455) ;

- statistiques (p. 4453).

Communautés européennes (charte sociale européenne) (p. 4437).

Emploi :

- insertion professionnelle et sociale : plan pour l'emploi du 13 septembre 1989 (p. 4455).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- généralités (p. 4454, 4455) ;

- crédit-formation individualisé (p. 4454) ;

- jeunes (missions locales et permanences d'accueil, d'information et d'orientation - P.A.I.O.) (p. 4454) ;

- stages (p. 4454).

Handicapés (p. 4454).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- crédits : niveau (p. 4453) ;

- organismes :

- Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E) (p. 4454, 4456, 4457).

- délégations régionales à la formation professionnelle (D.R.F.P) (p. 4455).

Observations sur le rappel au règlement de : Delalande (Jean-Pierre) (p. 4436).

Réponses aux questions :

Apprentissage (MM. Germain Gengenwin, Jean-Michel Testu) (p. 4463, 4480).

Chômage : indemnisation :

- chômeurs (vie quotidienne) (M. Marc Dolez) (p. 4470) ;

- insertion professionnelle et sociale (Mme Marie-Madeleine Dieulangard) (p. 4468).

Communautés européennes (charte sociale européenne) (M. Adrien Zeller) (p. 4468).

Emploi :

- associations (rôle) (M. Jean Gatel) (p. 4465) ;

- associations intermédiaires (Mme Gilberte Marin-Moskovitz) (p. 4469) ;

- contrats intermittents (M. Pierre Hiard) (p. 4475).

- développement local (F.R.I.L.E) (M. Jean Gatel) (p. 4464) ;

- entreprises d'insertion (Mme Frédérique Bredin) (p. 4469) ;

- femmes (emploi et égalité professionnelle) (Mmes Marie-Madeline Dieulangard et Hélène Mignon) (p. 4473).

- missions locales (MM. Jean-Paul Virapoullé, Pierre Forgues et Michel Berson) (p. 4467).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- décentralisation (MM. Germain Gengenwin, René Couanau et François d'Aubert) (p. 4462, 4463, 4466) ;

- emplois vocationnels (M. François d'Aubert) (p. 4466) ;

- formation professionnelle (fonction publique hospitalière) (M. Germain Gengenwin) (p. 4463) ;

- instituts de formation professionnelle (évaluation) (M. René Couanau) (p. 4463) ;

- stages : S.I.V.P. (M. Pierre Hiard) (p. 4477).

Handicapés (M. Jean-Michel Testu) (p. 4474).

Licenciement individuel :

- entretien préalable (possibilité de se faire assister par un conseiller) (M. Alain Vidalies) (p. 4464) ;

- motif (M. Thierry Mandon) (p. 4476).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E) (MM. Jean-Yves Chamard, Michel Berson, Mme Marie-France Lecuir, M. Adrien Zeller, Mme Hélène Mignon) (p. 4462, 4465, 4468, 4469) ;

- Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A) (M. Michel Berson) (p. 4465) ;

- délégations régionales à la formation professionnelle (D.R.F.P) (MM. Germain Gengenwin, Pierre Hiard) (p. 4463) ;

- personnels (contrôleurs du travail) (M. Jean-Michel Testu) (p. 4475).

Participation (MM. Eric Doligé, Bernard Schreiner (Bas-Rhin) (p. 4460, 4461).

Préretraites (association pour la structure financière) (MM. Jean-Yves Chamard, Jean-Pierre Philibert remplacé par M. François d'Aubert) (p. 4462).

Travail :

- aménagement du temps de travail (Mme Gilberte Marin-Moskovitz) (p. 4474) ;

- droit d'expression des salariés (Mme Gilberte Marin-Moskovitz) (p. 4475) ;

- heures supplémentaires (M. Eric Doligé) (p. 4460) ;

- négociation collective (Mme Gilberte Marin-Moskovitz) (p. 4475).

Vote des crédits **:**

Etat B, titre IV :

- *ses observations* (p. 4481).

Baisse des crédits de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 4481) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Jean-Yves Chamard (réduction des crédits ; reports de crédits) (p. 4484).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 décembre 1989] :

Communautés européennes (construction de l'Europe) (p. 6282).

Contrats de travail :

- artistes et organisateurs de spectacles (nature du rapport contractuel) (p. 6281, 6282) ;

- contrats de retour à l'emploi (C.R.E.) (p. 6283).

Durée du temps de travail :

- durée du travail (p. 6282) ;

- heures supplémentaires (repos compensateur) :

- petites entreprises (p. 6281).

- régime (p. 6281) ;

- temps de travail :

- aménagement du temps de travail et utilisation des équipements (p. 6281, 6282).

- crédit d'impôt (p. 6281).

Licenciement individuel (possibilité pour le salarié de se faire assister par un conseiller) (p. 6282).

Stages d'insertion à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (rang de créanciers superprivilégiés accordé aux bénéficiaires des S.I.V.P. pour les indemnités complémentaires) (p. 6282).

Travail précaire (proposition de loi du groupe socialiste) (p. 6283).

Discussion des articles [11 décembre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint (organise une réduction progressive de la durée légale hebdomadaire de travail pour atteindre trente-cinq heures à compter du 1er janvier 1991) (p. 6282, 6284).

Article 1er *(doublement du repos compensateur de 50 p. 100 dans les entreprises de plus de dix salariés) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de Mme Muguette Jacquaint (double le repos compensateur de 50 p. 100 dans les entreprises de moins de dix salariés) (p. 6285) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 6 de Mme Muguette Jacquaint (autorise le cumul des deux régimes de repos compensateur pour les mêmes heures supplémentaires) (p. 6285) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 9 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (ouvre la possibilité d'appliquer un repos compensateur de 100 p. 100 aux seules heures supplémentaires effectuées au delà du seuil fixé par voie conventionnelle, quand celui-ci est supérieur au contingent réglementaire) (p. 6286)

- *favorable* au sous-amendement n° 17 de M. Jean Laurain (prévoit que l'application du repos compensateur à 100 p. 100 au delà des contingents conventionnels se fait dans les branches ou entreprises qui procèdent à un examen négocié dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire du niveau et de la nature des emplois) à l'amendement n° 9 (p. 6286).

Après l'article 5 :

- *soutient* le sous-amendement n° 15 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 1 de la commission (de coordination) (p. 6287) : adopté (p. 6288) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 16 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 6287) : adopté (p. 6288).

Après l'article 7 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Jean-Marie Daillet (précise que la présomption de contrat de travail est écartée lorsque l'organisateur de spectacle traite avec le responsable d'une formation française ou étrangère constituée, qui assure elle-même la protection sociale de ses salariés) (p. 6288).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1989] :

Communautés européennes (libre circulation des travailleurs ; trafic de Portugais dans le Vaucluse) (p. 6857, 6858).

Contrat de travail (détenus : nature des rapports contractuels) (p. 6857).

Travail clandestin :

- domicile (atteinte au principe d'inviolabilité) (p. 6858) ;

- contrôles (multiplication) (p. 6858) ;

- lutte (p. 6857, 6858).

Observations sur le rappel au règlement de : Hyest (Jean-Jacques) (p. 6859).

Observations sur le rappel au règlement de : Chamard (Jean-Yves) (p. 6859).

Discussion du texte de la commission mixte paritaire :

Après l'article 8 :

- *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (organise la répression du travail clandestin ; visites domiciliaires) (p. 6862) : adopté après modifications par scrutin public (p. 6865) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 3 de M. Jean-Michel Belorgey (précise que l'ordonnance du président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel sont situés les lieux à visiter est rendue sur réquisition du procureur de la République) à l'amendement n° 1 (p. 6863).

SPILLER (Christian)

Député des Vosges

(3e circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Zones de reconversion industrielle éligibles aux aides du F.E.D.E.R. : situation du bassin de Remiremont ; attribution des aides à la reconversion du Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R) [24 mai 1989] (p. 1172).

- Don du sang : maintien du système français dans le cadre de la directive européenne [20 décembre 1989] (p. 6917, 6918).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. - *Questions* [6 novembre 1989] :

Gendarmerie mobile (dissolution éventuelle d'escadrons) : Saint-Etienne-lès-Remiremont (p. 4637).

Commerce et artisanat. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Fonds de commerce (transmission) : plus-values (imposition) (p. 4894).

Grandes surfaces : commissions d'urbanisme commercial (autorisations et parts de marché) (p. 4893).

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Sports : financement (football ; rapport Sastre) (p. 4997).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 et 7 décembre1989] :

Banques et établissements financiers :

- offre de crédit (développement) (p. 6103) ;

- responsabilités et déontologie (p. 6103).

Endettement et surendettement :

- surendettement :

- causes (p. 6103).

- phénomène (p. 6103) ;

- prévention et éducation (p. 6103).

Ménages en difficulté : situation (p. 6103).

STASI (Bernard)

Député de la Marne

(6e circonscription)

U.D.C.

S'inscrit au groupe de l'Union du centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation au Liban : attitude des Communautés européennes ; Sommet de Madrid ; attitude de la France ; négociation avec la Syrie [28 juin 1989] (p. 2578, 2579).

- Communauté européenne et Europe de l'Est : politique extérieure commune ; relations avec l'Europe de l'Est ; institutions [22 novembre 1989] (p. 5479, 5480).

à un ministre :

- Communautés européennes [29 juin 1989] :

Autriche : demande d'adhésion à la C.E.E. (p. 2617).

D.O.M. - T.O.M. : bénéfice de la préférence communautaire (p. 2617).

Europe de l'Est : aide économique de la Communauté (p. 2617).

Tiers-monde : prix des matières premières ; convention de Lomé (p. 2616).

INTERVENTIONS

- Rappel au règlement : événements du Liban [4 avril 1989] (p. 20).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération et développement. - *Questions* [24 octobre 1989] :

Remplacé par M. Jean-Marie Daillet : Madagascar et océan Indien (p. 4027).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

e) *Mesures diverses.*

Après l'article 68 :

- *son* amendement n° 114 deuxième rectification soutenu par M. Bruno Durieux (modifie l'évaluation des stocks de vins et eaux-de-vie d'appellation contrôlée) (p. 5303) : rejeté (p. 5304).

- Projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (n° 850).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1989] :

Ecole nationale d'administration (E.N.A.) :

- « Enarchie » (p. 5609) ;

- loi n° 83-26 du 19 janvier 1983 relative à la création d'une « troisième voie » (insuffisances) (p. 5609) ;

- scolarité (p. 5609).

Haute fonction publique :

- démocratisation et diversification du recrutement (p. 5609) ;

- égalité des chances (p. 5609) ;

- mobilité entre le secteur public et privé (p. 5609).

Troisième concours :

- conditions d'accès (exercice d'une activité professionnelle pendant 8 ans) (p. 5609) ;

- cycle de préparation (p. 5609) ;

- limitation du nombre de places offertes à chaque concours (p. 5609)

- objectifs (p. 5609).

Vote pour du groupe U.D.C. (p. 5609).

STIRBOIS (Marie-France)

Député d'Eure-et-Loir

(2e circonscription)

Non inscrite.

Elue le 3 décembre 1989 [*J.O.* du 5 décembre 1989] (p. 15056).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 5 décembre 1989] (p. 15056).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

INTERVENTIONS

- Rappel au règlement : fondé sur les articles 2, 3, 5 et 12 de la Constitution [7 décembre 1989] (p. 6099).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* amendement n° 104 (affirme le droit au logement pour les personnes de nationalité française ou ressortissante de la Communauté économique européenne) (p. 6502) ; rejeté (p. 6503).

Etrangers (p. 6502) ;

- *son* amendement n° 103 (affirme le droit au logement pour les personnes de nationalité française ou ressortissante de la Communauté économique européenne) (p. 6503) ; rejeté (p. 6505).

Lutte contre l'immigration clandestine (p. 6503).

STIRN (Olivier)

Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du tourisme

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et aménagement du territoire : tourisme. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1989] :

Chèques-vacances (p. 4282).

Congés (étalement) (p. 4283).

Contrats de Plan Etats-régions (p. 4283).

Coopération interministérielle (p. 4281, 4282).

Départements et territoires d'outre-mer (p. 4283).

Droit aux vacances (p. 4282, 4283).

Eurodisneyland (p. 4283).

Formation professionnelle (p. 4282).

Organisation nationale (création de la délégation aux investissements et aux produits) (p. 4282, 4283, 4284).

Production touristique et investissements (p. 4281, 4284).

Promotion touristique et Maison de la France (p. 4281, 4282, 4283).

Résultats de la saison de 1989 (p. 4281, 4282).

Tourisme rural (p. 4281, 4283).

Tourisme social et associatif (p. 4281, 4282).

Réponses aux questions :

Départements et territoires d'outre-mer : promotion et desserte aérienne (M. Claude Lise) (p. 4288).

Eurodisneyland (M. Jean-Pierre Fourré) (p. 4287).

Hôtellerie (Mme Martine Daugreilh remplacée par M. Jean-Claude Mignon) (p. 4285).

Marché touristique français (M. Edouard Landrain remplacé par Mme Bernadette Isaac-Sibille) (p. 4286).

Organisation nationale du tourisme (Mme Bernadette Isaac-Sibille et M. Léonce Deprez) (p. 4286, 4289).

Tourisme rural (MM. Marcel Garrouste et Bernard Bioulac) (p. 4287, 4288).

Tourisme rural : gîtes ruraux (M. Michel Inchauspé remplacé par Jean-Claude Mignon) (p. 4284).

Tourisme social : réhabilitation du patrimoine (M. Marc Dolez) (p. 4286).

Zones défavorisées : Alpes du Sud (M. Patrick Ollier) (p. 4285).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

- *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Paul Lombard (réduction des crédits de promotion touristique à l'étranger) (p. 4289, 4290).

STOLERU (Lionel)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan

DEPOTS

Projet de loi approuvant le **Xe Plan** (1989 - 1992) **(n° 545)** [3 avril 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [25 et 26 avril 1989] :

- *défavorable* à la question préalable opposée par : *Charette (Hervé de)* (p. 406).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire :

- aménagement régional et rural (p. 452, 495) ;
- contrats de plan Etat-région (p. 393, 395, 451) ;
- D.O.M. (octroi de mer) (p. 452).

Communautés européennes :

- fiscalité (harmonisation ; retenue à la source) (p. 394, 403) ;
- identité culturelle européenne (audiovisuel) (p. 395) ;
- langues européennes (p. 395).

Croissance et compétitivité :

- généralités (p. 394, 450) ;
- « nouveau partage social » de la croissance (revenus ; profits) (p. 394, 451).

Famille (p. 451).

Finances publiques :

- loi de finances (budget et déficit budgétaire) (p. 406, 450, 451).

Impôt (inégalités fiscales) (p. 451).

Pauvreté (lutte) (p. 451).

Plan :

- Parlement (contrôle sur l'exécution du Plan) (p. 452, 453) ;
- plan et marché (p. 450) ;
- planification (techniques ; absence de chiffrage du Plan) (p. 392) ;
- Xe Plan (p. 393) ;
- procédure d'élaboration (non application de la loi du 29 juillet 1982) (p. 392, 393, 406, 407).

Politique économique :

- emploi (p. 393) ;
- épargne (p. 451).

Retraités (p. 394, 395).

Secteur public : économie mixte (relations secteur public - secteur privé) (p. 452).

Article 44, alinéa 3, de la Constitution (application) (p. 453).

Discussion des articles [26 avril 1989] :

Avant l'article unique :

- *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. Hervé de Charette (abrogation de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification) (p. 454) ;

Réserve du vote sur les amendements en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 455) ;

- *ses observations* sur le rappel au règlement de M. Jean Le Garrec : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et utilisation de la procédure de la lettre rectificative pour le vote du Plan (p. 456).

Article unique *(portant approbation du Xe plan) :*

Agriculture (p. 473).

Aménagement du territoire : aménagement régional et rural (p. 472).

Départements d'outre-mer (intégration européenne) (p. 473).

Enseignement (éducation et formation) (p. 473).

Famille (p. 472, 473).

Plan : Xe Plan (stratégie) (p. 473).

Président de la République (engagements) (p. 473).

Recherche (coopération internationale) (p. 473) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 82 de M. Michel Barnier (modifie l'appréciation portée par le texte sur la situation politique internationale) (p. 474) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 83 de M. Michel Barnier (modifie l'appréciation portée par le texte sur la situation politique internationale) (p. 474) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Michel Barnier (insiste sur la vigilance qu'impose la situation politique internationale) (p. 474) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Yves Chamard (supprime la référence au « culte de l'Etat providence ») (p. 475) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Yves Chamard (précise que l'économie mixte suppose l'existence d'un large secteur privé) (p. 476) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Jean-Pierre Brard (principe de souveraineté nationale et de primauté du Parlement ; rétablissement de la règle de l'unanimité dans la C.E.E.) (p. 477) ;

- *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (modifie le partage social des fruits de la croissance dans un sens favorable aux salariés) (p. 480, 481) ;

- *favorable* à l'amendement n° 77 rectifié de la commission des affaires culturelles (modifie le partage social des fruits de la croissance dans un sens favorable aux salariés) (p. 480, 481) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Georges Hage (prévoit une revalorisation salariale et le S.M.I.C. à 6 000 F) (p. 482) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 78 de M. Léonce Deprez (extension de l'intéressement au capital des entreprises dans le secteur public et le secteur privé) (p. 483) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 7 de la commission (transformation des formules d'insertion préconisées en emplois stables bénéficiant à la fois d'un contrat de travail et d'une rémunération au moins égale au S.M.I.C.) (p. 485) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 21 de M. Edmond Alphandéry (supprime un alinéa relatif à l'existence d'un Etat fort pour ses interventions économiques ; notion d'économie mixte) (p. 492) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Edmond Alphandéry (prévoit que les entreprises publiques seront autorisées à émettre dans le public des actions avec droit de vote) (p. 492, 493) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Hervé de Charette (prévoit une réduction des dépenses publiques) (p. 494) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 3 de M. Bruno Durieux (mesures fiscales en faveur de l'emploi : poursuite de la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés ; réduction des entraves fiscales à l'adaptation du système productif et allégement de la taxe sur le foncier non bâti) (p. 495) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 15 de la commission (prévoit une étude sur le transfert progressif sur le budget de l'Etat des charges résultant de la politique familiale) (p. 496) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. Michel Barnier (intégration dans le plan de la loi de programmation militaire pour les années 1987-1991) (p. 497) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 25 de M. Hervé de Charette (supprime la référence aux rapports entre les entreprises publiques et l'Etat) (p. 497) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 80 de M. Léonce Deprez (relations entre l'Etat et les entreprises publiques) (p. 483) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 55 de la commission des affaires culturelles (précise la conception de l'Europe sociale) (p. 500) ;

- *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (définition de l'Europe sociale) (p. 500) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 68 corrigé de M. Hervé de Charette (souhaite voir la France entraîner ses partenaires dans la défense du modèle social européen) (p. 500) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 69 de M. André Rossi (approuve le principe d'un espace monétaire intégré) (p. 500, 501) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 86 de M. Michel Barnier (réaffirme la détermination de la France à obtenir des grands pays exportateurs de produits agricoles la reconnaissance définitive de la politique agricole commune) (p. 502) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 89 de M. Michel Barnier (petit commerce en milieu rural) (p. 504) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 81 de M. Léonce Deprez (développement du tourisme) (p. 483) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 72 rectifié de M. Daniel Goulet (prévoit l'avis des élus des régions et départements concernés avant la mise en place d'une planification régionale des équipements de santé) (p. 506) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 56 de la commission des affaires culturelles (prévoit l'adoption d'une loi d'orientation sur la lutte contre la précarité et l'exclusion sociale) (p. 507).

Synthèse des amendements n° 56 et n° 31 (p. 506) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 63 de M. Jean-Pierre Balligand (nécessité d'une approche globale des problèmes de la pauvreté) à l'amendement n° 56 de la commission des affaires culturelles (p. 506) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 31 de M. Adrien Zeller (lutte contre la grande pauvreté) (p. 507) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 65 de M. André Duroméa (reconnaissance du droit au logement) (p. 508) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 17 de la commission (politique d'aménagement du territoire ; exploitation de la proximité de la France et de l'axe européen lotharingique) (p. 510, 511) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 18 de la commission (aménagement du territoire ; coopération entre les collectivités locales) (p. 510, 511) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 19 de la commission (affirme la complémentarité entre la région et le département comme échelons d'administration territoriale) (p. 510, 511) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 20 de la commission (adaptation des ressources des collectivités territoriales à leur rôle d'aménagement et de développement dans une Europe décentralisée) (p. 510, 511).

Logements parisiens (cause de la hausse des prix) (p. 510, 511) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Michel Barnier (prévoit la mise en place d'un programme spécifique de reconversion des régions et villes touchées par la suppression des frontières intracommunautaires) (p. 511) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Pierre Brard (modalités de la réforme de la fiscalité locale) (p. 513) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 73 de M. Daniel Goulet (mise en œuvre de la réforme de la fiscalité locale dès la prochaine session parlementaire d'automne) (p. 513) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 67 de M. Jean-Pierre Brard (développement de la région parisienne) (p. 515) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Hervé de Charette (modernisation de l'Etat ; impératifs de productivité, de qualité du service rendu aux usagers et de partenariat entre l'administration et ses agents) (p. 518) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 91 de M. Michel Barnier (adaptation des statuts des agents publics et mise en place de procédures d'échanges entre la fonction publique et le secteur privé) (p. 518).

Son intervention [28 avril 1989] :

Aménagement du territoire notamment rural (p. 578).

Décentralisation (p. 578).

Economie mixte (amendement « test » déposé par l'U.D.C.) (p. 579).

Education et formation (p. 578).

Europe sociale (p. 578).

Fiscalité (p. 578).

Fonction publique (mobilité avec le secteur privé) (p. 578).

Justice sociale (p. 578).

Marché (p. 578).

Ouverture politique (ministres d'ouverture) (p. 578).

Parlement (suivi de l'exécution du Plan) (p. 577, 578).

Partage social des fruits de la croissance (p. 579).

Plan et planification (p. 578).

Président de la République (lettre aux Français) (p. 578).

Protection sociale (p. 578).

Deuxième lecture :

Discussion de l'article unique [26 juin 1989] :

Article unique *(portant approbation du X^e Plan)* (p. 2479) :

- *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (introduit une référence aux activités nouvelles qui peuvent s'inscrire à terme dans une logique marchande - services de loisirs, d'accueil... -) (p. 2479) : adopté (p. 2480) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 du Gouvernement (services d'accueil des enfants dont les parents travaillent) : adopté (p. 2480) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 du Gouvernement (introduit une représentation du Conseil supérieur des Français de l'étranger dans le Comité pour l'image de la France à l'étranger) : adopté (p. 2480) ;

- *soutient* l'amendement n° 4 du Gouvernement (politique familiale ; incorpore l'avis du Haut conseil de la famille) : adopté (p. 2480) ;

- *soutient* l'amendement n° 5 du Gouvernement (soutien apporté aux zones défavorisées non éligibles aux fonds structurels européens) : adopté (p. 2480).

Lecture définitive [1er juillet 1989] :

- *ses observations* (p. 2835).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels. - *Explications de vote* [27 octobre 1989] :

Evaluation des politiques publiques (p. 4274).

STRAUSS-KAHN (Dominique)

Député du Val-d'Oise

(8e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Président de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p. 6848).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 2 juin 1989] (p. 6888).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le Xe Plan (1989-1992) (n° 545) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p. 6848).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544) [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7423).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 16 juin 1989] (p. 7522).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

Président de cette commission [*J.O.* du 13 décembre 1989] (p. 15491).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021) [*J.O.* du 21 décembre 1989] (p. 15893).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1989] (p. 15893).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur l'avenir des **déséquilibres macroéconomiques en Europe (n° 907)** [4 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Première lecture :

Discussion des articles [18 avril 1989] :

Article 13 *(modalités de calcul des franchissements de seuils ; droits de vote substitués aux actions et action de concert)* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 34 de la commission (confère un caractère absolu au mode de calcul en droits de vote) (p. 295, 296) ;

- *soutient* l'amendement n° 34 rectifié de la commission (calcul en droits de vote lorsque leur nombre ou leur répartition ne correspond pas au nombre ou à la répartition des actions) : réservé (p. 296) ; adopté (p. 296).

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 avril 1989] :

Croissance et compétitivité : « nouveau partage social » de la croissance (revenus ; profits) (p. 407).

Finances publiques : loi de finances (budget et déficit budgétaire) (p. 408).

Plan :

- planification (techniques ; absence de chiffrage du Plan) (p. 407) ;

- IXe Plan (p. 407).

Politique économique : épargne (p. 408).

Sécurité sociale (solidarité, prélèvement social sur l'ensemble des revenus) (p. 407).

Discussion des articles [26 avril 1989] :

Avant l'article unique :

Observations sur le rappel au règlement de : *Le Garrec (Jean)* : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et utilisation de la procédure de la lettre rectificative pour le vote du Plan (p. 455).

Observations sur le rappel au règlement de : *Barnier (Michel)* : utilisation de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution lors du vote de la loi de Plan (p. 457).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Aménagement du territoire (p. 3627).

Communautés européennes :

- harmonisation fiscale (p. 3626, 3627) ;

- mouvements de capitaux et marché unique (p. 3626).

Emploi (p. 3627).

Entreprises : investissements anti-pollution (amortissement) (p. 3626).

Epargne : fiscalité (p. 3626).

Finances publiques :

- dépenses (niveau et évolution) (p. 3627) ;

- dette publique (p. 3627).

Fonction publique : pouvoir d'achat (p. 3626).

Impôts locaux : taxe d'habitation (allègement et réforme) (p. 3627).

Impôts sur le patrimoine (p. 3627).

Impôt sur les sociétés (p. 3626).

Parlement :

- commission des finances (missions d'étude) (p. 3627) ;

- rôle en matière budgétaire (p. 3626).

Pathé (rachat par Max Théret Investissement) (p. 3654).

Plus-values (imposition) (p. 3627).

Politique économique : croissance (et partage) (p. 3627).

Président de la République (engagements) (p. 3626).

Prévisions et projections économiques (p. 3626).

Travail : conflits (p. 3626).

Première partie :

Discussion des articles [18, 19 et 20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 307 de M. Edouard Balladur (supprime deux des quatre premières tranches du barème) (p. 3723).

Article 7 *(aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 79 de M. Bruno Durieux (de suppression) (p. 3783).

Article 8 *(aménagement du dispositif des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 61 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 3802).

Article 17 *(mesures en faveur des entreprises commerciales et artisanales) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 315 de M. Gilbert Gantier (porte à 600 000 francs le plafond de revenu ouvrant droit à l'abattement de 20 p. 100 accordé aux adhérents des centres de gestion agréés et aux salariés détenant plus de 35 p. 100 des droits sociaux de leur entreprise) (p. 3844) ; centres de gestion agréés et fraude fiscale (p. 3844).

Après l'article 12 (suite) (amendement précédemment réservé) :

- *favorable* à l'amendement n° 364 de M. Raymond Douyère (porte à 19 p. 100 le taux d'imposition des plus values à long terme réalisées par les entreprises sur cession d'éléments d'actifs) (p. 3867) ; communautés européennes (harmonisation fiscale) (p. 3867).

Observations sur le rappel au règlement de : *Alphandéry (Edmond) :* mise en discussion de l'amendement n° 364 après l'article 12 (p. 3863) ;

Observations sur le rappel au règlement de : *Auberger (Philippe) :* mise en discussion de l'amendement n° 364 après l'article 12 (p. 3864, 3865) ;

Observations sur le rappel au règlement de : *Alphandéry (Edmond) :* mise en discussion de l'amendement n° 364 après l'article 12 (p. 3864, 3865).

Article 18 *(mesures destinées à favoriser la mobilité économique) :*

- *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (étend le bénéfice du taux de 3,8 p. 100 à l'enregistrement des apports d'immeubles) ; rectifié (immeubles compris dans l'ensemble des éléments d'actif apportés) : adopté (p. 3882).

Titre II : *dispositions relatives aux charges.*

Article 4 (précédemment réservé) *(allégement de la taxe d'habitation) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 291 de M. Edmond Alphandéry (de suppression) (p. 3921).

Deuxième partie :

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

a) *Fiscalité locale.*

Après l'article 58 :

- *favorable* à l'amendement n° 138 de M. Edmond Hervé (institue, au profit des départements, une taxe proportionnelle sur l'ensemble des revenus et plus values et supprime la part départementale de la taxe d'habitation acquittée au titre de la résidence principale) (p. 5242, 5243) ;

Commission des finances (missions mises en place) (p. 5243) ;

Impôts et taxes : contributions assises sur le revenu (création) (p. 5246) ;

Impôts locaux :

- réforme (p. 5243, 5247) ;

- taxe d'habitation (p. 5243, 5247) ;

Parlement (conditions de travail de l'Assemblée nationale) (p. 5242, 5243) ;

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (p. 5246).

c) *Mesures en faveur de l'épargne.*

Article 81 *(institution du plan d'épargne populaire et aménagement du plan d'épargne en vue de la retraite) :*

- *favorable* (p. 5289).

Transfert d'épargne (vers le plan d'épargne populaire) (p. 5289).

Crédits et dispositions précédemment réservés :

Culture et communication : communication.

Article 57 *(répartition de la redevance T.V.) :*

- *favorable* à l'amendement n° 211 du Gouvernement (majore les crédits de Radio-France) (p. 5319).

Anciens combattants et victimes de guerre.

Article 89 *(réforme du mode de fixation de la valeur des points de pension militaire d'invalidité) :*

- *soutient* l'amendement n° 4 corrigé de la commission (réduit les crédits) : retiré (p. 5319) ;

- *soutient* l'amendement n° 14 de la commission des affaires culturelles (réduit les crédits) : retiré (p. 5319).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 et 15 décembre 1989] :

Après l'article 58 :

- *défavorable* à l'amendement n° 168 de M. Fabien Thiémé (institue une cotisation minimale de la taxe professionnelle égale à 2 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 6703) ;

- *favorable* à l'amendement n° 193 de M. Martin Malvy (institue un plafonnement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties en fonction du revenu brut d'exploitation) (p. 6704) ;

- *soutient* l'amendement n° 208 de M. Raymond Douyère (porte à 20 F la taxe annuelle perçue par le communes au titre du visa du permis de chasser) : vote réservé (p. 6705) ; modifié et adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739).

Article 58 *bis* A nouveau *(rapport au Parlement sur les aspects financiers de la coopération intercommunale, la péréquation de la taxe professionnelle et de la redevance des mines) :*

- *soutient* l'amendement n° 119 de la commission (de suppression) : vote réservé (P. 6706) ; modifié et adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739).

Article 58 *quater* *(exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains vergers nouvellement plantés) :*

- soutient l'amendement n° 122 de la commission (rétablit le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6706) : vote réservé (p. 6706) ; modifié et adopté après application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [18 décembre 1989] (p. 6739).

Après l'article 58 *quater* :

- *favorable* à l'amendement n° 204 de M. Alain Bonnet (autorise l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains plantés en arbres treuffiers jusqu'à leur entrée en production) (p. 6707).

SUBLET (Marie-Josèphe)

Député du Rhône

(14e circonscription)

Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1989] (p. 3).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648) [*J.O.* du 16 juin 1989] (p. 7522).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers (n° 687) [*J.O.* du 2 juillet 1989] (p. 8243).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [21 novembre 1989] (p. 5470).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [*J.O.* du 22 novembre 1989] (p. 14539).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 novembre 1989] (p. 14577).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 646) [*J.O.* du 1er décembre 1989] (p. 14895).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 905) favorisant le **retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 911)** [11 octobre 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le **retour à l'emploi** et la **lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 1021)** [22 novembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Accidents du travail : contrôle et contentieux ; entreprises sous-traitantes [25 octobre 1989] (p. 4120, 4121).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 620).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 mai 1989] :

Accueil des personnes âgées et des handicapés adultes :

- familles, organismes et procédure d'accueil :

- établissements de soins (centres médico-sociaux) (p. 854).

- familles tierces (statut, obligations, formation et agrément de la personne d'accueil) (p. 854) ;

- statut des personnes accueillies : garanties d'accueil et nombre de personnes accueillies notamment (p. 854).

Généralités : départements (charges et rôle) (p. 854).

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Emploi (généralités) :

- chambres d'agriculture (services de développement) (p. 1201) ;

- chômage (et chômage de longue durée) (p. 1201) ;

- femmes (égalité professionnelle) (p. 1201) ;

- formation professionnelle (p. 1201) ;

- service public de l'emploi (p. 1201).

Emploi dans l'entreprise (maintien, prévention du licenciement) :

- gestion préventive de l'emploi (p. 1200) ;

- garanties individuelles des salariés : information du salarié sur ses droits (p. 1201).

- Projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juin 1989] :

Enfants : droits (et convention de l'O.N.U. sur les droits de l'enfant) (p. 2090).

Parents (sanctions pénales, déchéance de l'autorité) (p. 2090, 2091).

- Projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers (n° 687).

Rapporteur suppléant.

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [4 juillet 1989] :

Sécurité sociale : retraites (capitalisation des petites rentes) (p. 2935).

- Projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 octobre 1989] :

Contrat de retour à l'emploi : nature et forme (p. 3551).

Contrat emploi-solidarité :

- durée (prolongation) (p. 3552) ;

- nature et forme (p. 3552).

Emploi (généralités) : chômage (chômage de longue durée et chômage des jeunes) (p. 3535).

Missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes :

- conseil national des missions locales (p. 3552) ;

- permanences d'accueil, d'information et d'orientation (P.A.I.O.) (p. 3552) ;

- rôle (p. 3552).

Discussion des articles [13 octobre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *ses observations* sur l'amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint (tend à porter le S.M.I.C. à 6 500 francs et à en indexer le montant sur les prix) (p. 3577) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 54 de M. Jean-Yves Chamard (modifie l'intitulé du titre 1er) (p. 3578).

Article 1er *(définition et objectifs du contrat de retour à l'emploi)* :

- *défavorable* à l'amendement n° 16 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3579) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (limite la liste des catégories de personnes auxquelles s'adressent les contrats de retour à l'emploi) (p. 3579) ;

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (limite la prise en charge par l'Etat des frais de formation en fonction des garanties offertes) (p. 3580) : rejeté (p. 3581) ;

- *favorable* à l'amendement n° 61 du Gouvernement (précise le cadre de la convention dans lequel s'inscrit le contrat de retour à l'emploi) (p. 3580) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (prévoit que les représentants du personnel sont informés des conventions conclues) : adopté (p. 3581).

Après l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (inclut les contrats de retour à l'emploi dans l'analyse de la situation de l'emploi communiquée annuellement au comité d'entreprise) : adopté (p. 3581).

Article 2 *(conditions de conclusion et d'exécution du contrat de retour à l'emploi) :*

Article L. 322-4-3 du code du travail (nature et forme du contrat de retour à l'emploi [C.R.E.]) :

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (précise que les contrats de retour à l'emploi sont de véritables contrats de travail à durée déterminée ou indéterminée) : adopté (p. 3583) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 21 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit que le contrôle sur le contrat de retour à l'emploi est effectué par la direction départementale du travail et de l'emploi (p. 3583).

Article L. 322-4-4 du code du travail (limites du recours au contrat de retour à l'emploi) :

- *défavorable* à l'amendement n° 22 de Mme Muguette Jacquaint (accroît le délai durant lequel il est interdit de recourir au contrat de retour à l'emploi sur des postes qui ont fait l'objet d'un licenciement économique) (p. 3584) ;

- *son* amendement n° 45 (étend l'interdiction du recours au contrat de retour à l'emploi à toutes les embauches, pour les entreprises qui ont procédé à des licenciements économiques) (p. 3584) ; adopté (p. 3585) ;

- *son* amendement n° 64 (interdit la conclusion d'un contrat de retour à l'emploi entre une entreprise et l'un de ses anciens salariés) : adopté (p. 3585).

Article L. 322-4-5 du code du travail (seuils d'effectifs) :

- *défavorable* à l'amendement n° 24 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3585) ;

- *son* amendement n° 46 (réduit à six mois le délai pendant lequel les titulaires du contrat de retour à l'emploi ne sont pas comptabilisés dans l'effectif de l'entreprise) (p. 3585) : adopté (p. 3586).

Article L. 322-4-6 du code du travail (exonération des cotisations sociales patronales) :

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (prévoit un système dégressif permettant, à coût égal, de prolonger la présence du salarié dans l'entreprise) : rejeté (p. 3586) ;

- *son* amendement n° 47 (limite le recours au contrat de retour à l'emploi pour les salariés âgés jusqu'à la date à laquelle ils peuvent faire valoir leur retraite à taux plein) (p. 3587) ; adopté après modifications (p. 3588).

Avant l'article 3 :

- *défavorable* à l'amendement n° 55 de M. Jean-Yves Chamard (modifie l'intitulé du titre II ; notion de contrat emploi-solidarité-formation) (p. 3588).

Insertion des jeunes (et T.U.C.) (p. 3588).

Article 3 *(objectifs, nature, conclusion et conditions d'exécution du contrat emploi-solidarité) :*

Article L. 322-4-7 du code du travail (objectifs du contrat emploi-solidarité (C.E.S.) et droit d'information) :

- *son* amendement n° 48 (n'autorise le recours au contrat emploi-solidarité que pour les jeunes de plus de dix-huit ans) (p. 3591) : rejeté (p. 3592) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 29 de Mme Muguette Jacquaint (prévoit l'accord des institutions représentatives du personnel pour la signature du contrat emploi-solidarité) (p. 3592).

Article L. 322-4-11 du code du travail (exonérations) :

- *défavorable* à l'amendement n° 33 de Mme Muguette Jacquaint (supprime l'exonération des cotisations sociales) (p. 3604).

Article L. 322-4-13 du code du travail (médecine du travail) :

- *défavorable* à l'amendement n° 37 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3605).

Article 4 *(missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 38 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3607) ;

- *son* amendement n° 51(mentionne les missions locales dans le livre du code du travail relatif à l'insertion professionnelle) (p. 3607) : adopté (p. 3608) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 39 de Mme Muguette Jacquaint (inclut les organisations professionnelles dans les missions locales) (p. 3608).

Après l'article 4 :

- *son* amendement n° 34 (de conséquence) : adopté (p. 3608).

Article 5 *(conseil national des missions locales) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 40 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3609).

Article 6 *(aide à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 41 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3610).

Article 7 *(associations intermédiaires) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 43 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3612).

Article 9 *(abrogations) :*

- *son* amendement n° 52 (de concordance) : adopté (p. 3612).

Après l'article 10 :

- *son* amendement n° 50 (prévoit un rapport et un débat sur le suivi des contrats de retour à l'emploi et des contrats emploi-solidarité) : adopté (p. 3613).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [28 novembre 1989] :

Commission mixte paritaire (accord) (p. 5639, 5640).

Contrat emploi-solidarité (C.E.S.) : généralités (p. 5639).

Contrat de retour à l'emploi (C.R.E.) (p. 5639).

Emploi (généralités) : cotisations sociales (exonérations) (p. 5639).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et aménagement du territoire : Industrie. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Energie : pétrole (avenir du raffinage) (p. 4848).

Solidarité, santé et protection sociale. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [10 novembre 1989] :

Famille et prestations familiales : prestations familiales (p. 4920).

Handicapés :

- généralités (p. 4919) ;

- centres d'aide par le travail (C.A.T.) (p. 4919).

Logement social (p. 4919).

Personnes âgées : maintien à domicile (p. 4919, 4920).

Président de la République (engagements) (p. 4919).

Professions médicales : médecine libérale (conventionnement) (p. 4920).

Revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 4919).

Santé publique :

- drogue (p. 4919) ;

- médecine scolaire (p. 4920) ;

- prévention (p. 4919) ;

- Sida (p. 4919).

Sécurité sociale : financement (p. 4920).

Intention de vote pour du groupe socialiste (p. 4920).

Questions :

Revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : bilan (p. 4966).

SUCHOD (Michel)

Député de la Dordogne

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428) [*J.O.* du 12 mai 1989] (p. 6030).

Rapporteur du projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685) [18 mai 1989] (p. 1006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471) [*J.O.* du 19 mai 1989] (p. 6322).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165) [*J.O.* du 27 mai 1989] (p. 6671).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685) [*J.O.* du 24 juin 1989] (p. 7894).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Intérieur : Police) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

Rapporteur du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944) [19 octobre 1989] (p. 3826).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, relative au contentieux des reconduites à la frontière (n° 942) [2 novembre 1989] (p. 4486).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944) [*J.O.* du 13 décembre 1989] (p. 15492).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 685) relatif aux **conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 710)** [25 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux **conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 824)** [27 juin 1989].

Rapport en nouvelle lecture, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 807), rejeté par le Sénat, relatif aux **conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 826)** [28 juin 1989].

Rapport en vue de la lecture définitive, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 876) relatif aux **conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 877)** [4 juillet 1989].

Avis fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome V : **intérieur : police (n° 924)** [12 octobre 1989].

Rapport (n° 972) [2 novembre 1989], fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur :

1° Le projet de loi (n° 944) modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relatif aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** ;

2° La proposition de loi (n° 942) de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues, relative au **contentieux des reconduites à la frontière.**

Rapport en nouvelle lecture, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1083), rejeté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 1118)** [18 décembre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en vue de la lecture définitive sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 1167)** [20 décembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 885).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 mai 1989] :

Communautés européennes : accords de Schengen (p. 1310).

Immigration :

- arrêt ; stastistiques (p. 1307, 1309, 1310) ;

- immigration clandestine :

- lutte contre (p. 1309).

- Maliens (affaires des 101) (p. 1308).

Immigrés :

- droit du sol (jus soli) (p. 1310) ;

- intégration (p. 1308, 1310) ;

- O.F.P.R.A. (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) (p. 1309, 1310) ;

- regroupement familial (p. 1309) ;

- seconde génération (p. 1308).

Législation (historique) :

- ordonnance du 2 novembre 1945 (p. 1307) ;
- loi du 10 janvier 1980 dite loi « Bonnet » (p. 1307) ;
- loi du 29 octobre 1981 (p. 1307, 1308) ;
- loi du 17 juillet 1984 (p. 1308) ;
- loi du 9 septembre 1986 dite loi « Pasqua » (p. 1308).

Nationalité (réforme du code) (p. 1308).

Président de la République (engagements) (p. 1308).

Projet de loi (dispositions) :

- carte de résident (conditions de délivrance) (p. 1308, 1309) ;
- commission de séjour (p. 1309) ;
- entrée (conditions) (p. 1308, 1309) ;
- expulsion (p. 1307, 1308, 1309) ;
- juge judiciaire (contrôle) (p. 1309) ;
- mineurs (détention d'un titre de séjour) (p. 1309) ;
- reconduite à la frontière (p. 1308) ;
- régimes dérogatoires (p. 1307) ;
- titres de séjour (péremption) (p. 1309).

Observations sur le rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) : demande la présence du Ministre de l'Intérieur pour la suite de la discussion générale du texte relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (p. 1358).

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Avant l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 10, deuxième rectification, de M. Jacques Brunhes (condamne le racisme et la xénophobie) (p. 1394) ;

- *favorable* à l'amendement n° 11 de M. Ernest Moutoussamy (propose l'organisation d'une journée annuelle d'information et d'action contre le racisme) (p. 1397) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 12 de M. Gilbert Millet (propose un enseignement de sensibilisation aux problèmes du racisme dans le programme scolaire) (p. 1398) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Gilbert Millet (répression des crimes et délits d'inspiration raciste) (p. 1399) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Pierre Mazeaud (permet que les demandes en vue d'acquérir ou de prendre la nationalité française soient faites dès l'âge de seize ans) (p. 1400).

Observations sur le rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) : conteste le communiqué de presse de la commission des lois relatif à la procédure du vote bloqué en commission (p. 1424).

Observations sur le rappel au règlement de : Toubon (Jacques) : procédure employée par la commission afin de repousser 257 amendements en un seul vote (p. 1424).

Article 1er *(abrogation de certaines conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Gilbert Millet (abrogation de la loi du 9 septembre 1986 dite loi « Pasqua ») (p. 1438).

Article 2 *(report à 18 ans de l'âge auquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1442) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 298 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 1442).

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

Age à partir duquel l'étranger doit être titulaire d'un titre de séjour (p. 1447).

Observations sur le rappel au règlement de : Hyest (Jean-Jacques) : refus du gouvernement d'apporter certaines précisions sur les dispositions des articles 2 et 3 (p. 1447).

- *défavorable* à l'amendement n° 93 de M. Pierre Mazeaud (supprime à l'étranger âgé de 18 ans la possibilité de bénéficier de plein droit de la carte de séjour) (p. 1483, 1484) ;

- *soutient* l'amendement n° 309 de la commission (accorde l'obtention de plein droit de la carte de séjour aux jeunes étrangers dans l'année qui suit leur majorité) (p. 1486) : adopté au scrutin public (p. 1487) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 95 corrigé de M. Pierre Mazeaud (remplace l'obtention de plein droit de la carte de séjour au jeune étranger entre 18 et 19 ans par la faculté d'obtention) (p. 1487) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 94 de M. Pierre Mazeaud (supprime le deuxième alinéa qui précise que l'obtention de la carte de séjour donne le droit d'exercer une activité professionnelle) (p. 1489) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 139 de M. Gérard Longuet (organisation de réunions d'information sur les droits des étrangers mineurs) (p. 1493).

Après l'article 3 :

- *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. François Asensi (pose le principe que le regroupement familial est de droit) (p. 1510).

Article 4 *(bénéficiaires de plein droit de la carte de résident) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1514) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 167 rectifié de Mme Nicole Catala (refuse la délivrance de plein droit de la carte de résident pour les étrangers qui menacent la sécurité publique) (p. 1516) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 299 de M. Jean-Jacques Hyest (supprime la délivrance de plein droit de la carte de résident pour les étrangers qui présentent une menace grave pour l'ordre public) (p. 1517) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 1517) : vote réservé ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 98 de M. Pierre Mazeaud (refuse la délivrance de plein droit de la carte de résident pour les étrangers qui présentent une menace pour l'ordre public) (p. 1518) ;

- *son* amendement n° 310 (de conséquence) : vote réservé ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722) ;

- *son* amendement n° 311 (de coordination) (p. 1523) : vote réservé ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722) ;

- *son* amendement n° 312 (de coordination) : non sousmis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 20 de M. Gilbert Millet (ouvre le droit à une carte de résident aux étrangers qui ont séjourné en France plus de dix ans) (p. 1524) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 125 de M. Pierre Mazeaud (ouvre le droit à une carte de résident aux étrangers qui ont séjourné en France plus de dix ans) (p. 1524) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 21 corrigé de M. François Asensi (ouvre droit à une carte de résident pour les étrangers ayant obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire) (p. 1524) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 134 corrigé de M. Pierre Mazeaud (refuse la carte de résident aux étrangers condamnés à une peine de prison) (p. 1525) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. François Asensi (ouvre le droit à une carte de résident pour l'étranger dont le père ou la mère est titulaire d'une carte de résident et perçoit en France une pension de retraite) (p. 1525).

Après l'article 4 :

- *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. François Asensi (possibilité d'appel, avec effet suspensif, devant la juridiction administrative en cas de refus d'attribution du statut de réfugié) (p. 1526).

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1562) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 140 rectifié de M. Gérard Longuet (prolonge le délai de péremption lorsque l'étranger mène un projet de réinsertion dans son pays d'origine) (p. 1567).

- *défavorable* au sous-amendement n° 315 de M. Alain Lamassoure (exclut la prolongation si l'étranger bénéficie de l'aide au retour) à l'amendement n° 140 rectifié de M. Gérard Longuet (p. 1567).

Observations sur le rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) : absence de représentation du groupe socialiste en séance (p. 1569) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. François Asensi (prolongation du délai de péremption pour raisons familiales ou de santé) (p. 1571).

Article 6 *(commission de séjour des étrangers) :*

- *favorable* (p. 1577) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 174 de M. Pierre Mazeaud (saisine de la commission par l'étranger et non par le préfet) (p. 1592) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 179 de M. Pierre Mazeaud (supprime l'obligation pour la commission d'entendre l'étranger) (p. 1593) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 141 de M.Gérard Longuet (possibilité pour le préfet de faire appel des décisions de la commission devant la juridiction administrative) (p. 1593) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (création possible de commissions supplémentaires dans les départements de plus de 500 000 habitants) (p. 1593) : vote réservé (p. 1594) ; adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution au scrutin public [3 juin 1989] (p. 1727).

Avant l'article 7 :

- *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Jacques Brunhes (donne compétence à l'autorité judiciaire pour décider de l'expulsion d'un étranger) (p. 1595).

Article 9 *(recours contre l'arrêté de reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 172 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 1601) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 204 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1601) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes (recours possible dans le délai d'une semaine et non de 48 heures) (p. 1602) ;

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (permet à l'étranger de bénéficier du concours d'un interprète) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1603) ; adopté (p. 1727) ;

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (comparution obligatoire de l'intéressé avant décision de l'autorité judiciaire) (p. 1604) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1605) ; adopté (p. 1727) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 217 de M. Pierre Mazeaud (réduit le délai d'appel d'un mois à huit jours) (p. 1606).

Article 10 *(régime d'expulsion) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Gilbert Millet (rend le recours en appel, suspensif) (p. 1606).

Observations sur le rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) : absence du Groupe socialiste lors des débats du 2 juin (p. 1617).

Observations sur le rappel au règlement de : Pandraud (Robert) : nécessaire présence de députés socialistes pour le bon déroulement des débats (p. 1617) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 234 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1619).

Article 11 *(procédure d'expulsion) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 234 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1619).

Article 12 *(catégorie d'étrangers protégés contre une mesure d'expulsion) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Gilbert Millet (expulsion impossible des étrangers ayant résidé de façon habituelle durant dix ans sur le territoire national) (p. 1629) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (expulsion impossible de l'étranger exerçant l'autorité parentale et subvenant aux besoins d'un enfant français) (p. 1629) : adopté au scrutin public (p. 1631)

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (de forme) : adopté au scrutin public (p. 1634) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Gilbert Millet (interdit l'expulsion d'un étranger suivant un traitement médical en France) (p. 1635).

Observations sur le rappel au règlement de : Debré (Jean-Louis) : droit d'expression des députés de l'opposition (p. 1636) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Jacques Brunhes (interdit l'expulsion d'un étranger dont un des parents a été assassiné ou torturé dans son pays d'origine) (p. 1637).

Après l'article 12 :

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Gilbert Millet (étend les cas dans lesquels un étranger ne peut être expulsé) (p. 1638).

Article 13 *(expulsion en cas d'urgence absolue) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 270 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1654).

Article 14 *(exécution de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière) :*

- *ses observations* (p. 1656) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 278 de M. Pierre Mazeaud (rend obligatoire l'exécution d'office de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière et non facultatif) (p. 1659).

Article 15 *(maintien administratif des étrangers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. François Asensi (supprime les centres de rétention) (p. 1660).

Article 16 *(champ d'application de l'ordonnance et des dérogations apportées par voie de conventions internationales) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 280 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1663).

Article 17 *(délai d'un jour franc avant le rapatriement d'un étranger faisant l'objet d'un refus d'entrée) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 283 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1665) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1667) adopté p. 1727.

Après l'article 17 :

- *défavorable* à l'amendement n° 35 rectifié de M. François Asensi (accorde le droit de vote aux élections municipales et européennes aux étrangers résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 1667).

Observations sur le rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) : rappelle que le rapporteur représente la commission et s'exprime en son nom (p. 1668) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Jacques Brunhes (présentation par le Gouvernement d'un rapport portant sur la lutte contre le racisme) (p. 1669) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Jacques Brunhes (application rétroactive des dispositions de la présente loi au 1er janvier 1989) (p. 1669).

Article 18 *(délai d'application aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à la commission de séjour et à la procédure de reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. François Asensi (de suppression) (p. 1671) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 287 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1671).

Après l'article 18 :

- *favorable* à l'amendement n° 306 du Gouvernement (dispose qu'un décret déterminera la compétence territoriale des magistrats, les modalités et les formes des recours contre leurs décisions) (p. 1673) ;

- *son* amendement n° 304 (publication dans les six mois du texte complet de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifié par les nouvelles dispositions) : vote réservé ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722).

Observations sur le rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) : regrette l'attitude du Gouvernement sur les amendements réservés (p. 1676).

Article 2 (précédemment réservé) :

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 1702) : vote réservé (p. 1703) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722).

Article 7 (précédemment réservé) :

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission : vote réservé (p. 1710) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1989] (p. 1722).

Article 11 (précédemment réservé) :

- *défavorable* à l'amendement n° 235 de M. Pierre Mazeaud (supprime la possibilité pour l'étranger d'être assisté par une personne de son choix) (p. 1716) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 302 de M. Jean-Jacques Hyest (supprime la possibilité pour l'étranger d'être assisté par une personne de son choix) (p. 1716).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 juin 1989] :

Projet de loi (dispositions) :

- carte de résident (conditions de délivrance) (p. 2588) ;

- commission de séjour (p. 2588) ;

- expulsion (p. 2588).

Sénat (position adoptée) (p. 2587).

Discussion des articles [1er juillet 1989] [2 juillet 1989] :

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

- *favorable* à l'amendement n° 83 du Gouvernement (précise que l'étranger doit détenir une carte de résident dès l'année qui suit son dixième anniversaire) (p. 2851) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Pierre Mazeaud (obtention de plein droit de la carte de résident à l'étranger qui réside habituellement depuis dix ans en France) (p. 2853).

Article 5 *(durée d'absence d'un résident hors du territoire français) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 2853).

Article 6 *(commission de séjour des étrangers) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 50 rectifié de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 2854) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Pierre Mazeaud (saisine de la commission par l'étranger et non par le préfet) (p. 2855).

Article 9 *(recours contre l'arrêté de reconduite à la frontière) :*

- *ses observations* (p. 2856) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 2857) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 92 de M. Jacques Toubon (rédactionnel) (p. 2866).

Après l'article 17 :

- *défavorable* à l'amendement n° 81 rectifié de M. François Asensi (amnistie les délits commis à l'occasion d'une procédure d'expulsion) (p. 2870).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis pour la police [13 novembre 1989] :

Ministère : immobilier (parc) (p. 5008).

Police :

- auxiliaires de police (p. 5008) ;

- brigade de sûreté des chemins de fer (p. 5008) ;

- commissaires de police (p. 5000) ;

- délinquance et criminalité :

- généralités et évolution (p. 5008).

- immigration clandestine (p. 5008).

- prévention (p. 5008) ;

- effectifs (p. 5008) ;

- îlotage (p. 5008) ;

- informatique (p. 5007) ;

- logement (p. 5008) ;

- plan de modernisation (p. 5007) ;

- police municipale (p. 5008) ;

- police scientifique et technique (p. 5007).

- Projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif (n° 904).

Première lecture :

Explications de vote [21 novembre 1989] :

Observations sur le rappel au règlement de : *Clément (Pascal)* (p. 5438).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1989] :

Conseil constitutionnel : décision du 28 juillet 1989 (p. 5440).

Loi du 2 août 1989 relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France : reconduite à la frontière (régime) (p. 5440).

Tribunaux administratifs :

- aide judiciaire et avocat d'office (p. 5440, 5441) ;

- audience (p. 5440) ;

- compétence (p. 5440) ;

- délai de jugement (p. 5440) ;

- fonctionnement (adaptation et accroissement du contentieux) (p. 5440) ;

- jugement (recours non suspensif devant le Conseil d'Etat) (p. 5440) ;

- juge unique (p. 5440) ;

- juridiction judiciaire (déplacement du président du tribunal administratif au siège le plus proche) (p. 5440) ;

- recours suspensif (p. 5440).

Observations sur le rappel au règlement de : Clément (Pascal) (p. 5442).

Observations sur le rappel au règlement de : Mazeaud (Pierre) (p. 5442).

Discussion des articles :

Article 1er *(régime du recours contre les arrêtés de reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. François Asensi (modifie la procédure de reconduite à la frontière) (p. 5465) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. François Asensi (donne au juge un délai d'un mois pour statuer) (p. 5465) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. François Asensi (donne au juge le droit de décider qu'une autorisation de séjour sera attribuée à l'étranger) (p. 5465) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. François Asensi (rend suspensif l'appel contre le jugement du tribunal administratif) (p. 5466).

Après l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jacques Toubon (limite le caractère suspensif du recours aux cas de refus de renouvellement d'une carte de séjour, d'une carte de résident ou d'un titre de séjour pour les étrangers mentionnés aux articles 15 et 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 5467).

Article 2 *(exécution d'office des mesures d'éloignement) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 6 rectifié de M. François Asensi (interdit l'exécution d'office pour l'expulsion et la reconduite à la frontière) (p. 5468).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 décembre 1989] :

Rapporteur suppléé par : *Durand (Yves)* (p. 6755).

Lecture définitive [20 décembre 1989] :

Rapporteur suppléé par : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6925).

SUEUR (Jean-Pierre)

Député du Loiret

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 620) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Recherche et technologie) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023) [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15812).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** . Tome VIII : **recherche et technologie (n° 921)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Recherche [13 avril 1989] :

Politique européenne (p. 171).

INTERVENTIONS

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 888).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignants :

- formation (et instituts universitaires de formation des maîtres) (p. 1841) ;

- recrutement (p. 1841) ;

- rôle (enseignement, soutien aux élèves) (p. 1841).

Enseignement primaire et secondaire :

- cycles scolaires (p. 1840) ;

- échec scolaire (et zones d'éducation prioritaires) (p. 1841) ;

- formation dispensée : lecture (p. 1840) ;

- programmes : contenu (p. 1840) ;

- rythmes scolaires (p. 1840).

Enseignements spécifiques : enseignement technique et professionnel (p. 1840).

Etablissements d'enseignement :

- conseils des délégués d'élèves (et participation) (p. 1840) ;

- chefs d'établissement (p. 1841) ;

- projet d'établissement (p. 1840).

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 1er *(mission du système éducatif) :*

ses *observations* (p. 1922).

Enseignement (généralités) : citoyenneté (p. 1922).

Enseignement primaire et secondaire : enfants (p. 1922).

Enseignements spécifiques : formation continue (p. 1922) ;

- *son* amendement n° 110 soutenu par M. Jean Giovannelli (introduit une référence aux langues et cultures régionales) (p. 1953) : adopté au scrutin public (p. 1954) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Jean-Yves Haby (affirme l'appartenance des parents à la communauté éducative) (p. 1957).

Article 4 *(organisation de la scolarité en cycles) :*

- *favorable* (p. 1978).

Redoublement (p. 1978) ;

- *favorable* à l'amendement n° 229 du Gouvernement (cycles scolaires) (p. 1981).

Après l'article 4 :

Diplômes nationaux (p. 1982).

Article 8 *(calendrier scolaire) :*

- *ses observations* (p. 1994).

Après l'article 8 :

- *son* amendement n° 111 (organisation des journées et semaines scolaires) (p. 1997) : retiré (p. 1998).

Enseignants (rôle) (p. 1998).

Article 13 *(rôle des enseignants) :*

- *favorable* (p. 2012).

Psychologues scolaires (p. 2012).

Article 14 *(rôle des agents, techniciens, ouvriers et personnels de service (A.T.O.S.) :*

- *son* amendement n° 112 soutenu par M. Jean Le Garrec (rôle des A.T.O.S. pour l'accueil, le cadre de vie, la restauration et la protection sanitaire) : adopté (p. 2015).

Article 15 *(plan de recrutement des enseignants) :*

- *favorable* (p. 2015).

Article 16 *(création des instituts universitaires de formation des maîtres) :*

- *ses observations)* (p. 2019).

Ecoles normales (p. 2019) ;

- *son* sous-amendement n° 201 (conditions d'intégration des professeurs d'écoles normales et des centres de formation existant dans les instituts universitaires de formation des maîtres) à l'amendement n° 93 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 2023).

Article 18 *(groupements d'établissements et groupements d'intérêt public) :*

- **Rappel au règlement :** vote de l'amendement n° 94 par le groupe socialiste (p. 2031).

Article 20 *(réduction des disparités dans la répartition des emplois) :*

- *son* amendement n° 202 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (prend en compte les contraintes spécifiques des zones d'environnement social défavorisé et des zones d'habitat dispersé) (p. 2035) : adopté (p. 2036).

Article 21 *(Conseil supérieur de l'éducation) :*

- *son* amendement n° 203 (place des associations familiales au sein du Conseil supérieur de l'éducation nationale) : adopté (p. 2038).

Explications de vote [9 juin 1989] :

Vote pour du groupe socialiste (p. 2056).

Enseignement primaire et secondaire :

- cycles scolaires (p. 2056) ;

- programmes (p. 2056).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 juillet 1989] :

Enseignants : formation (et instituts universitaires de formation des maîtres) (p. 2896).

Enseignement primaire et secondaire :

- cycles scolaires (p. 2897) ;

- programmes : contenu (p. 2897).

Etablissements d'enseignement (projet d'établissement) (p. 2897).

Explications de vote :

Vote pour du groupe socialiste (p. 2923).

Enseignants (formation et instituts universitaires de formation de maîtres) (p. 2923).

Enseignement primaire et secondaire :

- cycles scolaires (p. 2923) ;

- programmes (p. 2923) ;

- réussite scolaire (p. 2924).

Lecture définitive : Rapporteur suppléant : *Derosier (Bernard)* [4 juillet 1989] :

- *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Jean-Yves Chamard à l'article 16 (dépôt avant le 31 décembre 1989 d'un projet de loi créant des instituts universitaires de formation des maîtres (I.U.F.M.) (p. 2963).

- Projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 octobre 1989] :

Contrat de retour à l'emploi : nature et forme (p. 3570).

Contrat emploi-solidarité : nature et forme (p. 3570).

Emploi (généralités) :

- chômage (chômage de longue durée et chômage des jeunes) (p. 3570) ;

- suivi individuel des personnes en insertion (p. 3571) ;

- travail précaire (p. 3553, 3575).

Formation : formation professionnelle initiale et continue (p. 3571).

Discussion des articles [13 octobre 1989] :

Article 2 *(conditions de conclusion et d'exécution du contrat de retour à l'emploi) :*

Article L. 322-4-6 du code du travail (exonération des cotisations sociales patronales) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 47 de Mme Marie-Josèphe Sublet (limite le recours au contrat de retour à l'emploi pour les salariés âgés jusqu'à la date à laquelle ils peuvent faire valoir leur retraite à taux plein) (p. 3587) ;

- *favorable* au sous-amendement n° 62 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 47 de Mme Marie-Josèphe Sublet (limite le recours au contrat de retour à l'emploi pour les salariés âgés jusqu'à la date à laquelle ils peuvent faire valoir leur retraite à taux plein) (p. 3587).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [24 octobre 1989] :

Crédits de recherche : budget civil de la recherche et du développement (B.C.R.D.) et Dépense nationale de recherche et de développement (D.N.R.D.) (objectif des 3 p. 100 du P.I.B) (p. 4040, 4041, 4044, 4045).

Chercheurs :

- effectifs et créations d'emploi (p. 4041, 4042) ;

- ingénieurs, techniciens et administratifs (I.T.A.) (p. 4041).

Recherche : publications (recherche française) (p. 4042).

Recherche appliquée : Institut national de la recherche appliquée (p. 4041).

Recherche géologique et Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M) (p. 4041).

Recherche industrielle :

- généralités (p. 4041) ;

- crédit d'impôt-recherche (p. 4040) ;

- fonds de la recherche et de la technologie (F.R.T) (p. 4041).

Vote des crédits :

Organismes de recherche (amendement de la commission des affaires culturelles déclaré irrecevable) (p. 4070).

Intérieur. - *Questions* [13 novembre 1989] :

Police :

- îlotage (p. 5049) ;

- police municipale (p. 5048).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Postes : services financiers (p. 5115, 5116).

T

TABANOU (Pierre)

Député du Val-de-Marne

(12e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

Décédé le 12 juin 1989 [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7421).

Son éloge funèbre est prononcé le 27 juin 1989 [27 juin 1989] (p. 2536, 2537).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

TAPIE (Bernard)

Député des Bouches-du-Rhône

(6e circonscription)

Non inscrit

Elu le 29 janvier 1989 [*J.O.* du 3 février 1989] (p. 1512).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 février 1989] (p. 1613) ; [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

Contestation de son élection [3 avril 1989] (p. 7). Rejet de la requête [11 mai 1989] (p. 820).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

TARDITO (Jean)

Député des Bouches-du-Rhône

(9e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Taxes parafiscales) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux **droits des Français rapatriés d'origine nord-africaine (n° 695)** [23 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 45 : **taxes parafiscales (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Missiles à courte portée, attitude de la France sur l'option triple zéro : déclaration du Président de la République [24 mai 1989] (p. 1171, 1172).

- Chantiers navals de la Ciotat et de la Seyne : chantiers navals ; entreprises ; La Ciotat ; la Seyne ; emploi et activité ; situation de la construction navale en Europe [18 octobre 1989] (p. 3692, 3693).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 avril 1989] :

« Affaires » boursières : Société générale (p. 241).

Epargne et épargnant (protection et sécurité) (p. 241).

Marché financier :

- généralités (croissance, modernisation, internationalisation et déréglementation) (p. 241) ;

- marché à terme d'instruments financiers (M.A.T.I.F.) (p. 242).

Offres publiques d'achat et d'échange (O.P.A. et O.P.E.) :

- généralités (p. 241, 242) ;

- comité d'entreprise (information) (p. 241).

Sphère financière (gonflement ; crise d'octobre 1987 et spéculation) (p. 241 242).

Discussion des articles [18 avril 1989] :

Article 1er *(composition de la Commission des opérations de bourse - C.O.B.) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de M. Fabien Thiémé (nomination au sein de la C.O.B. d'un membre par chacun des cinq syndicats nationaux représentatifs) : rejeté (p. 259).

Article 3 *(collaboration de la C.O.B. avec ses homologues étrangers) :*

- *soutient* l'amendement n° 8 de M. Fabien Thiémé (possibilité pour tout comité d'entreprise de saisir la C.O.B. en cas d'irrégularité constatée) : rejeté (p. 262).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 juin 1989] :

Article 1er *(composition de la Commission des opérations de bourse) :*

- *son* amendement n° 58 soutenu par M. Fabien Thiémé (supprime pour les deux personnalités nommées en raison de leur compétence la référence à leur expérience en matière d'appel public à l'épargne) (p. 2386) ; rejeté (p. 2387).

Article 11 *quinquies* nouveau *(offre publique d'achat ou d'échange et rachat d'une entreprise par ses salariés) :*

- *son* amendement n° 59 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : adopté (p. 2395).

Article 15 *bis* nouveau *(autocontrôle) :*

- *son* amendement n° 61 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2398) : rejeté (p. 2399) ;

- *son* amendement n° 62 soutenu par M. Fabien Thiémé (requiert l'accord du comité d'entreprise pour les opérations publiques d'achat, les opérations de restructuration du capital, de fusion, de concentration et de filialisation) : rejeté (p. 2399).

Article 15 *ter* nouveau *(adaptation aux nécessités du marché financier du plafond de capital détenu par une même personne dans une société de télévision par voie hertzienne terrestre) :*

- *son* amendement n° 63 soutenu par M. Gilbert Millet (de suppression) (p. 2400) : adopté (p. 2401).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Article 1er *(droit au logement) :*

- *ses observations* (p. 1080).

Article 3 *(forme et contenu du contrat de location) :*

- *soutient* l'amendement n° 6 de M. Roger Gouhier (inapplication de la présomption, prévue à l'article 1731 du Code civil, en cas d'absence d'état des lieux) : rejeté (p. 1085).

Article 6 *(obligations du bailleur) :*

- *soutient* l'amendement n° 52 de M. Roger Gouhier (interdit au bailleur de louer sous la condition de la réalisation de certains travaux par le locataire) : rejeté (p. 1097).

Article 14 *(non renouvellement du contrat pour congé) :*

- *soutient* l'amendement n° 12 de M. Roger Gouhier (étend les dérogations qui réduisent le délai du préavis à toutes raisons personnelles ou professionnelles) : rejeté (p. 1105).

Article 15 *(mise en place et missions des observatoires de loyers) :*

- *soutient* l'amendement n° 14 de M. Roger Gouhier (rétablit une représentation paritaire entre locataires et bailleurs au sein de l'observatoire) : retiré (p. 1107).

Article 16 *(régime des loyers de droit commun) :*

- *soutient* l'amendement n° 16 de M. Pierre Goldberg (permet uniquement la réévaluation du loyer d'un bail renouvelé par le jeu de la clause de révision) (p. 1116) : rejeté au scrutin public (p. 1117).

Article 22 *(charges récupérables) :*

- *soutient* l'amendement n° 18 de M. Roger Gouhier (de précision) : retiré (p. 1126).

Article 24 *(abrogation des quatre premiers chapitres du titre Ier de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 167 rectifié du Gouvernement (aménage l'application de la loi dans le temps pour les contrats arrivés à échéance après le 22 mai 1989 et pour lesquels le propriétaire a formulé une proposition de nouveau loyer en application de l'article 21 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) (p. 1129).

Avant l'article 25 :

- *soutient* l'amendement n° 24 de M. Louis Pierna (augmente le taux du 1 p. 100 patronal) : rejeté (p. 1132) ;

- *soutient* l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Brard (soumet les organismes d'H.L.M. aux mêmes dispositions que les propriétaires privés pour le loyer des logements faisant l'objet d'une nouvelle location) (p. 1133) : rejeté (p. 1134) ;

- *soutient* l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Brard (protège le débiteur en difficulté pour les saisies immobilières) : rejeté (p. 1134) ;

- *soutient* l'amendement n° 23 de M. Guy Hermier (prévoit les modalités de prise en compte de la situation familiale des locataires faisant l'objet d'une menace d'expulsion) (p. 1134) : rejeté (p. 1135).

Article 25 *(modification de l'article 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 relatif à la sortie des locaux vacants de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948) :*

- *soutient* l'amendement n° 56 de M. Roger Gouhier (impose que le décret, fixant les normes de confort, soit prêt après avis de la commission nationale de concertation) (p. 1135) : adopté (p. 1136) ;

- *soutient* l'amendement n° 29 de M. Roger Gouhier (permet le retour à la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 lorsqu'il s'avère impossible de respecter les normes) (p. 1136) : rejeté (p. 1137).

Après l'article 35 :

- *soutient* l'amendement n° 60 de M. Louis Pierna (impose la transmission au Maire et au Président du Conseil général de la décision de vendre une partie du parc locatif des offices d'H.L.M.) : rejeté (p. 1143) ;

- *soutient* l'amendement n° 59 de M. Jean-Pierre Brard (étend le bénéfice du maintien dans les lieux en vertu de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948) (p. 1143) : rejeté (p. 1144).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1er, 2 et 3 juin 1989] :

Avant l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 12 de M. Gilbert Millet (propose un enseignement de sensibilisation aux problèmes du racisme dans le programme scolaire) : adopté (p. 1398).

- Projet de loi modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542).

Troisième lecture :

Discussion de l'article unique [13 juin 1989] :

Article unique *(liberté d'acquisition d'actions des sociétés privatisées mais possibilité pour le ministre chargé de l'économie de s'opposer à toute acquisition ayant pour effet de porter à plus de 10 p. 100 du capital, calculé en droits de vote, la participation d'une ou plusieurs personnes agissant de concert)* (p. 2065).

Abstention du groupe communiste (p. 2065).

- Projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 645).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juin 1989] :

Communautés européennes (incidence sur le problème de l'enfance maltraitée) (p. 2077).

Définition (difficulté à définir l'enfance maltraitée) (p. 2076).

Enfants : droits (et convention de l'O.N.U. sur les droits de l'enfant) (p. 2078).

Famille : situation sociale (p. 2075).

Prévention et lutte contre les mauvais traitements (personnes et professions compétentes) :

- associations (p. 2076) ;

- départements (répartition des compétences avec l'Etat et la justice) (p. 2077) ;

- personnels sociaux et médicaux (p. 2076, 2077) ;

- secret professionnel (p. 2077).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 695).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [18, 19 et 20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Après l'article 2 :

- *soutient* l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Brard (taxe à 27 p. 100 les plus values sur cessions de valeurs mobilières) : rejeté (p. 3734) ;

- *soutient* l'amendement n° 144 de M. Jean-Pierre Brard (porte à 5 000 francs la déduction de l'actif successoral pour frais funéraires) : rejeté (p. 3737).

Après l'article 5 :

- *soutient* l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Brard (applique le taux majoré de la T.V.A. aux opérations assujetties à l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 3768) ; rejeté (p. 3769) ;

- spéculation financière (p. 3768).

Article 6 *(réduction de 5,5 p. 100 à 2,1 p. 100 du taux de la T.V.A. sur les médicaments remboursables) :*

- *soutient* l'amendement n° 151 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (étend la réduction à 2,1 p. 100 du taux de la T.V.A. aux médicaments non remboursés par la sécurité sociale) (p. 3770) ; vote réservé (p. 3771) ; rejeté (p. 3774).

Article 7 *(aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune) :*

- *soutient* le sous-amendement n° 238 de M. Jean-Pierre Brard (fixe le seuil d'imposition à 3 000 000 francs) à l'amendement n° 23 de la commission (revalorise chacune des tranches de 3,3 p. 100) : rejeté (p. 3784) ;

- *soutient* le sous-amendement n° 239 de M. Jean-Pierre Brard (taxe au taux de 1,1 p. 100 entre 20 660 000 francs et 30 000 000 francs et à 1,7 p. 100 au delà de 30 000 000 francs) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 3784) ; rejeté (p. 3786) ;

- *soutient* l'amendement n° 153 de M. Jean-Pierre Brard (incorpore les biens professionnels à l'assiette de l'impôt lorsque leur valeur excède 3 000 000 francs et prend en compte les biens immobiliers, acquis au moins quinze ans avant l'année d'imposition, pour les trois quarts de leur valeur si elle n'excède pas 3 000 000 francs) (p. 3786) ; rejeté (p. 3787) ;

- *soutient* l'amendement n° 155 de M. Jean-Pierre Brard (incorpore les œuvres d'art à l'assiette de l'impôt mais exonère celles créées il y a moins de quinze ans, si leur valeur

n'excède pas 1 000 000 francs) : vote réservé (p. 3788) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 3789) ;

- œuvres d'art (spéculation) (p. 3788).

Après l'article 9 :

- *soutient* l'amendement n° 306 de M. Jean-Pierre Brard (exonère les associations d'aide à domicile, les caisses des écoles et les hôpitaux de la taxe sur les salaires) : rejeté (p. 3813).

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Après l'article 10 :

- *soutient* l'amendement n° 270 de M. Paul Lombard (majore les limites de chiffre d'affaires pour l'obtention de la réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion agréés qui ont opté pour l'imposition selon le bénéfice réel) (p. 3818) ; rejeté (p. 3819).

Article 11 *(suppression de la taxe sur les conventions d'assurance applicable aux contrats d'assurance sur la vie) :*

- *ses observations* (p. 3820) ; retraites (p. 3820).

Après l'article 12 :

- *son* amendement n° 159 (rétablit la taxation des frais généraux et en fixe le taux à 50 p. 100) : rejeté (p. 3833).

Après l'article 12 (suite) (amendement précédemment réservé) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 364 de M. Raymond Douyère (porte à 19 p. 100 le taux d'imposition des plus values à long terme réalisées par les entreprises sur cession d'éléments d'actifs) (p. 3865).

Après l'article 17 :

- *soutient* l'amendement n° 48 de M. Paul Lombard (étend le bénéfice de l'abattement de 20 p. 100 aux commerçants et artisans imposés au forfait et relève les plafonds de chiffres d'affaires ouvrant droit à ce régime d'imposition) (p. 3867) ; rejeté (p. 3868) ;

- *soutient* l'amendement n° 43 de M. Paul Lombard (porte à 5 000 francs la réduction d'impôt accordée aux commerçants, artisans, agriculteurs et membres de professions libérales ayant opté pour l'imposition au régime du bénéfice réel et ayant adhéré à un centre de gestion agréé) : rejeté (p. 3868) ;

- *soutient* l'amendement n° 44 de M. Paul Lombard (relève les plafonds de chiffres d'affaires imposant le recours à un expert comptable aux adhérents des centres de gestion agréés) (p. 3868) ; rejeté (p. 3869).

c) Mesures diverses.

Article 21 *(retenue à la source sur les revenus des auteurs, artistes et sportifs) :*

- *défavorable* (p. 3895) ; impôt sur le revenu (retenue à la source) (p. 3895).

Après l'article 24 :

- *soutient* l'amendement n° 129 de M. Jean-Pierre Brard (institue une taxe de prévention des incendies de forêt assise sur le chiffre d'affaires des compagnies d'assurances) (p. 3898) : rejeté (p. 3899).

Après l'article 25 :

catastrophe de la Guadeloupe (perception de la T.V.A. sur la reconstruction des habitations) (p. 3900).

Avant l'article 28 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 354 du Gouvernement (soumet la Caisse des dépôts et consignations au paiement d'une contribution représentative de l'impôt sur les sociétés, et d'un dividende) (p. 3905) ;

Caisse des dépôts et consignations (rôle et statut) (p. 3906).

Titre II : *dispositions relatives aux charges.*

Article 4 (précédemment réservé) *(allégement de la taxe d'habitation) :*

- *son* amendement n° 198 (exonère les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu de la part de taxe d'habitation excédant 800 F) : rejeté (p. 3923) ;

- *son* amendement n° 200 (exonère les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu de la part de taxe d'habitation excédant 1 000 F) (p. 3923) : rejeté (p. 3924) ;

ses amendements n° 201 à 204, 206, 208, 217, 219 à 222, 225 et 227 : devenus sans objet (p. 3925).

Titre III : *dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.*

Article 34 et Etat A *(équilibre général du budget) :*

- *soutient* l'amendement n° 257 de M. Jean-Pierre Brard (assujettit les obligations renouvelables du Trésor à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés) : vote réservé (p. 3946) ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3947) ;

- *son* amendement n° 133 (rembourse les obligations renouvelables du Trésor sur la base de leur valeur actualisée) : vote réservé ; non soumis au vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3947).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Réforme du statut des postes et télécommunications (rapport Prévot) (p. 5112).

Economie, finances et budget : Charges communes. - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Budget annexe de l'Imprimerie nationale. - Budget annexe des Monnaies et médailles. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [15 novembre 1989] :

Taxes parafiscales :

- généralités (autorisation de perception, création, suppression) (p. 5181, 5182) ;

- Communautés européennes (harmonisation fiscale) (p. 5182) ;

- efficacité économique et sociale (p. 5182) ;

- Parlement (contrôle) (p. 5181, 5182).

Vote des crédits :

Comptes spéciaux du Trésor.

Article 44 *(comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 166 du Gouvernement (majore les crédits à la suite de l'augmentation de la redevance versée au fonds national pour le développement des adductions d'eau) (p. 5204).

Services financiers. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés* [15 novembre 1989] :

Vote contre du groupe communiste (p. 5212).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

a) *Fiscalité locale.*

Article 58 *(détermination des bases des impôts directs locaux en 1990) :*

- *son* amendement n° 132 (majore de 1 p. 100 les valeurs locatives des propriétés non bâties et minore de 1 p. 100 celles des propriétés bâties) (p. 5231) : rejeté (p. 5233) ;

Impôts locaux (taxe d'habitation) (p. 5231).

Après l'article 58 :

- *son* amendement n° 131 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (assujettit à la taxe professionnelle les opérations concernant l'extraction et le traitement du sel) (p. 5237) : retiré (p. 5238) ;

- *son* sous-amendement n° 196 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (exonère les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 138 de M. Edmond Hervé (institue, au profit des départements, une taxe proportionnelle sur l'ensemble des revenus et plus values et supprime la part départementale de la taxe d'habitation acquittée au titre de la résidence principale) (p. 5244) : vote réservé (p. 5247) : retiré (p. 5248) ;

- *son* amendement n° 189 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (assujettit les actifs financiers des établissements au taux moyen national de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 5248) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 78 de la commission (rend progressivement obligatoire la création par les districts d'une fiscalité propre) (p. 5280, 5281) ;

Collectivités locales : communes (autonomie) (p. 5281).

b) *Mesures de solidarité et d'équité.*

Après l'article 59 :

- *soutient* l'amendement n° 128 de M. Fabien Thiémé (abroge l'article 24, relatif à la détention d'avoirs à l'étranger, de la loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 modifiant les procédures fiscales et douanières) : rejeté (p. 5286) ;

Communautés européennes (mouvements de capitaux) (p. 5286).

c) *Mesures en faveur de l'épargne.*

Article 63 *(aménagement du régime fiscal des contrats de capitalisation) :*

- *soutient* l'amendement n° 177 de M. Fabien Thiémé (exclut du dispositif les contrats et bons, souscrits à partir du 1er janvier 1990, dont l'identité du souscripteur ne peut être connue de l'administration) : retiré (p. 5296) ;

Impôts et taxes (fraude fiscale et blanchiment d'argent) (p. 5296).

d) *Mesures en faveur du logement.*

Article 64 *(aménagement du régime d'incitation fiscale à l'investissement locatif) :*

- *soutient* l'amendement n° 49 de M. André Duroméa (de suppression) : rejeté (p. 5298).

e) *Mesures diverses.*

Article 60 précédemment réservé *(information de l'administration sur les transferts de fonds à l'étranger) :*

- *ses observations* (p. 5306) ;

Communautés européennes :

- harmonisation fiscale (p. 5306) ;

- mouvements de capitaux (p. 5306) ;

Impôts et taxes (fraude fiscale et contrôle fiscal) (p. 5306).

Crédits et dispositions précédemment réservés :

Anciens combattants et victimes de guerre :

Article 69 *(réforme du mode de fixation de la valeur des points de pension militaire d'invalidité) :*

- *soutient* l'amendement n° 46 de M. Daniel Le Meur (de suppression) : vote réservé (p. 5320) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 216 du Gouvernement (propose une nouvelle rédaction de l'article) (p. 5321) ;

- *favorable* à l'amendement n° 217 du Gouvernement (revalorise les pensions de veuves de guerre dont le point de départ est postérieur au 31 octobre 1989) (p. 5321).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 et 15 décembre 1989] :

Article 12 *(diminution du taux de l'impôt sur les sociétés) :*

- *son* amendement n° 165 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : vote réservé (p. 6569) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [14 décembre 1989] (p. 6608).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Article 2 *(régime des autorisations préalables) :*

Vote contre du groupe communiste (p. 5519) ;

- *soutient* l'amendement n° 33 de M. Pierre Goldberg (paragraphe I : maintient le contrôle en cas d'installation, agrandissement ou réunion d'exploitations agricoles au bénéfice d'une société sans condition de superficie) : rejeté (p. 5517).

Article 6 *(définition des associations foncières agricales) :*

- *soutient* l'amendement n° 34 de M. Pierre Goldberg (supprime la formule d'associations foncières agricoles autorisées) (p. 5520) : rejeté (p. 5521).

Droits des petits exploitants et petits propriétaires (p. 5520, 5521).

Article 18 *(domaine d'intervention des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) :*

- *soutient* l'amendement n° 40 de M. Pierre Goldberg (prévoit que les S.A.F.E.R peuvent acquérir et stocker le foncier correspondant à tout ou partie des emprises concernées par la création d'ouvrages publics) : retiré (p. 5525).

Article 24 *bis* *(second aménagement foncier) :*

- *soutient* l'amendement n° 42 de M. Pierre Goldberg (de suppression) : rejeté (p. 5528).

Article 32 *quinquies* *(obligation de mise en bouteille dans l'aire de production pour l'ensemble des vins à appellation contrôlée) :*

- *soutient* l'amendement n° 48 de M. Pierre Goldberg (rétablit l'article) : retiré (p. 5539) ; repris (p. 5540) ; rejeté (p. 5541).

Article 32 *sexies* nouveau *(art. L. 311-1 du code forestier : changement de la destination forestière des terrains des particuliers) :*

- *soutient* l'amendement n° 49 de M. Pierre Goldberg (précise les modalités de l'autorisation administrative de défrichement) (p. 5541) : rejeté (p. 5541).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Deuxième partie : *Moyens des services et dispositions spéciales.*

Titre II : *Dispositions permanentes.*

I. - Mesures concernant la fiscalité.

Article 28 précédemment réservé *(création d'une taxe sur la surface des bureaux de la région d'Ile-de-France) :*

- *son* amendement n° 31 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (exonère les administrations publiques) (p. 5963) : vote réservé (p. 5965) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [6 décembre 1989] (p. 6011).

- Projet de loi relatif au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social (n° 968).

Première lecture :

Discussion des articles [8 décembre 1989] :

Après l'article 9 :

- *son* amendement n° 17 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (précise que le repos hebdomadaire doit comporter deux jours consécutifs dont le dimanche) (p. 6260) : rejeté (p. 6261) ;

- *son* amendement n° 18 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (fixe les pénalités financières pour sanctionner l'ouverture des magasins le dimanche) (p. 6260) : rejeté (p. 6261).

- Déclaration du Gouvernement sur la politique énergétique de la France et débat sur cette déclaration (n° 1079).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Communautés européennes : « Europe énergétique » (p. 6362).

Electricité : fourniture (et cogénération) (p. 6361).

Electricité de France (E.D.F.) (p. 6361, 6362).

Energie nucléaire : centrales nucléaires (personnel) (p. 6361).

Politique énergétique :

- indépendance énergétique (p. 6362, 6363) ;

- politique tarifaire (p. 6362).

TASCA (Catherine)

Ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé de la communication

DEPOTS

Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du **secteur public audiovisuel (n° 851)** [9 mai 1989].

Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication (n° 701)** [23 mai 1989].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- Barzach (Michèle) **: directive européenne en matière de télévision :** quota réservé aux programmes européens ; existence d'une clause de non recul [12 avril 1989] (p. 118, 119).

- Villiers (Philippe de) **: politique européenne du Gouvernement en matière audiovisuelle :** directive en matière de télévision ; quota réservé aux programmes européens ; existence d'une clause de non - recul ; reconnaissance d'identité européenne [12 avril 1989] (p. 126, 127).

- Hage (Georges) **: politique française en matière de télévision européenne :** directive en matière de télévision ; quota réservé aux programmes européens ; existence d'une clause de non-recul ; satisfaction des affairistes lors de la création de la Cinq et de la privatisation de T.F.1 [12 avril 1989] (p. 127, 128).

- Françaix (Michel) **: politique européenne audiovisuelle :** quota réservé aux programmes européens ; existence d'une clause de non-recul ; non-respect des quotas pour les chaînes privées ; encouragements donnés aux productions européennes [12 avril 1989] (p. 128, 129).

- Delalande (Jean-Pierre) **: attribution des canaux du satellite TDF 1 ;** mode d'attribution des canaux du satellite T.D.F.1 ; rôle du C.S.A. ; indépendance des médias [26 avril 1989] (p. 444, 445).

- Pierna (Louis) : **création télévisuelle européenne :** adoption de la directive européenne « télévision sans frontière » ; quota réservé aux programmes européens [17 mai 1989] (p. 929, 930).

- Aubert (François d') : **cession de Pathé :** rachat par un consortium franco-étranger ; attitude du Gouvernement ; montage financier [14 juin 1989] (p. 2122, 2123).

- Voisin (Michel) : **retransmission télévisée des débats du Parlement européen** [14 juin 1989] (p. 2125).

- Gaits (Claude) : **situation de l'agence centrale de presse :** élaboration d'un plan de relance [8 novembre 1989] (p. 4754, 4755).

- Papon (Monique) **: conflit de l'agence centrale de presse :** plan de redressement judiciaire [29 novembre 1989] (p. 5704, 5705).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel et débat sur cette déclaration (n° 851).

Principaux thèmes développés [9 mai 1989] :

Audiovisuel (généralités) :

- Europe (politique audiovisuelle ; production européenne ; quotas de diffusion ; sommet de Rhodes) (p. 708) ;

- producteurs d'émissions télévisées (p. 707).

Radios :

- généralités (p. 707) ;

- Radio France (p. 707) ;

- Radio France Internationale (R.F.I.) (rebudgétisation) (p. 707) ;

- Radio France outre-mer (R.F.O.) (p. 707).

Télévision :

- chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R.3 (complémentarité/spécificité des chaînes publiques ; hypothèse d'une présidence commune pour les deux sociétés ; rôle de F.R.3) (p. 672, 708) ;

- concurrence, complémentarité et équilibre secteur public-secteur privé (p. 671) ;

- contrats d'objectifs (p. 673, 709) ;

- impartialité, pluralisme et indépendance du secteur public (p. 708, 709) ;

- information télévisée (p. 709) ;

- missions et objectifs (p. 671, 672, 708, 719) ;

- programmes (production, création et diffusion) (p. 707) ;

- publicité (ressources provenant de la - ; taxe pour le soutien à la création) (p. 709) ;

- redevance (et remboursement des exonérations (p. 709) ;

- Société Française de Production (S.F.P.) (p. 708).

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés [19 juin 1989] :

Chaînes publiques :

- Antenne 2 - FR 3 : coordination et création d'une centrale d'achat commune (cinéma) (p. 2286).

- concurrence et équilibre secteur public-secteur privé (p. 2286) ;

- coordination d'Antenne 2 et de FR 3 (p. 2286) ;

- présidents des chaînes : présidence commune pour Antenne 2 et F.R.3 (p. 2285) ;

- SEPT (p. 2286).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [3 juillet 1989] :

Chaînes publiques :

- Antenne 2 - F.R. 3 : coordination et création d'une centrale d'achat commune (cinéma) (p. 2929) ;

- crise du secteur public audiovisuel (p. 2929).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1989] :

Audiovisuel :

- crédits (p. 4093) ;

- diffusion à l'étranger (p. 4096) ;

- francophonie (Maghreb) (p. 4097) ;

- parrainage (p. 4092) ;

- publicité (p. 4092) ;

- satellites (diffusion internationale) (p. 4096) ;

- télévisions :

- Antenne 2 (déficit) (p. 4096, 4097).

- Antenne 2 / F.R. 3 (présidence commune) (p. 4095, 4096).

- crise (p. 4094).

- missions (p. 4094).

- production française et européenne (quotas) (p. 4096).

- redevance (exonérations) (p. 4094, 4095).

- réforme (p. 4096, 4097).

- S.E.P.T. (p. 4095, 4096).

Presse :

- aides à la presse (p. 4093) ;

- presse quotidienne régionale (accès de la distribution sur les antennes de F.R. 3) p. 4093, 4094) ;

- statut (p. 4094).

Radiodiffusion :

- Radio-France (Radio Bleue) (p. 4095) ;

- Radio-France Internationale (R.F.I.) (p. 4095).

Réponses aux questions :

Audiovisuel :

- Conseil supérieur de l'audiovisuel (C.S.A.) (membres, incompatibilités) (M. François Loncle) (p. 4106) ;

- couverture du territoire (M. Jacques Baumel) (p. 4106) ;

- éducation des enfants (rapport Pomonti) (M. Thierry Mandon) (p. 4111) ;

- production :

- quotas (M. Jacques Baumel) (p. 4107, 4108).

- rapports entre producteurs et diffuseurs (M. Olivier Dassault)

(p. 4107, 4108) ;

- télévisions :

- Antenne 2 (M. André Santini) (p. 4100).

- chaîne Sport 2-3 (M. Charles Metzinger) (p. 4112).

- financement (M. André Santini) (p. 4099).

- F.R. 3 (M. Michel Destot) (p. 4126, 4127).

- publicité (M. André Santini) (p. 4100).

- S.E.P.T. (M. Christian Kert) (p. 4108).

- Société Française de Production (S.F.P.) (M. Jean Guigné) (p. 4126).

Presse :

- aides à la presse (MM. Michel Françaix et Claude Gaits) (p. 4105, 4109) ;

- communauté européenne (marché unique de 1992) (M. Claude Gaits) (p. 4109) ;

- entreprises de presse (contrôle : actionnaires étrangers) (M. Michel Françaix) (p. 4110) ;

- fonds d'aide à l'expression de la presse française à l'étranger (M. Michel Françaix) (p. 4110).

Radiodiffusion :

- Radio Bleue (MM. Jean-Pierre Bequet et Jean-Paul Fuchs) (p. 4105, 4109) ;

- Radio-France (MM. Jean-Pierre Bequet et Jean-Paul Fuchs) (p. 4105, 4108) ;

- Radio-France Internationale (R.F.I.) (M. Claude Lise) (p. 4110).

Vote des crédits :

Article 57 *(répartition du produit estimé hors T.V.A. de la taxe dénommée redevance pour droit d'usage, affectée aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :*

- *favorable* à l'amendement n° 43 rectifié de M. Jean-Pierre Bequet (augmente la dotation de Radio-France et diminue celles de F.R. 3, R.F.O. et la S.E.P.T.) (p. 4128) ;

Radio Bleue (p. 4128) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 47 de M. Robert-André Vivien (réévalue les dotations d'Antenne 2, F.R. 3 et la S.E.P.T.) à l'amendement n° 43 (p. 4128) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de la commission (répartition de l'excédent du produit de la redevance au cas où les recouvrements s'avéreraient supérieurs aux prévisions) (p. 4128) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 10 de la commission (prévoit un rapport sur les modalités de calcul de la prise en charge des exonérations de la redevance par le budget général) (p. 4129) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Charles Metzinger (prévoit un rapport sur les modalités de calcul de la prise en charge des exonérations de la redevance par le budget général) (p. 4129) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 13 de la commission (fixe à soixante millions de francs le produit attendu des recettes de parrainage) (p. 4131).

- Projet de loi relatif aux biens culturels maritimes et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques (n° 535).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 novembre 1989] :

- *ses observations* (p. 5566).

- Projet de loi relatif à l'utilisation des détecteurs de métaux (n° 536).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 novembre 1989] :

Archéologie : associations (possibilité de se porter partie civile en cas de malveillance contre des biens archéologiques) (p. 5568).

Discussion des articles [23 novembre 1989] :

Après l'article 4 :

- *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (possibilité pour les associations de se porter partie civile en cas de malveillance contre des biens culturels archéologiques) (p. 5569).

TAUGOURDEAU (Martial)

Député d'Eure-et-Loir

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

Elu sénateur le 24 septembre 1989 [*J.O.* du 3 octobre 1989] (p. 12426).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

TAVERNIER (Yves)

Député de l'Essonne

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14277).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 13 mai 1989] (p. 6103).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le Xe Plan (1989-1992) (n° 545) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p. 6848).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (agriculture et forêt) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14277).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021) [*J.O.* du 21 décembre 1989] (p. 15893).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur les **politiques de restructuration économique en Tchécoslovaquie et en Hongrie (n° 899)** [2 octobre 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 3 : **agriculture et forêt (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

à un ministre :

- Agriculture [1er juin 1989] :

Aménagement foncier et contrôle des structures (p. 1467, 1468).

Communautés européennes :

- présidence française (p. 1468) ;

- quotas laitiers et pénalités (p. 1468).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur (Agriculture et forêt) [26 octobre 1989] :

Agriculteurs en difficulté ; revenu minimum d'insertion (p. 4168).

Agriculture française (évolution et modernisation) (p. 4167).

Aménagement rural (p. 4168).

Cotisations sociales (évolution et réforme du calcul) (p. 4168).

Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 4167, 4168).

Enseignement et formation agricoles (p. 4167).

Environnement (protection) (p. 4167).

Fiscalité agricole (taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 4167).

Forêt (p. 4168).

Hydraulique agricole (p. 4168).

Jeunes agriculteurs (installation) (p. 4168).

Politique agricole commune (P.A.C.) (p. 4168).

Prestations sociales agricoles (p. 4168).

Revenu agricole (p. 4168).

Sécheresse (effets et indemnisation) (p. 4168).

Zones défavorisées et zones de montagne (p. 4168).

Vote des crédits :

Agriculture :

Etat B, titre III :

- *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Jean Briane (réduction des crédits) (p. 4237).

TENAILLON (Paul-Louis)

Député des Yvelines

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Xavier Dugoin, tendant à substituer aux appellations de « conseil général » et de « conseiller général » les appellations de « conseil départemental » et de « conseiller départemental » (n° 572) [11 mai 1989] (p. 819).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Xavier Deniau, tendant à autoriser les propriétaires à se prévaloir d'un droit de non-chasse (n° 604) [11 mai 1989] (p. 819).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165) [*J.O.* du 27 mai 1989] (p. 6671).

Rapporteur du projet de loi relatif à la participation des communes au financement des collèges (n° 1008) [23 novembre 1989] (p. 5591).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1008) relatif à la participation des **communes au financement des collèges (n° 1089)** [13 décembre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance (n° 845).

Première lecture :

Discussion des articles [13 juin 1989] :

Article 2 *(missions spécifiques du service de l'aide sociale à l'enfance en matière de mauvais traitement à l'égard des mineurs) :*

- *son* amendement n° 27 : devenu sans objet (p. 2026).

Article 3 *(insertion dans le code de la famille et de l'aide sociale d'une section relative à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection des mineurs maltraités) :*

Article 68 du code de la famille et de l'aide sociale : dispositif départemental de recueil d'informations :

- *son* amendement n° 28 soutenu par Mme Christine Boutin (précise que le président du conseil général met en place un dispositif permettant de recueillir en permanence les informations relatives aux mineurs maltraités et de répondre aux situations d'urgence) : devenu sans objet (p. 2097) ;

- *son* amendement n° 29 soutenu par Mme Christine Boutin (précise que les personnes morales de droit privé et les personnes physiques participent à ce dispositif d'information) (p. 2097) : devenu sans objet (p. 2098).

Article 69 du code de la famille et de l'aide sociale : information de l'autorité judiciaire par le président du conseil général :

- *son* amendement n° 30 soutenu par Mme Christine Boutin (précise l'articulation entre les services sociaux et l'autorité judiciaire) (p. 2099) : devenu sans objet (p. 2099).

Article 70 du code de la famille et de l'aide sociale : information des personnes sur le suivi des cas qu'elles ont signalés :

- *son* amendement n° 31 soutenu par Mme Christine Boutin (retour d'information aux personnes qui ont signalé des cas nécessitant une intervention) : rejeté (p. 2100).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Transports collectifs : Ile-de-France (p. 4364).

Transports ferroviaires : liaison La Verrière-Saint-Quentin-en-Yvelines (p. 4364).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Postes : presse (difficultés d'acheminement) (p. 5106, 5107).

- Projet de loi relatif à la participation des communes au financement des collèges (n° 1008).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 décembre 1989] :

Collèges : financement :

- communes (suppression de leur participation) ;

- généralités (p. 6835) ;

- dépenses de fonctionnement (p. 6835) ;

- dépenses d'investissement (p. 6835) ;

- rythme annuel d'extinction des dépenses communales (p. 6836) ;

- départements ;

- financements croisés (et conventions) (p. 6836) ;

- possibilité de renoncer immédiatement aux participations communales (p. 6835) ;

- enquêtes et rapports (p. 6835).

Discussion des articles [19 décembre 1989] :

Article 1er *(extinction en cinq ans de la participation communale aux dépenses de fonctionnement des collèges) :*

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (fixe au 1er juillet 1990 la date limite avant laquelle le conseil général devra délibérer sur l'extinction progressive de la participation des communes aux dépenses de fonctionnement des collèges) (p. 6840) : adopté (p. 6841) ;

- *son* amendement n° 7 (permet au conseil général de moduler le rythme de décroissance de la participation des communes aux dépenses de fonctionnement des collèges) : adopté (p. 6841).

Article 3 *(extinction en dix ans de la participation communale aux dépenses d'investissement) :*

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (précise que la réduction du taux de participation des communes n'interviendra que pour les dépenses nouvelles d'investissement) : adopté (p. 6842) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (précise que le conseil général devra avoir délibéré avant le 1er juillet 1990 sur les modalités de réduction de la participation des communes aux dépenses d'investissement des collèges) : adopté (p. 6842) ;

- *son* amendement n° 9 (permet au conseil général de moduler le rythme de décroissance de la participation des communes aux dépenses d'investissement des collèges) : adopté (p. 6842).

TERROT (Michel)

Député du Rhône

(12e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer le **paiement obligatoire de la vignette automobile** par les véhicules de l'Etat **(n° 933)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Réforme du financement de la sécurité sociale : équilibre financier ; régimes de retraite ; perspectives ; financement ; réforme ; Xe Plan ; mission conférée à M. Dupeyroux ; déséquilibre démographique ; durée d'assurance ; réforme [28 juin 1989] (p. 2581).

- Proviseurs et proviseurs adjoints des lycées professionnnels : enseignement technique et professionnel ; rémunérations [20 décembre 1989] (p. 6916, 6917).

TESTU (Jean-Michel)

Député d'Indre-et-Loire

(5e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Rapporteur du projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurances des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin (n° 688) [1er juin 1989] (p. 1529).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers (n° 687) [*J.O.* du 2 juillet 1989] (p. 8243).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [21 novembre 1989] (p. 5470).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [*J.O.* du 22 novembre 1989] (p. 14539).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 688) portant dispositions concernant les accords relatifs aux **allocations d'assurance des travailleurs privés d'emploi l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin (n° 778)** [15 juin 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Associations et clubs de bénévolat : personnel ; bénévoles ; statut ; création ; économie sociale [15 novembre 1989] (p. 5150).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurances des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin (n° 888).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 juin 1989] :

Chômage : indemnisation (accords collectifs) (p. 2333).

Contrôleurs du travail (p. 2334, 2335).

Femmes : égalité professionnelle des hommes et des femmes (harmonisation européenne) (p. 2334).

Immigration clandestine :

- travail clandestin (p. 2335) ;

- travailleurs étrangers (p. 2335, 2336).

Discussion des articles [21 juin 1989] (p. 3251).

Après l'article 4 :

- *favorable* à l'amendement n° 12 de M. Pierre Forgues (étend le principe de garantie des salaires en cas de redressement judiciaire aux titulaires des S.I.V.P.) (p. 2353).

Article 5 *(réexamen des clauses des conventions collectives conformément au principe européen de « l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes ») :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 27 de Mme Yvette Roudy (prévoit que l'harmonisation des conditions des hommes et des femmes se fera dans le respect des droits acquis par les femmes) (p. 2356) ;

- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (garantit les droits acquis par les femmes) (p. 2355, 2356) : devenu sans objet (p. 2359) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 18 de Mme Muguette Jacquaint (garantit les droits acquis par les femmes) (p. 2356) ;

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2359).

Article 8 *(participation des contrôleurs du travail à l'inspection du travail) :*

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2360) ;

- *soutient* l'amendement n° 11 rectifié du Gouvernement (aligne les contrôleurs des lois sociales en agriculture sur les contrôleurs du travail) : adopté (p. 2360).

Article 9 *(extension des incriminations en cas d'emploi irrégulier d'un étranger) :*

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2360).

Article 11 *(renforcement de la lutte contre le travail clandestin) :*

- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (élargit l'incrimination au cas où l'introduction d'un travailleur étranger en France a été rémunérée) : adopté (p. 2361).

Article 12 *(aggravation des peines en cas d'emploi irrégulier d'un étranger) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 21 de Mme Muguette Jacquaint (renforce les peines applicables par rapport au texte initial) (p. 2361) ;

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (prévoit, par référence au droit commun, de doubler la peine en cas de récidive) : adopté (p. 2361).

Article 13 *(aggravation des peines applicables en cas de violation des dispositions de l'article L. 341-7-1 du code du travail) :*

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (doublement des peines applicables en cas de récidive) : adopté (p. 2362).

Article 14 *(aggravation des peines applicables aux personnes ayant contrevenu aux dispositions du nouvel article L. 341-7-2 du code du travail) :*

- *son* amendement n° 8 (d'harmonisation) : adopté (p. 2362).

Après l'article 14 :

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (interdit à l'employeur de prélever sur le salaire le loyer du logement qu'il fournit à son salarié) : retiré (p. 2363).

Article 15 *(interdiction des remises de fonds ou de valeurs ou de biens mobiliers en vue ou à l'occasion de l'introduction en France d'un travailleur étranger ou de son embauchage) :*

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (doublement des peines en cas de récidive) (p. 2363) : adopté (p. 2364).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture :

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Questions* [2 novembre 1989] :

Apprentissage (p. 4480).

Handicapés (p. 4474).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : personnels (contrôleurs du travail) (p. 4475).

THIEME (Fabien)

Député du Nord

(21e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p. 6848).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le Xe Plan (1989-1992) (n° 545) [*J.O.* du 1er juin 1989] (p. 6848).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544) [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7423).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Solidarité, santé et protection sociale : section commune ; famille) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la **nationalisation des banques et des compagnies financières** privatisées depuis le 6 août 1986 **(n° 594)** [18 avril 1989].

Proposition de loi relative à l'**union de fait (n° 669)** [10 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) :** annexe n° 33 : **solidarité, santé et protection sociale : section commune et famille (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Préparation du budget pour 1990 : approbation du Xe Plan ; lettre de cadrage [19 avril 1989] (p. 294).

- Allocations familiales - prime de Noël : politique et réglementation ; précarité ; actions locales ; actions au profit des plus démunis [13 décembre 1989] (p. 6462, 6463).

à un ministre :

- Recherche [13 avril 1989] :

Chercheurs : statuts (p. 174).

- **Politique économique et sociale** [22 juin 1989] :

Epargne : S.I.C.A.V de capitalisation (fiscalité) (p. 2373).

Impôt sur le revenu : familles modestes (p. 2373).

T.V.A. sur les produits de première nécessité (p. 2373).

orales sans débat :

- **n° 140** posée le 21 juin 1989 : **hôpitaux et cliniques (centres hospitaliers : Nord)** (p. 2368). Appelée le 23 juin 1989 : Valenciennes ; centre hospitalier ; fonctionnement ; effectifs ; état des locaux ; aides de l'Etat (p. 2446, 2447).

- **n° 153** posée le 3 octobre 1989 : **matériels ferroviaires (emploi et activité)** (p. 3069). Appelée le 6 octobre 1989 : bilan et perspectives (p. 3197, 3198, 3199).

- **n° 185** posée le 28 novembre 1989 : **politique extérieure (Afrique du Sud)** (p. 5684). Appelée le 1er décembre 1989 : activités des banques et entreprises industrielles françaises ; attitude du Gouvernement [1er décembre 1989] (p. 5818, 5819).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [13 avril 1989] :

Investissements à l'étranger et investissements étrangers en France (p. 201).

Péchiney (et rachat d'American Can) (p. 201).

Discussion de l'article unique [13 avril 1989] :

Avant l'article unique :

- *son* amendement n° 3 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (modification de la composition du conseil d'administration ou de surveillance des entreprises du secteur public) : rejeté (p. 206) ;

- *son* amendement n° 14 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (abrogation des articles 158 *bis*, 158 *ter* et 209 *bis* du code général des impôts ; recentrage des activités de la Caisse des dépôts au profit des offices d'H.L.M. et des collectivités territoriales) : rejeté (p. 209).

- Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544).

Première lecture :

Discussion des articles [18 et 19 avril 1989] :

Article 1er *(composition de la Commission des opérations de bourse - C.O.B)* :

- *son* amendement n° 1 soutenu par M. Jean Tardito (nomination au sein de la C.O.B. d'un membre par chacun des cinq syndicats nationaux représentatifs) : rejeté (p. 259).

Article 3 *(collaboration de la Commission des opérations de bourse avec ses homologues étrangers)* :

- *son* amendement n° 8 soutenu par M. Jean Tardito (possibilité pour tout comité d'entreprise de saisir la C.O.B. en cas d'irrégularité constatée) : rejeté (p. 262).

Avant l'article 21 :

- *son* amendement n° 2 (interdiction faite à la Caisse des dépôts et consignations de solliciter l'agrément de la chambre de compensation des instruments financiers de Paris) (p. 305) : rejeté (p. 306).

Après l'article 26 :

- *son* amendement n° 4 (accorde un droit de veto au comité d'entreprise sur toute opération affectant le capital de l'entreprise) : rejeté (p. 312)

- *son* amendement n° 3 (remise au comité d'entreprise d'un rapport mensuel sur la situation et les activités financières de l'entreprise) (p. 312) : rejeté (p. 313).

Après l'article 28 :

- *son* amendement n° 6 (taxation au titre des bénéfices non commerciaux ou de l'impôt sur le revenu des plus-values sur valeurs mobilières lorsque les cessions excèdent 50 000 F par an) (p. 313) : rejeté (p. 314) ;

- *son* amendement n° 5 (suppression de l'avoir fiscal ; institution d'une retenue à la source au taux de 24 p. 100) : rejeté (p. 314) ;

- *son* amendement n° 7 (augmentation des taux de l'impôt de bourse) : rejeté (p. 314) ;

- *son* amendement n° 9 (pénalisation des établissements de crédit apportant leur concours aux O.P.A.) : rejeté (p. 314).

Explications de vote [19 avril 1989] :

Commission des opérations de bourse (p. 314, 315).

Abstention du groupe communiste (p. 315).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1989] :

Actions (frais de courtage) (p. 2381).

Epargne et épargnant : fiscalité et harmonisation européenne (p. 2381, 2382, 2383).

Impôts et taxes :

- impôt sur le revenu (p. 2382) ;

- impôt sur les opérations de bourse (p. 2382) ;

- impôt de solidarité sur la fortune (p. 2382).

Marché financier :

- généralités (croissance, modernisation, internationalisation, déréglementation et titrisation) (p. 2381, 2382) ;

- marché à terme d'instruments financiers (M.A.T.I.F) (p. 2382) ;

- transparence (action de concert, seuils et autocontrôle) (p. 2381, 2382).

Offres publiques d'achat et d'échange :

- généralités (p. 2381, 2382) ;

- banques et investisseurs institutionnels (rôle) (p. 2382) ;

- comité d'entreprise (information et rôle) (p. 2382) ;

- défense contre (p. 2382).

Organismes de placement collectifs en valeurs mobilières (O.P.C.V.M.) :

- fiscalité (p. 2381, 2382, 2383) ;

Petits porteurs (p. 2381).

Sphère financière (gonflement) (p. 2381).

Discussion des articles [22 juin 1989] :

Article 1er *(composition de la Commission des opérations de bourse)* :

- *soutient* l'amendement n° 58 de M. Jean Tardito (supprime pour les deux personnalités nommées en raison de leur compétence la référence à leur expérience en matière d'appel public à l'épargne) (p. 2386) ; rejeté (p. 2387).

Nomination de représentants de chaque organisation syndicale représentative des salariés (p. 2386).

Article 5 *bis* nouveau *(publicité des décisions de la Commission des opérations de bourse)* :

- *défavorable* à l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 2390).

Article 15 *bis* nouveau *(autocontrôle)* :

- *soutient* l'amendement n° 62 de M. Jean Tardito (requiert l'accord du comité d'entreprise pour les opérations publiques d'achat, les opérations de restructuration du capital, de fusion, de concentration et de filialisation) : rejeté (p. 2399).

Article 25 *bis* *(limitation de l'obligation de distribution des résultats des O.P.C.V.M.)* :

- *son* amendement n° 64 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2407).

Explications de vote :

Epargne (fiscalité et harmonisation européenne (p. 2409, 2410)

Vote contre du groupe communiste (p. 2410).

- Projet de loi approuvant le X^e Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Discussion des articles [28 avril 1989] :

Article unique *(portant approbation du X^e plan) :*

- *son* amendement n° 41 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence aux risques de délocalisation de l'épargne afin de protéger les Français des conséquences de la liberté accordée au « grand capital ») : vote réservé : non soumis au vote en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 580) ;

- *son* amendement n° 45 soutenu par M. Georges Hage (suppression de la référence aux études qui seront engagées pour la mise en œuvre d'une retenue à la source de l'impôt sur le revenu) (p. 495) : vote réservé : non soumis au vote en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 580) ;

- *son* amendement n° 62 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (maintien et amélioration de l'implantation des services publics en milieu rural) : vote réservé : non soumis au vote en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 580).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Communautés européennes : harmonisation fiscale (p. 3650).

Epargne : fiscalité (p. 3650).

Finances publiques :

- dépenses (niveau et évolution) (p. 3650) ;

- dette publique (p. 3650).

Fonction publique : pouvoir d'achat (p. 3650).

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3650).

Impôts et taxes : fraude fiscale et contrôle fiscal (p. 3650).

Impôt sur les sociétés (p. 3650).

T.V.A. généralités (p. 3650, 3651).

Première partie :

Discussion des articles [18, 19 et 20 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre I^er : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) :*

- *son* amendement n° 138 (institue un nouveau barème, attribue une demi-part supplémentaire pour les contribuables mariés exerçant une seconde activité salariée, crée une surtaxe sur les revenus du capital et supprime l'avoir fiscal) (p. 3721) ; rejeté (p. 3724).

Après l'article 2 :

- *soutient* l'amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Brard (décale d'un an la base de calcul de l'impôt sur le revenu pour les contribuables venant à se trouver dans une situation précaire qui entraîne une baisse de leurs ressources) (p. 3729) ; rejeté (p. 3730) ;

- *soutient* l'amendement n° 141 de M. Jean-Pierre Brard (exonère les indemnités journalières de sécurité sociale lorsque le revenu imposable du foyer n'excède pas la limite supérieure de la cinquième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 3732) ; rejeté (p. 3733) ;

- *son* amendement n° 143 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (assujettit les plus values mobilières à l'impôt sur les sociétés ou sur le revenu lorsque les cessions excèdent 50 000 francs) : rejeté (p. 3733) ;

- *soutient* l'amendement n° 142 de M. Jean-Pierre Brard (porte à 20 p. 100 l'abattement sur les pensions et les retraites et institue un plancher et un plafond pour son montant) : rejeté (p. 3734).

Après l'article 3 :

- *soutient* l'amendement n° 256 de M. Jean-Pierre Brard (exonère des droits de mutation à titre gratuit les dons et legs faits à des partis politiques) (p. 3740) ; retiré (p. 3742).

Article 8 *(aménagement du dispositif des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions) :*

- *ses observations* (p. 3801) ; conflit social aux finances (p. 3801).

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Article 10 *(allègement de la fiscalité sur l'épargne) :*

- *défavorable* (p. 3814) ; placements financiers des entreprises (p. 3814).

Après l'article 10 :

- *son* amendement n° 135 soutenu de M. Jean-Pierre Brard (majore le tarif de l'impôt de bourse et le rend progressif) (p. 3819) ; rejeté (p. 3820).

Article 4 (précédemment réservé) *(allègement de la taxe d'habitation) :*

- *son* amendement n° 197 (exonère les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu de la part de taxe d'habitation excédant 700 F) : rejeté (p. 3923) ;

- *son* amendement n° 199 (exonère les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu de la part de taxe d'habitation excédant 900 F) (p. 3923) : rejeté (p. 3924).

ses amendements n° 205, 209 à 213, 215, 216, 226, 228 à 230 : devenus sans objet (p. 3925).

Article 34 et Etat A *(équilibre général du budget) :*

- *défavorable* (p. 3943).

Article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 3943).

Collectivités locales (D.G.F. et pression fiscale) (p. 3943).
I.S.F. (p. 3943).

Taxe d'habitation (p. 3943).

Deuxième partie :

Industrie et aménagement du territoire : Industrie. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Secteurs industriels : matériel ferroviaire : Nord (p. 4831).

Solidarité, santé et protection sociale. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [10 novembre 1989] :

Enfants : garde d'enfants (assistantes maternelles) (p. 4904).

Famille et prestations familiales :

- financement (p. 4904, 4905) ;

- prestations familiales (p. 4904) ;

- prime de Noël (p. 4905).

Femmes (travail) (p. 4904).

Revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 4904).

Sécurité sociale : Caisse nationale des allocations familiales (C.N.A.F.) (p. 4906).

Questions :

Handicapés : insertion professionnelle (p. 4942).

Professions médicales : médecine hospitalière (p. 4949).

Professions paramédicales (hôpitaux) (p. 4949).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

a) *Fiscalité locale.*

Après l'article 58 :

- *son* sous-amendement n° 195 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (donne compétence au Parlement pour fixer le taux de la taxe) à l'amendement n° 81 de la commission (autorise les communes et départements à exonérer de la taxe foncière sur les propriétés non bâties les vergers nouvellement plantés pour une durée maximale de huit ans) (p. 5247) : vote réservé : retiré (p. 5248).

b) *Mesures de solidarité et d'équité.*

Après l'article 59 :

- *son* amendement n° 128 soutenu par M. Jean Tardito (abroge l'article 24, relatif à la détention d'avoirs à l'étranger, de la loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 modifiant les procédures fiscales et douanières) : rejeté (p. 5286).

Avant l'article 61 :

- *son* amendement n° 199 (abroge l'article 1er, relatif au plan d'épargne retraite, de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987) : rejeté (p. 5287).

c) *Mesures en faveur de l'épargne.*

Article 61 *(institution du plan d'épargne populaire et aménagement du plan d'épargne en vue de la retraite) :*

ses *observations* (p. 5288).

Retraite :

- par capitalisation (p. 5288) ;

- propositions du parti communiste (p. 5288).

Article 63 *(aménagement du régime fiscal des contrats de capitalisation) :*

- *son* amendement n° 177 soutenu par M. Jean Tardito (exclut du dispositif les contrats et bons, souscrits à partir du 1er janvier 1990, dont l'identité du souscripteur ne peut être connue de l'administration) : retiré (p. 5296).

Explications de vote :

Collectivités locales (D.G.F.) (p. 5340).

Défense (p. 5340).

Enseignement supérieur (p. 5340).

Impôts locaux :

- taxe d'habitation (p. 5340) ;

- taxe professionnelle (p. 5340).

Procédure budgétaire (rôle du Parlement et dispositions constitutionnelles) (p. 5340).

Santé publique (hôpitaux) (p. 5340).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1989].

Action sociale et solidarité nationale (revenu minimum d'insertion) (p. 6562).

Chômage (indemnisation) (p. 6563).

Collectivités locales : dotation globale de fonctionnement (réforme de l'indexation) (p. 6562).

Communautés européennes (marché unique et intégration) (p. 6562).

Coopération et développement (annulation de la dette du tiers-monde) (p. 6563).

Défense (p. 6563).

Emploi (réforme du service public et précarité) (p. 6563).

Finances publiques : dette publique (p. 6563).

Formation professionnelle (p. 6563).

Impôts locaux :

- taxe d'habitation (plafonnement en fonction du revenu) (p. 6563) ;

- taxe professionnelle (plafonnement) (p. 6562).

Impôts sur la fortune et le patrimoine (p. 6562).

Impôt sur le revenu :

- avoir fiscal (suppression) (p. 6562) ;

- taux marginal (relèvement) (p. 6562).

Impôt sur les sociétés (p. 6562).

Logement (p. 6563).

Plus-values (imposition) (p. 6562).

Politique économique :

- inégalités (rapport du C.E.R.C.) (p. 6562) ;

- pouvoir d'achat (p. 6562, 6563).

Président de la République (engagements) (p. 6562).

Sécurité sociale : financement (taxe sur les revenus financiers) (p. 6563).

Intention de vote du groupe communiste : contre (p. 6563).

Discussion des articles [14 et 15 décembre 1989] :

Après l'article 58 :

- *son* amendement n° 168 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (institue une cotisation minimale de la taxe professionnelle égale à 2 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 6703) : vote réservé (p. 6704) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6725).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 décembre 1989] :

Aménagement du territoire :

- Ile de France (compte d'affectation spécial et taxe sur les bureaux) : généralités (p. 5892).

Collectivités locales : autonomie (p. 5892).

Commerce extérieur : C.O.F.A.C.E (p. 5892).

Défense :

- crédits : généralités (p. 5892).

Education et formation (p. 5892).

Emploi (p. 5891).

Finances publiques : dette publique (p. 5891, 5892).

Fonction publique :

- conflit social aux finances (p. 5891) ;

- pouvoir d'achat (p. 5891) ;

- rémunérations et prime de croissance (p. 5891).

Logement (p. 5892).

Politique économique :

- inégalités sociales (rapport du C.E.R.C) (p. 5891) ;

- salaires et revendications (p. 5891) ;

- S.M.I.C (p. 5892).

Recherche (p. 5893).

Secteur public : entreprises publiques : Renault (site de Billancourt et statut) (p. 5892).

Sécurité sociale (prélèvement de 0,4 p. 100 sur les revenus et cotisation sociale généralisée) (p. 5893).

Vote contre du groupe communiste (p. 5893).

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Première partie : *Conditions générales de l'équilibre financier.*

Article 3 et état A *(équilibre général) :*

Impôts locaux : taxe professionnelle (remboursement partiel aux armateurs) (p. 5912, 5913).

Transports maritimes (flotte de commerce) (p. 5912).

Deuxième partie : *Moyens des services et dispositions spéciales.*

Titre 1er : *Dispositions applicables à l'année 1989*

I. - Opérations à caractère définitif.

A. - Budget général.

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils - ouvertures) :*

Risques naturels (incendies de forêt) (p. 5914, 5915).

Sécurité civile (sapeurs pompiers et forestiers sapeurs) (p. 5915).

Titre II : *Dispositions permanentes.*

I. - Mesures concernant la fiscalité.

Avant l'article 11 :

- *son* amendement n° 23 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (porte à 27 p. 100 le taux d'imposition des plus-values mobilières) : rejeté (p. 5922).

Article 11 *(aménagement du report en arrière des déficits) :*

- *son* amendement n° 24 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (supprime l'extension aux institutions financières du mécanisme de report en arrière des déficits et rétablit la condition d'investissement) : rejeté (p. 5922).

Article 13 *(régime fiscal des titres assortis de bons de souscription) :*

- *son* amendement n° 25 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 5923).

Article 15 *(mesures relatives aux transmissions de biens ou transformations de sociétés) :*

- *son* amendement n° 26 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 5924).

Article 16 *(réduction du taux de la taxe sur les excédents de provisions pour sinistres) :*

- *son* amendement n° 27 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 5925).

Article 17 *(aménagement du régime de réduction des droits d'enregistrement prévu en faveur de l'aménagement du territoire) :*

- *son* amendement n° 28 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 5925).

Article 21 *(reconduction du prélèvement social de 1 p. 100 et de la contribution de 0,4 p. 100 sur les revenus) :*

- *son* amendement n° 29 soutenu par M. Jean-Claude Lefort (supprime la contribution de 0,4 p. 100 sur les revenus) : vote réservé (p. 5928) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [6 décembre 1989] (p. 6011).

Article 24 *(prolongation du délai de déclaration du départ d'un locataire en matière d'impôts locaux) :*

- *son* amendement n° 30 (de suppression) : retiré (p. 5930).

Article 30 *(dispense de reversement de l'excédent de déduction de la TVA exercée en 1968) :*

- *son* amendement n° 35 (de suppression) (p. 5936) : rejeté (p. 5937).

Article 28 précédemment réservé *(création d'une taxe sur la surface des bureaux de la région d'Ile-de-France) :*

- *son* amendement n° 32 rectifié soutenu par M. Jean-Claude Lefort (exonère les administrations publiques et assujettit les grandes surfaces commerciales) (p. 5963) : vote réservé (p. 5965) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [6 décembre 1989] (p. 6011) ;

- *son* amendement n° 33 corrigé soutenu par Mme Muguette Jacquaint (supprime la distinction entre bureaux privés et bureaux publics) : vote réservé (p. 5967) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [6 décembre 1989] (p. 6011).

II. - Autres dispositions.

Article 35 précédemment réservé *(création d'un compte d'affectation spéciale intitulé : « Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France) :*

- *son* amendement n° 36 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : vote réservé (p. 5971) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [6 décembre 1989] (p. 6011).

- Proposition de loi tendant à définir, délimiter et protéger le domaine public maritime naturel (n° 195).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 décembre 1989] :

Domaine public maritime naturel :

- délimitation (p. 6599, 6600) ;
- détermination (p. 6600) ;
- réglementation (p. 6599) ;
- protection (p. 6599).

Littoral :

- protection (p. 6599, 6600) ;
- propriétaires riverains (respect des droits) (p. 6600).

THIEN AH KOON (André)

Député de la Réunion

(3e circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- D.O.M.-T.O.M. : revenu minimum d'insertion : pauvreté ; R.M.I. ; statistiques ; situation dans les D.O.M. [18 octobre 1989] (p. 3694).

à un ministre :

- Agriculture [1er juin 1989] :

D.O.M.-T.O.M. : La Réunion : élevage (conversion de terres placées sous le régime forestier) (p. 1471).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Collectivités locales : décentralisation (p. 4794).

Départements et territoires d'outre-mer : La Réunion :

- généralités (p. 4794).
- création de deux départements (p. 4794).

Politique sociale :

- logement (ligne budgétaire unique - L.B.U.) (p. 4794) ;
- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 4794).

THOMAS (Jean-Claude)

Député de la Marne

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

TIBERI (Jean)

Député de Paris

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 1er novembre 1989] (p. 13637).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652) [*J.O.* du 10 juin 1989] (p. 7289).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 novembre 1989] (p. 13693).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Edouard Balladur et plusieurs de ses collègues relative à l'exercice du pouvoir de police municipale à Paris (n° 997) [30 novembre 1989] (p. 5809).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Grève des personnels des crèches : garde des enfants ; statut ; personnels de la ville de Paris ; fonction publique territoriale [14 juin 1989] (p. 2120, 2121).

- Port du voile islamique et attitude du Gouvernement : politique de l'éducation ; laïcité ; avis du Conseil d'Etat sur le port du foulard islamique ; positions divergentes au sein du Gouvernement [8 novembre 1989] (p. 4757, 4758).

orales sans débat :

- n° 87 posée le 9 mai 1989 : **publicité (publicité extérieure : Paris)** (p. 711). Appelée le 12 mai 1989 : implantation de panneaux publicitaires sur des péniches (p. 830, 831, 832).

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 mai 1989] :

Bâtiment (secteur) (p. 1054).

Habitation à loyer modéré (H.L.M.) (p. 1054).

Législation sur le logement (historique) :

- loi « Méhaignerie » (effets) (p. 1053, 1055) ;

- loi « Quilliot « (effets) (p. 1054) ;

- loi du 13 janvier 1988 (p. 1053).

Investissement locatif (encouragement) (p. 1054).

Loyers :

- encadrement (p. 1054) ;

- évolution (rapport) (p. 1053) ;

- fixation et justification (p. 1054).

Marché locatif (état) :

- à Paris et dans les grandes agglomérations (p. 1055) ;

- dans le reste de la France (p. 1053).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 1054).

R.P.R. (propositions) (p. 1054).

Discussion des articles [23 mai 1989] :

- *favorable* à l'amendement n° 100 de M. Jean-Jacques Hyest (exclut du champ d'application de la loi l'ensemble des locaux meublés) (p. 1084).

Article 3 *(forme et contenu du contrat de location) :*

- Rappel au règlement : conditions de travail de l'Assemblée ; souhaite connaître la position du Gouvernement sur les amendements déposés par l'opposition (p. 1094).

Après l'article 15 :

- *soutient* l'amendement n° 153 de M. Jean-Jacques Hyest (maintient la liberté des loyers pour les agglomérations de moins de 500 000 habitants ; établit le régime des loyers de référence pour les logements vacants dans les agglomérations de plus de 500 000 habitants) (p. 1107) : rejeté (p. 1109) ;

- *soutient* l'amendement n° 154 de M. Jean-Jacques Hyest (précise la procédure de fixation et de justification des loyers) (p. 1109) : rejeté (p. 1110).

Article 16 *(régime des loyers de droit commun) :*

- *défavorable* (p. 1111) ;

- *favorable* à l'amendement n° 133 de M. André Berthol (supprime la possibilité pour le locataire de remettre en cause le loyer fixé lors de la conclusion du bail) (p. 1114) ;

- *soutient* l'amendement n° 116 de M. Jean-Jacques Hyest (supprime l'indexation du loyer au taux d'inflation prévu par le rapport économique et financier et prend comme référence l'indice du coût de la construction) (p. 1118) : rejeté (p. 1119).

Article 17 *(régime des loyers dans les zones géographiques où existe une situation anormale du marché locatif) :*

- *ses observations* (p. 1119).

Article 19 *(commission départementale de conciliation) :*

- *soutient* l'amendement n° 120 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 1124) : retiré (p. 1125) ;

- *soutient* l'amendement n° 155 de M. Jean-Jacques Hyest (rédactionnel) : rejeté (p. 1125).

Avant l'article 25 :

- *défavorable* à l'amendement n° 27 de M. Louis Pierna (supprime la possibilité pour les H.L.M. d'introduire un surloyer) (p. 1133).

Article 34 *(abrogation de l'article 57 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) :*

- *soutient* l'amendement n° 129 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 1140) : rejeté (p. 1141).

Après l'article 34 :

- *soutient* le sous-amendement n° 164 de M. Jacques Toubon (étend l'absence de compensation en cas de transformation des logements pour l'exercice d'une profession non commerciale) à l'amendement n° 98 du Gouvernement (admet, sous certaines conditions, qu'un logement de plus de 40 mètres carrés soit destiné à un autre usage ; alourdit le barème des sanctions pour les contrevenants) (p. 1141) : rejeté (p. 1142).

Explications de vote :

Loi « Méhaignerie » (effets) (p. 1146).

Investissement locatif (encouragement) (p. 1145).

Marché locatif (état) : Paris et dans les grandes agglomérations (p. 1146).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 1145, 1146).

Vote contre du Groupe R.P.R. (p. 1145, 1146).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 juin 1989] :

Baux : des professions libérales (p. 2200).

Législation sur le logement (historique) :

- loi « Méhaignerie » (effets) (p. 2199) ;

- loi « Quilliot » (effets) (p. 2199).

Investissement locatif (encouragement) (p. 2199).

Loyers : encadrement (p. 2199).

Marché locatif (état) : Paris et les grandes agglomérations (p. 2199).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 2199).

Discussion des articles [15 juin 1989] :

Article 1er *(droit au logement) :*

- *ses observations* (p. 2203).

Encadrement des loyers (p. 2203).

Article 17 *(régime des loyers dans les zones géographiques où existe une situation anormale du marché locatif) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 20 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture) (p. 2214).

Article 34 *(abrogation de l'article 57 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 36 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture) (p. 2223).

Article 34 bis *(transformation des locaux d'habitation en locaux à usage professionnel) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 54 de M. Guy Malandain (de suppression) (p. 2225).

Explications de vote :

Baux des professions libérales (p. 2230).

Loyers (encadrement) (p. 2229).

Vote contre du groupe R.P.R. (p. 2230).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés [29 juin 1989] :

Logement à caractère social (p. 2637).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale :

- *ses observations* sur l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 2644).

Procédure de concertation pour la fixation des loyers par décret (p. 2644).

Explications de vote :

Baux des professions libérales (p. 2647, 2648).

Loi « Méhaignerie » (p. 2646).

Investissement locatif (encouragement) (p. 2646).

Locataires (protection) (p. 2646).

Loyers : encadrement (p. 2646).

Marché locatif à Paris et dans les grandes agglomérations (p. 2646).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 2646).

Vote contre des groupe R.P.R, U.D.C. et U.D.F. (p. 2647).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [30 octobre 1989] :

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 4303).

Aides :

- aide personnalisée au logement (A.P.L.) (p. 4302, 4303) ;

- prêts aidés à l'accession à la propriété (P.A.P) (p. 4303).

Bâtiment et travaux publics (p. 4303).

Crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4303).

Logement social :

- habitations à loyer modéré (H.L.M.) (p. 4302, 4303, 4304) ;

- habitations à loyer modéré (trésorerie ; dépôts sur le livret A) (p. 4304) ;

- réhabilitation (p. 4303).

Questions :

Aides : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) (conséquences des taux de remboursement sur les loyers) (p. 4328).

Ses observations sur la question de M. Jacques Toubon remplacé par M. Eric Raoult (primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) ; conséquences des taux de remboursement sur les loyers) (p. 4328).

Remplaçant M. Auguste Legros : Départements d'outre-mer : logement social (p. 4339).

TOUBON (Jacques)

Député de Paris

(10e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (n° 702) [*J.O.* du 17 juin 1989] (p. 7569).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (n° 325) [*J.O.* du 20 juin 1989] (p. 7644).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Auguste Legros, tendant à étendre à l'outre-mer l'assurance pour catastrophes naturelles (n° 653) [30 juin 1989] (p. 2759).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission de contrôle sur le fonctionnement de la justice (n° 840) [19 octobre 1989] (p. 3826).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'école nationale d'administration (n° 650) [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15606).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) [*J.O.* du 19 décembre 1989] (p. 15767).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 840) de M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une **commission de contrôle sur le fonctionnement de la justice (n° 971)** [2 novembre 1989].

Proposition de loi constitutionnelle en vue du renforcement de l'**indépendance de l'institution judiciaire (n° 1137)** [19 décembre 1989].

Proposition de loi organique relative au **statut de la magistrature (n° 1138)** [19 décembre 1989].

Proposition de loi organique créant un **« Chancelier de la magistrature » (n° 1139)** [19 décembre 1989].

Proposition de loi organique relative au **Conseil supérieur de la magistrature (n° 1140)** [19 décembre 1989].

Proposition de loi tendant à **abroger** et à **modifier** certaines dispositions du **code de procédure pénale (n° 1157)** [20 décembre 1989].

Proposition de loi relative à la protection de la **présomption d'innocence** et aux **conditions de la mise en accusation** en matière pénale **(n° 1158)** [20 décembre 1989].

Proposition de loi relative au **transfert de compétence** aux **régions de l'enseignement supérieur public (n° 1159)** [20 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Financement des partis politiques : fonctionnement ; projets de loi relatifs à la moralisation du financement des partis politiques ; commmission de contrôle ; fausses factures ; amnistie ; affaire Luchaire ; classement ; élections ; dépenses de campagne [21 juin 1989] (p. 2312, 2313, 2314).

- Situation dans les universités : fonctionnement ; rentrée scolaire 1989 ; compétences Etat-régions ; maintien de la responsabilité de l'État en matière d'enseignement supérieur [22 novembre 1989] (p. 5483, 5484).

à un ministre :

- Police et sécurité [20 avril 1989] :

Etrangers (conditions d'entrée et de séjour en France) (p. 319, 320).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel et débat sur cette déclaration (n° 651).

Principaux thèmes développés [9 mai 1989] :

Audiovisuel (généralités) :

- communautés ethniques et culturelles (image données dans les émissions télévisées) (p. 701, 703) ;

- Conseil supérieur de l'audiovisuel (C.S.A.) (p. 702) ;

- Paris (représentation du XIII[e] arrondissement dans une œuvre de fiction) (p. 702).

Télévision : chaînes publiques :

- Antenne 2 (soirée des élections municipales de mars 1989) (p. 703) ;

- Antenne 2 - F.R. 3 (complémentarité/spécificité des chaînes publiques ; hypothèse d'une présidence commune pour les deux sociétés ; rôle de F.R.3) (p. 702) ;

- concurrence, complémentarité et équilibre secteur public-secteur privé (p. 702) ;

- impartialité, pluralisme et indépendance du secteur public (p. 701) ;

- information télévisée (p. 702, 703) ;

- missions et objectifs (p. 702) ;

- programmes (production, création et diffusion) (p. 702) ;

- service public audiovisuel (p. 701).

Radios : Radio France (p. 702).

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Article 14 *(non renouvellement du contrat pour congé) :*

- *soutient* l'amendement n° 163 de M. Jean-Jacques Hyest (impose la motivation du congé et modifie le régime du préavis tel qu'il était fixé par la loi) : rejeté (p. 1104).

Article 16 *(régime des loyers de droit commun) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. Guy Malandain (limite à cinq ans la fixation du loyer des logements vacants par la procédure des références ; présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement relatif à l'évolution des loyers) (p. 1114).

Article 17 *(régime des loyers dans les zones géographiques où existe une situation anormale du marché locatif) :*

- *ses observations* (p. 1121).

Après l'article 34 :

- *son* sous-amendement n° 164 soutenu par M. Jean Tiberi (étend l'absence de compensation en cas de transformation des logements pour l'exercice d'une profession non commerciale) à l'amendement n° 98 du Gouvernement (admet, sous certaines conditions, qu'un logement de plus de 40 mètres carrés soit destiné à un autre usage ; alourdit le barème des sanctions pour les contrevenants) (p. 1141) : rejeté (p. 1142).

- Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 mai 1989] :

Communautés européennes : législation (harmonisation) (p. 1362).

Immigrés :

- asile « économique » (p. 1360) ;

- droits (respect) (p. 1361) ;

- droit d'asile (p. 1360) ;

- droit du sol (jus soli) (p. 1361) ;

- intégration (p. 1361) ;

- regroupement familial (p. 1360).

Législation (historique) : loi du 9 septembre 1986 dite loi « Pasqua » (p. 1361, 1362).

Projet de loi (dispositions) :

- carte de résident (conditions de délivrance) (p. 1360) ;

- commission de séjour (p. 1361).

Président de la République (engagements) (p. 1360, 1361, 1362).

Projet de loi (dispositions) :

- commission de séjour (p. 1361) ;

- entrée (conditions) (p. 1362) ;

- expulsion (p. 1361) ;

- juge judiciaire (contrôle) (p. 1360).

- mineurs (détention d'un titre de séjour) (p. 1360) ;

- reconduite à la frontière (p. 1360).

Discussion des articles [30 et 31 mai 1989] ; [1[er], 2 et 3 juin 1989] :

- Rappel au règlement : respect du droit d'amendement ; adoption en commission de plusieurs amendements par un vote unique (p. 1385).

- Rappel au règlement : procédure habituelle d'examen des amendements en commission des lois (p. 1391).

- Rappel au règlement : décision du Conseil constitutionnel relative à l'organisation du travail des assemblées (p. 1392).

Avant l'article 1[er] :

- *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Gilbert Millet (propose un enseignement de sensibilisation aux problèmes du racisme dans le programme scolaire) (p. 1398) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 43 de M. Pierre Mazeaud (permet que les demandes en vue d'acquérir ou de prendre la nationalité française soient faites dès l'âge de seize ans) (p. 1400) ;

- Rappel au règlement : procédure employée par la commission afin de repousser 257 amendements en un seul vote (p. 1422).

Article 1[er] *(abrogation de certaines conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) :*

- *défavorable* (p. 1429, 1430).

Article 3 *(délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire à certains jeunes étrangers) :*

- Rappel au règlement : regrette qu'à la demande du Gouvernement, les votes sur les articles 2 et 3 soient réservés (p. 1446) ;

- *favorable* à l'amendement n° 93 de M. Pierre Mazeaud (supprime à l'étranger âgé de 18 ans la possibilité de bénéficier de plein droit de la carte de séjour) (p. 1484) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 309 de la commission (accorde l'obtention de plein droit de la carte de séjour aux jeunes étrangers dans l'année qui suit leur majorité) (p. 1486).

- **Rappel au règlement :** regrette les termes de l'intervention de M. Jean Le Garrec (p. 1489) ;

- *favorable* à l'amendement n° 94 de M. Pierre Mazeaud (supprime le deuxième alinéa qui précise que l'obtention de la carte de séjour donne le droit d'exercer une activité professionnelle) (p. 1489).

Article 4 *(bénéficiaires de plein droit de la carte de résident) :*

- **Rappel au règlement :** attitude du ministre de l'intérieur ; utilisation « abusive » de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1520).

- **Rappel au règlement :** conditions de travail de l'Assemblée dues à l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1521).

- **Rappel au règlement :** utilisation « abusive » de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution qui empêche un débat au fond du texte (p. 1522) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 21 corrigé de M. François Asensi (ouvre droit à une carte de résident pour les étrangers ayant obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire) (p. 1524).

Après l'article 4 :

- *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. François Asensi (possibilité d'appel, avec effet suspensif, devant la juridiction administrative en cas de refus d'attribution du statut de réfugié) (p. 1527).

Article 9 *(recours contre l'arrêté de conduite à la frontière) :*

- *défavorable* (p. 1598).

- **Rappel au règlement :** refus de discussion par le Ministre de l'Intérieur des dispositions de l'article 9 (p. 1602).

- *son* amendement n° 293 corrigé (permet à l'étranger de bénéficier du concours d'un interprète) : vote réservé (p. 1603) ; adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722) ;

- *son* amendement n° 294 (comparution obligatoire de l'intéressé avant décision de l'autorité judiciaire) (p. 1604) : vote réservé (p. 1605) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722).

- **Rappel au règlement :** procédure d'examen des amendements (p. 1604).

- **Rappel au règlement :** raisons du retrait de son amendement (p. 1605) ;

- *son* amendement n° 295 : réservé jusqu'après l'article 18 (p. 1605).

Article 10 *(régime d'expulsion) :*

- **Rappel au règlement :** conséquences de l'application de l'article 44 de la constitution (p. 1606).

Article 11 *(procédure d'expulsion,) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 234 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1621).

- **Rappel au règlement :** utilisation abusive de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1621).

Après l'article 12 :

- **Rappel au règlement :** prévient que le groupe socialiste se heurtera à l'opposition s'il venait à déposer un amendement amnistiant les fausses factures (p. 1650).

Article 14 *(exécution de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* (p. 1655) ;

- *son* amendement n° 296 : réservé jusqu'après l'article 18 (p. 1659).

Article 18 *(délai d'application aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à la commission de séjour et à la procédure de reconduite à la frontière) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. François Asensi (de suppression) (p. 1672) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 287 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 1672) ;

ses amendements n° 289, 288, 290 et 291 : réservés jusqu'après l'article 18 (p. 1672).

Après l'article 18 :

- *défavorable* à l'amendement n° 306 rectifié du Gouvernement (dispose qu'un décret déterminera la compétence territoriale des magistrats ainsi que les modalités de recours contre leurs décisions) (p. 1673) ;

- **Rappel au règlement :** application « abusive » de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1674).

- *défavorable* à l'amendement n° 304 de M. Michel Suchod (publication dans les six mois du texte complet de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifié par les nouvelles dispositions) (p. 1676).

Avant l'article 1er (précédemment réservé) :

- *soutient* l'amendement n° 60 de M. Pierre Mazeaud (étend les cas de naturalisation avant l'âge de dix-huit ans aux étrangers appartenant à l'entité linguistique française) : vote réservé (p. 1693) ; non sousmis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722) ;

- *soutient* l'amendement n° 62 de M. Pierre Mazeaud (complète les conditions d'acquisition de la nationalité française pour les mineurs dont l'un des parents acquiert cette nationalité en imposant qu'ils résident habituellement chez leurs parents) : vote réservé (p. 1695) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722).

- **Rappel au règlement :** application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1701).

Article 7 (précédemment réservé) :

- **Rappel au règlement :** application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1710).

Article 9 (précédemment réservé) :

- *son* amendement n° 297 (rédactionnel) : vote réservé (p. 1712) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722) ;

- *son* amendement n° 292 (rétablit le recours devant le juge administratif) : vote réservé (p. 1712) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722) ;

- *son* amendement n° 295 corrigé (prévoit que la décision du tribunal administratif est susceptible d'appel) : vote réservé (p. 1714) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722).

Article 14 (précédemment réservé) :

- *son* amendement n° 296 (de conséquence) : vote réservé (p. 1720) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1722).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [2 juillet 1989] :

Article 9 *(recours contre l'arrêté de reconduite à la frontière) :*

- *son* amendement n° 92 soutenu par M. Pierre Mazeaud (rédactionnel) : rejeté (p. 2866) ;

- *son* amendement n° 88 (recours devant la juridiction administrative) : rejeté (p. 2867) ;

- *son* amendement n° 89 (compétence du président du tribunal administratif) : rejeté (p. 2867) ;

- *son* amendement n° 90 (compétence du tribunal administratif) : devenu sans objet (p. 2867) ;

- *son* amendement n° 91 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2867).

Article 14 *(exécution de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière) :*

- *son* amendement n° 93 (recours contre l'arrêté d'expulsion devant le président du tribunal administratif) : rejeté (p. 2869).

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1989] :

Amnistie :

- champ d'application ; infractions concernées (p. 2682) ;

- effets politiques (p. 2682).

Conseil constitutionnel (décision du 20 juillet 1988) (p. 2682).

Projet gouvernemental initial amnistiant les crimes commis en Nouvelle-Calédonie (p. 2682).

- Projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal (n° 693).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [10 octobre 1989] :

- *soutient* la question préalable opposée par : *Pons (Bernard)* (p. 3337) : rejetée au scrutin public (p. 3344).

Son interruption (p. 3329).

Principaux thèmes développés :

Administration pénitentiaire (p. 3340).

Code pénal (intérêt et opportunité de la réforme) (p. 3337, 3338, 3339).

Criminalité (moyens de lutte contre) (p. 3340).

Droits et libertés fondamentales (respect) (p. 3338).

Historique (p. 3338).

Instruction (réforme) (p. 3339).

Irresponsabilité :

- démence (définition) (p. 3329) ;

- démence (procédure judiciaire) (p. 3329) ;

- mineurs délinquants (p. 3340).

Justice (renforcement des moyens et modernisation) (p. 3340, 3341).

Magistrature (indépendance) (p. 3341, 3342).

Procédure parlementaire envisagée pour la réforme globale du Code pénal (p. 3338).

Procédure pénale (réforme) (p. 3342).

Professions juridiques et judiciaires (réforme) (p. 3340).

Sécurité routière (p. 3338).

Discussion de l'article unique et annexe [11 et 12 octobre 1989] :

Article 111-2 du code pénal (compétence de la loi pour déterminer les infractions pénales et les peines applicables à leurs auteurs) :

- *son* amendement n° 263 : devenu sans objet (p. 3374).

Article 111-3 du code pénal (principe de légalité des infractions et des peines) :

- *ses* amendements n°s 264 et 235 : devenus sans objet (p. 3375).

Article 111-5 du code pénal (interprétation et appréciation de la validité des actes administratifs par la juridiction pénale) :

- *son* amendement n° 192 (de suppression) : rejeté (p. 3375).

Article 112-2 du code pénal (application immédiate ou différée des lois de compétence, d'organisation judiciaire et de procédure pénale, de celles relatives à l'exécution des peines et celles concernant les prescriptions) :

- *son* sous-amendement n° 213 (prévoit une application immédiate de la loi nouvelle, même si elle aggrave les peines) à l'amendement n° 10 de la commission (prévoit l'application immédiate des lois relatives à l'exécution et à l'application des peines, sauf lorsqu'elles auraient pour objet d'aggraver le régime de la période de sûreté) : rejeté (p. 3376).

Article 113-6 du code pénal (application de la loi pénale française en cas d'instigation ou de complicité) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 248 de la commission (supprime l'application de la loi pénale française pour l'instigateur d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger) (p. 3379).

Article 113-7-1 du code pénal (compétence de la loi française pour les crimes prévus par la convention de New-York du 10 décembre 1984) :

- *son* amendement n° 193 (de suppression) : adopté (p. 3380).

Article 113-7-2 du code pénal (compétence universelle de la loi française pour les crimes relatifs au terrorisme) :

- *son* amendement n° 194 (de suppression) : adopté (p. 3380).

Article 121-1 du code pénal (principe de la responsabilité personnelle) :

- *son* amendement n° 195 (de suppression) (p. 3382) ; retiré (p. 3383).

Article 121-2 du code pénal (responsabilité pénale des personnes morales) :

- *défavorable* (p. 3383) ;

- *son* amendement n° 196 (de suppression) (p. 3409) : rejeté au scrutin public (p. 3413) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 178 de M. Jean-Jacques Hyest (étend la responsabilité pénale des personnes morales aux collectivités publiques lorsqu'elles exploitent en régie directe un service public industriel et commercial) à l'amendement n° 23 de la commission (prévoit que le principe de la responsabilité des personnes morales ne s'applique pas à l'Etat) (p. 3424) ;

- *son* amendement n° 197 (prévoit la responsabilité pénale de la personne physique qui dirige la personne morale en cas de volonté intentionnelle de commettre l'infraction) (p. 3425) : rejeté (p. 3426).

Article 121-3 du code pénal (élément institutionnel de l'infraction) :

- *son* amendement n° 198 (de suppression) : rejeté (p. 3426) ;

- *son* amendement n° 199 (précise la notion d'intention) (p. 3426) : rejeté (p. 3427) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 25 de la commission (précise que la négligence, lorsqu'elle est constitutive d'un délit, doit être caractérisée) (p. 3427).

Article 121-5 du code pénal (tentative) :

- *son* amendement n° 200 (de précision et rédactionnel) (p. 3429) : rejeté (p. 3430) ;

- *défavorable* au sous-amendement oral de M. Jean-Jacques Hyest (précise qu'il s'agit de tentatives de crime ou de délit) à son amendement n° 200 : retiré (p. 3430).

Article 121-6-1 du code pénal (instigation) :

- *son* amendement n° 201 (de suppression) : adopté (p. 3432).

Article 121-7 du code pénal (complicité) :

- *son* amendement n° 202 (reprend le texte actuel de l'article 50 du code pénal) (p. 3432) : rejeté (p. 3433).

Article 122-1 du code pénal (irresponsabilité pénale ou atténuation de la responsabilité pénale en cas de troubles mentaux) (p. 3433) :

- *son* amendement n° 203 (de précision) : retiré (p. 3434) ;

- *son* amendement n° 204 rectifié (supprime la possibilité pour la juridiction de décider que la peine sera exécutée dans un établissement pénitentiaire spécialisé) : adopté (p. 3434) ;

- *favorable* à l'amendement n° 32 de la commission (prévoit de confier à une commission tripartite le pouvoir de statuer sur la sortie du malade) (p. 3435).

Article 122-2 du code pénal (irresponsabilité pénale en cas de contrainte ou de force irrésistible) :

- *son* amendement n° 205 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 3436) ;

– *son* amendement n° 206 (supprime la mention de « contrainte » déjà contenue dans celle de « force ») : rejeté (p. 3436).

Article 122-2-1 du code pénal (irresponsabilité pénale en cas d'erreur de droit) :

– *son* amendement n° 207 (de suppression) (p. 3436) : rejeté (p. 3437).

Article 122-3 du code pénal (irresponsabilité pénale en cas d'infraction commise sur ordre de la loi ou sur commandement de l'autorité légitime) :

– *son* amendement n° 208 (rédactionnel) (p. 3437) : retiré (p. 3438).

Article 122-4 du code pénal (irresponsabilité pénale en cas de légitime défense) :

– *favorable* (p. 3439) ;

– *son* amendement n° 209 rectifié (prévoit la légitime défense pour la protection des biens) (p. 3439) ; retiré (p. 3441) ;

– *son* amendement n° 210 : devenu sans objet (p. 3442).

Article 122-5 du code pénal (irresponsabilité pénale justifiée par l'état de nécessité) :

– *son* amendement n° 211 (précise la distinction entre l'état de nécessité et la légitime défense en supprimant, pour l'état de nécessité, la condition de la proportionnalité) (p. 3442) ; rejeté (p. 3443).

Article 122-6 du code pénal (responsabilité pénale des mineurs) :

– *son* amendement n° 212 (distingue, en fonction de leur âge, la responsabilité des mineurs) (p. 3443) : retiré (p. 3444) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 40 de la commission (affirme le principe selon lequel les mineurs font l'objet de mesures de protection et d'assistance ; précise les conditions dans lesquelles les peines sont prononcées à l'encontre des mineurs de plus de treize ans ; prévoit l'application de peines réduites de moitié) (p. 3444) ;

– *son* sous-amendement oral (précise que le mineur de moins de sept ans n'est pas responsable et que celui de sept à treize ans n'est passible d'aucune peine) à l'amendement n° 40 de la commission : rejeté (p. 3444).

Article 131-1 du code pénal (échelle des peines criminelles) :

– *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Gilbert Millet (prévoit une réclusion criminelle de vingt-cinq ans au maximum) (p. 3457) ;

– *son* amendement n° 214 (supprime la réclusion criminelle de dix ans) : vote réservé jusqu'à la discussion de l'article 131-4 (p. 3458) ;

– *son* amendement n° 215 (peine de sûreté fixée à dix ans) : vote réservé jusqu'à la discussion de l'article 131-4 (p. 3458).

Article 131-2 du code pénal (caractère non exclusif des peines de réclusion criminelle ou de détention criminelle) :

– *son* amendement n° 216 (précise qu'en matière criminelle une peine d'amende ne peut être qu'une peine complémentaire) (p. 3458) : rejeté (p. 3459).

Article 131-3 du code pénal (énumération des peines correctionnelles) :

– *son* amendement n° 217 corrigé rectifié (modifie le classement et l'échelle des peines correctionnelles) (p. 3459) : rejeté (p. 3461).

Article 131-4 du code pénal (échelle des peines d'emprisonnement) :

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de la commission (rétablit à sept ans le plafond des peines correctionnelles) (p. 3462, 3464).

Article 131-1 du code pénal (échelle des peines criminelles) (suite) :

– *son* amendement n° 214 précédemment réservé : devenu sans objet (p. 3465) ;

– *son* amendement n° 215 (peine de sûreté fixée à dix ans) : devenu sans objet (p. 3465).

Article 131-4-1 du code pénal (définition de la peine correctionnelle de jours-amende) :

– *son* amendement n° 218 (de suppression) : adopté (p. 3465).

Article 131-5 du code pénal (peines privatives ou restrictives de droits pouvant remplacer l'emprisonnement) :

– *son* amendement n° 219 (de suppression) : devenu sans objet (p. 3465) ;

– *favorable* à l'amendement n° 249 de la commission (supprime la notion de peine de substitution) (p. 3465).

Article 131-6 du code pénal (possibilité d'utiliser les peines privatives ou restrictives de droits pour remplacer l'amende) :

– *son* amendement n° 220 (de suppression) : devenu sans objet (p. 3466).

Article 131-7 du code pénal (peine de travail d'intérêt général) :

– *son* amendement n° 221 (de suppression) : devenu sans objet (p. 3467) ;

– *son* amendement n° 231 (prescrit que la peine de travail d'intérêt général ne peut être prononcée qu'avec l'acceptation du condamné) : rejeté (p. 3467).

Article 131-9 du code pénal (non cumul des peines en matière correctionnelle) :

– *son* amendement n° 222 soutenu par M. Emmanuel Aubert (de conséquence) : rejeté (p. 3468).

Article 131-12 du code pénal (énumération des peines contraventionnelles) :

– *son* amendement n° 223 (complète la liste des peines contraventionnelles et en modifie la hiérarchie) : retiré (p. 3469).

Article 131-13 du code pénal (montant des amendes contraventionnelles) :

– *son* amendement n° 224 (porte le montant de l'amende pour les contraventions de quatrième classe à 10 000 francs en cas de récidive) : rejeté (p. 3470).

Article 131-14 du code pénal (peines de substitution à l'amende pour les contraventions de la cinquième classe) :

– *son* amendement n° 225 (de suppression) : devenu sans objet (p. 3470).

Article 131-15 du code pénal (règles relatives au cumul des peines en matière contraventionnelle) :

– *son* amendement n° 226 (prévoit qu'une peine inférieure par son degré à celle prévue par les textes applicables à la contravention poursuivie, peut toujours être prononcée à la place de ladite peine) : retiré (p. 3471).

Article 131-16 du code pénal (peines complémentaires en matière contraventionnelle) :

– *son* amendement n° 227 (limite les peines complémentaires à la confiscation d'une chose mobilière corporelle d'une valeur n'excédant pas 20 000 francs et à l'interdiction de porter une arme, les autres peines complémentaires devenant peines principales) : rejeté (p. 3471) ;

– *son* amendement n° 228 (supprime l'affichage en matière contraventionnelle) : adopté (p. 3472).

Article 131-17 du code pénal (peine complémentaire applicable pour les contraventions de cinquième classe) :

– *son* amendement n° 229 (de suppression) : devenu sans objet (p. 3472).

Article 131-18 du code pénal (faculté pour le juge de ne prononcer que l'une ou plusieurs des peines complémentaires encourues) :

– *son* amendement n° 230 (de suppression) : devenu sans objet (p. 3472).

Article 131-25 du code pénal (interdiction des droits civils, civiques et de famille) :

– *son* amendement n° 232 (supprime la précision selon laquelle les interdictions sont encourues à titre complémentaire) : adopté (p. 3474).

Article 131-29 du code pénal (interdiction de séjour) :

- *son* amendement n° 233 (supprime la « judiciarisation » de l'interdiction de séjour) (p. 3476) ; rejeté (p. 3477).

Article 131-32 du code pénal (exclusion des marchés publics) :

- *son* amendement n° 234 (de suppression) : rejeté (p. 3477).

Article 132-8 du code pénal (peine applicable en cas de récidives criminelle ou correctionnelle) :

- *défavorable* à l'amendement n° 162 de M. Jacques Brunhes (prévoit que la peine encourue est dans l'échelle des peines, celle qui est immédiatement supérieure à celle applicable à un délinquant primaire) (p. 3486).

Article 132-13 du code pénal (récidive de peine criminelle ou correctionnelle à délit) :

- *favorable* à l'amendement n° 92 de la commission (de cohérence) (p. 3488).

Article 132-16 du code pénal (application des seules peines prononcées par la juridiction) :

- *son* amendement n° 236 rectifié (impose la généralisation de la motivation de la décision) : retiré (p. 3491).

Article 132-18 du code pénal (motivation spéciale des peines d'emprisonnement sans sursis d'une durée inférieure ou égale à quatre mois) :

- *défavorable* à l'amendement n° 99 de la commission (impose la motivation en matière correctionnelle pour toutes les peines d'emprisonnement et prévoit que celui-ci est de sept jours au moins) (p. 3492) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 188 du Gouvernement (prévoit une motivation spécialement lorsque la juridiction prononce une peine d'emprisonnement sans sursis pour une durée inférieure ou égale à quatre mois) (p. 3492) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 189 du Gouvernement (prévoit que l'emprisonnement est de sept jours au moins) (p. 3492).

Article 132-21 (communication aux autorités judiciaires de renseignements de nature financière ou fiscale) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 103 de la commission (précise que les autorités judiciaires peuvent obtenir des renseignements de nature fiscale auprès de ceux qui détiennent des fonds appartenant au prévenu) (p. 3505).

Secret défense (p. 3505) :

- *son* sous-amendement n° 237 (prévoit l'application de la période de sûreté pour les peines égales ou supérieures à dix ans) (p. 3505) à l'amendement n° 105 de la commission (prévoit la possibilité de fixer une période de sûreté qui ne peut excéder la moitié de la peine prononcée ou dix-huit ans en cas de réclusion à perpétuité en cas de condamnation à une peine privative de liberté sans sursis d'une durée égale ou supérieure à sept ans) : rejeté (p. 3510) ;

- *son* sous-amendement n° 273 (prévoit que la durée de la période de sûreté peut aller jusqu'aux deux tiers de la peine prononcée) à l'amendement n° 105 de la commission (p. 3505) : rejeté (p. 3512) ;

- *son* amendement n° 239 (régime de la peine de sûreté) (p. 3505) : devenu sans objet (p. 3512).

Article 132-22 du code pénal (principe de la personnalisation des peines) :

- *son* amendement n° 240 (de suppression) (p. 3512) : rejeté (p. 3513) ;

- *favorable* à l'amendement n° 106 de la commission (dispose que la juridiction prononce les peines et fixe leur régime en tenant compte des circonstances de l'infraction et de la personnalité de l'auteur) (p. 3512).

Circonstances atténuantes (prise en compte) (p. 3512).

Article 132-28 du code pénal (conditions d'octroi du sursis simple en matière criminelle ou correctionnelle) :

- *ses observations* (p. 3514) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 163 de M. Jacques Brunhes (définit les conditions d'octroi du sursis simple) (p. 3514).

Article 132-36 du code pénal (conséquences de la révocation du sursis et possibilité pour le tribunal de dispenser le condamné de la révocation) :

- *son* amendement n° 241 (prévoit qu'en cas de pluralité de sursis, la juridiction ne peut prononcer la dispense de révocation que pour l'un d'entre eux seulement) (p. 3516) : rejeté (p. 3517).

Article 132-45 du code pénal (autorité pouvant révoquer le sursis) :

- *son* amendement n° 242 (précise que le tribunal chargé de la surveillance du condamné peut révoquer le sursis) (p. 3520) : retiré (p. 3521).

Article 132-56 du code pénal (conditions de la dispense de peine) :

- *son* amendement n° 243 (supprime la possibilité pour la juridiction de décider que sa décision ne sera pas mentionnnée au casier judiciaire) (p. 3523) : rejeté (p. 3524) ;

- *son* sous-amendement n° 269 (précise que la dispense de peine n'est pas mentionnée sur les bulletins n°s 2 et 3) à l'amendement n° 191 du Gouvernement (prévoit que la dispense de peine n'est pas mentionnée au casier judiciaire) : rejeté (p. 3524) ;

- *son* amendement n° 265 (précise que la mention de dispense de peine ne figure qu'au bulletin n° 1) : rejeté (p. 3524).

Explications de vote :

Amendements du Groupe R.P.R. (attitude de la majorité à leur égard) (p. 3529).

Code pénal (intérêt de la réforme) (p. 3528).

Instigation (définition) (p. 3529).

Justice (renforcement des moyens et modernisation) (p. 3529).

Magistrature (indépendance) (p. 3529).

Procédure pénale (réforme) (p. 3529).

Vote contre du groupe RPR (p. 3529).

- Rappel au règlement : non-respect des règles relatives au fonctionnement des commissions d'enquête par M. Raymond Douyère ; divulgation d'informations sur les travaux de la commission d'enquête sur les privatisations [11 octobre 1989] (p. 3407).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Urbanisme, logement et services communs. - *Questions* [30 octobre 1989] :

Remplacé par M. Eric Raoult : Aides : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) (conséquences des taux de remboursement sur les loyers) (p. 4327, 4328).

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Culture. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Arts et spectacles : théâtre :

- généralités (p. 5075) ;

- théâtre de la Gaîté-Montparnasse (p. 5081).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1989] :

- Rappel au règlement : intervention personnelle du rapporteur ; accusations à l'encontre du Conseil constitutionnel ; propos du rapporteur contraires à la volonté du Président de la République d'ouvrir la saisine du Conseil constitutionnel aux citoyens (p. 5442) ;

- Rappel au règlement : préoccupations des Français sur la politique menée par le Gouvernement en matière d'immigration ; droit des parlementaires d'en faire état (p. 5463).

Discussion des articles :

Après l'article 1er :

- *son* amendement n° 9 (limite le caractère suspensif du recours aux cas de refus de renouvellement d'une carte de séjour, d'une carte de résident ou d'un titre de séjour pour les étrangers mentionnés aux articles 15 et 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 5466) : rejeté (p. 5468).

TRANCHANT (Georges)

Député des Hauts-de-Seine

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier (n° 544) [*J.O.* du 14 juin 1989] (p. 7423).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 et 18 octobre 1989] :

Commerce extérieur (p. 3670).

Finances publiques :

- déficit budgétaire (p. 3669) ;

- prélèvements obligatoires (p. 3670) ;

- recettes (et plus-values fiscales) (p. 3669).

Fonction publique : effectifs (p. 3670).

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3669).

Impôt sur les sociétés (p. 3669).

Plus-values (imposition) (p. 3669).

Politique économique : taux d'intérêt (p. 3670).

Secteur public : privatisations (p. 3669).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *Dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

a) *Fiscalité locale.*

Après l'article 59 :

Impôts locaux :

- réforme (p. 5246) ;

- taxe d'habitation (p. 5246) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 196 de M. Jean Tardito (exonère les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 138 de M. Edmond Hervé (institue, au profit des départements, une taxe proportionnelle sur l'ensemble des revenus et plus values et supprime la part départementale de la taxe d'habitation acquittée au titre de la résidence principale) (p. 5246).

b) *Mesures diverses.*

Après l'article 60 (amendements précédemment réservés) :

- *défavorable* à l'amendement n° 88 de la commission (précise les modalités d'application de la taxe forfaitaire de 3 p. 100 sur la valeur vénale des immeubles possédés par des personnes morales n'ayant pas leur siège en France) (p. 5314, 5315) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 136 rectifié de M. Guy Bêche (institue l'obligation de paiement par chèque, virement ou carte de crédit au-delà de 100 000 francs) (p. 5316).

- Projet de loi de finances rectificative pour 1989 (n° 1021).

Première lecture :

Discussion des articles [4 décembre 1989] :

Deuxième partie : *Moyens des services et dispositions spéciales.*

III. - Autres dispositions.

Titre II : *Dispositions permanentes.*

I. - Mesures concernant la fiscalité.

Article 22 *(définition des associés détenant plus de 35 p. 100 des droits sociaux de leur entreprise) :*

- *défavorable* (p. 5928).

Rappel au règlement : vote sur l'amendement n° 40 (incertitude due à la procédure du vote à main levée) (p. 5931).

Article 30 *(dispense de reversement de l'excédent de déduction de la TVA exercée en 1968) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Fabien Thiémé (de suppression) (p. 5936, 5937).

Après l'article 32 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (met en conformité avec le droit communautaire les règles applicables en matière de garantie des métaux précieux importés de pays membres de la C.E.E.) (p. 5938).

Après l'article 34 :

- ses observations sur l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

TREMEL (Pierre-Yvon)

Député des Côtes-du-Nord

(5e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Consultation sur l'avenir du service public des postes et télécommunications : fonctionnement ; rapport de M. Prévot [14 juin 1989] (p. 2125, 2126).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Agriculteurs en difficulté (p. 4233).

Equipement, logement, transports et mer : Mer. - *Questions* [31 octobre 1989] :

Recherche dans le domaine maritime (p. 4421).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Télécommunications :

- commandes publiques (p. 5109) ;

- recherche (Centre national d'études des télécommunications - C.N.E.T.) (p. 5109).

U

UEBERSCHLAG (Jean)

Député du Haut-Rhin

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : Services généraux. - Secrétariat général de la défense nationale. - Conseil économique et social. - Plan. - Fonction publique et réformes administratives. - Budget annexe des Journaux officiels. - *Questions* [27 octobre 1989] :

Remplacé par M. Bruno Bourg-Broc : collectivités locales (cadres techniques territoriaux) (p. 4272).

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Vote des crédits* [2 novembre 1989] :

Etat B,titre IV :

- *ses observations* (p. 4480, 4481).

Baisse des crédits de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 4480, 4481).

V

VACANT (Edmond)

Député du Puy-de-Dôme

(6e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

VACHET (Léon)

Député des Bouches-du-Rhône

(15e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **reconnaissance par le droit fiscal des charges financières** liées à la **maternité (n° 932)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Contrôle de l'immigration : politique et réglementation ; article du président de l'Office des migrations internationales dans le journal « le Monde » ; statistiques ; droit d'asile [11 octobre 1989] (p. 3392).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Discussion des articles [25 mai 1989] :

Article 17 *(définition du licenciement économique) :*

- *son* amendement n° 61 soutenu par M. Jean-Pierre Delalande (notion de licenciement économique ; problème des mutations technologiques) (p. 1265) : rejeté (p. 1267).

VAILLANT (Daniel)

Député de Paris

(19e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652) [*J.O.* du 10 juin 1989] (p. 7289).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Rémunérations dans la fonction publique : croissance économique ; résultats ; bénéfices au profit des fonctionnaires ; accord salarial [31 mai 1989] (p. 1412).

à un ministre :

- Logement [11 mai 1989] :

Logement social (p. 770).

Recensement des terrains appartenant à l'Etat (p. 770).

INTERVENTIONS

- Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (n° 652).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [23 mai 1989] :

Législation sur le logement (historique) :

- loi « Méhaignerie » (effets) (p. 1073) ;

- loi « Quilliot « (effets) (p. 1073).

Investissement locatif (encouragement) (p. 1073).

Loyers :

- encadrement (p. 1074) ;

- évolution (rapport) (p. 1073).

Marché locatif (état) : Paris et les grandes agglomérations (p. 1073).

Président de la République (engagements) (p. 1073).

Rapports locatifs (rééquilibrage) (p. 1073, 1074).

Discussion des articles [23 mai 1989] :

Article 14 *(non renouvellement du contrat pour congé) :*

- *ses observations* (p. 1103).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [15 juin 1989] :

Article 17 *(régime des loyers dans les zones géographiques où existe une situation anormale du marché locatif) :*

- *favorable* (p. 2212).

Après l'article 37 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Brard (modifie le mode de calcul des plafonds de loyers des logements ayant bénéficié de primes ou de prêts spéciaux à la construction du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique) (p. 2228).

VALLEIX (Jean)

Député de la Gironde

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Espace : projets internationaux (investigation de Mars ; plate-forme spatiale internationale) (p. 5111).

VASSEUR (Philippe)

Député du Pas-de-Calais

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Prestations sociales agricoles) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

Membre de la Commission centrale de classement des débits de tabac [*J.O.* du 1er décembre 1989] (p. 14891).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 43 : **prestations sociales agricoles (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Pluralisme d'expression à la télévision : absence de représentation du courant écologique à l'émission « l'heure de vérité » ; responsabilité du président de la chaîne ; rôle du C.S.A. [24 mai 1989] (p. 1160, 1161).

- Situation de l'emploi : politique et réglementation ; conférence de presse du Président de la République ; chômage ; durée et persistance du chômage ; création d'emplois ; âge moyen des chômeurs ; formation professionnelle [13 décembre 1989] (p. 6453, 6454)

orales sans débat :

- n° 152 posée le 27 juin 1989 : **aménagement du territoire (politique et réglementation : Nord - Pas-de-Calais)** (p. 2560). Appelée le 30 juin 1989 : Auchy-lès-Hesdin ; entreprise Filauchy ; liquidation judiciaire ; zones rurales ; déclin (p. 2672).

INTERVENTIONS

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [29 et 30 juin 1989] :

B.A.P.S.A. (démantèlement) (p. 2706).

Conditions d'examen du projet (p. 2705, 2706).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 2706, 2707) ;

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 2706) ;

- taux (p. 2706).

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Observations sur le rappel au règlement de : *Ollier (Patrick)* [1er juillet 1989] (p. 2793).

Explications de vote :

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 2824).

Approfondissement de l'examen du projet en deuxième lecture (p. 2824).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés, avant la discussion des articles [22 novembre 1989] :

Aménagement foncier et contrôle des structures : fermage (statut) (p. 5503).

B.A.P.S.A. (démantèlement) (p. 5502).

Cotisations sociales :

- assiette (p. 5502) ;

- progressivité de la réforme (et simulations nécessaires) (p. 5502).

Lait et produits laitiers : quotas laitiers (p. 5502).

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Article 32 *quinquies* *(obligation de mise en bouteille dans l'aire de production pour l'ensemble des vins à appellation contrôlée) :*

Réglementation en matière de qualité des vins (p. 5537, 5538).

Explications de vote :

Vote contre du groupe U.D.F. (p. 5552).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [6 décembre 1989] :

Généralités (situation économique et démographique de l'agriculture) (p. 6040).

Cotisations sociales :

- assiette (et amendement du Gouvernement) (p. 6040) ;

- taux (p. 6040, 6041).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. - *Questions* [25 octobre 1989] :

Anciens combattants et victimes de guerre : anciens combattants d'Afrique du Nord (statut) (p. 4157, 4158).

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur (B.A.P.S.A.) [26 octobre 1989] :

Agriculteurs en difficulté - revenu minimum d'insertion (p. 4174).

Agriculture française (démographie) (p. 4173).

Cotisations sociales (évolution et réforme du calcul) (p. 4173, 4174).

Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 4174).

Prestations sociales agricoles (p. 4173).

Questions :

Cotisations sociales agricoles :

- généralités (p. 4230) ;

- Nord-Pas-de-Calais (p. 4230).

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Questions* [14 novembre 1989] :

Postes : zones rurales (bureaux de poste) (p. 5114).

Crédits et dispositions précédemment réservés [16 novembre 1989] :

Anciens combattants et victimes de guerre :

Article 69 *(réforme du mode de fixation de la valeur des points de pension militaire d'invalidité) :*

- *son* amendement n° 1 (demande au Gouvernement de fournir au Parlement un rapport sur le coût des avantages attachés à la carte du combattant et sur les répercussions financières de modifications de ses critères d'attribution) : non soutenu (p. 5321) ;

- *son* amendement n° 2 (demande au Gouvernement de fournir au Parlement un rapport sur le coût des mesures spécifiques appliquées aux anciens combattants en matière de retraite et sur les répercussions financières de l'abaissement à 55 ans de l'ouverture du droit à retraite à taux plein pour les anciens combattants demandeurs d'emploi) : non soutenu (p. 5321).

- Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (n° 995).

Première lecture :

Discussion des articles [7 décembre 1989] :

Article 7 *(mesures de redressement judiciaire) :*

- *son* amendement n° 182 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (supprime les dispositions relatives à la saisie immobilière d'un bien grevé d'un privilège ou d'une hypothèque) : rejeté (p. 6132).

VAUZELLE (Michel)

Député des Bouches-du-Rhône

(16e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4403).

Président de cette commission [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : culture et communication) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome IX : **culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : culture et communication (n° 922)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Sommet de l'O.T.A.N. : sommet de Bruxelles ; désarmement ; accord ; armes nucléaires à courte portée ; négociations ; sécurité européenne ; position de la France [31 mai 1989] (p. 1411, 1412).

- Communauté européenne et Europe de l'Est : débat à l'Assemblée nationale ; communauté européenne ; rôle de la France ; coopération économique avec les pays de l'Europe de l'Est [22 novembre 1989] (p. 5484, 5485).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel et débat sur cette déclaration (n° 651).

Principaux thèmes développés [9 mai 1989] :

Audiovisuel (généralités) : Europe (politique audiovisuelle ; production européenne ; quotas de diffusion ; sommet de Rhodes) (p. 689).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication.

- Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions. Rapporteur pour avis [25 octobre 1989] :

Audiovisuel :

- banque mondiale d'images (p. 4086) ;

- diffusion :

- à l'étranger (p. 4085).

- en Amérique Latine (p. 4086).

- en Europe de l'Est (p. 4086) ;

- Europe (coopération audiovisuelle) (p. 4085, 4086) ;

- francophonie (Maghreb) (p. 4086) ;

- identité culturelle de la France (p. 4085) ;

- satellites (diffusion internationale) (p. 4085) ;

- S.E.P.T. (p. 4086).

- Déclaration du Gouvernement sur les perspectives de la Communauté européenne après le Conseil européen de Strasbourg et débat sur cette déclaration (n° 1080).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 décembre 1989] :

Etrangers (immigration) (p. 6383).

Europe de l'Est :

- accords de commerce et de coopération (p. 6383) ;

- ouverture à la démocratie (p. 6383).

Méditerranée (ouverture de l'Europe vers les pays méditerranéens) (p. 6383.)

Parlement européen (élaboration du droit communautaire) (p. 6382).

Parlement français (débat sur les questions européennes) (p. 6382, 6383).

Présidence française (bilan) (p. 6384).

République fédérale d'Allemagne : réunification avec la République démocratique allemande (p. 6384).

VERNAUDON (Emile)

Député de la Polynésie française

(2e circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 131 posée le 13 juin 1989 : **D.O.M.-T.O.M. (Polynésie : politique économique)** (p. 2082). Appelée le 16 juin 1989 : bilan et perspectives (p. 2242, 2243, 2244).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Départements et territoires d'outre-mer : Polynésie française (p. 4790, 4799).

VIAL-MASSAT (Théo)

Député de la Loire

(4e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'U.E.O. [*J.O.* du 8 juin 1989] (p. 7117).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (agriculture et forêt) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à garantir la **couverture sociale des agriculteurs** en retard de paiement de leurs cotisations **(n° 598)** [18 avril 1989].

Proposition de loi relative à la contribution de la **France** à la **lutte contre la faim** et pour le **développement des régions très défavorisées (n° 781)** [14 juin 1989].

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome VI : **agriculture et forêt : agriculture (n° 922)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Araanaux : G.I.A.T ; refonte ; conséquences ; défense nationale ; personnels ; régime juridique ; réforme [7 juin 1989] (p. 1815, 1816).

- Séquestration au Liban de Jacqueline Valente : otages [8 novembre 1989] (p. 4760).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur la politique de coopération de la France à l'étranger et débat sur cette déclaration (n° 627).

Principaux thèmes développés [20 avril 1989] :

Afrique (p. 343, 344).

Aides :

- aide alimentaire et développement rural (p. 344) ;

- aide publique au développement : accroissement nécessaire (p. 344).

Armement (réductions des dépenses d') (p. 343, 344).

Collectivités locales (rôle) (p. 344).

Colonialisme (néo) et pillage du tiers monde (p. 343, 344).

Dette du tiers monde (p. 343, 344).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 343).

Fonds et fondations : fonds monétaire international (F.M.I.) et Banque mondiale (p. 343).

Lomé (accords) (p. 343).

Organisations non gouvernementales (O.N.G.) (rôle) (p. 344).

Prêts (p. 344).

Projets et propositions de loi : proposition de loi pour la survie et le développement (p. 344).

Santé publique : mortalité infantile (p. 343).

Secteur privé : profits (p. 343).

- Projet de loi approuvant le Xe Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [26 avril 1989] :

Article unique *(portant approbation du Xe plan) :*

- *son* amendement n° 57 soutenu par M. Georges Hage (précise que la croissance de l'agriculture française a été inférieure à celle du reste du monde du fait de la politique agricole commune) : vote réservé (p. 501) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581).

- Projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance (n° 560).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 mai 1989] :

Combattant volontaire de la Résistance (C.V.R.) :

- décret d'application de la loi (p. 590) ;

- forclusions (levée) (p. 590) ;

- maquis (durée de présence) (p. 591) ;

- statut (p. 590, 591) ;

- témoins nécessaires à la reconnaissance de la qualité (p. 590).

Discussion des articles [2 mai 1989] :

Article 2 *(décret d'application) :*

- *son* amendement n° 7 (précise que la demande est examinée dans les conditions prévues par la loi n° 49-410 du 25 mars 1949 sur le statut des combattants volontaires de la Résistance) (p. 603) : rejeté (p. 605).

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 818).

Deuxième lecture :

Explications de vote [27 juin 1989] :

Abstention du groupe communiste (p. 2556).

Délits routiers (répression) (p. 2556).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 622).

Première lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Article 3 *(commission nationale des structures agricoles) :*

- *son* sous-amendement n° 181 soutenu par M. Paul Lombard (étend aux organisations agricoles et à des pétitionnaires la possibilité de recours auprès de la commission nationale des structures) à l'amendement n° 64 de la commission (rétablit l'intervention de la commission nationale des structures en matière de schéma directeur) (p. 2747) : rejeté (p. 2748).

Après l'article 40 *bis* :

- *son* amendement n° 189 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (vise à modifier les modalités d'élection des salariés au conseil d'administration des caisses de la mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 2815).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération et développement. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1989] :

Afrique et pays de la zone franc (p. 4019).

Aides :

- publique au développement (crédits et pourcentage par rapport au P.I.B.) (p. 4018).

Coopération :

- financière (désengagement des banques et entreprises privées) (p. 4019).

Coopération décentralisée et organisations non gouvernementales (O.N.G.) (p. 4019).

Dette (mesures d'annulation) (p. 4018, 4019).

Education et formation (p. 4019).

Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) (p. 4019).

Survie et développement (propositions de loi) (p. 4019).

Intention d'abstention du groupe communiste (p. 4019).

Agriculture et forêt - B.A.P.S.A. - *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis (Agriculture et forêt) [26 octobre 1989] :

Agro-alimentaire (p. 4171).

Aide alimentaire et développement (p. 4171).

Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 4171).

Elevage (ovin) (p. 4171).

Politique agricole commune (P.A.C.) (p. 4171).

VIDAL (Joseph)

Député de l'Aude

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

VIDAL (Yves)

Député des Bouches-du-Rhône

(10e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

VIDALIES (Alain)

Député des Landes

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5736).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5736).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648) [*J.O.* du 16 juin 1989] (p. 7522).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes (n° 620) [*J.O.* du 27 juin 1989] (p. 7994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [21 novembre 1989] (p. 5470).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905) [*J.O.* du 22 novembre 1989] (p. 14539).

INTERVENTIONS

- Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion (n° 648).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1989] :

Conversion des salariés :

- conventions de conversion (p. 1183) ;

- droit à la conversion (p. 1183) ;

- plan social (p. 1183).

Emploi (généralités) :

- emploi précaire (contrats à durée déterminée ; intérim ; S.I.V.P.) (p. 1182, 1184) ;

- P.M.E.-P.M.I. (et représentation des salariés) (p. 1183).

Emploi dans l'entreprise (maintien, prévention du licenciement) :

- formation permettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi (incitations) (p. 1183) ;

- gestion préventive de l'emploi (p. 1183).

Licenciement :

- concertation dans les procédures :

- experts-comptables (possibilité pour les comités d'entreprise d'y faire appel) (p. 1183) ;

- perspectives économiques et financières de l'entreprise (rapport de l'employeur) (p. 1183).

- garanties individuelles des salariés :

- assistance du salarié licencié par une personne extérieure à l'entreprise (p. 1184) ;

- licenciement économique (définition ; charge de la preuve) (p. 1183, 1184) ;

- ordre des licenciements (p. 1184) ;

- priorité de réembauche (p. 1183).

Discussion des articles [25 mai 1989] :

Article 4 *(généralisation de la contribution exceptionnelle versée lors d'un licenciement de salariés âgés ; « cotisation Delalande ») :*

- *défavorable* à l'amendement n° 5 de la commission (précise que seul un licenciement peut entraîner l'obligation pour l'employeur d'acquitter la cotisation) (p. 1237) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Philibert (précise que seul un licenciement peut entraîner l'obligation pour l'employeur d'acquitter la cotisation) (p. 1237).

Démission pour motif légitime (p. 1237).

Entreprises artisanales (p. 1237) ;

- *favorable* à l'amendement n° 92 de M. Jacques Barrot (exclut du champ d'application de cet article les licenciements consécutifs à une cessation d'activité de l'employeur pour raison de santé ou départ à la retraite) (p. 1240).

Article 5 *(incitations financières aux actions de formation permettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi) :*

- *soutient* l'amendement n° 122 de M. Michel Coffineau (ouvre la possibilité d'octroyer les aides dès que l'entreprise rencontre des difficultés pouvant conduire à des licenciements) (p. 1243).

Article 11 *(allongement de certains délais dans la procédure applicable aux grands licenciements) :*

- *soutient* l'amendement n° 78 de M. Guy Lordinot (prévoit deux réunions pour l'examen du plan de licenciement économique par les délégués du personnel) : adopté (p. 1257).

Article 18 *(principe selon lequel le doute du juge profite au salarié) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Jean-Jacques Jegou (de suppression) (p. 1271) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Jean-Yves Chamard (de suppression) (p. 1271) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 98 de M. Jean-Pierre Philibert (de suppression) (p. 1271).

Article 19 *(extension de l'obligation d'entretien préalable) :*

- *favorable* à l'amendement n° 80 rectifié de M. Michel Coffineau (ouvre la possibilité pour le salarié de se faire assister par une personne extérieure à l'entreprise) (p. 1280).

Après l'article 19 :

- *favorable* au sous-amendement n° 135 du Gouvernement (possibilité pour le salarié d'obtenir l'indication des critères retenus à sa demande écrite) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 1280).

Article 20 *(priorité de réembauchage) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 25 de la commission (porte à deux ans la durée de la priorité de réembauchage) (p. 1281) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Jean-Yves Haby (tend à fixer à six mois la durée de la priorité de réembauchage) (p. 1281) ;

- *soutient* l'amendement n° 124 de M. Michel Coffineau (porte de deux à quatre mois le délai dont dispose le salarié pour manifester son désir d'être réembauché) : adopté (p. 1281).

Après l'article 20 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 130 de M. Thierry Mandon (emplois correspondants aux activités professionnelles et aux qualifications de même nature) (p. 1284, 1285) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 137 du Gouvernement (prévoit un rapport sur le recours au travail temporaire et à durée déterminée et ses conséquences sur le marché de l'emploi (p. 1284, 1285).

Explications de vote :

Vote pour du groupe socialiste (p. 1287).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 juin 1989] :

Conversion des salariés : plan social (p. 2482).

Emploi (généralités) : emploi précaire (contrats à durée déterminée ; intérim ; S.I.V.P.) (p. 2483).

Emploi dans l'entreprise (maintien, prévention du licenciement) :

- formation permettant l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi (incitations) (p. 2482) ;

- gestion préventive de l'emploi (p. 2483).

Licenciement :

- généralités :

- autorisation administrative (non rétablissement) (p. 2482) ;

- garanties individuelles des salariés :

- assistance du salarié licencié par une personne extérieure à l'entreprise (p. 2482).

Discussion des articles [26 juin 1989] :

Article 5 *bis* *(crédit d'impôt en faveur des entreprises adhérant à un groupement de prévention agréé) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablit le texte adopté par l'Assemblée nationale) (p. 2489, 2490) ;

- *défavorable* au sous-amendement oral du Gouvernement (modifie le montant du maximum du crédit d'impôt prévu à cet article) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 2490).

Après l'article 18 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 39 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2492).

Amendements du Gouvernement (dépôt tardif) (p. 2492).

Article 18 *bis* *(droit des organisations syndicales représentatives d'ester en justice dans les litiges individuels relatifs à des licenciements à caractère économique) :*

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 46 de M. Jean-Yves Haby (précise que la lettre par laquelle le syndicat informe le salarié de son action doit mentionner sa faculté de faire opposition à cette action) à l'amendement n° 17 de la commission (information du salarié par l'organisation syndicale compétente) (p. 2497).

Article 20 *(priorité de réembauchage) :*

- *soutient* l'amendement n° 24 de M. Michel Coffineau (réembauchage d'un salarié dont la qualification s'est améliorée) : adopté après modifications (p. 2500) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 24 de M. Michel Coffineau (p. 2500).

Explications de vote :

Vote pour du groupe socialiste (p. 2502).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Questions* [2 novembre 1989] :

Licenciement individuel : entretien préalable (possibilité de se faire assister par un conseiller) (p. 4464).

VIGNOBLE (Gérard)

Député du Nord

(8e circonscription)

Apparenté U.D.C.

S'apparente au groupe de l'Union du Centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions (n° 618).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 mai 1989] :

Automobilistes :

- comportement (p. 737) ;

- récidivistes (p. 737).

Communauté européenne (harmonisation des réglementations) (p. 738).

Information (développement) (p. 738).

Permis de conduire à points (p. 737).

Réseau routier et autoroutier (amélioration et résorption des points noirs) (p. 737).

Sécurité routière (politique générale) (p. 737).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes, des télécommunications et de l'espace. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [14 novembre 1989] :

Espace :

- Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) (p. 5099) ;

- grands programmes européens (p. 5099).

Ministère :

- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 5099) ;

- personnel : rémunérations et primes (p. 5099, 5100).

Parlement (information et contrôle) (p. 5100).

Postes : vente par correspondance (p. 5099).

Réforme du statut des postes et télécommunications (rapport Prévot) :

- généralités (p. 5099, 5100) ;

- service public (incidences) (p. 5100).

Vote pour du groupe U.D.C. (p. 5100).

VILLIERS (Philippe de)

Député de la Vendée

(4e circonscription)

Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Politique européenne du Gouvernement en matière audiovisuelle : directive en matière de télévision ; quota réservé aux programmes européens ; existence d'une clause de non-recul ; reconnaissance d'identité européenne [12 avril 1989] (p. 126, 127).

INTERVENTIONS

- Rappel au règlement : actes de violence à l'encontre de parlementaires ceints de leur écharpe lors d'une manifestation pacifique de soutien au Liban [5 décembre 1989] (p. 6000).

VIRAPOULLE (Jean-Paul)

Député de la Réunion

(5e circonscription)

U.D.C.

S'inscrit au groupe de l'Union du Centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).** Tome II : **départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer (n° 924)** [12 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juin 1989] :

Départements et territoires d'outre-mer :

- construction européenne (p. 1757) ;

- développement (p. 1756) ;

- identité des D.O.M. (p. 1757) ;

- La Réunion (construction d'une université) (p. 1757).

Président de la république (politique menée sous - son autorité dans les D.O.M.-T.O.M.) (p. 1756).

- Projet de loi d'orientation sur l'éducation (n° 686).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7, 8 et 9 juin 1989] :

Enseignement (généralités) : loi de programmation (absence) (p. 1864).

Enseignement primaire et secondaire :

- programmes : régionalisation (p. 1864).

Enseignement supérieur :

- universités : université de la Réunion (p. 1865).

Discussion des articles [8 et 9 juin 1989] :

Article 1er *(mission du système éducatif) :*

- *son* amendement n° 128 (tend à affirmer que l'éducation est la priorité nationale) (p. 1928) : adopté après modifications (p. 1929) ;

- *son* amendement n° 129 (tend à favoriser la construction européenne par l'enseignement des langues, des institutions communautaires, la coopération interétablissement et la reconnaissance mutuelle des diplômes) (p. 1955) : retiré (p. 1956) ;

- *soutient* l'amendement n° 219 de M. Jacques Barrot (précise que les établissements d'enseignement privé sous contrat participent avec leur caractère propre au service public) : rejeté (p. 1957).

Après l'article 6 :

- *son* amendement n° 131 soutenu par M. Germain Gengenwin (étend, dans les territoires d'outre-mer, à titre expérimental, le mécanisme des conventions nationales destinées à faire bénéficier des jeunes de modules de formation totalement réalisés au sein de l'entreprise) : rejeté (p. 1988).

Article 8 *(calendrier scolaire) :*

- *son* amendement n° 132 soutenu par M. Germain Gengenwin (aménage les dates d'inscription en universités métropolitaines pour les élèves des départements et territoires d'outre-mer) : rejeté (p. 1997).

Article 16 *(création des instituts universitaires de formation des maîtres) :*

- *son* amendement n° 134 : devenu sans objet (p. 2023).

Article 20 *(réduction des disparités dans la répartition des emplois) :*

- *son* amendement n° 137 (prévoit la résorption des divergences dans le taux d'encadrement et de scolarisation entre les départements d'outre-mer et la métropole) : adopté après modifications (p. 2036).

- Projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle (n° 905).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 octobre 1989] :

Emploi (généralités) : D.O.M. (p. 3569, 3570).

Formation :

- apprentissage (p. 3569) ;

- éducation nationale (enseignement professionnel) (p. 3569) ;

- formation professionnelle initiale et continue (p. 3569).

Missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes : rôle (p. 3569).

Discussion des articles [13 octobre 1989] :

Article 3 *(objectifs, nature, conclusion et conditions d'exécution du contrat emploi-solidarité) :*

Article L. 322-4-14 du code du travail (application dans les départements d'outre-mer) :

- *favorable* à l'amendement n° 68 du Gouvernement (de suppression) (p. 3605).

Explications de vote :

Vote pour du groupe U.D.C. (p. 3615).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération et développement. - *Questions* [24 octobre 1989] :

Remplacé par M. Jean-Marie Daillet : Madagascar et Océan indien (p. 4027).

Equipement, logement, transports et mer : Aviation civile et météorologie ; Budget annexe de la navigation aérienne. - *Questions* [31 octobre 1989] :

Remplacé par M. Gérard Grignon : aéroports : la Réunion (financement d'une piste) (p. 4401).

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Questions* [2 novembre 1989] :

Emploi : missions locales (p. 4467).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur. - *Questions* [3 novembre 1989] :

Universités : constructions neuves : Université de La Réunion (p. 4562).

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [8 novembre 1989] :

Communautés européennes :

- généralités (p. 4786) ;
- contrat d'association outre-mer - C.E.E. (p. 4769) ;
- convention de Lomé A.C.P. - C.E.E. (p. 4769) ;
- programme P.O.S.E.I.D.O.M. (p. 4786).

Départements et territoires d'outre-mer :

- la Réunion : généralités (p. 4785) ;
- Nouvelle-Calédonie : généralités (p. 4769, 4770) ;
- Polynésie française (p. 4769) ;
- Wallis et Futuna (p. 4770).

Ministère des départements et territoires d'outre-mer : crédits : fascicule budgétaire (présentation) (p. 4769).

Politique économique :

- Fonds d'investissement pour le développement économique et social (F.I.D.E.S.) (p. 4769).

Politique sociale :

- égalité sociale (p. 4785) ;
- jeunes (insertion professionnelle) (p. 4785) ;
- revenu minimum d'insertion (R.M.I.) (p. 4785, 4786).

- Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte (n° 979).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [21 novembre 1989] :

Article unique *(habilitation législative) :*

- *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (étend le champ d'application de l'habilitation au régime fiscal et douanier) (p. 5421).

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [22 novembre 1989] :

Article 1er B *(présentation au Parlement par le Gouvernement d'un rapport sur l'élevage hors sol avant le 1er juin 1990) :*

- *son* amendement n° 86 (mentionne que le rapport du Gouvernement devra préciser, pour les départements d'outre-mer, l'état des négociations conduites au plan communautaire) : retiré (p. 5514).

Article 2 *(régime des autorisations préalables) :*

- *son* amendement n° 87 (paragraphe I : maintient le contrôle en matière d'installation et conserve le seuil plafond de trois S.M.I. en cas d'agrandissement ou de réunion d'exploitations) : retiré (p. 5517).

Situation des D.O.M. (p. 5517) ;

- *son* amendement n° 88 (paragraphe I : de coordination ; conditions de reprise en matière de bail à ferme et de métayage applicables à celles particulières au statut du fermage et du métayage dans les D.O.M.) : adopté (p. 5517) ;

- *son* amendement n° 89 (paragraphe I : applique aux D.O.M. le contrôle des structures en matière d'installation d'élevage hors-sol) : retiré (p. 5518) ;

- *son* amendement n° 92 (paragraphe V : abaisse le seuil de contrôle pour la suppression des exploitations) (p. 5518) : retiré (p. 5519) ;

- *son* amendement n° 93 (paragraphe V : abaisse le seuil de contrôle pour la suppression des exploitations dans les D.O.M.) : retiré (p. 5519) ;

- *son* amendement n° 101 (de coordination) : retiré (p. 5519).

Après l'article 18 :

- *son* amendement n° 55 rectifié (donne aux S.A.F.E.R. la possibilité de devenir cessionnaires en propriété des terres expropriées) : adopté après modifications (p. 5525).

Aménagement et mise en valeur des terres incultes dans les D.O.M. (p. 5525, 5526).

- Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement (n° 982).

Première lecture :

Discussion des articles [13 et 14 décembre 1989] :

Avant l'article 1er :

- *son* sous-amendement n° 150 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (évoque la possibilité d'inadaptation due à l'origine géographique) à l'amendement n° 1 corrigé de la commission (droit au logement et présentation annuelle d'un bilan de l'action engagée par le Conseil national de l'habitat) (p. 6505) : adopté (p. 6506).

Article 1er *(principe du plan pour le logement des personnes défavorisées) :*

- *son* amendement n° 48 : devenu sans objet (p. 6515) ;

- *son* amendement n° 49 soutenu par M. Bruno Durieux (rappelle que les dispositions du plan départemental doivent s'articuler avec les systèmes déjà mis en œuvre) : retiré (p. 6517).

Article 2 *(procédure d'élaboration du plan départemental) :*

- *son* amendement n° 50 soutenu par M. Bruno Durieux (prévoit la création d'un Conseil départemental de l'habitat dans chaque département d'outre-mer) (p. 6527) : rejeté au scrutin public (p. 6529).

Après l'article 2 :

- *son* amendement n° 51 soutenu par M. Bruno Durieux (prévoit une programmation pluriannuelle en matière de construction de logements sociaux dans les départements d'outre-mer) : rejeté (p. 6529) ;

- *son* amendement n° 99 soutenu par M. Bruno Durieux (mentionne que les programmes de construction de logements sociaux financés sont arrêtés après avis du Conseil départemental de l'habitat) : retiré (p. 6529).

Article 3 *(partenaires concernés par le plan départemental) :*

- *son* amendement n° 52 soutenu par M. Bruno Durieux (introduit une précision concernant la participation des banques et des organismes de crédit dans la définition des objectifs et des moyens mis en œuvre par le plan départemental) : retiré (p. 6531).

VIVIEN (Alain)

Député de la Seine-et-Marne

(9e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (coopération et développement) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 6 : **coopération et développement (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 78, posée le 18 avril 1989 : **police (fonctionnement : Seine-et-Marne)** (p. 278). Retirée le 20 avril 1989.

- n° 122 posée le 6 juin 1989 : **police (fonctionnement : Seine-et-Marne)** (p. 1801). Appelée le 9 juin 1989 : effectifs de personnel (p. 1941, 1942).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles (n° 165).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 avril 1989] :

Coopération intercommunale (p. 152, 153).

Villes nouvelles (p. 152, 153).

Vote pour du groupe socialiste (p. 153).

Discussion des articles [12 avril 1989] :

Article 6 *(composition du syndicat d'agglomération nouvelle) :*

- *défavorable* à l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 157).

- Déclaration du Gouvernement sur la politique de coopération de la France à l'étranger et débat sur cette déclaration (n° 627).

Principaux thèmes développés [20 avril 1989] :

Afrique (p. 333).

Aides : aide publique au développement (contrôle parlementaire) (p. 335).

Associations, commissions et délégations : délégation parlementaire pour le développement (p. 335).

Caisse centrale de coopération économique (rôle) (p. 333, 334).

Collectivités locales (rôle) (p. 335).

Communauté européenne (aide) (p. 335).

Coopération :

- militaire (p. 335) ;

- structures (disparité) (p. 333, 334).

Dette du tiers monde (p. 335).

Dons (p. 334).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 335).

Fonds et fondations :

- fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) (p. 334) ;

- fonds monétaire international (F.M.I.) et Banque mondiale (p. 335).

Lomé (accords) (p. 335).

Organisations non gouvernementales (O.N.G.) (rôle) (p. 334, 335).

Secteur privé (profits faits) (p. 334).

Zone franc (p. 335).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération et développement. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [24 octobre 1989] rapporteur :

Afrique et pays de la zone franc (p. 4013).

Aides :

- multilatérale (p. 4013) ;

- publique au développement (crédits et pourcentage par rapport au P.I.B.) (p. 4011, 4018).

Caisse centrale de coopération économique (p. 4012, 4013).

Commission de la coopération décentralisée (création et rôle) (p. 4011).

Coopération :

- technique (crédits ; modalités de financement ; réinsertion des assistants techniques) (p. 4012) ;

- ministère de la coopération et du développement (compétence ; effectifs) (p. 4011) ;

- structure de concertation placée sous l'autorité du Premier ministre (p. 4013).

Coopération décentralisée et organisations non gouvernementales (O.N.G.) (p. 4011).

Dette (mesures d'annulation) (p. 4012, 4013).

Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) (p. 4012).

Pays du champ de la coopération : Côte d'Ivoire (p. 4012).

Transports aériens (sécurité dans les aéroports africains) (p. 4013).

Economie, finances et budget : Charges communes. - Comptes spéciaux du Trésor. - Taxes parafiscales. - Budget annexe de l'Imprimerie nationale. - Budget annexe des Monnaies et médailles. - *Questions* [15 novembre 1989] :

Coopération et développement :

- aide publique (substitution des dons aux prêts) (p. 5195) ;

- dettes (annulations) (p. 5195).

VIVIEN (Robert-André)

Député du Val-de-Marne

(6e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de privatisation d'entreprises et de banques appartenant au secteur public depuis le 6 août 1986 [*J.O.* du 4 mai 1989] (p. 5735).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : communication) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13066).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 8 : **culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : communication (n° 920)** [12 octobre 1989].

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire : Communication. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [25 octobre 1989] rapporteur :

Audiovisuel :

- crédits (p. 4081) ;
- diffusion :
- parrainage (p. 4082) ;
- publicité (p. 4082) ;
- télévisions :
- Antenne 2 (déficit) (p. 4081, 4098).
- Antenne 2 / F.R. 3 (présidence commune) (p. 4082).
- redevance (exonérations) (p. 4082, 4083).
- S.E.P.T. (p. 4082).
- Société Française de Production (S.F.P.) (p. 4082).

Radiodiffusion :

- Radio-France (Radio Bleue) (p. 4082) ;
- Radio-France Internationale (R.F.I.) (p. 4082) ;
- Radio-France Outre-mer (R.F.O.) (p. 4083).

Vote des crédits :

Article 57 *(répartition du produit estimé hors T.V.A. de la taxe dénommée redevance pour droit d'usage, affectée aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :*

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (augmente les dotations de Radio-France et diminue celles de F.R. 3, R.F.O. et la S.E.P.T.) (p. 4127) ; vote réservé (p. 4128) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 novembre 1989] (p. 5263) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 43 rectifié de M. Jean-Pierre Bequet (augmente la dotation de Radio-France et diminue celles de F.R. 3, R.F.O. et la S.E.P.T.) (p. 4128).

Radio Bleue (p. 4127) :

- *son* sous-amendement n° 47 (réévalue les dotations d'Antenne 2, F.R. 3 et la S.E.P.T.) à l'amendement n° 43 rectifié de M. Jean-Pierre Bequet (p. 4127) : retiré (p. 4128) ;

- *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (répartition de l'excédent du produit de la redevance au cas où les recouvrements s'avéreraient supérieurs aux prévisions) (p. 4128) ; vote réservé (p. 4129) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 novembre 1989] (p. 5263) ;

- *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (prévoit un rapport sur les modalités de calcul de la prise en charge des exonérations de la redevance par le budget général) (p. 4129) ; vote réservé (p. 4130) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 novembre 1989] (p. 5263) ;

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (réduit le produit attendu de la publicité) (p. 4130) ; vote réservé (p. 4131) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 novembre 1989] (p. 5263).
R.F.O. (retard dans l'arrivée des réponses aux questions du rapporteur) (p. 4130) ; soutient l'amendement n° 13 de la commission (fixe à soixante millions de francs le produit attendu des recettes de parrainage) : vote réservé (p. 4131) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [16 novembre 1989] (p. 5263).

VOISIN (Michel)

Député de l'Ain

(4e circonscription)

U.D.C.

S'inscrit au groupe de l'Union du Centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788) [*J.O.* du 4 juillet 1989] (p. 8281).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 (n° 733) [*J.O.* du 16 novembre 1989] (p. 14280).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Retransmission télévisée des débats du Parlement européen [14 juin 1989] (p. 2125).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 avril 1989] :

Groupement européen d'intérêt économique (G.E.I.E.) :

- constitution (but et modalités (p. 75) ;
- organisation et fonctionnement (p. 75).

Groupement d'intérêt économique (G.I.E.) (adaptation du régime juridique) (p. 75).

Discussion des articles [6 avril 1989] :

Article 4 *(forme des décisions du groupement)* :

- *soutient* l'amendement n° 9 de M. Michel Jacquemin (prise des décisions des membres du groupement) (p. 76) : retiré (p. 77).

Après l'article 15 :

- *son* amendement n° 10 (durée du mandat des administrateurs fixée à trois ans renouvelables) : rejeté (p. 79) ;

- *son* amendement n° 11 (durée du mandat des commissaires aux comptes fixée à trois ans renouvelables) : rejeté (p. 79).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile (n° 788).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er juillet 1989] :

Sécurité technique :

- aéroclubs et compagnies aériennes (inégalité de traitement) (p. 2843) ;

- contrôle d'alcoolémie des pilotes et de l'équipage (p. 2843).

Transports aériens :dimension européenne du transport aérien (p. 2843).

Discussion des articles :

Après l'article 18 :

- *son* amendement n° 4 (vise à réprimer l'état d'ivresse manifeste ou l'état alcoolique dont pourrait se rendre responsable un membre du personnel navigant) (p. 2849) : rejeté (p. 2850).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [6 novembre 1989] :

Affaires étrangères :

- Europe (défense européenne) (p. 4623) ;

- Indépendance (p. 4624) ;

- situation internationale (incertitudes) (p. 4623).

Armée de l'air : seuil de 450 avions de combat (p. 4622).

Armements classiques : avions : avion de combat tactique (A.C.T.) « Rafale » (p. 4623).

Armes nucléaires préstratégiques : missile air sol moyenne portée (A.S.M.P.) (p. 4624).

Défense opérationnelle du territoire (p. 4624).

Force nucléaire stratégique (F.N.S.) : missiles stratégiques :

- missile air sol longue portée (A.S.L.P.) (p. 4624) ;

- missile S 4 (p. 4623).

Gendarmerie : conditions de vie (revalorisation) (p. 4624).

Loi de programmation militaire (p. 4623).

Personnels militaires :

- condition militaire (indemnité pour charges militaires, grille indiciaire, rémunérations) (p. 4624) ;

- Conseil supérieur de la fonction militaire (C.S.F.M.) (p. 4624) ;

- malaise (p. 4624).

Service national (et personnels des réserves) : personnels des réserves (p. 4624).

Intention de vote contre du groupe U.D.C. (p. 4624).

Questions :

Remplaçant M. Loïc Bouvard :

Personnels militaires :

- condition militaire (indemnité pour charges militaires, grille indiciaire ; rémunérations) (p. 4636) ;

- sous-officiers (p. 4636).

Services du Premier ministre : Environnement. - *Questions* [8 novembre 1989] :

Déchets :

- Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A.N.R.E.D.) (p. 4737) ;

- stockage des déchets (p. 4737).

- Rappel au règlement : actes de violence à l'encontre de parlementaires ceints de leur écharpe lors d'une manifestation pacifique de soutien au Liban [5 décembre 1989] (p. 5997).

- Rappel au règlement : actes de violence à l'encontre de parlementaires ceints de leur écharpe lors d'une manifestation pacifique de soutien au Liban [5 décembre 1989] (p. 6000).

VUILLAUME (Roland)

Député du Doubs

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 15 novembre 1989] (p. 14221).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 17 novembre 1989] (p. 14348).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et forêts - B.A.P.S.A. - *Questions* [26 octobre 1989] :

Remplacé par M. Philippe Auberger : Lait : Franche-Comté (quotas et réaffectation de la réserve nationale) (p. 4224).

Retraite des agriculteurs (p. 4217).

W

WACHEUX (Marcel)

Député du Pas-de-Calais

(10e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

QUESTIONS

à un ministre :

- Industrie [8 juin 1989] :

Communautés européennes : concurrence extracommunautaire sous la présidence française (p. 1876).

INTERVENTIONS

- Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (n° 822).

Première lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] ; [1er juillet 1989] :

Après l'article 32 *quater* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 109 de la commission (étend l'embouteillage obligatoire dans l'aire de production à l'ensemble des vins à appellation contrôlée) (p. 2792).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire. - *Questions* [9 novembre 1989] :

Zones d'intervention : zones minières : Nord-Pas-de-Calais (p. 4871).

WARHOUVER (Aloyse)

Député de la Moselle

(4e circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, transports et mer : Transports terrestres, routes et sécurité routière. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [30 octobre 1989] :

Routes : routes nationales (entretien) (p. 4358).

Transports terrestres : productivité (p. 4358).

- Projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023).

Commission mixte paritaire [19 décembre 1989] :

Après l'article 8 :

- *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (organise la répression du travail clandestin ; visites domiciliaires) (p. 6862).

WEBER (Jean-Jacques)

Député du Haut-Rhin

(6e circonscription)

U.D.C.

S'inscrit au groupe de l'Union du Centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) (n° 984) [*J.O.* du 12 décembre 1989] (p. 15410).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'**Informatisation du Livre foncier** dans les départements du **Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 1065)** [6 décembre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Aides de l'Etat à Renault : abandon des dettes de la régie Renault ; levée des quotas d'importation des voitures japonaises en France ; rôle de l'économie mixte [19 avril 1989] (p. 289, 290).

- Retraite des mères de famille : allocation de vieillesse des mères de famille ; âge et conditions d'attribution ; revalorisation [24 mai 1989] (p. 1166).

- Mines de potasse d'Alsace : travailleurs de la mine : Alsace ; mines de potasse ; grève ; revendications ; accord d'avril 1989 ; prix de la potasse ; évolution ; rapport Le Floch-Prigent [28 juin 1989] (p. 2581, 2582).

orales sans débat :

- n° 60 posée le 4 avril 1989 : **minéraux (entreprises : Alsace)** (p. 34). Appelée le 7 avril 1989 : mines domaniales des potasses d'Alsace ; entreprise minière et chimique ; Société commerciale des potasses et de l'azote ; emploi et activité (p. 89, 90, 91).

- n° 180 posée le 21 novembre 1989 : **chimie (politique et réglementation)** (p. 5471). Appelée le 24 novembre 1989 : bassin minier alsacien ; entreprise minière et chimique (E.M.C.) ; rapport Le Floch-Prigent (p. 5601, 5602).

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

b) *Mesures en faveur de la compétitivité.*

Article 12 *(diminution du taux de l'impôt sur les sociétés) :*

- *son* amendement n° 111 (étend aux coopératives le bénéfice du taux de 37 p. 100 pour le paiement des dividendes en actions) (p. 3823) ; non soutenu (p. 3824).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre : Environnement. - *Questions* [8 novembre 1989] :

Protection de la nature :

- Alsace (politique agricole commune : lutte contre la désertification) (p. 4737, 4738) ;

- conservatoires régionaux d'espaces naturels (p. 4737, 4738).

- Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T) (n° 984).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1989] :

Désarmement (p. 6201).

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) :

- personnels : droits et options offertes (p. 6201, 6202) ;

- plan de charge (marché intérieur et marché mondial) (p. 6201) ;

- statut (société nationale) :

- dotation en capital (p. 6201) ;

- performances attendues (p. 6200).

Abstention du groupe U.D.C. (p. 6202).

WILTZER (Pierre-André)

Député de l'Essonne

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Cesse d'être membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 19 avril 1989] (p. 5044).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder aux salariés, cadres bénévoles des associations de consommateurs, des **autorisations d'absence** pour siéger dans diverses instances et assumer leur mission **(n° 697)** [23 mai 1989].

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la vocation internationale de l'**association internationale des parlementaires de langue française** (A.I.P.L.F.) et à ses privilèges et immunités **(n° 699)** [23 mai 1989].

Proposition de loi relative au régime d'exonération de la **taxe foncière sur les propriétés bâties applicables aux édifices cultuels (n° 763)** [14 juin 1989].

Proposition de loi tendant à conférer la **qualité d'assuré social aux appelés du contingent et volontaires du service national (n° 916)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation des infirmières : personnels ; centres hospitaliers ; infirmiers et infirmières ; concours de recrutement ; grève des jurys ; revendications [31 mai 1989] (p. 1409, 1410).

- Problème de l'immigration : cultes ; laïcité ; immigration [25 octobre 1989] (p. 4121, 4122).

- **Immigration :** politique et réglementation ; droit de vote des immigrés ; commissions extra-municipales ; scrutins locaux [20 décembre 1989] (p. 6905, 6906, 6907).

à un ministre :

- **Justice** [15 juin 1989] :

Aide judiciaire : montant ; rémunération des avocats (p. 2170).

- **Politique économique et sociale** [22 juin 1989] :

Moyens de paiement : chèques impayés ; tarifs des cartes bancaires (p. 2375).

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement sur la politique de coopération de la France à l'étranger et débat sur cette déclaration (n° 627).

Principaux thèmes développés [20 avril 1989] :

Aides :

- Aide publique au développement :

- accroissement nécessaire (p. 345) ;

- contrôle parlementaire (p. 346).

Associations, commissions et délégations :

- Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F) (rôle) (p. 346) ;

- Commission de la coopération décentralisée pour le développement (p. 346).

Collectivités locales (rôle) (p. 345).

Coopération : structures (disparité) (p. 346).

Projets et propositions de loi : projet de loi de programme (nécessité) (p. 346).

- Conclusions du rapport de la commission des affaires étrangères sur les propositions de loi de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues (n° 698), de M. Pierre-André Wiltzer et plusieurs de ses collègues (n° 699) et de M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues (n° 700) relatives à la reconnaissance de la vocation internationale de l'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.) et à ses privilèges et immunités.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 juin 1989] :

Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.) :

- historique (p. 2132) ;

- institution parlementaire des pays francophones (p. 2132).

Dakar (sommet) (p. 2132).

Groupes politiques : consensus (p. 2132).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798) et projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (n° 797).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : discussion commune [4 octobre 1989] :

Amnistie des infractions liées au financement des partis et des campagnes électorales (p. 3119, 3120).

Campagnes électorales :

- financement :

- commission nationale de contrôle des comptes de campagne (composition et mission) (p. 3120) ;

- financement et dons privés (réglementation) (p. 3120, 3123) ;

- plafonnement des dépenses (p. 3119, 3120).

Elu (statut) (p. 3119).

Loi du 11 mars 1988 (dispositif et limites) (p. 3119).

Partis politiques : statut et liberté d'exercice (p. 3119).

Rapport sur l'application de la loi du 11 mars 1988 (absence) et procédure d'élaboration du présent projet (p. 3119).

Vie publique (moralisation) (p. 3119).

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798).

Première lecture :

Discussion des articles [5 et 6 octobre 1989] :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

Article L. 52-5 du code électoral (obligation de créer une association électorale pour recueillir des dons) :

- *son* amendement n° 164 (limite à une durée de six mois précédant le premier jour du mois d'une élection l'obligation de créer une association électorale) (p. 3156) : rejeté (p. 3158) ;

- *son* amendement n° 165 (remplace l'association électorale par l'institution d'un mandataire) (p. 3157) : retiré (p. 3161) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 3 de la commission (permet au candidat de recourir, soit à l'association électorale, soit au mandataire) (p. 3161).

Article L. 52-6 du code électoral (statut de l'association électorale) :

- *son* amendement n° 166 (statut du mandataire officiel) (p. 3163) : retiré (p. 3164).

Article L. 52-7 du code électoral (réglementation des dons privés) :

- *soutient* l'amendement n° 177 de M. Pierre Lequiller (interdit que le don versé par une personne morale puisse excéder 30 p. 100 du plafond des dépenses électorales) : retiré (p. 3174) ;

- *son* amendement n° 167 (plafonne l'ensemble des versements en espèces à 20 p. 100 des dépenses totales) : rejeté (p. 3176).

Article L. 52-8 du code électoral (plafonnement des dépenses de campagne) :

- *soutient* l'amendement n° 92 de M. Pierre Lequiller (réduit le plafond de dépenses à 700 000 F pour les élections législatives) : devenu sans objet (p. 3183) ;

- *soutient* l'amendement n° 113 de M. Pierre Lequiller (indexe les plafonds sur l'évolution des prix à la consommation) (p. 3183) : rejeté (p. 3184) ;

- *soutient* l'amendement n° 93 de M. Pierre Lequiller (indexe les plafonds sur l'indice du coût de la vie tous les cinq ans par décret) (p. 3183) : adopté (p. 3184).

Article L. 52-9 du code électoral (compte de campagne) :

- *son* amendement n° 168 (de précision) : adopté (p. 3185).

Article L. 52-10 du code électoral (commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 22 corrigé de la commission (de précision ; permet à la commission de faire appel à des officiers de police judiciaire pour mener des investigations) (p. 3209, 3210).

Article L. 52-17 du code électoral (évaluation des dépenses et des recettes des candidats) :

- *son* amendement n° 170 (évaluation d'office des dépenses par la commission après production des justificatifs par le candidat) : adopté (p. 3224).

Article 2 *(sanctions pénales) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 190 du Gouvernement (modifie les sanctions et précise les incriminations) (p. 3228).

Article 3 *(inéligibilité) :*

- *son* amendement n° 152 : devenu sans objet (p. 3233).

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *son* amendement n° 153 (précise que les deux fractions de l'aide publique sont égales) : retiré (p. 3236) ;

- *son* amendement n° 154 (précise que la seconde fraction de l'aide publique est destinée aux partis représentés au Parlement et non uniquement à ceux représentés à l'Assemblée nationale) : rejeté au scrutin public (p. 3237).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide financière publique) :*

- *son* amendement n° 155 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 3238) ;

- *son* amendement n° 156 (modifie les modalités de répartition de l'aide) (p. 3238) : devenu sans objet (p. 3239).

Article 9 *(association de financement d'un parti politique) :*

Article 11 de la loi du 11 mars 1988 (agrément de l'association de financement) :

- *son* amendement n° 159 soutenu par M. Pierre Lequiller (agrément d'une association de financement) : adopté (p. 3142).

Article L. 11-2 de la loi du 11 mars 1988 (réglementation et plafonnement des dons des personnes physiques et des personnes morales) :

- *son* amendement n° 160 (inclut dans la liste des personnes morales qui ne sont pas autorisées à verser aux partis politiques les sociétés contrôlées par l'Etat et les casinos) : adopté (p. 3266).

Article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 (retrait d'agrément ; défalcation des suffrages obtenus pour le montant de l'aide publique au financement) :

- *son* amendement n° 161 (retrait de l'agrément sur décision du juge) : rejeté (p. 3268).

Rappel au règlement : demande une suspension de séance pour l'examen d'un amendement déposé par le Gouvernement dont la reproduction a été imparfaite (p. 3274).

Article 15 *(déductibilité fiscale des dons consentis aux candidats d'un parti politique) :*

- *favorable* à l'amendement n° 115 de M. Pierre Lequiller (prévoit le recours à la technique du carnet à souche comme récépissé aux dons effectués) (p. 3278).

Article 18 *(modification de l'article 168 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 51 de la commission (affirme le caractère légitime des dons consentis par les sociétés dans les limites et les conditions prévues par le projet de loi) (p. 3283) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 117 de M. Pierre Mazeaud (permet aux sociétés d'effectuer directement des dons aux partis politiques) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 3283) ;

- *son* amendement n° 162 (de conséquence) (p. 3283) : devenu sans objet (p. 3284).

Article 18 *(amnistie) :*

- *soutient* l'amendement n° 171 de M. Pascal Clément (de suppression) : adopté au scrutin public (p. 3287).

Explications de vote [6 octobre 1989] :

Campagnes électorales :

- financement :

- association électorale et mandataire financier (p. 3294).

- commission nationale de contrôle des comptes de campagne (composition et mission) (p. 3294).

Partis politiques :

- financement :

- association de financement (p. 3294) ;

- financement et dons privés (p. 3294).

- financement public (p. 3294).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1989] :

Article 1er ter *(interdiction temporaire de toute publicité commerciale par voie de presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle) :*

- *son* amendement n° 50 soutenu par M. Pierre Lequiller (supprime l'interdiction, introduite par le Sénat, de procéder à la promotion de la gestion des collectivités locales sur le territoire duquel il est procédé à des élections générales) (p. 6075) : rejeté (p. 6077).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide financière publique) :*

- *son* amendement n° 56 soutenu par M. Pierre Lequiller (précise qu'ont droit à la deuxième fraction les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale ou ayant présenté des candidats dans au moins trente circonscriptions aux dernières élections législatives) : rejeté (p. 6079).

Article 19 *bis* A *(frais de transports des candidats aux élections en Guyane et en Polynésie française) :*

- *son* amendement n° 53 (prévoit d'exclure des dépenses de campagne les frais de transport maritime et aérien exposés entre les îles des départements et territoires d'outre-mer) (p. 6088) : satisfait (p. 6089).

Article 19 ter *(dépôt d'information sur la mise en œuvre du projet de loi) :*

- *son* amendement n° 54 (rétablit le texte adopté en première lecture) : adopté (p. 6089).

Nouvelle lecture :

Discussion des articles [21 décembre 1989] :

Article 6 *(aide financière publique aux partis politiques) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 5 de la commission (prévoit que la deuxième fraction de l'aide publique est répartie entre les partis qui sont représentés au Parlement) (p. 6977).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 695).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. - *Vote des crédits* [7 novembre 1989] :

Avant l'article 69 :

- *son* amendement n° 70 (publication d'un rapport, annexé au projet de loi de finances, sur l'exécution des décisions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays francophones) (p. 4689) ; adopté après modifications (p. 4691) ;

- *son* amendement n° 71 (insère l'intitulé « affaires étrangères » avant l'article 69) : adopté (p. 4691).

Départements et territoires d'outre-mer. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1989] :

Catastrophes naturelles : assurance (indemnisation outre-mer) (p. 4777).

Communautés européennes : généralités (p. 4777).

Départements et territoires d'outre-mer :

- Nouvelle-Calédonie : généralités (p. 4777).

Ministère des départements et territoires d'outre-mer :

- crédits : reports (p. 4777).

- Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie (n° 964).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 novembre 1989] :

Défend sa question préalable (p. 5660) : rejetée (p. 5662).

Généralités :

- champ d'application de l'amnistie (p. 5660) ;

- Etat (conséquences de l'amnistie sur l'autorité de l'Etat) (p. 5661) ;

- grâce présidentielle (p. 5661) ;

- précédents (p. 5660).

Gendarmerie (gendarmes tués à Fayaoué) :

- hommage (p. 5660).

- volonté des familles (p. 5660).

Justice :

- fonctionnement (influence de la loi d'amnistie) (p. 5660, 5661) ;

- indépendance de la justice (p. 5661).

Nouvelle-Calédonie :

- accords de Matignon (p. 5660) ;

- loi référendaire du 9 novembre 1988 (p. 5660) ;

- paix et réconciliation (p. 5660, 5661).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 décembre1989] :

Généralités : Gouvernement (déclarations relatives à l'amnistie des crimes de sang) (p. 6744).

Nouvelle-Calédonie :

- accords de Matignon (p. 6744) ;

- loi référendaire du 9 novembre 1988 (p. 6744).

Lecture définitive [20 décembre 1989] :

Vote contre du groupe U.D.F. (p. 6925).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Lecture définitive [20 décembre 1989] :

Principaux thèmes développés :

Immigrés (respect des droits) (p. 6926).

Vote contre du groupe U.D.F. (p. 6926).

WORMS (Jean-Pierre)

Député de Saône-et-Loire

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 5 avril 1989] (p. 4404).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (n° 685) [*J.O.* du 24 juin 1989] (p. 7894).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'action des collectivités territoriales en faveur du développement économique local (n° 967) [16 novembre 1989] (p. 5382).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15549).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 15 décembre 1989] (p. 15601).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (n° 798)

Première lecture :

Discussion des articles [5 et 6 octobre 1989] :

Article 1er *(réglementation du financement des campagnes) :*

Article L. 52-5 du code électoral (obligation de créer une association électorale pour recueillir des dons) :

- *défavorable* à l'amendement n° 101 de M. Pierre Mazeaud (limite à une durée de six mois précédant le premier jour du mois d'une élection l'obligation de créer une association électorale) (p. 3157) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 164 de M. Pierre-André Wiltzer (limite à une durée de six mois précédant le premier jour du mois d'une élection l'obligation de créer une association électorale) (p. 3157).

Article L. 52-6 du code électoral (statut de l'association électorale) :

- *ses observations* sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Delalande (supprime la disposition selon laquelle un candidat ne peut donner son accord qu'à une seule association électorale) (p. 3164).

Après l'article L. 52-6 du code électoral :

- *ses observations* sur l'amendement n° 6 de la commission (transpose au mandataire le statut prévu à l'association électorale) (p. 3166).

Article 8 *(association de financement d'un parti politique) :*

- *favorable* (p. 3241).

Constitutionnalité des dispositions (art. 4 de la Constitution) (p. 3241).

Article 13 *(campagne de promotion publicitaire) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 49 de la commission (de suppression) (p. 3275).

- Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 944).

Première lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1989] :

Après l'article 1er :

- *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jacques Toubon (limite le caractère suspensif du recours aux cas de refus de renouvellement d'une carte de séjour, d'une carte de résident ou d'un titre de séjour pour les étrangers mentionnés aux articles 15 et 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 5467).

Z

ZELLER (Adrien)

Député du Bas-Rhin

(7e circonscription)

U.D.C.

S'inscrit au groupe de l'Union du Centre [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4311).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (n° 978) [*J.O.* du 14 décembre 1989] (p. 15552).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (n° 1023) [*J.O.* du 20 décembre 1989] (p. 15812).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer un **fonds national de prêts d'honneur aux étudiants (n° 854)** [10 mai 1989].

Proposition de loi tendant à assurer la **transparence** de l'affectation des sommes recueillies par des **associations** qui sollicitent la générosité publique pour de grandes causes nationales ou internationales **(n° 938)** [12 octobre 1989].

Proposition de loi tendant à faciliter l'**accès de tous aux soins de santé (n° 939)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Exclusion des handicapés :** refus d'un hôtelier d'accueillir des handicapés dans son établissement, en violation de la loi du 13 janvier 1989 [12 avril 1989] (p. 128).

orales sans débat :

- **n° 165** posée le 10 octobre 1989 : **système pénitentiaire (établissements : Bas-Rhin)** (p. 3369). Appelée le 13 octobre 1989 : Saverne ; maison d'arrêt ; fermeture (p. 3545, 3546).

INTERVENTIONS

- Projet de loi approuvant le X° Plan [1989-1992] (n° 545).

Première lecture :

Discussion des articles [26 avril 1989] :

Article unique *(portant approbation du X° Plan) :*

- *son* amendement n° 31 soutenu par M. Jean-Pierre Balligand (lutte contre la grande pauvreté) : non soutenu (p. 506) ; repris par M. Jean-Pierre Balligand ; vote réservé (p. 507) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [28 avril 1989] (p. 581).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1989] :

Conditions générales de l'équilibre financier.

Titre I°r : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Mesures de justice et de solidarité.*

Article 6 *(réduction de 5,5 p. 100 à 2,1 p. 100 du taux de la T.V.A. sur les médicaments remboursables) :*

- *ses observations* sur l'amendement n° 114 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 3770) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 190 de M. Jacques Barrot (applique à la recherche pharmaceutique le régime fiscal de la recherche minière) : retiré (p. 3773).

Médicaments (prix) (p. 3773).

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [2 novembre 1989] :

Emploi : insertion professionnelle et sociale : stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P) (p. 4446).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- collectivités locales (décentralisation) (p. 4447).

- stages (p. 4477).

Handicapés (p. 4447).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- crédits : niveau (p. 4446) ;

- organismes : Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E) (p. 4446, 4447).

Préretraites (Association pour la structure financière - A.S.F) (p. 4447).

Questions :

Communautés européennes (charte sociale européenne) (p. 4468).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E) (p. 4468).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

- *ses observations* sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Yves Chamard (réduction des crédits ; report de crédits) (p. 4484).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1989] :

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

a) *Fiscalité locale.*

Après l'article 58 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 77 de la commission (affecte la part communale de la taxe professionnelle perçue sur les zones d'activités économiques aux groupements ou syndicats de communes les ayant créées) (p. 5276, 5277) ;

- *ses observations* sur l'amendement n° 174 de M. Alain Richard (prévoit l'établissement d'avis d'imposition par chaque collectivité territoriale percevant des impôts directs locaux) (p. 5279).

e) *Mesures diverses.*

Après l'article 88 :

- *son* amendement n° 36 (étend le contrôle de la Cour des Comptes à certains organismes ou œuvres faisant appel à la générosité publique) (p. 5304) : retiré (p. 5305).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 et 15 décembre 1989] :

Après l'article 88 *quater* :

- *son* amendement n° 177 corrigé (étend le contrôle de la Cour des comptes à certains organismes ou œuvres faisant appel à la générosité publique) : vote réservé (p. 6722) ; non soumis au vote : application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [15 décembre 1989] (p. 6725).

- Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969 (n° 1136).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1989] :

Régions : Alsace (communes frontalières) (p. 6921).

Travailleurs frontaliers : limites de la zone frontalière (p. 6921).

- Motion de censure déposée par MM. Bernard Pons, Pierre Méhaignerie, Charles Millon et 118 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le 19 décembre 1989.

Principaux thèmes développés lors de la discussion [21 décembre 1989] :

Professions médicales : conventionnement (séparation des médecins généralistes et des spécialistes) (p. 6993)

Professions paramédicales : infirmières (p. 6994).

Sécurité sociale :

- conditions d'examen du projet de loi (utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution) (p. 6994) ;

- dépenses de santé (maîtrise) (p. 6994) ;

- financement (p. 6994).

ZUCCARELLI (Emile)

Député de la Haute-Corse

(1re circonscription)

Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1989] (p. 4310).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 avril 1989] (p. 4351).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1990 (n° 895) (Recherche et technologie) [*J.O.* du 19 octobre 1989] (p. 13067).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse **(n° 882)** [12 mai 1989].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)** : annexe n° 32 : **recherche et technologie (n° 920)** [12 octobre 1989].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Situation en Corse : revendications et grèves en Corse [5 avril 1989] (p. 39, 40, 41).

INTERVENTIONS

- Projet de loi portant amnistie (n° 702).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 juin 1989] :

Après l'article 1er :

- *son* amendement n° 5 (amnistie les infractions commises avant le 14 juillet 1988 à l'occasion des événements de Corse) (p. 2688) : adopté au scrutin public (p. 2691).

- Projet de loi de finances pour 1990 (n° 895)

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. - *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur [24 octobre 1989] :

Crédits de recherche : budget civil de la recherche et du développement (B.C.R.D.) et Dépense nationale de recherche et de développement (D.N.R.D.) (objectif des 3 p. 100 du P.I.B.) (p. 4039, 4040).

Chercheurs :

- carrière, revenus (p. 4039) ;

- effectifs et créations d'emploi (p. 4039).

- formation (p. 4040) ;

- ingénieurs, techniciens et administratifs (I.T.A.) (p. 4039).

Recherche industrielle :

- Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) (p. 4040) ;

- crédit d'impôt-recherche (p. 4040) ;

- fonds de la recherche et de la technologie (F.R.T.) (p. 4040).

Recherche médicale (I.N.S.E.R.M, SIDA, cancer, attribution du Nobel de médecine) (p. 4040).

Recherche nucléaire (Commissariat à l'énergie atomique - C.E.A.) (p. 4050).

Vote des crédits :

Organismes de recherche (amendement de la commission des affaires culturelles déclaré irrecevable) (p. 4070).

403899997. - Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15